



**HAL**  
open science

# Les Années 50. Aux origines de l'anthropologie française contemporaine

Christine Laurière

► **To cite this version:**

Christine Laurière (Dir.). Les Années 50. Aux origines de l'anthropologie française contemporaine. Les Carnets de Bérose. , 14-2, 2024, Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie, 978-2-11-167948-1. halshs-04707125

**HAL Id: halshs-04707125**

**<https://shs.hal.science/halshs-04707125v1>**

Submitted on 27 Sep 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# Les Années 50

Aux origines de l'anthropologie française contemporaine / **Volume 2**



sous la direction de Christine Laurière



14 | Les Carnets de Bérose

# Les Années 50

Aux origines de l'anthropologie française contemporaine

sous la direction de Christine Laurière

numéro 14 - volume 2

Cet ouvrage est une publication du Ministère de la culture (Direction générale des patrimoines et de l'architecture, Délégation à l'inspection, la recherche et l'innovation), avec le soutien de l'UMR9022 Héritages : Culture/s, Patrimoine/s, Création/s (CY Cergy Paris Université, CNRS, Ministère de la culture).

Illustration de couverture, Nicolas de Staël, *La Ciotat*, 1952.

© Adagp, Paris, 2024 - Cliché : Jean-Louis Losi/Adagp images

ISBN 978-2-11-167948-1

Volume 1 : <https://www.berose.fr/article3365.html>

Volume 2 : <https://www.berose.fr/article3366.html>



**Les Carnets de Bérose**

La collection des *Carnets de Bérose* est sous licence CC BY-NC-ND 4.0  
Creative Commons Attribution - Utilisation non commerciale - Pas d'œuvre dérivée 4.0 International.

Elle est dirigée par Christine Laurière et Frederico Delgado Rosa.

Secrétariat de rédaction – Annick Arnaud

Mise en page et mise en ligne – Guillaume Lerévéréd

Conception graphique et réalisation de la maquette – Aurélie Veyron-Churlet

Les propositions de synopsis sont adressées à [berose.encyclopedie@gmail.com](mailto:berose.encyclopedie@gmail.com).



**Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie**

BEROSE International Encyclopaedia of the Histories of Anthropology

# Les Années 50

Aux origines de l'anthropologie française contemporaine

## Sommaire du numéro 14 - volume 2

### TROISIÈME PARTIE

#### L'ETHNOLOGIE DE LA FRANCE, UNE DISCIPLINE EN CONSTRUCTION

##### UNE SCIENCE DU POPULAIRE ?

##### **Folklore et ethnographie de la France autour du Musée national des arts et traditions populaires**

Arnauld Chandivert 5

##### LES EXPÉRIMENTATIONS ETHNOLOGIQUES DE MARCEL MAGET

Nicolas Adell 42

##### RECONNAISSANCE NATIONALE D'UNE ETHNOLOGIE RÉGIONALE

##### **La Bretagne au Musée national des arts et traditions populaires**

Marie-Barbara Le Gonidec 83

##### LE CERCLE DE WÉGIMONT

##### **OU LE MOMENT EUROPÉEN DE L'ETHNOMUSICOLOGIE FRANÇAISE (1954-1963)**

François Gasnault 120

### QUATRIÈME PARTIE

#### L'ETHNOLOGIE AFRICANISTE, ENTRE TRADITIONS ET MODERNITÉS

##### L'ETHNOLOGUE EN EXPLORATEUR ?

##### **Rechercher la filiation, redéfinir l'exploration**

Anaïs Mauuarin 144

##### OUVRIR LA VOIX : LES FILMS DE LA MISSION OGOOUÉ-CONGO (1946)

Damien Mottier 176

##### SITUATION COLONIALE ET SITUATION DE CONTACT EN AFRIQUE

##### **Georges Balandier et le sillon tracé par les « Culture Contacts »**

Franck Beuvier 213

##### DE L'INVENTAIRE À L'ENQUÊTE

##### **Le tournant « sociologique » de l'Institut français d'Afrique noire (1946-1955)**

Julien Bondaz 254

**CINQUIÈME PARTIE**  
**LES AMÉRIQUES NOIRES, ENTRE ANTHROPOLOGIE THÉORIQUE ET ANTHROPOLOGIE APPLIQUÉE**

**ROGER BASTIDE**

**Réseaux intellectuels et constitution d'un domaine afro-américaniste**

Stefania Capone

**300**

**LE PROGRAMME UNESCO SUR LES RELATIONS RACIALES À SÃO PAULO**

**Roger Bastide, entre science et militantisme noir**

Fernanda Arêas Peixoto

**331**

**L'UNESCO EN HAÏTI**

**L'impossible bibliothèque-musée du peuple dans la vallée du Marbial**

Júlia Vilaça Goyatá

**360**

**LES AUTEURS**

**383**

**UNE SCIENCE DU POPULAIRE ?**  
**Folklore et ethnographie de la France autour du Musée national  
des arts et traditions populaires**

*Arnauld Chandivert*

**D**ANS UN article paru en 1991 consacré aux représentations scientifiques du populaire et à leurs dimensions politiques, le sociologue Bernard Pudal débutait son propos par quelques considérations caustiques. Elles concernaient une institution scientifique et culturelle peut-être déjà affectée à cette date par un certain déclin, le Musée national des arts et traditions populaires (MNATP), pleinement ouvert en 1972 au bois de Boulogne après avoir été créé en 1937 et accueilli dans les sous-sols du palais de Chaillot. Selon l'auteur :

Le langage des lieux et la mise en scène du populaire que propose le MNATP disent assez crûment de quel maniement délicat relève le populaire : du populaire, on peut jouer et se jouer, mais à la condition de séparer le mort du vif, de vivifier le mort pour enterrer le vif. Première opération : définir le populaire dans son registre séparé, authentifier et nommer scrupuleusement objets et pratiques. Deuxième opération : inscrire cette catégorisation dans l'imaginaire grâce à une re-création théâtrale, en frappant de réalité réaliste la représentation, masquant ainsi les petits assassinats symboliques qui la régissent en coulisse. Troisième opération : installer ce moment récréatif dans l'univers de l'Autre, là où la mémoire des lieux garde les traces de la fascination coloniale. On retrouve ici l'ambivalence constitutive du folklorisme, cette police scientifique qui ne peut dissocier l'acclimatation savante du populaire de rituels de domestication qui s'apparentent à de véritables exorcismes (Pudal 1991 : 53).

Un tel propos s'inscrivait dans un ensemble de réflexions sur les cultures populaires engagées depuis les années 1960, avec les travaux de Robert Mandrou (1964), de Michel de Certeau (1970) puis ceux de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (1989) par exemple. Des considérations critiques analogues, bien que d'inspiration plus foucaldienne et centrées sur la muséographie, se

retrouvent dans un ouvrage collectif, qui prend pour objet les opérations de collecte, de mise en ordre et de gouvernement qui ont été au cœur des activités de différents musées ethnographiques de par le monde (Bennett 2017). Dans un chapitre de cet ouvrage, Nélia Dias analyse conjointement les cas du musée de l'Homme et de celui des arts et traditions populaires, principalement dans l'entre-deux-guerres. Son propos vise à pointer l'articulation de ces deux entreprises muséographiques dans l'établissement d'une administration des populations, qu'il s'agisse de celles des colonies ou du territoire national. Bien qu'elle signale les engagements scientifiques, politiques et idéologiques qui furent ceux des acteurs de ces entreprises<sup>1</sup>, l'autrice indique combien ces dernières participaient d'un processus de régulation des différences entre populations, lues en termes culturels et référées à l'unité de la « plus grande France », incluant les colonies ainsi que les régions rurales de l'Hexagone. Concernant le cas du MNATP, de son point de vue, « regional cultural ecologies [soit les découpages d'unités effectués au sein du MNATP] were produced as the conduit through which rural populations were to be ordered, governed and acted on » (*ibid.* : 254).

À ces dimensions politiques relatives au traitement du populaire et au gouvernement savant des différences s'ajoutent, concernant le MNATP et l'ethnologie de la France, des considérations plus strictement scientifiques, qui ont trait à la constitution, à la définition et à la dénomination de ce domaine d'études. Après que des qualificatifs comme celui de « traditionnisme » furent abandonnés et que celui de folklore fut généralement admis pour qualifier, en France et dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, des activités de recherche portant sur les croyances et traditions populaires, la caractérisation de ce domaine a été, dans l'entre-deux-guerres, l'objet de nombreuses controverses scientifiques entre ses divers représentants<sup>2</sup>. L'abandon du terme de folklore après la Seconde Guerre mondiale, sur lequel cet article reviendra, au profit de celui d'ethnographie de la France, a donné lieu à ce que, depuis cette période, ce premier qualificatif acquiert fréquemment des connotations scientifiques et idéologiques négatives et fonctionne comme un repoussoir. Il a pu ainsi être utilisé dans des procédés de mise à distance, temporelle comme épistémologique, à l'égard de générations scientifiques antérieures ou à propos de tendances supposées dépassées à la faveur des évolutions disciplinaires. Les activités scientifiques et muséographiques menées autour du MNATP avant, pendant, mais aussi après le second conflit mondial furent visées par de tels jugements. Dans les années 1960-1970, elles auraient incarné un modèle scientifique « déclassé », notamment au regard du développement de courants alors considérés comme novateurs (comme le structuralisme) (Laferté & Renahy 2006). Leurs objets apparaissaient « vieillots », voire rattachés à un folklorisme suranné, alors même que l'on assistait à des évolutions importantes au sein du

MNATP dans la première moitié des années 1960, un certain primat étant accordé au scientifique à la faveur du lancement de grandes recherches collectives, débouchant sur la création du Centre d'ethnologie française<sup>3</sup>. De la sorte et en forçant quelque peu le trait, les qualités reconnues à certains travaux produits au sein du musée ou dans son voisinage direct dans les années 1950, comme ceux de Louis Dumont (1951) ou de Marcel Maget (1953), fonctionnent un peu à la manière de contre-exemples d'un moment scientifique aux réalisations notables limitées – peu de travaux sont aujourd'hui devenus des classiques, pour une institution qui s'est développée scientifiquement dans les années 1960 et n'ouvrit pleinement qu'au début des années 1970.

Partant de ces considérations, l'objectif de cet article est d'analyser la manière dont l'ethnographie de la France s'est (re)construite après la Seconde Guerre mondiale, en adoptant une appellation qui entendait déjà rompre avec un folklorisme jugé périmé. Il s'agira ainsi d'examiner la façon dont les politiques relatives à ce champ d'analyses se sont organisées à cette période. Ce terme de politiques renvoie à plusieurs dimensions combinées. Il concerne tout d'abord les politiques de la recherche au sens anglais de *policies*. Ce sens désigne alors l'ensemble des actions impliquant des institutions et visant à la structuration et au développement de l'ethnographie de la France. Ces actions étaient certes menées dans le cadre d'un programme scientifique et muséographique. Cependant, elles s'inscrivaient aussi dans une représentation du monde et de sa transformation sociohistorique comportant une dimension morale, idéologique et politique – ces principes de mise en ordre et de gouvernement qui retiennent l'attention des auteurs de l'ouvrage indiqué précédemment (Bennett 2017). De tels aspects sont somme toute inévitables, même dans les situations où l'activité scientifique bénéficie de degrés importants d'indépendance à l'égard du pouvoir politique. Toute époque porte avec elle un certain nombre d'urgences et d'évidences, auxquelles les hommes et les institutions n'échappent pas ou qui structurent pour le moins les prises de position, comme ce fut le cas après la guerre avec les impératifs de la reconstruction et la diffusion des représentations de la « modernisation des sociétés ».

Cette interrelation entre politiques scientifiques et positions idéologico-politiques concerne aussi un dernier aspect. Celui-ci a trait aux rapports entre perspectives scientifiques et engagements politiques. En effet, l'ethnographie de la France à cette période ne correspondait pas nécessairement à une pratique scientifique neutre, purement descriptive et porteuse d'une représentation pacifiée du monde social. Dans le direct après-guerre et les années 1950, il est au contraire possible de souligner l'existence d'options analytiques assez contrastées, non pas



uniquement en termes scientifiques, mais aussi au regard des orientations politiques qu'elles comportaient, notamment en référence au marxisme. Plus que le populaire, qualificatif pourtant employé dans le nom donné à l'institution MNATP, le regard scientifique mobilise d'autres référents. Qu'est-ce qu'une ethnographie *de la France* et comment la mettre en œuvre ? Participait-elle d'une mise en ordre du monde et d'un gouvernement des populations ? Devait-elle porter sur la culture et les groupes culturels ou sur d'autres réalités, comme les rapports de classe et les « communautés » ?

À la suite d'une première section visant à resituer rapidement ce que l'on appelait le folklore dans l'entre-deux-guerres et sous le gouvernement de Vichy, périodes désormais relativement bien connues, j'aborderai les mécanismes de son redéploiement dans l'après-guerre et dans les années 1950. En ce sens, il s'agira tout d'abord de ne pas analyser ces années 1950 sans tenir compte de ce qui les précède. Il s'agira aussi de traiter la période qui débute après le conflit en prenant une certaine distance avec l'idée d'un champ d'études alors renommé « ethnographie de la France », de façon à rompre avec le qualificatif de folklore, mais qui aurait cependant été peu associé à la reconstruction plus générale de l'ethnologie et des sciences sociales qui s'opère à ce moment-là, symptôme de ce qu'aurait été sa déqualification progressive. De façon à expliquer la teneur particulière des travaux entrepris à cette période, l'analyse se déplacera ensuite vers l'examen des modalités de reconstruction de cette ethnographie du domaine métropolitain, qu'il s'agisse de ses aspects scientifiques ou muséographiques, dès lors que la place prise par le MNATP dans cette reconstruction donnait lieu à leur association. Dans un troisième temps, je porterai mon attention sur les tensions scientifiques ou théorico-politiques qui ont pu exister au sein de ce domaine d'études, notamment au travers des différends entre tenants d'une analyse en termes de groupes culturels (Marcel Maget) et adeptes du matérialisme historique proches du MNATP (Albert Soboul, Charles Parain et Henri Lefebvre).

### **Le folklore : desseins, tensions et divisions (entre-deux-guerres et Seconde Guerre mondiale)**

Bien que le folklore ait pris forme en France dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, la période de l'entre-deux-guerres est caractérisée par un intense effort visant à sa requalification scientifique – selon l'expression utilisée par Gilles Laferté (2009). Cette requalification est entreprise à partir de la fin des années 1920 avec la création d'une Société de folklore français, titre auquel fut

rapidement adjointe la mention « et de folklore colonial » en 1932. À la suite de la création de cette société, dont le projet fut porté par André Varagnac, Lucien Febvre mit sur pied en 1934 une seconde institution, la Commission des recherches collectives, rattachée au Comité de l'encyclopédie française, projet encyclopédique dont il assurait la direction scientifique. Il s'attacha pour cela les services de Varagnac, mais aussi ceux d'un jeune chercheur formé par Célestin Bouglé, Marcel Maquet<sup>4</sup>. Finalement, après que fut décidée la fondation du MNATP en 1937, dont la direction fut confiée à Georges Henri Rivière, celui-ci prit Varagnac comme adjoint, ce dernier étant devenu l'un des personnages importants de ces études folkloriques renouvelées<sup>5</sup>. Cette rénovation était autant scientifique qu'idéologique. Le folklore était alors relié à un positivisme d'inspiration durkheimienne et se situait au croisement d'écoles scientifiques novatrices, qu'il s'agisse des héritiers de ce durkheimisme (Bouglé, Mauss), de l'équipe de l'Institut d'ethnologie (Mauss de nouveau, ainsi que Paul Rivet et Lucien Lévy-Bruhl), des tenants de l'école des Annales (Lucien Febvre avant tout) ou de la géographie moderne post-vidalienne (Albert Demangeon).

Cette orientation scientifique se doublait d'une volonté, si ce n'est de totalement écarter, au moins de contourner les adeptes du folklore à cette époque, considérés comme des amateurs aux travaux à la scientificité douteuse et politiquement conservateurs, voire réactionnaires, notamment au travers de leurs liens avec la nébuleuse régionaliste. Cela orientait la mise en œuvre des travaux de recherche d'une façon particulière. À défaut de pouvoir utiliser un grand nombre d'enquêteurs formés, et pour éviter que les enquêtes ne soient menées par ces amateurs, la méthodologie retenue consistait en l'élaboration de questionnaires par les spécialistes parisiens, diffusés ensuite via les réseaux que les acteurs de ces diverses entreprises constituaient. Certes, à la suite de la création du MNATP, des missions d'enquêtes furent organisées, à l'image de celles menées en Sologne, où Malinowski se rendit en 1938<sup>6</sup>. Cependant, ce sont bien les enquêtes par questionnaire qui dominaient. Et les réseaux qu'elles mobilisaient s'appuyaient parfois sur des sociétés savantes provinciales correspondant à l'idéal de novation et de traitement scientifique du folklore animant les concepteurs de ces enquêtes. Ces sociétés devenaient ainsi des relais locaux susceptibles de servir l'ambition de quadriller le territoire national – ce fut par exemple le cas avec le Comité du folklore champenois, auquel Varagnac était lié, et avec le Groupe audois d'études folkloriques, à Carcassonne.

Malgré les dissensions qui pouvaient les opposer, on peut dire que tous les adeptes de ce folklore voulu scientifique prétendaient à cette époque l'arracher à la curiosité sans méthode à

l'égard des petits faits et des superstitions. Ils étaient mus par une ambition générale finalement commune : faire apparaître des « constatations imprévues, mettant en évidence des faits de répartition et d'évolution qui susciteront de nouvelles enquêtes » selon les mots d'André Varagnac (1935). À cet égard, des études localisées et isolées les unes des autres, à l'image de celles, nombreuses, menées dans les sociétés d'érudition départementales où le folklore avait trouvé ses premiers partisans, semblaient insuffisantes. Les acteurs de ces réseaux de rénovation scientifique du folklore évoquaient au contraire fréquemment l'idée d'un besoin de synthèse.

### ***Le folklore scientifique et le MNATP avant la guerre : espoirs et limites***

La création du MNATP répondait à ce besoin. Au moment où le musée d'ethnographie du Trocadéro entendait se séparer de ses collections touchant au domaine français, fut formulé (ou reformulé) un projet de musée de folklore français. Jean Cassou fut alors chargé en 1932 de réunir une commission sur ce thème. Puis, en 1933, un comité en faveur du musée fut créé au sein de la Société de folklore français et de folklore colonial. Les démarches s'accéléchèrent en 1936. Georges Henri Rivière, détaché du Musée d'ethnographie et chargé par Georges Huisman de la création du département de folklore des musées nationaux, s'adjoignit les services d'André Varagnac, ce dernier apparaissant alors comme l'un des jeunes chercheurs en pointe sur ces questions.

On sait, grâce notamment aux travaux de Pascal Ory (1994, 1987), combien ce projet muséal fut porté par l'atmosphère à la fois politique et culturelle du Front populaire. On assiste en effet à cette époque à une évolution des références politiques et idéologiques vers le folklore et les singularités locales ou régionales qui se trouvent fortement mobilisées à gauche, y compris par le Parti communiste qui, en 1937, préparant son congrès annuel en Arles, considérait « comme une tâche d'honneur d'être le défenseur ardent de la culture et des traditions régionales de notre beau pays<sup>7</sup> ». Et alors que le folklore désignait en même temps le savoir propre au peuple « et la discipline scientifique qui se propose de l'étudier » comme le remarquait Rivière en 1936 (1936 : 58), ce peuple apparaissait à la fois comme sujet, objet et destinataire du musée qui entendait être consacré à ces cultures et traditions françaises. Il s'agirait d'un de ces musées « où le peuple se sentirait à l'aise, des musées qui lui parleraient de ses travaux et de sa vie de tous les jours » et qui, concernant le MNATP, « touchera le cœur de tous les Français<sup>8</sup> ». Ce rapport au populaire se retrouve dans la création en 1936 de l'Association populaire des amis des musées (APAM),

elle-même proche du mouvement des Maisons de la culture alors naissantes, dont l'association qui les promouvait fut le lieu d'implication politique et militante de nombreux intellectuels. Présidée par Paul Rivet, l'APAM compte Varagnac parmi les vice-présidents, Rivière comme secrétaire général, et vise notamment à encourager l'accès des classes populaires aux musées et à diffuser la culture, d'une façon assez proche de celle qui sera expérimentée par André Malraux après la création du ministère des Affaires culturelles en 1959.

Le MNATP alors en projet entendait, non pas uniquement concentrer à Paris les pièces les plus caractéristiques des différentes régions, mais bien prendre appui sur les recherches menées, missions et enquêtes par questionnaire, ainsi que sur des réseaux muséographiques. Ces derniers étaient pensés de deux façons. L'ambition était tout d'abord de diffuser « la conception moderne du folklore et les nouveaux procédés muséographiques » vers les musées de province comportant des collections folkloriques, œuvrant ainsi à leur « rénovation ». Elle consistait aussi en l'intention d'établir un réseau de musées de plein air, auxquels seraient associées des « auberges de la jeunesse ». De la sorte, le musée projeté était bel et bien « un musée de synthèse<sup>9</sup> ».

D'une façon évidente, le rapport au populaire et au national des acteurs de ces réseaux folkloristes n'était pas exempt d'ambiguïtés. L'élargissement de la Société de folklore français aux territoires coloniaux en 1932 pouvait ainsi conduire René Maunier, son président, à déclarer : « Nous avons agrandi immensément notre terroir [...] Nous avons donc, si j'ose ainsi parler, plus de sujets, mais aussi plus d'objets. C'est le folklore de cent millions d'hommes qui est notre lot. » Et le lien entre territoire national et colonies ne ferait « qu'attester la profonde unité de la grande France, par-delà les mers<sup>10</sup> ». De même, concernant le populaire hexagonal, et malgré le projet élaboré par Varagnac avec l'aide de Paul Vaillant-Couturier d'une enquête sur le folklore des grèves, sa définition fut avant tout référée aux populations rurales, non certes comme représentantes de la « vraie France » éternelle, selon l'expression d'Herman Lebovics (1995), mais au moins comme celles d'une « France d'avant », témoins vivants d'un passé supposé en train de s'effacer. De plus, dans les travaux dont il était l'objet, ce populaire rural était avant tout approché par des élites sociales et scientifiques. André Varagnac n'avait initialement pas réussi à obtenir la possibilité de recourir aux instituteurs, à ses yeux représentants du peuple face à ces élites, comme relais des enquêtes menées par la Société de folklore français. Certes, il l'obtint dans celles menées par la Commission des recherches collectives, mais sans que cela ne débouche sur des résultats tangibles (Müller 2009 ; Chandivert 2018).

En effet, la professionnalisation plus tardive en France que dans d'autres pays de l'ethnologie et du folklore scientifique, le lien de ces domaines d'études avec les deux musées que sont celui de l'Homme et celui des arts et traditions populaires, inauguré pour le premier et créé pour le second à la fin des années 1930, ont eu des conséquences importantes. La survenue de la guerre, l'Occupation et la mise en place du gouvernement de Vichy peu de temps après que ces institutions ont vu le jour, ont puissamment affecté les espoirs de développement disciplinaire alors formulés.

En ce qui concerne le folklore, le MNATP a joué un rôle notable de centralisateur d'une bonne part des entreprises antérieures. Bien qu'elles aient constitué des institutions à part entière, la Société de folklore français et la Commission des recherches collectives ont été fortement associées, voire rattachées, au musée<sup>11</sup>. De la sorte, il devint finalement l'institution chargée de la valorisation des résultats des premières enquêtes lancées. Compte tenu du temps de traitement des réponses aux questionnaires, des délais de publication, etc., rien ou presque n'a paru avant la guerre. Quelques éléments furent certes publiés dans la *Revue de folklore français* ou dans les actes du Congrès international de folklore organisé à Paris en 1937 (Velay-Vallantin 1999 ; Laferté 2009). Mais ils n'étaient pas suffisants pour donner le sentiment que, grâce à l'exploitation des résultats, l'on ait vu pleinement se « dessiner, sous nos yeux, des régions de la France que nous ne soupçonnions pas », permettant de comprendre « comment s'y est faite l'évolution de la civilisation » – contrairement à ce que pensait Paul Fortier-Beaulieu, membre important de la Société de folklore français, en 1939<sup>12</sup>. De même, la création en 1938 d'une Commission nationale des arts et traditions populaires, réunissant par exemple Marcel Mauss, Marc Bloch, Lucien Febvre et Albert Demangeon, donna lieu à la définition d'un programme de travail comprenant une suite de questionnaires portant sur les groupes folkloriques de France, le calendrier et l'outillage agricole traditionnels. Néanmoins, entrepris dans une période trop proche de la guerre, le projet de ces enquêtes ne fut relancé qu'à partir de 1942, dans d'autres circonstances donc, qui ne permirent pas d'obtenir rapidement des résultats tangibles.

### ***Le musée sous Vichy : participations, tensions et divisions***

À la suite des travaux séminaux de Christian Faure (1989), qui insistaient sur les rapports plus qu'ambigus entre le folklore et les politiques du gouvernement de Vichy, d'autres publications ont abouti à un portrait plus nuancé des relations entre les activités menées au sein du MNATP ou dans son entourage immédiat et ces politiques (Maget 1993 ; Fabre 1997 ; Weber 2003 ; Christophe

*et al.* 2009 ; Ory 2018). Bien que de nombreux points restent encore à éclaircir, cette période est désormais assez bien connue pour que l'on puisse relativiser l'idée d'une compromission manifeste de cette institution avec l'idéologie de la Révolution nationale. Certes, les acteurs centraux du folklore scientifique n'ont pas effectué les choix puissants conduisant à refuser tout lien avec cette idéologie et les actions qui l'accompagnaient. Peu se sont pleinement engagés dans la Résistance et sont entrés dans la clandestinité. Comme d'autres musées ou institutions, le MNATP a même pu tirer profit des actions qu'il a pu susciter ou au sein desquelles il a trouvé une place durant cette période, à l'image du lancement des différents chantiers intellectuels. Cela a conduit à ce que les réserves et les services de documentation du musée s'emplissent de divers objets, rapports d'enquête, descriptions de mobiliers et d'habitations, de telle sorte qu'il semble ressortir grand de la période de la Seconde Guerre mondiale. Une telle lecture, tout à fait justifiée, laisse cependant dans l'ombre le fait qu'à l'issue du conflit, le projet formulé dans l'entre-deux-guerres d'une alliance interdisciplinaire autour de l'étude des phénomènes folkloriques explose et que, finalement, tout soit à reconstruire en 1945.

Durant la guerre, suite à l'implantation d'André Varagnac en zone libre à la faveur de sa participation à l'évacuation des œuvres des musées nationaux<sup>13</sup>, le MNATP est divisé entre les activités menées depuis Paris et celles entreprises par son conservateur-adjoint dans le Sud. Varagnac est alors particulièrement actif dans divers projets, actions et politiques conduits dans la région du Midi toulousain. En effet, le programme régionaliste maréchaliste y est rapidement décliné, sous l'égide du préfet régional Léopold Chéneaux de Leyritz, auparavant préfet de la seule Haute-Garonne et qui accède à ces fonctions en 1941. Il met en place un bureau du régionalisme sous son autorité, chargé de l'organisation centralisée des activités sur ce thème dans la région et dont la direction est confiée à Varagnac de 1941 à 1943. Ce bureau se structure en commissions (théâtre, architecture et esthétique, traditions et fêtes populaires), organise des congrès sous l'impulsion de Varagnac, assure la mise en place de fédérations (des groupes folkloriques ou des sociétés savantes), etc. La position de Varagnac à Toulouse est ambivalente. Il œuvre à maintenir une dimension proprement scientifique au folklore et, par sa présence, limite les possibilités de prise en charge des activités par les plus fervents adeptes locaux de la Révolution nationale. Cependant, le mouvement qu'il coordonne utilise à l'évidence comme relais tous les soutiens du folklore d'État, qui avaient perçu dans l'avènement de la politique maréchaliste une reconnaissance des efforts régionalistes antérieurs. De plus, il est difficile d'oublier que, dans sa

dimension d'application à la vie sociale, le folklore servait alors de technique de gouvernement, notamment en direction de la jeunesse et par l'intermédiaire du corps enseignant, réuni dans une Association traditionniste de la Haute-Garonne. Danses et chants régionaux étaient alors mis au service de « l'éducation et la formation du sentiment régionaliste de la jeunesse<sup>14</sup> ». Celle-ci, comme le peuple de façon plus générale, était à la fois ce qu'il s'agissait de célébrer et de contrôler. Néanmoins, et bien qu'il ait sans doute tendu après la guerre à exagérer sa participation à la Résistance, Varagnac y fut bel et bien engagé<sup>15</sup>.

La situation est somme toute assez similaire en zone occupée et au sein du MNATP. L'éloignement du conservateur-adjoint en zone libre est très rapidement compensé par Rivière, qui fait de Marcel Maget son bras droit. Ce dernier intègre la Corporation paysanne en octobre 1941, après avoir été chargé de mission pour l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture entre 1937 et 1939. Son intégration à cette institution ne l'éloigne cependant pas du MNATP, puisque Rivière a obtenu qu'il exerce ses fonctions au sein du musée, en prenant « la direction de toutes les activités en rapport avec le Folklore paysan<sup>16</sup> [...] ». Maget devient donc totalement indispensable et, en 1941, alors qu'il n'est rentré que depuis deux mois de sa captivité en Allemagne, Rivière rédige une lettre indiquant que si un problème grave lui arrivait, celui-ci devrait le relayer. Lorsqu'il est en mission, Maget signe à sa place. En juillet 1944, Rivière rédige une note pour assurer l'inscription de son assistant sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur des musées nationaux. Il loue ses qualités :

Mr Marcel Maget est comme vous le savez mon collaborateur le plus assidu. Dès juin 1941, date de sa libération de captivité, il m'a apporté un concours sans limites et je l'ai associé à mes réflexions, à mes décisions et à mes actions. Il a partagé, souvent en volontaire, mes travaux et mes peines et m'a aidé à supporter des responsabilités dont l'ampleur totale ne peut encore apparaître. Il s'est trouvé fidèlement à mon côté aux moments critiques, pour reconstruire et développer notre maison au point où elle en est actuellement<sup>17</sup>.

Maget fut en effet fortement impliqué dans les chantiers intellectuels 909 (mobilier) et 1425 (architecture rurale) et codirecteur des chantiers 1187 (travaux internes au musée, organisation des collections et de la documentation) et 1810 (artisanat rural). Il fut chargé de très nombreuses missions, « rendues urgentes par l'évolution très rapide des genres de vie de la campagne française, évolutions que ne font que précipiter les événements actuels<sup>18</sup> » et acquit le rôle de chef

de service des collections et d'adjoint de Rivière. Par la suite, il fut chargé de l'organisation du service de recherche au sein du musée (juin 1943-juin 1944), préfigurant la création du Laboratoire d'ethnographie française à la Libération. Il rédigea par ailleurs de nombreuses fiches d'instructions d'ethnographie folklorique. Il effectua aussi des exposés méthodologiques, comme ces « Indications psychologiques sur les méthodes d'enquête à la campagne », présentées en 1942 devant le Service de la statistique nationale. C'est toujours lui qui, à la Libération, rédige les instructions sur la monographie d'objet et, surtout, assure le remplacement de Rivière avec Guy Pison, lors de l'examen du cas du conservateur du MNATP par la commission d'enquête de l'administration des Beaux-Arts, classé sans suite en mars 1945.

Outre le rôle non négligeable de Maget dans le glissement vers l'appellation d'ethnographie folklorique durant la guerre à la faveur de son intérêt pour le premier de ces termes, le contexte idéologique et politique imposait à l'évidence l'établissement d'une ligne de démarcation entre « action folklorique » et folklore scientifique, que soulignait cette nouvelle appellation. Pour le comprendre, on peut se référer à un rapport de décembre 1942 au sujet de la création d'une commission nationale de folklore. Rivière y mentionne déjà que « pour dissiper les confusions qu'engendre ce double sens » du mot, à la fois complexe de traditions et science qui l'étudie, il convient de dénommer cette science « ethnographie folklorique ». Le rapport signale bien le renouveau engagé par le régime (« l'État reconnaît la vertu des traditions ») ainsi que ses conséquences bénéfiques pour le musée – adoption de son statut administratif et création d'une chaire d'histoire des arts et traditions populaires à l'École du Louvre. Mais il expose aussi combien le foisonnement d'alors recèle des dangers : « le désordre et souvent l'incompétence des initiatives ». Il convient donc de « discipliner les courants, épurer les intentions, fédérer les ardeurs et, pour cela, instituer une collaboration entre ceux qui agissent et ceux qui savent ». Cette orientation visait donc à maintenir la primauté du scientifique, encadrant les dimensions d'application à la vie sociale, mais en participant néanmoins aux politiques alors menées<sup>19</sup>.

Au titre de cette primauté du scientifique, les chantiers intellectuels ont joué un rôle important dans les activités du musée pendant la guerre. Ils ont aussi conduit au recrutement de nombreux collaborateurs, dont certains prirent une place notable par la suite, à l'image d'Albert Soboul. Agrégé d'histoire, boursier de recherche à la Sorbonne et membre du Parti communiste avant la guerre, Soboul, en poste comme professeur d'histoire au lycée de Montpellier, est révoqué



de l'enseignement en août 1942 pour avoir participé à l'organisation d'une manifestation anti-vichyste et anti-allemande (Mazauric 2004 : 20-24, 217-224). Il entre aux chantiers intellectuels fin 1942-début 1943 et participe aux chantiers 909 et 1425. Dans une lettre à Marcel Maquet de septembre 1943, il évoque cette rencontre avec les recherches d'ethnographie folklorique :

Monsieur Rivière et vous m'avez ouvert une voie nouvelle que je ne veux pas abandonner. Je ne suis pas prêt d'oublier les deux ou trois jours de prospection où vous m'avez initié à vos méthodes. Depuis, je peux dire que je vois les campagnes et villages d'un œil neuf<sup>20</sup>.

Fortement investi dans les chantiers, Soboul y fait entrer quatre amis avec l'aval de Rivière. Je n'en citerais que deux : Marie Mauss, nièce de Marcel Mauss, engagée fin avril 1944 sous un faux nom, et Henri Lefebvre, rencontré par Soboul en 1939 et qui entre au chantier 1810 en novembre 1943, alors qu'il était réfugié dans les Pyrénées après avoir été inquiété par la police. Selon certaines des nombreuses attestations fournies par diverses personnalités, dont Marcel Mauss, en faveur de la défense de Rivière lors de l'examen de son cas par la commission d'enquête des Beaux-Arts à la Libération, « à un certain moment, le bureau de Monsieur Rivière se présentait comme une véritable officine de faux papiers<sup>21</sup> ».

De la sorte, finalement, les positions et attitudes des deux principaux représentants du MNATP durant la guerre ont été assez similaires : relations parfois ambiguës vis-à-vis de Vichy ; maintien, voire développement, des activités scientifiques et muséographiques ; encadrement scientifique du folklore appliqué à la vie sociale, sans pour autant refuser tout rapport avec ce domaine d'action ; et participation à la Résistance, même si cela ne s'est pas fait les armes à la main. Malgré ces similarités, la période de la guerre a cependant conduit à ce que les tensions à la tête du MNATP se manifestent au grand jour. L'autonomie relative acquise par Varagnac l'a amené à essayer d'obtenir le statut de conservateur en zone sud, ce en contournant Rivière. De plus, il a fourni des éléments à charge contre son supérieur à la Libération<sup>22</sup>, ce qui a poussé les fidèles collaborateurs de ce dernier à faire de même à son encontre. Cette rupture entre les deux hommes cristallise finalement la dilution, voire la désintégration, du projet relativement unifié de constitution du folklore en discipline scientifique entrepris dans les années 1930<sup>23</sup>.

## **Par-delà le « fracas des événements ». Étudier la France par des méthodes ethnographiques**

La reconstruction après la guerre des ambitions scientifiques des équipes réunies autour du MNATP s'est effectuée à partir de nouveaux points d'appui, outre le musée lui-même, et notamment à la faveur de la création du Laboratoire d'ethnographie française (LEF) en 1944 et de la Société d'ethnographie française (SEF) en 1947, publiant la revue *Le Mois d'ethnographie française*. Les travaux menés par le réseau de ces trois institutions ne furent en rien coupés du processus plus général de reconstruction des sciences sociales en France à cette période, voire même de reconstruction de la France, point développé par la suite. Un tel constat, ici rapidement étayé par divers éléments, permet de rompre avec l'idée d'un folklore finalement déjà dépassé et isolé dans son traditionalisme muséifiant.

En effet, la création du Laboratoire d'ethnographie française, conçu par et pour Marcel Maget à qui la direction en fut confiée en décembre 1944, est en soi assez spécifique. Bien que mes recherches ne me permettent pas de l'affirmer, il me semble que c'est la première institution scientifique française du domaine de l'ethnologie portant le terme de « laboratoire » dans son intitulé. Rattaché au MNATP en remplacement de l'Office de documentation folklorique, il est initialement pensé comme le « bras armé » du musée en matière de recherches ethnographiques. Principal théoricien et promoteur de la méthode ethnographique au sein du « réseau » MNATP, Maget enseigne par ailleurs l'ethnographie de l'Europe et de la France au sein de l'Institut d'ethnologie à partir de 1946 – une demande en ce sens ayant été formulée par Rivière en juillet de cette même année. Ce dernier œuvre de plus à obtenir que le CNRS donne un appui financier au laboratoire.

Le CNRS a aussi apporté son concours à la revue publiée par la Société d'ethnographie et portée par Louis Dumont, *Le Mois d'ethnographie française*, cette société étant créée en février 1947 avec l'appui d'un prestigieux comité de patronage (Paul Rivet, Henri Vallois, Marcel Mauss, Georges Davy, Henri Wallon). Des chercheurs dont le nom n'est pas spécifiquement associé au folklore occupent une place active dans cette nouvelle institution (comme André Leroi-Gourhan) ou participent à ses séances (comme Michel Leiris). Présidée par l'historien normand Michel de Boüard, puis par Arnold Van Gennep à partir de 1952, elle s'appuie par ailleurs sur un réseau de membres en croissance rapide (plus de 300 en quelques mois).

Compte tenu de la proximité de leurs locaux, des interconnaissances et des amitiés, les activités menées au MNATP ne furent bien sûr pas totalement disjointes de celles de son voisin, le musée de l'Homme. Certes, on ne peut pas dire qu'elles donnent lieu à des associations fortes, mais les croisements existent. Cela conduit à ce que, par exemple, les séances de la SEF aient souvent lieu au musée de l'Homme. De plus, des collaborations sont organisées pour certaines recherches, notamment après la création du département Europe au sein du musée de l'Homme, ou pour des expositions (sur les marionnettes, par exemple, en 1953). Enfin, de façon générale, on retrouve régulièrement dans les propos des acteurs majeurs du MNATP l'idée selon laquelle il n'est pas possible de disjointer les ethnographies menées sur des terrains lointains ou proches, dès lors que les méthodes sont similaires et les objets analogues.

Le « réseau » MNATP n'est pas non plus coupé d'un autre acteur essentiel de la reconstruction des sciences sociales en France à cette période, le Centre d'études sociologiques (CES), fondé à Paris en février 1946 avec à sa tête une « commission exécutive » composée de Georges Gurvitch, Gabriel Le Bras et Henri Lévy-Bruhl. De façon somme toute assez compréhensible compte tenu du nombre relativement limité d'autorités alors susceptibles d'apporter leur appui, le comité de direction du CES comporte de nombreux membres communs avec le comité de patronage de la SEF<sup>24</sup>. Le MNATP et le LEF apportent leur concours dès 1946 à une enquête pilotée par Gabriel Le Bras, professeur à la faculté de droit de l'université de Paris et membre du CES, sur les « témoins matériels des croyances magico-religieuses dans l'habitation et sur la personne<sup>25</sup> ». Des liens notables existent aussi entre des membres de la SEF (Charles Parain, Albert Soboul) et Henri Lefebvre, créateur d'un groupe de sociologie rurale au sein du CES. Ces liens concernent aussi les travaux de sociologie urbaine de l'équipe de Paul-Henri Chombart de Lauwe, qui sont exposés lors de séances de la SEF.

Sans pousser plus loin cet inventaire, qui nécessiterait aussi de tenir compte des positions acquises par Georges Henri Rivière dans le domaine de la muséologie, au sein d'une institution comme le Conseil international des musées (ICOM) par exemple, dont il est nommé directeur général associé en 1948 puis directeur en 1950, on conçoit que le MNATP et ses institutions satellites occupent alors une position qui est loin d'être périphérique dans le domaine des sciences sociales en recomposition. Notons aussi que ces institutions et les personnes qui les incarnent ne semblent pas victimes d'une quelconque forme d'ostracisme découlant de possibles comportements inappropriés pendant la guerre, élément qui remet en cause, s'il en était besoin, l'idée parfois

émise d'une compromission avec le régime en place pendant l'Occupation. Certes, « le fracas des évènements », selon une expression utilisée par Charles Parain<sup>26</sup>, a laissé des traces, en donnant par exemple lieu à la redéfinition complète de « l'action folklorique », telle qu'elle avait été définie sous Vichy et à laquelle le MNATP avait apporté son concours, tout en essayant de s'en différencier et de la contrôler. Selon Daniel Fabre, ces traces se manifesteraient aussi dans une « inexprimable catharsis » touchant une « génération de l'anthropologie française » ayant « mis beaucoup d'énergie à dénier et conjurer les dérives, les tentations voire les impuissances qui furent les siennes pendant l'Occupation » (Fabre 1997). Cependant, dans les matériaux d'archives que j'ai pu consulter, cette catharsis était moins perceptible que l'action volontaire en faveur du redéploiement de l'ethnographie métropolitaine dans les années 1950<sup>27</sup>.

### ***L'ethnographie métropolitaine : entre recherche et application***

Les activités de recherche menées au sein du MNATP ou dans des institutions proches à la fin des années 1940 et dans les années 1950 ne se limitent pas à ce qui est entrepris au sein du LEF. Elles concernent aussi le MNATP lui-même bien sûr, avec entre autres exemples l'ethnomusicologie<sup>28</sup>, les travaux personnels de certains chercheurs et l'exploitation des matériaux issus des chantiers intellectuels. À cela s'ajoute enfin ce qui est effectué au sein de la SEF. L'examen de ces actions permet de porter le regard sur les ambitions qui furent alors formulées, sur les aspects méthodologiques de ces entreprises ainsi que sur la façon dont elles s'inscrivaient dans certaines des idéologies de l'époque, qu'il s'agisse de la reconstruction ou de la « modernisation » de la société.

Tout d'abord, l'une des caractéristiques des projets développés dans l'après-guerre tient dans la relance de ceux qui avaient été formulés avant son déclenchement, soit l'ambition d'une étude menée au niveau métropolitain, d'une couverture du territoire national. Cela concerne tout autant la recherche que les musées – point que, par commodité, je traite plus loin. Cependant, malgré cette continuité, on peut considérer que les dix années plus que tourmentées qui s'écoulent entre 1940 et 1950 donnent lieu à une véritable conversion à l'ethnographie, principalement due à Marcel Maget comme cela a été mentionné précédemment. De la sorte, l'utilisation du terme « folklore » s'estompe, au profit de l'usage de celui d'« ethnographie de la France » ou « métropolitaine » – l'appellation d'« ethnographie folklorique » n'ayant été que transitoire. Cela est particulièrement vrai dans les activités de la Société d'ethnographie française, créée en 1947

comme on l'a déjà indiqué, et dont les statuts ne contiennent qu'une seule fois un terme dérivé de « folklore » – celui de « folkloriste ». L'objectif de cette société est « l'étude de la France métropolitaine par les méthodes ethnographiques, la propagande de cette étude et la diffusion de ses résultats ». Selon ce qui est évoqué dans ces statuts, « il n'y a pas de cloison étanche entre Paris et la province, entre le monde rural et le monde urbain, entre l'officiel et le populaire, entre la tradition et l'invention ». De la sorte, « tenir compte de l'ensemble, lorsqu'on étudie un élément culturel, n'est donc pas une prétention mais une exigence de la connaissance [...] ». Cependant, un « programme d'urgence » s'impose, celui de « combler les lacunes par la description systématique dans l'actuel des domaines les moins explorés jusqu'ici (en particulier la civilisation prémachiniste sous ses différents aspects [...]) ». L'objectif est aussi d'« aider à l'intégration de ces domaines dans une étude synthétique de la civilisation française », ce qui permettra de « contribuer à une meilleure connaissance du peuple français considéré dans sa totalité<sup>29</sup> ».

Ces éléments sont intéressants à plusieurs titres, notamment en ce qu'ils marquent le dépassement des antinomies habituelles de la recherche folklorique d'avant-guerre. Certes, on y retrouve l'urgence – justification qui a accompagné le développement de l'anthropologie depuis sa fondation –, renforcée par les conséquences de la guerre, qui aurait hâté la transformation du pays. Sous cet angle, travailler sur la « civilisation prémachiniste », particulièrement dans les zones rurales, n'apparaissait pas comme une ambition en soi, mais comme une nécessité imposée par la situation. Comme l'indiquait Georges Henri Rivière dans une communication devant le Royal Anthropological Institute à Londres en 1946 :

Nous n'entendons pas apporter de restriction de principe, dans le temps comme dans l'espace social, au domaine de l'ethnographie française. Seules les considérations d'urgence, dictée par la dégradation sans cesse accélérée des éléments prémachinistes et dits « populaires » de notre civilisation et la spécialisation acquise des recherches nous font actuellement reporter sur ces éléments le plus gros de nos efforts ; sans perdre une occasion de les situer dans un complexe culturel plus étendu et de les raccorder aux éléments modernes de l'évolution<sup>30</sup>.

Le privilège accordé à l'ethnographie allait donc de pair avec le maintien des ambitions de synthèse et de connaissance du peuple français « dans sa totalité<sup>31</sup> ». La mise en œuvre de cette science nationale, pour ainsi dire, supposait une « adaptation des méthodes<sup>32</sup> », au travers de l'utilisation de questionnaires par exemple, puisqu'il n'était pas envisageable de mener des

enquêtes ethnographiques dans tous les points du territoire. Le dispositif général d'étude établi dans les années 1950 était donc assez similaire à celui des années 1930. Ceci à une différence près, puisque la possibilité d'engager des travaux d'enquêtes localisés menés par des spécialistes apparaissait réalisable – ce qui n'était pas réellement le cas avant la guerre, faute de folkloristes formés. Ainsi, dans les formulations que Marcel Maget donnait à de telles ambitions, « partie de l'observation du concret le plus individualisé, l'ethnographie rejoint, par intégrations successives, les entités culturelles et humaines plus vastes » (Maget 1950 : 35). L'objectif ne serait rien moins que d'aboutir à la « [...] perspective générale où apparaîtront la totalité des pays et groupes culturels français dans la totalité de leurs institutions » (Maget 1948 : 57).

Puisque l'enquête par questionnaire était une technique déjà éprouvée depuis les années 1930 et restait nécessaire au regard de cette volonté de couverture du territoire national, l'aspect méthodologique le plus novateur à attribuer au réseau MNATP dans l'après-guerre et les années 1950 correspond de toute évidence aux travaux de Marcel Maget en matière de théorisation et de promotion de l'ethnographie, qui ont donné lieu à la publication de son *Guide d'étude directe des comportements culturels* en 1953. Cette publication témoigne certes des transformations opérées durant ces années 1950 en matière d'étude ethnologique de la France – terme que j'utilise ici par commodité malgré son caractère anachronique. Cependant, à consulter les travaux publiés par Maget avant cette année 1953 ainsi que les premières versions de l'ouvrage<sup>33</sup> et le guide lui-même<sup>34</sup>, on comprend que la conception de ce dernier et celle de la méthodologie qu'il propose remontent au sortir de la guerre et même à l'époque de son déroulement, de telle sorte qu'il est de nouveau difficile d'isoler les années 1950 de ce qui les précède, bien qu'elles soient caractérisées par une évolution très nette des champs disciplinaires. Cette évolution se manifeste aussi sous l'angle de positions plus engagées relatives à l'usage de l'ethnographie sur le territoire métropolitain, notamment sous la plume de Marcel Maget. Selon lui, l'ethnologie a d'abord été considérée comme applicable aux seuls « peuples non civilisés ». Lorsqu'elle le fut aux « peuples civilisés », ce furent « les groupes les moins évolués, les moins civilisés que les folkloristes ont choisis comme domaine d'élection ». Toutefois :

Par une conversion récente, [...] c'est l'ensemble d'un peuple civilisé qui est, maintenant, étudié ethnologiquement. Ethnologie et folklore perdent ainsi cette nuance péjorative, signe d'une attitude condescendante de l'ethnologue blanc, adulte, civilisé, et ajoutons, citadin, voire parisien, vis-à-vis du non-civilisé, puis du

rural et du provincial. L'ethnologue, avec son groupe, devient justiciable des méthodes qu'il appliquait à d'autres. Il rentre dans le rang, dans l'espèce. D'observateur, il devient à son tour objet d'étude (Maget 1946).

Un tel propos signale combien, dans la présentation qu'en faisait l'un de ses principaux représentants, cette ethnographie était loin d'être centrée sur un ruralisme passéiste et sur des objets à la marge, reproduisant à l'intérieur du territoire national l'opposition civilisé/primitif. Elle indique aussi combien son application à l'Hexagone par-delà ces clivages comportait une dimension politique, remettant en cause cette opposition. Mentionnons enfin que le caractère « postcolonial » de ce passage, qui tient compte des inégalités de position dans la production du savoir, est antérieur à d'autres textes restés célèbres, comme celui – certes beaucoup plus conséquent et corrosif – de Michel Leiris, « L'ethnologue devant le colonialisme » (Leiris 1950), puisqu'il date de 1946.

Cet engagement scientifique à dimension politique s'est aussi prolongé dans des logiques d'application à la vie sociale. Elles sont perceptibles dès l'après-guerre, au travers notamment de la possible contribution du folklore à la reconstruction. Rivière présente un rapport à ce sujet à la Commission internationale des arts et traditions populaires en septembre 1947. Ce texte correspond tout à fait à l'esprit ayant cours au sein et à proximité du MNATP à cette date : « se garder de définir le folklore par ses seuls fossiles prémachinistes, par ses seuls éléments archéoculturels », appliquer « [...] dans toute son ampleur, la méthode ethnographique » aux « comportements de l'homme actuel », de façon à « y voir clair », « première condition » de toute politique<sup>35</sup>. Cependant, Rivière traite avant tout de l'« action folklorique » dans ce document, c'est-à-dire d'un folklore appliqué, à l'égard duquel les rapports furent ambivalents avant la guerre et plus encore sous Vichy. En effet, à la fin des années 1930, ce folklore appliqué bénéficiait d'une certaine reconnaissance, mais était néanmoins considéré par les spécialistes comme ayant une légitimité inférieure à son versant scientifique. La période du gouvernement de Vichy a conduit à ce que ce type de position soit réitéré, alors même que la situation conduisait à un brouillage de la répartition de ces deux domaines, l'objectif étant de maintenir le primat de la science et ses capacités d'encadrement des activités folkloriques (cf. *supra*). La situation en 1947 est un peu différente. À un moment où il est susceptible de subir une certaine déconsidération et où les sociétés européennes se reconstruisent sur de nouvelles bases, il s'agit de rappeler l'utilité du folklore ainsi que, bien sûr, la place centrale

des sciences qui étudient ce domaine. Dans cette nouvelle configuration et selon Rivière, le folklore peut bien jouer un rôle :

[...] social, puisque le folklore réchauffe, colore, solennise les structures du monde rural. [...] psychologique, puisque le folklore est une des activités de compensation les plus précieuses, les plus efficaces dans une société à machinisme et qu'il contribue à libérer le paysan de son complexe d'infériorité vis-à-vis du citadin. [...] civilisateur, puisque le folklore associe largement les masses à la création de valeurs culturelles, équilibrant ainsi la spécialisation croissante des structures<sup>36</sup>.

Certes, le texte met fin aux espoirs passés d'un renouveau folklorique général : le folklore de l'équipement domestique ou celui du costume ne retrouveront jamais leurs caractères d'antan. Mais il célèbre encore le rôle de la jeunesse : « [...] rien n'est valable sans le concours des jeunes, de leur turbulence, de leur joie, de leur rayonnement sympathique<sup>37</sup>. » De telles fonctions dévolues au folklore, l'intérêt accordé à la jeunesse et l'utilisation d'une phraséologie typique à son égard, indiquent l'existence d'une certaine continuité entre la fin des années 1930, la période de Vichy et l'après-guerre. Le folklore apparaît toujours comme cette source de chaleur, compensant la « froideur » de l'orientation rationaliste et techniciste de l'évolution des sociétés. De ce point de vue, il participe à ce que l'on pourrait appeler un encadrement axiologique des populations, en fournissant des valeurs et des modèles qui équilibreraient les changements nés de la modernisation des sociétés. Cependant, rappelons-le, en 1947, année de la création de la société du même nom, l'ethnographie *n'est plus* la science du folklore, un écart ayant été institué entre ces deux termes. Et il n'est pas question de célébrer le génie du peuple<sup>38</sup> ni le « bon vieux temps ». Au contraire, très rapidement, l'ambition est que l'ethnographie de la France puisse servir les transformations contemporaines de la société.

Cette possible contribution se manifeste dans certains aspects des activités de la SEF. Y participent des acteurs impliqués dans les milieux de l'aménagement rural à cette période, comme l'agronome et spécialiste de l'économie agricole René Dumont ou encore le géographe et économiste rural Pierre Coutin, tous deux liés au Commissariat au plan. Coutin est assez actif. Il rend compte des travaux qu'il effectue en Limagne (Auvergne) (Coutin 1950a), publie un compte rendu d'un ouvrage de Jean-François Gravier, auteur bien connu des milieux de l'aménagement du territoire (Coutin 1950b : 63), et participe aux colloques organisés par la SEF autour, par exemple, de la vigne et du vin (1948) puis du lait (1950). Ce dernier donne lieu à une mise au point intéressante



dans les pages du *Mois d'ethnographie française*. Est signalé combien l'enquête préparatoire par questionnaire lancée en vue de sa tenue peut étonner le lecteur en ce qu'aucune question ne concerne, par exemple, « le rôle du lait dans la pharmacopée et la magie, les anciennes mesures de prairies et pâtures, la musique et ses instruments, en rapport avec l'élevage et en particulier la vie de gardeur de troupeau, etc. » C'est qu'il s'agissait « de choisir les problèmes qui de l'avis des spécialistes étaient les plus actuels [...] » (Société d'ethnographie française 1949 : 103). En l'occurrence, le congrès se focalisait sur l'introduction de nouvelles pratiques dans la production laitière (nouvelle espèce, nouvel aliment) et sur leur condition d'acceptation ou de refus, thématiques classiques de la recherche « ruraliste » par la suite, en sociologie notamment<sup>39</sup>. Cet intérêt concernait ainsi « de façon tout à fait pratique l'adaptation de l'élevage français aux conditions économiques nationales et mondiales » (Maget 1950 : 37). Ces éléments signalent combien l'ethnographie d'alors entendait participer aux évolutions de son temps, faisant d'elle une science de gouvernement, mais ceci à un niveau limité, comme l'était son implication dans les travaux du Commissariat général au Plan. Par contre, à la faveur des positions acquises par Georges Henri Rivière, son rôle fut beaucoup plus actif dans la redéfinition de la politique muséographique en France à cette époque. Or, utilisant le modèle du musée laboratoire, cette politique comportait des dimensions scientifiques non négligeables.

### ***Synthèse et réseaux***

Après la création du Laboratoire d'ethnographie française fin 1944, le MNATP devint donc ce « musée laboratoire » cher à Georges Henri Rivière. Ce dernier alla même jusqu'à annoncer lors d'une séance de la Commission nationale des arts et traditions populaires en 1945, que le musée « s'appellera Musée d'ethnographie française<sup>40</sup> », signe de l'importance prise par cette notion. De plus, son accession aux fonctions de chargé de mission auprès de l'Inspection des musées de province, créée en 1945, lui permit de déployer ce modèle au niveau national, en prenant appui sur le réseau des membres de la SEF.

La transformation de la direction des musées nationaux en direction des musées de France en 1945 conduisit en effet à ce que l'ensemble des musées de province soit placé sous le contrôle d'une inspection, avec à sa tête Jean Vergnet-Ruiz, médecin devenu historien de l'art et ancien conservateur du château de Compiègne. Celle-ci engage alors un travail de réorganisation de ces musées et de leurs collections et promeut une « muséographie moderne », appuyée sur des

méthodes présentées comme nouvelles. Ce travail d'inspection et de réorganisation donne lieu à des missions, auxquelles participent notamment Georges Henri Rivière ainsi que Marcel Maget. Celles-ci ne se limitent pas à la seule question muséale et comportent pour certaines une dimension scientifique (Fournier 2018)<sup>41</sup>. Parallèlement, mobilisant ses réseaux en province, la SEF encourage la création de petits centres de recherche autour des questions ethnographiques, dont certains sont rattachés à des universités. Elle promeut elle aussi de son côté une pratique novatrice dans le domaine scientifique : l'ethnographie. Ces deux réseaux muséaux et scientifiques se recoupaient parfois, de telle sorte que Georges Henri Rivière, par ses positions au MNATP, à la SEF et au sein de l'Inspection des musées de province, put soutenir la création de musées laboratoires analogues à celui existant à Paris. L'idée formulée en 1936 d'un musée de synthèse à dimension scientifique, appuyé sur un maillage d'institutions locales, était donc toujours d'actualité, voire en passe de se réaliser.

Deux entreprises régionales correspondent assez bien à cet idéal de renouvellement muséologique et scientifique. Il s'agit, pour la première, de la création en 1946 d'un musée d'ethnographie et d'histoire de la Normandie, projet lancé par l'historien Michel de Boüard, ancien déporté qui devint président de la SEF l'année suivante. Ce musée est par ailleurs assorti d'un Laboratoire d'ethnographie régionale. La seconde est assez similaire mais concerne le Midi toulousain. En effet, on assiste en 1947 au lancement d'un Laboratoire d'ethnographie régionale à Toulouse, ainsi que d'un projet muséographique qui vit le jour peu après, avec l'ouverture de deux salles d'ethnographie au musée Paul Dupuy de cette même ville en juillet 1949. Ces réalisations sont dues à René Nelli, homme de lettres, professeur au lycée de Carcassonne, chargé d'un cours d'ethnographie proposé après-guerre à l'université de Toulouse et membre du conseil d'administration de la SEF. Ce cas toulousain est de nouveau révélateur des continuités existant entre ce qui s'élabore à l'orée des années 1950 et la période de l'entre-deux-guerres, tout comme il signale la présence d'un traitement spécifique des particularités régionales ou locales.

Ce développement de l'ethnographie en région toulousaine grâce à René Nelli correspond à la reprise et au prolongement dans la capitale régionale d'activités engagées à la fin des années 1930 à Carcassonne, où avait été créé en 1937 un Groupe d'études régionalistes et de folklore audois, devenu l'année suivante Groupe audois d'études folkloriques, éditant une revue, *Folklore Aude*, renommée *Folklore* à partir de 1939. Ce groupe faisait partie de ces collectifs adoptant les définitions les plus neuves issues de la requalification scientifique de ce domaine d'étude entreprise à cette

époque. Résistant aux appels maréchalistes durant la guerre, maintenant la neutralité de sa revue, il poursuit ses activités après le conflit (Fabre 1982). De plus René Nelli, lié aux milieux de l'occitanisme puisqu'il devint président de la Société d'études occitanes en 1943, a joué un rôle notable dans le passage de cette société vers une attitude de « résistance intellectuelle ». Elle s'est manifestée au travers de la publication d'un numéro spécial de la revue des *Cahiers du Sud*, « Le génie d'Oc et l'homme méditerranéen », qui mettait en avant les valeurs propres à la civilisation d'Oc ainsi que, par contraste, leur opposition à celles du totalitarisme (Fabre & Piniès 1987). Proche des milieux résistants, communistes et marxistes au sortir du conflit (Ruquet 2011), Nelli participa à la création de l'Institut d'études occitanes en 1945 (IEO), organisme qui, « sous les auspices » de l'université et « au service de la culture occitane, *valeur française*, s'efforcera de faire connaître les éléments vivants de cette culture, de servir l'étude de cette culture, en apportant une méthode et des moyens de travail<sup>42</sup> ». Nelli y inaugure un cours d'ethnographie folklorique, accueilli par l'université. Délégué du MNATP en région toulousaine, il développe aussi un programme plus vaste, créant un Laboratoire d'ethnographie régionale, qui vit le jour en avril 1947. Devenu vice-président de l'IEO, chargé des études le mois suivant, il lance les *Cahiers d'ethnographie folklorique*, dont le comité de lecture comprenait parmi d'autres Van Gennep et Rivière, ce dernier étant par ailleurs membre du conseil d'études de l'IEO. Enfin, toujours en 1947, il devint membre du conseil d'administration de la Société d'ethnographie française. Combinant l'ensemble de ces positions, et grâce à celles acquises par Rivière au sein de l'inspection des musées de province qui lui accorde son soutien, Nelli lança aussi le projet d'un musée « Languedoc-Gascogne », dont les premières collections furent achetées via une subvention allouée par l'inspection.

Le Laboratoire d'ethnographie régionale de Toulouse, qui annonçait étudier l'ethnographie métropolitaine, signe de son ralliement au MNATP, lança des enquêtes collectives sur l'agriculture, la viticulture et l'artisanat traditionnel. De nombreuses acquisitions furent faites pour le musée. Grâce aux liens établis avec Rivière et Robert Mesuret, alors conservateur des musées de Toulouse, deux salles d'ethnographie régionale furent ouvertes le 14 juillet 1949 au musée Paul Dupuy, qui devint ainsi « le grand musée provincial du Languedoc ». Les objets, provenant de la collection Dupuy, collectionneur et amateur d'art toulousain, et d'un dépôt effectué par le MNATP au Laboratoire d'ethnographie régionale, étaient regroupés en fonction « des besoins qu'ils servaient à satisfaire » (Mesuret 1949). À cette occasion, le laboratoire fut directement rattaché au musée, reproduisant ainsi à l'échelle régionale le musée-laboratoire parisien.

Les travaux menés entre Toulouse et Carcassonne, particulièrement ceux de René Nelli, retiennent aussi l'attention à l'égard des modes de caractérisation des particularismes régionaux. Tout d'abord, on remarque la place prise par une lecture en termes de classes sociales, combinée avec la saisie des spécificités culturelles du Midi pyrénéen et languedocien, mais en rejetant toute célébration du « bon vieux temps ». Cela permettait à Nelli de définir une réelle politique culturelle régionale, populaire. Par là, était signalé le fait que les célébrations folkloristes et régionalistes ne devaient pas permettre à une « classe de maintenir entre elle et le peuple l'écran d'une pseudo-culture "innocente" et abêtissante ». Il s'agissait au contraire, par une politique de décentralisation culturelle et hors de tout revivalisme chimérique, d'éduquer le peuple, de « l'instruire au lieu de l'abêtir », en lui permettant de « goûter la beauté de certains contes populaires, la musique des troubadours, ou de l'initier aux secrets de l'ethnographie de sa province » (Nelli 1950 : 31-32). De telles considérations n'empêchaient pas l'usage d'autres modes de définition de « l'esprit de [cette] Province », en identifiant les principaux traits de la « psychologie ethnique du Languedocien » (Nelli 1957 : 22). Mais elles se situaient cependant dans un cadre idéologique particulier, où le populaire dans ses formes provinciales et la science qui l'étudie étaient relues à l'aune du marxisme. Se posaient alors de façon plus générale les questions suivantes : qu'observe-t-on ethnographiquement ? Des groupes culturels, des communautés ou des classes sociales ? Et à quelle discipline cette observation se rapporte-t-elle ?

### **Disciplines, cultures, communautés et classes sociales**

Le redéploiement de l'ethnologie de la France entrepris dans l'après-guerre et dans les années 1950 n'est pas allé sans tensions importantes entre certains des acteurs qui y étaient impliqués. Au sein de la Société d'ethnographie française, ces tensions ont concerné la définition des rapports entre les disciplines ainsi que celle des objets d'étude et échelles d'analyse. Elles ont conduit *in fine* à ce que Marcel Maget subisse diverses attaques et rompe avec la SEF dès 1952. Cette rupture retentit sur le Laboratoire d'ethnographie française, obérant l'espoir d'un réel développement du musée-laboratoire tant souhaité par Rivière.

Les tensions débouchant sur cette rupture sont principalement dues à la détérioration des relations entre Maget et le président de la SEF, l'historien Michel de Boüard. Cette détérioration a résulté de vifs échanges entre eux lors du Congrès international d'ethnologie organisé à

Stockholm en 1951, au sujet des rapports entre ethnographie et histoire. En effet, Boüard, mobilisant l'héritage de Marc Bloch, remettait en cause la conception réservant à l'histoire l'étude du passé et à l'ethnographie celle du présent. Dès lors que « le passé naît, à chaque minute, du présent », il considérait finalement que cette répartition était sans fondement. Il s'agissait de son point de vue de faire prévaloir « la synthèse », qu'il concevait aisément comme devant être opérée sous l'égide de sa discipline.

S'opposant à cette histoire « conquérante », Maget arguait de la différence des techniques d'enquête et de la spécialisation des chercheurs qui en résulte. Rebondissant de plus sur un argument utilisé par Boüard relatif à la définition lévi-straussienne des phénomènes culturels comme infra-conscients, il indiquait combien cette caractéristique jouait un rôle déterminant dans « l'acquisition de la culture ambiante<sup>43</sup> ». À la suite de ces échanges, Maget démissionna du bureau de la SEF, où il occupait les fonctions de secrétaire général. De même, Boüard quitta la présidence, où il fut remplacé par Arnold Van Gennep. Enfin, signalons que Louis Dumont, dont les recherches basculaient alors vers l'Inde, a aussi quitté la société à ce même moment, après avoir joué un rôle déterminant en faveur de la revue *Le Mois d'ethnographie française*.

Bien que je n'aie pu en éclaircir tous les aspects, plusieurs documents indiquent que ces diverses tensions ont retenti sur les relations entre Maget et Rivière. Dans une lettre de mars 1952, Rivière indique que leur dernier entretien a permis d'aller « au fond du problème » et qu'il a conscience du « sacrifice » opéré par Maget en faveur de son institution de rattachement et des conséquences que ce sacrifice a eues, notamment sur sa production scientifique. Un ordre de service est attaché à ce courrier. Il indique que le LEF poursuivra dorénavant ses activités en ayant une totale autonomie au sein du MNATP, auquel il demeure cependant rattaché institutionnellement. Le conservateur et le directeur du LEF s'appliqueront désormais à « cultiver des relations de bon voisinage entre eux et leurs collaborateurs », ce qui manifeste clairement une rupture par rapport à la situation antérieure<sup>44</sup>. Onze ans plus tard, au moment où le musée conduisait l'enquête de la Recherche collaborative sur programme (RCP) Aubrac (1963-1966), et alors que Rivière indiquait que la discipline dont il relevait était, non l'ethnographie, mais « l'ethnologie française » et que la recherche prenait chaque jour plus d'ampleur au sein du musée-laboratoire, il déclarait aussi lors d'une réunion : « Il faut nous organiser comme le font les laboratoires en "blouse blanche" », idée qu'il reprenait de Claude Lévi-Strauss<sup>45</sup>. Finalement, ces ambitions, formulées à une époque qui fut aussi un tournant dans l'histoire du MNATP puisque le Centre

d'ethnologie française fut créé peu de temps après, en 1966, ne faisaient que réactiver celles formulées avant la guerre avec André Varagnac, puis au milieu des années 1940 avec Marcel Maget, et qui n'ont pu se réaliser. Ces futurs, non advenus à cause de la « grande » ou de la « petite » histoire (Seconde Guerre mondiale, rupture entre Rivière et Varagnac puis entre celui-ci et Maget), ont pesé de manière déterminante sur le développement d'un domaine d'étude à la définition peu stabilisée : folklore avant la guerre, ethnographie folklorique à partir de 1942, ethnographie de la France dans l'après-guerre et dans les années 1950, ethnologie de la France dans les années 1960.

### **Groupes culturels et communautés**

Les tensions évoquées ci-dessus ainsi que cette faible stabilisation des orientations scientifiques ont aussi concerné un autre aspect des travaux entrepris dans les années 1950, à savoir la caractérisation des objets d'étude. Alors que Marcel Maget considérait qu'il fallait porter l'attention sur ce qu'il appelait les groupes culturels, d'autres au sein de la SEF promouvaient une approche appuyée sur le marxisme et des engagements communistes.

L'intérêt de Maget pour cette notion de groupes culturels manifeste une influence de l'anthropologie culturelle étatsunienne. Même si je n'en ai pas clairement identifié tous les canaux, elle s'exprime par exemple dans une demande de mission outre-Atlantique qu'il formule en 1947<sup>46</sup>. Elle est aussi perceptible dans le soutien qu'il accorde au projet de l'universitaire Laurence Wylie d'enquêter en France au début des années 1950, enquête dont il tira l'ouvrage bien connu *Village in the Vaucluse*<sup>47</sup>. De manière moins anecdotique, cet intérêt pour l'anthropologie étatsunienne conduit Maget à utiliser diverses notions issues du culturalisme, dont celle de culture au premier chef, alors que son emploi en France à la fin des années 1940 et au début de la décennie suivante était encore limité. Il mobilise aussi celles de culturation, d'acculturation et de personnalité de base, tirée pour cette dernière des travaux d'Abram Kardiner au sein du courant « culture et personnalité ». Cet usage du concept de culture est effectué concurremment avec celui de la notion de genres de vie, issue de la géographie humaine. Cette notion était encore fortement utilisée en France à cette période, en ethnologie et au-delà. Maget en fait pour ainsi dire un quasi-synonyme de culture, dans le sens particulariste et boasien du terme. Ainsi, s'il accorde une certaine importance au village comme cadre de recherche, c'est notamment au regard de « l'homogénéité culturelle » de cette unité d'analyse (Maget 1954 : 383). Cette approche par la

culture est directement liée à l'usage de la méthode qu'il promet à cette période, puisque, tel qu'il l'évoquait en 1947, « ce sont les différences entre groupes culturels qui justifient l'ethnographie [...] » (Maget 1947 : 43). Et cette approche méthodologique n'est pas éloignée des considérations relatives aux rapports entre disciplines évoquées ci-dessus.

En effet, deux ans plus tard, en 1949, Maget intervint lors d'une séance de la Société d'ethnographie française avec une communication intitulée « Aperçus sur la recherche ethnographique en France et à l'étranger ». Il commença par évoquer la question des rapports entre ethnographie et histoire, dont nous avons vu qu'elle déboucha, trois ans plus tard, sur des scissions au sein de la SEF et du MNATP. Le rapport conservé dans les archives de la SEF comporte des points qui n'apparaissent pas dans le compte rendu publié dans *Le Mois d'ethnographie française*. Bien que les notes prises aient un caractère télégraphique, Maget signale qu'historiens et ethnographes traitent finalement de la même réalité. Néanmoins, les historiens l'ont abordée selon lui à partir des classes supérieures, supposées faire l'histoire, alors que les ethnographes ont considéré que c'était au contraire le peuple qui en était le moteur, « et ils ont cherché l'âme du peuple ». Cependant, Charles Parain intervient en indiquant que, finalement, « les ethnographes se sont aperçus que le mythe de l'homme populaire n'existe pas ». S'étant trouvés dans la même impasse que les historiens alors qu'ils croyaient l'avoir franchie, l'important est donc selon lui, pour les ethnographes comme pour toutes les disciplines, d'identifier les forces historiques déterminantes. Rebondissant sur ces propos, Albert Soboul signale que, d'ailleurs, l'histoire prend cette direction et que « si on veut que l'ethnographie sorte de son stade purement descriptif, il faudrait qu'elle s'attache non plus à décrire des groupes sociaux aux limites vagues, mais à l'étude des classes et rapports de production ». Maget s'oppose à ce qu'il considère être une forme de déterminisme. Quand on étudie un village, on n'y trouve pas que des classes et des rapports de production. Il faut aussi pouvoir comprendre ce qui le différencie des autres et donc comment se découpent les groupes culturels : « d'un village à l'autre, il y a un genre de vie », un « esprit de communauté ». Néanmoins, cette approche plutôt culturaliste de la communauté, voisine de celle développée outre-Atlantique par Robert Redfield (Deverre 2009), ne convainc pas Soboul. De son point de vue, « cela n'existe plus. Les antagonismes de classes sont tels que la communauté de village n'existe plus<sup>48</sup>. » Comme le notait Henri Lefebvre, chercheur alors très proche de Soboul et de Parain dans un article de cette même année 1949 : « Que sont aujourd'hui presque tous nos villages, mises à part les tendances récentes ? Des communautés en pleine dissolution ! » (Lefebvre 1949).

On perçoit donc que cette lecture marxiste, tout à fait présente au sein de la SEF et qui date de la Seconde Guerre mondiale<sup>49</sup>, entre en tension avec le culturalisme psychosocial proposé par Maget. Faute d'introduction et de diffusion en France des travaux d'Antonio Gramsci par exemple, auteur qui aurait pu servir à relier culture et rapports de classe et dont les premiers textes sont publiés en français au début des années 1950, ces deux ordres de phénomènes sont perçus à l'aune de leur incompatibilité.

## Conclusion

L'ethnologie de la France dans les années 1950 était-elle cette science du populaire, « police scientifique » qui « vivifiait le mort pour enterrer le vif », pour reprendre les termes de Bernard Pudal cités en introduction ? Les savoirs qu'elle élaborait participaient-ils au gouvernement des populations ? Était-elle cette discipline passéiste, folkloriste ou folklorisante, qu'il aurait fallu rénover dans les années 1960-1970 de manière à ce qu'elle devienne une ethnologie de la France pleine et entière ?

Remarquons tout d'abord que, à la différence de l'avant-guerre, le terme de populaire n'est plus utilisé qu'avec des pincettes et, souvent, des guillemets. L'ethnographie de la France qui se structure à la fin des années 1940 et au début de la décennie suivante n'est plus fondée sur la distinction populaire/savant ou urbain/rural. Certes ses objets sont majoritairement ruraux et certes l'on peut toujours célébrer les « Trésors d'art populaire dans les pays de France », selon le titre de l'exposition organisée en 1956 au MNATP. Mais ce ruralisme est renvoyé à une situation d'urgence, la disparition de la société prémachiniste, et n'empêche pas que d'autres travaux aient lieu qui ne sont pas nécessairement ruraux, comme les recherches et l'exposition sur les théâtres de marionnettes, dues à Pierre Soulier (Rivière & Soulier 1952). De plus, la célébration des pays de France échappe à toute mise en avant du « génie du peuple » ou à la glorification du « bon vieux temps ». Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à comparer le ton des travaux menés au MNATP avec celui des folkloristes d'Europe de l'Est. Ainsi, il accueille en 1952 une exposition sur l'art folklorique yougoslave qui devait initialement être présentée au musée de l'Homme. L'avant-propos de Georges Henri Rivière indique bien que ce folklore s'est conservé dans « toute la vigueur de sa sève paysanne », mais le ton employé n'a rien à voir avec celui de son collègue yougoslave, qui débute son propos en indiquant, ce qui donne le ton, qu'une « sensation de pureté primordiale émane de



notre art populaire » (Musée des arts et traditions populaires, 1952). Comme l'indiquait Charles Parain, « le mythe de l'homme populaire n'existe pas ». Et si Marcel Maget reformule l'idée de spécificités rurales sous l'angle d'appartenances villageoises dessinant des groupes culturels caractérisés par une forte interconnaissance, il s'attire aussi les critiques des tenants d'une lecture marxiste et classiste, que l'on retrouve y compris en région, comme ce fut le cas entre Toulouse et Carcassonne avec René Nelli.

Le rapport au populaire s'est donc vu expurgé des ambiguïtés les plus importantes qui lui sont habituellement rattachées. Cependant, d'autres référents qui en sont proches demeurent employés ou sous-entendus. C'est particulièrement le cas avec la notion de peuple. Il est le destinataire du projet d'une véritable politique culturelle (René Nelli), qui renoue finalement avec la période du Front populaire et vise à l'instruire, à lui inculquer le goût de son passé et de ses traditions, en en rappelant la valeur culturelle, non pas simplement locale, mais universelle. Ce faisant, tout en refusant qu'une telle politique soit le masque d'une domination de classe où la célébration du populaire donnerait finalement lieu à sa domestication, de telles positions font toujours du peuple une « classe-objet », selon la formule de Pierre Bourdieu (1977) – soit en ce cas une classe sociale, ici au sens pleinement marxiste du terme, qui est l'objet de discours et de politiques à son égard. Cette notion de peuple s'applique aussi au cadre national, pour une ethnographie qui est définie comme française ou métropolitaine. Remarquons que rien n'est dit, du moins dans les documents que j'ai pu consulter, à propos de la situation coloniale et de la décolonisation. La notion de science *métropolitaine* n'est donc pas réellement interrogée, si ce n'est – et ce n'est pas rien – au regard du fait qu'un projet intellectuel de ce genre remet en cause les différents gradients de l'opposition primitif/civilisé (Marcel Maget). Néanmoins, cette opposition demeure active, en étant déplacée et recodée à l'aune de l'impératif qui se fait jour à cette époque de la « modernisation des sociétés », à laquelle l'ethnographie pourrait (modestement) concourir. Ce faisant, elle rompt avec tout passéisme, mais n'échappe pas à la relation foucaldienne entre savoir et pouvoir et à une mise en ordre du monde sous l'angle de ce principe de modernisation.

Du point de vue de l'histoire disciplinaire, ce « moment ethnographique » où l'on assista au quasi-abandon du terme « folklore », fut néanmoins une révolution inachevée. Rendue nécessaire par la situation complexe et ambivalente qui fut celle de ce folklore sous le gouvernement de Vichy, donnant lieu à des actions volontaires visant à reconstruire la discipline sur de nouvelles bases,

cette révolution n'a pas résisté aux tensions issues des relations qui lui avaient permis de prendre forme. Acteur majeur de la promotion de l'ethnographie comme méthode et appellation disciplinaire, tenant de l'usage analytique de la notion de culture, Marcel Maget fut le plus concerné par ces tensions<sup>50</sup>. Elles allèrent jusqu'au point de rupture où il quitta ses fonctions au sein du bureau de la Société d'ethnographie française et où le Laboratoire d'ethnographie française, créé spécialement pour lui au sein du MNATP en reconnaissance de son investissement pendant la guerre, devint une structure presque distincte de cette institution. Tournant majeur de cet épisode de l'histoire disciplinaire après la guerre, la situation qui en a résulté a conduit à devoir, finalement, de nouveau tout recommencer. Ce n'est que 14 ans plus tard, en 1966 et à la faveur des enquêtes collectives de l'Aubrac et du Châtillonnais (Paillard *et al.* 2010), que Georges Henri Rivière, encore et toujours lui, réussit à obtenir du CNRS la création du Centre d'ethnologie française. Mais c'est là une autre histoire, cependant toujours la même, celle, contrariée, d'un musée laboratoire né sous le Front populaire, dédié à l'étude de la société française et à la conservation de ses arts et traditions.

## BIBLIOGRAPHIE

Association les Annales de Normandie, 2012. « Histoire et ethnographie : la polémique entre Michel de Boüard et Marcel Maget (Stockholm, 1951) », *Annales de Normandie*, n° 1, p. 123-127.

Bennett Tony, Cameron Fiona, Dias Nélia, Dibley Ben, Harrison Rodney, Jacknis Ira & Conal McCarthy, 2017. *Collecting, Ordering, Governing. Anthropology, Museums and Liberal Government*, Durham and London, Duke University Press.

Bourdieu Pierre, 1977. « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, p. 2-5.

Certeau Michel de, Julia Dominique & Jacques Revel, 1970. « La beauté du mort, le concept de "culture populaire" », *Politique aujourd'hui*, décembre, p. 3-23.

Chandivert Arnould, 2015. « André Varagnac et les contraintes de l'histoire. La trajectoire tourmentée d'un folkloriste après la guerre », *Ethnologie française*, n° 45-1, p. 167-174.

Chandivert Arnould, 2016a. « Sciences sociales, Résistance et mystique provinciale à Toulouse sous le gouvernement de Vichy », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 28, p. 225-252.

Chandivert Arnould, 2016b. « Sur les plateaux de l'histoire. La RCP Aubrac 1964 », *Ethnographiques.org*, n° 32. <https://www.ethnographiques.org/2016/Chandivert> [consulté en juin 2019].

- Chandivert Arnaud, 2018. « Lutttes de définition autour de la notion de folklore. Van Gennep, Saintyves, Varagnac (1910-1950) », in Daniel Fabre & Christine Laurière (dir.), *Arnold Van Gennep. Du folklore à l'ethnographie*, Paris, Éditions du CTHS, p. 171-187.
- Christophe Jacqueline, Boëll Denis-Michel & Régis Meyran, 2009. *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la MSH.
- Coutin Pierre, 1950a. « La moisson en Limagne », *Le Mois d'ethnographie française*, n° 2, p. 21-24.
- Coutin Pierre, 1950b. « Jean-François Gravier, Mise en valeur de la France, Paris, Le Portulan, 1949 », *Le Mois d'ethnographie française*, n° 3, p. 63.
- Deverre Christian, 2009. « Robert Redfield et l'invention des "sociétés paysannes" », *Études rurales*, n° 183, p. 41-50.
- Dumont Louis, 1951. *La Tarasque. Essai de description d'un fait local d'un point de vue ethnographique*, Paris, Gallimard.
- Fabre Daniel, 1982. « Présentation », *Un demi-siècle d'ethnologie occitane : autour de la revue Folklore*, Carcassonne, Garae.
- Fabre Daniel, 1997. « L'ethnologie française à la croisée des engagements (1940-1945) », in Jean-Yves Boursier (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, p. 319-400.
- Fabre Daniel & Jean-Pierre Piniès (présenté par), 1987. *René Nelli et les Cahiers du Sud*, Carcassonne, Garae-Hésiode.
- Fabre Daniel & Christine Laurière (dir.). 2018. *Arnold Van Gennep. Du folklore à l'ethnographie*, Paris, Éditions du CTHS.
- Faure Christian, 1989. *Le projet culturel de Vichy*, Lyon, Presses universitaires de Lyon et Éditions du CNRS.
- Fournier Laurent Sébastien, 2009. « L'imbroglie de Barbentane : musées ethnographiques, danses provençales et développement culturel (1947-1958) », *Provence historique*, n° 236, p. 221-242.
- Fournier Laurent Sébastien, 2018. *La tournée des musées : une mission d'inspection de Georges Henri Rivière dans le Sud-Est de la France en mars 1946 : journal de route*, édité et présenté par Laurent Sébastien Fournier, Aix-en-Provence, Éditions du CEM.
- Gouarné Isabelle (éd.), 2019. *Les sciences sociales face à Vichy. Le colloque « Travail et Techniques de 1941*, Paris, Classiques Garnier.

- Grignon Claude & Jean-Claude Passeron, 1989. *Le savant et le populaire. Populisme et misérabilisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.
- Laferté Gilles, 2009. « Tensions et catégories du folklore en 1937 : folklore scientifique, folklore appliqué, folklore touristique et commercial », in Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëll & Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 77-89.
- Laferté Gilles & Nicolas Renahy, 2006. « Tradition, modernisation, domination, Trois regards des études rurales françaises cristallisés autour d'une enquête (RCP Châtillonnais, 1966-1975) », Working paper, texte présenté au 31<sup>e</sup> colloque de la Social Science History Association, Minneapolis, 2-5 novembre 2006.
- Lebovics Herman, 1995. *La « vraie France » : les enjeux de l'identité culturelle, 1900-1945*, Paris, Belin.
- Lefebvre Henri, 1949. « Problèmes de sociologie rurale. La communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 6, p. 78-100.
- Leiris Michel, 1950. « L'ethnographe devant le colonialisme », *Les Temps Modernes*, n° 58, p. 357-374. Repris in Michel Leiris, 1969, *Cinq études d'ethnologie*, Paris, Denoël, p. 83-112.
- Maget Marcel, 1946. « Les recherches ethnographiques et l'étude du milieu humain », *Doc.* n° 9-10.
- Maget Marcel, 1947. « Quelques précisions sur l'emploi du mot "ethnographie" », *Le Mois d'ethnographie française*, n° 5, p. 43.
- Maget Marcel, 1948. « Remarques sur l'ethnographie française métropolitaine. Buts, méthodes, désignation », *Bulletin de la société neuchâteloise de géographie*, LV-2, p. 39-58.
- Maget Marcel, 1950. « Quelques aspects de l'enquête ethnographique », *Le Pays gaumais : la terre et les hommes. Revue régionale*, 11<sup>e</sup> année, p. 1-39.
- Maget Marcel, 1953. *Ethnographie métropolitaine. Guide d'étude directe des comportements culturels*, Paris, Civilisations du Sud.
- Maget Marcel, 1955. « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie*, n° 7-8, p. 375-382.
- Maget Marcel, 1993. « À propos du Musée des arts et traditions populaires de sa création à la Libération (1935-1944) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 10, p. 90-107.

- Mazaauric Claude, 2004. *Albert Soboul, un historien en son temps*, Nérac, Éditions d'Albret.
- Mandrour Robert, 1964. *De la culture populaire en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La Bibliothèque bleue de Troyes*, Paris, Stock.
- Maunier René, 1933. « Rapport moral », *Revue de folklore français et de folklore colonial*, n° 4-5, p. 284-285.
- Mendras Henri, 1967. *La fin des paysans. Innovations et changement dans l'agriculture française*, Paris, SEDEIS.
- Mesuret Robert, 1949. « La vie du musée. Toulouse, 14 juillet », *Le Mois d'ethnographie française*, n° 8-9, p. 84.
- Müller Bertrand. « Écrire le folklore : les réponses aux enquêtes de la Commission des recherches collectives de l'Encyclopédie française », in Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëll & Régis Meyran (dir.). *Du folklore à l'ethnologie*, Éditions de la MSH, p. 29-48.
- Müller Bertrand & Florence Weber, 2003. « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête, en France, vers 1930 », *Gradhiva*, n° 33, p. 43-55.
- Musée des arts et traditions populaires, 1952. *Art folklorique yougoslave*, catalogue de l'exposition présentée de mai à juin 1952, Paris, Édition des Musées nationaux.
- Musée des arts et traditions populaires, 1956. *Trésors d'art populaire des pays de France*, catalogue de l'exposition présentée du 11 mai au 24 septembre 1956, Paris, Édition des Musées nationaux.
- Nelli René, 1950. « La disparition de la civilisation traditionnelle en Languedoc et le problème du régionalisme », *Annales de l'Institut d'études occitanes*, n° 5, p. 18-32.
- Nelli René, 1957. « La psychologie ethnique du Languedocien », *Revue de psychologie des peuples*, n° 12-1, p. 22-34.
- Ory Pascal, 1987. « Georges Henri Rivière, militant culturel du Front populaire ? », *Ethnologie française*, n° 17-1, p. 23-28.
- Ory Pascal, 1994. *La Belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon.
- Ory Pascal, 2018. « Georges Henri Rivière en son musée du Front populaire à la Libération (1936-1945) », in Germain Viatte & Marie-Charlotte Calafat (dir.), *Georges Henri Rivière. Voir c'est*

*comprendre*, catalogue de l'exposition présentée au Mucem du 14 novembre 2018 au 4 mars 2019, Barcelone, Éditions du Mucem & Éditions de la RMNGP.

Paillard Bernard, Simon Jean-François & Laurent Le Gall (dir.), 2010. *En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, PUR.

Pudal Bernard, 1991. « Le populaire à l'encan », *Politix*, n° 14, p. 53-64.

Richet Michèle, 1956. *Trésors d'art populaire dans les pays de France*, catalogue de l'exposition organisée au Musée national des arts et traditions populaires, 11 mai-24 septembre 1956, Paris, Édition des Musées nationaux.

Rivière Georges Henri, 1936. « Les musées de folklore à l'étranger et le futur musée français des arts et traditions populaires », *Revue de folklore français et de folklore colonial*, n° 3, p. 58-71.

Rivière Georges Henri, 1942. « Le folklore paysan. Note de doctrine et d'action », *Études agricoles d'économie corporative*, vol. II, p. 291-316.

Rivière Georges Henri & Pierre Soulier, 1952. « Théâtres populaires de marionnettes : guide catalogue de la 4<sup>e</sup> exposition temporaire du Musée des arts et traditions populaires, 12 juillet 1952-4 janvier 1953 », Paris, Éditions des Musées nationaux.

Ruquet Miquèl, 2011. Entrée « René Nelli », *Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*. Édition numérique : <https://maitron.fr/spip.php?article137421> [consulté en juin 2019].

Segalen Martine, 2005a. « Un regard sur le Centre d'ethnologie française », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n° 13, 2005. Édition numérique : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1683#text> [consulté en mai 2019].

Segalen Martine, 2005b. *Vie d'un musée. 1937-2005*, Paris, Stock.

Segalen Martine, 2010. « L'enquête de la RCP Aubrac (1963-1966). Une stratégie intellectuelle, un enjeu institutionnel », in Bernard Paillard, Jean-François Simon & Laurent Le Gall (dir.), *En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, PUR/CRBC, p. 263-279.

Société d'ethnographie française, 1949. « Congrès annuel. Caen 1950, "Le lait" », *Le Mois d'ethnographie française*, n° 10, p. 103-107.

Varagnac André, 1935. « Une coopérative de travail scientifique : la Commission des recherches collectives du Comité de l'Encyclopédie française », *Annales d'histoire économique et sociale*, n° 33, p. 302-306.

Velay-Vallantin Catherine, 1999. « Le Congrès international de folklore de 1937 », *Annales*, n° 54-2, p. 481-506.

Weber Florence, 2003. « Politiques du folklore en France (1930-1960) », in Philippe Poirrier & Loïc Vadelorge (dir.), *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-Fondation de la MSH, p. 269-300.

Wylie Laurence, 1957. *Village in the Vaucluse*, Cambridge, Harvard University Press.

Zonabend Françoise, 2001. « Retour sur archives ou comment Minot s'est écrit », *L'Homme*, n° 200, p. 113-140.

## NOTES

1.▲ Oppositions au milieu des années 1930 à l'égard de la montée du fascisme, du racisme ainsi que des tendances scientifiques idéologiquement conservatrices, investissement dans le Front populaire, etc.

2.▲ Sur ce point et à partir de la figure d'Arnold Van Gennep, voir notamment les contributions de Nicolas Adell et Arnauld Chandivert in Fabre & Laurière 2018.

3.▲ Segalen 2005a, 2010 ; Chandivert 2016b ; Zonabend 2001, particulièrement p. 119.

4.▲ Après un baccalauréat obtenu en 1928, Marcel Maget a effectué un séjour d'études en Belgique flamande et en Allemagne en 1930-1931, a passé une licence d'enseignement de la philosophie en 1933-1934 et est devenu pensionnaire de l'École normale supérieure de Pise en 1934-1935. Cette même année 1935, il obtint un diplôme d'études supérieures de philosophie, rédigeant un mémoire sous la direction de Célestin Bouglé sur « Les tendances sociales et la doctrine du fascisme en Italie ».

5.▲ Sur l'histoire de ce musée, voir Segalen 2005.

6.▲ Sur l'ensemble de ces questions, voir par exemple Müller & Weber 2003.

7.▲ *L'Humanité*, édition du 6 décembre 1937.

8.▲ Georges Henri, Rivière, « Les musées populaires », tapuscrit d'article pour la revue *L'architecture d'aujourd'hui*, 5 juillet 1938, dossier personnel de Georges Henri Rivière, consulté au Service des archives du MNATP avant leur versement aux Archives nationales, nouvelle cote non identifiée.

9.▲ Voir le *Rapport sur la structure et l'activité du département de folklore des musées nationaux*, 27/01/1937, Archives nationales, Fonds MNATP, Préfiguration et création du département de folklore des musées nationaux, cote 20130148/10.

10.▲ Maunier 1933. Le folklore colonial n'a pourtant pris qu'une place limitée dans la revue.

11. <sup>△</sup> Les fonds de la commission ont été versés avant-guerre au MNATP, avant qu'ils ne soient récupérés.
12. <sup>△</sup> « Folklore des rites funéraires. Cartographie d'une enquête sur les rituels traditionnels funéraires en France », 1939, fonds André Varagnac, Maison des sciences de l'homme de Dijon, AV2-5.
13. <sup>△</sup> Il fut successivement chef de dépôt dans l'Orne, dans l'Aveyron, dans le Tarn-et-Garonne, dans le Gers, avant de revenir à Montauban et il ne retourna à Paris qu'en avril 1943.
14. <sup>△</sup> Rapport d'activité du Bureau du régionalisme, janvier 1942, Archives départementales de la Haute-Garonne, fonds du préfet Chéneaux de Leyritz, M 1524.
15. <sup>△</sup> Sur la scène toulousaine à cette période, voir Chandivert 2016a et l'excellente présentation d'Isabelle Gouarné à la ré-édition du colloque « Travail et Techniques » qui eut lieu à Toulouse en 1941 (Gouarné 2019).
16. <sup>△</sup> Lettre de Rivière au directeur des musées nationaux, 11 octobre 1943, dossier personnel de Marcel Maget – consulté au Service des archives du MNATP avant sa fermeture, cote après versement aux Archives nationales non identifiée.
17. <sup>△</sup> Demande d'inscription de Marcel Maget sur la liste d'aptitude des conservateurs des musées nationaux, 26 juillet 1944, dossier personnel de Marcel Maget, consulté au Service des archives du MNATP avant sa fermeture, cote après versement aux Archives nationales non identifiée.
18. <sup>△</sup> « Corporation paysanne nationale, service de folklore paysan. Rapport d'activité depuis sa création », p. 3. Consulté au Service des archives du MNATP avant sa fermeture, cote après versement aux Archives nationales non identifiée.
19. <sup>△</sup> « Rapport sur la création d'une commission nationale de folklore », décembre 1942, consulté au Service des archives du MNATP avant sa fermeture, cote après versement aux Archives nationales non identifiée. Voir aussi Rivière 1942.
20. <sup>△</sup> Lettre du 11/09/1943, fonds Marcel Maget, Archives nationales, cote 20130452/1.
21. <sup>△</sup> Attestation d'Albert Soboul, Archives nationales, fonds MNATP, « Musée national des arts et traditions populaires. Préfiguration, aménagement et fonctionnement du musée implanté au palais de Chaillot (1930-1987) », cote 20130148/29. Voir aussi le témoignage de Pierre-Louis Duchartre sous cette même cote.
22. <sup>△</sup> Voir la cote AV 2/71 dans le fonds André Varagnac déposé à la MSH de Dijon. Il se défend dans un courrier d'avoir agi en ce sens, mais cette cote contient des documents dactylographiés, dont certains portent la mention « envoyé », où il fournit des éléments contre Rivière.
23. <sup>△</sup> Sur les conséquences de cette rupture dans la carrière d'André Varagnac après la guerre, je me permets de renvoyer à Chandivert 2015.
24. <sup>△</sup> Ce comité est composé d'Albert Bayet, Lucien Febvre, Georges Bourgin, André Cholley, Louis Gernet, Georges Davy, Georges Gurvitch, Gabriel Le Bras, Maurice Leenhardt, Louis Massignon, Henry Lévy-Bruhl, Georges Lutfalla, Marcel Mauss, Paul Rivet et Henri Wallon. Archives du CES, consultées au Centre des archives contemporaines, Fontainebleau, avant sa fermeture – dossier 780 305, chemise « Centre d'études sociologiques. Comité de direction jusqu'en 1955 ».
25. <sup>△</sup> Fonds Georges Henri Rivière, Archives nationales, cote 690AP/4.
26. <sup>△</sup> Lettre à Marcel Maget, 18/09/1943, Archives nationales, fonds Marcel Maget, cote 20130452/1.
27. <sup>△</sup> Une telle perception peut bien sûr découler de la particularité des fonds consultés, majoritairement institutionnels et peu à même de contenir des pièces où cette catharsis trouverait à s'exprimer.



- 28.▲ Je renvoie sur ce point aux travaux de François Gasnault et Marie-Barbara Le Gonidec dans le présent ouvrage.
- 29.▲ Statuts de la SEF, archives de la société, Archives nationales, fonds du MNATP, cote 20130148/59.
- 30.▲ Georges Henri Rivière, « Recherches et musée d'ethnographie française depuis 1939 », communication devant le Royal Anthropological Institute, Londres, avril 1946. Dossier personnel de Georges Henri Rivière consulté au Service des archives du MNATP avant leur versement aux Archives nationales, nouvelle cote non identifiée.
- 31.▲ Selon les statuts de la SEF déjà cités.
- 32.▲ *Idem*.
- 33.▲ Voir à ce titre le dossier classé sous la cote 20130452/27 dans le fonds Marcel Maget, Archives nationales.
- 34.▲ Maget indique dans l'avant-propos que les premières versions du texte datent de 1945.
- 35.▲ Georges Henri Rivière, « Rôle du folklore dans la reconstruction rurale », Rapport à la Commission internationale des ATP, 25 septembre 1947, p. 4. Archives nationales, archives des musées nationaux, série U, cote 20144795/6.
- 36.▲ *Ibid.* : 9.
- 37.▲ *Ibid.* : 8.
- 38.▲ Voir à ce titre l'ouvrage *Trésors d'art populaire des pays de France*, catalogue de l'exposition éponyme qui s'est tenue du 11 mai au 24 septembre 1956 au MNATP, 1956, p. iv.
- 39.▲ Voir à ce sujet les travaux bien connus d'Henri Mendras (1967).
- 40.▲ Commission nationale des arts et traditions populaires, séance du 22 octobre 1945, note manuscrite. Consultée au Service des archives du MNATP avant leur versement aux Archives nationales, nouvelle cote non identifiée.
- 41.▲ Voir aussi Fournier 2009.
- 42.▲ Document de présentation de l'IEO, avril 1945, Archives départementales de la Haute-Garonne, fonds Daniel Faucher, 103 J 14. C'est moi qui souligne, de façon à indiquer combien cette promotion de la culture d'Oc après-guerre échappait à tout particularisme au profit d'un marquage de sa dimension nationale.
- 43.▲ Sur l'ensemble de ces échanges et citations, voir Association les Annales de Normandie, 2012.
- 44.▲ Lettre de Georges Henri Rivière à Marcel Maget, 28 mars 1952 et « Ordre de service n° 52-1 », même date, Archives nationales, fonds Marcel Maget, cote 20130452/1, sous-dossier « Statut Marcel Maget au MNATP de 1937 à 1966 ».
- 45.▲ « Rapport de conjoncture ATP 31/12/1963 », daté du 22 novembre 1963, p. 3 et « Rapport des départements du 06 décembre 1963 », p. 2, Archives nationales, fonds Georges Henri Rivière, cote 690 AP 4.
- 46.▲ Une note de service de Rivière demande à sa hiérarchie l'autorisation de cette mission, qui ne me semble pas avoir eu lieu. Maget se rend par contre aux États-Unis en 1956.
- 47.▲ Wylie 1957. Sur le soutien de Maget, voir ses échanges avec Wylie dans le dossier « Lettres triées par Marcel Maget (1947-1986) », Archives nationales, fonds Marcel Maget, cote 20130452/2 ; ainsi que le compte rendu qu'il effectua de l'ouvrage de Wylie dans la revue *Arts et traditions populaires* en 1958. Maget se rendit aux États-Unis en 1956 pour notamment participer à la *Haverford Conference on French Community Studies* qui se tenait en parallèle du Congrès international des sciences anthropologiques, ethnologiques et préhistoriques organisé à Philadelphie et à laquelle Wylie participait.

48.△ Société d'ethnographie française, séance du 23 mars 1949, notes manuscrites, 7 pages. Archives nationales, fonds du MNATP, cote 20130148/60.

49.△ C'est à cette période que les liens entre Charles Parain, Albert Soboul et Henri Lefebvre se sont structurés.

50.△ Sur les autres aspects des travaux de Marcel Maget, je renvoie au bel article de Nicolas Adell dans le présent ouvrage.

## LES EXPÉRIMENTATIONS ETHNOLOGIQUES DE MARCEL MAGET

*Nicolas Adell*

### Une volonté de refondation de l'anthropologie

**L**E SOUVENIR de Marcel Maget (1909-1994) s'est aujourd'hui presque complètement effacé de la mémoire de l'anthropologie française. Non seulement il n'est pas enseigné – son œuvre n'a pas traversé le temps –, mais il n'est pas non plus inscrit dans l'historiographie disciplinaire, sinon de manière fugitive par quelques rares spécialistes<sup>1</sup>. À peine une ombre dans un tableau où brillaient les étoiles contraires du structuralisme théorisant et de l'étude dynamique des situations de décolonisation à un moment où l'ethnologie de la France balbutiait ses démarches et sa méthodologie. Dans ce dernier registre, celui dont Marcel Maget relève, les années 1950 sont encore celles de la « soupe primitive » épistémologique où le Musée national des arts et traditions populaires et ses campagnes de collectes le disputent aux études folkloriques en voie de péremption. Dès lors, le regard porté sur quiconque s'est saisi de la matière de France à cette époque conduit souvent à une catégorisation sommaire qui positionne les individus soit en tant que folkloristes aussi désuets que les pratiques ou les représentations dont ils rendent compte, soit en tant qu'agents collecteurs des reliefs de la vie matérielle. Dans les deux cas, l'on a pu dénoncer la stérilité charmante de la capture de l'énième variante de l'herminette solognote ou du conte du diable dupé, et l'incapacité supposée de poser, d'affronter et de résoudre des problèmes d'anthropologie générale. Aveuglés par la poussière des faits, les folkloristes et les collecteurs des ATP ont pu paraître tels des orpailleurs sans jugement, convaincus que le fleuve de la vie quotidienne ne transportait, sous l'aspect du sable, que des paillettes d'or que le tamis du temps finirait, plus ou moins tôt, de révéler.

Cette appréciation sans nuance a contribué à figer des individus dans des postures dont ils n'épousent que partiellement les formes générales. Dès lors, l'ethnologie moderne de la France n'aurait pu surgir que de dispositifs neufs – les Recherches coopératives sur programme

notamment, en rupture avec les « chantiers intellectuels » de la période de l'Occupation – et dont les acteurs principaux, animés par le complexe du pionnier, ont sans doute joué un rôle important dans la construction de ces figures du folkloriste et du collecteur ATP.

Il est vraisemblable que Marcel Maget a fait les frais de tels positionnements a priori, lui qui a été très proche de Georges Henri Rivière et a occupé une place essentielle dans le cadre du MNATP. Il a publié par ailleurs un *Guide d'étude directe des comportements culturels* qui a été longtemps considéré comme un manuel pratique au service des entreprises de collecte de l'institution. Ni l'enthousiasme continu d'Isac Chiva, ni le respect maintenu de Pierre Bourdieu pendant plus de quarante ans pour cet « antidote hyperempiriste à la fascination qu'exercent les constructions structuralistes de Claude Lévi-Strauss » (Bourdieu 2002 : 10), n'ont eu raison de l'oubli dans lequel Marcel Maget est tombé.

Les importants fonds d'archives scientifiques conservés aux Archives nationales et à la Maison des sciences de l'homme de Dijon permettent cependant de rendre à cette figure son épaisseur, sa complexité et son importance, tout à la fois en ce qui concerne son inscription dans les institutions et les réseaux savants – ainsi que le montre dans ce volume le conséquent chapitre d'Arnauld Chandivert – que du point de vue de l'œuvre et des travaux de recherche accomplis dont je voudrais montrer, dans les pages qui suivent, le caractère ambitieux et novateur. J'ai découvert, tout particulièrement dans les dossiers des archives de la MSH – université de Bourgogne où il fut professeur jusqu'à la fin de sa carrière, que sa volonté d'une fondation de l'ethnologie de la France s'est établie sur des bases scientifiques qui empruntaient d'autres voies que celles que C. Lévi-Strauss arpentaient au même moment pour construire son anthropologie générale. La psychologie plutôt que la linguistique, l'empirisme plutôt que la théorie. M. Maget se révèle, dans ses archives, un infatigable expérimentateur, motivé par un scientisme débridé qui l'enracine dans l'avant-garde de son temps et soutenu par un empirisme déchaîné qui ne renonce cependant pas à l'idée de lois.

Les recherches de M. Maget recèlent ainsi dans les années 1950 de nombreuses promesses que l'on peut retrouver sans tomber dans le piège à penser anachronique du « précurseur », mais grâce aux *possibles concrets* de l'œuvre que quelques rares contemporains ont pu apercevoir. Parmi ceux-ci, Isac Chiva fut sans doute celui qui a vu en M. Maget le plus précocement, puis durant de nombreuses années – il fera en 1990 une séance de séminaire à l'EHESS consacrée à « l'exégèse » de

son œuvre<sup>2</sup> – l'un de ceux qui pouvaient accompagner le renouvellement de la discipline à un moment critique –, le début des années 1950. Mais cette reconnaissance, pour I. Chiva comme pour d'autres, devait être assez atténuée tant, au même moment, la figure de C. Lévi-Strauss occupait l'espace de la nouveauté. En témoigne cette lettre du 8 décembre 1951 du jeune I. Chiva – il a 26 ans – adressée à son aîné en qui il repère celui qui, dans le paysage intellectuel de l'époque, présente une combinaison de propriétés (traits de caractère, dispositions intellectuelles) qui en font un ressort du renouvellement disciplinaire : il est « non académique », « jeune » et, plus surprenant, « roublard ». Des qualités nécessaires pour penser et mettre en œuvre la (re)naissance d'une discipline. I. Chiva s'en ouvre de façon transparente avec la fougue du jeune converti :

Il est des moments où des sciences naissent – ou renaissent – et nous sommes actuellement en train de vivre un tel moment. Démographie d'un côté, anthropologie physique et génétique d'un autre côté, ont épuisé chacune dans un sens leurs territoires autonomes, les ressources présentes de la statistique, en sont arrivées à la sagesse de définir ce qu'elles ignorent. Parlant sérieusement, il est plus que troublant de voir d'un côté et de l'autre le brusque revirement vers le qualitatif, vers l'emploi nécessaire de la monographie, vers la focalisation nécessaire de recherches jusqu'ici parallèles. Le moment me semble pareil à celui qui a conduit à la formation de la linguistique structurale, et plus récemment à celui de la cybernétique. Le généticien reconnaît en ce moment que, pour définir ses séries de faits, il doit les définir complémentaires avec les faits du sociologue. Le démographe reconnaît l'existence d'unités critiques qui, pour être comprises, doivent être comprises dans leur nature multiple socio-culturelle<sup>3</sup>.

Il propose ainsi à M. Maget d'organiser au Laboratoire d'ethnographie française, que ce dernier dirige depuis sa création en 1944, un « grand colloque » sur ces questions pour marquer ce tournant et penser les nouvelles directions à prendre. L'événement n'aura pas lieu, mais on peut lire dans ces lignes la trace d'un bouillonnement intellectuel au sein duquel M. Maget occupe une place importante en ce qu'il représente une voie possible pour de nouvelles idées et de nouvelles méthodes. Il suit de très près les travaux de Gregory Bateson pour lequel il maintiendra son admiration et dont il est peut-être en France l'un des premiers lecteurs. La référence « cybernétique » que fait I. Chiva est probablement un clin d'œil à M. Maget qui la maîtrise et a sans doute connaissance de l'importante *Macy Conference* de 1946 que G. Bateson a coordonnée en réunissant notamment des représentants des sciences humaines autour des mathématiciens Norbert Wiener et John von Neumann et qui a fait date sur ce thème<sup>4</sup>.

L'une des pistes du renouvellement intellectuel, et dont la référence à G. Bateson est une traduction, est ainsi fournie par une très forte interdisciplinarité. M. Maget en indique explicitement la nécessité dans son *Guide d'étude directe des comportements culturels* dont la rédaction débute en 1945. Il y dénonce la « spécialisation étroite » comme une « source d'erreurs » et le « cloisonnement » comme « nuisible aux tentatives d'explication » (Maget 1953 : XXII-XXIII). La cybernétique incarne dans ce registre les plus grands espoirs : « Nouvelle venue, la cybernétique jette, à partir de modèles mécaniques infiniment plus complexes que les automates contemporains de l'associationnisme et du sensualisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, des lumières nouvelles sur les rapports entre fonctionnement du système nerveux central, physiologie interne et communication sociale » (*ibid.* : XXVI). C'est dans le sens d'une interdépendance de principe entre les phénomènes, qui postule la continuité des sciences de la nature et des sciences de l'homme, qu'il accorde de la valeur à la « notion de structure, dont C. Lévi-Strauss s'est fait le hardi promoteur dans le domaine des systèmes sociaux » (*ibid.*). D'ailleurs, on trouve dans un dossier sobrement intitulé « Structuralisme », des notes dont la destination n'est pas connue – peut-être était-ce pour une nouvelle introduction de son *Guide*, peut-être pour un cours – et qui rendent compte de l'importance qu'il y a, pour les sciences contemporaines, de procéder à une « reconnexion » des disciplines :

Il semble acquis que les disciplines consacrées à l'étude de l'humanité se rejoignent. Après un beau départ il y a cent ans<sup>5</sup>, elles s'étaient dispersées en tirailleurs. Partir en tirailleur cela veut dire qu'on défriche. Cela signifie l'isolement progressif, l'oubli des consignes générales à mesure qu'on s'éloigne du point de départ, la nécessité de se créer un système propre de repérage et d'investigation. La croissance des espacements latéraux aggravée par la difficulté croissante de la communication entre équipes contemporaines dont l'instrumentation se différencie au moins terminologiquement au point de masquer les analogies, les homologues et les croisements de pistes, les découvertes ou redécouvertes simultanées, la tendance à croire que la piste choisie est la seule possible et efficace [pour donner] une explication universelle.

Cela veut dire que l'on tourne en rond ou que l'on s'égare. Puis un beau jour, un certain nombre de pistes se croisent simultanément de telle façon que la convergence, souhaitée ou non, ne peut plus être éludée.

À l'interdépendance des phénomènes humains enfin retrouvée correspond en principe l'interdépendance des disciplines spécialisées dans l'étude de certaines catégories particulières de ces phénomènes au sein d'une anthropologie dont la figure avait subi de nombreuses atteintes depuis un siècle<sup>6</sup>.

Plaidant pour une interdépendance forte des savoirs disciplinaires, Marcel Maget avance avec son temps tout en puisant à des sources qui ont pu lui conférer un caractère inactuel. Je tâcherai d'exposer les éléments de ce paradoxe intellectuel, avant de montrer en quoi il éclaire la manière dont M. Maget a cherché à se déprendre des folkloristes pour construire son « ethnographie métropolitaine », et tout particulièrement à partir de deux questions, celle de l'art populaire d'une part, et celle des techniques d'autre part.

### **Racines anglo-saxonnes d'un renouvellement**

Les notes manuscrites de M. Maget et la correspondance échangée avec I. Chiva autour de la refondation de la discipline par une nouvelle et forte interdisciplinarité au début des années 1950 pourraient faire l'objet en soi d'un article à part entière. Je n'en livrerai pas le commentaire détaillé et me contenterai de signaler que ce positionnement intellectuel s'arrime à des places au sein d'institutions qui, pour certaines d'entre elles, affichent des ambitions fortes de recomposition. M. Maget dirige, en effet, à cette époque le Laboratoire d'ethnographie française et a repris un certain nombre des enseignements de G. H. Rivière au MNATP et à l'École du Louvre. Il donne régulièrement des conférences à l'Institut des hautes études cinématographiques. À 42 ans, s'il affiche les signes extérieurs des promesses d'avenir pour l'étude scientifique des matériaux culturels de la France métropolitaine, il représente dans le même temps une forme ambivalente de rupture tant il incarne, à plusieurs titres, une certaine continuité avec le passé de la discipline, peut-être avec le passé d'une façon générale.

La Seconde Guerre mondiale ayant accentué l'écart générationnel entre des individus nés à dix ans d'intervalle – entre ceux qui avaient 12 ans en 1939 et ceux qui en avaient 22, il y a le gouffre d'une mobilisation –, M. Maget, emprisonné quelques temps, fait figure d'ancien, y compris et peut-être d'abord au plan intellectuel. Il a travaillé sous la direction de Célestin Bouglé sur le fascisme italien, a été l'un des participants de la Commission des recherches collectives à l'initiative de Lucien Febvre, proche d'André Varagnac et membre de la Corporation paysanne. L'ensemble de ces traits, qui ne le résument sans doute pas, ont pu contribuer au sortir de la guerre à le faire reculer d'une génération et à l'associer à celle de Varagnac plutôt qu'à le projeter vers celle de Chiva ou Bourdieu. Ces derniers, dans les efforts mêmes qu'ils ont faits

pour que son œuvre ne sombre pas dans un oubli total et jusqu'au rôle de précurseur qu'on a voulu lui faire jouer (Chiva), l'ont marqué de façon indélébile du signe d'un autre temps.

Par ailleurs, le passage par la Commission des recherches collectives ou par le MNATP peut aussi faire l'objet d'une lecture ambivalente. Si d'un côté ils représentent une modernité intellectuelle par la volonté d'« archiver le contemporain » (Weber 2009 : 234-240) et par le caractère très objectivant et systématique des dispositifs d'enquête et de collecte, d'un autre côté ils peuvent aussi bien apparaître comme des chambres d'enregistrement de pratiques menacées de disparition et dont l'obsolescence annoncée ne laisse pas indemnes ceux qui les documentent. La guerre a sans aucun doute renforcé ce dernier effet. De plus, M. Maget contribue lui-même à brouiller la lecture que l'on peut faire de ses recherches puisqu'il manifeste des traits vifs et explicites d'actualité intellectuelle, tout en maintenant un attachement à des pratiques identifiées au passé disciplinaire. Il ne cesse d'insister – ce qui est l'un des ressorts de distinction vis-à-vis des folkloristes, j'y reviendrai – sur l'archivage de la modernité aux côtés du passé en train de disparaître : « Je le répète, écrit-il pour une leçon donnée à l'École du Louvre le 1<sup>er</sup> décembre 1944, l'avion fait partie des études ethnographiques<sup>7</sup>. » Dans le même temps, il résiste à la mode de la monographie de village dont il aperçoit cependant tout l'intérêt et en soutient à l'occasion les initiatives. Il apporte ainsi une aide précieuse à Laurence Wylie dans le cadre de l'enquête que ce dernier conduit à Roussillon pour son fameux *Village in the Vaucluse* (1957)<sup>8</sup>. Mais ces « études ponctuelles sur le fonctionnement de micro-sociétés<sup>9</sup> » renforcent également l'effet d'isolement dans l'espace et dans le temps de ces communautés alors qu'elles sont toujours saisies par des dynamiques régionales, nationales, et de plus en plus internationales dont l'ethnologue doit rendre compte.

La rencontre en 1938, alors qu'il réalise pour le compte du MNATP une enquête en Sologne à laquelle participe aussi Louis Dumont, avec Bronislaw Malinowski, semble avoir transformé radicalement sa façon d'appréhender le « terrain » (Weber 2009 : 249, n. 34). Pour autant, il n'aura cessé de corriger, dès l'élaboration de son *Guide*, la démarche malinowskienne. S'il en a retenu la nécessité de présupposer une interdépendance possible de tous les faits dans une situation donnée – et donc la pratique de la monographie intensive et localisée comme première étape de l'enquête –, l'intérêt qu'il faut donner à la glose des informateurs sur leurs pratiques et le caractère décisif de l'observation directe, il a en revanche pris ses distances avec la monographie de village pour privilégier ce qu'il a appelé la monographie d'objet, de personne ou de « catégorie » (le jeu, le



travail, le rituel, etc.) pour pouvoir en suivre les déplacements, pratiquer le changement d'échelle et en décrire les actions. Car il ne faut cesser, consigne Marcel Maget dans des notes de septembre 1938 préparant une enquête sur le lavage et la lessive en Charente – soit très peu de temps après le séjour solognot du mois d'avril de la même année –, de décrire les objets, instruments, matières et actions en usant de « la méthode de l'autobiographie<sup>10</sup> » de façon à mettre entre les faits un ordre qui complexifie l'approche « systématique ». Enfin, si l'enquête directe prônée par Malinowski l'a entièrement convaincu, la dimension « participante » de celle-ci n'a pas cessé de l'interroger tant elle lui semblait créer une illusion, celle d'entrer véritablement dans l'esprit des personnes, voire de penser comme l'Autre qu'on espère devenir temporairement :

La participation à une cérémonie, le fait de se trouver dans l'atmosphère d'une partie de pelote basque ou d'un pardon, suggèrent au spectateur qu'il est en coïncidence avec les pratiquants. Vivre leur vie, « se mettre dans leur peau », donne l'espoir que cette mise en situation restituera automatiquement l'organisation psychique du groupe et certains artistes ou inspirés semblent y atteindre d'emblée (Maget 1953 : XXII).

Aussi M. Maget insistera-t-il sur la dimension réflexive que doit contenir toute enquête de façon à intégrer la « personnalité de l'enquêteur » comme l'une des composantes, et non la moindre, de l'observation. Ce sera aussi une façon de conserver une juste distance.

Si l'apport de Malinowski est pris largement en compte, mais non sans critique, c'est à d'autres références que M. Maget renvoie plus volontiers pour renouveler la discipline : la géographie culturelle allemande d'une part, et le culturalisme étatsunien d'autre part. Il apprécie de la première, lui le germanophone qui avait eu sa période « germanologique » durant laquelle il avait lu dans le texte original Fichte, Bopp, Grimm et Mannhardt entre autres<sup>11</sup>, son caractère systématique et ses tentatives d'épuisement d'un lieu par la démarche « ethno-cartographique » qu'il associe volontiers à l'école de Hambourg des années 1920 et 1930, celle dite des « Mots et des Choses » (*Wörter und Sachen*), qui documentait les traditions populaires en France, notamment dans les entreprises de Fritz Krüger et de Wilhelm Giese<sup>12</sup>. Il a suivi de près la traduction en français de la *Géographie des traditions populaires en France* de Fritz Krüger, qui sera publiée en 1950 à Mendoza (Argentine) et connaîtra une très faible réception. Le fait qu'elle soit l'envers même de la démarche monographique de *Nouvelle*, monographie typifiante élaborée par Lucien Bernot et René Blancard (1953) qui a connu un certain succès et est exactement contemporaine, ou que

l'entreprise de cartographie des faits de culture ne soit pas sans présenter des analogies avec les travaux de certains folkloristes, explique en grande partie son assignation à une science passée.

À beaucoup de points de vue, cet intérêt pouvait être lu comme rétrograde alors qu'il s'agissait pour Marcel Maget de corriger les failles et de limiter les angles morts de la monographie. C'est sans aucun doute sous cet éclairage qu'il faut comprendre sa fascination pour une certaine anthropologie étatsunienne qui lui permet de desserrer l'étau de la monographie villageoise immobile et de rendre à une société son dynamisme. Ses archives attestent sa grande connaissance des principaux ouvrages du culturalisme étatsunien des années 1920 et 1930. Il a tout particulièrement lu et fiché *Man and his works. The science of cultural anthropology* (1948) de Melville J. Herskovits<sup>13</sup>, dans lequel il identifie la synthèse des principaux apports de cette école étatsunienne : la notion d'acculturation d'abord, la place accordée à la psychologie ensuite. Par ailleurs, il répète à l'envi le rôle d'inspirateur intellectuel qu'a joué pour lui Roger Bastide, qui a été membre du jury de la thèse tardive sur travaux qu'a soutenue M. Maget à Dijon en 1973, et est convaincu de la nécessité d'interroger en toutes circonstances les rapports à la modernité, la circulation des traits culturels et les effets de métissage permanent, le problème des emprunts ou encore celui des abandons.

La combinaison de ces deux foyers intellectuels (le culturalisme étatsunien d'un côté, et l'intérêt pour l'ethno-cartographie des traditions populaires et la dialectologie allemandes) a probablement motivé, en août 1950, le projet d'une enquête à conduire dans les mois suivants sur les Vaudois – communautés francophones – de la région de Maulbronn (entre Heidelberg et Stuttgart) pour lesquels il imagine réaliser l'équivalent du grand livre d'Herskovits, *The Myth of the Negro Past* (1941). Il répondrait ainsi à des questions d'anthropologie générale en partant de la langue et de ses transformations, et des pratiques religieuses et culinaires : « Quel est l'aboutissement actuel d'un processus d'acculturation se poursuivant depuis 250 ans ? Quels sont les traits culturels qui, de façon plus ou moins estompée, portent encore l'empreinte de l'origine et distinguent ces villages des agglomérations voisines, de population germanique ? », s'interroge Marcel Maget pour inaugurer son travail<sup>14</sup>. Mais il s'aperçoit au bout de quelques jours, en novembre et décembre 1950 quand il se rend sur place, que l'état de perte culturelle et d'oubli est trop avancé pour conduire l'enquête comme il le souhaiterait : « Il n'y a pas grand-chose à attendre des témoins matériels de la culture vaudoise », note-t-il dans le carnet tenu à l'occasion de son

séjour<sup>15</sup>. Il reste qu'il commence à essayer de débrouiller les questions linguistiques, enregistre l'un des derniers « bons » locuteurs, fait parler les plus anciens sur leurs connaissances des usages différenciés des langues. Un homme lui dit : « Le grand-père après 1870 disait que l'allemand servait à donner des ordres aux domestiques. Pour les choses sublimes, le soir, la messe, il faut le français<sup>16</sup> ». Mais les matériaux sont trop maigres, le français trop évanoui comme langue de communication, la mémoire trop détachée des souvenirs pour que la quête de « l'empreinte de l'origine » puisse véritablement aboutir. Le 23 décembre 1950, après une semaine réelle de terrain, le carnet s'interrompt.

L'attachement de M. Maget à une ethnologie ancienne mal exploitée ou ignorée en France se combine avec son souci de tenir compte des avant-gardes intellectuelles, à ses yeux représentées notamment par les travaux de G. Bateson et de C. Lévi-Strauss. Il partage avec ce dernier, outre l'ambition d'une refondation de l'anthropologie sur de nouvelles bases, la conviction qu'il est nécessaire de construire des modèles et de dégager des invariants, seuls moyens d'envisager la description de lois dont l'existence seule confère au savoir qui les contient le statut de science.

Mais le scientisme de M. Maget se distingue par son assise constituée d'un empirisme très puissant mais assez débridé et pour lequel il avait une formule synthétique : « Ne croire que ce que l'on voit, mais ne pas croire que l'on voit tout<sup>17</sup>. » C'est le noyau de sa démarche. Si l'observation directe y est considérée comme l'instrument essentiel d'enquête, elle ne doit cependant pas laisser d'être interrogée quant à ses limites. Marcel Mauss a adopté la même posture critique, mais l'a formulée dans ses enseignements d'une tout autre façon : « Ne pas croire qu'on sait parce qu'on a vu » (Mauss 1967 : 9). Mais tandis que M. Mauss invite ainsi l'ethnologue à se méfier des jugements rapides et des déductions non contrôlées, M. Maget cherche à rendre sensible à l'inobservable : les anticipations d'un artisan, les « automatismes mentaux » et « sensori-moteurs » de tout individu, la culture transmise « dès la vie intra-utérine<sup>18</sup> ».

De l'embrouillamini des faits auquel un observateur est confronté et qu'il aura consignés dans un journal de route, il s'agit donc de franchir le pas de la notation et de la description pour dégager ce que M. Maget appelle la « norme », un terme mal compris et qui a sans doute contribué à disqualifier une partie de sa démarche, ou à tout le moins à n'en pas voir la nouveauté. Il a cependant précisé ce qu'il entend par « norme » : une construction strictement intellectuelle d'observateur (« une abstraction de la réalité ») servant à ordonner les faits observés, la règle étant justement d'y

déroger continûment dans l'ordre des pratiques. On comprend mieux que P. Bourdieu l'ait considéré comme un ethnologue essentiel. De plus, M. Maget indique que seule une partie des normes est vraiment explicite, l'autre étant constituée « d'habitudes infraconscientes » que l'on connaît mieux, souligne-t-il dès 1951 dans un débat avec l'historien et président de la Société d'ethnographie française Michel de Boüard, grâce à la « fructueuse rencontre entre ethnologie, psychanalyse et psychologie génétique<sup>19</sup> ».

M. Maget voit ainsi dans la « norme » un foyer d'expression plus ou moins consciente de ce qu'il appellera plus tard, dans son journal intellectuel à la date du 12 janvier 1986, « la puissance du répétable<sup>20</sup> ». On conçoit que certaines de ses aspirations aient pu rejoindre celles de la recherche d'invariants dans une veine structuraliste à laquelle il reproche cependant la tendance à « s'enfermer dans la seule solidarité interne (linguistique, sociale, technologique, etc.) et de couper les ponts avec la conjoncture et les autres plans spécifiques relativement autonomes mais non absolument indépendants<sup>21</sup> ». Il tâchera de mettre en œuvre ce principe dans son travail sur la fabrique du pain noir dans les Hautes-Alpes.

### **En finir avec le folklore : réflexivité, description totale, actualité**

Si l'intérêt porté aux travaux des savants allemands et autrichiens et à ceux des anthropologues étatsuniens des années 1920 et 1930 pour pondérer la mode « monographique » héritée de la tradition britannique peut en apparence associer M. Maget à une science passée, il s'en immunise lui-même par la lecture et la discussion des travaux des ethnologues contemporains, mais surtout par la distance prise avec ceux des folkloristes.

Il exprime à leur endroit les plus grandes réserves. Dans un cours du 15 décembre 1944 donné à l'École du Louvre, il déclare l'importance de procéder à une « catharsis de l'esprit folkloriste<sup>22</sup> ». Cet esprit est caractérisé, selon M. Maget, par le règne de l'intuition, de l'approximation et de la nostalgie, ce qui entraîne l'impossibilité de procéder à l'objectivation des situations d'enquête. Il règne dans leurs travaux, écrit-il pour une conférence intitulée « Recherches ethnographiques sur le peuple français » qu'il donne le 15 février 1945<sup>23</sup>, une « atmosphère de regret », associée parfois à une forme « d'ignorance superstitieuse<sup>24</sup> », qui empêchent le détachement nécessaire selon lui à la construction scientifique. Ainsi, se distinguer des folkloristes revient à

« devenir absolument objectif et faire œuvre scientifique » annonce-t-il à ses étudiants dans un autre cours<sup>25</sup>. Pour cela, à rebours même de la démarche attribuée aux folkloristes qui consiste à sélectionner des faits en amont et à ne noter que ce qui semble digne d'intérêt pour leur propos, M. Maget ne cesse de répéter, dès l'enquête conduite en Sologne et peut-être en partie sous l'influence de la rencontre avec Malinowski, la nécessité de *tout* noter. Il s'y emploie lui-même de façon systématique, s'efforçant de rendre compte, à l'occasion d'une mission en Provence en novembre 1938 pour décrire des danses locales, des mouvements et des rythmes suivis par les danseurs dans plusieurs dizaines de croquis, ou encore d'indiquer lors d'une mission sur les poêliers de la Manche en septembre 1942 l'évolution de ses déplacements heure par heure sans oublier la visite d'un coiffeur qui apporte le résultat des courses, ou encore de consigner des impressions, comme en mars 1946 lors d'un séjour à Villard-de-Lans où la critique d'un témoignage suspect s'achève par l'indication que « l'air commence à sentir l'herbe<sup>26</sup> ».

Car tout est susceptible d'affecter l'observation : l'environnement, le temps qu'il fait, les ambiances sonores et visuelles, les interventions imprévues, mais surtout le propre comportement de l'enquêteur, ses vêtements, la totalité de ses interactions dans la journée, ses états psychiques et émotionnels. Et ainsi, « la personnalité de l'enquêteur » lui paraît un facteur aussi essentiel que « l'obstination ». Le journal de route de l'enquête conduite chez les Vaudois en décembre 1950 le manifeste au plus haut point. À côté des conditions matérielles – « pas d'eau courante dans la chambre » – et de la « placidité » d'un chauffeur de taxi, il restitue la biographie d'un collègue allemand qu'il fait parler et à propos duquel il relève ce trait, comme s'il pouvait s'agir d'un sujet potentiel dans l'avenir ou pour un ethnologue qui revisiterait son enquête : « A pratiqué 15 fois le duel pendant son université dont 5 au sabre. A deux cicatrices sur le crâne. N'est plus partisan de la mesure pour les jeunes. A compris que cette pratique pouvait ne pas être prise au sérieux par tout le monde lorsqu'un étudiant français à Paris, auquel il venait de raconter ses exploits, lui dit que ce devait être "rigolo"<sup>27</sup> ». On peut y voir le réflexe d'un enquêteur des ATP, avide de décrire les restes d'une pratique qui disparaît.

Mais c'est aussi que M. Maget, soucieux de souligner les interdépendances entre les faits, estime que toute corrélation ne peut être prévue à l'avance et que l'on ne peut savoir quel ordre de faits exerce sur un autre un pouvoir, aussi minime soit-il. C'est même au prix de cette incertitude entretenue par une notation exhaustive d'une situation et du cours d'une action que l'on peut

espérer découvrir de nouvelles relations. Leçon importante d'ethnologie, transférable à beaucoup d'autres sciences humaines, et dont le psychologue Philippe Malrieu restitue d'ailleurs à M. Maget la paternité<sup>28</sup>.

Une des conséquences directes de ce type de posture intellectuelle est un rapport distant, sinon critique, à toute forme de questionnaire figé, à ce qui se prévoit à l'avance sans tenir compte des circonstances, sans laisser à l'imprévu radical la possibilité de s'inviter. Si les folkloristes sont ici directement visés dans l'usage qu'ils font des questionnaires de mœurs et coutumes, ce sont aussi les enquêtes de sondage ou celles des sociologues que M. Maget conteste. Par exemple, à l'occasion d'une enquête sur le budget des familles pour l'INSEE confiée au Centre d'études sociologiques (CES) en 1948 et dont M. Maget est alors membre, il inaugure son journal de route par une critique du questionnaire lui-même. Le 6 juin 1948, il note : « Je veux me désolidariser de l'enquête menée par le Centre d'études sociologiques. [...] En effet, je pense que par leur nature les questions posées par le CES risquent d'indisposer les gens. » Ainsi, soupire-t-il, « La question "Avez-vous un but dans l'existence ?" semble apporter un certain trouble<sup>29</sup> ».

Il manque à l'INSEE, au CES comme aux folkloristes une dose conséquente de réflexivité qui garantirait l'ajustement continu aux conditions du terrain, aux interlocuteurs et à soi-même<sup>30</sup>. Il faut donc le faire à leur place pour pouvoir utiliser les matériaux qu'ils récoltent. Il prône ainsi la réalisation d'une « psychanalyse du folkloriste<sup>31</sup> » (qu'il annonce dans ses cours à l'École du Louvre) et la nécessité de prendre conscience de la spécificité du « problème de la connaissance des peuples ethnographes par eux-mêmes ». Il s'agit là du cadre véritable de son travail pour lequel il rejette l'imposition de contraintes spatiales, à l'instar du reproche fait à la monographie. Le champ n'est donc pas la France, ni même l'Europe (même si ces espaces sont annoncés par commodité, comme par mimétisme des aires culturelles qui structurent le champ de l'anthropologie), mais un type d'individus – une « catégorie » dirait-il plus exactement – ayant développé, du moins certains d'entre eux, une forme singulière de description du réel : l'ethnographie.

Mais pour prétendre à l'ethnographie, pour afficher le souci de tout noter et développer à l'endroit de cette notation une réflexivité sur ses intentions et sa posture, M. Maget doit, en partie, construire une figure de folkloriste qui en est l'exact contraire et qui n'est exacte qu'au prix de raccourcis. Pour asseoir l'ethnographie moderne qu'il appelle de ses vœux, il façonne

donc un épouvantail de folkloriste qui ne trouve que partiellement à s'actualiser chez ceux qui revendiquent le folklore comme science. Et, de ce point de vue, celui qui pose le plus de difficultés à Marcel Maget reste Arnold Van Gennep. Il est celui qui demeure à ses yeux le moins réfutable, le moins « intuitionniste », le moins « superstitieux » et le plus informé des travaux d'ethnologie générale, tout en restant attaché à l'idée de folklore comme « science des mœurs et coutumes<sup>32</sup> ». Dans les fiches qu'il établit à propos du *Manuel de folklore français contemporain* qu'A. Van Gennep ne pourra achever avant sa mort en 1957, M. Maget commente cette dernière qualification du folklore : « Pourquoi ne pas dire ethnographie<sup>33</sup> ? » Avisé de cette remarque, continûment faite depuis, au moins, la fondation du Laboratoire d'ethnographie française en 1944, A. Van Gennep oppose l'idée que, selon lui, l'ethnographie inclut les dimensions économiques et politiques des phénomènes sociaux et culturels, dimensions qui ne relèvent pas de la « science des mœurs et coutumes » à ses yeux, tant il tient à l'identification d'un domaine *propre* du folklore, section de « l'ethnographie générale<sup>34</sup> ». Ici, la rupture avec M. Maget est irréconciliable, puisque pour ce dernier le politique et l'économique imprègnent tous les champs de la vie sociale, depuis les croyances et les rites jusqu'aux domaines de la littérature orale et des arts populaires. Aussi, le reproche d'aveuglement face à la conjoncture que le directeur du Laboratoire d'ethnographie française a discrètement formulé à l'encontre du structuralisme s'adresse-t-il autant, et peut-être d'abord, aux folkloristes qui isolent des dimensions de la réalité sociale quand, selon M. Maget, une interdépendance totale doit être au moins postulée. Et A. Van Gennep creuse encore l'écart en dénigrant ouvertement l'école austro-allemande des « Mots et des Choses » qui, malgré ses défauts, trouve grâce aux yeux de M. Maget. Or, Van Gennep lui reproche « une valeur scientifique relativement faible » (Van Gennep 1998, vol. 1 : 78) dans la mesure où l'association intuitive des mots et des choses repose selon lui sur une erreur car « une solution linguistique ne s'identifie pas à une solution folklorique » ainsi qu'il l'écrit dans le *Manuel du folklore français contemporain* (*ibid.* : 99).

Il manque donc à A. Van Gennep un mot – l'ethnographie, puisqu'il lui préfère le folklore –, un intérêt pour l'actualité contextuelle (notamment politique et économique), mais également une ambition véritablement anthropologique dont M. Maget constate, en marge de l'une de ses fiches du *Manuel*, l'absence : « Finalement, Van Gennep renonce à l'explication profonde pour noter les concomitances<sup>35</sup>. » L'explication profonde, c'est notamment celle qui vise à révéler les « habitudes infraconscientes ».

L'ensemble des critiques de M. Maget possède un versant positif puisque, à l'encontre des folkloristes qu'il condamne, il se donne pour objectif de faire une « description totale de la France actuelle<sup>36</sup> », ce qui nécessite de s'intéresser aussi bien aux couches populaires qu'aux élites, aux techniques traditionnelles qu'à l'avion – symbole alors de l'extrême modernité – et à l'industrie mécanisée, et de procéder pour cela avec les outils modernes qui sont à la disposition des enquêteurs. Au moins autant que par les objets de recherche, c'est par l'instrumentation de la recherche (photographie, caméra, enregistreur sonore) que M. Maget se distingue de la façon la plus immédiate des folkloristes, quand bien même certains d'entre eux qui se reconnaissent dans cette catégorie en font un large usage<sup>37</sup>. Il reste que, dès le début des années 1940, M. Maget utilise la photographie de manière systématique pour documenter les opérations techniques complexes qu'il s'emploie à analyser, par exemple dans son enquête sur les poêliers et les chaudronniers de Villedieu dans la Manche en 1943<sup>38</sup>. Déjà, l'appareil photographique dédouble le journal de route et devient à part entière un « carnet de notes » (Maget 1953 : xxx). L'usage qu'il fait de la caméra, aussitôt que les appareils sont devenus suffisamment maniables à son goût dès le début des années 1950, s'inscrit dans le prolongement de la photographie. D'ailleurs, ses premières explorations cinématographiques concernent des terrains déjà éprouvés et photographiés et qu'il revisite, comme pour mesurer concrètement ce que le film – qui permet de « photographier la vie » disait M. Mauss (1967 : 19) – apporte de plus. « Instrument d'analyse indispensable », il en vante dès le départ les mérites parmi lesquels, justement, celui de permettre la revisite à distance d'un terrain – « il y a toujours des problèmes auxquels on n'a pas pensé<sup>39</sup> » – et de créer un certain détachement par rapport à l'objet. Une façon supplémentaire de lutter contre le péché d'intuition et d'introspection vague des folkloristes. Il s'agit bien là d'un de ces outils pour devenir « absolument objectif ».

Mais la rupture avait aussi à se situer sur les objets mêmes de l'enquête, et non seulement sur les démarches et les instruments. Et M. Maget la manifeste moins en appelant à une ethnographie de l'avion qu'en reprenant de grands thèmes du folklore pour en explorer des aspects ignorés par les folkloristes, mais aussi par une large partie encore du monde des ATP dont il se détache également, enracinant par-là la singularité du Laboratoire d'ethnographie française aussi bien au sein du Musée national des arts et traditions populaires que vis-à-vis des entreprises des folkloristes. Ainsi, aux collectes des chansons traditionnelles que ces derniers pratiquent ou qui font l'objet de travaux systématiques par le service d'ethnomusicologie du MNATP, il oppose



en 1950 le projet d'une enquête sur les « musiques actuelles<sup>40</sup> » dont il trace les grandes lignes en soulignant « le désir de faire pour les faits musicaux le même travail que pour les phénomènes culturels en général » et de tenir à distance à la fois « le privilège de la grande musique » et « le privilège plus récent de la musique folklorique ». Il dénonce ainsi « l'indifférence [des ethnologues notamment] à la musique de tous les jours, celle des rues, des music-halls ou des guinguettes », et réclame une ethnologie de la musique qui se soucierait de « considérer l'ensemble de l'activité musicale d'une époque ». L'enquête en restera au niveau des intentions. Mais celles-ci sont le signe d'un débat qui dépasse largement le domaine de la musique et qui porte sur ce que populaire veut dire, que ce soit dans l'usage qu'en font « intuitivement » les folkloristes ou « institutionnellement » le MNATP.

### **Les « peintres du dimanche » et le problème de l'art populaire**

La critique du « populaire » que porte M. Maget en usant de l'ethnographie prend véritablement corps dans une enquête qu'il conduit dans un autre domaine artistique, celui des sensibilités esthétiques visuelles. Il y applique les mêmes principes que ceux imaginés pour travailler à une ethnologie de la musique : ni l'ethnologie des grands artistes, ni le recueil, dans l'anonymat du « peuple », des images d'Épinal ou des bois gravés, mais la pluralité des productions artistiques saisies, évaluées, reçues par toutes les personnes d'une société, dans la diversité de leurs origines sociales. Si le point de départ de Marcel Maget a été la peinture, il n'ignore ni la sculpture, ni la photographie, s'intéressant tout autant à leurs créateurs (les « artistes du dimanche ») qu'à la réception des œuvres. Une fois encore, il pose ici les jalons de leçons dont Pierre Bourdieu saura recueillir les fruits une dizaine d'années plus tard dans la direction de recherches autour de la légitimité culturelle, qu'il s'agisse de la photographie ou des publics des musées de beaux-arts (Bourdieu 1964, 1966).

En juin 1948, M. Maget est à Auxerre pour l'enquête sur les « budgets des familles » dont il critique, ainsi que je l'ai signalé plus haut, la démarche et notamment le questionnaire. Pour concrétiser son mécontentement et se « désolidariser » de l'équipe, il décide d'ouvrir une enquête parallèle sur « les peintres du dimanche », qui rejoindra un dossier « Publics et peinture<sup>41</sup> », qui vise à documenter d'une part les pratiques des artistes locaux de petite ou moyenne envergure et d'autre part les sensibilités artistiques de la population auxerroise dans son ensemble.

À propos de l'enquête sur les budgets des familles, M. Maget confie néanmoins dans son carnet, outre ses propres critiques, les réactions que celle-ci suscite auprès de ceux qu'il tâche malgré tout de soumettre aux questions et l'effet que cela produit sur l'image que certains habitants élaborent à son endroit dès le premier jour : « Du coup, à la fin de l'après-midi, j'ai déjà fait trois fois le tour d'Auxerre et j'ai la désagréable impression d'être repéré. Vraiment, ce métier donne perpétuellement mauvaise conscience<sup>42</sup>. » Le lendemain, 7 juin, il enchaîne les déboires et ne laisse pas de les consigner dans son carnet d'enquête. Un tailleur d'habits lui dit qu'il ne croit pas à ce genre de recherches car « le gouvernement n'en tient pas compte ». M. Maget insiste un peu, repérant un *Franc-Tireur*, le journal de la Résistance, sur la table : « J'essaye de faire jouer la carte CGT, défense de la classe ouvrière. Je tombe mal ; il en a assez de la CGT et me dit que c'est un organisme aussi fumiste que les autres. » Le lendemain, un cordonnier refuse de répondre, « par principe » car le gouvernement n'aidant pas les travailleurs, il n'y a aucune raison qu'ils l'aident en retour. Et de déclarer : « Puisqu'on est décidé à les laisser périr, il est bien inutile de s'enquérir de la façon dont ils crèvent de faim<sup>43</sup>. » Dans le même ordre d'idées, l'épouse d'un autre cordonnier – où l'on retrouve la posture critique et intellectuelle si propre à ce métier tel que l'ont bien montré, par d'autres voies, Eric Hobsbawm et Joan Scott (1980) – déclare à l'enquêteur quelques jours plus tard : « Les artisans sont devenus une catégorie de personnes que la société moderne rejette systématiquement : qu'on les laisse crever en paix<sup>44</sup>. »

Dès le 8 juin – soit trois jours après son arrivée à Auxerre –, M. Maget estime donc avoir « passé assez de temps avec l'INSEE pour cette semaine ». Il peut ainsi se consacrer entièrement à « [sa] peinture », c'est-à-dire à l'enquête sur les « peintres du dimanche ». Il faut comprendre l'expression dans un sens large, à savoir l'ensemble des individus à Auxerre qui réclament, plus ou moins publiquement, « faire de l'art », ainsi que les relations qui gouvernent les rapports de ces individus les uns avec les autres, et la façon dont ceux-ci, parmi les figures de l'art contemporain ou de l'histoire de l'art, sont considérés ou situés par le public d'Auxerre. Il commence ainsi par les artistes les plus visibles, ceux qui s'affichent comme tels à l'instar de ce peintre verrier, Jean Morizot, dont toute la « sympathie va au Moyen Âge et à l'art nègre » et qui apprécie Modigliani et Picasso, signes extérieurs positifs de l'artiste qui maîtrise les codes du champ artistique contemporain. Mais, aux yeux de M. Maget, les signes négatifs – les pratiques, les styles ou les individus que J. Morizot dit rejeter ou abhorrer – sont plus importants encore car ils offrent de dessiner le réseau des relations d'interdépendance, ou plus exactement les enjeux de positions

relatives qui traversent les manières qu'ont ces « peintres du dimanche » les uns vis-à-vis des autres, « autres » parfois clairement et nommément définis, parfois indistinctement perçus de façon intuitive et rassemblés dans un collectif plus ou moins imaginaire. Jean Morizot n'hésite pas à exprimer tout le mépris qu'il a pour la petite société littéraire et artistique auxerroise, « Les Amis des arts de l'Yonne », qu'il considère comme des « nuisibles », dévots des arts baroque et saint-sulpicien qui « soulèvent le cœur », et pour son président tout particulièrement, un certain Monsieur David, décrit comme « un vieil attardé [...] nul en dessin<sup>45</sup> ».

M. Maget fait donc progresser son enquête vers cette société et son représentant, qu'il rencontre le lendemain de sa visite au peintre verrier. Celle-ci l'a notablement influencé, même si j'ai tendance à croire qu'elle n'a fait que renforcer un jugement a priori que M. Maget porte sur les pratiques et les connaissances artistiques amateurs dont J. Morizot lui-même ne s'est extrait qu'avec peine. De l'entretien avec le président des Amis des arts de l'Yonne, M. David, il ressort ainsi une impression d'enquête en surplomb à laquelle M. Maget a peu habitué son lecteur et dont la fonction est sans doute de construire l'image du *mauvais* « peintre du dimanche », en contraste avec les artistes qui s'ignorent ou ont des sensibilités non réfléchies à l'art le plus actuel (contrairement, peut-être, à celles du verrier qui sont probablement un peu trop apprises et travaillées). Aussi, l'ethnologue le questionne-t-il sur ses connaissances de l'art contemporain : « J'essaye de lui parler de Décorchemont, d'Hébert-Stevens et Pauline Peugniez<sup>46</sup>. Il les connaît mais reste très réservé. Ce qu'il admet dans l'évolution de la peinture actuelle quelle qu'elle soit est certainement très limité<sup>47</sup>. » En fait, il pose des questions à propos de quelques maîtres verriers ou vitraillistes contemporains, ce qui ouvrait tout de même une fenêtre singulière sur « la peinture actuelle », où l'on peut voir le parti pris de son précédent enquêté, Jean Morizot. Plus large, et a priori moins malveillant, est le questionnement de la sensibilité esthétique de M. David par le biais de son opinion quant à ce que contient le musée des beaux-arts d'Auxerre sur lequel M. Maget a déjà un avis assez arrêté (on y trouve surtout des tableaux très « 1880-1900 » et « des femmes nues dont les poses très naturellement compliquées font valoir des appâts conséquents »). Mais, sans surprise, les réponses de M. David sont « évasives », à l'exception d'une révélation qui finira de catégoriser le président des Amis des arts de l'Yonne comme (très) mauvais amateur.

Toutefois, il m'apprend que dans un lot de vieilles pierres il y a déjà quelques années se trouvait une statuette (il ne dit pas statuette, il ne parle que d'une vieille pierre). Cette vieille pierre a été trouvée intéressante par un Monsieur du musée du Louvre

qui en a négocié le transport à Paris en échange d'un tableau qui s'appelle le *Torrent du Var*. De qui est-il ? – Il n'en sait rien. Est-ce qu'il est bien ? – Pas mal.

La statuette c'est la Dame d'Auxerre dans la salle de la sculpture grecque archaïque qui s'offre à ses admirateurs sous une cloche de verre.

Le tableau c'est un Harpignies<sup>48</sup> dans les bruns et jaunes assez pénibles. Le musée du Louvre sait mettre chaque chose à sa place<sup>49</sup>.

Cette opinion rejoint celle des élites auxerroises (avocats, notaires et comptables à la rencontre desquels M. Maget va, soupçonnant que ces catégories doivent avoir un avis à exprimer et un jugement sur le capital esthétique local) qui estiment que la sensibilité artistique d'Auxerre est « nulle ». Seules sont distinguées quelques figures de la scène locale telles que le sculpteur Pié ou la famille de musiciens Berthier, qui avaient pu acquérir une renommée nationale<sup>50</sup>.

L'enquête se poursuit dès lors, de proche en proche, d'une façon moins systématique et au gré des rencontres faites, parfois, par le biais de la mission pour l'INSEE, parfois du fait du hasard des discussions. Ainsi, de celles qu'il a presque quotidiennement avec sa logeuse qui lui donne l'adresse d'une demoiselle qui « fait de la peinture, paraît-il ».

La jeune fille est remarquablement jolie et en apparence du moins très affranchie. Je suis moins étonné lorsque j'apprends qu'elle a fréquenté pendant quelques années l'École des B[eaux]-A[rts] de Paris. Je ne puis malheureusement pas voir ses œuvres mais je comprends qu'elle est très libérale. Les mots d'ordre parisiens lui paraissent ridicules. La mode finit par imposer des canons esthétiques qui ne conviennent pas à tout le monde tant s'en faut et entraînent des erreurs catastrophiques pour un grand nombre de peintres. Les peintres du dimanche ? Eh bien ils sont dans le naturel, ils font ce qu'il leur plaît de faire un point c'est tout.

Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Je ne pense pas que les peintres du dimanche ou les amateurs évitent plus les influences que les autres. Ils en subissent d'autres. La poésie est pour eux autre part mais sont-ils plus spontanés pour autant ? Leur ignorance ne les met pas automatiquement en contact avec la muse.

Ce n'est probablement pas cela qu'a voulu dire Mademoiselle Guillet. Elle se place certainement en dehors de toute considération critique. Du moment que ces gens-là font ça avec plaisir, qu'importe que ce soit des plaisirs ignorants. Tout le monde n'est pas obligé de se hausser le col. Elle a raison sur le plan de la douceur de vivre mais elle n'est pas près de voir triompher son point de vue en France où tout est épluché,

systématisé, esthétique [sic], etc. Après cela, on en vient à parler d'histoire de fantômes, d'occultisme, de tables tournantes. Elle est imbattable sur ce point. Sans trop savoir au juste sur quoi elle a mis la main, elle a eu le contact avec des mondes qui ne sont pas précisément de tout repos.

Sa principale période d'activité occultiste se place au moment d'un séjour en Angleterre, en Écosse évidemment. Elle était tombée dans une maison où les fantômes menaient un train d'enfer et voulaient à tout prix entrer en rapport avec elle. Elle a tout de même fait connaissance d'un esprit qui lui a déconseillé de poursuivre ses expériences et elle s'en est tenue à cet excellent avertissement : « Tout cela sentait le fagot ».

Cette conversation m'a crevé. J'ai maintenant un violent mal de tête. Je ne sais si c'est parce que je me trouvais placé latéralement par rapport à elle ce qui m'obligeait à tourner constamment la tête. Pour un peu, je dirais qu'elle est survoltée et qu'elle a fait baisser mon potentiel<sup>51</sup>.

La démarche ethnographique de M. Maget s'illustre là dans ses principales caractéristiques. Il recueille des opinions sur des thèmes, tout en les commentant, mêlant ainsi aux propos restitués sur le mode du style indirect libre, ses propres jugements, une analyse « à chaud », une description de ses états intérieurs et de l'effet que le terrain ou la situation produit sur lui – qu'il s'agisse la beauté de la jeune fille ou d'une fatigue post-entretien – et qui fonctionnent comme autant de signes attestant l'attention prêtée à la « personnalité de l'enquêteur » et à la réflexivité, piliers de la démarche ethnographique. De même, selon son principe d'interdépendance générale des faits, il veille à consigner la passion occultiste de la jeune femme, ne sachant trop, probablement, si la croyance en ces forces spirituelles n'est pas aussi de nature à informer son autre croyance, quant à la « spontanéité » des peintres du dimanche et la force du pur plaisir de peindre, loin des contraintes des canons esthétiques à la mode.

On retrouve ces principes méthodologiques dans un cadre tout autre, qui visent aussi dans ce cas précis à rendre aux peintres du dimanche une place dans le monde de l'art en les supposant moins ignorants, moins hors du monde qu'on ne les croit, à l'occasion d'une exposition-concours du Photo-Club d'Auxerre. Il consigne l'expérience de sa visite dans son journal de bord où il assume tout à la fois la posture de l'enquêteur immergé, celle du critique d'art, de l'expert, du juge des juges, tout en mettant en place une expérimentation ethnographique inspirée des tests psychologiques (le Rorschach ou le TAT [*Thematic Apperception Test*]) que des anthropologues

étatsuniens, ceux se rattachant au courant « Culture et Personnalité » dont on sait que M. Maget connaissait bien les travaux par l'intermédiaire du livre de M. Herskovits<sup>52</sup>, avaient d'ailleurs adoptés pour les appliquer sur leurs propres terrains<sup>53</sup>. La combinaison de ces différentes positions, l'application à dénicher dans cette situation une multiplicité d'avis, de représentations, de sensibilités à propos de l'art, sont sans doute à mettre en relation avec un embrayeur d'intérêt circonstanciel qui a aiguisé l'œil de l'observateur. Après avoir détaillé les prix décernés par le jury aux photographies exposées, Marcel Maget rapporte un échange entre le président du jury et M. David, invité protocolaire :

Qu'en pensez-vous Monsieur David demande le président ? Monsieur David trouve tout ça très bien, toutefois ses préférences vont aux paysages, aux portraits, aux petites scènes. Autrement dit, s'il avait eu à décerner des prix, le choix n'aurait pas été le même<sup>54</sup>.

Les paysages, les portraits, les petites scènes : les genres classiques de la photographie qui sont désormais le fait des photographes-techniciens, qui travaillent sur commande à l'instar du photographe d'Auxerre que M. Maget a pu rencontrer et qui se plaint justement d'être cantonné à ces figures imposées par les clients (le portrait et la petite scène surtout) tandis que tous ses essais artistiques sont systématiquement refusés. Par un autre biais, M. David est renvoyé une fois de plus à son manque d'intelligence de ce que faire de l'art veut dire. Mais à la différence de la critique très personnelle et travaillée adressée par le verrier Jean Morizot, il s'agit là d'un rejet par un collectif où, en quelque sorte, M. Maget peut reconnaître davantage une expression de sensibilité et de représentation « populaires » – et une façon d'atteindre « l'individu banal inaperçu » comme il le dit ailleurs<sup>55</sup> – que dans l'avis de l'artiste Morizot, même s'il y a probablement loin des membres du Photo-Club d'Auxerre en 1950 aux familles ouvrières que M. Maget rencontre dans le cadre de son enquête sur les budgets. À mi-chemin de la petite bourgeoisie des avocats, notaires, ou présidents de sociétés littéraires – qui n'a de l'art qu'une vision dépassée et ringarde – et des classes prolétaires avec lesquelles il s'agit de prendre ses distances, les classes moyennes qui forment la réserve principale des membres des photos-clubs dans les années 1950<sup>56</sup> s'efforcent de rejoindre ce groupe non mitoyen, plus ou moins imaginé, que constitue l'élite artiste, avec ses recherches esthétisantes, et vis-à-vis de laquelle M. Maget peut paraître à leurs yeux comme un relais, voire un entremetteur. Cela expliquerait sans doute la bonne volonté avec laquelle, lors de cette séance de remise de prix, les personnes répondent à ses questions, se soumettent aux exercices qu'il leur propose, ou sollicitent son avis et son expertise.

De son côté, M. Maget a dû voir dans cette situation particulière une occasion de pouvoir accéder à une expression partagée par un collectif de sentiments et d'idées vis-à-vis de l'art, au lieu d'opinions très personnelles et singulières telles que celles recueillies auprès de M. David, de Jean Morizot ou de Melle Guillet. Le journal de bord de l'ethnologue a conservé la trace de cette notation plus serrée des événements survenus après le passage de M. David.

Je fais la conversation avec un jeune homme qui se trouve à mon côté. Il est très timide mais il veut bien me confier qu'il a l'intention de se spécialiser dans les photos de ciel, photos nocturnes. Quel est mon avis là-dessus ? Je l'encourage vivement. Je suis persuadé qu'il en tirera des choses très remarquables.

David et Moreau [le président adjoint des Amis des arts de l'Yonne] s'en vont et la discussion s'engage sur les finances du club, histoires de complications avec le percepteur. Ça ne m'intéresse pas directement et je la boucle. Mais je me demande si ça va durer longtemps. Effectivement, ça dure assez longtemps jusqu'au moment où un membre du club que l'on attendait probablement arrive. C'est un homme de 35 ans environ, l'air d'un mécanicien débrouillard. Il m'attaque presque aussitôt. C'est vous, Monsieur, qui vous intéressez aux peintres d'Auxerre ? C'est moi. Et je m'explique. En deux minutes nous sommes au cœur du problème. Picasso, les surréalistes, la peinture abstraite : est-ce que c'est un attrape-nigaud ? Il y en a qui rigolent, d'autres qui se scandalisent, d'autres qui secouent la tête d'un air pas convaincu. Je passe les reproductions que j'ai et je tire tout mon attirail d'explications<sup>57</sup>. Vous avez donné le premier prix à une photo qui est presque une abstraction. Cette boîte de dragées présentée dans son papier dentelle, quel rapport avec la réalité ? C'est pris dans la réalité mais l'intention est abstraite : composer une grille de noir et de blanc, une diagonale de pastilles-dragées, une série d'arabesques de part et d'autre, le papier dentelle artistement froissé.

Vous croyez être très loin des recherches des peintres parisiens et vous en êtes tout près.

Pourquoi en est-on là ? À cause de la photo qui s'est taillée une belle part dans l'ancien domaine de la peinture, ce[lui] de reproduire la réalité et, déjà, elle cherche autre chose.

D'accord chercher autre chose, mais pourquoi s'éten[dre] à toutes ces choses extravagantes ?

Pas si extravagantes : le surréalisme, fixation incontrôlée des phénomènes inconscients ; l'expressionnisme, caractérisation forcée des dominants de la réalité ; les recherches de volumes par des plans, le cubisme ; par des couleurs, le futurisme ;

l'excitation des couleurs, le fauvisme ; l'harmonie des formes et des lignes, l'abstraction.

Et du reste si tout cela est une fumisterie, songez que c'est Paris qui a monté ce canular et qu'il a réussi à le faire prendre au sérieux par le monde entier. Il y a trente ans que ça dure, une bonne génération. Extravagances peut-être, mais les musées étrangers en sont pleins.

Ça ne durera pas !

Peut-être mais cela aura existé et il faut bien avouer qu'au regard de ces productions la peinture traditionnelle paraît très fade.

Il n'y a pas que des snobs qui font mine de s'intéresser à cette peinture. Il y a des critiques qui bafouillent mais qui sont sincères, il y a des spéculateurs qui y engagent des fortunes commercialement. La fumisterie a également remarquablement réussi.

Mais que faire pour l'apprécier ? En voir beaucoup. L'habitude est un sixième sens pour chacun des cinq sens.

Et quelle place faire à la peinture traditionnelle alors ? Il ne s'agit pas de la condamner. Son exploitation est encore rentable puisqu'elle a un public mais ce public a diminué et diminuera encore. Elle doit faire sa place à l'autre peinture qui, du reste, l'influence et elle ne peut ôter à la peinture d'avant-garde sa valeur de découverte et il est normal qu'elle perde pour un temps la vedette au profit de la nouvelle venue.

Monsieur B. se lève alors et va prendre une revue éditée à l'occasion du salon de la photo 1948. Vous allez trouver des choses qui vous plairont là-dedans me dit-il. Les photos surréalistes de Boucher par exemple. Ce recueil est remarquablement beau. On m'explique la technique de ces photos : je n'y comprends rien à ma grande fureur. Certaines photos en négatif sont, paraît-il, des photos à tiroir, le négatif étant tiré deux fois pour obtenir des tons blancs ou noirs selon. Je me promets de me documenter sur la question. Ces photos sont toutes plus belles les unes que les autres. Je remarque un frontispice pour *Les Fleurs du Mal* de Boucher. [...] Je me promets d'acheter cette revue.

On revient à mon catalogue. Comment est-ce que je l'ai composé ? J'explique mes démarches. Je ne sais comment j'en arrive à parler du Rorschach et du TAT. Le dernier venu connaît ces tests. Je deviens prudent, il les connaît certainement mieux que moi. Par quel hasard les connaît-il ? Il s'occupe d'orientation professionnelle. Pour le peu que j'en sache, il me paraît qu'il en parle sans faire d'erreur. Mais étant moi-même très limité je préfère ne pas le pousser. De son côté, il n'insiste pas. Peut-être nous faisons-nous l'un à l'autre illusion.



Il est une heure du matin. Il faut se séparer. Avant de les quitter, je pose quelques questions sur l'organisation du Photo-Club.

Fondé en 1900, il a connu une grande période d'activité jusqu'à la guerre de 1914. Entre les années 1920 et 1925, l'intérêt pour la photo avait diminué. Depuis, le club a retrouvé une grande activité. Il groupe 72 membres. Sur ces 72 personnes, 35 se contentent de verser leurs cotisations, 25 font de la photo d'une façon assez sincère, 15 sont de véritables amateurs passionnés de photo et se rencontrent très régulièrement.

Le président est un homme d'une trentaine d'années, électricien de son métier ; le président honoraire a bien 40 ans, porte une grande barbe et s'est beaucoup occupé de photos faites dans les cryptes de Saint-Germain depuis les travaux de René Louis. Il est très ouvert et a paru s'intéresser beaucoup à la discussion.

La personnalité dominante est celle de M. B., celui qui s'occupe de l'orientation professionnelle et qui a mené le débat depuis son arrivée.

L'exposition a connu 300 visiteurs. Je trouve que c'est très peu. Il paraît que non. Il n'y a pas un tel nombre d'entrées d'habitude. Il est vrai que l'exposition de cette année était exceptionnelle puisqu'elle groupait des exposants de toute la Bourgogne et pas seulement ceux d'Auxerre<sup>58</sup>.

Cet extrait mériterait en lui-même un commentaire détaillé concernant les ajustements positionnels de l'ethnographe, la démarche d'enquête, les allers-retours entre la posture surplombante qui administre la leçon bienveillante et paternaliste aux ignorants de la province et celle du néophyte balourd qui ignore tout des dernières techniques photographiques. Le passage sur l'usage des tests psychologiques et la discussion à laquelle il donne lieu avec M. B. illustre à merveille cette négociation permanente des rôles et des statuts dont l'issue commode est parfois de s'en tenir à une « illusion mutuelle » qui construit une complicité de fait vis-à-vis des autres pour lesquels on s'est donné en spectacle. M. B., la « personnalité dominante », y a maintenu et renforcé son statut en prenant langue égale avec l'expert parisien, tandis que Marcel Maget y a gagné une légitimité que seule l'onction dialoguée du « dernier venu que l'on attendait » pouvait lui conférer.

La leçon d'histoire de l'art qu'il donne, au débotté – même si la notation a posteriori permet sans doute d'ordonner les idées plus clairement tout en préservant le plus possible l'oralité de l'échange –, est également une occasion de tester le type de sensibilité esthétique des individus qui ne font pas nécessairement ce qu'ils disent, sont moins ignorants ou moins

imperméables qu'ils ne le pensent à l'art plus contemporain : le premier prix a en fait été donné à une abstraction, les propos des grands courants passés en revue ne sont pas si éloignés des intentions des photographes amateurs. Identifier les points de contact entre les « peintres du dimanche » et le « grand » art, entre les amateurs et l'élite artiste, telle est en définitive l'ambition de l'enquête conduite par M. Maget dans le tissu auxerrois. Cela nécessite de mettre la focale sur les individualités de façon suffisamment forte et continue pour que les contours de classe, de milieu, de groupe disparaissent progressivement (soit les déterminations socio-économiques des sensibilités esthétiques) au profit d'une mise au jour des « composantes psychosociologiques des phénomènes esthétiques considérés<sup>59</sup> ». On reconnaîtra dans cette ambition l'influence de la psychologie de Maxime Chastaing, dont il lisait systématiquement les travaux et qui nouait depuis la psychologie des rapports avec les travaux des ethnologues<sup>60</sup>. Mais aucune de ces composantes n'a finalement été révélée. L'enquête est restée dans les tiroirs et n'a abouti qu'à la production d'un court rapport qui synthétise les promesses que le terrain auxerrois a suggérées, en résonance avec l'envoi de son questionnaire à quelques artistes amateurs en France (et dont on ne sait comment ils ont été repérés). Parmi ces derniers, qui répondent parfois par de longues lettres, on retrouve l'effet de la posture de l'enquêteur sur les enquêtés lors de l'exposition du Photo-Club, enquêteur perçu comme un expert et comme un possible médiateur. Plusieurs finissent l'exercice par une phrase indiquant l'espoir qu'ils mettent dans son intercession dans quelque milieu ou auprès de quelque autorité influente pour les faire connaître.

### **Autour du « pain bouilli » à Villar-d'Arène (Hautes-Alpes)**

Il faut opposer à cette enquête courte et avortée sur les « peintres du dimanche » le destin de celle conduite dans le canton de La Grave (Hautes-Alpes), débutée en 1946 et dont un ouvrage clôturera en 1989 l'épopée, autour de la cuisson d'un pain particulier, le « pain bouilli ». On y trouve l'ensemble, ou presque, des traits qui forment la singularité de la pensée et de la pratique de Marcel Maget, associés à son souci de rompre avec le folklore et d'être en phase avec l'anthropologie la plus contemporaine, tout particulièrement anglo-saxonne. Ce terrain, à Villar-d'Arène exactement, a fait l'objet de plusieurs revisites jusque dans les années 1970 et a formé une partie de la thèse sur travaux de M. Maget (soutenue en 1973) qui constitue la matière principale d'une monographie, *Le Pain anniversaire à Villard-d'Arène en Oisans*<sup>61</sup>, dédicacée à « l'ami des hauteurs attentif à autrui », Maxime Chastaing. Il tâche d'y mettre en œuvre les principes élaborés dans son *Guide*

*d'étude directe des comportements culturels* et de prêter attention aux variations individuelles qui sont seules à même de donner un semblant de corps à la norme, de souligner la place de l'enquêteur et les modalités de son enquête, de rendre compte de l'interdépendance des faits qui évite tout épuisement dans une fonction unique et s'attache au caractère multifactoriel de toute explication.

Le choix, tant de l'objet que du terrain, n'a rien d'anodin. L'objet, d'abord : l'étude des opérations techniques de cuisson du « pain bouilli » – un pain de seigle cuit annuellement, au mois de novembre, dans le four communal, qui donne lieu à des festivités et des échanges auxquels toute la population participe –, dont M. Maget observe la réalisation pour la première fois en 1946. Ces grosses tourtes de pain noir sont ensuite distribuées aux villageois qui, « avant », les consommaient toute l'année durant. Avant que le pain blanc ne le remplace progressivement dans l'entre-deux-guerres, c'était le pain ordinaire des villages du Briançonnais. M. Maget reviendra à douze reprises à Villar-d'Arène. Quand il assiste à la cuisson de 1969, il en ressort avec le sentiment qu'« on cuit probablement pour la dernière fois » (Maget 1989 : 1). Il aura pourtant l'occasion d'observer une relance de la pratique en 1976, qui semble ensuite s'évanouir dans les années 1980. De nos jours, la « fête du pain bouilli » se maintient comme élément de patrimoine culturel du Parc national des Écrins, nourrit annuellement quelques pages du *Dauphiné libéré* en automne et fait l'objet de reportages télévisuels réguliers.

Ces opérations techniques, dont M. Maget s'applique à décrire ce qu'il nomme la « séquence opératoire » (*ibid.* : 33) – qu'il qualifiait dans son *Guide* en 1953 de « séquence technologique » –, actinent un espace-objet – le four communal – auquel l'ethnographe, formé à la collecte d'objets et à la description du mobilier et de l'architecture rurale, prête une grande attention. L'on retrouve sans aucun doute ici l'empreinte de précédentes enquêtes, en Sologne, dans la Manche ou en Provence, où la collecte d'objets techniques (des outils, des productions) et la description de procédés (des danses provençales à la fabrication des poêles à Villedieu) sont extrêmement minutieuses<sup>62</sup>. M. Maget veille à consigner les durées et les rythmes qui règlent la séquence dansée d'un corps qui se transforme par ses mouvements ou celle, « opératoire », d'une matière qui en vient à devenir un objet<sup>63</sup>.

L'étude sur la fabrication du pain bouilli à Villar-d'Arène par Marcel Maget n'a donc rien de l'exception, de la nouveauté radicale ou de l'ambition exploratoire qui pouvait s'exprimer dans les travaux conduits sur les « peintres du dimanche » ou les « musiques actuelles ». Ici, M. Maget

fait ce qu'il sait faire de mieux. Et il le fait sur un terrain qui n'a pour lui rien de neutre. Les Hautes-Alpes, c'est la rencontre réelle avec le terrain qui a nourri Wilhelm Giese, l'éminent représentant de l'école austro-allemande des « Mots et des Choses » que M. Maget admirait. Mais c'est aussi arpenter le paysage le plus familier d'Arnold Van Gennep et, ce faisant, se détacher plus encore du grand folkloriste en identifiant un domaine et une manière d'en rendre compte qui lui échappaient largement. À Villar-d'Arène, se joue donc aussi pour Marcel Maget une conquête définitive d'une posture intellectuelle, celle de l'ethnologue moderne.

Moderne, son ethnographie de la cuisson du pain l'est sans aucun doute et à de multiples titres. On le mesure en premier lieu à sa façon de présenter sans détour le dispositif d'enquête – « douze séjours [...] dont six de plus de quinze jours de décembre 1946 à avril 1970 » (Maget 1989 : 2) – et sa place sur le terrain :

Pendant ces séjours, l'enquêteur habite un hôtel tenu par des originaires de la région et fréquenté par la population locale. Des entretiens ont eu lieu au cours de repas qui sont réservés habituellement aux employés pendant la période de cuisson. La coopération à des travaux agricoles comme la fenaison ne permet pas de parler d'enquête participante. En ce qui concerne le pain noir, l'enquêteur n'a pas mis la main à la pâte (*ibid.* : 3).

Sans commenter plus avant ce que sa position de touriste objectif – il reste le pensionnaire d'un hôtel, quand bien même « tenu par des originaires », dont on ne saura en quoi et comment les locaux peuvent bien le fréquenter – fait à l'enquête en premier lieu, l'honnêteté méthodologique de M. Maget reste un reflet de son souci d'adopter une attitude réflexive vis-à-vis de son lecteur pour lui donner les clés de lecture des filtres par lesquels son travail est passé. Réflexivité intellectuelle et sérieuse qui n'interdit ni l'ironie ni l'autodérision, surtout quand elles sont aiguillonnées par les interlocuteurs eux-mêmes : « Un Farenchin<sup>64</sup> dit un jour que, somme toute, mon travail consistait à regarder travailler les autres » (*ibid.* : 146). Ce qui lui donne l'occasion de méditer sur ce que travailler veut dire et sur la manière dont regarder d'autres moments de travail que celui de la cuisson du pain peut offrir comme angles neufs d'approche et inviter à procéder à un « remaniement plus ou moins profond » du champ initial d'observations. En fait, il s'agit bien là d'obéir à une exigence épistémologique fondamentale, celle de « soumettre la position de l'observateur à la même analyse critique à laquelle on a soumis l'objet construit », comme l'écrivait si justement Henry Barnard à propos du travail de Pierre Bourdieu (Barnard 1990 : 75).

Mais la modernité de M. Maget se déclare également dans sa manière même de rendre compte de l'objet « pain anniversaire ». Tandis qu'un folkloriste aurait probablement porté une grande attention aux usages prophylactiques ou thérapeutiques de ce pain, aux croyances et aux traditions l'entourant, ainsi qu'à la symbolique explicite que le four communal active par son architecture déployée entre un « enfer », qui est la petite pièce à l'entrée du four, et le « paradis » où l'on entresse les tourtes cuites, l'ethnologue du Laboratoire d'ethnologie française tient à distance les « fêtes et jeux », classés sans autre commentaire ni description dans une catégorie « cérémonies annexes » de même niveau que « production », « consommation », « administration ». Et quand il aborde les dimensions « rituelle et symbolique » de ce pain lors de sa fabrication, il prend un tel soin à se tenir à distance des folkloristes et des journalistes, à ne pas faire de « description dramatisée » (Maget 1989 : 112), que son analyse a l'allure d'une clinique froide de l'action où l'enfournement du pain et une bénédiction des tourtes sont susceptibles de la même restitution en laboratoire. Par exemple, pour évoquer la manière dont surgissent les représentations au moment de l'enfournement du pain, opération qui est encadrée par divers usages et discours, M. Maget écrit lapidairement :

L'examen de ce tableau [celui de l'insertion du pain] montre comment s'établissent les métaphores. Il montre également comment peuvent être appliqués un certain nombre de termes de la langue contemporaine dans le maximum d'extension à la mode. Technique par (1.1) [Norme d'activité descriptive formelle dans les quatre dimensions]<sup>65</sup> : répétabilité matérielle (cf. technique du rite). Rite par (3) [dimensions sociales, personnelles et historiques] : répétitivité [*sic*] observée dans l'ignorance réelle ou dans la méconnaissance intentionnelle de la finalité. (Le jugement peut atteindre l'avant-dernière technique (les avions à piston : c'est « folklo ») au bénéfice de la toute nouvelle). Inertie par (3), comme non-changement formel et dans la méconnaissance des changements relationnels. Message et symbole par (3.3) [dimension personnelle] également : répétitivité de la correspondance entre un stimulus et une réponse personnelle (cf. les « messages » de la nature) ; par 3.4 [dimension historique] : transmission de génération en génération analogue sur le plan culturel au « message » génétique... Si l'on prend ces termes dans le sens le plus pauvre et le plus étendu, il n'en est pas que l'on ne puisse appliquer à n'importe quelle tradition (*ibid.* : 120-121).

Le passage est ardu, à la limite du lisible, et a fait, à mon sens, l'objet d'un effort déterminé de la part de l'auteur pour être le moins narratif possible, pour être un anti-récit. Cette rupture, si elle s'inscrit tout à fait dans la stratégie visant à se distinguer radicalement de ceux qui racontent

les cérémonies (les folkloristes, les journalistes), contient également une dimension positive : elle contraint le lecteur à un travail difficile de lecture en l'obligeant à se défaire de quelques automatismes de pensée. De la sorte, et par des moyens littéraires, syntaxiques et intellectuels différents, M. Maget noue, une fois encore, avec Pierre Bourdieu une étonnante proximité. Ce dernier avait en effet argué, face au reproche qu'on pouvait lui adresser d'un certain hermétisme des textes, que seule cette rigoureuse complexité pouvait bousculer suffisamment les habitudes de penser et de dire pour en créer de nouvelles. Et il avait précisé à quel point le récit linéaire – les histoires de vie ou les comptes rendus de séquences aplaties sur la frise chronologique – était un appauvrissement du réel et manquait, en vérité, de « réalisme<sup>66</sup> ».

Mais M. Maget reste lucide sur le fait que sa présentation, y compris par le choix du vocabulaire, a tendance à désingulariser le phénomène au point que « n'importe quelle tradition » serait finalement justiciable d'un traitement identique. Aussi s'applique-t-il, dans les pages suivantes, à replacer la situation dans son contexte, à en donner les spécificités et à proposer en deux pages saisissantes des pistes analytiques éclairantes qui donnent à la cuisson du pain noir à Villar-d'Arène et aux enjeux culturels qu'elle recèle toute sa valeur de cas ethnologique. Là où les folkloristes, après avoir constaté la fin du caractère utilitaire de cette pratique – la consommation de ce pain n'est plus une « nécessité biologique » écrit M. Maget –, l'auraient renvoyée sur le banc des survivances préservées par l'inertie de l'habitude et de la continuité, M. Maget fait appel à un autre registre analytique et en tire des conclusions qui conservent encore de nos jours leur pertinence et dont la version synthétique est la suivante : « La pratique n'étant plus une condition nécessaire à la survie des Farenchins, c'est la qualité de Farenchin qui oblige à la pratique. La pratique utilitaire devient une observance sociale » (Maget 1989 : 122). Il poursuit en montrant à quel point, loin de se cristalliser dans une survivance décrochée de la conscience des individus et des enjeux du moment, le pain bouilli est, pour les habitants, « un élément de leur *conscience d'espèce* » (*ibid.* : 123, italiques de l'auteur). « Pièce d'identité lignagère », débarrassé de sa fonction de subsistance, il est désormais « disponible comme symbole de personnalité et de fidélité [...] et pour une conversion en rite » (*ibid.*). Mais disponibilité ne signifie pas détermination. Et M. Maget ne laisse pas de souligner le caractère « polytélifique » et « polyvalent » de la pratique dont la valeur globale, « pour chacun », est une « résultante des valorisations partielles de signes divers » (*ibid.* : 125). Chacun, à Villar-d'Arène, réinvente et resémantise une pratique selon un système de préférences personnelles en partie déterminées par l'origine sociale et familiale, le rôle joué dans la séquence opératoire, l'âge, le genre, dans cet ordre.

Loin des folkloristes par les conclusions qu'il peut dégager de domaines communs, M. Maget s'en détache surtout par sa façon de situer le centre de gravité de son observation sur la « séquence opératoire ». La postérité de cet instrument descriptif – mieux connu aujourd'hui sous le nom de « chaîne opératoire » popularisé par André Leroi-Gourhan<sup>67</sup> – est considérable mais, rarement, la paternité en est rendue à l'ethnographe de la cuisson du pain au four communal de Villar-d'Arène<sup>68</sup>. De quoi s'agit-il ? « La restitution de la séquence opératoire consiste à suivre dans leur ordre chronologique les opérations de fabrication, d'entrepôt et de transport, depuis l'apport des matières premières jusqu'à la mise en réserve du pain » (Maget 1989 : 33). Cette restitution est en fait multidimensionnelle puisque M. Maget veille à donner, outre la « distribution temporelle » (soit les durées de chacune des opérations qu'il isole au sein de la séquence), la « distribution spatiale » (le temps passé dans les différents espaces du four : enfer, paradis, four proprement dit, et salle des arches) et la « distribution sociale » (les temps consacrés au travail de la cuisson en fonction des types d'intervenants) (*ibid.* : 34-60).

L'effet recherché d'une telle entreprise descriptive est de donner à voir la « norme et la conformité opératoires » de la pratique (*ibid.* : 66-68) dans un contexte où la métrologie, les statistiques, la standardisation sont tout à fait rudimentaires, et où l'éminence est donnée au « contrôle sensoriel du sujet » (*ibid.* : 68). Comment la restitution de la séquence opératoire peut-elle rendre compte, par sa rigueur même, d'un réel soumis au règne de telles approximations ? M. Maget ne s'illusionne à aucun moment quant à la valeur et à l'intérêt de sa démarche qui n'est pas de donner à penser l'obéissance étroite des individus à des schémas contraignants tels qu'ils peuvent s'appliquer dans des « usines clés en main » explique-t-il. Un discret « *nota bene* » en fait état d'une façon remarquable :

Les tableaux 7, 8 [qui donnent les temps des différentes opérations de la cuisson], sont des modèles descriptifs qui n'ont sans doute jamais été réalisés rigoureusement dans aucune fournée, ni aucune journée. Ils n'existent pas non plus dans l'esprit des informateurs et des pratiquants. Ce sont des abstractions aidant à la description (*ibid.* : 52).

Mais ces abstractions rendent également un autre service. Elles offrent à M. Maget l'occasion d'insister sur les variations observées, sur les différences entre les « actualisations » effectives de cette norme imaginaire. Cela le conduit à rappeler combien la variabilité est grande,

de points de vue mais aussi d'actions, entre différentes « communautés pratiquantes » (*ibid.* : 69) – l'expression n'a pas connu le succès qu'a, depuis les années 1990, celle de « communautés de pratique » inspirée par les travaux de Jean Lave et Etienne Wenger (1991) – et, en leur sein, entre les générations, les familles et les individus. Dans cet examen systématique des nuances et des écarts individuels, M. Maget trouve les ressources pour restituer la densité des micro-interactions qui se tissent entre les personnes qui s'activent dans et autour du four et jusqu'aux enjeux économiques et touristiques qui existent pour le village et ses alentours. Et il utilise pour cela un outil qui est également un marqueur de sa modernité, le cinéma. Dès 1951, il filme l'ensemble de la séquence opératoire. En 1953, c'est au tour d'une « firme canadienne » de réaliser un documentaire, plus complet et nourri par les enquêtes conduites par M. Maget dans l'intervalle. Ces films sont présentés aux Farenchins et sont reçus « comme une représentation acceptable de la réalité vécue par eux » (Maget 1989 : 2). Mais la tendance et le goût cinématographiques de M. Maget précèdent son usage concret de la caméra. Son intérêt pour les gestes, les processus techniques, les mouvements, dès les enquêtes qu'il conduit dans les années 1940, y est probablement pour beaucoup puisqu'il fixait déjà par la photographie des postures et des étapes, livrait par un chronomètre les durées et les ruptures. Les cours d'« ethnographie française » qu'il donnait, en 1945-1946, à l'Institut des hautes études cinématographiques ont également dû le sensibiliser, par imprégnation, à ces écritures visuelles du mouvement. Aussi n'est-on pas surpris de lire, sous la plume de l'un des destinataires de son premier texte publié sur la cuisson du pain par les Farenchins (Maget 1948), le folkloriste grec Demetrios Loukatos, que « les premières pages, par exemple, si descriptives et représentatives, nous introduisent dans le village, dans son milieu et ses conditions, d'une façon cinématographique » (le 30 mai 1948)<sup>69</sup>.

C'est d'ailleurs cet aspect, une fois le premier film réalisé en 1951, qui contribuera à donner un certain écho aux enquêtes de M. Maget. Le 5 avril 1952, en Sorbonne, Isac Chiva l'invite à en faire une projection-débat en avant-première devant un public composé pour une part seulement de collègues de l'université, et pour une autre part d'amateurs intéressés. Il se trouve que, par une voie que j'ignore, M. Maget a reçu et conservé une copie du compte rendu détaillé de cette séance qui rapporte, entre autres :

Le film a un grand succès. Les questions fusent et voilà les scientifiques obligés de constater qu'en matière d'enthousiasme collectif, un public composé de poètes du folklore est encore ce que l'on fait de mieux<sup>70</sup>.



Aux « poètes du folklore » l'enthousiasme – ce qui par ailleurs n'est pas sans contradiction avec l'image qu'en construit M. Maget ; comment peuvent-ils s'enthousiasmer d'un film aussi peu « folkloriste » ? –, aux savants de l'académie la discussion « sérieuse ». Celle, par exemple, qui suggère qu'une telle technologie, outre qu'elle présente d'immenses avantages sur la « description ethnographique » classique, permettrait de traiter de problèmes impossibles sans son secours, tel celui de « l'analyse du tour de main ». D'ailleurs, ethnographier le tour de main n'a toujours pas aujourd'hui trouvé de solution satisfaisante<sup>71</sup>. La session soulève ainsi, sous des formes différentes, l'excitation intellectuelle de l'assemblée en laquelle Marcel Maget a pu trouver du ressort au moment d'achever l'écriture de son *Guide*. Sans être en mesure de pouvoir le prouver, tout me porte à croire que plusieurs inserts sur la valeur du cinéma dans son ouvrage de méthode ont pu être faits après cette séance en Sorbonne, ou à tout le moins au moment du montage du film de 1951. Ainsi, de cette précision faite à propos de « l'information discursive » et de ses « insuffisances » :

Cette description verbale a ses limites, qui sont celles de la précision de la représentation et de la précision terminologique. Il arrive un moment où le pratiquant ne peut plus décrire verbalement une activité dont il a pourtant la parfaite maîtrise : il ne lui est pas nécessaire, dans son milieu, de pousser plus loin la spécification, il n'a pas une représentation claire, objectivée de ses comportements rapides ou complexes. (Se référer à la découverte que le cinéma fait faire au champion de la forme exacte de ses mouvements dont l'accomplissement l'a fait monter au pinacle, et à l'utilisation du cinéma comme moyen d'auto-critique.) (Maget 1953 : 45).

On peut regretter que Marcel Maget n'ait pas documenté ces effets d'auto-critique sur les champions de l'enfournement du pain à Villard-d'Arène. L'on comprend en tous les cas, alors qu'il trouvait en ce début des années 1950 toute la force de l'élan qui allait le conduire de la publication de son *Guide* à la poursuite d'enquêtes autour de la cuisson du pain et à une thèse d'État sur travaux au début des années 1970 qui le fera occuper un poste de professeur des universités à l'université de Dijon, qu'il ait pu trouver « saumâtre » la remarque conclusive d'Isac Chiva en ce 5 avril 1952 lui disant qu'il avait toujours pensé « qu'il fallait se suicider à 50 ans<sup>72</sup> »...

Mais la dynamique et les détails dont le cinéma rend compte, palliant les insuffisances du récit, sont sans doute pour Marcel Maget une caractéristique générale des phénomènes sociaux dont il ne faut cesser de resituer l'impact dans un ensemble plus vaste, spatialement et

temporellement, au sein duquel les phénomènes en question sont forcément pris. Aussi la conviction de l'interdépendance *interne* des personnes, des matières et des objets, que M. Maget documente par la restitution des interactions dans et autour du four, est combinée à celle d'une interdépendance *externe* de la situation observée avec des agents extérieurs, des échelles différentes de temps et d'espace autant que celle du moment et du lieu de l'observation. L'attention qu'il prête au rôle joué par les journalistes est révélatrice de cette sensibilité à l'interdépendance généralisée. Il voit en eux, qui viennent recueillir une « pratique millénaire », les embrayeurs d'une invention de la tradition du « pain bouilli », en la fixant autour de prémices (la transmission orale de père en fils, le caractère « curieux » et « inoubliable » de la pratique, la présence de « tabous », etc.) qui la font correspondre à ce qu'un lectorat peut attendre d'une « pratique millénaire ». Si M. Maget n'utilise pas l'expression « invention de la tradition », il en consacre tout à fait l'idée en développant son constat d'un « rituel imposé » de l'extérieur au point que certains journalistes n'hésitent pas, quand un élément fait défaut, à déplorer « ce manquement aux traditions », tandis qu'il mesure, avec beaucoup de justesse, à quel point la « mission canadienne cinématographique [celle de 1953], pour le bénéfice des instituts d'ethnographie, a fixé les épisodes de l'office du pain » (Maget 1989 : 114-115).

Les journalistes et les documentaristes créent de plus, pour cette pratique locale, un nouveau public, immense et absent – les lecteurs de la presse, les spectateurs du film –, dont la présence par la procuration de quelques curieux citadins (le journaliste lui-même, le touriste bientôt) a de considérables effets sur la pratique dans un va-et-vient permanent qui constitue la dynamique propre aux processus de folklorisation, puis de patrimonialisation. Marcel Maget n'aura ainsi de cesse jusque dans les années 1970 de revisiter ce terrain pour mesurer les effets réciproques de ces jeux d'échelles provoqués par l'élargissement de l'espace de réception de la pratique.

### **Conclusion : le rêve du papillon**

La confrontation entre les versions publiées en 1948 et en 1989 du travail sur cette tradition alpine conduit à remarquer à quel point la pensée de M. Maget, tout en maintenant son cap, s'est complexifiée et a évolué vers une attention supplémentaire portée à ces interférences avec l'extérieur et au jeu des actions réciproques que celles-ci engagent. Or, la découverte d'une lettre, reçue au

printemps 1975, laisse identifier l'instigateur de ce supplément. M. Maget a alors l'intention de rééditer sa discrète monographie de 1948, augmentée des éléments glanés dans les années 1950 et 1960, chez un éditeur et dans une collection qui lui donneraient, enfin, l'écho qu'elle mérite. Il pense alors obtenir une place aux belles et si « modernes » Éditions de Minuit – la référence d'une certaine avant-garde sous l'impulsion notoire de Jérôme Lindon<sup>73</sup> – en passant par le truchement d'un ami qui en est l'un des auteurs-phares. Celui-ci lui répond sans détour : « Mon cher Maget, [...] Le texte est trop court. » Il faut donc le déployer dans une direction que son correspondant suggère :

Si admirable soit-elle dans sa minutie et sa rigueur, la reconstitution de l'économie interne de la pratique demeurerait en effet une sorte d'art pour l'art de l'ethnologue si elle n'était rapportée aux contraintes externes qui lui donnent sa raison et sa raison d'être<sup>74</sup>.

Lami, c'est Pierre Bourdieu. Son intercession, si elle a finalement eu lieu, n'a pas abouti car c'est dans une collection dirigée par Marc Augé et Jacques Revel aux Éditions des archives contemporaines que le texte revu et augmenté de Marcel Maget a paru quinze ans plus tard. Mais je crois que cette recommandation à n'être pas de « l'art pour l'art », à inscrire l'exercice de style dans un ensemble plus vaste de facteurs, a été scrupuleusement suivie par M. Maget. Si scrupuleusement et en envisageant les effets les moins aperçus – les rétroactions d'échelles, le poids des publics absents, etc. – que je serais tenté de penser que les recommandations de P. Bourdieu s'appuient sur des principes présents chez... M. Maget lui-même, notamment celui de l'interdépendance généralisée. Étrange précurseur qui se fait l'élève d'un suiveur qui le reconnaît comme un maître. Mais l'étrangeté de la situation n'est qu'apparente ; plus exactement, son exceptionnelle documentation nous permet d'apercevoir un mécanisme ordinaire qui, sous les silences habituels qui l'encadrent, nous échappe le plus souvent. Les filets tendus par la représentation linéaire du temps, par le fil du récit et de la langue mettent trop souvent de *la suite dans les idées*. Or, pour l'historiographie, le piège du précurseur n'est pas seulement qu'il tend toujours à l'anachronisme et à la surinterprétation ; il est en premier lieu dans le fait qu'il aplatit sur une trame linéaire et unidirectionnelle une réalité complexe dans laquelle les idées ne se suivent pas toujours, font des sauts dans le temps et des allers-retours entre les personnes. Qu'importe alors de décider – à l'instar de Tchouang-Tseu et du papillon qui ne savent lequel rêve l'autre – qui de P. Bourdieu ou de M. Maget est le propriétaire, l'instigateur ou l'initiateur de l'importance de la réflexivité, de

l'interdépendance des échelles d'analyse, ou du centrage sur l'expérience individuelle ? Qui anticipe qui ? On gagnera davantage à rendre compte de l'épaisseur du système intellectuel, fait d'actions et de rétroactions, de lectures réciproques qui invitent à de grands ajustements ou à de petits repentirs, où de tels outils se forgent.

Finalement, cela revient à transposer le principe d'interdépendance dans le domaine de l'histoire des idées et de l'épistémologie, en l'occurrence appliqué au cas Maget. On pourrait en repérer le surgissement, grâce aux archives qu'il a laissées, dans de nombreux domaines, mais il est vrai que la relation à Pierre Bourdieu est probablement celle qui constitue de ce point de vue un cas exemplaire tant les points de contact sont nombreux. Surtout, l'écart générationnel – rappelons que M. Maget est né en 1909 et P. Bourdieu en 1930 – offre l'occasion de questionner *l'interdépendance des temps*, celle qui fait interagir le passé, le présent et le futur, et qui reste, des registres du principe d'interdépendance formulé par M. Maget, celui qui a été le moins souligné et demeure, à mon sens, le plus novateur.

Il l'avait découvert empiriquement, comme un dérivé d'une sorte de principe de symétrie qui le faisait mettre sur un même plan – c'est-à-dire justiciables de la même attention – des individus, des instruments, des matières dans l'espace du four communal, le « four forum » comme il le qualifiait à cette occasion<sup>75</sup>. Cela constituait, en passant, une charge critique forte de ce qui était alors pratiqué quelques années auparavant par lui-même en Sologne pour le compte de Georges Henri Rivière, où l'objet était collecté non sans contexte, mais sans capacité à rendre l'emprise réciproque – la « possession mutuelle » dirait P. Bourdieu – qui existe entre l'objet en question, le monde et les individus qui l'entourent. Il précisera ce point dans des notes manuscrites pensées, peut-être, dans la perspective d'une réédition de son *Guide* qui n'a pas vu le jour. Il note, pour alimenter une section sur les « Représentations », que « l'objet perçu est identifié immédiatement dans ses pouvoirs sur moi et dans mes pouvoirs sur lui ». Il donne pour cela un exemple :

Au moment où je déclenche mon coup de varlope, je prévois, je « sens » sa trajectoire, les résistances qui vont surgir et qu'il faudra vaincre, le copeau qui va en sortir, le recul qui succèdera, puis la nouvelle lancée en avant. Je prévois toute la série de coups qu'il me faudra donner pour amincir ma planche de deux millimètres, je peux presque la minuter à quelques secondes près. Je ne suis donc pas l'évolution de la situation comme une série de révélations successives, qui me prendraient toutes au dépourvu. C'est une nécessité vitale que d'anticiper<sup>76</sup>.

Et il ne manque pas d'ajouter que ces « anticipations » reposent moins sur la réflexion – ce ne sont pas des projets ou des prévisions – que sur des « montages sensori-moteurs [sans lesquels] la vie serait impossible » et sur des « automatismes mentaux ». Il révèle ainsi que, sous l'apparence de la simultanéité et de la linéarité, se déploie toute une gamme complexe et dense de micro-rétroactions entre la personne, l'instrument et la matière. Celles-ci ne finissent par prendre l'allure d'une action que sous l'effet d'un effort « instinctif » de l'un des partenaires – en l'occurrence, la personne – qui « anticipe » une partie des réactions de l'outil et de la matière. C'est là le niveau le plus élémentaire et microscopique de l'interdépendance des temps, tandis que la folklorisation, décrite à propos du pain anniversaire à Villar-d'Arène, l'illustre à un niveau macro, et son rapport à P. Bourdieu dans l'histoire des idées à un niveau méta.

Il aura manqué à Marcel Maget de décrire, avec sa rigueur et sa précision habituelles, les modalités de cette anticipation qui s'ajuste et se réajuste dans l'action, sans la réflexion justement, pour former avec Gregory Bateson – les lecteurs familiers de cet auteur auront reconnu la proximité du récit de la varlope avec l'épisode du bûcheron et de sa hache (Bateson 1995) – un système analogue à celui qui l'unit à Pierre Bourdieu et produire ainsi le rêve d'un autre papillon rêvant aussi de lui.

## BIBLIOGRAPHIE

Barnard Henry, 1990. « Bourdieu and ethnography : reflexivity, politics, and praxis », in Richard Harker, Cheleen Mahar & Chris Wilkes (dir.), *An Introduction to the Work of Pierre Bourdieu: The Practice of Theory*, Londres, Macmillan, p. 58-85.

Bateson Gregory, 1995 [1972]. *Vers une écologie de l'esprit 1*, Paris, Éditions du Seuil.

Beitl Klaus, Bromberger Christian & Isac Chiva (dir.), 1992. *Mots et choses de l'ethnographie de la France. Regards allemands et autrichiens sur la France rurale dans les années trente*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Bernot Lucien & René Blancard, 1953. *Nouvelle, un village français*, Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie.

Bourdieu Pierre (dir.), 1964. *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Éditions de Minuit.

- Bourdieu Pierre, 1966. *L'amour de l'art. Les musées et leurs publics*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu Pierre (avec Loïc Wacquant), 1992. *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du Seuil.
- Bourdieu Pierre, 2002. *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Éditions du Seuil.
- Buob Baptiste, Chevallier Denis & Olivier Gosselain, 2019. « Technographies. Dans la trousse à outils de celles et ceux qui travaillent sur la technique », *Techniques & culture*, n° 71, p. 10-25.
- Chastaing Maxime, 1960. « Le questionneur questionné », *Esprit*, vol. 28, n° 6, 1060-1068.
- Desrosiers Sophie, 1991. « Sur le concept de chaînes opératoires », in Hélène Balfet (dir.), *Observer l'action technique : des chaînes opératoires, pour quoi faire ?*, Paris, Éditions du CNRS, p. 21-26.
- Du Bois Cora, 1944. *The People of Alor. A social-psychological study of an East Indian Island*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Hobsbawm Eric H. & Joan W. Scott, 1980. « Political Shoemakers », *Past & Present*, vol. 89, n° 1, p. 86-114.
- Lave Jean & Etienne Wenger, 1991. *Situated Learning: Legitimate Peripheral Participation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Maget Marcel, 1948. *Le « pain bouilli » à Villar-d'Arène (Hautes-Alpes)*, Bâle, Archives suisses des traditions populaires, t. XLV.
- Maget Marcel, 1953. *Ethnographie métropolitaine. Guide d'étude directe des comportements culturels*, Paris, Éditions du CNRS.
- Maget Marcel, 1989. *Le Pain anniversaire à Villard-d'Arène en Oisans*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- Maget Marcel & Michel de Boüard, 2012. « Histoire et ethnographie : la polémique entre Michel de Boüard et Marcel Maget (Stockholm, 1951) », *Annales de Normandie*, n° 1, p. 123-127.
- Malrieu Philippe, 1967. « De quelques oublis de Jacques Lacan », *Raison présente*, n° 5, p. 21-34.
- Mauss Marcel, 1967 [1947]. *Manuel d'ethnographie*, Paris, Payot.

Pelen Jean-Noël, 1995. « D'Arnaudin, de ses photographies, de l'interprétation », *Le Monde alpin et rhodanien*, vol. 23, n° 2-4, p. 269-278.

Pias Claude, 2016. *Cybernetics. The Macy Conferences (1946-1953)*, Dijon, Les Presses du réel.

Rodda Nicole, Bril Blandine, Goujon Anne-Lise & Kyung-eun Shim, 2015. « Ethnographier le “tour de main”. Une proposition méthodologique pour un défi toujours actuel », *ethnographiques.org*, n° 31 (« La part de la main », dir. Nicolas Adell). En ligne : <https://www.ethnographiques.org/2015/Rodda-Bril-Goujon-Shim> [consulté le 20 décembre 2019].

Rolley Claude, 1964. « Deux notes auxerroises », *Bulletin de correspondance hellénique*, vol. 88, n° 2, p. 442-445.

Simonin Anne, 2004. « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire. L'exemple des Éditions de minuit », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 81, p. 119-129.

Van Gennep Arnold, 1998 [1943-1948]. *Le folklore français*, présenté et édité par Francis Lacassin, Paris, Robert Laffont, 4 volumes.

Weber Florence, 2009. « Marcel Maget, le folklore et la Corporation paysanne. Archiver, publier, enquêter de 1935 à 1944 », in Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëlle & Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 231-253.

## NOTES

1.▲ Notamment, Arnauld Chandivert, Frédéric Fruteau de Laclos, Gilles Laferté et Florence Weber.

2.▲ Cette séance est annoncée et présentée à M. Maget dans une lettre du 17 décembre 1989, où I. Chiva lui adresse des demandes de précisions biographiques et l'invite à assister au séminaire. Maget décline l'invitation mais répond aux questions posées.

3.▲ Dossier « Chiva », 03 MM 45 des archives de la MSH de Dijon. Je remercie Céline Alazard pour son accueil et les facilités mises en œuvre pour la consultation de ces archives.

4.▲ On pourra trouver une transcription des échanges de ces *Macy Conferences* dans Pias 2016.

5.▲ Il fait référence ici à l'œuvre d'Armand de Quatrefages (1810-1892) qui reste, à ses yeux, le véritable fondateur de l'anthropologie.

6.▲ Archives de la MSH Dijon, fonds « Maget », dossier 01 MM 30.

7.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 02 MM 01.

- 8.▲ La correspondance entre Wylie et Maget atteste ce soutien. Elle est conservée dans le fonds « Maget » des Archives nationales. Cf. ici même la contribution d'Arnauld Chandivert, note 46.
- 9.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 03 MM 45. La remarque est faite pour critiquer l'oubli de l'intérêt des grandes enquêtes « ethnohistoriques » et « anthropogéographiques » des années 1930 par des savants allemands surtout, et américains dans une moindre mesure.
- 10.▲ Archives nationales, fonds « Maget », cote 20130452/3.
- 11.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 03 MM 45. Maget mentionne d'ailleurs le fait que, pendant ses mois de captivité puisqu'il fut prisonnier de guerre, il avait commencé une traduction de plusieurs « guides de terrain » allemands.
- 12.▲ Sur cette tradition intellectuelle, cf. Beitzl, Bromberger & Chiva 1992.
- 13.▲ Les 64 fiches établies par M. Maget concernant le travail d'Herskovits sont conservées aux Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », 01 MM 17. C'est l'œuvre fichée de la façon la plus consistante par M. Maget, suivie par le *Deutsche Volkskunde* (1937) d'Adolf Bach (43 fiches).
- 14.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 33.
- 15.▲ *Ibid.*
- 16.▲ *Ibid.*
- 17.▲ *Ibid.*, dossier « Structuralisme » 01 MM 30.
- 18.▲ Maget 1953 : 82 ; et pour la « vie intra-utérine », cf. les passages du tapuscrit du *Guide* pour une actualisation de la version éditée autour de la notion de personne (Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 05 MM 03).
- 19.▲ Ce débat, initialement transcrit dans les *Papers of the International Congress of European and Western Ethnology* (Stockholm, 1951), a été republié in Maget & Bouïard 2012 ; la citation est p. 127.
- 20.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 01 MM 02.
- 21.▲ *Ibid.*, dossier 01 MM 30.
- 22.▲ *Ibid.*, dossier 02 MM 01 (cours du 15 décembre 1944).
- 23.▲ Le texte en a été conservé aux Archives nationales, fonds « Maget », cote 20130452/11.
- 24.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 01 MM 02 (cours du 8 décembre 1944). Le propos est tenu nommément à l'encontre de Sébillot et Saintyves.
- 25.▲ *Ibid.*
- 26.▲ Les journaux, carnets et notes liés à ces enquêtes sont conservés aux Archives nationales, fonds « Maget », respectivement dans les cotes 20130452/12, 20130452/9 et 20130452/10.
- 27.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 39.
- 28.▲ Malrieu 1967. L'évocation de Maget est p. 29. Je remercie Frédéric Fruteau de Laclous d'avoir attiré mon attention sur ce texte.
- 29.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.



- 30.▲ Cette critique anticipe, dans une forme moins aboutie, celle que fera Maxime Chastaing – son ami et directeur de sa thèse sur travaux – dans un article qui connut en son temps un certain succès (Chastaing 1960). L'influence de M. Chastaing sur la pensée de M. Maget s'exerce cependant bien au-delà de cette critique. On la retrouve notamment dans sa théorie de l'interconnaissance (qui rejoint la doctrine des interactions sociales et le problème de la connaissance d'autrui de M. Chastaing). L'article du « questionneur » et ceux portant sur la « connaissance d'autrui » ont été conservés et annotés par M. Maget. Cf. Archives nationales, fonds « Maget », cote 20130452 / 38.
- 31.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 01 MM 02.
- 32.▲ *Le Manuel de folklore français contemporain* a fait l'objet d'une réédition, par Francis Lacassin, sous le titre *Le folklore français* (Van Gennep 1998).
- 33.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », fichier « Folklore » 01 MM 17 (ici, fiche 11).
- 34.▲ On lira pour s'en convaincre l'introduction de Van Gennep 1998, vol. 1, p. 7-105, notamment p. 16-22 et p. 20 pour le rapport à l'ethnographie générale.
- 35.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », fichier « Folklore » 01 MM 17 (ici, fiche 10).
- 36.▲ *Ibid.*, dossier 02 MM 01.
- 37.▲ L'un des pionniers en la matière étant Félix Arnaudin (1844-1921), quoique son usage de la photographie soit moins documentaire qu'artistique (la frontière est cependant poreuse entre les registres). Cf. le bel article critique de Jean-Noël Pelen (1995).
- 38.▲ Archives nationales, fonds « Maget », cote 20130452/9.
- 39.▲ Archives de la MSH Dijon, fonds « Maget », dossier 02 MM 01.
- 40.▲ *Ibid.*, dossier 06 MM 32.
- 41.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.
- 42.▲ *Ibid.*
- 43.▲ *Ibid.*
- 44.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.
- 45.▲ *Ibid.*
- 46.▲ François Décorchemont (1880-1971), Jean Hébert-Stevens (1888-1943) et Pauline Peugniez (1890-1987) sont des maîtres verriers et vitraillistes français. La dernière, élève de Maurice Denis, s'appliqua à la peinture sur verre par l'effet de sa rencontre avec son mari J. Hébert-Stevens.
- 47.▲ *Ibid.*
- 48.▲ Cet « échange », où le tableau d'Henri-Joseph Harpignies *Le Torrent dans le Var* (1888) avait en effet été « estimé » en 1909 à six fois le prix de la Dame d'Auxerre, a été documenté et commenté par Claude Rolley (1964).
- 49.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.
- 50.▲ L'œuvre d'inspiration moderniste des années 1920-1930 du sculpteur Jean Pié porte sur des thèmes essentiellement religieux et n'est pas passée à la postérité. Paul Berthier, et son fils Jacques, ont tenu la place d'organiste de la cathédrale

d'Auxerre et ont composé par ailleurs des chants liturgiques restés dans la mémoire des membres de la Communauté de Taizé, communauté monastique fondée par des protestants suisses qui rassemble aujourd'hui une centaine de personnes à une trentaine de kilomètres au sud de Châlons-sur-Saône. Le jugement esthétique des élites auxerroises rencontrées par M. Maget est ainsi largement dépendant de leur sensibilité religieuse, ce que M. Maget ne relève étonnamment pas.

51.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.

52.▲ Cf. *supra*, note 13. Ces approches font notamment l'objet du chapitre « Culture and the individual » où les usages du test de Rorschach sont mentionnés.

53.▲ Les travaux de Cora Du Bois (1909-1991), qu'Herskovits mentionne à titre d'exemple dans l'ouvrage lu par M. Maget, sont révélateurs de la démarche. Elle conduit dans les îles d'Alor (Indonésie) des enquêtes par tests de Rorschach mais aussi en faisant dessiner les enfants et en conduisant des histoires de vie psychologiques (quelles sont vos plus grandes joies ? vos plus grandes peines ? etc.), et livre ses matériaux à des psychologues cliniciens new-yorkais qui concluent que la « personnalité de base » des Alorésiens est faite d'un mélange subtil d'indifférence, d'apathie et de frivolité (cf. Du Bois 1944).

54.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.

55.▲ Archives nationales, fonds « Maget », cote 20130452 / 3.

56.▲ Cf. les enquêtes conduites par Robert Castel et Dominique Schnapper dont on trouve les résultats dans P. Bourdieu (1964).

57.▲ Ce catalogue de reproductions, qui s'étire de Jérôme Bosch à Soutine, Picasso et Tanguy, présentant une sorte de condensé d'histoire de la peinture, est conservé dans le dossier 06 MM 28 des archives de la MSH de Dijon. On y trouve le questionnaire qu'y avait associé M. Maget pour réaliser une enquête à distance.

58.▲ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 28.

59.▲ *Ibid.*

60.▲ On consultera avec profit le dossier « Maxime Chastaing » du fonds « Maget » des Archives nationales, sous la cote 20130452 / 38.

61.▲ Maget 1989. Mais le texte inaugural est une courte monographie de 40 pages parue dans une collection suisse (Maget 1948). L'orthographe du nom de la commune, non stabilisée alors, s'est transformée sous la plume de Maget dans l'intervalle.

62.▲ Cf. *supra* note 26.

63.▲ Le rapprochement entre la chorégraphie et la technographie, ici incarné par les enquêtes provençale et normande de M. Maget, n'est pas, à mon sens, sans appartenir à une sorte de « hasard objectif » qui unit toute tentative d'écriture du mouvement. À ma connaissance, l'enquête d'épistémologie historique reste entièrement à construire pour documenter cette relation, pointée par Baptiste Buob, Denis Chevallier et Olivier Gosselain (2019).

64.▲ Nom des habitants de Villar-d'Arène.

65.▲ M. Maget procède ici par renvoi aux différentes parties ou sous-parties de son propre plan analytique. J'indique entre crochets le titre des parties ou sous-parties concernées.

- 66.△ Cet aspect méconnu de la pensée de P. Bourdieu est développé dans Bourdieu 1992 : 179-180.
- 67.△ Ce dernier fait d'ailleurs partie, avec Marcel Mauss, Paul Rivet, Charles Parain, Marcel Griaule, Louis Dumont, Henri Wallon, Lucien Febvre, Daniel Faucher et Arnold Van Gennep, des premiers destinataires de la courte monographie parue en 1948.
- 68.△ On trouve bien entendu quelques exceptions, et particulièrement Sophie Desrosiers (1991).
- 69.△ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 09.
- 70.△ *Ibid.*
- 71.△ Pour une mise au point sur cette question, cf. Rodda, Bril, Goujon & Kyung-eun Shim 2015.
- 72.△ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 09.
- 73.△ Sur cet aspect des Éditions de Minuit, cf. Simonin 2004.
- 74.△ Archives de la MSH de Dijon, fonds « Maget », dossier 06 MM 16.
- 75.△ *Ibid.*
- 76.△ *Ibid.*, dossier 05 MM 03.

## RECONNAISSANCE NATIONALE D'UNE ETHNOLOGIE RÉGIONALE La Bretagne au Musée national des arts et traditions populaires

*Marie-Barbara Le Gonidec*

### « Une province à la forte personnalité »

**I**L SEMBLERAIT que Georges Henri Rivière, créateur du Musée national des arts et traditions populaires (MNATP, 1937-2005), ait particulièrement aimé la Bretagne. Dans un courrier du 21 juin 1939<sup>1</sup> adressé au peintre vannetais Xavier de Langlais<sup>2</sup>, il écrit : « Ayant passé en Bretagne [...] toutes mes vacances d'écolier et de jeune étudiant, j'aime votre beau pays<sup>3</sup>. » Le 13 décembre 1941, il écrit encore : « Armorique, Bretagne, oserai-je dire avec vos fils qu'il n'y a pas de pays que j'aime autant au monde ? » (cité in Boëll 2000 : 208). Une raison suffisante pour faire de la Bretagne une région pilote au sein de cette nouvelle institution consacrée à l'ethnologie de la France ?

D'autres raisons ont joué, bien sûr, comme nous le verrons ici en nous intéressant aux liens du musée avec la Bretagne que nous aborderons à travers l'évocation des relations entre Rivière (ill. 1) et le précurseur reconnu dans la fondation de l'ethnologie locale, René-Yves Creston (1898-1964) (ill. 2). Nous verrons selon quelles modalités et dans quel contexte celles-ci, fondées sur une amitié certaine (ill. 3), ont permis que se mette en place, entre la capitale et la Bretagne, un réseau bénéficiant autant à la « maison Rivière » qu'aux Bretons eux-mêmes. L'enjeu était partagé : passer d'une « ethnographie folklorique » à une « ethnologie scientifique<sup>4</sup> ». Amorcée avant la Seconde Guerre mondiale, cette transition ne pourra vraiment s'opérer que dans le courant des années 1950.

Cette décennie commence d'ailleurs par une « consécration » pour la Bretagne. Alors que le musée « s'ouvre au public, il le fait avec une exposition temporaire consacrée à [cette région<sup>5</sup>] ». Depuis sa création, le 1er mai 1937, l'institution parisienne a déjà organisé plusieurs expositions

thématiques hors les murs<sup>6</sup>. Outre qu'à partir de 1951 elles se tiendront enfin au musée et que le choix de cette région pour les inaugurer apparaît, de fait, comme une véritable reconnaissance, on notera aussi que *Bretagne. Art populaire. Ethnographie régionale* (1951) aura été la seule exposition dédiée à une région, toutes les autres ayant été thématiques.

La Bretagne, écrit Rivière dans l'introduction du catalogue, n'a pas été choisie parce qu'elle serait une « province à la forte personnalité [mais parce c'est une région] que nos enquêteurs ont particulièrement fouillée et où nous bénéficions, dans l'Université, dans les musées, dans les mouvements régionalistes, d'un solide faisceau d'amitiés » (*ibid.* : VII). Rivière précise encore que :

[l]’ampleur des sujets qu’offre la Bretagne devait, pourtant, du fait de l’exiguïté des surfaces disponibles et de l’insuffisance de notre équipement muséographique, nous poser de sérieux problèmes [... c’est pourquoi] Nous avons préféré faire le choix de quelques thèmes, là surtout où nous pouvions en assurer la présentation sur la base d’enquêtes plus approfondies (*ibid.* : VII et VIII).

Parmi ces thèmes, la musique, que nous avons retenue ici, non pas tant du fait de notre formation d'ethnomusicologue, mais parce qu'elle a toujours été particulièrement chère à Rivière qui se destinait à une carrière de musicien<sup>7</sup>. En recrutant le musicologue André Schaeffner<sup>8</sup> (1895-1980) en 1929 alors qu'il était l'assistant de Paul Rivet (Laurière 2008), directeur du musée d'ethnographie du Trocadéro, Rivière montrait, en précurseur éclairé, qu'il considérait cet art comme un véritable objet anthropologique. La musique avait donc toute sa place au sein de la nouvelle institution à l'édification de laquelle il travaillait avec Rivet. Comme on le sait, il ne resta pas au MET, devenu le musée de l'Homme, mais choisit de donner son indépendance institutionnelle à l'ethnologie de la France. Deux ans après la création du MNATP, c'est à la musique et... à la Bretagne, qu'il consacre la première enquête d'envergure du musée. L'enquête de folklore musical de Basse-Bretagne est non seulement la première qui porte sur la musique mais aussi la première enquête d'importance voulue par Rivière : de caractère pluridisciplinaire, elle a été longuement préparée, dès janvier pour un terrain effectué à l'été 1939. Elle a bénéficié, outre des compétences d'une musicologue et d'un linguiste, des « nouvelles technologies » de l'époque : un appareil à enregistrer, deux appareils photographiques et une caméra (Le Gonidec 2009 : 101-211). Cette mission fut confiée à Claudie Marcel-Dubois<sup>9</sup> (1913-1989). Celle-ci aura contribué, avec l'indéfectible soutien de Rivière, à organiser et à structurer les recherches en ethnomusicologie de la France dès 1939. Au-delà de l'affection que Rivière dit porter à cette région, le choix de la Bretagne était mûrement réfléchi.

## Une terre déjà bien labourée

La Bretagne est mise en avant dès l'époque romantique. Les Antiquaires cherchent « sous la tradition populaire, les monuments de l'antiquité » celtique pour mettre en évidence les origines gauloises du peuple français<sup>10</sup>. En 1825, « le chanoine Mahé publie ses *Essais sur les Antiquités du Morbihan* dans lesquels il consacre un long chapitre à la musique » (Defrance 2009 : 42) dont il donne quelques transcriptions, ce qui est rare à l'époque. Quatorze ans après, Théodore Hersart de la Villemarqué connaît un succès retentissant avec la publication du *Barzaz Breiz*<sup>11</sup>, recueil de poèmes (*barz* en breton) publiés en breton et traduits, particulièrement apprécié dans le milieu de la littérature française<sup>12</sup>. Puis vient l'époque des folkloristes. Les plus connus comme François-Marie Luzel, Anatole Le Braz, Paul Sébillot et autres<sup>13</sup> s'intéressent surtout aux contes et légendes, de Basse, et bientôt, Haute-Bretagne. Le linguiste François Vallée sera le premier à en enregistrer : en 1900, il inscrit dans la cire quelques-uns des chants de Marc'harit Fulup, une mendiante monolingue rendue célèbre pour avoir été la première dont la voix est ainsi passée à la postérité.

En choisissant, en 1939, cette terre déjà bien labourée, le directeur du MNATP espère justement prouver qu'elle n'est pas épuisée comme le sont les méthodes des folkloristes devenues désuètes dans une France où le mot « rural » se décline désormais avec le mot « exode ». Puisque « les chefs-d'œuvre de l'art, les antiquités nationales, les produits et les instruments de la civilisation industrielle n'étaient pas pour » notre musée, écrit Rivière, « il nous fallait atteindre les témoins épargnés d'une civilisation artisanale arrivée à son stade ultime, mais encore florissante un siècle et demi plus tôt : équipement domestique, outillage, costumes régionaux, etc. » (*Bretagne. Art populaire. Ethnographie régionale*, 1951 : VI.) Si la démarche est « classique » puisqu'elle consiste essentiellement à recueillir le passé auprès de ceux qu'il qualifie de témoins épargnés – et ne le sont-ils pas justement en Bretagne, une des provinces les plus éloignées de Paris ? –, la méthode choisie par Rivière sera, quant à elle, novatrice. Il s'en explique dans le courrier du 21 juin 1939, déjà mentionné, qu'il adresse à Langlais (ill. 4), un de ses correspondants qui contribue à la préparation du séjour des enquêteurs à Surzur, dans le pays de Vannes :

J'ai décidé de placer la Bretagne en tête d'une série de missions de folklore que doit organiser mon établissement dans les différentes régions de la France, missions qui ont pour but de rassembler des matériaux originaux avec les méthodes et les techniques dont dispose maintenant notre science.

En effet, « notre musée se doit [d']organiser des missions à l'instar de celles qu'envoient vers les contrées lointaines les grands musées d'ethnographie<sup>14</sup> ». Rivière exprime clairement la volonté de mettre son institution au service d'une véritable discipline au sens institutionnel et professionnel du terme qui, si elle n'en prend que tardivement le nom (la revue du musée ne s'intitulera *Ethnologie française* qu'en 1971) et « reste tributaire du dispositif de savoir muséal, centré sur la collecte et la classification d'objets » (Roueff 2006 : résumé), se met en place au MNATP dès les premières années. Comme l'écrira rétrospectivement Marcel-Dubois, une mission n'est pas seulement fondée sur l'enquête qui « réunit l'observation du fait musical et celle des phénomènes à la fois connexes et complémentaires » (Marcel-Dubois 1961 : 13) mais aussi sur la collecte, sachant que « les matériaux récoltés [servent] à des recherches particularisées comme à des études de synthèse » (Marcel-Dubois 1960 : 116). Le folklore musical, dépassé au plan méthodologique, laisse place à une nouvelle discipline qui ne sera dénommée « ethnomusicologie » qu'au milieu des années 1950. Ses matériaux, c'est-à-dire les enregistrements de terrain, constituent les premières collections immatérielles du nouveau musée mais aussi, et surtout<sup>15</sup>, les premières données scientifiques de la discipline qui font du MNATP, pour le domaine français, l'alter ego du musée de l'Homme et de son laboratoire d'ethnomusicologie.

À peine lancées, les activités sont stoppées par la guerre... La mission de folklore musical prend fin le 26 août 1939, soit presque trois semaines avant la date prévue. Les matériaux de la collecte (disques gravés sur le terrain, pellicules photographiques et film, carnets de notes) sont mis à l'abri loin de Paris en prévision de bombardements. Ils ne reviennent au musée qu'en 1943 et leur dépouillement se fait au rythme ralenti des contraintes inhérentes à un pays occupé. Les données ne seront finalement exploitées que très partiellement<sup>16</sup>, et fort modestement en regard de l'importance de cette mission pionnière.

### **Le « relèvement » d'un vieux pays endormi : l'*emsav***

La Libération inaugure une nouvelle ère pour la France. La Bretagne va connaître alors un véritable « réveil culturel, économique et social qui transforme un vieux pays un peu endormi, en marge du progrès et de ses applications immédiates, en une région dynamique » (Monnier 2010 : 209). Plus encore qu'auparavant, « on a le sentiment d'un monde qui disparaît et la nécessité d'en préserver l'essentiel s'impose [...]. Il en résultera un regard différent tant du groupe social dans son ensemble

que du monde scientifique sur la culture bretonne » (Denèfle 1989 : 97), regard qui sonne définitivement le glas de l'époque folkloriste.

Celle-ci s'était ouverte avec « l'intérêt pour les traditions populaires conçues comme fondement de l'identité nationale [motivait] une recherche passionnée des origines celtiques du peuple français » (Cuisenier 1995 : 13). Cet éclat de phare sur la vieille Armorique avait permis de nourrir chez de nombreux membres de l'intelligentsia bretonne une idéologie « nationalitaire » liée à « l'ethnicité » – selon les termes employés par Jean Cuisenier (*ibid.* : 13) – essentiellement fondée sur une langue commune, plus facile à valoriser que d'autres éléments culturels<sup>17</sup>. Ce phénomène explique peut-être l'accent longtemps maintenu par la plupart des folkloristes bretons sur le recueil de la littérature orale au détriment des « us et coutumes » alors que ceux-ci entrent pleinement dans le champ du folklore, au sens étymologique de « savoirs et traditions populaires ». De ce fait, il est plus juste de définir ces érudits comme des collecteurs que comme des folkloristes ; on peut surtout, pour tenir compte du contexte de l'histoire culturelle de la Bretagne qui possède une certaine spécificité par rapport au reste de la France, les dénommer *emsaverien*<sup>18</sup>. De quoi et de qui s'agit-il ?

L'idéologie nationalitaire a, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, engendré en Bretagne un mouvement « essentiellement politique [...] et culturel » (Cadiou 2013 : 5) que les historiens appellent l'*emsav*<sup>19</sup> ou Mouvement breton. Certains d'entre eux, comme Michel Nicolas (2007), estiment qu'il y a unicité de l'*emsav* en raison « d'invariants, lisibles tant dans son mode de fonctionnement, reproduit depuis les origines, que dans le mode de production de son discours » (*ibid.*) mais tous reconnaissent qu'il s'agit davantage d'une attitude générale que de structures organisées. En effet, ce mouvement tient de la nébuleuse puisqu'il comprend des formations politiques de tous bords et de nombreuses personnalités individuelles tout aussi « emblématiques que controversées » (Carney 2016) qui n'ont en commun que le but visé : la défense et le développement de la Bretagne, de sa langue et de sa culture et, pour beaucoup, son autonomie.

Les « deux guerres mondiales [...] divisent [l'*emsav*] en trois périodes distinctes. Il s'affirme à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, face à la montée en puissance de la république laïque et d'un État centralisateur et jacobin, hostile à la langue bretonne et soucieux d'assimiler les populations allo-gènes<sup>20</sup> » avec la création de l'Union régionaliste bretonne par le marquis de l'Estourbeillon en 1898. Cette Union regroupe notamment les cléricaux dont la revue s'intitule *Feiz ha Breiz* (Foi



et Bretagne). Les mésententes surviennent rapidement puisque, cette même année, elles provoquent le départ des républicains et des défenseurs de la langue bretonne parmi les plus ardents puisqu'il s'agit, entre autres, des collecteurs que sont Yves Le Diberder, Loeiz Herriou ou François Vallée. Une seconde structure, la Fédération régionaliste bretonne, est alors créée. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, on assiste à un « second *emsav*, marqué désormais par un nationalisme breton de type autonomiste ». Il s'organise essentiellement autour du PNB, le Parti nationaliste breton. Ses membres et sympathisants expriment leurs idées à travers les articles de revues telles que *Breiz Atao*<sup>21</sup> qui, quelques années plus tard, ouvrira largement ses pages aux « collabos<sup>22</sup> », croyant pouvoir tirer parti du nouveau contexte favorable au régionalisme et aux langues minoritaires<sup>23</sup>.

La troisième période de l'*emsav*, que les chercheurs tendent désormais à appeler « mouvement breton » plutôt que « relève », est celle qui prend forme après la Libération. En raison de la compromission de la plupart des figures marquantes de l'*emsav* sous l'Occupation, il est détaché, au moins dans les premières années<sup>24</sup>, de toute accointance politique et s'inscrit dans le cadre d'un renouveau économique<sup>25</sup> et culturel dans lequel la musique occupe une place centrale<sup>26</sup>.

### **D'une « ethnographie folklorique » à une « ethnologie scientifique »**

Alors que les enquêteurs du MNATP préparent leur séjour en 1939 par l'envoi d'un questionnaire visant à repérer les endroits où se rendre et les personnes à rencontrer, certains destinataires font valoir l'existence de cette intelligentsia qui a « pleinement conscience de la valeur de [son] patrimoine artistique, qui s'applique à le connaître et à l'enrichir [suivant la voie que les] grands précurseurs comme les Luzel, La Villemarqué, Le Gonidec [de Kerdaniel], Le Bras [...] et autres nous ont ouverte et tracée<sup>27</sup> ». Cet extrait du courrier qu'Erwan Galbrun, de Bégard (Côtes-d'Armor), adresse à Rivière le 7 juin 1939<sup>28</sup>, ne reflète pas la vivacité du ton de la missive. L'autrice témoigne de l'indignation – à commencer par la sienne – suscitée par l'annonce de cette enquête diligentée depuis la capitale par des « Parisiens » non connaisseurs du terrain alors que les folkloristes et érudits locaux sont déjà sur place et, surtout, davantage légitimes pour s'occuper de ce qui, jusqu'alors, avait été passablement dénigré par l'État centralisateur<sup>29</sup>. Autrement dit, l'élite bretonne se préoccupe déjà de recherches folkloriques et n'a pas attendu l'arrivée des chercheurs institutionnels dont on est, de surcroît, en droit de douter des capacités

sur un terrain qui leur est étranger. Il faut dire que François Falc'hun n'est pas encore le linguiste réputé qu'il deviendra, Marcel-Dubois, une totale inconnue, tout comme l'institution que ces deux enquêteurs représentent. Si Rivière n'a pas répondu à cette interlocutrice, il a pris soin de le faire dans la lettre évoquée plus haut qu'il adressait à Langlais qui, moins vindicatif que Galbrun, le mettait en garde de la sorte :

Je me permets de vous signaler une objection que j'ai entendu faire dans les milieux bretonnants cultivés, ceci tout à fait entre nous : « Ces documents recueillis ainsi, n'est-ce pas la mainmise de l'État sur notre folklore ? Avec les nouvelles lois sur les droits d'auteur les Bretons ne vont-ils pas donner à l'État la propriété de leur propre bien ? » Je crois que la « mission en Basse-Bretagne » aurait avantage à donner tous les apaisements sur ce point, car cette objection peut vous priver de concours éclairés. De la part de musiciens surtout. Je crois de mon devoir de vous en prévenir, considérant au contraire que vous pouvez sauver des trésors et que nous devons vous aider<sup>30</sup> !

Rivière fait alors paraître un communiqué de presse<sup>31</sup> expliquant la démarche et les buts du musée afin de rassurer les correspondants locaux de la mission, non pas seulement pour bénéficier de leur indispensable aide sur le terrain, mais parce que certains *emsaverien* s'étaient donné le mot pour empêcher les enquêteurs de mener correctement leur travail<sup>32</sup>.

On retiendra ici surtout que les acteurs du mouvement breton agissent chacun selon leur méthode pour parvenir au « relèvement » de la culture bretonne. Erwan Galbrun a choisi, comme d'autres, de s'impliquer au sein des cercles celtiques – équivalent des groupes folkloriques – réunis, dès 1930, au sein d'une fédération dont, en 1939, elle est la co-directrice. Elle est d'ailleurs l'autrice d'un ouvrage sur les danses bretonnes paru en 1936 aux éditions Armorica à Carhaix. D'autres membres du mouvement se situent dans la lignée des folkloristes, déjà évoquée, et sont, aujourd'hui encore, réputés pour l'importance et la qualité de leurs collectes, comme par exemple Loeiz Herrieu<sup>33</sup> (1879-1953) que Langlais met en rapport avec les enquêteurs en 1939 dans la région de Surzur (cf. ill. 4). Cette zone est déterminante car les enquêteurs y commencent leur terrain et la réussite des premiers jours est prépondérante pour la suite.

À l'opposé de ces réactions, certains de ces *emsaverien* ont adopté d'emblée une attitude favorable au MNATP. De solides liens se sont noués avec, notamment, l'un d'eux – René-Yves

Creston – qui, par son réseau et parce que les arts populaires l'intéressent au premier chef, a permis au musée de bénéficier, en 1939 et plus tard, comme l'écrit Rivière dans l'introduction du catalogue *Bretagne* de 1951, « d'un solide faisceau d'amitiés dans les mouvements régionalistes ». C'est en pensant à lui que Sylvette Denèfle écrit qu'à la fin des années 1930, « on voit apparaître des chercheurs spécialistes professionnels, chercheurs encore peu nombreux et très isolés mais qui amorceront la recherche ethnologique actuelle en Bretagne » (Denèfle 1989 : 97). Creston est, en effet, de ceux-là.

Avant de parler de son parcours, citons les propos de Denis-Michel Boëll qui résumant parfaitement la situation à cette époque :

Si la Bretagne n'est que l'un des nombreux terrains où se déploie l'activité du jeune musée pendant la période 1939-1945, c'est une région particulièrement intéressante par les enjeux auxquels Rivière est confronté : enjeux politiques, méthodologiques dans le passage d'une ethnographie folklorique à une ethnologie qui se veut scientifique, rapports de pouvoir avec un puissant milieu associatif et avec l'université de Rennes, mais aussi avec des personnalités régionales au premier rang desquelles figure René-Yves Creston [...] que Rivière va côtoyer durant un quart de siècle<sup>34</sup> (2009 : 177).

Ce n'est pas un hasard si Boëll évoque en premier lieu des enjeux politiques : ils sont particulièrement prégnants en Bretagne. Creston y a sa part.

### **Creston, un « artiste breton en quête d'altérité »**

Comme l'indique ce sous-titre emprunté à la publication des actes du colloque qui fut consacré à cette incontournable figure du mouvement breton, les termes les plus justes pour définir le profil de Creston<sup>35</sup> tiennent dans l'expression de « peintre-ethnologue ». Formé aux Beaux-Arts de Nantes puis de Paris (1916), il est connu comme l'un des fondateurs du mouvement artistique des *Seiz Breur*<sup>36</sup> (1923) et comme spécialiste de l'ethnographie maritime.

Né en 1898 à Saint-Nazaire et passant, enfant, ses vacances au port sardinier de La Turballe (Loire-Atlantique), il est très tôt fasciné par le monde maritime, fascination qui le conduira à participer à plusieurs campagnes de pêche vers le Grand Nord. En 1929, trois mois durant, il va

côtoyer les Terre-neuvas dont il témoigne de la rudesse de la vie en réalisant des croquis dont l'intérêt ethnographique est indéniable. Fañch Postic et Jean-François Simon évoquent sa « sensibilité ethnographique éloignée de tout folklorisme » (2017 : 58). En hiver 1932, Creston est à bord du navire d'exploration polaire le *Pourquoi Pas ?*, engagé comme peintre par le commandant Charcot. Devenu peintre officiel de la Marine en 1936, il entre, cette même année, en relation avec les membres du musée d'ethnographie du Trocadéro – où se trouve donc Rivière –, devenu l'année suivante le musée de l'Homme. Il travaille comme bénévole aux départements d'Europe et d'Arctique dont il prendra la direction (respectivement en 1938 et 1939). Deux ans plus tard, chargé de mission par le musée, il effectue un voyage d'études aux îles Féroé et en Islande avec l'ethnologue Daniel Divry. À cette occasion, en plus de ses dessins, « il produisit des textes dans différents journaux et revues [sur] les embarcations eskimos et les techniques de chasse et pêche » (Postic & Simon 2017 : 259).

Revenons à l'année 1936 qui va faire prendre à un « Creston-artiste » le virage de l'ethnologie. Cette année-là en effet, le palais du Trocadéro qui abritait le Musée d'ethnographie est détruit afin de laisser place au chantier de construction du palais de Chaillot dans le cadre de l'Exposition internationale des arts et des industries de 1937. Le palais doit loger, non pas seulement le MNATP d'un côté, le musée de l'Homme de l'autre, mais aussi celui de la... Marine. Cela laisse évidemment penser que Creston qui suit les travaux de ce dernier aura eu l'occasion de venir se présenter à Rivet et Rivière. Or en 1936, Creston est encore très occupé par ses activités artistiques puisqu'il prépare, pour l'année suivante, le projet de pavillon de la Bretagne, dans le cadre de l'exposition internationale. Le Creston-artiste va s'y faire remarquer en proposant un art populaire rénové, fruit du travail de l'Union des *Seiz Breur*, née de la conviction « de la nécessité d'arracher le "folklore" au passé pour lui offrir la possibilité de féconder l'avenir » (Le Couédic 2017 : 28).

Les chemins de Rivière et de Creston ne pouvaient que se croiser compte tenu de leurs intérêts mutuels pour les arts, le folklore et l'ethnologie. Sur la proposition de Rivière – et peut-être à la demande de l'intéressé ?... nous l'ignorons –, Creston est invité à participer à l'enquête en Sologne menée en 1937-1938 par le MNATP, avant d'intégrer le musée de l'Homme. Pour poursuivre cette nouvelle voie professionnelle, le peintre doit se former à l'ethnologie. Il obtient en 1939 le diplôme d'études supérieures d'ethnologie à l'issue des cours qu'il suit avec Marcel Mauss notamment. Il intègre le CNRS comme stagiaire en 1946. Titularisé en 1948, cela lui permet, en 1953, d'entrer au Laboratoire d'anthropologie générale de l'université de Rennes.

Creston n'est pas seulement spécialiste de l'ethnographie maritime : il se passionne dès 1925 pour le costume breton auquel il consacre quatre importants volumes largement illustrés, parus entre 1953 et 1961. Rivière orientera fortement sa carrière puisqu'après avoir participé, à sa demande, à la rénovation des musées de Quimper et de Rennes dans les années 1950, Creston finira son parcours professionnel comme conservateur du musée de Saint-Brieuc. Il décède en 1964 à Étables-sur-Mer. C'est surtout le « Creston-ethnographe » que nous retiendrons ici, dont le centre d'intérêt n'est pas tant le monde maritime et le costume que la Bretagne en tant que telle. Et c'est comme animateur du GECEB, « groupe d'étude collective d'ethnographie bretonne » du mouvement *Ar Falz* qu'il est amené à contribuer aux terrains d'ethnomusicologie bretonne du MNATP.

### **Le « groupe d'étude collective d'ethnographie bretonne » (GECEB) d'*Ar Falz***

*Ar Falz* [fals], « La Faucille » en breton, est un mouvement fondé en 1933 par l'instituteur Yann Sohier, membre du Parti national breton, pour regrouper les partisans de l'enseignement du breton à l'école publique<sup>37</sup>. Le choix du nom donné au mouvement est assurément dû au soutien de Marcel Cachin, fondateur, avec d'autres militants communistes, de l'association des « Bretons émancipés de la région parisienne » au début des années 1930, plus connu comme homme politique et directeur de *l'Humanité* jusqu'à sa mort en 1958. Creston est un proche de Sohier dès la première heure. Il propose dès juin 1935 que les *Seiz Breur* contribuent à l'activité pédagogique d'*Ar Falz* afin de « donner aux enfants de Bretagne des livres en breton ornés de belles images, gais, clairs, agréables à lire » (cité in Oiry 2017 : 195).

Au décès de Sohier survenu brutalement en mars 1935, Jean Delalande (Kerlann en breton<sup>38</sup>) prend la direction du mouvement. Pendant la guerre, ce dernier « engage *Ar Falz* dans une voie qui est loin de faire l'unanimité, celle qui cherche à promouvoir la cause du breton en profitant des facilités opportunément offertes [...] par l'occupant » (Oiry 2017 : 198). En 1945, le mouvement renaîtra grâce à l'un des premiers fidèles de Sohier, l'instituteur Armand Keravel, membre du Parti communiste français qui avait pris ses distances avec *Ar Falz* pendant la guerre. L'activité du groupe reprend notamment avec la publication, en octobre, d'un nouveau numéro de sa revue, appelée tout simplement *Ar Falz* depuis la création du mouvement. Keravel restera le secrétaire général de l'association jusqu'en 1973.

S'inscrivant dans le troisième *emsav*, *Ar Falz* s'ouvre plus largement à la culture populaire bretonne. « De cette évolution témoignent les sous-titres successifs de la revue, *Revue culturelle et pédagogique* en 1955, *Revue de culture populaire bretonne* en 1956, avec ce complément [...] Langue bretonne. Chant. Musique. Théâtre. Arts décoratifs. Ethnographie » (Oiry 2017 : 199). On doit bien sûr à Creston « l'enrichissement considérable apporté [...] à *Ar Falz*, mouvement et revue, en matière d'ethnographie. [L]'expérience [de Creston] dans ce domaine s'est en outre élargie [...] aux aspects institutionnels d'une ethnologie à inventer et à organiser pour la Bretagne » (*ibid.* : 202).

Des personnalités reconnues dans le domaine de la culture populaire de Basse-Bretagne s'engagent alors pleinement dans l'action d'*Ar Falz* : parmi eux le célèbre auteur du *Cheval d'orgueil*, Pierre-Jakez Hélias ou Charlez ar Gall, très connu en Bretagne<sup>39</sup>, et bien d'autres. « Toutes ces têtes chercheuses, aiguillonnées et formées par Creston à l'enquête de terrain, vont produire en peu de temps des résultats remarquables » (*ibid.* : 203). En 1950 *Ar Falz* crée une filiale, le GECEB, dotée d'un bulletin intitulé *Tud ha Bro* (Gens et Pays) dont rend compte le n° 20 de la revue, la présentant comme la « création, à l'initiative de Creston, d'une nouvelle section de travail, le "groupe d'études collectives d'ethnographie bretonne", visant à donner plus de rigueur aux projets » (*ibid.* : 203). Ce groupe constitue ainsi un cadre aussi solide qu'indispensable pour formaliser le travail qu'y effectuent ses membres sous la houlette de Creston. Cela permettra à *Ar Falz* de tisser des liens avec les professionnels et institutions nationales, parmi lesquelles le MNATP, mais aussi étrangères, comme l'annonce la revue dès 1947<sup>40</sup>.

Il faut préciser que ce GECEB reprend, tant en théorie qu'en pratique, l'initiative lancée par Creston pendant la guerre pour « la construction d'une recherche ethnologique en Bretagne » (Postic & Simon 2017 : 257-281). Dès 1941, Creston avait créé l'IEB, l'Institut d'ethnologie bretonne, section de l'Institut celtique de Bretagne (ICB) fondé la même année<sup>41</sup>. « Creston bénéficiait du soutien de Rivière, qui fut très attentif à la situation bretonne [et] participa ainsi aux congrès de l'ICB d'octobre 1941 et novembre 1942 » (Le Couédic 2017 : 33)<sup>42</sup>, un soutien qui avait valu à Creston de devenir, en 1942, le « correspondant pour la Bretagne du Département des arts et traditions populaires » (*ibid.*). La création du GECEB en 1950 vient formaliser l'existence des travaux ethnographiques entrepris par *Ar Falz* à partir de 1946 sur la base d'une méthodologie scientifique. Creston en rend compte dans le premier bulletin du GECEB, *Tud ha Bro*, qui paraît comme supplément au n° 20 d'*Ar Falz*.

Il s'agit de recueillir ce qui est, tel que nous le voyons, avec le maximum de précision et d'exactitude [...], de se livrer à une étude scientifiquement conduite, à un travail collectif auquel chacun apporte sa contribution avec le plus complet désintéressement. C'est cet état d'esprit qui n'a cessé de présider, depuis leur création, aux recherches et études entreprises par le CNRS, le musée de l'Homme, le Département et Musée des arts et traditions populaires (Creston cité in Oiry 2017 : 204).

Creston est particulièrement bien placé pour insuffler cet esprit et cette méthode, lui qui dès 1937 avait accompagné Rivière sur le terrain en Sologne, puis, alors en poste au musée de l'Homme, avait régulièrement aidé les collaborateurs du directeur du MNATP sur le terrain breton.

### **Creston, le MNATP et l'ethnomusicologie de la Bretagne**

Dès 1939, Creston met Claudie Marcel-Dubois, de quinze ans sa cadette<sup>43</sup>, en rapport avec Jean Delalande<sup>44</sup>. Cet instituteur, basé dans la région de Penmarc'h (Finistère), est alors le responsable d'*Ar Falz*. Creston sait qu'il peut compter sur lui pour aider les enquêteurs sur le terrain bigouden. Ces derniers s'y rendent le 4 août et, en l'absence de Delalande, son épouse les reçoit et les guide comme en témoigne le journal de route de la mission<sup>45</sup>. Si la contribution de Creston se résume concrètement à cette « simple » mise en relation dont nous sommes sûrs grâce à la mention de son nom dans les correspondances, il est également certain que Creston aura fourni d'autres contacts de compatriotes locaux pour aider les enquêteurs. Nous pensons évidemment à Xavier de Langlais, mentionné plus haut, qui n'avait pas de raison de connaître Rivière, Marcel-Dubois ou encore Falc'hun, mais qui, en tant que membre des *Seiz Breur*, connaissait évidemment Creston. À l'été 1943, le rôle de Creston devient majeur car Marcel-Dubois va pouvoir saisir l'occasion d'une enquête qu'il organise à Scaër (Finistère) pour y enregistrer, les 16 et 17 juillet, onze chants auprès de huit informateurs qu'elle n'avait pu voir en 1939 – la mission ayant été interrompue par la mobilisation, tous les lieux prévus n'avaient pu être couverts.

Un rôle majeur disions-nous, et pourtant... Alors que le séjour de Marcel-Dubois s'inscrit officiellement dans le cadre de cette mission d'ethnologie folklorique de Creston en Bretagne, et non dans le prolongement de celle de 1939, Falc'hun, qui s'entend pourtant bien avec ce dernier<sup>46</sup>, semble minimiser son rôle en expliquant que le choix de Scaër est motivé par le fait que « le questionnaire préparatoire de la mission de 39 avait permis de recueillir sur Scaër des

renseignements les plus précis et les plus prometteurs<sup>47</sup> ». De ce fait, il semble relativiser l'importance de Creston dans la construction d'une ethnologie locale alors que ce dernier, assigné à résidence à Rennes depuis juin 1941<sup>48</sup>, a décidé que c'est « en Bretagne qu'il va s'investir dans la création d'institutions culturelles et dans la fondation d'une ethnologie régionale » (Boëll 2009 : 180) avec l'Institut d'ethnologie bretonne (IEB) au sein de l'Institut celtique de Bretagne<sup>49</sup> (ICB).

Sa mission d'ethnologie folklorique en Bretagne est évoquée dès la fin de l'année 1942, lors d'une réunion à Paris portant, notamment, sur les chantiers intellectuels<sup>50</sup>. Au cours de cette réunion Rivière proposa que des *Seiz Breur* en fussent enquêteurs – Creston lui-même le serait pour le chantier 1810<sup>51</sup> ». Il « ne s'opposa pas à l'idée que [la] mission d'ethnologie folklorique en Bretagne [bien que] placée sous l'autorité de l'Institut celtique de Bretagne » autrement dit sous l'autorité de Creston se fasse néanmoins en étroite collaboration avec son soutien et avec celle de membres des ATP, dont Marcel-Dubois (Le Couédic 2017 : 34). Creston lui-même avait « opportunément placé [l'IEB] sous le patronage du MNATP dont [il] revendiqu[ait] le soutien » (Boëll 2009 : 181), patronage dont Rivière entendait bien tirer profit. Cela explique les propos de Falc'hun alors chargé de cours à l'université de Rennes et non membre du MNATP mais désigné par Rivière comme le *seul* responsable scientifique de cette mission. Rivière permit ainsi que l'enquête « de Creston » soit encadrée par l'université de Rennes, plus légitime<sup>52</sup> et mieux organisée structurellement et méthodologiquement que l'ICB. En mettant l'accent sur la continuité des deux enquêtes, celle de 1939 et celle de 1942, Falc'hun aura aussi pu minimiser ses liens avec l'ICB, lui qui, en tant que linguiste, s'oppose totalement à la réforme orthographique du breton (Falc'hun 1953) que certains militants font adopter le 8 juillet 1941, parmi lesquels Roparz Hemon<sup>53</sup> (1900-1978) nommé quelques mois plus tard directeur de l'ICB. On comprend mieux la raison qu'avait Rivière de mettre à distance un Creston militant, pourtant correspondant officiel du MNATP, pour privilégier un Falc'hun représentant le monde universitaire breton : une manière de ne pas se mêler des affaires politiques...

Le MNATP a donc apporté une aide tout aussi précieuse qu'intéressée à cette mission non pas tant par la présence sur le terrain fort modeste, car particulièrement courte, de Marcel-Dubois qui enregistrait pour le compte du musée, que par l'exercice de cette tutelle et parce que le plan de travail de la mission comportait « pour chacun [de ses membres] un programme de campagnes d'études sur le terrain, des périodes réservées à la mise au net des documents à Rennes » mais aussi et surtout « des stages méthodologiques et techniques au musée. » À ce titre, le



MNATP reçut en stage une semaine durant en décembre 1942, le musicien-compositeur Jeff Le Penven (cf. ill. 2), membre des *Seiz Breur*, afin de l'initier à l'« ethnographie folklorique<sup>54</sup> ». Par ailleurs, Marcel-Dubois assura pour cette mission le rôle de conseiller technique pour la musicologie. Comment considérer cette mission d'ethnologie folklorique ? Comme le prolongement local de l'action du musée ? Comme le début de l'émancipation de Creston ? Tant le musée que Creston profitent des opportunités offertes dans une France dans l'Occupation dont nul ne pouvait connaître la durée ni les tournures que celle-ci prendrait. Pour le moment, terminons d'évoquer les missions bretonnes de Marcel-Dubois dotée, depuis fin 1945, d'une collaboratrice, Maguy Pichonnet-Andral (1922-2004).

En 1951, les deux chercheuses se rendent sur l'île de Batz, en Finistère-Nord. Leur venue est due à l'intervention de Creston. L'année précédente, du 28 août au 17 septembre, cette petite île située à quelques encablures de Roscoff dans la baie de Morlaix, avait été choisie pour y tenir l'« école d'été<sup>55</sup> » organisée par *Ar Falz* dans le cadre du GECEB. Le directeur d'*Ar Falz*, Armand Keravel, avait écrit dans *Tud ha Bro* que « des airs et des chansons de valeur [avaient] été découverts, dans ce pays où l'on croyait qu'il n'y avait rien à glaner en matière de chants populaires » (Follet 2018 : 82, note 26). Les folkloristes avaient en effet peu collecté en Léon faute d'y rencontrer le même succès qu'ailleurs en Basse-Bretagne. C'est pour cette raison que Creston recommandera Batz aux deux chercheuses.

L'année suivante, alors que l'école d'été se tient à Carantec (à 15 km de Batz, à vol d'oiseau), Creston invite Marcel-Dubois à donner une conférence pour ses stagiaires, ce qui va permettre à cette dernière et à Maguy Andral d'effectuer une courte mission prospective auprès des chanteurs Raymond Dirou et Françoise Corre repérés par Charlez ar Gall en 1950. Le 1<sup>er</sup> août 1951, avec Claudine Mazéas, une des stagiaires et future collectrice réputée<sup>56</sup> qui « accompagne et guide utilement » (Follet 2018 : 84, note 28) les deux collectrices, celles-ci enregistrent 23 chants. *Tud ha Bro* et *Le Mois d'ethnographie française* (la revue du MNATP) rendent compte du séjour îlien des deux demoiselles et de leur guide. On y apprend que Claudie Marcel-Dubois confie « à Charlez ar Gall le soin de transcrire et de traduire en français les chants collectés (ill. 5). Et [que] l'enquête ne s'arrête pas en si bon chemin : deux autres missions suivent » (Follet 2018 : 84).

En effet, en août 1952, *Ar Falz* organise à nouveau un stage et Marcel-Dubois y donne une conférence sur le biniou et les cornemuses. En plus des enregistrements réalisés sur cette prometteuse

île de Batz visitée l'été précédent, les deux chercheuses profitent de l'occasion qui leur est donnée pour procéder à des captations sonores à proximité (Carantec [\(ill. 6\)](#) et Morlaix), mais aussi dans le Trégor (Côtes-d'Armor) et le Pays de Saint Malo (Ille-et-Vilaine) où Creston a repéré pour elles un joueur de vielle à roue et d'anciens cap-horniers. En 1953, sans l'aide d'*Ar Falz* ni de Creston, bénéficiant désormais des contacts établis les deux années précédentes, Marcel-Dubois et Andral retournent sur l'île de Batz d'où elles rapportent de nouveaux enregistrements mais aussi des photographies<sup>57</sup> [\(ill. 7\)](#).

On mesure donc l'importance du soutien de Creston et de son réseau sur ce terrain îlien mais aussi plus largement breton<sup>58</sup>, soutien qui, à en juger avec le recul que l'on a aujourd'hui sur le parcours des deux chercheuses, se révélera essentiel sur le plan quantitatif autant que qualitatif. Les enquêtes sur Batz permettent en effet une publication marquante pour la discipline<sup>59</sup>. Quant à l'ensemble des terrains, de 1939 à 1953, il permet l'enrichissement de la phonothèque du musée relativement au monde rural breton mais aussi dans le domaine des chants de marins au long cours qui est, me semble-t-il, totalement redevable à Creston<sup>60</sup>.

Il faut ainsi signaler le rôle de ce dernier comme pourvoyeur de collections sonores pour le MNATP, en plus de celles, ethnographiques et iconographiques, qu'il a fait entrer au musée<sup>61</sup>. Il a en effet remis des enregistrements du Centre-Bretagne auxquels il a pu procéder dans le cadre du GECEB. Il s'agit là de témoignages précieux au plan de la pratique musicale de tradition orale alors que l'enregistrement restait surtout le fait de professionnels en raison du prix des appareils et des bandes magnétiques. Ses documents sonores ont permis de pallier les lacunes dues au fait que les deux chercheuses ne pouvaient se mobiliser en permanence pour se rendre sur le terrain dans ces années 1950. Ainsi Creston, « cheville essentielle dans l'organisation du réseau breton » (Simon 2010 : 191) a-t-il contribué à consolider la construction de l'ethno(musico)logie bretonne au MNATP. Ce réseau ayant été actif pendant les années d'Occupation, cela a conduit Postic et Simon, à questionner la posture de cet artiste-ethnologue :

Faut-il y voir, comme certains, une illustration de [son] opportunisme [...] ou un souci réel de se placer du côté des institutions françaises de recherche, ce que viendrait confirmer son appartenance institutionnelle au CNRS, où il a été sans doute le premier chercheur breton, du moins en sciences humaines (2017 : 277).

La question mérite d'être posée.

## Opportunisme ? Souci de collaborer à une « ethnologie de la France » ?

La réflexion des deux auteurs porte sur la période du second *emsav*, ce qui explique le « viendrait » signifiant que Creston n'est pas encore un chercheur institutionnel (il n'entre au CNRS qu'en 1948). Le propos, autrement dit le « y » de « faut-il y voir », correspond aux liens qu'il a maintenus avec le MNATP malgré son militantisme exacerbé et son désir de construire une ethnologie institutionnelle de la Bretagne *en* Bretagne. Prendre en charge la destinée de l'ethnologie de la Bretagne lui aurait permis de se dégager de la tutelle de l'État français centralisateur que représentait la personne de Rivière que Creston surnommait la « Reine mère » (Le Couédic 2017 : 33)... On peut donc en effet relever la pertinence de la question que formulent Postic et Simon : est-ce par « opportunisme » que Creston accepte, fin 1942, de se ranger du côté du MNATP afin de parvenir à son but avec la réalisation de cette mission d'ethnographie bretonne l'année 1943 ? Ou est-ce par « raison », ayant bien compris que seul le MNATP a trouvé une écoute auprès de l'université grâce à l'entremise de Falc'hun qui, bien que linguiste et non ethnologue, a visiblement de l'influence ?

Mais Rivière ne fait-il pas lui aussi « preuve [...] d']opportunisme et [de] pragmatisme, continuant à vouloir faire fonctionner vaille que vaille, dans l'adversité, les institutions scientifiques, à faire œuvre de science en faisant preuve d'une révérence minimale envers le pouvoir politique » se demande Christine Laurière (2017, § 11). Des deux termes, retenons celui de pragmatisme car ses liens avec la Bretagne et avec Creston comme avec Falc'hun<sup>62</sup> sont antérieurs à cette époque troublée. Nul ne peut nier leur existence dans sa motivation à se rendre aux congrès de l'ICB à sa création fin 1941 et l'année suivante ni les promesses faites en 1939, rappelées dans son rapport d'activité mensuel de novembre 1942. Ce document officiel destiné aux tutelles livre un précieux complément d'information sur sa venue à ces congrès puisque, tenant parole face aux principaux contestataires d'alors<sup>63</sup>, on apprend qu'il procède à la remise officielle d'une copie des disques de la mission de 1939 :

Les 28 et 29 novembre, le Conservateur [Rivière] se rend à Rennes pour le Congrès de l'institut celtique et tout *particulièrement* [je souligne] pour répondre à l'invitation du Doyen de la Faculté des lettres de Rennes, M. L. Wolff, qui lui demande de présenter le musée et la mission de Folklore musical en Basse-Bretagne, à l'occasion d'une conférence sur la mission à l'université par M. l'Abbé Falc'hun, membre de la mission. Le Conservateur prend la parole à l'Université devant les personnalités

scientifiques les plus marquantes de Bretagne, offre officiellement, au nom de M. le Directeur des Musées nationaux, à l'Université la série de disques enregistrés au cours de la mission, y fait applaudir le musée et son activité scientifique<sup>64</sup>.

Le « particulièrement » n'est pas anodin..., il s'éclaire quand on prend connaissance de ce que Rivière a écrit dans son journal de route rapportant le même événement : « Je suis heureux de ce succès, qui a marqué publiquement notre coopération avec l'université, laquelle est bien ainsi la seule bénéficiaire régionale de nos recherches en Bretagne » (Boëll 2009 : 187). Rivière exprime ici sa véritable pensée ; sa « révérence » envers le pouvoir de l'époque est en effet « minimale ».

Le militantisme de Creston est authentique, mais tout aussi grande est son envie de jeter les bases d'une réflexion qu'il a vue mise en œuvre au musée de l'Homme et au MNATP. Si, pendant la guerre, les occasions de développer l'ethnologie qu'il rêve de mettre en place pour la Bretagne sont à mettre au compte de certaines personnalités dont l'héritage est aujourd'hui difficile à supporter, il n'en reste pas moins que les compétences sont à Paris et que le MNATP reste l'incontournable instance de légitimation de la discipline en France. Creston apparaît donc comme un homme de compromis acceptant la « mainmise » de Rivière sur l'ethnologie *en* France que ce dernier, ne serait-ce que pour servir ses propres intérêts professionnels, se devait de considérer comme une et indivisible. Mais ne qualifions pas trop vite Rivière de centraliste, lui qui a tout fait pour que les régions soient dotées de musées d'ethnologie régionale, confiant cette mission, pour la Bretagne, à Creston lui-même au mitan des années 1950, preuve qu'il ne lui a pas tenu rigueur non plus de vouloir jouer « cavalier seul » quand les temps troublés le lui permettaient. Rivière le chargea en effet « de réfléchir à la réorganisation des musées bretons gagnés par la désuétude. Il en ferait l'inventaire puis se chargerait de la transformation de ceux de Quimper (1958) et de Rennes (1960) » (Le Couédic 2017 : 38). On sait que Creston finit sa carrière comme conservateur : le lien avec Rivière a donc toujours été maintenu.

## Conclusion

L'exposition « Bretagne » présentée au MNATP en 1951 avec laquelle nous avons introduit notre propos peut être considérée comme une consécration, celle, à travers une région, d'une « ethnologie appliquée ». Comme le notait Philippe Le Stum, « en France, la référence au territoire régional

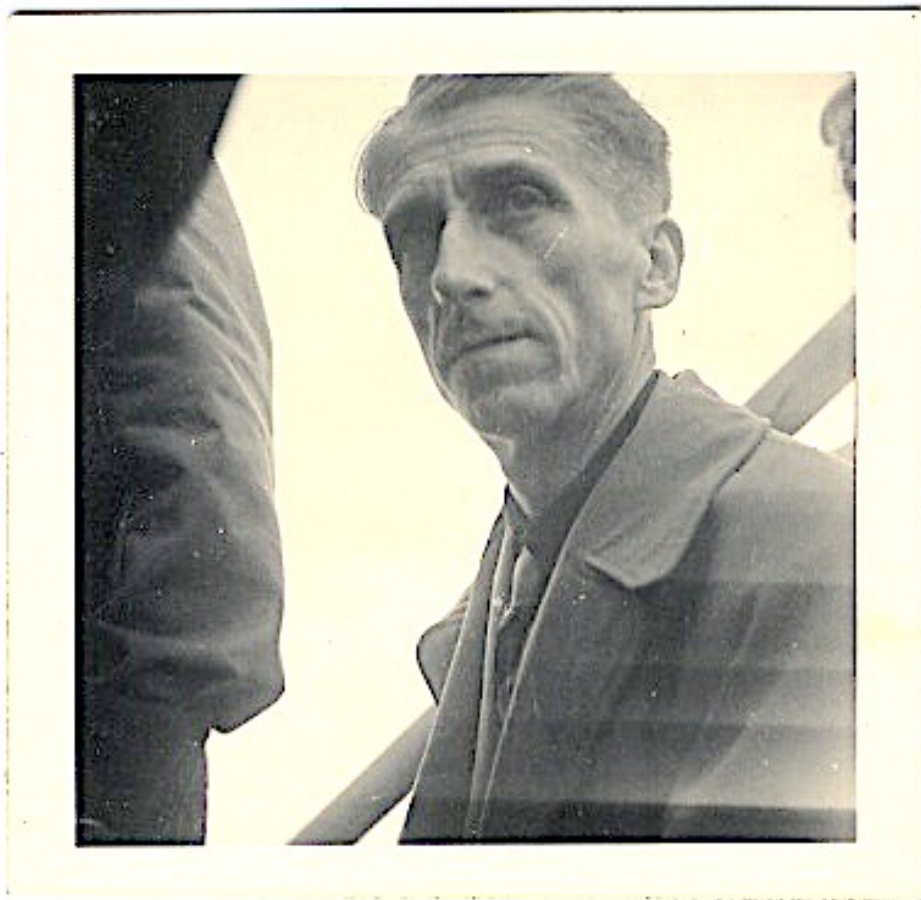
est constante dans l'analyse des faits ethnographiques » (1989 : 245). Qu'il ait ou non aimé la Bretagne, le directeur du musée ne pouvait négliger l'importance de cette région que « l'ancienneté et la force de la revendication territoriale » (*ibid.*) avaient, plus qu'ailleurs, transformée en « terrain d'étude spécialement riche » (*ibid.*). Ce fut la principale raison qui poussa Rivière à choisir la lointaine Armorique comme région pilote à la fin des années 1930 alors qu'une nouvelle discipline, l'ethnologie, prenait consistance au sein de son institution. Rivière a su remarquablement tirer parti de cette « constante » pour parvenir au but qu'il s'était fixé : faire du MNATP un « musée de synthèse » (Christophe 2009 : 219) et non un « patchwork » représentant, telle une carte géographique, les différentes composantes de la nation française. L'intelligentsia bretonne, quant à elle, continuait au même moment, pour des raisons idéologiques, à maintenir un cap fixé depuis l'époque romantique, à savoir, faire reconnaître la Bretagne comme « un ensemble national fondé sur l'identité ethnique et linguistique de ses membres » (Le Stum 1989 : 245). Elle appuyait ses revendications sur l'image d'un territoire que les travaux des premiers folkloristes avaient permis jusqu'alors de construire, visant « l'idéalisation du mode de vie rural servant une certaine apologie des valeurs [censées] s'y attacher » (*ibid.* : 246). Cette image était, aux yeux de certains, dorénavant désuète dans une société dont ils percevaient la disparition en raison, avant tout, de l'évolution inhérente à toute société. Quelques militants travaillaient au renouveau de cette image : ce fut le cas des *Seiz Breur* qui œuvrèrent au plan des arts, menés par un Creston-plasticien à la « sensibilité ethnographique éloignée de tout folklorisme ».


Creston, « personne phare dans l'intelligentsia bretonne de son époque » (Le Couédic & Veillard 2000 : 256), a rencontré un écho favorable auprès de Rivière dans le projet de rassembler « les éléments constitutifs de la société bretonne » (Simon 2017 : 74) de cette fin des années 1930, une région essentiellement agraire qui intéressait au premier chef une ethnologie française balbutiante, encore préoccupée de recueillir les dernières traces d'une civilisation paysanne moribonde. Le directeur du MNATP, en contribuant au renouvellement du regard porté sur le fait populaire, a permis de construire une image contemporaine et non « folklorique) de la société bretonne : idéalement, son étude pouvait être menée comme cela se pratiquait, toutes proportions gardées, dans le contexte de l'ethnologie des lointains à laquelle Rivière comme Creston furent sensibilisés par leur expérience acquise au musée d'ethnographie du Trocadéro<sup>65</sup>. La rencontre, fructueuse, entre ces deux grandes figures, permet de conjuguer l'aspiration scientifique de l'un, Rivière, le « généraliste », et idéologique de l'autre, Creston, le « régionaliste ».

La guerre survenue, ce dernier a su faire en sorte que ses « vicissitudes » ne remettent pas en cause les liens amicaux et professionnels avec un Rivière lui-même conscient de l'intérêt d'entretenir de bonnes relations avec Creston, celles-ci favorisant, de proche en proche, la constitution d'un réseau d'acteurs locaux qui a pu se remettre au travail au sortir du conflit et venir utilement en aide aux chercheurs du musée – ethnomusicologues notamment – dans les années 1950.

Creston est bien un précurseur. Tout comme Rivière qui a su passer « du folklore à l'ethnologie » comme le montre l'enquête qu'il diligente en 1939 sous la houlette de Marcel-Dubois<sup>66</sup>, il a été de ces personnes qui se sont inscrites dans « le passage du folklore au militantisme breton et moderne » (Despringre 1989 : 111), sachant s'appuyer dans les années 1950 sur les forces vives en présence pour structurer le « groupe d'études collectives d'ethnographie bretonne » qu'il a fondé. Le rôle du Creston-ethnographe, avec l'appui de Rivière, aura été essentiel dans la redéfinition de l'image de la Bretagne – Le Couédic parle de « réinvention de la Bretagne » (2017 : 15) – puisque, dès lors, l'enjeu était de redéfinir cet ensemble national fondé sur une identité non plus seulement historique et linguistique, mais aussi culturelle et sociale, autrement dit, d'en faire un véritable objet d'étude anthropologique.

Une certaine réciprocité a donc bien existé entre Rivière et Creston, entre la capitale et la Bretagne. Le musée-laboratoire parisien, s'appuyant sur son « antenne » bretonne a, en retour, servi d'instance de légitimation d'une discipline que les acteurs locaux s'approprieraient pleinement bien plus tard (Simon 2010, 2017). En effet, il faudra attendre septembre 1969 pour voir la création du CRBC, Centre de recherche bretonne et celtique à l'université de Brest, grâce à l'arrivée de deux transfuges du... MNATP, bretons l'un et l'autre, l'ethnologue spécialiste de la danse, Jean-Michel Guilcher (1914-2017), nommé sous-directeur du CRBC et l'ethnomusicologue Donatien Laurent<sup>67</sup> (1935-2020) qui le rejoindra l'année suivante. Dès lors, il s'est moins agi, dans une démarche où dominaient surtout les questions patrimoniales, de « rassembler » les éléments constitutifs de cette société bretonne que de les « questionner » pour comprendre le fonctionnement de cette communauté singulière et universelle<sup>68</sup>. Les efforts pionniers conjoints de Rivière et Creston ont permis l'avènement d'une véritable « ethnologie du proche » (Simon & Le Gall 2016) qui a pu ensuite se déployer dans une structure universitaire.



**Illustration 1**  – Georges Henri Rivière sur le bateau conduisant de Roscoff à l'île de Batz où il accompagnait Marcel-Dubois et Andral, août 1951 ou 1952, auteur inconnu.

Archives nationales, cote 20130043/54, scan fran\_0062\_1441.



**Illustration 2** ▲ – De droite à gauche, René-Yves Creston, Charles Le Roux et Jeff Le Penven réunis à l'occasion du stage de culture bretonne organisé par *Ar Falz*, août 1951 ou 1952, auteur inconnu.

Archives nationales, cote 20130043/54, scan fran\_0062\_1439.



01330

Note non datée reçue le  
18 Juin 1958.

19 Juin 58

Mon cher RY,

Congrès international des cap-horniers. 12-15 Juin. St. Malo.

*On sait-vois?*  
Quid de ces enregistrements du Congrès de Cap-horniers de St. Malo? sont-ils pour nous ou pour l'éditeur de disques que tu as, impromptu, alerté pour y aller? Nous aimerions avoir plus de détails, sans être prévenus, nous ne savons de quoi il retourne.

Ainsi qu'elle te l'a écrit le 9, Claudie M-D n'avait que peu d'espoir de pouvoir se rendre à St. Malo, comme toi du reste selon ta lettre du 4.

J'attends donc le catalogue de l'exposition et des explications complémentaires au sujet de ces enregistrements inattendus dont Claudie et moi pensons du reste qu'ils ne doivent pas manquer d'intérêt.

Affectueusement à toi.

ghr/amd/yo

( Georges Henri Rivière )

Monsieur René Yves Creston  
Le Tertre Vert  
ETABLES SUR MER CÔtes-du-Nord.

Illustration 3 <sup>△</sup> – Lettre de Rivière à Creston du 19 juin 1958 introduite par « mon cher RY » et se terminant par « affectueusement à toi ».

Archives nationales, cote 20130520/6.



**Illustration 4** ▲ – Portant bérêt et pantalon de golf à la mode à l'époque, Xavier de Langlais dansant parmi les informateurs qu'il a mis en contact avec les enquêteurs de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne. Presbytère de Surzur (Morbihan), 16 juillet 1939.

Photo de Jeannine Auboyer.  
Mucem, ph-1940-2-28.

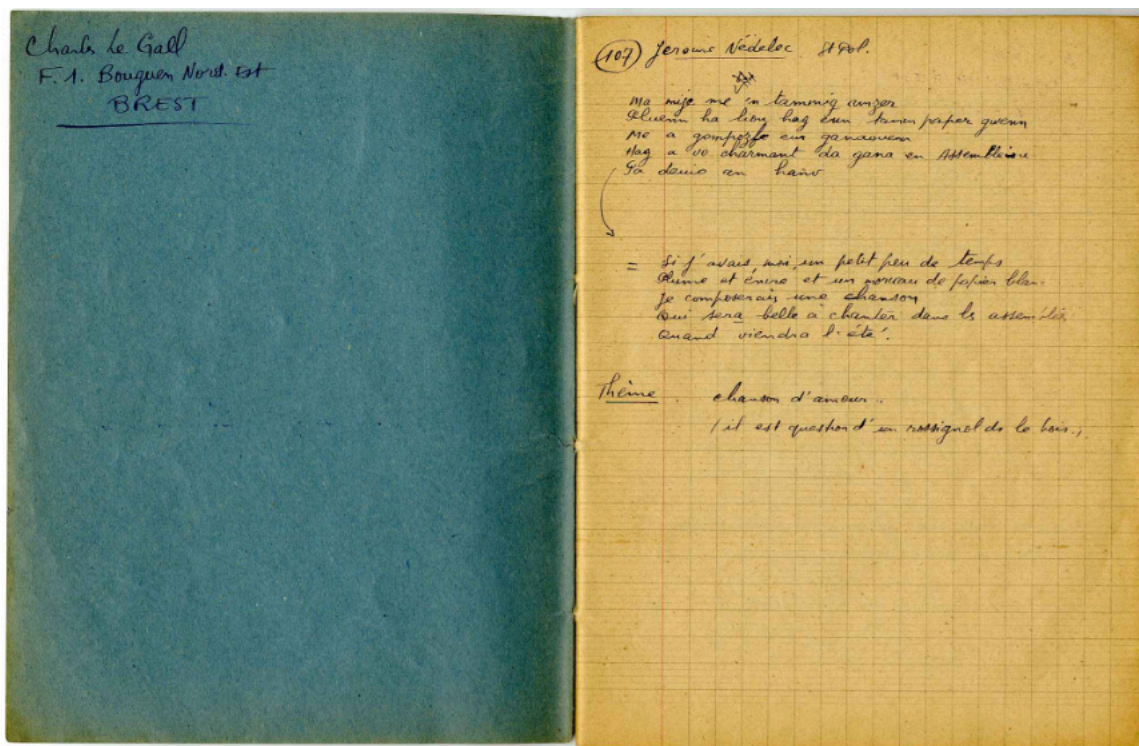


Illustration 5  $\Delta$  – Détails d'un des cahiers de transcriptions par Charlez ar Gall des chants collectés en 1952 par les ATP. Chant *Ma mije me tammig amzer* (Si j'avais un peu de temps), Jérôme Nedelec, Saint-Pol-de-Léon (Finistère), 11 août 1952.

Archives nationales, cote 20130043/52, scan fran\_0062\_1110  
 [réf. du chant aux AN : 009922\_20130007\_0007\_52\_24\_008].



CARANTEC

Enregistrements musicaux au stage de culture bretonne

Nous apprenons que récemment a eu lieu, dans la salle de conférences du Stage de Culture Bretonne, une intéressante séance d'enregistrements d'airs populaires bretons, sous la direction de Mlle M. Marcelle-Dubois, et son assistante technique Mlle Magy Andra. Mlle M. Marcelle-Dubois, chef du département de Musicologie au Musée National des Arts et Traditions Populaires, revient d'une tournée en Galice et aux Baléares, qui a été suivie d'un séjour au Congrès International de Musicologie de Londres. Elle poursuit actuellement dans notre région, avec le concours du stage de Culture Bretonne, une série d'enregistrements d'airs et de contes populaires.

Le programme de la séance de vendredi soir était conçu de façon à donner aux stagiaires un aperçu des méthodes et des techniques actuellement utilisées par les enquêteurs du Musée National des A. T. P. La retransmission des documents musicaux traditionnels remonte, comme l'exposa Mlle Marcelle-Dubois, au mouvement romantique qui s'intéressa à toutes les formes de la poésie populaire. Poursuivies pendant tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ces enquêtes ont pris, au début du XX<sup>e</sup>, un caractère scientifique, grâce à l'utilisation du cylindre, du disque et actuellement du magnétophone. Ce dernier appareil, d'une précision et d'une sensibilité extrêmes, permet un enregistrement continu sur bandes d'une durée de 45 minutes.

C'est le chanteur populaire Yann Poëns, de Trémel, président du Cercle Celtique de Morlaix, qui fournit la matière de l'enregistrement. Il chanta, avec sa verve habituelle, un certain nombre de chansons bretonnes peu connues, qui furent enregistrées dans des conditions tout à fait satisfaisantes, avec toute la précision nécessaire. Les enquêteurs ont ainsi pu recueillir un nombre appréciable de documents nouveaux qui iront, après transcription sur disques, enrichir les collections du Musée National des A. T. P.

TAULE

ETAT CIVIL DE JUILLET. — Naissances. — Marie Gillet, Ker-

LAN

NE

M. C

Nous avons eu le décès survenu le 1<sup>er</sup> août, rue Charles G. commandant sapeurs-pom-

Avec M. C. et sympathique qui disparaît connu en déployant sa activité d'homme excellent et précieux ce qui s'y dément au C dans la lu donna tout tenant cor sapeurs-pom-

Dans ces de 1921 à lités except hommes Lorsque l'a traite il ne ses sapeurs conseiller t C'est tou plaisir qu'il lors de leur mois encore mal qui le sement à la Barbe.

Il s'est ét des siens a maladie.

ETAT C mariage. — ture, dom Boucher, s Landvisiau

ETAT CI grall Jean-é lois Henriet land Emma Yvette, au Kerrily; G Feunteun; I Révin; Cre gean; Bara ar-Hoat; Ml brat; Berna Publication Francis, m et Gallon N Mariage : teur à Land ne, cultivati Décès : I ans, au Gué au Kermat;

Illustration 6 – Coupure de presse (journal et date inconnue) relatant la conférence du 1<sup>er</sup> août 1952 donnée à l'occasion du stage de culture populaire d'Ar Falz, à Carantec (Finistère), par Marcel-Dubois. Une occasion inopinée, comme le rapporte le journaliste, d'enregistrer 9 chants auprès de Yann Poëns, un des auditeurs présents.

Archives Nationales, cote 20130043/52, scan fran\_0062\_1334. [réf. des chants aux AN : 009922\_20130007\_0007\_52\_24\_021 à 029].



**Illustration 7 a  $\Delta$**  – Femme en coiffe tenant une vache au bout d'une corde dans une rue du Bourg de l'île de Batz (Finistère), 25 juin 1953.

Photo de Claudie Marcel-Dubois.  
Mucem, ph-1955-33-27.



**Illustration 7 b** – Bateau transportant des marchandises et des passagers entre l'île de Batz et Roscoff (Finistère), 29 juin 1953.

Photo de Claudie Marcel-Dubois.  
Mucem, ph-1955-33-68.

## BIBLIOGRAPHIE

- Boëll Denis-Michel, 2000. « Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne : le rôle des *Seiz Breur*. La Bretagne, terrain des enquêtes ethnographiques du Musée national des arts et traditions populaires (1939-1947) », in Daniel Le Couédic & Jean-Yves Veillard (dir.), *Ar Seiz Breur, 1923-1947, la création bretonne entre tradition et modernité*, Rennes, Éditions Terre de brume et musée de Bretagne, p. 208-231.
- Boëll Denis-Michel, 2009. « La Bretagne, terrain d'enquêtes du Musée national des arts et traditions populaires (1939-1945) : acteurs, enjeux, engagement », in Denis-Michel Boëll, Jacqueline Christophe & Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la MSH, p. 177-190.
- Boëll Denis-Michel, Jacqueline Christophe & Régis Meyran (dir.), 2009. *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la MSH.
- Bougeard Christian (dir.), 2002. *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Éditions du CRBC.
- Bretagne. Art populaire, ethnographie régionale*, 1951. Catalogue d'exposition, Musée national des arts et traditions populaires, Palais de Chaillot, Paris, 23 juin-23 septembre 1951, Paris, Éditions des Musées nationaux.
- Cadiou Georges, 2013. *EMSAV, Dictionnaire critique, historique et biographique : le mouvement breton de A à Z du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Spézet, Coop Breizh.
- Calvez Ronan, 2002. « 1941 : le breton, langue d'État », in Christian Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Éditions du CRBC, p. 207-221.
- Carney Sébastien, 2016. *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, PUR.
- Carreau Gérard, 1998. *Dictionnaire des collecteurs de l'ancienne chanson folklorique française*, Saint-Jouin-de-Milly, FAMDT Éditions.
- Chatriot Alain, 2006. « La lutte contre le "chômage intellectuel" : l'action de la confédération des travailleurs intellectuels face à la crise des années trente », *Le Mouvement social*, n° 214, p. 77-91.
- Christophe Jacqueline, 2009. « Georges Henri Rivière aux commandes du département des Arts et Traditions populaires », in Denis-Michel Boëll, Jacqueline Christophe & Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la MSH.

- Cuisenier Jean, 1995. *La tradition populaire*, Paris, PUF.
- Defrance Yves, 2009. « Le contexte scientifique de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne », in Marie-Barbara Le Gonidec (éd.), *Les archives de l'enquête de la mission de folklore musical de Basse-Bretagne de 1939 du Musée national des arts et traditions populaires, Claudie Marcel-Dubois et François Falc'hun assistés de Jeannine Auboyer*, Paris-Rennes, CTHS-Dastum, p. 35-55.
- Delouche Denise, 2001. « Langlais, Xavier de (1906-1975) », in Alain Croix & Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, p. 559-560.
- Denèfle Sylvette, 1989. « Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne », in ouvrage collectif, *Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne*, 1<sup>er</sup> colloque d'ethnologie bretonne organisé par l'Institut culturel de Bretagne et par l'université de Bretagne occidentale, Centre de recherche bretonne et celtique (Riec-sur-Belon, 27-29 octobre 1988), Brasparts, Beltan, p. 95-100.
- Despringre André-Marie, 1989. « De l'ethnologie musicale à l'ethnomusicologie, du rite des chants à leur musique, problèmes d'analyse en Flandre et en Bretagne », in ouvrage collectif, *Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne*, 1<sup>er</sup> colloque d'ethnologie bretonne organisé par l'Institut culturel de Bretagne et par l'université de Bretagne occidentale, Centre de recherche bretonne et celtique (Riec-sur-Belon, 27-29 octobre 1988), Brasparts, Beltan, p. 111-137.
- Fabre Daniel, 1997. « L'ethnologie française à la croisée des engagements (1940-1945) », in Jean-Yves Boursier (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, p. 319-400.
- Falc'hun François, 1953. « Autour de l'orthographe bretonne », *Annales de Bretagne*, t. 60, n° 1, p. 48-77.
- Favereau Francis, 2001a. « Mouvement breton », in Alain Croix & Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, p. 676-677.
- Favereau Francis, 2001b. « Breiz Atao », in Alain Croix & Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, p. 161.
- Favereau Francis, 2001c. « Ar Falz », in Alain Croix & Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, p. 77.
- Favereau Francis, 2001d. « Hemon Roparz », in Alain Croix & Jean-Yves Veillard (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, p. 478-479.

- Follet Jean-Philippe, 2018. « La dernière *grasaouerez* de l'île de Batz », *Les Cahiers de l'Iroise*, n° 229, p. 74-92.
- Gérard Brice, 2014. *Histoire de l'ethnomusicologie en France (1929-1961)*, Paris, L'Harmattan.
- Laurière Christine, 2008. *Paul Rivet, le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle.
- Laurière Christine, 2017. « Refonder l'ethnologie française sous l'Occupation », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 30. <http://journals.openedition.org/rhsh/551>.
- Le Bras Gwendal, 2001. « Claudine Mazéas, une passeuse de chants », *Musique bretonne*, n° 168, p. 32-33.
- Le Couédic Daniel & Jean-Yves Veillard (dir.), 2000. *Ar Seiz Breur, 1923 1947, la création bretonne entre tradition et modernité*, Rennes, Éditions Terre de brume et musée de Bretagne.
- Le Couédic Daniel, 2017. « René-Yves Creston et la réinvention de la Bretagne », in Fañch Postic & Jean-François Simon (dir.), *René-Yves Creston (1898-1964), un artiste breton en quête d'altérité*, Brest, Éditions du CRBC, p. 15-40.
- Le Gonidec Marie-Barbara, 2009. « Le contexte scientifique de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne », in Marie-Barbara Le Gonidec (éd.), *Les archives de l'enquête de la mission de folklore musical de Basse-Bretagne de 1939 du Musée national des arts et traditions populaires, Claudie Marcel-Dubois et François Falc'hun assistés de Jeannine Auboyer*, Paris-Rennes, CTHS-Dastum, p. 101-221.
- Le Gonidec Marie-Barbara, 2016. « Claudie Marcel-Dubois, Donatien Laurent : du surplomb à l'immersion, conceptions et vécus de l'enquête ethnomusicologique en terrain bretonnant », in Jean-François Simon & Laurent Le Gall (dir.), *Jalons pour une ethnologie du proche, savoirs, institutions, pratiques*, Brest, Éditions du CRBC, p. 188-218. voir aussi Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie, Paris: <https://www.berose.fr/article2864.html>.
- Le Gonidec Marie-Barbara, 2020. « Les fonds sonores de l'ancien musée national des Arts et Traditions populaires : collections ou archives ? », *Sonorité*, n° 46. <http://journals.openedition.org/afas/3926>.
- Le Stum Philippe, 1989. « Du populaire au régional », in ouvrage collectif, *Du folklore à l'ethnologie de la Bretagne*, 1<sup>er</sup> colloque d'ethnologie bretonne organisé par l'Institut culturel de Bretagne



et par l'université de Bretagne occidentale, Centre de recherche bretonne et celtique (Riec-sur-Belton, 27-29 octobre 1988), Brasparts, Beltan, p. 245-251.

Le Stum Philippe, 2005. *La Bretagne de Rivière*, Paris, Langlaude.

Levasseur Olivier, 2017. « Le fait maritime comme objet d'étude : René-Yves Creston, un précurseur de l'ethnologie maritime », in Fañch Postic & Jean-François Simon (dir.), *René-Yves Creston (1898-1964), un artiste breton en quête d'altérité*, Brest, Éditions du CRBC, p. 125-150.

Marcel-Dubois Claudie, 1954. « Musique populaire vocale de l'île de Batz », *Arts et Traditions populaires*, n° 3, p. 193-250.

Marcel-Dubois Claudie, 1960. « Ethnomusicologie de la France », *Acta musicologica*, 32-2/3, p. 113-121.

Marcel-Dubois Claudie, 1961. « Principes essentiels de l'enquête ethnomusicologique: Quelques applications françaises », *Journal of the International Folk Music Council*, vol. 13, p. 13-18.

Monnier Jean-Jacques, 2010. « Un immense mouvement de rattrapage », in Claude Geslin, Patrick Gourlay, Jean-Jacques Monnier, Ronan Le Coadic & Michel Denis (dir.), *Histoire d'un siècle - Bretagne 1901-2000. Lémancipation d'un monde*, Morlaix, Skol vreizh, p. 209-259.

Morgant Armel & Jean-Michel Roignant, 2005. *Bagad, vers une nouvelle tradition*, Spézet, Coop-Breizh.

Nicolas Michel, 2007. *Histoire de la revendication bretonne*, Spézet, Coop-Breizh.

Oiry Michel, 2017. « René-Yves Creston et le mouvement *Ar Falz* », in Fañch Postic & Jean-François Simon (dir.), *René-Yves Creston (1898-1964), un artiste breton en quête d'altérité*, Brest, Éditions du CRBC, p. 195-214.

Postic Fañch & Jean-François Simon (dir.), 2017. « René-Yves Creston : la construction d'une recherche ethnologique en Bretagne », in Fañch Postic & Jean-François Simon (dir.), *René-Yves Creston (1898-1964), un artiste breton en quête d'altérité*, Brest, Éditions du CRBC, p. 257-281.

Rivière Georges Henri, 1951. « Contribution au catalogue de l'exposition », *Bretagne. Art populaire, ethnographie régionale*, Paris, Éditions des Musées nationaux, p. V-XII.

Rolland-Villemot Bénédicte, 2017. « Le Chantier 1810 du Musée national des arts et traditions populaires (1942-1946) : un conservatoire des techniques et de leurs gestes ? », *e-Phaïstos*, VI. <http://journals.openedition.org/ephaistos/2468>.

Roueff Olivier, 2006. « L'ethnologie musicale selon André Schaeffner, entre musée et performance », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 14, p. 71-100.

Simon Jean-François, 2010. « Les enquêtes de Plozévet. Quelle place dans les recherches bretonnes en ethnologie du proche ? », in Bernard Paillard, Jean-François Simon & Laurent Le Gall (dir.), *En France rurale : les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes-Brest, PUR-CRBC, p. 189-206.

Simon Jean-François, 2017. « Ethnologie régionale et anthropologie appliquée : une expérience brestoise », in Bernard Cherubini (dir.), *Patrimoine et identité locale : enjeux touristiques, ethnologiques et muséographiques*, Paris, L'Harmattan, p. 73-87.

Simon Jean-François & Laurent Le Gall (dir.), 2016. *Jalons pour une ethnologie du proche, savoirs, institutions, pratiques*, Brest, Éditions du CRBC.

Thiesse Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales. Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil.

Vigier Philippe, 1979. « Diffusion d'une langue nationale et résistance des patois en France au XIX<sup>e</sup> siècle », *Romantisme*, n° 25-26, p. 191-208.

## NOTES

1.▲ Archives de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne, Archives nationales, 20130043/31. Voir sur le site <http://bassebretagne-mnatp1939.com/>, onglet « Faire une recherche », saisir « 21 juin ».

2.▲ Plasticien et écrivain brittophone du Pays vannetais (Sarzeau 1906 - Rennes 1975), acteur du mouvement breton (*emsav*, voir *infra*) et membre des *Seiz Breur* (voir *infra*).

3.▲ Georges Henri Rivière eut en effet des relations très suivies avec son oncle Henri Rivière (1864-1951), peintre « amoureux » de la Bretagne qu'il découvrit dans sa jeunesse grâce à Paul Signac. Fasciné par la mer, il lui consacra ses premières estampes qu'il intitula « Paysages bretons ». En 1893, il s'était fait construire une maison à Loguivy dans les Côtes-d'Armor qu'il habita jusqu'en 1913 et où son neveu vint régulièrement lui rendre visite. Voir Le Stum (2005).

4.▲ Je paraphrase Boëll (2009 : 177).

5.▲ Georges Henri Rivière à Georges Salles, directeur des musées de France, lettre faisant office d'introduction au catalogue de l'exposition *Bretagne. Art populaire, ethnographie régionale* (1951 : V).

6.▲ À sa création le musée n'est pas doté de salles d'exposition permanentes pour accueillir le public. Les crédits alloués pour « permettre un premier aménagement des services et des galeries d'exposition [ne purent être utilisés car] la guerre survint dans la semaine même où ces grands travaux allaient commencer » (*ibid.* : VI).

7.△ Il se destinait à être organiste mais, blessé au genou à la fin de la Grande Guerre, il devint incapable d'actionner correctement le pédalier (Le Gonidec 2009 : 57-65).

8.△ Ce recrutement comme « chargé des collections instrumentales » permet aux historiens des sciences de faire remonter la naissance de l'ethnomusicologie en France à l'aube des années 1930 (Gérard 2014). Et c'est, une décennie plus tard, à l'organisation de cette « mission de folklore musical en Basse-Bretagne » par le MNATP que l'on fait remonter celle de l'ethnomusicologie de la France.

9.△ Pianiste de formation, elle a vingt-et-un ans au moment de sa première embauche au MET qu'elle rejoint pour travailler au département d'ethnologie musicale dirigé par André Schaeffner. Elle s'occupe de la phonothèque et, en l'absence de ce dernier parti sur le terrain, assure l'intérim du département. De 1935 à 1943, elle est aussi l'archiviste-bibliothécaire de la Société du folklore français. Puis elle se rapproche des Archives internationales de la danse pour participer aux deux expositions consacrées aux danses folkloriques, françaises (1936) puis européennes (1937), cette dernière s'inscrivant dans la programmation de l'Exposition internationale de Paris. Elle assure le secrétariat du Congrès international de folklore, qui se tient en lien avec l'exposition. Entrée au CNRS en 1943, elle obtient la même année son rattachement au MNATP, alors qu'elle dépendait jusqu'alors du Muséum national d'histoire naturelle (tutelle du MET puis du musée de l'Homme), où elle effectue toute sa carrière jusqu'à son départ en retraite à la fin de l'année 1980.

10.△ La citation est l'un des sous-titres de l'ouvrage de Cuisenier (1995 : 11).

11.△ Publié en 1839 par Théodore Hersart de la Villemarqué. Voir le dossier que lui a consacré Fañch Postic dans : *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris : <http://www.berose.fr/rubrique201.html>.

12.△ « C'est à vous que je dois une des plus grandes jouissances littéraires que j'aie éprouvées dans ma vie », écrira George Sand à La Villemarqué en 1852. Cf. Fañch Postic, « George Sand et les “diamants” du Barzaz-Breiz », dans : *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris : <http://www.berose.fr/article722.html>.

13.△ Voir les dossiers documentaires relatifs à [François-Marie Luzel](#) et [Paul Sébillot](#) dans : *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, <http://www.berose.fr>.

14.△ Rapport de Rivière du 28 juin 1937.

15.△ Surtout, en effet, car ceux-ci ont finalement été considérés comme des archives scientifiques plus que comme des collections muséales (Le Gonidec 2020).

16.△ Dans quelques publications et conférences données de-ci, de-là, entre 1940 et jusqu'au milieu des années 1950, par François Fal'e'hun et Marcel-Dubois, (re)publiées en 2009 (Le Gonidec 2009 : 367-434). Voir aussi sur le site <http://basse-bretagne-mnatp1939.com/>, partie : « Faire une recherche », saisir : « Conférences ».

17.△ On sait à quel point l'instauration d'une langue « nationale » (un des parlers locaux) est un des fondements de l'unification d'un État (Vigier 1979 ; Thiesse, 1999).

18.△ Littéralement : « releveurs ». Le mot se prononce [emzavérienn].

19.△ Prononcer [emzao]. Cela signifie, littéralement : « se lever soi-même » et se traduit par « soulèvement », « relève ».

20.△ Les explications, et les citations, données dans ce paragraphe sont tirées de l'article « Mouvement breton » (Favereau 2001a : 676-677).

21.▲ Cette revue « créée en 1919 a été l'organe de formation successive, d'abord autonomiste et fédéraliste (Parti autonomiste breton, 1927) ensuite nationaliste (Parti national breton, 1931), finalement en grande partie collaboratrice (1940), suivant l'itinéraire de son chef de file Olivier Mordrel. [...] C'est autour de *Breiz Atao* que naissent des groupes d'artistes comme les *Seiz Breur* » (Favereau 2001b : 161).

22.▲ Je reprends ce terme utilisé par Carney (2016 : 4e de couverture). Voir pour plus d'information Cadiou (2013 : 87, entrée *Collaboration*).

23.▲ De nombreux ouvrages ont été écrits sur ce sujet. Nous renvoyons, entre autres, à *Bretagne et identités régionales pendant la seconde guerre mondiale* (Bougeard 2002).

24.▲ La création du FLB (Front de libération de la Bretagne) en 1963 lui redonne le volet politique qu'il avait perdu. Mouvement clandestin, il se dote rapidement d'une branche armée (ARB, armée républicaine bretonne).

25.▲ Celui-ci prend forme dans le cadre de la création du Comité d'études et de liaison des intérêts bretons, connu sous l'acronyme CELIB, créé le 22 juillet 1950 à Quimper par un groupe de personnalités du monde politique pour œuvrer au développement de la région. Essentiellement économique, le CELIB n'exclut pas des actions en faveur du maintien de l'héritage culturel.

26.▲ Cf. le développement de la B. A. S. (*Bodadeg ar sonerion*, Assemblée des sonneurs), appelée « *Sonerion* » depuis 2014, créée à Rennes en 1942, principalement par Polig Monjarret (1920-2003) et Dorig Le Voyer (1914-1987) dans le but de relancer et renouveler la musique bretonne de tradition (Cadiou 2013 : 267). L'association fédère les ensembles appelés *bagad* (Morgant & Roignant 2005), formation de type *pipe-band* desquels ils diffèrent par l'ajout d'un pupitre de bombardes, hautbois traditionnels bretons.

27.▲ Lettre d'Erwanec Galbrun accompagnant sa réponse au questionnaire 5/23, AN 20130043/31.

28.▲ Voir sur le site <http://bassebretagne-mnatp1939.com/>, onglet : « Faire une recherche », saisir : « Bégard » puis cliquer sur « Communes des Côtes-du-Nord », dérouler pour trouver le document intitulé « Quest. n° 23, Bégard, Côtes-du-Nord, Mme Galbrun ».

29.▲ Pour plus de détail, voir Le Gonidec (2009 : 118-121).

30.▲ Lettre du 15 juin 1939 accompagnant le questionnaire 5/55, AN 20130043/31. Voir sur le site <http://bassebretagne-mnatp1939.com/>, onglet : « Faire une recherche », saisir : « Langlais » puis dans les 22 résultats, dérouler jusqu'à : « Communes du Morbihan », cliquer puis descendre pour trouver le document intitulé : « Quest. n° 55, Vannes, Morbihan, Xavier de Langlais ».

31.▲ Voir sur le site <http://bassebretagne-mnatp1939.com/>, onglet : « Faire une recherche », saisir : « Communiqué ».

32.▲ En témoigne le journal de route de Falc'hun, en date du 7 juillet 1939 (archives du CRBC, fonds Falc'hun, fal1m75) :

Déjeuner au grand séminaire de Quimper. J'apprends qu'une réunion préparatoire au Bleun-Brug a lieu à 20 h 30 à la salle de la Phalange et que l'abbé Perrot [Jean-Marie Perrot (1877-1943), animateur du Bleun-Brug, mouvement catholique de défense et de promotion de la langue et de la culture bretonnes] y sera. Je décide de remettre mon départ au lendemain afin d'y participer. Entre temps, j'apprends [...] qu'un mot d'ordre venu de Paris, et répandu déjà dans les milieux du Bleun-Brug, recommandait l'abstention, la non-collaboration à notre mission. Le communiqué de la Semaine religieuse de Quimper contraria beaucoup ceux qui avaient lancé ce

mot d'ordre. On m'accuse en outre de m'être laissé rouler par la direction du « Musée de l'Homme », maison connue comme très à gauche. Je n'ai pu savoir qui ils étaient. Je vais à la réunion [...] Rencontré X. de Langlais, Marc Le Berre. Arrive M. Perrot, qui ne me connaissait pas. Il est très aimable, très bien disposé pour moi, mais assez mal pour la mission. Il ne veut guère m'écouter, et refuse à priori de distinguer entre la mission et le gouvernement. Cependant, au cours de la réunion, il vient se placer auprès de moi. Je m'intéresse à la discussion, fais quelques suggestions, et comme le sujet était épuisé, je demande à l'abbé Perrot la permission de parler brièvement de la mission à laquelle je dois participer. Il me donne volontiers la parole. Je m'inspire surtout de la dernière entrevue entre M. Rivière et M. Arnoux [Georges Arnoux (1891-1972), musicien intéressé par la musique bretonne traditionnelle, mais également soucieux de création] qui paraissait si méfiant (4 juillet) ; thème : la mission profitera surtout aux bretonnants et il faut que tous l'aident. Tout le monde écoute avec une attention visible, et à la fin, tous applaudissent. M. Perrot promet de m'aider à Scrignac, et Marc Le Berre, regrettant de n'avoir pas répondu au questionnaire, nous pilotera dans la région de Plogonnec, Locronan. De même, M. Nédélec, à Plonéour-Lanvern.

33.▲ Défenseur assidu du vannetais, sa langue maternelle (il organise des concours de breton dans les écoles) et collecteur dans sa région, il crée en 1905, avec A. Mellac, la revue en langue bretonne *Dihunamb*. Il est le père de l'abbé Meriadeg Herrieu, auteur d'une méthode et d'un dictionnaire de vannetais. Un autre de ses fils, Armel Herrieu, a participé à la création du Festival interceltique de Lorient (Carreau 1998 : 80).

34.▲ On sait aujourd'hui, par la publication des actes d'un colloque consacré à Creston (Postic & Simon 2017), que sa relation avec Rivière aura duré de 1936 jusqu'à son décès, en 1964.

35.▲ Dans ce paragraphe, j'emprunte aux articles d'Olivier Levasseur (2017 : 125-150), de Fañch Postic et Jean-François Simon (2017 : 257-284) la plupart des éléments d'information biographique concernant Creston.

36.▲ Il s'agit exactement de l'*Unvaniez ar Seiz Breur*, Union des Sept Frères, fondée par Creston, Jeanne Malivel et James Boullié, très vite rejointe par de nombreux artistes dont Langlais. Elle est dissoute en 1948. Voir Le Couédic & Veillard 2000.

37.▲ *Ar Falz* est devenu *Skol Vreizh* (École de Bretagne) en 1965 (Favereau 2001c : 77).

38.▲ La plupart du temps, les personnalités du mouvement breton dont le patronyme n'est pas d'origine bas-bretonne comme c'est le cas ici, le bretonnisent, cherchant à rester au plus près de leur nom d'origine. En l'occurrence, « lande » se dit *lann*. Le prénom est aussi très souvent bretonnisé.

39.▲ Charles Le Gall (1921-2010) a été, entre autres, un des pionniers de la radio-télévision en langue bretonne.

40.▲ Voir le numéro 8, nouvelle série, mars 1947 (Oiry 2017 : 203).

41.▲ « Créé le 20 octobre 1941 à Rennes, sous l'égide de la Société allemande d'études celtiques. Animée par [le linguiste celtisant] Leo Weisgerber, elle avait le soutien de Werner Best, le chef de l'administration allemande d'Occupation. C'est Roparz Hemon qui en est le président [et qui] affirma son intention de "collaborer loyalement à l'Europe nouvelle". Parmi les membres de cet institut [...] René-Yves Creston » (Cadiou 2013 : 213).

42.▲ Voir aussi Boëll (2009 : 181) sur le rôle de Creston dans la création de l'IEB au sein de l'ICB.

43.▲ La relation épistolaire est amicale : Creston s'adresse à sa « chère amie » ou « ma chère Claudie » tandis que cette dernière lui répond « cher ami Creston ».

44.▲ Delalande, Kerlann en breton, évoqué plus haut, est par ailleurs un des *emsaverien* qui a le plus contribué à la polémique soulevée par la mission, mais que les arguments de Rivière ont su convaincre (Le Gonidec 2009 : 134-136).

45.▲ « 2 août – Ce matin et le début de l'après-midi, garage, puis prise de contact avec Mme Delalande à St-Guérolé pour y travailler demain / 3 août – Aujourd'hui travail avec Mme Delalande au Loch-de-la-Joie près de Saint-Guenolé chez Mme Dréau, avec Mme Dréau et Mme Kerloch / 5 août – Ce matin nous sommes allés dire au revoir à Mme Delalande que nous devons revoir à Morlaix » (Extrait du journal, tenu par Jeannine Auboyer, AN 20130043/33).

46.▲ « Il était alors proche de Creston, en dépit de leur abyssale différence de caractère et de leurs profondes divergences idéologiques » écrit Le Couédic (2017 : 34). Rappelons au lecteur que François Falc'hun est un ecclésiastique et Creston, on l'a compris, un laïc convaincu.

47.▲ Note du 14 avril 1943 (archives du MNATP relatives à la mission d'ethnographie folklorique en Bretagne).

48.▲ Après avoir été emprisonné à Paris le 10 février avec d'autres résistants du réseau du musée de l'Homme. Son assignation à résidence est liée aux doutes qui ont plané sur ses engagements (cf. sa participation à la revue antisémite *Breiz Atao*, principal organe de diffusion du Parti national breton). Pour Le Couédic, dans ces années où d'autres Bretons tout aussi engagés dans la défense de leur langue et de leur culture avaient fait le choix de ne pas « profiter » de la situation offerte par l'occupant, Creston fut « confronté à des dilemmes où l'amitié le disputait à l'idéologie, la passion, à la raison » et « choisit de ne pas choisir » (Le Couédic 2017 : 32).

49.▲ Au départ il s'agit d'une Commission qui devient Institut le 24 octobre 1941. Creston publiera son programme en mai 1942, dans les *Dielloù Framm Keltiek Breizh* [Archives de l'ICB], intitulé « L'organisation de l'Ethnologie bretonne », cahier 1, p. 40-47.

50.▲ Ces chantiers sont destinés à doter d'un emploi les « travailleurs intellectuels » (chercheurs, techniciens, artistes) pour les soustraire au Service du travail obligatoire imposés aux hommes au profit de l'occupant. Ils étaient aussi destinés aux femmes sans ressources. Ils s'inspirent de la politique du *New Deal* de Roosevelt qui, face à la misère des « cols blancs » avait fait mettre en place dans les institutions publiques de grands travaux de catalogage, cartographie, bibliographie... Voir Chatriot 2006.

51.▲ Pour plus d'information sur ce « Chantier 1810 » voir Rolland-Villemot, 2017.

52.▲ Créée à Nantes en 1460, l'université s'implante à Rennes en 1735.

53.▲ Auteur d'un des dictionnaires breton-français parmi les plus connus, il a été « l'un des écrivains bretonnants les plus notables du XX<sup>e</sup> siècle [...] Condamné à l'indignité nationale [...] Il fait figure de "saint patron" de l'*emsav* bretonnant nationaliste [...] [il aurait reçu une] rétribution [pour] ses activités au service de l'armée allemande » (Favereau 2001 : 478-479).

54.▲ D'après le document intitulé « Stage Le Penven - plan de travail » conservé dans le dossier « Le Penven » au service des archives historiques du MNATP, versé aux AN en 2013. Joseph Le Penven (1919-1967) était chef d'orchestre à Rennes. Il a rejoint les *Seiz Breur* en 1941 et a participé en 1942 à la création de la *Bodadeg ar sonerion* (voir note 27).

55.▲ La *Skol Hamv*, école d'été, est instaurée en 1946. « C'est un stage de formation à la langue et à la culture bretonnes à destination des enseignants. Il comporte cours et conférences, avec des activités en interaction avec les gens du pays. Les enquêtes ethnographiques viennent y ajouter des travaux pratiques d'un nouveau genre » (Oiry 2017 : 204, note 17). Elle « balaye un large spectre, de la recherche scientifique à l'éducation populaire » (*ibid.* : 207).

56.▲ Elle racontera que ce séjour avec Marcel-Dubois et Andral, qui sera reconduit l'année suivante, lui aura donné la « vocation » (voir Le Bras 2001). Ajoutons que Claudine Mazéas est la fille de Goulven Mazéas, un ami de Creston, grande figure du mouvement breton.

57.▲ Mucem, collection 55.33.1 à 77 ; un complément de 61 photographies prises à Carantec et aux alentours sont conservées aux Archives nationales (cote 20130043/54/3).

58.▲ Les collections sonores sont les suivantes : 51.12, 52.24, 53.7 et représentent 349 phonogrammes (AN, cote 20130007/6, 7, 8).

59.▲ « Musique populaire vocale de l'île de Batz », *Arts et traditions populaires*, n° 3, 1954, p. 193-250. Le texte est de la main de Marcel-Dubois, les transcriptions musicales d'Andral. Charlez ar Gall s'occupe des transcriptions et traductions des chants choisis pour illustrer l'article. L'introduction explique bien le contexte et l'implication d'*Ar Falz*.

60.▲ Un dépouillement du fonds d'archives administratives du MNATP pourrait sûrement nous renseigner quant à l'aide apportée par Creston au séjour de Marcel-Dubois les 29 et 30 avril 1940 pour enregistrer des chants de marins à Saint-Nazaire en Loire-Atlantique, ville de naissance de Creston. Son aide me paraît en effet plus que probable. C'est encore lui qui alerte le MNATP sur la tenue du congrès des cap-horniers de 1958 à Saint-Malo (cf. ill. 3). La collection sonore entrera au musée sous le numéro d'inventaire 60.37, il s'agit d'un disque édité par Mouez Breiz.

61.▲ Trois collections sonores (Scrignac, 51.11 ; Langueux, 53.2 ; Chants bretons, 59.7, collectés avec Pierre-Jakez Hélias) et de nombreuses collections d'objets dans le domaine des textiles notamment, mais aussi des aquarelles et des dessins de sa main.

62.▲ En témoigne la correspondance que nous avons pu parcourir lors du travail de publication de l'enquête de 1939 qui court jusqu'aux années 1960, montrant que Falc'hun a été pour Rivière une personnalité référente.

63.▲ Voir la page 3 de la lettre du 27 juillet 1939 que Rivière adresse à Delalande (alors directeur d'*Ar Falz* qui avait, comme Erwanec Galbrun, vivement protesté auprès de Rivière, et cela, malgré ses liens avec Creston), donnant réponse à la « pré-tendue centralisation des documents à Paris. Ainsi qu'il a été annoncé à Nantes en avril et confirmé à M. le Professeur Le Roux [recteur de l'université de Rennes], il sera fait trois exemplaires des enregistrements : un pour notre Musée, un pour la Phonothèque nationale, un pour l'université de Rennes. Une épreuve de chacun des clichés photographiques sera remise à Rennes. Les publications scientifiques seront largement distribuées aux bibliothèques des cinq départements de Bretagne. Pourtant, aucun effort financier n'a été demandé à l'Université de Rennes », AN 20130043/31. Voir sur le site <http://bassebretagne-mnatp1939.com/>, onglet : « Faire une recherche », saisir : « Delalande » puis dans les 18 résultats, cliquer sur « Correspondance de Georges Henri Rivière et Jean Delalande 27 juillet-4 août MBB39B2D3-5 ».

64.▲ Rapport, fonds d'archives Rivière, Mucem, 1942 : 5.

65.▲ En 1957, dans un article intitulé « Un point d'organologie : le hautbois d'écorce français » (*Arts et traditions populaires*, n° 24 : 317-320), qui rend compte d'une mission qu'elle a conduite dans les Pyrénées centrales en 1956, Marcel-Dubois introduit ainsi son propos : « L'instrument de musique dont il est ici question [...] et dénommé tant par les *indigènes* [je souligne] que par la plupart des auteurs non musicologues "trompes d'écorce"... ». C'est dire si l'emploi de ce terme, aujourd'hui choquant, montre combien l'ethnologie et l'ethnomusicologie de la France ont, afin de se légitimer au plan disciplinaire, préféré parler d'"indigène" plutôt que de "paysan", terme dévalorisant en ce qu'il renvoyait alors encore au pittoresque, au champêtre voire au bucolique.

66.△ Et dont rend bien compte la publication dirigée par Christophe, Boëll & Meyran (2009).

67.△ Transfuge en effet du MNATP (Simon 2017 : 74) où il fut affecté à son entrée au CNRS en 1966, Donatien Laurent est le premier ethnologue institutionnel de la Bretagne. Il a été formé par André Leroi-Gourhan au musée de l'Homme. Ce dernier l'avait envoyé rejoindre l'équipe des chercheurs de Plozévet en 1964 (Le Gonidec 2016). Voir aussi dans *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris: <https://www.berose.fr/article2864.html>.

68.△ « Bretagne est Univers » écrit le poète Saint-Pol-Roux (1861-1940) qui inspirera l'exposition permanente du musée de Bretagne à Rennes, montée par Jean-Yves Veillard (1939-2020), conservateur du musée de 1967 à 2000. Profitant de cette dernière note, l'autrice remercie Marie-Charlotte Calafat, Catherine Mérot, Martine Sin Blima-Barru, François Gasnault, Pascal Riviale et dédie cet article à Donatien Laurent (27 septembre 1935 - 25 mars 2020).



## LE CERCLE DE WÉGIMONT OU LE MOMENT EUROPÉEN DE L'ETHNOMUSICOLOGIE FRANÇAISE (1954-1963)

*François Gasnault*

**P**OUR CAMPER les tribulations de l'ethnomusicologie en France durant les années 1950, il serait tentant de s'abriter derrière le titre d'un film accroché à la décennie suivante, à savoir *Un homme et une femme*, mais aussi de les placer sous le signe des Gémeaux, ce qui renverrait à un autre « film culte » des « sixties », *Les demoiselles de Rochefort*. En effet, l'homme et la femme en question, André Schaeffner et Claudie Marcel-Dubois, participent chacun d'un couple professionnel monogénéré, qu'ils forment respectivement avec Gilbert Rouget et Maguy Andral. À l'enseigne de ce Janus dédoublé, il faudrait cependant, pour gagner en pertinence, accoler un quatuor de qualificatifs car ce qui caractérise, à bien y regarder, la décennie 50 c'est d'avoir été simultanément meurtrière et fondatrice, consolidatrice et européenne.

Meurtrière en premier ressort, car elle compte au moins deux morts d'illustres survenues respectivement en 1958 et 1959, celle de Constantin Brăiloiu, fondateur des Archives internationales de musique populaire (AIMP), et celle de Patrice Coirault, connaisseur hors pair de la chanson populaire d'expression française. Il ne serait cependant pas illégitime de les rapprocher des disparitions à peine antérieures (1956 et 1957) de Paul Delarue et d'Arnold Van Gennep. En effet, le premier, auteur du *Catalogue du conte populaire français*, s'était d'abord illustré comme l'éditeur des collectes de chansons nivernaises réalisées par Achille Millien et le second, auteur du *Manuel de folklore français*, a consacré à la chanson traditionnelle pas moins de vingt-sept des *Chroniques de folklore* qu'il a publiées dans *Le Mercure de France* (Privat 2001 : 389-560).

Avant de quitter la scène, bien prématurément pour deux d'entre eux<sup>1</sup>, ces immenses savants auront vu émerger et s'imposer assez vite la dénomination encore aujourd'hui en usage de la discipline : suggéré en 1953 par le Néerlandais Jaap Kunst, spécialiste des musiques populaires de son pays et surtout de l'Indonésie, le terme d'« ethnomusicologie » suplante en effet assez

rapidement les formules précédemment en usage qui accolaient au qualificatif « musical » les substantifs de folklore, d'ethnographie ou d'ethnologie, à fortiori celle de « musicologie comparée ». C'est en cela que la décennie peut être qualifiée de fondatrice. Mais elle est aussi confirmatrice, puisqu'elle affermit les orientations prises par ses pionniers français au cours des vingt années qui constituent la proto-histoire de la nouvelle discipline, qu'il s'agisse du primat organologique des observations, de la méthodologie de l'enquête sur le terrain, qui se perfectionne plus qu'elle ne se renouvelle, de l'outillage de l'enquêteur, toujours à l'avant-garde des technologies de l'enregistrement sonore, ou encore, dans un registre en apparence plus anecdotique, du partage et du contrôle du territoire par celles et ceux qui ont pris leurs quartiers dans les deux ailes opposées, et déjà antagonistes, du palais de Chaillot.

Enfin et peut-être surtout, la décennie peut être qualifiée d'europpéenne, dans une configuration géopolitique germano-latine identique à celle qui voit, au même moment, s'ébaucher une construction communautaire dont l'ambition s'affiche alors dans la seule sphère économique. Il s'agit d'un moment saisissant de précocité – mais aussi de brièveté –, qui diverge résolument des voies ordinaires de la coopération intellectuelle internationale, rouvertes quelques années plus tôt par l'Unesco et ses satellites. Il nous amènera à braquer le projecteur sur un autre monument que le palais de Chaillot, le château de Wégimont, près de Liège, sur la personnalité atypique de Paul Collaer et sur un événement récurrent, les colloques biennaux (1954-1960) d'ethnomusicologie que celui-ci a organisés entre les murs de celui-là.

S'inscrivant dans le sillage de l'épistémologie historique de l'ethnomusicologie tracé par les travaux pionniers de Brice Gérard (2014), la présente étude participe aussi d'une recherche en histoire des pratiques culturelles, centrée sur les croisements, les chevauchements et les évitements, particulièrement observables du Front populaire aux « années 1968 », entre les réseaux de l'éducation populaire et celui des musées dits aujourd'hui « de société » mais naguère dénommés « de folklore ». Les sources auxquelles elle s'abreuve sont principalement archivistiques, et consistent aussi bien en archives publiques, pour l'essentiel celles de l'ancien Musée des arts et traditions populaires<sup>2</sup>, qu'en fonds privés, à savoir ceux qui rassemblent les archives scientifiques d'André Schaeffner<sup>3</sup>, de Constantin Brăiloiu<sup>4</sup> et de Paul Collaer<sup>5</sup>. Pourvu de ce viatique, le propos s'ordonnera en deux séquences : la première, assez brève, esquissera l'état des lieux de l'ethnomusicologie en France durant la période considérée, avec ses divisions à tous les sens du

terme ; la seconde, plus développée, s'axera sur les colloques de Wégimont et tentera de dégager quelques lignes de force du lourd bagage factuel dont la méconnaissance qui les environne oblige à s'encombrer.

Un dernier avertissement ne paraît pas superflu avant d'entrer dans le vif du sujet : il revient à souligner la nécessité de garder toujours à l'esprit qu'on a affaire alors en France à un groupuscule, au surplus peu soudé, d'à peine cinq ou six personnes au début de la décennie, de guère plus de dix quand elle s'achève. Au crédit de ces acteurs-actrices, peu de publications, exclusivement des articles : le grand livre de Schaeffner est derrière lui<sup>6</sup>, Marcel-Dubois n'en publiera jamais<sup>7</sup>. Tous sont des musiciens de formation, qu'on peut dire usinés par le Conservatoire de Paris (Campos 2016) ou la Schola Cantorum<sup>8</sup>, ouverts à la modernité voire aux esthétiques d'avant-garde, du néo-classicisme d'un Stravinsky ou d'un Poulenc au post-sérialisme de Pierre Boulez, mais pas pour autant enclins à rompre avec les canons académiques de la musique dite savante. Bien plus qu'à une communauté anthropologique embryonnaire, ils sont fondamentalement intégrés aux cercles musicaux parisiens dont ils maîtrisent depuis l'adolescence les usages – les rituels ? – de sociabilité.

### **Permanences, convergences, divergences...**

On le sait, depuis leur création en 1937 à partir du démembrement du musée d'ethnographie du Trocadéro (MET) ordonnancé par le Muséum national d'histoire naturelle et l'administration des Beaux-Arts, le musée de l'Homme (MH) et le Musée (initialement « département ») des arts et traditions populaires (MNATP) campent de part et d'autre du parvis. Ni l'architecture du nouveau palais de Chaillot, d'une monumentalité écrasante, ni le dispositif spatial, qui encapsule le premier établissement dans l'aile occidentale et le second dans l'aile orientale, ne portent à la rencontre ni à fortiori à l'échange : nonobstant l'élévation somme toute modeste des bâtiments, les équipes sont comme recluses dans deux tours à la Tolkien – ou à la Perrault (Dominique, s'entend) –, ou au moins dans deux forts qui se font face sur les flancs de la colline de l'Ouest parisien. Et c'est dans ce décor d'une implacable symétrie que s'accolent, en mode hiérarchique et monogénéré, André Schaeffner et Gilbert Rouget, d'un côté, Claudie Marcel-Dubois et Marie-Marguerite Pichonnet dite Maguy Andral, de l'autre. Dans les deux cas, on relève une sensible différence d'âge entre le maître ou la maîtresse et leur disciple, quoiqu'elle soit beaucoup plus importante pour le tandem

masculin (vingt-et-un ans) que pour la paire féminine (neuf ans). Cette configuration peut aussi sembler reproduire celle qui avait associé Schaeffner et Marcel-Dubois de 1934 à 1939, de façon d'ailleurs discontinuë, quand la seconde suppléait le premier au « service d'ethnographie musicale » du MET puis au MH, ou du moins en dériver. En fait, tout dénote au contraire la volonté, de part et d'autre, de se démarquer d'une expérience dont le terme n'a pas plus été officialisé que ses résultats n'ont été évalués : autrement dit, le premier essai a été si peu concluant que les deux protagonistes s'emploient à l'ensevelir sous le silence. De ces cinq années où Marcel-Dubois a été, au Trocadéro, *volens nolens*, la subordonnée de Schaeffner, elle n'a voulu retenir que ce qu'elle a appris au contact de... Curt Sachs, accueilli au Musée d'ethnographie durant l'étape parisienne de son exil (Marcel-Dubois 1960). Schaeffner, à dire vrai, n'a pas été en reste d'ingratitude, comme en témoigne cet échange lapidaire avec Charles Duvelle, enregistré en 1980, quelques mois avant sa mort : « Vous êtes resté seul pendant longtemps ? » « Pendant très longtemps<sup>2</sup>. » « Des années ? » « Des années » (Duvelle 1982 : 373). Au contraire, la durée des nouvelles alliances contractées par l'un avec Rouget et par l'autre avec Andral suggère qu'elles ont au minimum été bien vécues ; on en veut pour preuve que, dans les deux cas, la succession est revenue sans coup férir aux coadjuteurs.

Et si on revient à la racine, leurs recrutements, en 1941 pour Rouget et à la toute fin de 1945 pour Andral, n'avaient entraîné aucune modification dans l'organisation des deux « musées-laboratoires », où la place, modeste, de l'ethnographie musicale avait été arrêtée en 1933<sup>10</sup> au MET et dix ans plus tard, entre le Débarquement de Normandie et la Libération de Paris, au MNATP. Durant les années 1950, les effectifs, ainsi dédoublés, sont restés stables, à cet étiage de la paire, compte non tenu de quelques renforts aussi temporaires qu'irréguliers et de la contribution de Brăiloiu, plus constante, plus consistante mais sans doute davantage dans le registre du conseil que dans celui de l'action<sup>11</sup>. Les moyens techniques ont été plus libéralement accordés : dans les deux maisons, le parc d'appareils d'enregistrement et de traitement du son a été augmenté, maintenu et renouvelé, permettant aux enquêteurs et enquêtrices de profiter sans retard des perfectionnements apportés par les ingénieurs et les fabricants, dès le passage des prototypes aux productions en série. Avec le soutien financier du CNRS au MNATP, du Muséum et sans doute de l'ORSTOM au MH, cela suffisait pour monter des missions sur le terrain et en « élaborer<sup>12</sup> » les résultats.

Dans la décennie considérée, celles conduites en France métropolitaine par Marcel-Dubois, toujours flanquée d'Andral, se caractérisent par un tropisme d'altitude. Sans doute les « sommets »

du Massif armoricain, plus d'une fois arpenté, sont-ils des plus modestes mais c'est bien la France enclavée de moyenne montagne, réputée conservatoire d'archaïsmes, qui est alors méthodiquement ciblée : successivement la Haute-Provence varoise (Barjols, 1954), les vallées pyrénéennes (Bigorre, Ossau, Béarn, Pays basque, 1956 et 1958), les Vosges (1957) ou encore le Massif central, du piémont bourbonnais aux plateaux corréziens via les monts Dore d'Auvergne (1959). Il s'agit cependant plus de circuits que de séjours et leur durée n'excède pas la quinzaine de jours.

Même si les contraintes logistiques y contribuent, les plus rares missions du MH durent bien davantage, de quatre à sept mois, ce qui permet, le plus souvent, de mener une ethnographie d'immersion. Elles se déroulent toutes en Afrique subsaharienne, encore pièce maîtresse de l'empire colonial français, et on peut aussi relever que le chef de service n'enquête jamais en compagnie de son adjoint. Sans qu'on sache si c'est intentionnel ou si les circonstances l'ont imposé, Schaeffner a donc laissé Rouget faire en solitaire sa première expérience du terrain, intervenue en 1946 dans le cadre de la mission Ogooué-Congo (Gérard 2012). Lui-même enquête avec son épouse, Denise Paulme, en Guinée (1954) puis en Côte-d'Ivoire (1958) ; cette même année, Rouget, qui avait entretemps (1952) sillonné les pays du golfe de Guinée, découvre le Bénin, encore appelé Dahomey.

Si les dissemblances dans l'usage du terrain par les deux tandems sautent aux yeux, elles ne doivent pas masquer de réelles convergences, qu'il s'agisse des thématiques où l'organologie fait l'objet d'un égal traitement de faveur, ou de la méthodologie, fixée sinon figée dès le début des années 1930 avec la mission Dakar-Djibouti, tant pour ce qui concerne le protocole graphique entourant les prises de son, jusqu'au choix de la papeterie réservée à la prise de notes (Gérard 2009 : § 9 et ill.), que pour ce qui regarde le référencement des données recueillies : le régime de la collection naturaliste, qui s'impose au Muséum donc au MH, et les règles de l'inscription à l'inventaire en usage dans les musées « beaux-arts », que le MNATP a d'emblée adoptées, obéissent substantiellement aux mêmes logiques. Les deux établissements se retrouvent encore davantage sur la finalité pratique des enquêtes ou, si l'on préfère, le retour immédiat sur investissement, c'est-à-dire l'enrichissement des phonothèques mais aussi des collections d'objets « 3D ».

C'est à l'étape suivante, celle de la diffusion et de la valorisation des enregistrements, qu'ils divergent. Le MH se lance précocement dans l'édition discographique, probablement sous l'impulsion et la supervision de Brăiloiu, qui réplique à Paris ce qu'il a si bien mis en œuvre à Genève,

comme directeur des AIMP. Sans doute le MNATP tente-t-il d'adopter la même démarche mais la production ne suit pas puisqu'il peine à éditer et à commercialiser moins d'une demi-douzaine de disques. A sans doute joué l'inexpertise, sur le terrain du droit de la propriété intellectuelle attaché aux enregistrements sonores, de la Réunion des musées nationaux, qui détient le monopole de la commercialisation de fac-similés de leurs collections. Mais on peut aussi penser que la communauté de valeurs professionnelles qui fédère alors le corps des conservateurs de musée a agi plutôt comme un frein que comme un stimulant, tant elle incline peu au partage avec le grand public : Marcel-Dubois et Andral doivent d'autant plus se conformer aux usages du milieu dans lequel elles évoluent quotidiennement que, chercheuses contractuelles au CNRS, elles n'appartiennent pas à ce corps de fonctionnaires. Elles mettent, il est vrai, à cette assimilation des manières de voir et de faire un zèle qui leur vaudra bientôt la réputation, loin d'être infondée, de garder farouchement un trésor muséal qu'elles ne cessent d'augmenter à proportion qu'elles en renforcent l'inaccessibilité.

Sans doute n'est-il pas besoin de détailler encore le tableau : la clôture du champ de l'ethnomusicologie à la française n'est que trop visible, comme sa division en deux parcelles et la déclinaison à son échelle du « grand partage » entre folkloristes et anthropologues, le proche étant la chasse gardée des dames, le lointain le terrain d'aventure des messieurs. Il reste cependant à souligner que ceux-ci et celles-là avancent et récoltent presque sans comparses et en tout cas sans grands vassaux : dans les sphères académique et muséographique, la paire ATP et le binôme MH règnent sans partage, sur un quasi-désert qu'ils n'ont pourtant pas créé ni sans doute cherché à établir mais dont ils se sont accommodés. Avant même le départ à la retraite, en 1953, de Roger Dévigne, son premier directeur, le foyer de concurrence qu'aurait pu être la Phonothèque nationale s'est éteint de lui-même ou du moins une épaisse couche de cendres recouvre-t-elle un tapis bien tassé de braises. Sans doute repère-t-on aussi quelques électrons libres, reliés au CNRS ou à l'ORSTOM tels Suzy Vianès ou Herbert Pepper, mais à ce point rivés à leurs terrains (la Guyane pour elle, le Moyen-Congo et le Gabon pour lui), qu'ils en paraissent transparents à Paris.

Deux figures, toutefois, sont quand même parvenues à tracer leur sillon.

La première s'appelle Yvette Grimaud. Son parcours comporte plus d'un trait commun avec ceux des membres du quatuor de Chaillot (Marcel-Dubois, Pichonnet-Andral, Rouget, Schaeffner) : elle est comme eux une musicienne de formation classique, et au plus haut niveau<sup>13</sup>. Pianiste-concertiste, si engagée au service de la musique de son temps que Pierre Boulez<sup>14</sup> lui a

confié la création de ses deux sonates, compositrice, elle enseigne son instrument à la Schola Cantorum où elle compte d'ailleurs Rouget, pourtant son aîné, parmi ses élèves. Ses missions d'ethnographie musicale la mènent d'abord en Kabylie puis, dans les années 1960, en Géorgie soviétique. Est-ce dû à son trop-plein de talents et de centres d'intérêt, le fait est qu'elle n'a pas réellement percé dans le cercle des ethnomusicologues, alors même, on le verra, qu'elle participe à l'aventure de Wégimont.

Les choses prennent meilleure tournure pour la seconde figure d'exception, qui amorce tardivement, au mitan des années 1950, une carrière de chercheur statutaire, laquelle vient consolider un parcours d'enquêteur autodidacte et bénévole débuté en 1941 (Gasnault 2015 : 540-541). Il s'agit de Jean-Michel Guilcher dont on observe qu'en élisant la danse populaire comme domaine constant et presque exclusif de ses investigations, il a, sans la moindre conscience de sa portée stratégique, fait un choix qui à la fois le protège et l'isole. Musiciens et non danseurs, hormis, peut-être dans le cadre de la sociabilité bourgeoise du salon ou d'une improbable virée canaille au dancing, Schaeffner, Marcel-Dubois et Andral risquaient peu de lui porter la contradiction, faute du minimum de maîtrise technique requis : de rares observations<sup>15</sup> et des publications encore plus sporadiques<sup>16</sup> attestent la conscience de cette incompétence mais expriment aussi en creux un certain désintérêt, la danse populaire ne leur apparaissant manifestement pas comme un thème de recherche digne de considération ; quant à Rouget, il en est encore, à l'époque, à un stade embryonnaire de la réflexion sur les processus qui conduisent de la musique à la transe mais où, de toutes façons, la danse n'intervient que comme une étape. Cette indifférence laisse donc le champ libre à Guilcher. Du reste, ce furent plutôt, de façon bien peu prévisible, les réseaux de l'éducation populaire qui avaient amené son agrégation très progressive aux cadres de la recherche scientifique publique puis son rattachement au MNATP qu'il ne sollicitait pas mais que Georges Henri Rivière lui a imposé, non moins qu'au CNRS. En particulier, l'intercession de Paul Delarue a joué un rôle décisif. Or l'homme du *Catalogue du conte populaire* est aussi le président de la commission Folklore de la Ligue de l'enseignement et il connaît Guilcher en tant qu'éditeur de livres pour la jeunesse, ce qui est son métier depuis 1942, aux côtés de Paul Faucher, « le Père Castor ». Courant 1954, Delarue recommande Guilcher à la bienveillance de Rivière. Celui-ci fait campagne, avec succès, pour son recrutement comme attaché de recherche au CNRS mais il échoue à convaincre Schaeffner de diriger sa thèse<sup>17</sup>. Si de réels scrupules ont sans doute dicté cette dérobade, l'esquive préfigure l'accueil globalement peu chaleureux qui sera réservé à Guilcher sur la colline de Chaillot

de la part des ethnomusicologues, quand il devient officiellement leur collègue, en 1962. Ont sans doute joué en sa défaveur ses amitiés « suspectes » pour Van Gennep et Coirault avec qui Marcel-Dubois était notoirement en mauvais termes. Au-delà des considérations personnelles, il est probable que pour elle comme pour Andral et leurs collègues du MH, aucune percée épistémologique ne pouvait être attendue d'une recherche sur les danses folkloriques, réduites sans appel, pensait-on, au rang d'attraction touristique, ou vouées, ce qui était à peine mieux, aux activités pédagogiques d'éveil. Quoi qu'il en soit, arrivé trop tard dans un concert ethnomusicologique déjà constitué, même si en toute petite formation, et peu enclin à élargir ses centres d'intérêt, Guilcher est par conséquent absent de l'aventure européenne qui contribue, à partir du milieu des années 1950, à la promotion de la discipline émergente, nonobstant la complicité intellectuelle établie avec celui qui en a été l'un des principaux promoteurs, Constantin Brăiloiu<sup>18</sup>.

## Faire club

Les initiatives pour coordonner à l'échelle internationale ou au moins du sous-continent européen la recherche et la documentation sur les pratiques musicales populaires avaient pris une certaine consistance durant l'entre-deux-guerres, l'événement déclencheur paraissant bien avoir été le Congrès international des arts populaires réuni à Prague en 1928 (Ducci 2015) où la création d'une « Société internationale de la musique populaire » avait été résolue. Dans ce contexte, l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), satellite de la Société des Nations, fut chargé de faire le point sur les collectes déjà réalisées, en lien avec les institutions patrimoniales (archives, bibliothèques, musées) qui les conservaient. Il parvint en 1934 à rassembler dans un recueil intitulé *Musique et chanson populaires* les rapports suscités par le questionnaire (IICI 1934 : 25-26) qu'il avait soumis aux spécialistes de dix-huit pays, tous européens à deux exceptions près<sup>19</sup>. S'agissant de la France, c'est Julien Tiersot qui avait été sollicité. Né en 1857, ancien responsable de la bibliothèque du Conservatoire, il faisait figure de pionnier de l'ethnographie musicale, avec des enquêtes dans les Alpes françaises ainsi qu'en Amérique du Nord. Mais ses vues sur le chant traditionnel paraissaient bien dépassées depuis la publication des cinq *Exposés* de Patrice Coirault<sup>20</sup>. Sa contribution, qualifiée de « lamentable » par Van Gennep (Privat 2001 : 486), suscita de la part de Claudie Marcel-Dubois, dans une recension du volume qui était sa toute première publication, le reproche d'avoir « mis la France dans une position d'infériorité regrettable vis-à-vis des autres pays » au sein d'une publication « destinée à établir officiellement l'état de la science du folklore



musical en France » (Marcel-Dubois 1935 : 168). Mis à part J. Kunst et le Hongrois Laszlo Lajtha, préfacier du recueil, le sommaire n'alignait pourtant guère de cadors du folklore musical. Mais Marcel-Dubois craignait probablement le regard condescendant que pourrait jeter la contributrice britannique, Maud Karpeles, disciple de Cecil Sharp, amie du compositeur Ralph Vaughan Williams et présidente de la très active et très reconnue English Folk Song and Dance Society, dont le siège londonien, à Regent's Park, était d'une autre prestance que les salles poussiéreuses du MET. De fait, l'autorité de cette femme alors âgée d'une cinquantaine d'années n'était pas près de décliner ; après 1945, elle ressort au contraire augmentée par l'autorité morale que la victoire sur les forces de l'Axe confère au Royaume-Uni, y compris dans le champ culturel. La preuve en est promptement administrée : alors que l'Unesco fait ses premiers pas sur les décombres de l'Institut de coopération intellectuelle, Karpeles et Vaughan Williams, compositeur quasi officiel de l'empire britannique, sont les organisateurs, en septembre 1947, d'une Conférence internationale du chant et de la danse populaire où sont décidées la création de l'International Folk Music Council (IFMC) et son implantation à Londres<sup>21</sup>.

Par pragmatisme ou par conviction, peut-être aussi par solidarité féminine sinon féministe, Marcel-Dubois, qui est anglophone et qui a peut-être rencontré Karpeles avant la guerre lors de ses séjours d'étude en Grande-Bretagne, fait en tout cas allégeance à cette femme d'influence : en témoignent son assiduité aux congrès annuels de l'IFMC et sa désignation au bureau exécutif de l'organisation, où elle siège jusqu'en 1987, alors que sa santé est déjà très altérée<sup>22</sup>. En revanche, ni Schaeffner ni Rouget ne sont venus à Londres à l'automne 1947 ; par la suite, on ne les voit pas davantage aux réunions de l'IFMC. Quant à Brăiloiu, il ne cèle pas son hostilité pour cette organisation et son peu d'estime pour sa présidente d'honneur à vie, qu'il désigne dans sa correspondance sous le sobriquet de « Mistinguett Karpeles ». Par-delà le trait d'humour assez douteux où transparait la misogynie de l'aristocrate roumain, il faut voir la récusation, au nom d'une exigence intellectuelle de scientificité plus recevable, d'un mélange des genres qui, en tirant le folklore du registre d'un patrimoine à étudier et à transmettre vers celui du spectacle et du tourisme, l'a par trop dévoyé. Un diagnostic virant au réquisitoire et qui date de 1957 le formule sans détour :

Les « festivals » (de l'IFMC) sont, depuis l'origine, de véritables mascarades, bien faites pour égarer l'opinion du public et contribuer à la déchéance de la danse populaire. [...] La cause en est que les « festivals » sont organisés par la Société anglaise de danses populaires, au directeur de laquelle Miss Karpeles, *spiritus rector* de l'IFMC,

est apparentée<sup>23</sup>, et qui est, en réalité, une entreprise d'enseignement payant de fausses danses « populaires ». [...] Quant aux « congrès », ce sont des suites hâtives et désordonnées de communications, allant de l'excellent au pire, acceptées sans le moindre contrôle<sup>24</sup>.

Aussi n'est-il pas surprenant de voir ce procureur, qui fera encore grief à Maud Karpeles de maintenir l'IFMC « de propos délibéré dans l'ornière où il se traîne depuis sa fondation », prendre des initiatives pour desserrer cette emprise britannique par trop monopolistique et, à ses yeux, scientifiquement si peu fructueuse. Ainsi en 1949, réunit-il à Genève, avec le concours de Samuel Baud-Bovy, le co-directeur des AIMP, un groupe de musicologues qu'il invite à se pencher sur la question délicate de la notation de la musique populaire, c'est-à-dire de la transcription sur des portées à cinq lignes, adaptées pour l'écriture de la musique tonale tempérée, de musiques modales où l'intervalle entre deux notes peut se situer en-deçà comme au-delà du demi-ton. Un second rassemblement est organisé à Paris, en 1950, à la Maison de l'Unesco<sup>25</sup> où Brăiloiu et Baud-Bovy ont trouvé un allié dans la personne du journaliste de radio et folkloriste brésilien Luis Heitor Corrêa de Azevedo, qui suit depuis un an les questions musicales à la division des arts et lettres. Y sont conviés Laszlo Lajtha, qui avait dirigé la publication de l'IICI en 1934, et Jaap Kunst qui y avait puissamment contribué, mais aussi des universitaires, tels le Français Paul-Marie Masson et l'Allemand Walter Wiora, des compositeurs dont Arthur Honegger, Roland-Manuel<sup>26</sup> et Joseph Canteloube, l'auteur des *Chants d'Auvergne* toujours prisés des mélomanes et des cantatrices, qui, peu d'années auparavant, secondait le pianiste Alfred Cortot, « principal conseiller musical du gouvernement de Vichy » (Chimènes 2001 : 35). Ceux qui ont une expérience du terrain n'ont pas été oubliés puisque l'Italien Giorgio Nataletti ainsi que les Étatsuniens Charles Seeger, père du *folksinger* Pete Seeger, et Alan Lomax<sup>27</sup> participent aux travaux, aux côtés de Marcel-Dubois et de Schaeffner à qui il a été demandé de présider les séances. En dépit de son hétérogénéité, cette « commission internationale de musicologues » prouve cependant son efficacité puisqu'un communiqué de presse publié par l'Unesco le 18 décembre 1950 salue la mise au point par ses soins d'« une écriture musicale universelle<sup>28</sup> ». Si celle-ci ne semble pas s'être durablement imposée, l'épisode a permis de faire reconnaître par l'Unesco un interlocuteur collectif encore informel mais désormais en mesure de faire contrepoids à l'IFMC, jusqu'alors reconnu comme son interlocuteur exclusif, en sa qualité d'affilié au Conseil international de la musique<sup>29</sup>.

Dans les années qui suivent immédiatement, la flamme est entretenue par de nouvelles rencontres dont Corrêa de Azevedo se tient informé quand il n'y participe pas et dont surtout

l'enchaînement semble procéder d'un plan minutieusement arrêté pour traiter en priorité les questions de méthodologie. Elles rassemblent en effet des musicologues qui, pour la plupart, gèrent des phonothèques ou qui manifestent un intérêt pour cette branche de la bibliothéconomie. En juillet 1951, se tient, à Paris, le congrès constitutif de l'Association internationale des bibliothèques musicales (AIBM) ; moins d'un an plus tard, les directeurs des principales phonothèques françaises lancent un appel pour la création, au sein de l'AIBM, d'une Commission internationale des phonothèques. Appel entendu sans tarder puisque c'est chose faite au printemps 1953, de nouveau à Paris, et à la Maison de l'Unesco, peu après une conférence organisée à Fribourg-en-Brisgau par la section musicale du Deutsches Volkslieder Archiv, avec le concours des AIMP, et où il a beaucoup été question d'« organisation des archives » et de « classement des documents<sup>30</sup> ». Enfin, au tout début de l'été 1954, jumelé à un congrès international de musique méditerranéenne organisé par les autorités italiennes et siciliennes, se tient à Palerme un colloque (*convegno*) de « bibliothécaires musicaux » qui débattent à nouveau du partage des catalogues et de l'établissement d'un répertoire international des phonothèques et des discothèques.

D'une année et d'un lieu sur l'autre, ce sont souvent les mêmes personnes qui ont appris à se connaître à force de se retrouver : pour avoir puissamment contribué à la collecte et à l'organisation des données ethnomusicographiques, elles pressentent aussi que le moment est venu d'une évaluation collective des phénomènes et des pratiques que le terrain a permis d'examiner, afin de se hisser au niveau d'une première théorisation. Au sein de ce groupe encore informel, Brăiloiu et, dans une mesure à peine moindre, Schaeffner font figure de chefs de file, d'autant plus soudés que le premier a rejoint le second au musée de l'Homme<sup>31</sup> : appartenant à la même génération, ils ont entre dix et quinze ans de plus que ceux qui s'inscrivent dans leur sillage, tels Walter Wiora, Marius Schneider, Giorgio Nataletti ou Samuel Baud-Bovy. Ils sont en revanche un tout petit peu plus jeunes que celui qui va leur procurer le port d'attache que tous recherchent plus ou moins consciemment : Paul Collaer, indiscutablement la cheville ouvrière des colloques de Wégimont.

### **Les colloques de Wégimont ou l'Union latine de l'ethnomusicologie<sup>32</sup>**

Ce Belge, flamand parfait francophone, est né en 1891. Lié dès l'avant-guerre avec Schaeffner, il a reçu comme lui, également par tradition familiale, une formation d'ingénieur, physicien pour ce qui le concerne<sup>33</sup>, parallèlement à son instruction musicale. Musicographe plus que musicologue, organisateur de concerts où il programme les compositeurs de l'avant-garde d'alors (Hindemith,

Berg, Milhaud...), c'est aussi un homme de radio<sup>34</sup> comme Corrêa de Azevedo, auquel il s'était ouvert, en 1952, de son projet d'organiser une « nouvelle conférence en matière de folklore musical », qu'il envisageait alors de réunir à Amsterdam<sup>35</sup>. Depuis la fin de la guerre, il a élargi ses centres d'intérêt aux musiques anciennes et aux musiques populaires, belges et extra-européennes ; il s'est aussi initié à l'enquête de terrain, qu'il pratique en Flandre comme en Afrique noire. Introduit dans les élites politiques et académiques du Royaume, il connaît bien la musicologue Suzanne Clercx (1910-1985), spécialiste des compositeurs franco-flamands de l'*ars nova*, dont l'époux, Jean Lejeune, enseignant comme elle à l'université de Liège, est aussi un élu local très influent. On doit plus que probablement à son intercession la mise à disposition du château de Wégimont, propriété de la province de Liège.

L'appui du couple Lejeune, associé au pouvoir de persuasion de Paul Collaer, a en tout cas joué un rôle déterminant pour attirer Brăiloiu, Schaeffner et leurs épigones dans cette thébaïde. Les invitations officielles ont du reste été lancées par Suzanne Clercx qui professait l'ambition de mettre la recherche musicologique, dans sa diversité, au service de la revitalisation de la création musicale, comme le suggère son avant-propos aux actes publiés en 1957 :

La nécessité de renouvellement a poussé compositeurs et musiciens à la découverte des chants populaires. La fouille systématique des diverses régions d'Europe a fait surgir un matériel de musique authentiquement populaire d'une telle ampleur que les tentatives antérieures paraissent désuètes. L'ethno-musicologie<sup>36</sup> se doit donc de récolter cette abondante moisson, de la classer, de la comparer. C'est afin de décider surtout d'un plan d'action que les ethnomusicologues des « Colloques de Wégimont » ont proposé de se réunir périodiquement et de publier les résultats de leurs efforts<sup>37</sup> (Collaer 1957 : 16).

Clercx devait aussi veiller à ce que Wégimont accueille en alternance, sur un rythme biennal, des colloques plutôt centrés sur les musiques savantes du Moyen Âge et de la Renaissance. Moyennant quoi, elle n'a pas disputé à Paul Collaer le pilotage des rencontres ethnomusicologiques. Lui aussi s'est expliqué sur l'objectif poursuivi, et plus encore sur les voies et moyens de l'atteindre :

Étant donné l'impossibilité de travailler sérieusement dans des festivals tels que ceux organisés par l'International Folk Music Council, j'ai pensé, en accord avec Brăiloiu, à réunir pendant une semaine les meilleurs spécialistes. Il n'y aura pas de festival, pas de public. Il y aura une table, dans un vieux château à la campagne. Vous serez hébergé gracieusement pendant ces huit jours. L'objet principal de notre

colloque est de créer un groupement de spécialistes qui se rencontreront périodiquement, loin des milieux « amateurs », en vue d'étudier les problèmes de la jeune science qui nous intéresse<sup>38</sup>.

Ce programme, pour ne pas dire ce cahier des charges, a été scrupuleusement respecté lors de la session inaugurale qui s'est déroulée du 19 au 26 septembre 1954, avec pas plus de seize participants et seulement douze communications<sup>39</sup>, ce qui a ménagé de longues plages aux échanges informels. Le français a été manifestement la langue dominante d'un colloque réunissant des chercheurs venus d'un petit nombre de pays européens : Allemagne fédérale, Belgique, France, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Suède, le Royaume-Uni brillant par son absence<sup>40</sup>. On note que le secrétariat des séances a été confié à Yvette Grimaud, qualifiée de « compositeur » (Collaer 1957 : 9).

Considérés du point de vue matriciel appliqué aux « années 1950 » comme « sources de l'anthropologie française contemporaine », les exposés de Schaeffner et de Marcel-Dubois présentent de suggestives différences d'approche et d'appréhension de l'objet « musique » par la discipline en construction. L'homme du musée de l'Homme s'essaye à une clarification terminologique, présentée comme un préalable à la mise en lumière de l'enjeu épistémologique que doivent relever les chercheurs. Il s'agit de trancher l'alternative que son titre formule : « ethnologie musicale ou musicologie comparée ». Lui-même se positionne – ou se présente – comme le pionnier qui a, dès longtemps, tranché en faveur du premier terme ; il insiste aussi, avec raison, sur l'absence d'affinités « entre les préoccupations des musicologues [sous-entendu comparatistes] et celles des folkloristes » (Schaeffner 1957 : 26), ce qui ouvre un espace conceptuel propice au déploiement des ethnologues de la musique, même si l'espèce est encore largement virtuelle. La femme des ATP, pour sa part, entend montrer que les choses doivent primer sur les mots, dès lors que le terrain met en évidence la nécessité d'agrandir le cadre où s'inscrit en réalité le fait musical. Rendant compte de l'enquête qu'elle a menée l'hiver précédent à Barjols, dans le Haut-Var, durant la fête patronale de la Saint-Marcel, singularisée par de nombreuses exécutions de la danse dite « des tripettes », dans les rues mais aussi dans l'église paroissiale, elle renouvelle les jonctions qui formaient le pendant constructif – et programmatique – de la charge anti-Tiersot publiée en 1935, mentionnée ci-dessus : pour ne pas aggraver le « retard » pris selon elle par la recherche française, « le musicologue-ethnographe doit s'intéresser à toutes les formes de musique, et pas seulement à la chanson », qui n'est trop souvent que le « résidu du chansonnier

des villes », car elle ne donne qu'une « vue parcellaire des manifestations musicales du groupe » (Marcel-Dubois 1957 : 97).

Au terme de la semaine, les participants adoptent des « résolutions » qui commencent par décerner un satisfecit implicite aux organisateurs en pointant « un progrès considérable sur la forme usuelle des réunions internationales précédentes », grâce au « nombre restreint de participants et au temps accordé à chacun d'eux pour développer son sujet », comme à celui réservé « au débat » (Collaer 1957 : 12). Autrement dit, Wégimont constitue bien l'alternative recherchée aux congrès de l'IFMC et il faut donc reconduire voire pérenniser la formule, en créant un « cercle international d'études ethnomusicologiques » qui rassemblera des « spécialistes », pour, notamment, échanger des « informations bibliographiques et [des] enregistrements de musique populaire authentique » (*ibid.* : 12-13). Vœu prestement consolidé lors d'une réunion complémentaire, qualifiée « d'ordre administratif », qui se tient en janvier 1955 à Paris, sous la présidence de Collaer, tous les autres participants (Andral, Brăiloiu, Marcel-Dubois, Rouget, Schaeffner) étant attachés aux deux musées implantés sur la colline de Chaillot : dans une Europe déjà fracturée en deux blocs, l'ethnomusicologie se dote décidément d'un pilotage exclusivement francophone, même si la composition du « Collège des Fondateurs » fait droit à une plus grande diversité linguistique et intègre, outre un Roumain exilé, un chercheur vivant dans un pays situé de l'autre côté du rideau de fer<sup>41</sup>, l'un comme l'autre écrivain et parlant par ailleurs un impeccable français.

La réussite scientifique du premier colloque et la prompte structuration qui a suivi ont incontestablement créé une dynamique qui, un lustre durant, maintient le Cercle de Wégimont, présidé par S. Clercx et dirigé par P. Collaer, à son rythme de croisière. Le cadencement biennal des colloques, scrupuleusement respecté, permet aux participants d'échanger à intervalles réguliers, en 1956, 1958 et 1960, sur les hypothèses que leurs enquêtes respectives les amènent à formuler. Au plan de l'assiduité, la paire des ATP se montre particulièrement exemplaire, en ne manquant aucune édition. Mais au nombre de communications présentées, le tandem du musée de l'Homme affiche un score presque égal<sup>42</sup> et la correspondance conservée entre Schaeffner et Collaer témoigne d'une connivence où le genre entre probablement en ligne de compte et dont Marcel-Dubois, en toute hypothèse, ne peut se prévaloir. Parallèlement à cette émulation franco-française dont il vaut mieux retenir qu'elle a été féconde, on relève que chaque édition mobilise des intervenants provenant d'un nombre croissant de pays européens, ce qui n'empêche pas le français et, dans une bien moindre mesure, l'italien et l'allemand de demeurer les seules langues d'usage.

S'observe également une évolution singulière dans la répartition des communications entre les comptes rendus monographiques d'enquêtes de terrain, d'une part, les exposés méthodologiques ou les tentatives de synthèse intéressant l'ensemble d'une aire culturelle, d'autre part : ces derniers, au nombre de vingt-sept, l'emportent nettement sur les premiers, qui ne sont que seize. Mais après un démarrage retentissant (neuf contre deux en 1954), l'édition 1956 est marquée par un renversement de tendance (cinq contre six), qui se retourne à son tour, d'abord timidement (six contre quatre en 1958), puis avec une netteté sans appel (sept contre quatre en 1960). Parmi les grands sujets théoriques que Wégimont a permis de soumettre à la discussion, la question de la notation revient pour prouver que la déclaration parisienne de 1950 n'a pas clos le débat<sup>43</sup> mais on entend aussi Brăiloiu s'intéresser à « la rythmique enfantine » (Collaer 1957 : 64-96), Marcel-Dubois traiter – en 1956 – des « Musiques de rituel nuptial dans des sociétés villageoises en France contemporaine » ou encore Andral – en 1960 – des « Musiques à quêter » ; au colloque précédent, un débat avait porté sur la « stratigraphie musicale de l'Afrique » (Collaer 1964 : 13-19).

En réalité, sous les apparences d'un dispositif rodé, le cercle ne tourne rond que parce que ses membres orbitent autour d'un astre à l'attraction duquel tous se soumettent sans discussion. Or la veille du solstice d'hiver 1958, ce soleil, qui s'incarnait dans la personne de Constantin Brăiloiu, s'éteint brutalement. Et, d'abord insidieusement puis de façon visible, tout se dérègle. L'importance du délai entre la tenue d'une réunion scientifique et la parution de ses actes n'est pas nécessairement un indice probant, tant il est banal de voir s'écouler un intervalle de trois années ou plus. Mais dans le cas des colloques de Wégimont, on relève, assez tôt, d'autres anomalies : nombreuses sont les interventions non publiées, auxquelles sont substitués des textes de chercheurs qui n'avaient pas été conviés<sup>44</sup>, et ce sans explication non seulement officielle, ce qui n'aurait rien d'insolite, mais pas davantage privée : Collaer, qui s'exprime très librement dans sa correspondance avec d'autres membres du Cercle, à commencer par Schaeffner, ne s'étend jamais sur les motifs qui auraient pu conduire à écarter telle contribution, pas plus qu'il ne mentionne les raisons qui ont amené à solliciter in extremis un collègue situé à sa périphérie, parfois lointaine. On peut donc supposer que des décisions sans appel et prises apparemment avec un minimum de concertation, comme, dans un registre voisin, le changement d'éditeur<sup>45</sup>, ont sans doute porté atteinte à la cohésion du groupe. Dans ce contexte, un certain amateurisme n'a rien arrangé. C'est ainsi que les actes du troisième colloque, qui s'était tenu du 7 au 12 septembre 1958 et au cours duquel Brăiloiu a présenté sa dernière communication, n'ont jamais paru parce que le manuscrit en aurait été égaré par... la présidente Clercx<sup>46</sup> !

Encore cette étourderie ou cette négligence n'est-elle rien en comparaison de la désinvolture avec laquelle elle met, sans préavis, un terme à l'aventure. Le IV<sup>e</sup> colloque d'ethnomusicologie aurait dû avoir lieu en 1962 : S. Clercx décide d'abord de le reporter à l'année suivante puis, début septembre 1963, moins d'une semaine avant la séance d'ouverture, elle annule la manifestation, alors que plusieurs participants étrangers sont déjà arrivés en Belgique, ce qui contraint le malheureux Collaer, prévenu au dernier moment et par un tiers, à en héberger au moins deux chez lui le temps que s'organise leur rapatriement. Au-delà de l'anecdote, et sans prétendre, faute d'explication de l'intéressée, identifier les motifs, sans doute pluriels, d'un retrait si brutal, on ne peut que relayer celle que Collaer a fournie cinq ans plus tard à Schaeffner, dans une lettre où il la décrit comme une personne trop exclusivement « préoccupée par la vie liégeoise et wallonne<sup>47</sup> ». Toutefois, dans une lettre au même correspondant, plus proche de l'événement, il la dépeignait comme « débordée » par l'organisation du festival de musique de Liège dont elle « port[ait] la responsabilité », ce qui autorise à faire l'hypothèse qu'autant voire davantage que le surmenage, le coût de cette manifestation pour les finances provinciales avait pu la contraindre à arbitrer en sa faveur et au détriment des colloques<sup>48</sup>. S'accorder, pour fournir le gîte et le couvert à la petite troupe des spécialistes, avec une autre collectivité publique, en Belgique ou dans un autre pays européen où avait recruté le Cercle, quitte à le rebaptiser, n'aurait sûrement pas été une entreprise hors de portée. Mais à condition de la placer sous le pilotage d'un entrepreneur unanimement plébiscité, ce que n'est pas, loin s'en faut, Paul Collaer, organisateur dévoué mais chercheur médiocrement considéré par ses pairs, si l'on en juge par les confidences que certains ont fini par lâcher<sup>49</sup>. Pour autant, aucun d'eux ne s'est manifesté pour prendre la relève, y compris Schaeffner, certes pas faute de capital scientifique ou moral mais déjà âgé, et se jugeant sans doute trop proche de la retraite pour souhaiter endosser une nouvelle charge. Quant à Claudie Marcel-Dubois, son émule parisienne, fausse disciple s'il en fut, elle préfère investir dans le Comité international des musées et collections d'instruments de musique (CIMCIM), formation spécialisée de l'ICOM qu'elle a portée sur les fonts baptismaux en juin 1960, lors d'une session accueillie par Georges Henri Rivière aux ATP, et au bureau duquel elle se fait élire aussi prestement qu'aisément.

## Épilogue

Ce n'est pas le seul indice de la consolidation de la stature internationale acquise par l'ethnomusicologue française, alors en pleine force de l'âge. Quelques semaines après la session fondatrice du



CIMCIM, Marcel-Dubois se rend en effet à Québec pour recevoir le doctorat honoris causa que lui a décerné l'université Laval, sur la très probable recommandation de la fine fleur des folkloristes canadiens, Marius Barbeau, Luc Lacourcière, Carmen Roy et leur cadet Carol Laforte, qui a déjà publié la première version de son *Catalogue de la chanson folklorique française*<sup>50</sup>. Écho français de cette reconnaissance académique ou hasard du calendrier, un semestre est à peine passé qu'elle est chargée par Claude Lévi-Strauss d'une conférence complémentaire à son séminaire de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études<sup>51</sup>, en même temps que l'université de Paris lui confie un cours pour le certificat d'ethnologie de la licence de lettres. Son capital symbolique, à priori plus modeste que celui de Schaeffner, lui procure donc une prise de bénéfice supérieure à ce qu'elle pouvait escompter, n'était sa jeunesse relative autorisant des perspectives de développement de carrière désormais hors de portée pour son aîné<sup>52</sup>.

L'émulation avec l'équipe ethnomusicologique du MH tourne donc, au moins pour le moment, à l'avantage des ATP, ce qui, avec le recul, peut apparaître déroutant, sans pour autant se dérober à une explication rationnelle. Plutôt que d'invoquer le tropisme conquérant, propre à toute génération montante, auquel un Rouget n'est pas moins enclin que Marcel-Dubois et Andral<sup>53</sup>, il faut reconnaître à celles-ci une aptitude pas si commune à renouveler les problématiques disciplinaires, en traçant loin des présupposés de leurs prédécesseurs et en dépit du handicap que leur infligent des terrains dépourvus des attraits de l'exotisme.

Schaeffner comme Collaer, si marqués qu'ils aient été par leurs expériences ethnographiques, sont restés fondamentalement guidés par des préoccupations d'esthétique musicale qui les conduisent à s'engager en priorité pour la création contemporaine, y compris dans ses réalisations alors les plus expérimentales<sup>54</sup>. Denise Paulme, l'épouse de Schaeffner, le reconnaît volontiers, au moins pour son mari, dont elle esquisse ainsi le portrait dans la courte notice qu'elle a donnée en avant-propos au recueil de sa correspondance avec Boulez : « musicien par formation, esthéticien par ses goûts, ethnologue par option professionnelle » (Pereira de Tugny 1998 : 13), quand bien même cette option est déterminante pour se distinguer « de tous ces bureaucrates de la musicologie, qui n'ont rien vu, rien entendu » et autres « gens qui ne sortent jamais de leur cabinet »<sup>55</sup>. Sans que leur sincérité puisse être mise en doute, la hiérarchie de leurs préoccupations les conduit à ne pas remettre en cause des catégories plus morales que scientifiques comme celle de « l'authenticité » des musiques étudiées, laquelle influe sur l'observation des pratiques en l'adossant à la conviction qu'il ne saurait y avoir de beauté trompeuse ni durable. Ce critère

– impératif – d’authenticité semble pour eux indissociable de la notion de perte et il renvoie au tropisme muséal et archéologique qui a été le ressort du projet scientifique du MH comme du Musée royal de l’Afrique centrale : outre qu’il l’inscrit dans une logique binaire opposant l’œuvre sacralisée, fruit incontestable et spontané du génie humain, à la copie déloyale du faussaire, qui abuse de la crédulité de l’admirateur, il postule, en raison de leur fragilité, l’extinction imminente des sociétés et des pratiques « authentiques » qui leur sont liées. Schaeffner, en particulier, est convaincu, comme au reste son cadet Guilcher, que « la musique populaire est en passe de devenir une langue morte. Autant dire que l’ethnomusicologie va devenir de l’archéologie musicale<sup>56</sup> ».

Or Marcel-Dubois, même si elle traque non moins volontiers les « archaïsmes », n’adhère pas à ce postulat de l’inéluctable disparition et s’enferme moins encore dans la posture qui en dérive. Elle a aussi pris ses distances, presque d’emblée, avec le souci du vrai qui se confondrait avec le beau. Dans son travail d’enquête tel que ses écrits et les enregistrements de terrain le donnent à connaître, l’observation qui embrasse des productions sonores de toutes origines, humaines ou animales, vocales comme instrumentales, tant naturelles que mécaniques, ne semble jamais être pour elle une expérience sensible. Du moins ne livre-t-elle aucune confiance sur l’émotion qu’elle a pu éprouver à l’écoute d’un chant ou d’un sonneur, alors qu’elle déploie toutes les ressources de son éloquence pour convaincre ses tutelles d’acquiescer de nouveaux appareils permettant de symboliser graphiquement les différents phénomènes acoustiques composant, ici et maintenant plutôt qu’hier, un paysage sonore. Avec son référentiel bien plus technologique qu’archéologique, il est clair qu’épistémologiquement, au terme de cette décennie 1950, c’est elle qui finit par incarner la modernité. Il n’est donc pas étonnant qu’elle sauve sa mise ou, si l’on préfère, qu’elle remporte une manche, sinon la partie toute entière !

## BIBLIOGRAPHIE

Bragard Anne-Marie, 1988. « Suzanne Clercx-Lejeune (1910-1985) », *Revue belge de musicologie*, vol. 42, p. 6-8.

Campos Rémy, 2016. *Le Conservatoire de Paris et son histoire. Une institution en question*, Paris, L’œil d’or.

Chimènes Myriam, 2001. « Alfred Cortot et la politique musicale du gouvernement de Vichy », in Myriam Chimènes (dir.), *La vie musicale sous Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Histoire du temps présent », p. 35-52.

- Collaer Paul, 1957. *Les Colloques de Wégimont, cercle international d'études ethno-musicologiques... (1<sup>er</sup> Colloque tenu à Wégimont, du 19 au 26 septembre 1954)*, Paris ; Bruxelles, Elsevier.
- Collaer Paul, 1964. « Débat sur la stratigraphie musicale et la cartographie en Afrique », in *Les Colloques de Wégimont, IV – 1958-1960, Ethnomusicologie III*, Paris, Les Belles Lettres, p. 13-19.
- Ducci Annamaria, 2015. « Le musée d'art populaire contre le folklore. L'Institut international de coopération intellectuelle à l'époque du Congrès de Prague », *Revue germanique internationale*, 21, p. 133-148.
- Duvelle Charles, 1982. « Rencontre avec André Schaeffner », *Revue de musicologie*, t. 68, n° 1/2, p. 366-380.
- Gasnault François, 2015. « Les mentors et les pairs : une formation buissonnière », *Ethnologie française*, 2015/3, dossier « Jean-Michel Guilcher 100 ans. Un parcours, une œuvre », p. 538-543.
- Gérard Brice, 2009. « De l'ethnographie à l'ethnologie, les notes de terrain d'André Schaeffner au début des années 1930 », *L'Homme*, 191, p. 139-173.
- Gérard Brice, 2012. « Gilbert Rouget et la mission Ogooué-Congo (1946). Institution et épistémologie dans l'histoire de l'ethnomusicologie en France », *Gradhiva*, 16, p. 192-215.
- Gérard Brice, 2014. *Histoire de l'ethnomusicologie en France (1929-1961)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines ».
- Institut international de coopération intellectuelle (éd.), 1934. *Musique et chansons populaires*, Paris, Stock, coll. « Dossiers de la coopération intellectuelle ».
- Le Gonidec Marie-Barbara (éd.), 2009. *Les archives de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne de 1939*, Paris, CTHS-Dastum.
- Marcel-Dubois Claudie, 1935. « La tâche du folklore musical de France », *Revue de folklore français et de folklore colonial*, VI-3, mai-juin, p. 163-171.
- Marcel-Dubois Claudie, 1957. « Extensions du domaine d'observations directes en ethnographie musicale française », in *Les Colloques de Wégimont, cercle international d'études ethno-musicologiques... (1<sup>er</sup> Colloque tenu à Wégimont, du 19 au 26 septembre 1954)*, Paris ; Bruxelles, Elsevier, p. 97-119.
- Marcel-Dubois Claudie, 1960. « Curt Sachs », *Journal of the International Folk Music Council*, vol. 12, p. 88-89.

Pereira de Tugny Rosângela (éd.), 1998. *Pierre Boulez, André Schaeffner, Correspondance (1954-1970)*, Paris, Fayard.

Privat Jean-Marie (éd.), 2001. *Chroniques de folklore d'Arnold Van Gennep, recueil de textes parus dans le Mercure de France 1905-1949*, Paris, Éditions du CTHS, p. 389-560.

Roueff Olivier, 2006. « L'ethnologie musicale selon André Schaeffner, entre musée et performance », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 14, p. 71-100.

Schaeffner, André, 1957. « Ethnologie musicale ou musicologie comparée ? » in *Les Colloques de Wégimont, cercle international d'études ethno-musicologiques... (1<sup>er</sup> Colloque tenu à Wégimont, du 19 au 26 septembre 1954)*, Paris ; Bruxelles, Elsevier, p. 18-32.

## NOTES

1.▲ Bräilouï disparaît à l'âge de 65 ans, Delarue dans sa 67<sup>e</sup> année.

2.▲ Aujourd'hui principalement conservées aux Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine).

3.▲ Partagé, pour ce qui regarde les documents textuels, entre deux centres de ressources parisiens, la bibliothèque du Muséum national d'histoire naturelle et la Bibliothèque La Grange Fleuret.

4.▲ Également partagé entre, de nouveau, la bibliothèque du Muséum national d'histoire naturelle et les Archives de la ville de Genève (Suisse), destinataires d'un versement du musée d'ethnographie de cette ville par les soins de Laurent Aubert, alors directeur des AIMP.

5.▲ Confié par l'intéressé au Musée royal de l'Afrique centrale (Tervuren, Belgique) où il avait achevé sa carrière.

6.▲ Même si *Origine des instruments de musique. Introduction ethnologique à l'histoire de la musique instrumentale*, publié pour la première fois en 1936, a été réédité en 1968 et 1980 puis, après la disparition de l'auteur, de nouveau en 1990.

7.▲ Hormis son diplôme de l'École pratique des hautes études sur *Les instruments de musique de l'Inde ancienne*, édité aux Presses universitaires de France en 1941.

8.▲ Établissement privé d'enseignement supérieur de la musique créé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par Charles Bordes, Alexandre Guilmant et Vincent d'Indy, la « Schola » n'a pas été réellement conçue pour concurrencer le Conservatoire mais plutôt pour compléter son offre pédagogique dans les domaines de la musique religieuse et chorale. Ses innovations didactiques ont cependant déteint sur le vénérable conservatoire qui se les est largement appropriées sous le directorat de Gabriel Fauré, lequel a d'ailleurs fait nommer Vincent d'Indy comme professeur de direction d'orchestre.

9.▲ Il précise toutefois, mais on peut aussi bien l'interpréter comme une muflerie supplémentaire, qu'il a « été content d'être seul ».

10.▲ Plus exactement, c'est en 1933 que l'intitulé du service créé en octobre 1930, un an après le recrutement de Schaeffner, a troqué l'« organologie musicale » pour l'« ethnographie musicale » (Gérard 2014 : 26).

11. <sup>△</sup> Brăiloiu est recruté par le CNRS à compter du 1er octobre 1948 comme « chargé de recherche de 3<sup>e</sup> classe », et il est mis à la disposition du Muséum national d'histoire naturelle pour affectation au MH. Si ses rapports annuels d'activité, conservés dans son dossier personnel (Archives nationales – désormais AN –, fonds du CNRS, 20070296/73), témoignent de l'intensité de son travail de chercheur, il est bien loin d'occuper en permanence le bureau qu'il partage avec Schaeffner au palais de Chaillot. En effet, il retourne régulièrement à Genève où, dans l'orbite du Musée d'ethnographie qui les héberge, il continue d'assurer la direction scientifique des AIMP, qui se matérialise par l'organisation de conférences et surtout par d'abondantes publications discographiques (sur cette activité, voir aux Archives de la ville de Genève (désormais AVG), les dossiers cotés 350.C7.1.1/1 à C.7.3.3/3). C'est du reste lors d'un séjour genevois qu'il décède brutalement en décembre 1958, des suites d'une congestion cérébrale.

12. <sup>△</sup> Suivant l'expression fétiche de Cl. Marcel-Dubois.

13. <sup>△</sup> Yvette Grimaud a été élève au Conservatoire national supérieur de musique de Paris et a remporté plusieurs prix aux concours de sortie.

14. <sup>△</sup> Qui, par ailleurs, correspond régulièrement avec Schaeffner, lequel lui a prêté des percussions africaines relevant de la collection du MH pour la première audition parisienne, en 1956 au Domaine musical, du *Marteau sans maître* (Pereira de Tugny 1998 : 17, 29).

15. <sup>△</sup> Encore consistantes de la part de Marcel-Dubois, lors de la mission de folklore musical en Basse-Bretagne, à l'été 1939 (Le Gonidec 2009), elles se raréfient rapidement et cessent tout à fait après l'observation de la danse « des tripettes » lors du terrain sur la fête de la Saint-Marcel à Barjols dans le Var en 1954 (Marcel-Dubois 1957). Ses connaissances, essentiellement livresques, proviennent du travail de documentation qu'elle a accompli en 1936-1937 pour les Archives internationales de la danse, lesquelles lui avaient confié le commissariat de deux expositions sur les danses folkloriques en France (1936) et en Europe (1937) ; elle a également tiré parti des conversations qu'elle a eues avec Curt Sachs, quand ils se côtoyaient au musée d'ethnographie du Trocadéro. Sachs est en effet l'auteur d'une *Weltgeschichte des Tanzes*, parue à Berlin en 1933 et dont il préparait l'édition française, publiée par Gallimard en 1938. Marcel-Dubois et Andral ont toutefois renoué avec l'observation des pratiques de danse, lors de leurs ultimes enquêtes de terrain, en zone caribéenne et dans les Mascareignes (années 1970 et 1980).

16. <sup>△</sup> La liste des publications de Marcel-Dubois comporte quelques ouvrages de vulgarisation illustrés, parus dans les années 1940. Elle et Andral ont co-signé une plaquette en langue anglaise, *Dances of France I : Brittany and Bourbonnais*, édité à Londres par Max Parrish en 1950.

17. <sup>△</sup> Rivière conseille alors à Guilcher de solliciter Jacques Chailley, titulaire de la chaire d'histoire de la musique à la Sorbonne, qui accepte mais sans réellement diriger une recherche si éloignée de son domaine de compétence. En définitive, c'est auprès d'André Leroi-Gourhan que Guilcher trouve l'interlocuteur autorisé dont l'expertise anthropologique lui apporte la stimulation espérée.

18. <sup>△</sup> Il est aussi intéressant de noter que Guilcher avait également été repéré par Roger Dévigne, le premier directeur de la Phonothèque nationale, qui l'avait chargé en 1951 de collecter en Basse-Bretagne des chants à répondre et à danser. Les enregistrements qu'il avait recueillis sont conservés par la Bibliothèque nationale de France (département de l'audiovisuel) sous les cotes AP 1642 à 1647.

19. <sup>△</sup> Le Mexique et les Indes néerlandaises (Indonésie), le rapporteur pour ce pays étant Jaap Kunst.

- 20.▲ Patrice Coirault publie entre 1927 et 1933 cinq « exposés » de ses *Recherches sur l'ancienneté et l'évolution de quelques chansons populaires de tradition orale*.
- 21.▲ Quoique affilié au Conseil international de la musique, lui-même composante de l'Unesco, l'IFMC n'est pas une organisation non gouvernementale mais revêt la forme juridique très « common law » de *charity*.
- 22.▲ Elle décède en 1989, treize ans après Karpeles disparue dans sa quatre-vingt-onzième année.
- 23.▲ Il s'agit de Douglas N. Kennedy (1893-1988), mari de sa sœur Helen, qui a effectivement dirigé l'English Folk Song and Dance Society de 1924 (année de la mort de Cecil Sharp, qui l'avait fondée) à 1961.
- 24.▲ Lettre du 20 mai 1957 à Paul Collaer (Archives du Musée royal de l'Afrique centrale – désormais AMRAC –, fonds Collaer, boîte 7, « farde » 3).
- 25.▲ Le terme désigne alors non pas l'immeuble de la place de Fontenoy, édifié entre 1955 et 1958, mais, sur la rive droite, le siège provisoire qui avait trouvé asile à l'hôtel Majestic, avenue Kléber.
- 26.▲ Ce dernier étant surtout connu comme critique musical.
- 27.▲ Alors exilé en Europe, pour se soustraire aux investigations de la commission des activités anti-américaines présidée par le sénateur Mac Carthy, Lomax s'est d'abord fixé à Paris, où il a été accueilli au MNATP, avant d'entreprendre une longue enquête en Europe occidentale (îles Britanniques, France, Espagne, Italie).
- 28.▲ Archives de l'Unesco (désormais ARMU), CA.40, 398.806/box367b. Je remercie Alexandre Coutelle, responsable de l'unité Archives and Records Management, pour la courtoisie de son accueil et son aide précieuse pour s'orienter dans les archives de l'Organisation.
- 29.▲ Corrêa de Azevedo avait plaidé auprès de Baud-Bovy pour que le groupe se rapproche de l'IFMC mais avait dû se contenter d'une prise de contact purement formelle avec sa présidente d'honneur, comme l'atteste une lettre du premier au second en date du 26 novembre 1950 (ARMU, *ibid.*). Il formulait dans le même courrier « une autre suggestion extrêmement importante » qui fut en revanche prise en compte. Il indiquait en effet : « Alan Lomax se trouve actuellement à Paris. Ne pensez-vous pas qu'il serait souhaitable de l'inviter à participer à notre réunion ? »
- 30.▲ « Ordre du jour » de la « 3e conférence d'experts convoquée par les AIMP de la Ville de Genève » (Bibl. du MNHN, fonds C. Brăiloiu, 2 AP 11 D10).
- 31.▲ Le dossier nominatif de Brăiloiu comporte, à côté du rapport de Paul Rivet, deux courriers d'appui de Schaeffner en date des 8 et 18 octobre 1948 (AN, fonds du CNRS, 20070296/73).
- 32.▲ L'intertitre fait référence à l'union monétaire qui a fonctionné de 1865 à 1927 et qui a rassemblé la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse et la Grèce, tous pays dont les plus notables ethnomusicologues allaient bien plus tard participer aux colloques de Wégimont.
- 33.▲ Schaeffner s'était pour sa part spécialisé en chimie, science plus appropriée au développement de l'entreprise familiale.
- 34.▲ À l'articulation des années 1940 et 1950, il est le directeur musical de la Radiodiffusion nationale belge. C'est dans ce contexte qu'il commence à correspondre avec Brăiloiu, à propos d'échanges d'enregistrements ethnographiques. Invité en octobre 1951 à donner une conférence au musée d'ethnographie de Genève, Collaer coopère aussi étroitement à l'édition du disque que le directeur des AIMP consacre aux folklores musicaux belges, tant flamand que wallon.

- 35.△ Dans sa réponse, datée du 17 janvier 1952, Corrêa de Azevedo lui suggère de se rapprocher de Walter Wiora pour « coordonner [leurs] efforts en vue de ramener à une seule les deux réunions prévues à Amsterdam et à Fribourg en Brisgau » (ARMU, *ibid.*). En fait, Collaer est amené à renoncer au projet amstellodamois dont il apparaît qu'il ferait double emploi avec une réunion, déjà programmée en juillet, à Londres, « de spécialistes de musique ethnique au point de vue radiophonique » (AVG, fonds des AIMP, 350.C.7.2.1/6, lettre à C. Brăiloiu en date du 16 février 1952).
- 36.△ Le trait d'union entre « ethno » et « musicologie » est d'emploi fréquent aux premiers temps d'usage du néologisme.
- 37.△ Ce texte ne transcrit pas un discours inaugural car, quoique « présidente du colloque », S. Clercx-Lejeune n'y a pas participé, « pour des raisons indépendantes de sa volonté » (Collaer 1957 : 9).
- 38.△ Lettre du 21 août à l'ethnomusicologue turc Adnan Saygun, professeur au conservatoire d'Ankara, qui ne fera cependant pas le déplacement (AMRAC, fonds Collaer, boîte 7, « farde » 3).
- 39.△ Les noms des participants et des intervenants ainsi que les titres des communications sont détaillés dans les actes (Collaer 1957 : 9-11). Il faut préciser que neuf « spécialistes » ont été « empêchés » (parmi lesquels, outre S. Clercx et A. Saygun, S. Baud-Bovy, J. Kunst, L. Lajtha et G. Nataletti), et qu'ont été lues, en leur absence, les contributions de Manfred Bukofzer et de L. Lajtha, soit un Germano-Américain contraint à l'exil en 1933 et alors en poste à l'université de Californie à Berkeley, et un Hongrois que le gouvernement communiste de son pays avait, dès 1949, privé de son passeport.
- 40.△ Il en serait allé différemment si l'Écossais John Lorrie Campbell n'avait pas été « empêché ».
- 41.△ Il s'agit du Hongrois Lajtha, dont la quasi-assignation à résidence a déjà été mentionnée.
- 42.△ Marcel-Dubois intervient en 1956, 1958 et 1960, année où présentent également des exposés Andral, Rouget et Schaeffner, qui avait lui aussi communiqué en 1956.
- 43.△ « Une proposition de notation des intervalles plus petits que les demi-tons » par Guy Van Esbroeck, professeur à l'université de Gand (colloque de 1954, intervention non publiée).
- 44.△ Pour le colloque de 1956, cinq communications non reprises dans les actes, qui intègrent en revanche quatre textes n'ayant pas fait l'objet d'une présentation orale (dont deux de Paul Collaer) ; pour le colloque de 1958, dont la publication est globalement problématique, le chiffre des communications non reprises n'est pourtant que de trois mais il monte à huit pour celui de 1960.
- 45.△ Elsevier pour le premier, Les Belles Lettres pour les deux suivants, ce qui marque le passage d'une vieille firme néerlandaise, de taille encore très modeste, à une maison parisienne dont, il est vrai, l'expertise en sciences humaines était alors mieux établie.
- 46.△ Collaer le révèle à Schaeffner dans une lettre du 19 septembre 1963 (AMRAC, fonds Collaer, boîte 7, « farde » 6) : « [...] il y a deux ans, elle avait égaré complètement le deuxième volume (manuscrit) des Colloques et [...] on ne l'a jamais retrouvé. » Seuls les textes des contributeurs qui en avaient conservé un exemplaire, notamment Emilia Comisel, Zygmunt Estreicher et Giorgio Nataletti, figurent dans le t. 4 des Colloques (*Ethnomusicologie III, 1958-1960*).
- 47.△ À un moment de grande tension entre les deux principales communautés linguistiques de Belgique, le mari de S. Clercx-Lejeune est une figure en vue du mouvement wallon, très enraciné à Liège, quand le Flamand Collaer réside à Bruxelles et travaille principalement au Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren, où il crée, au début des années 1960, une phonothèque ethnomusicologique. L'antagonisme politique n'a sans doute pas été déterminant mais

il a pu aigrir ou du moins assombrir la relation personnelle et professionnelle entre les deux responsables du Cercle de Wégimont.

48.▲ La nécrologie de S. Clercx-Lejeune, rédigée par son assistante à l'université de Liège, Anne-Marie Bragard, souligne l'écho rencontré, à partir de 1957, par ce festival de musique (ancienne, baroque, contemporaine) programmé au même moment que les colloques, comme en témoigne son intitulé de « Nuits de septembre » : « Grâce à Suzanne Clercx, pendant près de vingt ans, Liège devint un foyer intense de créations musicales et un lieu de rencontre exceptionnel des meilleurs spécialistes ainsi que d'un public fidèle, enthousiaste et reconnaissant » (Bragard 1988 : 8).

49.▲ Tel Baud-Bovy qui confie à Schaeffner : « [...] à Bruxelles, Collaer est encore plein de projets. Mais ses transcriptions de chants de détenus siciliens [...] me laissent une fois de plus sceptique sur la créance que méritent ses travaux » (lettre du 22 mars 1970, Bibliothèque La Grange Fleuret, fonds André Schaeffner). Boulez n'était pas en reste qui raillait, dans un article paru en 1949 et reproduit dans l'édition de sa correspondance avec Schaeffner (Pereira de Tugny 1998 : 140), « l'aphorisme gratuit et dangereux » avancé par Collaer dans sa monographie sur Stravinsky, lorsqu'il soutient que l'attirance des « dissonances [...] vers les consonances [...] est la base même de la musique ».

50.▲ L'ouvrage est paru en 1958 aux Presses universitaires de Laval, avec une préface de Luc Lacourcière, fondateur des Archives de folklore, au sein de l'université québécoise. Complété en 1964 par un « supplément », il est ensuite refondu et considérablement amplifié (six tomes publiés entre 1977 et 1987). Cet instrument de recherche a affirmé avec éclat le dynamisme de l'ethnomusicologie canadienne et instauré pour plusieurs décennies sa suprématie dans le domaine de l'étude de la chanson traditionnelle francophone, le nom et les travaux de Patrice Coirault subissant alors une éclipse persistante, malgré la prise en charge de son fichier par la Bibliothèque nationale : le *Répertoire des chansons françaises de tradition orale* que Simone Wallon, Yvette Fédoroff, Georges Delarue et Marlène Belly en ont extrait n'a en effet commencé à être publié qu'en 1996.

51.▲ Cette conférence a été la souche du premier séminaire français d'ethnomusicologie dont Claudie Marcel-Dubois a gardé la direction jusqu'à son départ en retraite. Institutionnellement rattaché à l'École des hautes études en sciences sociales, continuateur de la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE, il s'est toujours tenu dans les locaux du MNATP, à Chaillot puis au « nouveau siècle » du bois de Boulogne.

52.▲ Il faut préciser que la charge du cours de licence a été partagée entre Marcel-Dubois, Andral et Rouget, sans doute parce qu'à l'aube des années 1960, ils étaient perçus comme des enseignants-chercheurs d'avenir. On relève aussi que Marcel-Dubois a été promue directrice de recherche durant la décennie alors que Schaeffner a terminé sa carrière au grade inférieur de maître de recherche.

53.▲ Ce qui n'est pas sans indisposer Schaeffner, lequel confie à Collaer « la peine » que lui cause le constat « chez de plus jeunes comme Rouget, Claudie et Andral [d']une mégalomanie assez inquiétante » (lettre du 15 mai 1960, AMRAC, fonds Paul Collaer, boîte 7, « farde » 6).

54.▲ C'est ainsi que Schaeffner évoque dans au moins deux lettres à Collaer la création par Pierre Boulez de *Pli selon pli*, l'œuvre que la poésie de Mallarmé lui a inspirée (*ibid.*, lettres du 21 avril 1961 et du 27 septembre 1963 ; à noter qu'il déplore dans celle-ci qu'il n'y ait pas eu plus de trois musicologues, lui inclus, dans l'assistance, preuve, selon lui, qu'« il y a [...] trop de musicologues qui n'aiment que les choses mortes ».)

55.▲ Lettre du 27 septembre 1963 à Paul Collaer (*ibid.*).

56.▲ *Ibid.*



## L'ETHNOLOGUE EN EXPLORATEUR ? Rechercher la filiation, redéfinir l'exploration

*Anaïs Mauuarin*

Je hais les voyages et les explorateurs.

**L**A PHRASE d'ouverture de *Tristes Tropiques* (1955), qui a depuis fait couler beaucoup d'encre, suscita de vives réactions en son temps. Du propre aveu de Lévi-Strauss, Paul Rivet lui-même, fondateur du musée de l'Homme, lui aurait reproché l'expression d'une telle détestation. Il ne s'agissait pas pour lui de remettre en cause le séjour de l'ethnologue sur un terrain, qu'il considérait comme un moyen nécessaire à l'entreprise scientifique ; l'anthropologie, envisagée dans le temps long de son histoire, puise en effet ses ressources et ses méthodes dans les pratiques de l'exploration (Thomas & Harris 2018 : 3). Cette mise au point faite, cette répulsion n'en exprime pas moins une ambivalence de l'ethnologue, qui est lui-même sujet à la fascination contemporaine pour l'expérience de l'ailleurs, alors que, comme l'ont souligné nombre de commentateurs, c'est bien aussi un récit de voyage qu'il s'attache à produire (Debaene 2008 ; Loyer 2015 : 411-441). Cette ambivalence transparaît dans un entretien avec Didier Eribon de 1988, où Lévi-Strauss avoue, non sans regret et une pointe d'ironie, qu'il pensait qu'à la suite de ce livre on lui confierait des grands reportages (Lévi-Strauss & Eribon 1988), qu'il serait amené à voyager davantage – ce qui aurait pu faire de lui non plus un ethnologue, mais un grand reporter<sup>1</sup>. Il n'est donc pas si indifférent à l'appel du large lorsqu'il écrit le fameux *incipit* ; il semble surtout chercher à distinguer son rapport au voyage de celui qui mouvait alors ceux qu'il nomme les « explorateurs ».

Lévi-Strauss incarne là une position déjà familière dans l'histoire de l'exploration : celle de l'explorateur qui hait les explorateurs. Selon Felix Driver, cette posture fait régulièrement irruption depuis deux siècles dans les controverses qui animent le milieu de la géographie, à travers lesquelles on tente de distinguer le voyageur scientifique de l'explorateur aventurier, en valorisant le premier au mépris du second. La phrase de Lévi-Strauss sonne surtout, néanmoins, comme une

réponse à l'histoire plus récente des rapports que les ethnologues français ont tissés, depuis les années 1930, avec le milieu des explorateurs. Lévi-Strauss nomme ainsi ceux qui revendiquent et valorisent cette étiquette, en se réunissant depuis 1937 au sein du Club des explorateurs, en publiant leur bulletin et en perpétuant la pratique des conférences publiques illustrées par des projections ou des films<sup>2</sup>. Lévi-Strauss cherche ici non seulement à les discréditer, mais aussi, ce faisant, à occulter les liens vivaces et complexes que l'ethnologie et ses membres ont construits avec ce milieu depuis l'entre-deux-guerres : outre un réseau de sociabilité, ce sont aussi des pratiques, des ressources, un imaginaire qu'ils ont eus, et que d'une certaine manière ils ont toujours, en partage.

Cet article se propose donc de regarder ce qui se cache derrière la rupture rhétorique que Lévi-Strauss cherche à opérer. Au cours de l'entre-deux-guerres, comme on va le voir, l'ethnologie a largement investi la figure de l'explorateur : un certain nombre d'ethnologues s'y réfèrent, contribuent à fédérer autour d'elle, et la promeuvent au musée et dans la presse. Ils s'approprient par là même un prestigieux héritage et se forgent une culture de l'exploration (Driver 2001 : 8-11), que certains ethnologues, notamment africanistes, vont largement perpétuer après la guerre : certains se désignent ouvertement comme les nouveaux explorateurs, quand d'autres assument durablement la part d'aventure que requiert leur discipline. Cependant, dès la fin des années 1940, les pratiques et les discours de l'exploration suscitent parallèlement des tensions nouvelles, voire des crises, dans les rangs de la discipline. À travers elles, s'engage alors une réflexivité nouvelle sur la place et le sens de l'exploration dans le travail scientifique. André Leroi-Gourhan préconise par exemple, en 1952, de « renoncer à garder son vieux sens au mot exploration, si nous voulons en conserver l'usage ». C'est, en quelque sorte, une bataille sémantique qui s'ouvre ainsi dans les années 1950, au cours de laquelle un certain nombre d'ethnologues néanmoins, loin de vouloir rompre avec l'exploration et les explorateurs à l'instar de Lévi-Strauss, tentent de redéfinir les termes et de recadrer les pratiques.

### **La quête d'aventures en héritage**

L'entre-deux-guerres voit s'épanouir en France ce que Sylvain Venayre a appelé une « mystique de l'aventure » (Venayre 2002 : 155-160), qui constitue l'aventure, et l'exploration qui en est une déclinaison, en objet de désir. Son émergence, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est le fruit d'une

étonnante contradiction, nourrie d'un sentiment nostalgique de la perte de son objet : c'est à partir du moment où l'exploration au sens propre paraît révolue, qu'il ne resterait concrètement plus rien à découvrir, plus de blancs à combler sur la carte, que le désir d'exploration, en réaction, se trouve redoublé. L'apparition de cette mystique s'est logiquement accompagnée de la constitution de la figure de l'explorateur, dotée d'une valeur souvent exemplaire, et éminemment positive. Isabelle Surun a repéré la façon dont cette figure se décline et se transforme au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : l'explorateur fait d'abord son apparition comme un « martyr de la science », qui participe à l'entreprise, savante et collective, de découverte du monde, en restant dissimulé derrière les connaissances qu'il rapporte de ses voyages. À partir des années 1860, il se charge progressivement d'une dimension héroïque, *via* sa personnalisation et la mise en scène de ses péripéties, qui deviennent notamment sujets de représentations. Dans le contexte de conquête coloniale de la fin du siècle, on lui assigne finalement les traits du héros national : l'explorateur n'est plus tant ce voyageur explorant des territoires supposément inconnus, mais celui qui porte et fait progresser le drapeau français (Surun 2007).

Ce bref aperçu met déjà en garde contre la permanence fallacieuse du terme, qui tend à masquer la transformation des pratiques et des valeurs. Il révèle au contraire que l'exploration est loin d'avoir eu une définition stable et monolithique. Apparue dans l'entre-deux-guerres, la figure de l'explorateur s'est alors en partie détachée de ce qu'elle avait de conquérant, et s'associe davantage au goût du « risque », du nom de la revue – *Le Risque* – de ceux qui en sont alors les partisans et qui seront à l'origine du Club des explorateurs (Sirost 2009 ; Jolly 2017). Cette revue, à laquelle succédera le *Bulletin du Club*, place en effet sur un piédestal ces « hommes et femmes qui "risquent", c'est-à-dire [...] des êtres libres et responsables<sup>3</sup> », qui veulent réaliser leur destin. Elle met en avant l'expérience individuelle et fait de la réalisation et du dépassement de soi, par le voyage et l'aventure, une valeur cardinale et exemplaire<sup>4</sup>.

À cette même période, la part scientifique de la figure de l'explorateur, en tant que collaborateur de l'entreprise de connaissance du monde, relativement effacée au siècle précédent, est elle aussi réactivée. Beaucoup de celles et de ceux qui se revendiquent de l'exploration sont alors affiliés à la Société de géographie qui fédère nombre d'explorateurs dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et un certain nombre d'entre eux sont institutionnellement rattachés à la discipline naissante qu'est l'ethnologie. Plus largement, le milieu scientifique et ses modes de socialisation influent sur la façon dont se redéfinit l'exploration, dont les acteurs constituent en 1937 le club du

même nom – bientôt requalifié en Société. Leur modèle explicite n'est autre que celui des sociétés savantes et de géographie de l'époque : le Club des explorateurs crée en effet un statut de membre adhérent et adopte l'intronisation par parrainage, supposant le recours à une forme de cooptation. Le club veut faire montre de rigueur, tout comme les sociétés savantes, par sa façon d'approuver et de sélectionner ses membres, suggérant son autorité en matière d'exploration : n'importe qui ne peut donc pas revendiquer le titre d'explorateur ; des garanties sont au contraire nécessaires pour être reconnu comme tel.

L'aventure individuelle que suppose la pratique de l'exploration se doit alors d'être cadrée par le club : il a en effet pour objectif de mutualiser les outils et les connaissances nécessaires à cette pratique, ce qui passerait par la constitution d'un fichier documentaire, établi par les membres du club à partir de leurs connaissances de différentes contrées, répertoriant :

[...] tous les renseignements d'ordre pratique concernant le voyage lui-même, les monnaies, les poids, les langues, les principales coutumes ; renseignements médicaux, nourriture, breuvage, remèdes, etc., renseignements politiques, sociaux, renseignements d'ordre personnel sur l'habillement, l'équipement et le mode de vie, etc.<sup>5</sup>

Par la création de ce genre de fichier, le club constitue les connaissances en matière d'exploration comme un savoir cumulatif : il prend là le contrepied d'une idée alors courante, selon laquelle l'exploration équivaldrait à « partir à l'aventure », sans avoir recours à aucune connaissance préalable<sup>6</sup>. Orchestrer cet état des lieux serait une manière de mettre systématiquement en lumière les blancs de la carte, et surtout les dimensions négligées jusqu'alors par les explorateurs. Ce serait par là même une façon de redonner une épaisseur concrète au projet d'exploration, défini de façon significative dans *Le Risque* comme un « projet méthodologique, quasi ethnologique de recensement du monde<sup>7</sup> ».

Si l'exploration se pare d'une dimension sérieuse à la fin des années 1930, annonçant une professionnalisation progressive de la pratique du voyage<sup>8</sup>, cela ne la dissocie pas pour autant d'un imaginaire de l'exploration et d'une puissante mystique de l'aventure. Elle devient plutôt une facette de cette nouvelle figure de l'explorateur, à la fois technicien du voyage, épris du goût du risque et loyal envers le projet colonial. Au tournant des années 1930, l'ethnologie investit alors cette figure : le musée et les ethnologues la promeuvent, et certains vont jusqu'à s'y référer dans la constitution de leur propre filiation, prestigieuse et populaire.

La création du Club des explorateurs en 1937 concrétise le rapprochement entre la figure de l'ethnologue et celle de l'explorateur. Plusieurs jeunes diplômés de l'Institut d'ethnologie de Paris participent à sa fondation, comme Jacques Soustelle, ou en rejoignent les rangs rapidement, tels Georgette Soustelle, Jean-Paul Lebeuf, Jeanne Jouin<sup>9</sup>, Robert Gessain<sup>10</sup>, puis rapidement Thérèse Rivière<sup>11</sup>, Jacques Faublée<sup>12</sup>, Marcel Griaule et André Leroi-Gourhan<sup>13</sup>. Quelques femmes ethnologues rejoignent ces rangs, bien que nombre d'entre elles cherchent davantage à se démarquer de la figure de l'aventurière afin d'asseoir leur légitimité scientifique (Lemaire 2011). Parallèlement, Paul Rivet accorde son parrainage officiel au club en 1939<sup>14</sup>. Il faut toutefois davantage considérer ces engagements comme l'aboutissement d'un processus plutôt que comme un point de départ : cela fait quelques années déjà que l'ethnologie parraine et promeut à sa manière l'exploration. Parmi les « membres du musée » d'ethnographie du Trocadéro que décline l'institution vers 1933<sup>15</sup>, on compte en effet des personnalités qui deviennent à la fin de la décennie, et durablement, d'éminents voyageurs, membres phares du club, comme Gaétan Fouquet<sup>16</sup>, Henri Lhote<sup>17</sup>, Fred Matter<sup>18</sup> ou encore Bertrand Flornoy<sup>19</sup>. Ces doubles inscriptions, au musée et au club, suggèrent que les aspirations et les réseaux des ethnologues et des voyageurs étaient particulièrement intriqués à cette période, si bien que ce sont parfois les formations et les trajectoires ultérieures qui invitent plutôt à évoquer distinctement deux catégories – ethnologue et explorateur.

Des figures d'explorateurs et d'exploratrices trouvent en effet toute leur place dans les réseaux que le musée d'ethnographie du Trocadéro met à profit dans le cadre de sa réorganisation. Outre les contacts étroits que Paul Rivet et Georges Henri Rivière pouvaient entretenir avec Alexandra David-Néel<sup>20</sup>, qui était déjà populaire, ou encore avec le jeune Paul-Émile Victor dont ils ont contribué à lancer la carrière<sup>21</sup>, ils organisèrent des expositions et des événements consacrés à certaines de ces figures. La série d'expositions de photographies organisées entre 1933 et 1935<sup>22</sup> aligne ainsi les images d'Ella Maillart à la suite de son premier voyage en Asie Mineure, de la déjà célèbre Titajna à son retour d'Océanie, ou encore d'Henry de Monfreid dont le succès va croissant depuis sa collaboration récente avec Joseph Kessel dans la corne de l'Afrique. Le musée profite en l'occurrence du succès populaire de ces personnalités, qu'il ne fait que renforcer : il leur confère en retour une forme de légitimité, en s'affichant en parrain du goût du voyage. La collaboration pouvait aller jusqu'à l'organisation de spectacles avec ces figures de voyageurs explorateurs, comme la fameuse soirée du Hoggar organisée par le musée en mars 1934 au Georges V, et qui trouve un vif écho dans la presse : Henry de Monfreid y est invité à commenter le duel de guerriers touareg<sup>23</sup>,

ainsi qu'un défilé de « costumes féminins récemment rapportés d'Afrique du Nord [...], depuis la mariée juive tunisienne jusqu'à la Berbère des montagnes marocaines qu'incarnait la grande voyageuse et sportive Ella Maillart<sup>24</sup> ».

Le musée contribue ainsi à donner une teinte populaire, et spectaculaire, à l'ethnographie, en jouant le jeu d'une mystique de l'aventure – associée au prestige de l'exotisme<sup>25</sup>. Comme le suggère un journaliste en 1933, le musée a su attirer à lui un public nouveau d'amateurs de récits de voyages et d'explorations :

Pendant de longues années, les musées d'ethnographie ne furent visités que par de bien rares amateurs : le grand public ne s'intéressait guère à cette science nouvelle et l'abandonnait aux spécialistes : il ne serait jamais venu à l'idée de ceux qui se passionnaient alors, et ils étaient nombreux, pour les récits de voyages et d'explorations, si fréquents au XIX<sup>e</sup> siècle, admirateurs de Livingstone ou de Stanley, abonnés au *Tour du Monde* et au *Journal des Voyages* [...] de franchir les portes d'un musée d'ethnographie [...]. L'attitude du public vis-à-vis de cette science a fini par se modifier considérablement en ces dernières années<sup>26</sup>.

Le musée se fait donc un des lieux de promotion du voyage, en proposant de déployer ses multiples facettes sous d'autres formes que la presse ou les ouvrages. Ce qui lui vaut cette remarque, au moment de l'exposition de Titaÿna : « On pourrait facilement changer le nom un peu aride de musée d'ethnographie en celui de “musée de voyages<sup>27</sup>” . »

Cet attrait pour le monde du voyage et la figure de l'explorateur s'inscrit dans la combinaison stratégique qu'adopte plus largement le musée : il ne s'agit pas pour Paul Rivet, Georges Henri Rivière et les chercheurs qui les entourent, de substituer un goût populaire à une perspective scientifique, mais plutôt de mettre en avant la complémentarité des pratiques, de s'appuyer sur plusieurs réseaux et d'attirer différents publics<sup>28</sup> : le voyage et l'exploration peuvent gagner en légitimité et en pertinence s'ils se dotent d'un enjeu scientifique, quand l'ethnologie française, qui fait de la pratique du terrain son nouveau mot d'ordre, a tout à gagner pour accroître sa popularité à s'inscrire dans la vogue de l'exploration ; cela permet de situer les ethnologues parmi les explorateurs, et de les faire bénéficier par là même de leur audience. Cette alliance des enjeux scientifiques et populaires est à l'origine du projet de revue illustrée *Atlas*, élaboré dans le giron de la discipline, par Rivière et Griaule en 1935<sup>29</sup>. Cette revue prenait pour modèle le *National*

*Geographic Magazine*, et *Atlantis* en Allemagne, et définissait son sujet comme le « voyage de géographie et de tourisme ». Griaule, l'un des principaux chantres de ce ralliement à l'exploration, qu'explique en partie sa trajectoire biographique – il est d'abord aviateur (Jolly 2009) – précisait alors le programme en ces termes : « Si la géographie et l'ethnographie constituent la trame rédactionnelle de la revue, la vie dangereuse comme le charme des voyages en seront l'atmosphère<sup>30</sup>. » Sans mettre à distance la science, certains ethnologues se voulaient donc déjà les artisans de premier plan d'une nouvelle culture de l'exploration, abreuvée d'un désir de voyage et d'une persistante mystique de l'aventure. Rien d'étonnant donc à ce que plusieurs d'entre eux s'identifient ouvertement à la figure de l'explorateur à la fin de ces années 1930 et participent activement au Club des explorateurs, ni à ce que cette filiation se perpétue, voire s'affirme de plus belle, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

### **1946, l'exploration en référence**

Cette filiation prend corps à travers une « entreprise d'ancestralisation » (Bondaz 2016 : 56) qui dessine un consensus autour de l'identification de l'histoire de l'ethnologie récente à celle des explorateurs. Il revient en effet aux ethnologues d'apparaître comme les détenteurs d'une parole légitime concernant l'histoire de l'exploration, dont ils sont devenus, pour ainsi dire, des spécialistes. C'est par exemple à André Leroi-Gourhan qu'est confiée en 1947 la direction du colossal ouvrage *Les explorateurs célèbres*, paru aux éditions Mazenod<sup>31</sup> et qui n'est pas sans relents colonialistes, à une période historique de basculement vers l'Union française. Leroi-Gourhan, dans son introduction, déploie une fresque historique, qui part des « anciens [pour lesquels] la curiosité scientifique ne jou[ait] guère », jusqu'à l'actuel « horizon des planètes ». Alors que dans sa perspective, « la grande aventure de la terre est morte<sup>32</sup> », pour d'autres ethnologues, elle doit encore largement être poursuivie, et notamment par la discipline. Deux africanistes aux parcours liés, Marcel Griaule et Jean-Paul Lebeuf, apparaissent à cette période comme les défenseurs d'une référence à l'exploration. Leurs perspectives divergent néanmoins : si le premier, devenu une des personnalités phares de la discipline, tend à plébisciter une assimilation par l'ethnologie de l'exploration, en défendant l'idée que l'ethnologue incarne le nouvel explorateur, pour Lebeuf, à l'inverse, le fait d'être explorateur incarne l'horizon, l'objectif, auquel le métier d'ethnologue permettrait de parvenir.

### **Griaule et « les nouveaux explorateurs »**

Au lendemain de la guerre, en 1946, Marcel Griaule publie un ouvrage qui est un jalon dans l'histoire des liens de l'ethnologie avec l'exploration : le « Que sais-je ? » sur *Les Grands Explorateurs*<sup>33</sup>. Il y fait un choix tout autre qu'André Leroi-Gourhan, en faisant inversement une place éminente à l'ethnologie. Outre le fait, déjà significatif, que ce soit un professeur en Sorbonne qui se charge de la rédaction de cette synthèse, elle est l'occasion pour lui de tracer une filiation entre l'aspiration historique à l'exploration et le développement de l'ethnologie moderne. Ce propos peut être considéré comme le prolongement et la légitimation de sa propre pratique d'ethnologue : les missions dirigées par Griaule, aux premiers rangs desquelles la fameuse mission Dakar-Djibouti (Jamin 2014 ; Jolly & Lemaire 2015), ont toujours comporté une part d'aventures (Jolly 2017), assumée de façon croissante après 1935 (Jolly 2014 : 100-105).

Le petit livre *Les Grands Explorateurs*, d'un peu plus d'une centaine de pages, qui sera réédité en 1948, permet à Griaule d'énumérer les différents mobiles de l'histoire de l'exploration qu'il retrace, de façon nécessairement sélective et située<sup>34</sup>. Après avoir mentionné les raisons coloniales, économiques ou religieuses, il insiste sur le rôle moteur qu'aurait surtout joué la « recherche scientifique », synonyme sous sa plume du désir de connaître :

Dès Ulysse, ce qu'on tenait pour le plus intéressant d'un voyage était « la connaissance des cités et des mœurs de nombreux hommes ». Colomb, Magellan, étaient sourdement travaillés par le désir de connaître et de vérifier. Par eux s'est quelque peu éteinte la soif géographique de l'humanité qui se posait à elle-même tant de questions depuis bien avant Ératosthène, depuis bien avant le pharaon Nécho (Griaule 1946 : 9).

Cette vision scientifique de l'histoire de l'exploration est une façon pour Griaule de l'assimiler, en toute cohérence, avec les aspirations de l'ethnologie moderne : il la constitue comme son terreau originel.

Cette assimilation prend précisément la forme d'une filiation lorsque Griaule établit la liste des principaux voyageurs et explorateurs, classés par ordre chronologique, en fin d'ouvrage. À la suite des noms d'explorateurs et de militaires les plus connus – Henry Morton Stanley, Pierre Savorgnan de Brazza, Joseph Gallieni, Louis-Gustave Binger, Paul Crampel ou Parfait-Louis



Monteil –, il aligne ceux des organisateurs des plus importantes « expéditions de détails », notion qui désigne les missions « organisées ou encouragées par l'Institut d'ethnologie » depuis la fin des années 1920, omettant les grandes missions ethnologiques internationales : il continue ainsi la liste en égrenant les noms de Paul Rivet, Jacques Soustelle, Alfred Métraux, Robert Gessain, André Guibaut et Louis Liotard, etc., et bien sûr, parmi les premiers, le sien<sup>35</sup>. Par ce dispositif, Griaule d'une part dote les ethnologues contemporains d'une filiation particulièrement prestigieuse – et populaire –, substituant d'ailleurs là les ethnologues aux géographes, qui apparaissaient comme les héritiers historiques des explorateurs<sup>36</sup>. D'autre part, il concrétise visuellement son idée forte, selon laquelle l'ethnologie est la forme actuelle et à venir de l'exploration.

Griaule part en effet du constat, déjà émis depuis plus de vingt ans, que l'exploration géographique n'a presque plus de raison d'être face à une « carte du monde [qui] est presque entièrement dessinée, [où] les taches blanches sont rares, exiguës, menacées » (Griaule 1946 : 117). Il invoque les possibilités inédites qu'offre de ce point de vue la photographie aérienne<sup>37</sup>, dont il est familier. Pour lui donc, après la Terre, le nouvel objectif de l'exploration doit être l'étude des hommes, pour lequel il lance, en conclusion des *Grands Explorateurs*, un vif appel :

Reste à connaître l'humanité inépuisable sur laquelle on possède de si nombreux documents mais qui sont si peu, en regard de ceux qu'il faut constituer. [...] On ne trouve aujourd'hui qu'une maigre pléiade de chercheurs décidés à creuser en profondeur, à étudier avec méthode mille peuples découverts, mais très mal connus. Au Maroc, si près de nous, il reste des centaines de monographies à faire. [...] Est-il encore temps d'explorer scientifiquement l'humanité après avoir exploré la terre ? Si oui, il faut encourager et multiplier une autre sorte de chercheurs dont les exemplaires sont encore trop rares : les explorateurs d'aujourd'hui et de demain doivent être les ethnographes (Griaule 1946 : 117).

Dans ce discours, Griaule ne fait pas des ethnologues un genre spécifique d'explorateurs, mais les nouveaux explorateurs. La spécificité de son discours tient précisément à cette relation d'exclusivité : l'ethnologie absorbe ici non seulement les figures historiques d'explorateurs, mais l'idée même d'exploration. Griaule tente donc un tour de force pour redéfinir, au profit de l'ethnologie, cette notion plurielle. Cette vision de l'exploration, peu suivie dans un premier temps, annonce néanmoins les tentatives de reconfigurations sémantiques de l'exploration qui vont s'opérer à partir des années 1950 – mais sans Griaule, décédé en 1956.

### ***Lebeuf ou l'exploration comme horizon***

Au moment où Griaule défend cette position, Jean-Paul Lebeuf, entré au CNRS en 1937, incarne de son côté une autre voie<sup>38</sup>. À travers, non plus un livre spécifique, mais un ensemble d'articles de presse, il enjoint à assumer davantage le fait qu'une partie de ce qui constitue le travail de l'ethnologue relève de l'exploration. Déjà dans les années 1930, les explorateurs se voulaient détenteurs d'un savoir pratique et technique concernant le voyage, acquis par la mutualisation des connaissances et des conseils matériels. Le Club des explorateurs entendait compiler des connaissances pratiques, comme nous l'avons vu, et prendre en charge, ce faisant, l'apprentissage du « terrain » en amont de l'expérience concrète du voyage, ce qui pouvait compléter les formations scientifiques encore essentiellement théoriques, du moins en ethnologie<sup>39</sup>. Lebeuf, qui est, dès le départ, l'un des ethnologues les plus investis dans ce groupe, tend à valoriser lui aussi la part pratique et concrète du voyage, au point de renverser la hiérarchie tacite entre le travail scientifique, d'un côté, et les moyens pour le mettre en œuvre, de l'autre : ce n'est pas tant l'exploration qui doit conférer des outils à l'ethnologue, mais l'ethnologie qui s'apparente à une voie vers l'exploration.

Venu à l'ethnologie en 1934, après avoir travaillé dans l'agence de publicité familiale, Lebeuf est dès l'origine un des membres les plus actifs du Club des explorateurs, qui voit le jour après sa première mission au Cameroun et au Tchad, en partie aux côtés de Griaule (Jolly 2014). Avant même la création du club il avait participé à la revue *Le Risque* qui allait en être à l'origine, et apparut ensuite comme un des membres du comité directeur du club<sup>40</sup>. Il perpétue cet engagement envers l'exploration à travers sa pratique et ses discours après la guerre. Outre les articles concernant ses propres aventures qu'il publie régulièrement dans la presse spécialisée<sup>41</sup>, ou les conférences qu'il donne, il est l'auteur de deux articles clés, en 1942 et 1946, qui promeuvent l'exploration et tendent à la constituer en profession. Le rapprochement de l'ethnologie d'avec l'exploration n'a rien d'anodin à cette période, et peut être interprété comme une façon de tenter de ramener la discipline, qui promeut un discours antiraciste et tend à contredire la hiérarchie des civilisations depuis l'entre-deux-guerres, dans le giron colonial (Laurière 2008 ; Conklin 2013 : 144-170). L'organisation au musée de l'Homme de l'exposition « Pionniers et Explorateurs coloniaux », inaugurée le 25 juin 1943 et montée par l'Agence économique des colonies, participe symboliquement de cette dynamique.

Les deux articles que publie Lebeuf adoptent un même ton – si ce n'est les mêmes phrases – et développent à peu de choses près des arguments similaires : le premier intitulé « Pour devenir explorateur », dans *Sciences et Voyages* (Lebeuf 1942), devient dans *Camping plein air*, « Notre métier, l'exploration » (Lebeuf 1946). Lebeuf présente ses deux articles comme des réponses aux nombreuses lettres que la jeunesse fait parvenir à ces revues, qui s'interrogent sur la « recette pour devenir explorateur ». La version de 1946 apparaît légèrement plus étoffée.

Les premières lignes donnent alors le ton, et clarifient en un sens la posture de Lebeuf : « Il n'y a pas de recette. Mais les moyens – les prétextes si vous aimez mieux – sont aussi nombreux que variés » (Lebeuf 1946 : 10). Font suite à cette entrée en matière des remarques sur le quadrillage géographique du monde, qui amènent Lebeuf à adopter une vision proche de celle de Griaule lorsqu'il estime que « si entre les mailles des routes des étendues restent à découvrir, l'essentiel de l'œuvre à accomplir est un travail en profondeur ». On retrouve ici cette rhétorique de la « profondeur » qui s'oppose à celle de la surface, de la planéité, de la carte (et qui fait écho à la distinction entre enquête extensive et intensive). Lebeuf en dit toutefois peu sur ce en quoi doit consister ce travail, et insiste davantage sur le contraste entre l'ici et ces « heureuses contrées » où les peuples « vivent en communion étroite avec la nature » – réactivant un *topoi* exotique – avant de délivrer à son lecteur quelques pistes à suivre pour pouvoir se rendre dans ces pays, en déployant ainsi la panoplie extensive des options possibles :

Choisissez une spécialité. Pour ceux d'entre vous qui ont le goût ou le loisir de poursuivre de longues études, la géographie, l'ethnographie, la géologie, la médecine, les sciences naturelles, entre autres, doivent vous aider à partir. Pour tous ceux qui n'ont pas la possibilité de faire un aussi long apprentissage ou que retient une formation différente, il est de multiples activités qui vous mettront le pied à l'étrier. Vous avez le choix entre la photographie, le journalisme, la technique de prise de vue ou de son, la peinture, le dessin. Que sais-je encore ? (*Ibid.*)

Par cette énumération, il ressort que la profession – qu'elle soit de l'ordre de la recherche ou de la représentation – peut être une voie d'accès au vœu d'exploration. Dans ces lignes donc, l'ethnographie est noyée parmi les autres disciplines, et apparaît seulement comme un moyen pour faire œuvre d'explorateur, sans plus représenter, comme le proposait Griaule, sa finalité.

Lebeuf valorise en effet la spécificité de l'exploration, qui ne pourrait être englobée dans l'apprentissage d'une des professions énumérées ci-dessus : elle suppose d'acquérir un lot de compétences et de techniques que même une formation scientifique ne saurait délivrer. Lebeuf illustre cette idée en mettant en scène, non sans humour, deux chercheurs : « Que feraient le spécialiste mondial des coléoptères aquatiques et le grand maître de la psychologie des primates s'ils ne savaient abattre l'animal dont ils devront se nourrir ou déboucher le carburateur de leur voiture ? » (*Ibid.*) Il opère là un renversement savoureux, où les savoir-faire manuels et la débrouillardise acquièrent une valeur supérieure aux savoirs théoriques, aussi poussés soient-ils. Selon lui, la pratique de l'exploration demande bien une « préparation technique », afin d'acquérir les bases de « toutes sortes de métiers » que Lebeuf énumère à nouveau – comme cuisinier, diplomate, bûcheron, mécanicien, emballer, etc. Lebeuf affirme qu'il y a donc une part concrète de la pratique de l'exploration qui ne saurait être englobée dans l'apprentissage d'une profession unique, ou d'une discipline scientifique, telle que l'ethnologie. Cette profession-prétexte s'associe plutôt à un ensemble de compétences pratiques afin que puisse se réaliser, en dernière instance, l'aspiration impérieuse au voyage.

Par ce discours, Lebeuf semble parallèlement sous-entendre que le travail du chercheur gagne une valeur supplémentaire lorsqu'il est associé à une pratique de l'exploration : cela permet de sortir concrètement des sentiers battus ou balisés, d'aller voir ce que les autres n'ont pas vu, et ainsi de découvrir des pans jusque-là inconnus de sa discipline, pour en somme faire progresser les connaissances et la science. En cela, les scientifiques-explorateurs font figure de pionniers, d'avant-garde de leur discipline : les meilleurs chercheurs seraient donc ceux prêts à endosser le rôle d'explorateur et attirés par les mésaventures que cela suppose. Lebeuf n'envisage donc pas l'exploration à l'aune des défis scientifiques de l'ethnologie moderne, comme le fait Griaule, mais propose plutôt à l'inverse, de faire de l'exploration la valeur de référence : non seulement elle constitue une pratique et un but en soi, mais elle permettrait également à l'ethnologie de ressortir symboliquement et scientifiquement renforcée.

Cette vision de l'exploration est en parfait accord avec la place prépondérante que Lebeuf accorde pour lui-même à cette pratique et à cet esprit depuis les années 1930. Cet article « Notre métier, l'exploration » témoigne de la permanence de sa posture après la guerre, que suggère aussi sa participation aux conférences publiques proposées par le Club des explorateurs ou Connaissance du monde dans ces mêmes années. Depuis 1943, il signe également ses articles en

tant que « membre du Club des explorateurs », plutôt qu'ethnologue, dans *Sciences et Voyages* ou *Camping plein air*, et ne le spécifie plus par la suite<sup>42</sup>. Et loin de prendre de la distance avec cette posture au cours de la décennie suivante, il semble au contraire l'assumer de plus belle. En décembre 1950, il est ainsi nommé président de la Société des explorateurs (Jolly 2017), avant d'en devenir vice-président dans les années suivantes. Il participe à la même période aux « Journées de l'exploration moderne » organisées au Musée de la France d'outre-mer en 1951, conçues par le pouvoir colonial pour promouvoir la figure de l'explorateur auprès d'un public de scolaires<sup>43</sup>.

Il continue ensuite d'assumer ce statut d'explorateur en figurant en 1953 parmi les auteurs de l'ouvrage collectif *L'Aventure, notre vocation*, aux côtés des voyageuses et voyageurs éminents, déjà membres, pour beaucoup, du club dans les années 1930<sup>44</sup>. C'est l'occasion pour lui de réaffirmer comment, dans sa propre histoire, l'ethnologie aurait davantage joué le rôle d'un moyen que celui d'un objectif : ses premiers voyages, en Grèce ou en Islande, aiguisèrent certes son goût du voyage, mais ces régions ne s'avèrent pas « suffisamment éloignées ». Dès lors dit-il, « il fallait aller plus loin. Un truchement était nécessaire. L'ethnographie m'ouvrit le chemin de l'Afrique » (Collectif 1953 : 127-128). Il s'agit là d'une posture, à n'en pas douter, vraisemblablement en partie reconstruite, d'autant qu'il prend de plus en plus de distance avec les ethnologues du musée de l'Homme, après son positionnement douteux sous l'Occupation, et il se spécialise en archéologie. Cette posture n'en dit pas moins son attachement à l'exploration, qui reste fort jusqu'à la fin de la décennie au moins ; il continue d'être très proche de la Société, et contribue aux premiers numéros des nouveaux *Cahiers des explorateurs*. Lebeuf fait montre tout au long de sa carrière d'une fidélité à l'exploration peu égalée parmi ses collègues. Elle contribue sans doute, par son expression publique, à rendre cette voie légitime pour un certain nombre d'aspirants ethnologues au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Lebeuf n'est pas le seul scientifique à partager cette vision de l'exploration au sortir de la guerre, qui semble même faire quelques émules parmi les ethnologues en herbe, dont certains vont rejoindre le « groupe Liotard » comme on va le voir. À la fin de la guerre toutefois, cet enthousiasme semble connaître une certaine inflexion. Les explorateurs, et la Société qui les fédère, se heurtent en effet à des remises en cause, qui viennent certes de l'extérieur, mais également de leurs propres rangs : à travers elles se dessinent les contours d'une reconfiguration scientifique devenue nécessaire de l'exploration.

## De la crise à la reconfiguration : fédérer le nouvel esprit de la recherche

### *Trop de « concessions à l'esprit du siècle », ou la crise Liotard*

En avril 1951, Théodore Monod, alors directeur de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN)<sup>45</sup> et en outre l'un des scientifiques les plus impliqués dans la Société des explorateurs depuis les années 1930, semble être décidé à quitter celle-ci. Il échange à cette période plusieurs courriers avec son président, Bertrand Flornoy : on y voit, d'une part un Monod sceptique vis-à-vis de l'évolution récente du groupe et de son bien-fondé d'alors, et de l'autre, un Flornoy qui tente de le convaincre de conserver son titre de membre en explicitant la façon dont la Société est en train de se réformer, et l'exploration avec elle. Ces échanges témoignent alors des tensions qui traversent, pour un certain nombre de chercheurs et d'ethnologues, la définition de l'exploration.

Monod interroge effectivement, de sa plume alerte, la pertinence d'avoir encore recours à cette notion, quand les explorateurs, au sens géographique le plus noble du terme, constituent une espèce qui se raréfie grandement :

Évidemment c'est une question de vocabulaire, puisque l'on dit « hier, j'ai exploré un quartier de Paris... » et que l'on peut « explorer » le contenu d'un bocal. Mais on ne doit pas trop jouer sur les mots ; dans le langage courant, un explorateur est un homme qui contribue à la découverte de parties précédemment inconnues (inconnues des Européens en tous les cas) du globe. Je connais mal la littérature géographique non ouest-africaine, mais je serais surpris qu'à part quelques cas très spéciaux (et largement polaires) il reste beaucoup à découvrir, du moins assez pour que les artisans français directs de cette éventuelle ou réelle découverte se trouvent assez nombreux pour constituer une confrérie spécialisée<sup>46</sup>.

Par un tour de passe-passe logique – et tautologique –, il appuie ses doutes concernant la raison d'exister de la Société des explorateurs sur le constat qu'elle semble, précisément, avoir des difficultés à fédérer les explorateurs :

Si, comme nous y autorise le dictionnaire, on consent à étendre prudemment mais encore très honorablement le sens du mot « explorateur » aux chercheurs de disciplines telles que la géologie, la géomorphologie, la phytogéographie, etc., et aux auteurs des tout derniers itinéraires inédits à faire (p. ex. certains officiers

méharistes), pourquoi si peu de ces « explorateurs »-là se trouvent-ils groupés dans le club ? L'ignorent-ils ? L'estiment-ils, en ce qui les concerne, sans objet<sup>47</sup> ?

Les questions de Monod sont toutefois rhétoriques : au-delà de ces questions de fond, il met en cause la tournure qu'a prise la Société ces dernières années, et notamment ses « concessions à l'esprit du siècle », qui contribuent à éloigner les véritables explorateurs, et notamment lui-même. Il exprime clairement cette idée dans un précédent courrier à Flornoy :

Cette honorable société, animée au départ des plus louables intentions, a fait depuis de si larges concessions à l'esprit du siècle, sous forme de journalisme publicitaire, de dîners mondains ou de cocktails, et, depuis peu, de complicité cynégétique, que j'ai estimé qu'il devenait de plus en plus difficile, pour un simple voyageur modestement scientifique, d'y demeurer<sup>48</sup>.

La Société essaye là de jouer sur deux tableaux, sans se rendre compte, selon Monod, que si ce « côté "concessions à l'esprit du siècle" [...] étend sans doute d'un côté l'influence du groupe, [il] doit nécessairement, en même temps, le "découvrir" sur son bord sérieusement scientifique<sup>49</sup> ».

La démission annoncée de Monod – peut-être plus que sa remise en cause de fond – n'est pas sans susciter des remous au sein de la Société. La première réaction ne se fait pas attendre : afin de raviver sa confiance, Flornoy lui annonce rapidement en réponse qu'ils ont « éliminé le groupe Liotard, une vingtaine de jeunes turbulents<sup>50</sup> ». Ce groupe avait été constitué en 1945 par Noël Ballif, sous l'égide de la Société, et entendait rassembler les « jeunes gens intéressés par les voyages d'étude et d'exploration », que leurs aspirations fussent scientifiques, artistiques, techniques ou sportives<sup>51</sup>. Il compta ainsi parmi ses premiers membres Jean Rouch et Georges Condominas. L'objectif consistait à mutualiser les énergies et les savoir-faire afin de pouvoir entreprendre les expéditions qu'aucun de ces jeunes n'aurait pu facilement organiser seul. Le groupe apparaissait en cela comme un tremplin vers le statut d'explorateur<sup>52</sup>, et il organisa dès les premières années de très nombreuses missions, en Afrique notamment, telle la fameuse mission Ogooué-Congo<sup>53</sup>. Sans rentrer dans les détails, on sait toutefois, grâce au récit qu'en a fait Ballif, que cette mission de trois mois seulement, qui se voulait en partie cinématographique, usa de pratiques scientifiquement douteuses pour l'époque, dans la constitution de sa documentation – comme des intrusions lourdes dans la vie des populations et le recours régulier à des mises en

scène<sup>54</sup>. Les résultats publiés à son retour furent également bien maigres, et n'eurent pas le succès de la foison d'articles publiés dans la presse populaire ou des conférences publiques illustrées.

Dès 1947, des voix mettaient déjà en question les prétentions scientifiques de ce groupe, auquel le ministre de l'Éducation nationale refusa par exemple d'accorder son parrainage. Des bruits coururent sur les pratiques du groupe, qui ne sont pas sans faire écho aux reproches ultérieurs de Monod, sur lesquels ce ministre s'appuie pour motiver son refus :

Des renseignements que j'ai pu recueillir, il résulte que votre groupe disperserait ses efforts au lieu de poursuivre des études approfondies. Il semble que la valeur des résultats scientifiques obtenus lors de vos précédentes missions ne soit pas en rapport avec l'enthousiasme qui vous anime. Je crois donc qu'il serait nécessaire de vous préparer de façon plus complète afin que les résultats de vos missions soient bien ceux qu'on pouvait en attendre<sup>55</sup>.

Le groupe organiserait en effet des missions trop courtes et insuffisamment préparées pour traiter des sujets parfois trop ambitieux. Les membres du groupe eux-mêmes admettent progressivement certaines limites, vraisemblablement face aux critiques. En 1948, André Laurentin<sup>56</sup> se montre par exemple conscient d'un certain déséquilibre, lorsqu'il évoque la mission « Grelier », organisée sur deux mois, avec comme principal objectif de faire une synthèse des « travaux d'hydrologie au Proche-Orient. » Il reconnaît alors un certain manque de rigueur du groupe, qui « traite parfois de scientifiques des travaux qui ne sont que pseudo-scientifiques<sup>57</sup> ». Rapidement d'ailleurs, les futurs ethnologues que sont Condominas et Rouch prennent leur distance avec le groupe et ses pratiques<sup>58</sup>.

Peut-être les jeunes aventuriers du groupe Liotard avaient-ils pris trop à la lettre l'idée de Lebeuf selon laquelle la science pouvait jouer le rôle d'un prétexte pour faire œuvre d'explorateur. À l'orée des années 1950, ce groupe Liotard incarne le manque de modestie et de rigueur face auquel la Société des explorateurs décide de se redéfinir et se réformer. Cela intervient à un moment où le champ scientifique émet diversement des doutes sur ses affinités et ses liens avec ce que recouvre la notion d'exploration. Nous avons énoncé en introduction les propos d'André Leroi-Gourhan en 1952, pour qui il est temps en effet de recadrer cette notion d'exploration « si nous voulons en conserver l'usage » (Leroi-Gourhan 1952 : 7). Par ce *nous* il témoigne de l'attachement de la communauté scientifique à cette notion ; il en appelle à la définition d'une « exploration



méthodique » (*ibid.* : 10-11). Il fait écho à la vision de Griaule en 1946, pour qui les nouveaux explorateurs devaient « creuser en profondeur, [et] étudier avec méthode mille peuples découverts » (Griaule 1946 : 118). Les propos de Leroi-Gourhan annoncent un tournant sémantique et scientifique de l'exploration. Dans ses échanges avec Flornoy, Monod évoque lui aussi la nécessité d'être prudent dans l'usage de ce mot, tant ce qu'il désigne s'avère brouillé. Ils invitent là, en somme, la Société des explorateurs à clarifier ses engagements vis-à-vis des sciences modernes. C'est dans cette perspective que la Société entreprend donc de préciser ce que désigne l'exploration, afin de conserver à cette notion sa valeur de référence acquise depuis les années 1930. Ce faisant, elle entend également déjouer les critiques jugées illégitimes que formulent, dans ces années 1950, quelques « maîtres à penser ».

### ***Les légitimités concurrentes : Flornoy contre Lévi-Strauss***

Les critiques de Monod ne sont pas à lire comme le premier moment d'une rupture qui serait consommée quelques années plus tard, mais marquent le prélude d'une nouvelle configuration des rapports entre ethnologie et exploration. La Société des explorateurs semble prendre acte de ces critiques de fond et publie une série de déclarations en décembre 1953<sup>59</sup>, à travers lesquelles elle recadre ce que doit être l'exploration et distingue pour ce faire les vrais des faux explorateurs. Certains se revendiquent de cette appellation, bien que « ni la préparation, ni le motif de leur voyage [ne] répondent à l'esprit de l'exploration française ». Ils s'en tiennent plutôt à « se [faire] gloire de leurs aventures personnelles, dans un simple but publicitaire », contribuant ainsi à « jeter le discrédit sur les véritables explorateurs » – le groupe Liotard, évoqué plus haut, semble être là en ligne de mire. Cette disqualification et ce recadrage par la négative s'accompagnent ainsi d'une redéfinition de ce qui doit donc animer les « véritables explorateurs » :

Le souci principal des explorateurs est d'aider à la connaissance des problèmes scientifiques, humains ou d'intérêt général qui se posent dans des régions peu connues ou inexplorées. Le but de l'explorateur est de collaborer, même s'il n'est pas lui-même un savant, avec les organismes scientifiques.

La Société promeut là une nouvelle alliance entre l'exploration et la science, qui entend délégitimer toute autre vision de l'exploration.

Ce recadrage entrepris parmi les explorateurs à l'orée des années 1950 les amène à réagir face à la disqualification et au mépris dont ils font l'objet en 1955, sous la plume de Lévi-Strauss notamment. Celui-ci ferait en effet l'impasse sur les efforts engagés par la Société depuis quelques années, pour s'en tenir à l'image d'une exploration débridée qu'elle tente précisément de mettre à distance : pour Bertrand Flornoy, le président de la Société, l'engagement des explorateurs est mal compris par l'auteur et injustement mis en cause. En juin 1957, il publie un billet dans les *Cahiers des explorateurs* qui se veut une réponse indirecte aux critiques de Lévi-Strauss, émises dans « un livre au triste titre », et qui sont dorénavant « à la mode » :

La mode est, de nos jours, tout au moins chez ceux de nos maîtres à penser que leur extrême lassitude amène à une critique de tout enthousiasme viril, la mode est de condamner les hommes qui lient leur passion de connaître et leur passion de vivre. Et quoi de plus commode que les condamner au nom de la science... D'où cette flèche habilement empoisonnée : c'est mal servir la recherche scientifique que de la confondre avec notre expérience personnelle.

Pour Flornoy, il faut au contraire insister sur ce que l'engagement des explorateurs a de total, lequel engagement ne saurait se réduire à une prise de risque gratuite, par laquelle ils chercheraient essentiellement à faire preuve d'une bravoure qui les auréolerait d'une reconnaissance supérieure :

Lequel d'entre nous n'a pas accepté tous les risques de ses entreprises ? Et pourtant nous n'avons pas le culte des aventures inutiles. Mais du fait que nous choisissons de nous engager totalement dans un acte d'exploration et de recherche, nous ne pouvons renier aucune part de cet engagement – ou ce serait alors renier une partie de nous-mêmes<sup>60</sup>.

Les risques sont indissociables de la recherche ; ils font partie des « entreprises » aptes à la faire progresser : ceux qui s'y consacrent témoignent d'un véritable engagement, dont la mise en danger de soi ne serait qu'une preuve supplémentaire. Les choses ainsi formulées, la gloire aurait donc peu d'importance, et les explorateurs n'auraient pas à avoir « mauvaise conscience » des péripéties qu'ils traversent : les épreuves et les efforts physiques « sont inséparables de l'acte d'exploration », et, même s'ils ont pu être plus décisifs dans la vocation de certains explorateurs que la poursuite de la recherche, ils en sont une composante qu'il faut pleinement assumer.

Flornoy en vient à développer dans son billet une valorisation de l'expérience personnelle qui s'oppose alors à la position qui traverse l'ouvrage de Lévi-Strauss, selon lequel l'expérience ne saurait suffire à fonder une science de l'homme. Pour ce dernier, elle présente au contraire une limite de deux ordres : d'une part, l'expérience permise par le voyage n'est plus ce qu'elle était, au vu des entreprises des siècles précédents ; Lévi-Strauss est alors loin d'être le seul à s'en émouvoir<sup>61</sup> (Debaene 2004). Mais surtout, d'un point de vue épistémologique, restituer une expérience ne saurait être comparable au travail de construction scientifique, qui suppose un processus de conceptualisation. Pour Lévi-Strauss, en effet, « la science sociale ne se bâtit pas plus sur le plan des événements que la physique à partir des données de la sensibilité » (Lévi-Strauss 1955 : 46). Flornoy, en réponse, propose une articulation différente entre connaissance et expérience, qui prend à rebours cette vision positiviste de la science : il oppose en effet une « réserve » nécessaire face à sa propre expérience, à une « indifférence » regrettable :

Cette réserve volontaire, que nous faisons nôtre, n'implique pas l'indifférence. Nous devons trop de richesse humaine à notre expérience d'explorateurs pour isoler celle-ci de notre quête de connaissance. Pour nous, actes et pensées, efforts et découvertes, sont liés – et liés indissolublement puisque actes et efforts nous sont imposés par la terre et les hommes que nous venons visiter et qu'ils nous communiquent, dès avant la découverte, une part de la vérité que nous cherchons.

Ne pas accorder trop d'importance à l'aventure telle qu'elle fut vécue ne doit pas conduire selon Flornoy à l'ignorer. Il considère qu'il y a dans l'expérience de l'explorateur une « richesse humaine » qui participe de la quête de connaissance. Cette « richesse » reste assez imprécise dans le texte, et mêle connaissance de soi par le voyage et vérité sur les groupes et individus rencontrés : éluder ce que l'expérience nous en apprend serait perdre de cette richesse. Flornoy construit ainsi des couples indissociables, « actes et pensées », « efforts et découvertes », qui traduisent son approche hautement empiriste. Formuler des pensées ou faire des découvertes suppose en amont une action humaine et concrète sur le terrain, sans laquelle elles n'advindraient pas. Par les actes et les efforts, inévitables pour rejoindre une région et rencontrer « les hommes » qui la peuplent, « une part de la vérité » recherchée est en effet déjà atteinte selon lui : l'expérience est porteuse de connaissance, et en cela son récit ne saurait lui être préjudiciable.

Flornoy et Lévi-Strauss défendent ainsi des postures antagonistes qui reflètent l'attachement de l'un au récit de la dimension concrète, active et subjectivement vécue de l'ethnographie,

quand l'horizon du second s'élève vers une « ethnologie résolument anti-empiriste » (Debaene 2010 : 234). S'ils se situent à deux niveaux d'ambition scientifique différents, Flornoy tente ainsi une forme de réconciliation face aux critiques de « maîtres à penser », afin de donner théoriquement corps au recadrage engagé par la Société des explorateurs depuis quelques années.

### ***Une sémantique encombrante***

La posture sceptique et distante de Lévi-Strauss est loin de faire l'unanimité parmi les chercheurs dans les années 1950. Le recadrage amorcé en 1953 par la Société des explorateurs semble au contraire avoir un écho favorable chez un certain nombre d'ethnologues. En 1957, la Société peut compter sur la fidélité de Monod, des époux Lebeuf, de Gessain, Lehmann, Leroi-Gourhan ou Soustelle<sup>62</sup>. Mais s'ajoutent également à ses membres de nouvelles têtes, qui incarnent la relève : Jean Guiart, Jean Malaurie, Guy Stresser-Péan, et surtout, en qualité de vice-président et vice-présidente, Jean Rouch et Germaine Dieterlen. La Société continue de fédérer de nouveaux membres, d'autant plus qu'elle défend dorénavant une orientation susceptible de davantage correspondre aux aspirations des chercheurs : cela se concrétise, au fil de la décennie, par l'adoption progressive d'un nouveau mot, associé à celui d'exploration : celui de « recherche ». En 1957, Flornoy désigne en effet explicitement, dans les colonnes des *Cahiers des explorateurs*, les membres de la Société comme « les éléments actifs de l'exploration et de la recherche actuelle » et loue la façon dont ils « servent l'esprit de la recherche<sup>63</sup> ». Il suggère alors modestement le rôle qu'a joué la Société dans le développement des connaissances et des nouvelles techniques d'enquêtes – mentionnant « par exemple l'enquête ethnographique » : elle fait venir à elle, par la référence à l'exploration, celles et ceux qui sont attirés par le goût du risque et la soif d'expérience, dont elle peut canaliser les aspirations en les orientant vers la recherche. Elle jouerait le rôle d'une intermédiaire, capable de transformer un désir d'aventure en vocation scientifique, le goût du risque en esprit de la recherche.

À travers cette référence à la recherche, qui s'ajoute au recadrage amorcé des pratiques, les tenants de la Société entendent redéfinir concrètement ce que recouvre la notion d'exploration et lui conférer une nouvelle légitimité. Néanmoins, pour certains chercheurs, malgré cette bonne volonté, le projet achoppe sur ce que le mot d'« exploration » charrie inmanquablement de problématique. Les tentatives de la Société ne parviendraient pas à agir de façon performative ; il serait illusoire en un sens de vouloir réformer l'exploration. Ainsi, sans tenir à distance la Société des

explorateurs ni ses partisans, certains chercheurs qui adhèrent au projet de reconfiguration de l'exploration qu'elle a entrepris restent toutefois gênés par le vocable et appellent à prendre davantage de distance. Paul Rivet adopte précisément cette attitude au milieu des années 1950, à travers laquelle il se démarque d'une sémantique encombrante sans remettre en cause l'objet, les pratiques et les usages qu'elle recouvre.

Rivet est proche de la Société et de ses membres depuis les années 1930 et il accepte en 1956 d'ouvrir l'émission de télévision qu'elle propose, intitulée le *Magazine des explorateurs*<sup>64</sup>. Il lui revient de formuler quelques mots d'introduction, à travers lesquels il suggère l'ambivalence de la notion d'exploration, sans remettre en question les visées de la Société des explorateurs :

Cette nouvelle formule que vous me proposez me plaît infiniment.

Voilà pas mal de temps que je porte l'accent sur la recherche beaucoup plus que sur cette notion d'exploration qui me paraît dépassée.

En effet, à l'heure actuelle, sauf dans des régions tout à fait extraordinaires... partout où l'homme va, il pose ses pieds dans les pas d'un autre homme qui l'a précédé.

Et ce qui nous importe pour la science de l'ethnologie c'est beaucoup moins de rapporter des aventures que de nous apporter des renseignements précis sur les populations qu'on a visitées, sur ses coutumes, sur sa psychologie.

Voilà en somme le but de cette nouvelle émission qui commence aujourd'hui et que je suis très heureux d'inaugurer...

Sa réponse est habile : il accepte de parrainer l'émission, mais il y défend un autre projet, en valorisant l'ethnologie plutôt que l'exploration. Il ne désavoue pas le terme ni l'entreprise, mais ne la cautionne pas non plus – il opère plutôt un déplacement diplomatique. Il pointe en effet les limites de la requalification sémantique entreprise par la Société des explorateurs. Malgré l'autorité qu'elle a sans conteste acquise depuis les années 1930, le mot « exploration » et ce qu'il recouvre lui échappent.

Bien que le propos de Paul Rivet, en ouverture de cette émission, se veuille clairement indiquer la distance indispensable à prendre avec la notion d'exploration, le mot reste pour autant celui du titre de l'émission et de la Société qui l'anime, ce qui n'en finit pas d'engendrer une certaine ambiguïté que les ethnologues, en participant à l'une ou à l'autre à partir de la fin des années 1950 et au-delà, contribuent à perpétuer. La Société continue en effet d'agrèger des ethnologues

parmi ses membres, qui occupent parfois des responsabilités comme on l'a déjà noté. Par ailleurs, le *Magazine des explorateurs* en invite également plusieurs, au fil des années qui suivent, à faire part de leur expérience sur son plateau et à diffuser au grand public leur film de terrain. Il s'agit essentiellement d'ethnologues africanistes. Le premier d'entre eux est, sans surprise, Jean Rouch en 1960<sup>65</sup>, auquel s'ajoutent jusqu'aux années 1970, Guy Le Moal<sup>66</sup>, Marc-Henri Piault<sup>67</sup> ou Jean-Pierre Olivier de Sardan<sup>68</sup>. Les ponts ne sont donc pas totalement coupés durant les années 1950, comme aurait pu le laisser présumer l'invective lancée par Lévi-Strauss. Si la polysémie dont s'est parée la notion d'exploration, renvoyant tantôt à un héritage prestigieux, tantôt à un goût populaire pour l'aventure ou à une pratique de recherche, la rend en un sens encombrante, elle permet toutefois à ceux qui continuent de s'en saisir de jouer sur plusieurs tableaux et de faire ainsi planer sur leur posture et leur dessein une heureuse imprécision.

À la fin des années 1950, si certains ethnologues se réfèrent toujours à l'exploration, cette notion et les pratiques qu'elle recouvre ne constituent plus ni le pendant ni l'horizon de la discipline. La rencontre entre l'ethnologie et l'exploration au cours des années 1930, dans un contexte d'effervescence entourant le musée d'ethnographie du Trocadéro, s'appuyait sur un imaginaire et un horizon partagés, autour desquels la Société des explorateurs, en 1937, fédérait ses membres. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale cette parenté est d'abord accentuée, avant d'être progressivement mise en cause, à mesure que la notion d'exploration devient l'objet de discours divergents et que les pratiques qui s'en revendiquent se multiplient. L'exploration se diffracte, tantôt sous la plume des ethnologues, tantôt au cours des voyages de jeunes aventuriers. Au tournant des années 1950, différentes interprétations de l'exploration cohabitent ainsi, jusqu'à ce que, du point de vue d'un certain nombre d'acteurs scientifiques, tels que Théodore Monod, André Leroi-Gourhan ou encore Claude Lévi-Strauss, elles deviennent par trop contradictoires.

S'ensuit dès lors une profonde remise en question des fondements de la Société des explorateurs, qui entreprend de recadrer son objet et de réaffirmer sa raison d'être, en faisant le choix de privilégier et de réaffirmer l'alliance avec la « recherche ». Face aux critiques et aux mises en cause de leur légitimité, certains explorateurs redoublent l'expression de leur engagement scientifique : Bertrand Flornoy, archéologue, longtemps président de la Société, multiplie par exemple, au cours de cette décennie, les contributions au *Journal des américanistes*, suggérant par là même que la distinction entre ethnologue et explorateur serait d'abord une question de vocabulaire et de posture publique plutôt que de pratiques scientifiques. Néanmoins se dessine déjà, en

filigrane, à cette période, une ligne de fracture, entre les ethnologues qui se montrent attachés à cette notion d'exploration, et ceux qui entendent au contraire s'en dissocier. À travers le mot et la référence semble en effet se jouer deux choses, vis-à-vis desquelles la nouvelle génération de chercheurs se positionne : parler d'exploration en tant qu'ethnologue à la fin des années 1950, c'est, d'une part, s'associer à une histoire récente de l'ethnologie, dont Marcel Griaule a notamment fait son miel ; reprendre ce vocabulaire en tant qu'ethnologue, c'est également assumer une posture sociale et publique particulière, dans la continuité de la popularisation de la discipline entreprise du temps du Trocadéro. Inversement, dès lors, se dissocier de l'exploration et des explorateurs revient à se départir de cette histoire et de cette posture, et à faire place à une autre filiation, à un autre ethos de chercheur, à un nouvel horizon porté par une nouvelle génération.

## BIBLIOGRAPHIE

- Besse Jean-Marc, Blais Hélène & Isabelle Surun (dir.), 2010. *Naissances de la géographie moderne, 1760-1860 : lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, Lyon, ENS Éditions.
- Bondaz Julien, 2014. *L'exposition postcoloniale : musées et zoos en Afrique de l'Ouest (Niger, Mali, Burkina Faso)*, Paris, L'Harmattan.
- Bondaz Julien, 2016. « Les grands explorateurs comme ancêtres. André Leroi-Gourhan, Marcel Griaule et la popularisation de l'ethnologie », in *L'homme [L'objet] : André Leroi-Gourhan (catalogue d'exposition, Lyon, Univ. Jean Moulin Lyon III, 11 octobre-22 décembre 2016)*, Lyon, Université Jean Moulin Lyon III, p. 54-74.
- Calame-Griaule Geneviève, 1994. « Jean-Paul Lebeuf ». *Journal des africanistes*, vol. 64, n° 2, p. 97-112.
- Collectif, 1953. *L'Aventure notre vocation*, Paris, Amiot-Dumont.
- Condominas Georges, 1954. « La place des sciences humaines dans la culture de l'homme moderne », *France-Asie*, n° 94.
- Condominas Georges, 1965. *L'Exotique est quotidien: Sar Luk, Viet-Nam central*, Paris, Plon.
- Conklin Alice, 2013. *In the Museum of Man: Race, Anthropology, and Empire in France, 1850-1950*, Ithaca/London, Cornell University Press.
- Coquet Michèle, 2014. *Un destin contrarié. La mission Rivière-Tillion dans l'Aurès (1935-1936)*, Paris, Les

Carnets de Bérose, n° 6, Lahic/DPRPS. [https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet\\_de\\_be\\_rose\\_no6\\_coquet\\_2014.pdf](https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet_de_be_rose_no6_coquet_2014.pdf).

Coret Clélia, 2017. « Savoirs missionnaires, savoirs d'ethnologues. Production et circulation des premiers savoirs ethnologiques et linguistiques sur les Pokomo (Kenya) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle », in Jean-Louis Georget, Gaëlle Hallair & Bernhard Tschofen (dir.), *Saisir le terrain ou l'invention des sciences empiriques en France et en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, p. 113-130.

Debaene Vincent, 2004. « Portrait de l'ethnologue en Lazare », in Michel Izard (dir.), *Cahiers de l'Herne. Claude Lévi-Strauss*, Paris, L'Herne, p. 99-107.

Debaene Vincent, 2008. « Préface », in Claude Lévi-Strauss, *Œuvres*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade ».

Debaene Vincent, 2010. *L'Adieu au voyage. L'ethnologie française entre science et littérature*, Paris, Gallimard.

Delpuech André, Laurière Christine & Carine Peltier-Caroff (dir.), 2017. *Les Années folles de l'ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle.

Denechere Yves, 2005. « Construire des églises pour les missions : l'architecte Maurice Laurentin et les missionnaires de l'Ouest », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, vol. 2, n° 112, p. 135-147.

Driver Felix, 2001. *Geography militant: cultures of exploration and empire*, Blackwell, Oxford/Malden.

Griaule Marcel, 1946. *Les Grands explorateurs*, Paris, Presses universitaires de France.

Jamin Jean, 2014. *Le Cercueil de Queequeg. Mission Dakar-Djibouti (mai 1931-février 1933)*, Les Carnets de Bérose, n° 2, Lahic/DPRPS. [https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet\\_de\\_be\\_rose\\_no2\\_jamin\\_2014.pdf](https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet_de_be_rose_no2_jamin_2014.pdf).

Jolly Éric, 2009. « Des jeux aux mythes. Le parcours ethnographique de Marcel Griaule », *Gradhiva*, n° 9, p. 165-187.

Jolly Éric, 2014. *Démasquer la société dogon. Sahara-Soudan (janvier-avril 1935)*, Paris, Les Carnets de Bérose, n° 4, Lahic/DPRPS. [https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet\\_de\\_be\\_rose\\_no4\\_jolly\\_2014.pdf](https://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet_de_be_rose_no4_jolly_2014.pdf).

Jolly Éric, 2017. « Le Club des explorateurs. Une aventure au croisement de la science, du voyage et



du sport », *À la naissance de l'ethnologie française. Les missions ethnographiques en Afrique subsaharienne (1928-1939)*. Édition numérique : <http://naissanceethnologie.fr/> (consulté le 30 décembre 2017).

Jolly Éric & Marianne Lemaire (éd.), 2015. *Cahier Dakar-Djibouti*, Meurcourt, Éditions Les Cahiers.

Laurière Christine, 2008. *Paul Rivet : le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle.

Laurière Christine, 2017a. « Le banquier et mécène du musée. La SAMET », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les Années folles de l'ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'Histoire naturelle, p. 141-201.

Laurière Christine, 2017b. « L'épreuve du feu des futurs maîtres de l'ethnologie », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les Années folles de l'ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'Histoire naturelle, p.405-447.

Laurière Christine & Carine Peltier-Caroff, 2017. « Annexe 3. Liste des missions ethnologiques (1925-1939) », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les Années folles de l'ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'Histoire naturelle, p. 915-919.

Lebeuf Jean-Paul, 1942. « Pour devenir explorateur », *Sciences et Voyages*, n° 81, octobre.

Lebeuf Jean-Paul, 1946. « Notre métier, l'exploration », *Camping plein air*, 14 août.

Lebeuf Jean-Paul, 1954. *Du Cameroun au Tchad*, Paris, Nathan, coll. « Terres et Hommes ».

Lemaire Marianne, 2011. « La chambre à soi de l'ethnologue », *L'Homme*, n° 200, p. 83-112.

Leroi-Gourhan André, 1947. « Psychologie de l'explorateur », in André Leroi-Gourhan (dir.), *Les Explorateurs célèbres*, Genève, Éditions d'art Lucien Mazenod.

Leroi-Gourhan André, 1952. « Avant-propos » in Collectif, *Explorations outre-mer à travers l'Union française*, Paris, La Documentation française.

L'Estoile Benoît de, 2007. *Le Goût des autres : de l'Exposition coloniale aux arts premiers*, Paris, Flammarion.

Lévi-Strauss Claude, 1955. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon.

- Lévi-Strauss Claude & Didier Eribon, 1988. *De près et de loin*, Paris, Odile Jacob.
- Loyer Emmanuelle, 2015. *Lévi-Strauss*, Paris, Flammarion.
- Mauuarin Anaïs, 2015. « De “beaux documents” pour l’ethnologie », *Études photographiques*, n° 33, p. 21-41.
- Mauuarin Anaïs, 2017. « La photographie multiple. Collections et circulation des images au Trocadéro », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les Années folles de l’ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Museum national d’Histoire naturelle, p. 701-729.
- Mauuarin Anaïs, 2020. « L’Afrique de l’Ouest dans les tiroirs. Documentation scientifique et photographie coloniale à la photothèque de l’IFAN (Dakar) », *Photographica*, n° 1, p. 78-91.
- Mauuarin Anaïs, 2022. *À l’épreuve des images. Photographie et ethnologie en France, 1930-1950*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, collection « Cultures Visuelles ».
- Peltier-Caroff Carine, 2017. « Un potlatch au Trocadéro. Paul Coze, indianiste ethnographe », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les Années folles de l’ethnographie. Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Museum national d’histoire naturelle, p. 481-535.
- Robic Marie-Claire, 1996. « Interroger le paysage ? L’enquête de terrain, sa signification dans la géographie humaine moderne (1900-1950) », in Claude Blanckaert (dir.), *Le terrain des sciences humaines : instructions et enquêtes, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris/Montréal, p. 357-388.
- Sirost Olivier, 2009. « Le Club des explorateurs français : des pratiques de plein air aux musées », in Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëll & Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l’ethnologie*, Paris, Éditions de la MSH, p. 113-121.
- Suremain Marie-Albane de, 2004. « Faire du terrain en AOF dans les années cinquante », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 4, p. 651-659.
- Suremain Marie-Albane de, 2007. « L’IFAN et la “mise en musée” des cultures africaines (1936-1961) », *Outre-mer*, vol. 94, n° 356, p. 151-172.
- Surun Isabelle, 2007. « Les figures de l’explorateur dans la presse du XIX<sup>e</sup> siècle », *Le Temps des médias*, n° 8, p. 57-74.

Thomas Martin & Amanda Harris (dir.), 2018. *Expeditionary Anthropology: Teamwork, Travel and the "Science of Man"*, New York/Oxford, Berghahn Books.

Venayre Sylvain, 2002. *La gloire de l'aventure : genèse d'une mystique moderne*, Paris, Aubier.

## NOTES

1.▲ Claude Lévi-Strauss énonce cette idée au micro de Bernard Rapp, dans l'émission *Caractères* du 11 octobre 1991 (Antenne 2, France Régions 3), à partir de 02'14. En ligne (consulté le 26 septembre 2017).

2.▲ Ce Club, devenu « Société », est toujours en activité sous le statut d'association loi 1901 ; elle regroupe un ensemble de membres et propose régulièrement des rencontres, en lien avec la Société de géographie. L'histoire de son inscription dans les réseaux scientifiques, culturels et touristiques reste encore en partie à écrire.

3.▲ Anon. [Henri Lauga], « Éditorial », *Le Risque*, n° 1, 10 juin 1937.

4.▲ La philosophie adoptée dans cette revue est évidemment à rapprocher de celle du scoutisme, mouvement né en 1907 en Angleterre et propagé en France (entre autres) après 1910 ; plus largement, elle s'inscrit dans la dynamique du « pleinairisme ». *Le Risque* se veut en effet, d'après son sous-titre en 1937, le « magazine bimensuel de la jeunesse et du plein air ». Sur ce rapprochement et le scoutisme, voir les propositions, toutefois succinctes, formulées dans la mise en perspective historique de Venayre (2002 : 68-71) ainsi que le travail de Carine Peltier-Caroff sur la figure de Paul Coze (2017).

5.▲ Anon., *Le Risque*, n° 6, 25 août 1937, p. 24.

6.▲ Dans le livre que Griaule consacre aux grands explorateurs en 1946 et sur lequel nous reviendrons plus amplement, l'auteur utilise une formulation ironique qui résume le procès en naïveté souvent fait à ceux qui se revendiquent encore de l'exploration : « L'explorateur est [...] sous le coup d'une surprise peu banale : celle de trouver chez l'éditeur la carte du pays inconnu qu'il s'apprête à fouler et que personne n'a pourtant visité avant lui. »

7.▲ Anon., *Le Risque*, n° 6, *ibid.*

8.▲ Le fichier que le Club des explorateurs entend mettre en place fait écho aux informations que l'Agence économique des colonies compte elle aussi délivrer ultérieurement à partir de 1941 : elle voulait accumuler des ressources afin de répondre, non pas aux demandes des voyageurs, mais plutôt à ceux qui souhaitaient s'installer dans les territoires colonisés. Voir la section concernant le « Service des renseignements » dans les *Rapports* de l'Agence économique de la France d'outre-mer (1941-1950) (Archives nationales d'outre-mer/FM AGEFOM/679).

9.▲ Jeanne Jouin (1894-1986) fut élève de l'Institut d'ethnologie et concentra son travail sur le Maroc, et particulièrement sur la femme marocaine et ses costumes.

10.▲ Robert Gessain (1907-1986), médecin de formation et anthropologue, partit pour la première fois sur le terrain au Groenland aux côtés de Charcot (1934-1935), puis de Paul-Émile Victor (1936). Cette région resta durablement sa zone de travail privilégiée. La suite de sa carrière le mena aux fonctions de professeur d'anthropologie au Muséum national d'histoire naturelle, et de directeur du musée de l'Homme de 1968 à 1972.

11. <sup>△</sup>Thérèse Rivière (1901-1970), ethnologue, sœur de Georges Henri Rivière et l'une des chevilles ouvrières de la réorganisation du musée d'ethnographie du Trocadéro, a notamment mené une mission dans l'Aurès en 1934-1936 (Coquet 2014).
12. <sup>△</sup>Jacques Faublée (1912-2003), formé à l'École du Louvre, bénévole au Trocadéro dès le début des années 1930, puis certifié d'ethnologie, effectua sa première mission en 1938 à Madagascar, qui marque le reste de sa carrière. Il devient spécialiste de l'île, et enseignera notamment le malgache à l'INALCO jusqu'en 1980.
13. <sup>△</sup>André Leroi-Gourhan est mentionné comme nouveau membre dans le *Bulletin du Club des explorateurs* intégré à *Sciences et Voyages*, n° 72, janvier 1942.
14. <sup>△</sup>Dans sa lettre du 13 février 1939, Bertrand Flornoy demande à Rivet de faire partie du Comité d'honneur du club : ce dernier accepte selon une lettre de Jean de Guébriant du 13 mai 1939 (Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle [BCM]/Archives du musée de l'Homme [Archives MH]/2AM1K24c).
15. <sup>△</sup>BCM/Archives MH/2AM1B10.
16. <sup>△</sup>Gaétan Fouquet est un voyageur et écrivain français, membre du Club des explorateurs, qui créera l'association Connaissance du monde, avec Camille Kiesgen, en 1945. Il déposa par ailleurs des objets et de nombreuses photographies au musée de l'Homme.
17. <sup>△</sup>Henri Lhote (1903-1991) est un voyageur et préhistorien français, qui connaîtra un certain succès auprès du grand public à partir des années 1950 pour ses recherches en art rupestre saharien.
18. <sup>△</sup>Fred Matter est un voyageur-cinéaste. Il part avec la mission de Paul-Émile Victor au Groenland en 1935, au cours de laquelle il est chargé des prises de vue photographiques et cinématographiques, et participe également à l'expédition française du Haut-Amazone, avec Bertrand Flornoy et Jean de Guébriant en 1937.
19. <sup>△</sup>Bertrand Flornoy (1910-1980) est un explorateur français, connu notamment pour avoir découvert les sources de l'un des affluents de l'Amazone, le Rio Marañon. Il est l'un des fondateurs du Club des explorateurs et sera à partir de 1946, à plusieurs reprises jusqu'aux années 1980, président de la Société des explorateurs.
20. <sup>△</sup>Dès 1929 Rivet écrit en effet à Alexandra David-Néel : « Madame, J'apprends que vous devez repartir en 1931 pour la Mongolie. Permettez-moi donc de faire appel à votre dévouement pour la science ethnographique. [...] Comme je commence à réunir des collections, tout ce que je reçois est le bienvenu. Si vous acceptiez de nous aider dans cette œuvre que nous commençons, bien tard, peut-être trop tard, je vous en serais bien reconnaissant... » (Lettre de Rivet à David-Néel, le 17 décembre 1929 ; BCM/Archives MH/2AM1K30). La correspondance se concentre ensuite sur la question photographique : David-Néel dépose en effet de « belles photographies » au musée en 1933 (Lettre de Alfred M. Smouler [attaché au département d'Asie] à David-Néel, le 21 janvier 1933 ; *ibid.*) et plusieurs de ses clichés sont exposés dans la salle d'Asie du musée (Lettre de Smouler à David-Néel, le 7 décembre 1933 ; *ibid.*)
21. <sup>△</sup>Les courriers qu'échangent Rivet et Paul-Émile Victor entre 1930 et 1934 témoignent du soutien du professeur, qui l'aide à définir ses objets de recherche, le met en contact avec des chercheurs étrangers et l'aiguille dans ses recherches de financements (BCM/Archives MH/2AM1M1a).
22. <sup>△</sup>Pour plus de précision sur cette série d'expositions, une contextualisation et une mise en perspective, voir Mauuarin 2015 et Mauuarin 2017.
23. <sup>△</sup>Anon., « Les Touaregs ont dansé Avenue Georges V », *Paris-Midi*, 18 mars 1934.

- 24.▲ G. J. D., « Une soirée au Hoggar... En suivant Henry de Monfreid », *L'Intransigeant*, 19 mars 1934. Sur le déroulement de cette soirée, voir Laurière 2017a : 194-201.
- 25.▲ Selon la fameuse formule de Michel Leiris : « Ce prestige puissant que possède l'exotisme [...] explique dans une large mesure la vogue dont jouit actuellement l'ethnologie », citée in Laurière 2008 : 402.
- 26.▲ Marcel Moré, « Aperçus et commentaires. À propos de la réouverture du Musée d'ethnographie », *Politique*, septembre 1933.
- 27.▲ Anon., « Une remarquable exposition des îles Marquises », *La Dépêche coloniale*, 5 juin 1934.
- 28.▲ Voir les analyses fines et exhaustives de la dynamique qui entoure alors le Trocadéro dans Delpuech, Laurière & Peltier-Caroff 2017. Les travaux d'Alice Conklin éclairent quant à eux le contexte plus général dans lequel s'inscrit l'ethnologie française de l'époque : Conklin 2013.
- 29.▲ En réalité, cette revue ne verra pas le jour. Pour une mise en perspective de ce projet de revue et de la place importante qu'il entendait réserver explicitement aux images voir Mauuarin 2017 et Mauuarin 2022 : 160-165.
- 30.▲ Archives nationales/Institut d'ethnologie/20010498/70.
- 31.▲ Griaule occupa la première chaire d'ethnologie en France, créée à Paris en 1942, et Leroi-Gourhan la seconde, ouverte à Lyon en 1946. Il succède ensuite à Griaule à la Sorbonne après son décès en 1956.
- 32.▲ Cette fresque historique brossée à gros traits est soutenue par l'idée que « tous [l]es explorateurs qui paraissent se détacher de leurs semblables pour mieux dégager leur indépendance sont en réalité inséparables de leur époque » (Leroi-Gourhan 1947).
- 33.▲ Cette collection, éditée par les Presses universitaires de France, a été fondée quelques années auparavant, en 1941, par Pierre Angoulvent.
- 34.▲ Dès les premières lignes de l'introduction, Marcel Griaule suggère qu'« il y a autant d'histoires de l'exploration que de pays, car aussi haut qu'on remonte dans le temps on voit chaque peuple mettre du merveilleux attirant au-delà de son horizon ». En guise d'exemple il mentionne alors un moine abyssin rencontré, comme le précise Bondaz, à Dakar au cours de la mission Dakar-Djibouti, le 5 juin 1931. Il alimente l'idée d'un goût universel pour l'exploration, déjà présent chez André-Leroi Gourhan, que l'on retrouve sous la plume de Jean-Paul Lebeuf, accompagné dans l'un de ses périple par un « enfant "primitif" d'à peine douze ans [...] qui voulut [l]'accompagner dans l'Est qu'il ne connaissait pas et pour cette seule raison » (Lebeuf 1954 : 5-6).
- 35.▲ Pour un aperçu des missions menées à cette période en France, voir Laurière 2017b, et Laurière & Peltier-Caroff 2017.
- 36.▲ Sur la filiation historique entre explorateurs et géographes voir les travaux d'Hélène Blais, d'Isabelle Surun et de Jean-Marc Besse et leur ouvrage collectif (Besse *et al.* 2010).
- 37.▲ « La photographie aérienne permet de relever en peu de temps des surfaces considérables qu'aucun piéton topographe n'a jamais violées. C'est ainsi qu'au cours d'une campagne de quelques mois la planimétrie et l'altimétrie du Groenland ont été fixées par une compagnie aéronautique » (Griaule 1946 : 117).
- 38.▲ Pour un aperçu biographique, voir Calame-Griaule 1994.
- 39.▲ La légitimité de l'apprentissage du terrain en géographie est plus ancienne qu'en ethnologie en France : elle remonte au développement de la géographie vidalienne moderne qui rend la pratique du terrain progressivement incontournable

à partir de 1890. Dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, « l'“excursion” sous la direction du maître fait partie de la formation universitaire » (Suremain 2004 : 652). À la même période, les ethnologues s'en remettent encore souvent aux connaissances acquises par les missionnaires (Coret 2017).

40.▲ Lebeuf publia l'article « Les risques de l'enquête ethnographique », *Le Risque* (n° 18, 25 février 1938). Il fut élu au comité lors de l'assemblée générale du 28 janvier 1939 (*Bulletin du Club des explorateurs et des voyageurs*, n° 1, mars 1939).

41.▲ Les sections « articles » et « publications littéraires et diverses » de la bibliographie de Lebeuf publiée dans le *Journal des africanistes* après sa disparition en donnent la mesure. Y apparaissent notamment les revues *Sciences et Voyages*, *Journal des voyages*, *France-illustration*, *Connaissances du Monde*, *Marianne*, *France-Soir*, *Caravelle*, *La Revue des voyages*, *Plaisir de France*, *Marco Polo*, etc. Sur le rapport des ethnologues à la presse illustrée après la guerre, voir Mauuarin 2022 : 233 et suivantes.

42.▲ Les deux articles que Lebeuf publie dans *Camping plein air* suite à « Notre métier, l'exploration » (« Soif », 24 mai 1947 ; « Pluie », 27 août 1947) ne sont en effet signés que de son seul nom. Il en est de même par exemple dans la revue *Marco Polo*, en 1955 (« Les masques vivants d'Afrique », n° 5, p. 2-9).

43.▲ Ces journées se sont déroulées les jeudi 25, samedi 27 et dimanche 28 octobre 1951. Elles consistaient en une « présentation de films et de matériel des expéditions par les grands explorateurs français, G. de Beauchène, B. Flornoy, M. Herzog, M. Ichac, J.-P. Lebeuf, M. Leenhardt, F. Liotard, F. Matter, R. P. O'Reilly, J. Rouch, P. Sicaud, P. É. Victor, Martin de Vivies », d'après le carton d'invitation (Archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac [MQB]/DA000558).

44.▲ *L'Aventure, notre vocation* réunit ainsi les contributions de François Balsan, Gabrielle Bertrand, Norbert Casteret, Bertrand Flornoy, Jean-Paul Lebeuf, Bernard Pierre, Jacques Soubrier et Paul-Émile Victor.

45.▲ Les travaux sur l'histoire de cet institut se sont multipliés depuis une dizaine d'années : voir notamment Suremain 2007, Jézéquel 2011, Bondaz 2014 et Mauuarin 2020. Voir aussi la contribution de Julien Bondaz dans ce volume.

46.▲ Lettre de Monod à Flornoy, le 27 avril 1951 (BCM/Archives Monod/Ms Md 50).

47.▲ *Ibid.*

48.▲ Lettre de Monod à Flornoy, le 15 avril 1951 (BCM/Archives Monod/Ms Md 50).

49.▲ Lettre de Monod à Flornoy, le 27 avril 1951 (BCM/Archives Monod/Ms Md 50).

50.▲ Lettre de Flornoy à Monod, le 11 avril 1951 (BCM/Archives Monod/Ms Md 50).

51.▲ Ces quatre aspirations correspondent aux quatre sections du groupe, que les voyageurs sont invités à rejoindre selon leurs affinités. *Brochure du Groupe Liotard*, s. d. [c. 1946-1947] (MQB/Fonds Ballif/Do06282).

52.▲ Significativement, le point 3 des statuts du groupe Liotard, rédigés dans les premières années de sa constitution, indique que lorsqu'un membre est admis à la Société des explorateurs et voyageurs français, il cesse de faire partie du groupe Liotard (MQB/Fonds Ballif/Do06282).

53.▲ Un document de 1946 provenant des archives Ballif mentionne l'organisation de huit missions par le groupe Liotard, intitulées comme suit : « Mission Ogooué-Congo ; Mission AOF-Soudan ; Mission AOF-Niger ; Mission Haut-Atlas marocain ; Mission Atlas-Sagho ; Mission Spitzberg ; Mission Aurès ; Mission Sud algérien (Tébessa). » Un autre document mentionne en plus l'organisation d'une « Mission Sud-Constantinois », d'une mission « Côte-d'Ivoire » et un « tour de l'Afrique ».

54.△ Pour une analyse et une contextualisation de ces pratiques, ainsi que de leurs implications, nous renvoyons au chapitre 4 de notre livre (Mauuarin 2022), et plus spécifiquement aux pages 247-267. Voir également la contribution de Damien Mottier dans ce volume.

55.△ Lettre du ministre de l'Éducation nationale à Ballif, le 2 juillet 1947 (MQB/Fonds Ballif/DOO6282).

56.△ André Laurentin, né en 1922, est vraisemblablement un des fils de l'architecte Maurice Laurentin qui travailla après la Seconde Guerre mondiale avec des missions basées en Afrique. André effectua un voyage au Cameroun à l'automne 1949 (Denechere 2005 : 41).

57.△ Il ne s'agit pourtant pas tellement d'une question de fond pour lui, mais plutôt d'une « question de cuisine intérieure qu'il conviendrait de mettre au point avant que des battages journalistiques ne nous enferment dans des positions manquant un peu trop de modestie », Lettre d'André Laurentin à Ballif, le 29 février 1948 (MQB/Fonds Ballif/DOO6282).

58.△ Condominas, qui fit à cette période un voyage dans le Haut-Atlas marocain parrainé par le groupe, en 1946, dira plus tard que « malheureusement, l'initiative venait du "Club des explorateurs". Malheureusement ? Peut-être non, car j'ai pu voir ainsi de près en quoi consistaient les exploits d'un "explorateur" pleyelisant... ! [...] sur le plan professionnel, cette expérience ne m'aura pas été inutile, puisqu'elle m'a permis de me rendre compte des erreurs que l'on peut commettre sur un terrain pour lequel on est mal préparé » (Condominas 1965 : 90).

59.△ Secrétariat de la Société des explorateurs et voyageurs français, *Déclaration du comité de la Société des explorateurs et voyageurs français*, décembre 1953 (BCM/Archives MH/2 AM1K24c). Les citations du paragraphe proviennent de ce même document.

60.△ Bertrand Flornoy, « Le billet du Président », *Cahiers des explorateurs*, n° 3, juin 1957. Les citations de ce paragraphe et du suivant sont tirées du même article, sauf mention contraire.

61.△ On peut également citer plus en détail ce qu'en dit Georges Condominas en 1954 – soit avant la parution de *Tristes Tropiques* : « L'ère des authentiques voyages d'exploration a pris fin avec la disparition des dernières grandes taches blanches [...] Elle a cédé la place à celle des études en profondeur de secteurs déterminés. D'autre part, les méthodes d'investigation et d'observation se sont perfectionnées ; enfin, l'ethnologie, en devenant une Science dotée d'une terminologie propre et portant sur des sujets d'études complexes, ne peut plus se contenter, pour la présentation des résultats, du procédé par trop simpliste du récit. Une littérature de spécialisation a donc pris la succession des grands récits de voyage qui, eux, présentaient l'avantage aux yeux du grand public d'être vivants et attrayants. La place laissée vacante par ceux-ci n'a pu être comblée par la seule littérature d'exploits sportifs [...] il a fallu compléter l'apport de celle-ci par des ersatz. De nombreux touristes, en mal de tropiques, s'en chargèrent : l'Aventure avec un grand A devient article de bazar. C'est à qui désormais décrira avec le maximum de thrilling les affres par lesquelles il a dû passer pour franchir telle contrée soi-disant jusqu'alors inexplorée, ou pour pénétrer telle peuplade "où aucun blanc avant lui n'avait encore jamais mis les pieds". Certains omettent de signaler que les peuplades en question reçoivent, depuis un quart de siècle, les visites annuelles, ou même trimestrielles, de l'administrateur, du médecin ou du missionnaire (Et souvent des trois à la fois.) » (Condominas 1954 : 07-508).

62.△ À noter que Marcel Griaule est décédé l'année précédente.

63.△ Cette notion d'esprit semble capitale sous la plume de Flornoy, qui dit bien quelques lignes plus haut : « [...] ce qui compte en exploration, comme en toute activité humaine, c'est l'esprit. » Flornoy, « Le billet du président », *Cahiers des explorateurs*, n° 2, mars 1957.

64.▲ Émission présentée par Pierre Sabbagh, diffusée sur la première chaîne de l'ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française), avant de basculer à partir de mai 1968 sur sa deuxième chaîne pour deux ans, ce qui permet la diffusion d'un premier film en couleur (Christian Zuber, *Les Seychelles*, 5 mai 1968), qui restera toutefois le seul pour ce programme.

65.▲ « Jean Rouch : l'Afrique », émission du 16 mars 1960.

66.▲ « Guy Le Moal : la Haute-Volta », émission du 9 août 1967 ; « Guy le Moal : le masque de Haute-Volta », émission du 25 novembre 1970.

67.▲ « Marc Piault : le Niger », émission du 3 février 1968.

68.▲ « Olivier de Sardan : le Niger », émission du 15 avril 1970.



## OUVRIR LA VOIX : LES FILMS DE LA MISSION OGOOUÉ-CONGO (1946)

*Damien Mottier*

Je m'appelle Pierre Moignon.

**C**ES QUELQUES mots prononcés par un chef piroguier okandé dans *Pirogues sur l'Ogooué* sont sans doute le principal événement esthétique et politique des films de la mission Ogooué-Congo. La parole est enfin accordée à un Africain dans un film documentaire réalisé en Afrique subsaharienne, grâce aux moyens techniques exceptionnels déployés pour enregistrer des sons directs qui, non seulement illustrent, mais participent à la narration [\(vidéo\)](#).

Cet événement est pourtant passé relativement inaperçu le 19 décembre 1947, lorsque deux des trois courts métrages de la mission Ogooué-Congo, *Au pays des Pygmées* et *Pirogues sur l'Ogooué*, ont été présentés à la salle Pleyel, lors d'une séance de gala à laquelle assistait le président de la République Vincent Auriol. Cette présence honorifique consacrait l'exploit d'une jeune génération d'explorateurs, dont le principal objectif avait été d'aller à la rencontre des Pygmées babinga de la Haute-Sangha, au nord-est de l'actuelle République du Congo, et de séjourner parmi eux pour les filmer et les étudier. L'honneur ainsi rendu aux films de cette mission n'est pas sans faire écho à un autre temps : celui où *La croisière noire*, long métrage documentaire de l'expédition Citroën Centre-Afrique, était présentée le 2 mars 1926 à l'Opéra de Paris, en présence de Gaston Doumergue, président de la Troisième République. La mission Ogooué-Congo s'inscrit toutefois dans une autre séquence historique, au cours de laquelle la Quatrième République a tenté de redéfinir sa politique coloniale en substituant au paradigme de l'empire celui de l'Union française. Organisée par un groupe de jeunes gens du Club des explorateurs, la mission Ogooué-Congo, ainsi nommée en raison des fleuves qui délimitent son itinéraire, a « bénéficié de l'appui bienveillant du ministère de la France d'outre-mer, de l'Armée de l'air, du musée de l'Homme, du Conservatoire national des arts et métiers, et des autorités civiles et militaires de l'Afrique équatoriale française<sup>1</sup> », le ministère de la France d'outre-mer y voyant une contribution significative « au développement d'une judicieuse

propagande en faveur de l'Union Française<sup>2</sup> ». Malgré son retentissement public à l'époque, cette mission n'est pas restée dans la mémoire de l'ethnologie française. Elle a été trop courte pour cela – quatre mois seulement, de juillet à novembre 1946 – et s'est déployée à contretemps de la professionnalisation et de l'institutionnalisation en cours de l'ethnologie française en reproduisant un modèle d'expédition daté que l'ethnomusicologue Gilbert Rouget a qualifié rétrospectivement « d'ethnographie de papa, de grand-papa et même de grand-grand-papa<sup>3</sup> ».

Les films de la mission sont progressivement tombés dans l'oubli après leur exploitation commerciale. Depuis une quinzaine d'années cependant, ils ont été redécouverts, grâce à l'intérêt porté aux enregistrements sonores effectués par André Didier et Pierre-Dominique Gaisseau, sous la conduite scientifique de Rouget, qui a réalisé à cette occasion son premier terrain en Afrique. Le Centre de recherche en ethnomusicologie (CREM) a coordonné un patient travail de numérisation et de description de ces enregistrements au début des années 2000, à partir des notes de terrain consignées par Rouget<sup>4</sup>, puis une projection des films de la mission a été organisée au musée de l'Homme en 2007 en sa présence. Florence Ballif-Ndiaye, l'une des filles de l'organisateur de la mission, Noël Ballif, a déposé cette même année les archives de son père au musée du quai Branly-Jacques Chirac. En complément des récits plus ou moins circonstanciés rédigés par les membres de la mission, la mise à disposition de ces archives<sup>5</sup> a permis d'engager le travail d'analyse, et de mettre en évidence l'apport de cette mission aux pratiques de documentation du terrain ainsi que le rôle qu'elle a joué dans l'histoire de l'ethnomusicologie (Gérard 2012), du cinéma ethnographique français (Mottier 2017) et des usages ethnologiques de la photographie (Mauuarin 2022).

Cet article se donne pour principale ambition de mettre en contexte cette mission « ethnographico-cinématographique<sup>6</sup> » et d'envisager sa contribution au cinéma ethnographique du point de vue des sons enregistrés sur le terrain. Sans réalisation de films, il n'y aurait eu ni mission, ni enregistrements sonores : les producteurs ont en effet financé l'achat de pellicule et de disques<sup>7</sup>, les enregistrements sonores devant notamment contribuer à sonoriser les courts métrages. De même, sans prises de sons directs, les films de la mission Ogooué-Congo n'auraient pas aussi significativement contribué au processus de reconnaissance du cinéma ethnographique après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où l'écriture cinématographique des savoirs ethnologiques s'impose au musée de l'Homme comme une question pressante, mais où l'existence du film ethnographique demeure une hypothèse inquiète : « Le film ethnologique existe-t-il ? » demande André Leroi-Gourhan dans un texte souvent présenté comme l'acte fondateur du cinéma ethnographique en France (1983 [1948]).

Les trois films de la mission Ogooué-Congo sont généralement considérés comme les premiers films sonores de terrain dans l'histoire du cinéma ethnographique français. Ils décrivent plusieurs tendances du film ethnographique en situation coloniale et tendent vers l'ethnographie, chacun à leur manière, par la mise en œuvre de dispositifs contrastés et de récits polyphoniques. Salué dans un article de *Présence africaine* par Georges Bataille comme « un film remarquable » (1948 : 690), *Au pays des Pygmées* (22', 35 mn), primé lors du premier Congrès du film d'ethnologie et de géographie humaine qui s'est tenu au musée de l'Homme en décembre 1947, est une tentative de « monographie filmée » consacrée à la vie des Pygmées babinga. *Pirogues sur l'Ogooué* (26', 35 mn) est un « film de voyage » auquel se superposent le récit héroïque de l'exploration française et une ethnographie embarquée des piroguiers adouma et okandé. Enfin, *Danses congolaises* (10', 35 mn) est un bout-à-bout de « vues ethnographiques » consacré à des danses et à des chants rituels. L'ambivalence de ces trois films tient au fait que cette mission, placée simultanément « sous le contrôle scientifique de M. Leroi-Gourhan, sous-directeur du musée de l'Homme [...], et de M. Tresnem, administrateur colonial, chef du Centre de recherche de l'AEF<sup>8</sup> », appartient à un entre-deux mondes : un monde qui commence à finir, régi par un ordre colonial que les ethnographes et les cinéastes peinent à déconstruire et avec lequel ils doivent composer sur le terrain ; et un monde en devenir, celui de l'émancipation progressive de l'ethnologie vis-à-vis des sciences coloniales, de la perspective des indépendances politiques et des nouveaux accords entre ethnographie, cinéma et enregistrement sonore, fondés sur la complémentarité des prises de vue et des sons directs (ill. 1).

En prêtant voix aux personnes filmées, les courts métrages de la mission Ogooué-Congo ont contribué, quoique de manière ambiguë, à renouveler la figuration des mondes africains.

### **Noël Ballif, chef de mission**

Noël Ballif (1922-1993) a été nommé chef de la mission Ogooué-Congo par ses camarades du groupe Liotard<sup>9</sup>, lors d'une réunion préparatoire qui s'est tenue le 24 mai 1946 au domicile d'un étudiant de l'Institut des hautes études cinématographiques, Edmond Séchan. Pour cette mission, il s'est entouré de onze jeunes hommes, dont le plus âgé avait trente-deux ans (Raoul Hartweg) et le plus jeune vingt-trois (Pierre-Dominique Gaisseau). Tous ont des compétences différentes : certains sont étudiants en ethnologie, en archéologie ou en cinéma, d'autres sont anthropologues, ethnomusicologues, ingénieurs ou peintres. Leur envie de quitter la vieille Europe au sortir de la

guerre pour vivre une aventure collective aux confins de la forêt équatoriale a inspiré au cinéaste Jacques Becker, en 1949, le célèbre *Rendez-vous de juillet*, une fiction consacrée aux préparatifs de cette mission dans laquelle le personnage de Ballif, qui retrouve chaque soir ses amis au Caveau des Lorientais, est interprété par Daniel Gélin<sup>10</sup>.

Fils d'un officier d'artillerie de marine ayant pris part à la pacification du Tibesti de 1911 à 1914, Ballif avait déjà connu, avant la guerre, une première expérience de l'Afrique, quand sa famille s'est installée à Madagascar en 1937. Il est rentré en France pour faire ses études secondaires au Prytanée militaire de la Flèche, puis à Valence, avant d'obtenir en 1941 un baccalauréat de philosophie et de s'engager dans les Chantiers de jeunesse, dont il est parti en mai 1943 pour échapper au Service du travail obligatoire en Allemagne. Entré en résistance en 1944 au sein des F.F.I. F.T.P.F. du Lot<sup>11</sup>, il s'est inscrit, après la guerre, à l'Institut d'ethnologie et est devenu en 1945 secrétaire général du groupe Liotard, dont il a été l'un des membres fondateurs. Placé sous l'égide du Club des explorateurs et des voyageurs français, ce groupe Liotard a organisé huit missions en 1946 et 1947, permettant à de jeunes ethnologues<sup>12</sup> de mettre en pratique leurs connaissances à l'occasion d'une première expérience de terrain.

L'Ogooué-Congo est la plus importante de ces huit missions. Après avoir démarché différentes institutions pour obtenir leur soutien, Ballif est parvenu à obtenir gracieusement un moyen de transport aérien pour convoier la mission du Bourget à Brazzaville, où elle est arrivée le 27 juillet 1946, après dix jours de vol et de nombreuses escales, dont l'une a permis de déposer Jean Rouch, Pierre Ponty et Jean Sauvy au Niger<sup>13</sup>. Les quinze premiers jours passés à Brazzaville ont été consacrés à la réception des bagages et à la mise à disposition par l'administration des moyens de transport. Puis la mission s'est scindée en deux groupes : un groupe « préhistoire », chargé de prospecter dans la région de Mayama et dans les vallées du Nyari et de la Nyanga, et un autre « ethnologie-cinéma-son », qui a orienté ses recherches sur les Pygmées babinga, dans la région d'Ouessou, avant de remonter l'Ogooué en pirogue de Franceville à Lambaréné sur les traces de l'explorateur français Savorgnan de Brazza (ill. 2).

Fondé sur l'association de compétences scientifiques, techniques et artistiques, ce deuxième groupe « ethnologie-cinéma-son » nous intéresse particulièrement. Il comprenait neuf membres : Raoul Hartweg (anthropologue), Gilbert Rouget (ethnomusicologue), Noël Ballif (diplômé de l'Institut d'ethnologie et fondateur du groupe Liotard), Pierre Lods (peintre et

étudiant en ethnographie), Jacques Dupont (réalisateur), Edmond Séchan (opérateur de prise de vue), Pierre-Dominique Gaisseau (assistant à la prise de vue), André Didier (ingénieur) et Guy Nief (professeur agrégé de physique). Parmi les résultats, Ballif mentionne : la collecte d'une centaine d'objets déposés au musée de l'Homme ; les travaux d'anthropologie physique menés par Hartweg sur les Babinga (mensurations, prélèvements sanguins, photographies anthropométriques, relevés des mutilations corporelles et des caractères dentaires) ; les enquêtes d'ethnographie musicale de Rouget ; l'enregistrement de cinq cent quarante faces de disques parmi dix-sept populations du Moyen-Congo, huit populations riveraines de l'Ogooué et deux populations babinga, ces enregistrements ayant servi à la sonorisation des films avant d'être édités sur disques 78 tours ; enfin, la réalisation des trois courts métrages : *Au pays des Pygmées*, *Danses congolaises* et *Pirogues sur l'Ogooué* (Ballif 1954 : 269-270). Il est à noter que le corpus de photographies prises sur le terrain par les membres de la mission (principalement par Ballif et Didier, mais aussi par Rouget) n'est mentionné qu'à la marge de ces résultats. Certaines des photographies relèvent pourtant d'usages scientifiques plus ou moins maîtrisés : qu'il s'agisse de documenter les pratiques rituelles et musicales, de mettre en situation les descriptions de terrain de Rouget ou de réaliser des séries anthropométriques en soutien des recherches en anthropologie physique d'Hartweg. L'exploitation de ces photographies a été à l'origine d'un différend entre Leroi-Gourhan et Ballif, après que ce dernier a signé un accord d'exclusivité avec la Société d'applications cinématographiques alors qu'il s'était préalablement engagé à les mettre à disposition du musée de l'Homme. Ce corpus mériterait d'être analysé plus en détail, pour lui-même et en relation avec les films et les enregistrements phonographiques. Il participe au travail de documentation et valorisation de la mission et parcourt le texte par fragments, afin d'enrichir la compréhension qui peut être faite des différentes réalisations visuelles et sonores de cette mission pluridisciplinaire et multimédia (Mauuarin 2022).

À sa manière, Ballif a incarné après la guerre une nouvelle génération d'ethnologues-explorateurs, célébrée par la presse et le cinéma de fiction dans le prolongement de textes savants (Griaule 1946 ; Leroi-Gourhan 1947) qui considéraient, au sortir de la guerre, l'ethnologie comme une forme nouvelle d'exploration<sup>14</sup>. Conscient du potentiel et des limites de cette mission de courte durée, Ballif a envisagé à son retour d'organiser une deuxième mission, plus longue, afin d'approfondir ses connaissances ethnographiques des Babinga. Mais il a finalement préféré partir aux Antilles, en 1948, pour une « mission cinématographique » patronnée par le président de la

République dans le cadre de la commémoration de la Révolution de 1848 et de l'abolition de l'esclavage. Il se vit décerner à cette occasion le prix Jean Vigo pour *La montagne est verte*, un court métrage dont il est l'auteur, et prit ses distances vis-à-vis de l'ethnologie professionnelle pour privilégier les films et les livres de voyage, parmi lesquels le récit de la mission Ogooué-Congo occupe une place importante (Ballif 1954). Il renoua toutefois tardivement avec l'étude des Babinga, revisitant les données de 1946 et soutenant, en 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans, un doctorat de 3<sup>e</sup> cycle (Ballif 1981) sous la direction de Denise Paulme, devant un jury auquel participaient Marc Augé et Georges Balandier.

Son parcours est intéressant à plus d'un titre. Non seulement il part de l'ethnologie pour y revenir, sans pour autant faire carrière dans l'enseignement supérieur et la recherche, mais il témoigne également de la difficulté d'une partie de sa génération à concilier, si possible harmonieusement, plusieurs conceptions de la discipline : l'ethnologie comme science, l'ethnologie comme art et l'ethnologie comme voyage. Ballif a privilégié cette troisième voie au moment où la plupart des ethnologues professionnels marquaient leurs distances vis-à-vis du voyage et de l'exploration (Lévi-Strauss 1955). Dotant la mission Ogooué-Congo de moyens d'enregistrements cinématographiques et phonographiques sans précédent dans l'histoire française des pratiques de terrain, afin de documenter l'expérience ethnographique de la rencontre avec les Babinga par la réalisation de films et d'enregistrements sonores, l'impulsion donnée par Ballif au renouveau du film ethnographique est incontestable après la guerre, même si elle est passée sous silence dans la plupart des histoires consacrées au film ethnographique, éclipsée par la notoriété et la reconnaissance internationale de Rouch dont le début de carrière est enchâssé dans la mission Ogooué-Congo (Mottier 2017).

### **Mais au fait, pourquoi les Pygmées ?**

« “Tiens ! Voilà l'homme des Pygmées” : c'est ainsi que ses amis accueillait Noël Ballif, avec un sourire amusé pour ce qu'on appelait parfois son dada. » Cet hommage de Denise Paulme (1993) à Ballif dit à quel point l'homme a été marqué par sa rencontre avec les Babinga. À son retour, le chef de la mission Ogooué-Congo est devenu l'homme des Pygmées, comme le poète et aventurier Alain Gheerbrant a été, peu après, celui de l'Orénoque<sup>15</sup> ou encore Rouch celui du Niger<sup>16</sup>. Mais au fait, pourquoi les Pygmées ? À cette question qui lui a souvent été posée, Ballif répondait généralement

par un voyage dans le temps. Il ne manquait jamais de rappeler les récits de l'antiquité mentionnant l'existence des Pygmées, depuis les Égyptiens jusqu'à Hérodote, puis constatait que cette population était progressivement tombée dans le domaine des êtres légendaires, avant que leur existence soit de nouveau attestée par les explorateurs Paul Belloni du Chaillu ou Georges Schweinfurth au XIX<sup>e</sup> siècle, et que des missionnaires (Alexandre Le Roy, Henri Trilles) et des médecins (Léon Poutrin, Michel Regnault) y consacrent leurs recherches et contribuent à mieux les faire connaître. Mais jamais, conclut-il, une équipe de scientifiques n'avait séjourné au sein d'un campement pygmée<sup>17</sup> (ill.3).

La mission Ogooué-Congo est justifiée de son point de vue parce qu'elle réalise ce qu'aucune autre n'est parvenue à faire avant elle – « aucune expédition importante n'était encore parvenue à vivre dans l'intimité d'un de leurs campements » insiste-t-il (Ballif 1954 : 17) – et qu'elle met au service de l'ethnologie et de l'exploration les moyens techniques les plus modernes de l'image animée et du son, pour témoigner de leur manière de vivre. Certes, les images stéréotypées des Pygmées ne manquaient pas à l'époque. *La croisière noire* avait déjà consacré en 1926 une séquence à ceux de l'Ituri, que le couple étatsunien Martin et Osa Jonhson mit en scène quelques années plus tard dans *Congorilla*, en 1932, au cours d'une tristement célèbre « jazz dance », et le long métrage que Georges Zaidler a réalisé au cours de son voyage en Afrique en 1932-1933 avait marqué un arrêt chez les Pygmées aka, aux environs de Bangui<sup>18</sup>. Les fictions hollywoodiennes n'étaient pas en reste, cédant parfois au grotesque dans le film de Van Dyke, *Tarzan*, avec cette attaque de Pygmées joués par des nains aux visages couverts de maquillage noir. Mais rares étaient les films documentaires qui avaient consacré plus de quelques minutes à leur exhibition, sinon peut-être *Pygmies of Africa* de 1939<sup>19</sup>. Et aucun son de leurs voix ni de leurs chants n'avait été enregistré sur le terrain.

La dimension scientifique de cette mission devait permettre de déconstruire un certain nombre de stéréotypes. Mais il s'agissait aussi de renouer avec le vieux désir de collectionner le monde, en pratiquant l'ethnographie en images animées et en sons<sup>20</sup>. Il n'était pas encore question de sauvegarder, par embaumement cinématographique<sup>21</sup>, un mode de vie condamné à disparaître, selon un paradigme « taxidermiste » (Rony 1996) qui a largement contribué à justifier et à instituer la pratique du cinéma ethnographique à partir des années 1950 avant d'être progressivement déconstruit, mais de poursuivre le travail de découverte et d'inventaire engagé depuis les Lumières par les explorateurs, les naturalistes, les cartographes, les géographes, en combinant les observations scientifiques aux prises de vue cinématographiques et aux enregistrements sonores.

« L'heureuse époque des explorations géographiques est terminée » concède Ballif, mais « les moyens techniques tels que le cinéma ou les enregistrements sonores permettent d'appuyer les enquêtes sur des documents qu'il était impossible d'obtenir auparavant<sup>22</sup> ».

Maladroitement griffonnée sur l'un des carnets de Ballif, une phrase résume cette continuité de projet : « Nous n'avons pas rapporté de Pygmée mais un film<sup>23</sup> ». La forme donnée à l'inventaire est donc différente, cinématographique et phonographique, mais la logique reste la même. Le film et les enregistrements sonores sont conçus par Ballif comme une nouvelle technique de collecte que les cinéastes doivent s'attacher à mettre en récit. Le voyage dans le temps annoncé est ainsi bouclé : tandis qu'il y a quarante siècles, les Égyptiens ramenaient d'une lointaine expédition un captif pygmée au pharaon Neferkara (Ballif 1954 : 11-19), la mission Ogooué-Congo s'est donné pour but d'encapsuler la vie des Babinga pour l'exposer au regard des Français et faire entendre leurs voix et leurs chants polyphoniques.

### **Structures coloniales de la rencontre**

Publié en 1954, illustré par des photographies et complété par une note finale de quelques pages rédigée par Hartweg sur « la situation anthropologique des Pygmées », *Les Danseurs de dieu* se présente comme le récit de la mission Ogooué-Congo. Cet ouvrage de Ballif donne la mesure des structures coloniales<sup>24</sup> qui ont favorisé le déploiement de la mission en République du Congo et au Gabon. Après quinze jours passés à Brazzaville, le groupe « ethnologie-cinéma-son » prit la route d'Ouessou, sept cents kilomètres plus au nord, au volant de deux camions et d'un pick-up Dodge, tandis que l'essentiel du matériel était acheminé sur un petit vapeur par les voies fluviales du Congo et de la Sangha. L'administration coloniale mit à sa disposition des véhicules, du matériel, de la nourriture, des vêtements et des tentes, des fusils et des munitions, délivra des laissez-passer et servit de relais à chaque étape de leur itinéraire. Sans ce soutien, il va sans dire que la mission n'aurait jamais atteint ses objectifs. Les administrateurs et chefs de poste ont même parfois anticipé les désirs de la mission en organisant les circonstances de la rencontre avec les populations locales et en préparant les situations de tournage que les membres de la mission n'avaient plus qu'à traduire en images et en sons.

L'une des premières séquences tournées en chemin donne une indication assez précise des conditions dans lesquelles certaines des séquences de chants et de danses rituels qui composent



*Danses congolaises* ont été réalisées. Faisant étape à Ewo, les membres de la mission furent reçus par le responsable du poste, M. Barbereau, dont la principale préoccupation était, depuis plusieurs jours, de préparer leur venue. « M. Barbereau, l'administrateur de la Subdivision, et sa femme nous attendaient depuis trois jours, tout en faisant patienter chanteurs et danseurs accourus des villages voisins. Ils les avaient prévenus que nous ferions des prises de vue et des enregistrements » (Ballif 1954 : 32). Les membres de la mission n'eurent donc ni à présenter leurs intentions aux populations filmées, ni à négocier les conditions du tournage, l'administrateur s'en était chargé pour eux. Sans empressement, le réalisateur orchestra la captation de ces danses et de ces chants rituels exécutés par des Batéké, « sur une place bordée de manguiers et traversée par une allée de palmiers » (*ibid.* : 33)<sup>25</sup>.

Lorsque les prises de vue et de son furent jugées satisfaisantes, les danses et les chants cessèrent. Le lendemain, Ballif et son équipe reprirent la route d'Ouessou en regrettant d'avoir à peine eu « le temps d'entrouvrir la porte d'un monde inconnu » (*ibid.* : 39). À Ouessou, M. Mathieu, chef de poste, avait également préparé leur accueil. « Je connais vos intentions » dit-il. « Demain matin, dans ce bureau, vous rencontrerez Motozélé, le chef des Pomo-Bomassa » (*ibid.* : 59). Mathieu avait prévenu Motozélé<sup>26</sup>, un chef pomo dont les villages sont en relation avec des campements babinga, que des explorateurs français arrivaient et souhaitaient entrer en contact avec des Pygmées pour les filmer. Se tenant prêt pour faciliter la rencontre, Motozélé retrouva Ballif le lendemain dans le bureau de Mathieu. Ballif se souvient : « Motozélé semblait intimidé par le caractère officiel de cette réunion. » Il portait des souliers « trop étroits » et était coiffé d'un « casque colonial » pour « rendre visite à l'administrateur, son "commandant" » (*ibid.* : 59-60). À l'issue de cette entrevue, Motozélé emmena Ballif, Dupont et Gaisseau en mission de reconnaissance. Il établit rapidement le contact avec Mougounzi, le chef d'un campement babenzélé qu'il connaissait. Plusieurs campements de base des Pygmées babenzélé étaient en effet situés à quelques encablures de Gatango, le village de Motozélé, et les échanges commerciaux entre les Pomo et les Babinga étaient réguliers (haches et sagaies contre produits de la chasse, peaux et viandes), comme ceux des Bagombe avec les Ngoundi, à Gandikolo<sup>27</sup>. La conversation entre Mougounzi et Ballif fut traduite par « l'écrivain » de Motozélé, Alexandre Djambabo, un ancien catéchiste qui vivait à Gatango. Les dons de tabac et de sel consolidèrent cette première rencontre et Mougounzi accepta que la mission séjourne au sein de l'un de ses campements en forêt, en échange d'une quantité importante de ces denrées et de poudre à fusil pour la chasse<sup>28</sup>. Ballif et Gaisseau repartirent à Ouessou, pour prévenir le reste du groupe et faire acheminer le matériel de tournage

par porteurs, tandis que Dupont, le réalisateur, resta au campement afin de préparer sans plus attendre le scénario du film.

Le tournage a imposé son rythme au terrain. Dupont fut rejoint peu après par Séchan, opérateur de prise de vue, et par Gaisseau, son assistant, puis par Ballif et Didier, ce dernier étant chargé de filmer avec la deuxième caméra Eyemo. Les quatre autres membres de l'équipe – Hartweg, Lods, Nief et Rouget – ne vinrent qu'occasionnellement rendre visite aux cinéastes en forêt. Rouget s'installa seul dans un campement bangombé, à quelques centaines de mètres du village de Gandikolo, tandis qu'Hartweg organisait quelques tournées et que Lods peignait des portraits sous sa « tente-atelier ». Les enregistrements sonores furent effectués dans un second temps, une dizaine de jours plus tard, lorsque Mougounzi et les siens rejoignirent le campement de base qui jouxtait le village de Gatango. Ce sont donc les hommes d'images qui s'affairèrent au tournage en forêt, sans enregistrements de son. Regroupant une cinquantaine d'habitants, le campement de Mougounzi fut rapidement transformé en studio à ciel ouvert (ill. 4).

Dupont exposa le plan du film à ses camarades : « Tout d'abord, en introduction, différents types pygmées avec, pour commentaire, leurs caractéristiques anatomiques, puis la vie du campement dans la forêt, les activités domestiques, les enfants » (Ballif 1954 : 97). Dupont et Séchan prirent le temps de familiariser leurs hôtes avec le dispositif de prise de vue, installant une caméra sur trépied au centre du campement pour inviter certains Babinga « à venir se rendre compte de l'aspect que peut avoir le campement à travers l'objectif » (*ibid.* : 104). Ils commencèrent, ainsi, « par chiper à l'improviste les petites scènes de la vie quotidienne, sans intervenir dans leur déroulement » (Dupont 2013 : 49). Les résidents du campement s'habituaient à leur présence. La rotation des moteurs de l'Arriflex et de l'Eyemo, qui couvrait de manière intermittente les sons de la forêt, devint un bruit familier et chacun semble s'être prêté de bonne grâce aux consignes de mise en scène distillées par les cinéastes.

Une dizaine de jours s'écoula ainsi, entre tournage de la vie quotidienne en forêt et scène de chasse à l'antilope. Puis le repli stratégique vers le campement de base près de Gatango s'organisa. Celui-ci permit d'enregistrer les chants, les voix et les bruitages nécessaires à la sonorisation du film sous une « tente-studio<sup>29</sup> », de poursuivre le tournage (plans de coupe pour la chasse à l'antilope, construction d'une hutte, etc.) et de trouver une fin. Peu avant l'arrivée au campement de base, Ballif dit avoir reçu une lettre des producteurs rappelant qu'il devait

« rapporter des documents sensationnels » (Ballif 1954 : 147). L'idée d'une chasse au gorille fut avancée. « Nous nous devons de faire l'impossible pour assurer ce qui, aux yeux des producteurs et du grand public, doit être le clou du film » écrit Ballif (*ibid.* : 148). En attendant le gorille, une panthère, tuée par le capitaine<sup>30</sup> Logoué, offrit aux cinéastes « une occasion de tourner quelques plans spectaculaires ». Dupont imagina « une séquence de grande mise en scène : ce sont les Babinga qui vont présenter la panthère à Motozélé, le chef Pomo » (*ibid.* : 162). Puis l'administrateur, Mathieu, mandata un chasseur, qui « alimente en viande fraîche la population d'Ouessou » (*ibid.* : 167), afin qu'il abatte un gorille. Le butin ne tarda pas à être livré aux cinéastes. Les entrailles du gorille furent vidées et remplacées par du feuillage, dans l'attente d'une éclaircie qui permit à Dupont de tourner « quelques plans du géant mort » et « un raccord du chasseur tirant avec une pétoire plus grande que lui » (Dupont 2013 : 52). Ce simulacre n'a pas servi les intérêts du film, Dupont le reconnaît volontiers. Mais il répondait à la demande des producteurs, qui espéraient ainsi renforcer le potentiel commercial du film.

Plusieurs autres séquences furent filmées au campement de base près de Gatango, dont une danse nocturne, Ebandja<sup>31</sup>, éclairée par les cinéastes à la lumière des torches au magnésium et de la poudre rouge jetée dans le feu pour renforcer son éclat. Sous la tente-studio, les enregistrements phonographiques se multiplièrent : chants, bruitages, conversations, éléments de linguistique. Njaoué, la femme de Mougounzi, introduit *Au pays des Pygmées* par un chant qui scandait le film en un chœur repris par plusieurs autres femmes, comme dans une cathédrale végétale<sup>32</sup>. Enfin, l'équipe se rendit au campement de base des Bangombé, avec lesquels Rouget avait passé l'essentiel de son temps. Elle enregistra des chants, dont certains interprétés par l'un des plus célèbres chanteurs traditionnels de la région, Mandélé-Ndoubé, et filma la danse rituelle d'Edzingui<sup>33</sup>, qui n'a pas manqué de trouver sa place dans *Danses congolaises* (ill. 5) (chant.1).

Le tournage et les enregistrements terminés, les membres de la mission firent l'acquisition de quelques objets, dont certains étaient destinés à enrichir les collections du musée de l'Homme. Ballif, Didier, Hartweg, Nief et Rouget repartirent à Brazzaville en bateau, tandis que Dupont, Séchan et Gaisseau étaient transportés par le gouverneur Laigret directement à Franceville, où le tournage de *Pirogues sur l'Ogooué* devait débiter. Lods est le seul membre de la mission à être resté dans la région d'Ouessou : il poursuivit en solitaire une aventure qui le mena, quelques années après, à créer l'école de peinture de Poto-Poto à Libreville<sup>34</sup>. Hartweg et Nief rentrèrent à Paris,

rappelés par leurs obligations professionnelles et leurs enseignements. Didier fit de même, après avoir toutefois accompagné Ballif et Rouget à Franceville afin de transmettre à Gaisseau ses instructions concernant le dispositif d'enregistrements sonores que ce dernier manipulerait. Sur place, le film avait déjà commencé. Dupont, Séchan et Gaisseau s'étaient rendus en chaises à porteurs aux chutes de Poubara. « Ces tourbillons d'écume », qui avaient interrompu la progression de Savorgnan de Brazza lors de sa première expédition, « seront un très beau fond pour le générique »<sup>35</sup>. Conçu comme un hommage à Brazza, le tournage de *Pirogues sur l'Ogooué* n'a donc impliqué que cinq membres de la mission, dont le principal but avait déjà été atteint : séjourner pendant plusieurs semaines parmi les Babinga.

### **Tendances et ambivalences des films de la mission**

Les courts métrages de la mission Ogooué-Congo relèvent assurément d'une épistémologie coloniale, dans la mesure où le rapport des populations filmées à l'administration coloniale, qui a facilité les prises de vue et de son, structure l'attention, le regard et l'écoute<sup>36</sup>. Mais sont-ils pour autant (seulement) des films coloniaux ? À une époque où le décret Laval imposait toujours un strict contrôle des prises de vue et des enregistrements sonores en Afrique<sup>37</sup>, les pratiques et les représentations cinématographiques de l'Afrique étaient logiquement indissociables des politiques coloniales. Dans un essai intitulé *Lexotisme et le cinéma*, Pierre Leprohon (1945) considère à ce sujet les « films ethnographiques » comme une sous-catégorie du « cinéma colonial ». Il fallut attendre le début des années 1950 pour que le travail de démarcation intellectuelle et institutionnelle conduise à l'émancipation et à la reconnaissance du film ethnographique, comme pratique légitime de la recherche et expression cinématographique originale. Les films de la mission Ogooué-Congo ont participé à ce processus dont le musée de l'Homme a été l'un des creusets. Mais ils demeurent ambivalents (ill. 6).

Primé lors du premier Congrès du film d'ethnologie et de géographie humaine organisé dans la salle de cinéma du musée de l'Homme en 1947, *Au pays des Pygmées* est composé d'intentions contradictoires : attention ethnographique, impératif commercial et spectacle colonial. Après une courte introduction (carte en surimpression du générique suivie de plans d'ensemble de la forêt puis du campement), quelques individus sont présentés face à la caméra en une série de portraits qui, dans un style anthropométrique, exposent leur altérité physique et distinguent les

« Négrilles babinga » des « races noires » – par leur couleur de peau « plus claire », leur face qui serait « longue et étroite » et leur nez supposé « large et aplati ». Cette présentation par « types » évoque directement les travaux en anthropologie physique qu'Hartweg a menés dans le cadre de la mission, reprenant sans distance critique les perspectives d'analyse engagées dans l'entre-deux-guerres par les missionnaires-ethnologues (Le Roy, Trilles) et les médecins militaires (Poutrin, Regnault ou encore Léon Palès, qui a été pendant la guerre sous-directeur du musée de l'Homme). Elle est cependant écartée par la voix d'un autre narrateur, moins prescriptive, plus compréhensive, qui identifie les différents membres d'une famille et les nomme. Ils s'appellent Bakembé, Mangasou, Mougounzi, Njaoué, Télé. C'est à travers ces différentes personnalités que la vie du campement est présentée (ill. 7).

« Je me fixai très vite une morale : ne jamais montrer nos hôtes comme des bêtes curieuses, ne jamais jouer de leur taille et nous interdire, nous les Blancs, de poser parmi eux en explorateurs triomphants » écrit Dupont. « La vie, leur vie tout simplement, devait donner au film sa vraie valeur » (2013 : 49). L'attention portée aux individus introduit une rupture avec la vision holistique de la plupart des films à caractère ethnographique d'avant-guerre, y compris ceux de Griaule qui n'individualisent pas les membres du groupe (Jolly 2016). La vie du campement s'organise au rythme de la chasse aux antilopes, de la confection par les hommes des filets en fibre de lianes et des jeux des enfants. Isolés en forêt, les Babingas ne sont pas pour autant une population « sans contacts ». Leur relation avec les Pomo est mise en évidence à la faveur d'une séquence de discussion entre le père de Mougounzi, Télé, qui s'érige en défenseur du nomadisme, et Motozélé, le chef pomo qui emploie les femmes babinga aux champs lorsqu'elles sont au campement de base. Motozélé se fait l'interprète de la volonté de l'administrateur (« le commandant ») en appelant les Babinga à la sédentarisation et au travail agricole. Mais Télé s'y oppose et fait entendre sa voix : « la chasse doit être le seul travail des hommes » (extrait du commentaire). Un travelling arrière sur des enfants rieurs suggère que ces transformations ont un caractère inéluctable et qu'elles affecteront les plus jeunes générations.

Sans être informé par une ethnographie préalable, *Au pays des Pygmées* est une tentative de monographie filmée qui bascule en quelques endroits dans un spectacle dicté par des impératifs commerciaux. Tués pour satisfaire le goût supposé du public pour le spectaculaire, le gorille et la panthère sont portés en trophée par les Babenzélé, alors qu'ils n'ont pas été tués par ces derniers. La panthère permet au réalisateur de faire un lien narratif entre les Babenzélé et les Pomo, dans un

mouvement de travelling arrière exécuté par Didier pour introduire l'échange entre Motozélé et Télé sur le devenir des Babinga. Mais cette recherche d'efficacité narrative, habile et justifiée pour la panthère – les produits de la chasse sont « échangés avec les Noirs, qui revendent les peaux, la viande et le caoutchouc aux Blancs » (extrait du commentaire) –, met en échec la rigueur revendiquée de l'approche et produit des contresens, avec le gorille notamment, en cédant à une tradition du spectacle cynégétique dont le cinéma ethnographique a tardé à se débarrasser. En dépit de ces concessions au commercial et au spectaculaire, et de la voix du narrateur qui abîme le film en s'exprimant en « petit nègre », ce court métrage est « remarquable » (Bataille 1948 : 690) par sa maîtrise cinématographique, sans équivalent à l'époque pour un film de terrain français réalisé en Afrique subsaharienne.

*Danses congolaises* est une proposition de cinéma fort différente. Composé de cinq séquences de danses rituelles filmées en plusieurs endroits de l'itinéraire<sup>38</sup>, ce court métrage est, dans sa structure même, un film colonial. Le dispositif de tournage diffère assez peu des premières « vues<sup>39</sup> » réalisées par les ethnologues sur le terrain, telles celles d'Alfred Court Haddon en 1898 dans le détroit de Torrès par exemple, à l'exception du fait que les points de vue sont multiples et sonores et non uniques et silencieux. Les populations locales sont invitées, par les administrateurs le plus souvent (Barbereau à Ewo, Mathieu à Ouessou, Chevallier à Lastourville), à venir à la rencontre des cinéastes « pour faire l'image et pour faire la chanson » (extrait du commentaire). Elles offrent le spectacle supposé authentique de leurs danses et de leurs chants rituels. Cette stratégie de présentation des personnes filmées, par et pour la caméra, n'est pas sans continuité avec les dispositifs d'exhibition des expositions coloniales. Ballif ne manque d'ailleurs pas d'exprimer un certain malaise, après que la danse de fécondité du Linguéké a été filmée à Ewo : « Je n'apprécie pas beaucoup ces exhibitions organisées, mais nous devons profiter de cette occasion puisque aucune enquête, aucune prise de vue ou prise de son n'ont été effectuées jusqu'à maintenant dans la région » écrit-il (Ballif 1954 : 34) (ill. 8).

L'argument de la découverte et de l'occasion à saisir pour enregistrer l'image et le son l'emporte ainsi sur des considérations éthiques, qui n'ont pas encore mis en demeure l'ethnologie et le cinéma de faire face à leurs responsabilités en situation coloniale<sup>40</sup>. Insuffisant, cet argument n'est toutefois pas totalement injustifié. L'intérêt ethnographique des séquences rituelles qui composent *Danses congolaises* est réel en effet, aujourd'hui sans doute plus (ou autrement) qu'hier. Qu'il s'agisse de l'interprétation d'Edzinguï par les Bangombé ou d'Okwi par les Okandé, la plupart des danses et des chants filmés sont des documents rares. Ils peuvent permettre d'organiser le travail de comparaison avec la manière dont ils sont désormais pratiqués et favoriser, dès lors que ces

images animées et sonores sont mises à la disposition des descendants des populations filmées, le travail de réappropriation de pratiques rituelles qui peinent à se transmettre, alors qu'elles ont été un aspect structurant de leurs modes de vie.

Si *Au pays des pygmées* est une tentative de monographie filmée et *Danses congolaises* un bout-à-bout de vues ethnographiques, *Pirogues sur l'Ogooué* est un « film de voyage » qui rejoue le grand récit de l'exploration française, en rendant hommage à l'une de ses figures les plus célèbres. Dans son intention même – refaire en sens inverse le trajet de Savorgnan de Brazza remontant l'Ogooué en 1876 avec l'espoir de gagner le bassin du Congo –, ce film est le plus explicitement colonial mais aussi, paradoxalement, le plus ethnographique. Les piroguiers adouma et okandé sont le principal sujet du film. Ils convoient sur leurs embarcations les membres de la mission comme leurs grands-pères et leurs arrière-grands-pères l'ont fait avec Brazza. Et ce faisant, grâce à l'habileté de l'opérateur de prise de vue et aux enregistrements sonores qui subliment la virtuosité des piroguiers, ce film de voyage devient, dans la partie okandé, une sorte d'ethnographie embarquée. Le rapport au fleuve des membres de la mission est certes un rapport colonial – les fleuves ont été la principale voie de pénétration à l'intérieur du continent et il s'agit de revivre l'exploration de Brazza –, mais celui des piroguiers est différent. Le tintement des cloches à l'avant des embarcations, les offrandes et les sacrifices à certains endroits du fleuve, les rochers fétiches et, surtout, le rythme des hommes qui font corps avec leurs embarcations, ainsi que leurs chants qui battent la mesure, témoignent d'une relation élaborée au fleuve. Les chants des piroguiers ne sont malheureusement pas sous-titrés, pas plus d'ailleurs que ceux interprétés par les protagonistes des autres films. Ils sont adressés de manière musicale, presque symphonique. Certains de ces chants de piroguiers sont pourtant des chants d'initiés. La mission n'a fait que passer, mais en passant quelques semaines sur ces embarcations, elle a accédé au fil de l'eau, sans tout à fait le réaliser, à une part importante de la vie des Adouma et des Okandé (ill. 9).

*Pirogues sur l'Ogooué* est la traduction de la fascination esthétique exercée par le rythme des gestes, des corps, des chants, saisis « sur le vif » sans être exécutés à la demande. Cette attitude cinématographique, qui consiste à improviser et non à arrêter le cours de l'action pour la diriger, est imposée par l'urgence et la fragilité de la situation. Sur une pirogue d'une dizaine de mètres de long, d'une largeur et d'une ligne de flottaison n'excédant pas un mètre, filmer ne peut être qu'un geste instinctif. C'est ainsi que le cinéma est devenu une vibration ethnographique, en engageant un dialogue direct avec le sensible. Ce film anticipe sous bien des aspects l'esthétique

du *cinéma direct* qui s'est imposée à la fin des années 1950<sup>41</sup>. Mais il fait plus que cela : il organise une sortie du colonial et du point de vue de l'histoire des formes cinématographiques, cette ethnographie embarquée retourne le cinéma d'expédition sur lui-même, en faisant du trajet, et non plus des arrêts, le sujet ethnographique du film<sup>42</sup>. Il referme en outre symboliquement une page de l'exploration coloniale, en refaisant en sens inverse le trajet de Savorgnan de Brazza, et marque un tournant politique majeur, en libérant la voix d'un chef piroguier okandé : Pierre Moignon. Cette prise de parole en son direct, postsonorisée, crée les conditions d'un partage du sensible. Car soudain, ne serait-ce que brièvement, cette voix participe à la narration. Moignon, dont le prénom et le nom christianisés témoignent des processus de colonisation, n'est plus seulement raconté par le commentaire. Il est mis en situation d'énoncer ce qu'il fait, celui qu'il est ou pense être.

### « Je m'appelle Pierre Moignon »

Moignon est (à ma connaissance) le premier protagoniste Africain à prendre directement la parole dans un film documentaire français réalisé en Afrique subsaharienne. Sa voix participe à la diégèse de *Pirogues sur l'Ogooué*. Elle dit sans être dite. Certes, elle est encadrée par le commentaire, qui la convoque et la cite en quelque sorte. Mais elle rompt le monopole de l'énonciation. Par cette voix, les piroguiers okandé – « Jean-Marie Gassinga, Antoine Maconde, Jacques Bibacou, Vincent Boilon, Dominique Abouaka : tous unis derrière Moignon » dit le commentaire – prennent le pouvoir sur le film. C'est un événement esthétique et politique majeur, l'une des principales contributions de la mission à l'histoire balbutiante du film ethnographique.

Moignon bouleverse l'ordre des choses par sa simple présence, par son autorité et par sa puissance athlétique qui ne sont pas sans évoquer les représentations des guerriers de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tels Wongo, le guerrier wandji qui combattit les troupes coloniales à Lastourville<sup>43</sup>. À bord des embarcations, les membres de la mission sont vulnérables : on ne transforme pas en studio une pirogue filant sur l'Ogooué comme on peut le faire avec un campement de Pygmées, en arrêtant le cours de l'action et en dirigeant les faits et les gestes. « Moins de bruit, occupons-nous des pirogues<sup>44</sup> », lance Moignon à ses hommes quand le courage leur manque et que le rythme des pagayeurs ralentit. La vitesse de la navigation devient vertigineuse et fait souffler sur le film un air de liberté dont les cinéastes sont les spectateurs et les interprètes, pas les héros. Les équipages font



la course. Les gestes sont cadencés par les chants d'initiés. « Aller, tirez le serpent, tirez le serpent, tirez le serpent<sup>45</sup>... » Cette litanie rythme le montage du film qui renoue, à certains endroits, avec le cinéma d'avant-garde.

En prêtant voix de différentes manières aux protagonistes rencontrés sur le terrain, la mission Ogooué-Congo ouvre de nouvelles perspectives à la pratique ethnographique du cinéma. Cette audace est à mettre au crédit du réalisateur et de son équipe, qui ont su créer les conditions pour que ces voix adviennent et qu'elles participent aux films. Mais une telle prouesse est également due à Didier. Ballif et Rouget le reconnaissent volontiers. Chef de travaux au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Didier a joué un rôle central dans la préparation de la mission et la réussite des enregistrements sonores (Nardone & co 2020, 2021). Sollicité par Rouget quelques mois avant le départ, il s'est chargé de concevoir un matériel d'enregistrement adapté aux conditions de terrain, n'hésitant pas à vendre sa voiture pour se donner les moyens de déployer son génie technique. Puis il s'est proposé de partir avec la mission. Rouget se souvient d'avoir accueilli cette proposition comme une aubaine : « Avoir à ma disposition un ingénieur du son du CNAM pour faire des enregistrements sur le terrain, je n'allais pas cracher dans la soupe<sup>46</sup>. » Didier est en outre à l'origine de la rencontre avec les producteurs de la Société d'applications cinématographiques, Jacques Schiltz et André Lemaire, qui ont fourni à la mission les caméras, la pellicule et un certain nombre de disques pour les enregistrements.

Didier n'était certes pas présent sur le tournage de *Pirogues sur l'Ogooué*. Il n'a effectué que la première partie de la mission, se rendant tout de même à Franceville, avant de repartir à Paris, pour transmettre ses consignes à Gaisseau et s'assurer que ce dernier parviendrait à mettre en œuvre le dispositif d'enregistrement. Toute proportion gardée, il a été à la mission Ogooué-Congo ce que Stefan Kudelski, inventeur du Nagra, a été quelques années plus tard au cinéma direct : il a su adapter le matériel aux conditions du terrain et à l'usage des cinéastes documentaires. Le matériel de prise de son de la mission Ogooué-Congo était certes encombrant : il pesait 750 kilos contre 10 pour le Nagra. Transportable sans être portable<sup>47</sup>, il n'offrait pas la même souplesse d'utilisation, rendant impossible toute prise de son improvisée. Mais il permettait d'enregistrer la parole, les chants et la musique indépendamment des prises de vue, en invitant les protagonistes à refaire, à redire et à rejouer. C'est ainsi, au terme de la descente de l'Ogooué, que les membres de la mission ont enregistré, à Lambaréné, les chants des piroguiers okandé et la voix de Moignon dans « une cour

d'école des missions ». Dupont se souvient de ce moment : « Moignon les a fait asseoir à califourchon sur des bancs, la pagaie en main, et de sa voix de basse profonde il a lancé les chants en mimant les rythmes. Tous l'ont suivi. Il n'y avait plus qu'à promener le micro entre les rangs » (Dupont 2013 : 58). Les chants ont donc été réinterprétés sur les bancs de l'école d'une mission chrétienne, pour permettre aux piroguiers de mettre en œuvre la mécanique corporelle qui rythme leurs efforts et leurs voix.

En complément des enregistrements destinés à être édités sur des disques 78 tours, notamment les chants pygmées dont la technique et la fonction rituelle ont fait l'admiration de nombreux ethnomusicologues (Rouget 2004), l'intention de Didier et Rouget était de « faire le son de l'image », afin que les sons directs puissent être postsonorisés et prêter voix aux films. Cette intention a été défendue au montage par Dupont, qui a convaincu les producteurs de ne pas confier à Claude Ballif, frère de Noël, la composition d'une symphonie qui lui aurait été librement inspirée par les sons directs du terrain, comme cela avait été initialement convenu. Ces enregistrements sonores (particulièrement ceux qui font corps avec l'image des piroguiers okandé) constituent la richesse des films de la mission, d'autant que l'on sait les difficultés que le cinéma documentaire a éprouvées avec l'avènement du sonore, la prise de son n'étant pas adaptée aux conditions du terrain, à fortiori quand il s'agit d'un film tourné sur une pirogue ou en forêt équatoriale. La plupart des documentaires des années 1930 et 1940 ont donc privilégié le commentaire, savant ou poétique, qui impose sa voix, ses mots, son sens, en appauvrissant les rapports entre images et sons et en reléguant, le plus souvent, les protagonistes à des êtres désincarnés car privés de voix. Même *Farrebique*, le célèbre film de Georges Rouquier, tourné la même année que les films de la mission Ogooué-Congo et fondé sur la parole directe des paysans du Rouergue, a les qualités de ses défauts : le texte est préalablement écrit et les dialogues manquent de spontanéité dans leur interprétation, car ils sont dictés par le script ([chant 2](#)).

La force de Moignon est que sa parole est énoncée librement, à la première personne, et qu'elle fragmente l'instance énonciatrice du commentaire. Certes, le dispositif technique d'enregistrement est contraignant et les cinéastes n'ont pas manqué de susciter cette parole puis de la retravailler au montage pour la rendre intelligible. Mais ce processus de traduction cinématographique est cela même qui lui permet de se libérer. À la différence des chants et des bribes de conversation qui parcourent des films de la mission Ogooué-Congo, l'éloquence de Moignon se

manifeste, en outre, en français, dans la langue du colonisateur, même s'il s'exprime et qu'il chante à d'autres moments en okandé. Elle est donc directement adressée aux spectateurs, à une époque où les sous-titres n'étaient pas employés en documentaire<sup>48</sup>. Sa voix n'est toutefois pas la seule voix africaine de ces films à s'exprimer en français. Il en est une autre, dans *Au pays des Pygmées*, celle du narrateur, interprétée par Habib Benglia, un célèbre acteur africain de théâtre et de cinéma adoubé par les avant-gardes dans les années 1930. Le texte du commentaire est compréhensif et empathique dans son approche des Babinga, mais le ton est docile. La voix de Benglia est inféodée à la logique commerciale des producteurs, qui ont renforcé les stéréotypes en lui imposant de s'exprimer en « petit nègre » et de lui faire dire, par exemple, sur un ton sarcastique : « le Noir et le Blanc, c'est comme le père et l'enfant, l'enfant ne sait rien, mais le père ne sait pas tout. » Quel contraste avec Moignon, dont l'éloquence et la fierté sont bouleversantes. La manière dont il s'adresse aux spectateurs à la première personne – « Je m'appelle Pierre Moignon » – annonce les évolutions à venir et reconfigure les pratiques du film et de l'ethnologie dans les rapports qu'elles entretiennent.

## Devenir archive

L'analyse des films de la mission Ogooué-Congo permet de (re)poser des questions classiques du cinéma ethnographique. Qui parle dans ces films ? À qui sont-ils adressés ? Et à qui appartiennent-ils (MacDougall 1991 ; Colley 2017) ? Le dialogisme – au sens de Bakhtine (1978) – n'est certes qu'esquissé dans *Pirogues sur l'Ogooué*, en aménageant une place dans le récit à la parole plus ou moins spontanée de Moignon, afin qu'il se raconte par lui-même, avec ses propres mots. Mais la plurivocalité des films de la mission et la diversité des langues vernaculaires parlées ou chantées, non sous-titrées, produisent simultanément plusieurs niveaux de lecture et de compréhension. Les chants des piroguiers adouma et okandé, ceux des Pygmées babenzélé et bangoumé ou encore des Batéké, sont des fragments de discours hétérogènes qui échappent à une réception univoque. Destinés à un public français, qui n'a fait qu'entendre sans comprendre les autres langues et percevoir la beauté musicale des chants rituels sans en saisir le sens, ces courts métrages pourraient tout aussi bien être adressés différemment aux descendants des personnes filmées, qui en percevraient alors une tout autre réalité.

À l'été 2019, je me suis rendu au Gabon avec l'intention de réinscrire *Pirogues sur l'Ogooué* dans les lieux où ce film avait été tourné. Dans un premier temps, je me suis concentré sur la partie

okandé et sur Moignon, car j'étais soucieux d'en savoir plus sur lui que ce qu'il avait exprimé et j'avais l'idée de partager ce film avec ses descendants, si je les retrouvais. Les Okandé sont l'un des plus petits groupes ethniques du Gabon : à peine deux mille individus selon le recensement de 2003<sup>49</sup>, répartis dans quelques villages dont les principaux sont Kongo-Boumba, Achouka et Boléko. À Boléko, un village situé aux portes du parc de la Lopé, j'ai rencontré son fils aîné et son neveu, tous deux âgés d'environ quatre-vingts ans. Ce fut un moment particulier car Moignon est, chacun l'aura compris, un personnage subalterne important de l'histoire des pratiques cinématographiques en Afrique subsaharienne, auquel personne n'a cependant jamais vraiment prêté attention alors qu'il vient perturber et bouleverser l'ordre des représentations<sup>50</sup>. Son fils et son neveu avaient un vague souvenir du tournage de *Pirogues sur l'Ogooué*, mais ils n'avaient jamais vu le film. Nous l'avons regardé ensemble, en présence de leurs femmes respectives. Le fils, qui est désormais le seul des villages alentour à partir plusieurs jours en pirogue sur l'Ogooué pour pêcher – « ce que le père fait, le fils doit le faire » dit-il –, a exprimé une joie contenue, considérant qu'à travers ce film « [s]on père a posé des actes de manière inconsciente, pour les fils et les petits-fils<sup>51</sup> ». L'émotion du neveu, auquel a été transmise l'autorité des savoirs coutumiers, a été plus vive, notamment après le visionnage d'une séquence de *Danses congolaises* consacrée à une cérémonie d'initiation. Quant aux femmes, elles ont été exaltées à l'écoute des chants qui rythment la navigation sur l'Ogooué et se sont dites admiratives de la force et du courage des piroguiers : « quel rythme, ça battait bien », dit l'une d'elles, « et puis ça filait avec les chansons ». Leur émotion a été d'autant plus grande qu'ils ne disposent d'aucune photographie familiale de cette époque et qu'ils n'avaient gardé de ce parent, Pierre Moignon, que le souvenir du vieil homme qu'il était devenu, non de l'athlète et du chef qu'il fut dans la force de l'âge.

Si le partage de ces films avec les descendants relève d'une préoccupation intellectuelle, il est également guidé par des enjeux éthiques contrariés par une chaîne de droits producteurs qui rend leur diffusion et leur mise en circulation dépendante d'une négociation commerciale. D'un point de vue juridique, les films de la mission Ogooué-Congo appartiennent à la société Pathé-Gaumont, après avoir longtemps été distribués par Atlantic film. Jacques Schiltz, directeur général de la Société d'applications cinématographiques, avait d'ailleurs rappelé en février 1947 à Ballif<sup>52</sup> que sa société devait être seule détentrice des droits sur tous les documents filmiques, photographiques et phonographiques de la mission, en vertu d'un accord passé quelques semaines auparavant. Cet accord, qui a été à l'origine d'un différend entre Leroi-Gourhan et Ballif, a été dénoncé par le

musée de l'Homme et probablement par Didier, auteur de la plupart des photographies, qui était également destinataire de ce courrier. Après avoir participé à la sonorisation et au montage des films, les enregistrements phonographiques et les photographies ont ainsi échappé au monopole du producteur et du distributeur. Pas les films, qui n'ont jamais été projetés au Gabon ni en République du Congo, sinon peut-être *Pirogues sur l'Ogooué* dans les années 1970 sur la Radio-Télévision gabonaise<sup>53</sup>. Les personnes filmées ont donc été privées, au sens propre, de leur image et de leur voix, pour des raisons économiques et juridiques héritées de la période coloniale, mais aussi par des contraintes techniques qui ne permettaient pas, à l'époque, de partager des films tournés en 35 mm nécessitant un long processus de postproduction aussi simplement que des photographies et des enregistrements sonores sur disque<sup>54</sup>. À la différence des enregistrements phonographiques, édités au retour de la mission, notamment par les éditions phonographiques du musée de l'Homme en 34 disques 78 tours dès 1948, la valeur des trois courts métrages a toujours été indexée sur une stricte logique commerciale. En témoigne le montage en 1950 d'un long métrage pour le marché étatsunien, puis leur commercialisation comme banque d'images et leur vente à la découpe<sup>55</sup>.

Ces trois films présentent pourtant un incontestable intérêt patrimonial. Leur réception reste ouverte. Elle fluctue quand cesse le commentaire et que la plurivocalité se fait entendre. Par-delà leur forme narrative et leur dessein économique, d'autres relations de sens que celles organisées par le montage peuvent être envisagées. Ainsi, par exemple, l'une des séquences de *Danses congolaises* (montrée au fils aîné et au neveu de Moignon à Boléko à l'été 2019) a été tournée en marge de *Pirogues sur l'Ogooué*, à l'occasion d'une halte à Kongo-Boumba. Kongo-Boumba est le village de la mère de Pierre Moignon et de son frère Auguste. Ce dernier y vécut avant de devenir, à Bouët, chef de canton. Ballif se souvient qu'Auguste et Pierre ont insisté pour que les membres de la mission restent un jour de plus dans ce village, afin d'assister à une cérémonie d'initiation. Pour devenir des hommes okandé, de jeunes garçons, âgés d'une dizaine d'années, devaient passer entre les jambes d'un impressionnant personnage masqué appelé Okwi, vêtu d'un costume en fibre, armé d'une chicotte et d'une machette<sup>56</sup>. Rapprocher *Pirogues sur l'Ogooué* de cette séquence de *Danses congolaises* offre un éclairage complémentaire sur l'activité et la vie des piroguiers okandé dans les années 1940, d'autant que les trajectoires biographiques qui irriguent ce corpus permettent d'enrichir la compréhension et l'analyse qui peut en être faite. Où est Pierre Moignon dans cette séquence ? A-t-il revêtu l'apparence d'Okwi pour donner aux futurs initiés et piroguiers une

leçon de bravoure lors de cette épreuve rituelle ? Son fils et son neveu sont-ils parmi les jeunes garçons qui défient Okwi ? ([ill. 10 & 11](#))

Le travail de réinterprétation et de réappropriation des films de la mission Ogooué-Congo reste à faire. Leur statut et leur devenir sont également à repenser. Car ces films, comme tant d'autres de la période coloniale, malgré leurs manquements, leurs travers et la condamnation morale dont ils ont fait l'objet au moment des indépendances, constituent une mémoire cinématographique des mondes africains en situation coloniale. L'idéal serait de disposer des rushes, s'ils ont été sauvegardés, afin de les mettre à la disposition des chercheurs qui négligent ou ignorent trop souvent ce genre de sources, mais aussi bien sûr des descendants des populations filmées, pour lesquelles ces films peuvent devenir des « artefacts culturels » susceptibles d'engendrer diverses formes d'appropriation. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le CREM, en mettant en libre accès sur son site internet certains enregistrements sonores de la mission, accompagnés de descriptifs rédigés en dialogue avec Rouget, puis en contribuant à la réalisation d'une exposition virtuelle<sup>57</sup>. Ce partage numérique demande à être accompagné sur le terrain, afin de questionner le devenir-archive de ces documents et de créer les conditions d'un partage avec les descendants, auxquels ces documents qui les représentent appartiennent également.

### **Postérité et travail de démarcation**

La mission Ogooué-Congo a ouvert la voix du film ethnographique en France. Cette voix n'est pas seulement celle de Moignon. Elle est celle des piroguiers adouma et okandé, des pygmées babenzélé et bangombé, des Batéké, et plus généralement de tous ceux privés de voix par un commentaire qui a reproduit, dans la plupart des films de l'époque, le modèle savant de la conférence illustrée. La sonorisation des films de terrain n'est certes pas une nouveauté. Mais pour la première fois dans l'histoire des pratiques cinématographiques en Afrique subsaharienne de langue française, les films documentaires de la mission Ogooué-Congo ont été intégralement sonorisés avec des sons enregistrés sur le terrain. Cette prouesse technique, qui a consisté à réaliser le son de l'image, fait de l'oralité un élément central du récit. Sans sons directs, sans enregistrement de la voix des protagonistes auxquels une partie de la narration peut être déléguée, il aurait été impossible pour le cinéma de devenir ethnographique. La mission Ogooué-Congo a enclenché ce processus dialogique. À sa manière, elle a ainsi anticipé la révolution esthétique et politique d'un cinéma en prise directe avec le déroulement de l'action.

Certes, les films de la mission Ogooué-Congo ne sont pas émancipés des logiques commerciales et coloniales qui ont longtemps entravé en France le cinéma ethnographique. Dans sa conception même, la mission Ogooué-Congo renvoie à un modèle d'expédition désuet. Mais c'était « une étape historique » admet Rouget<sup>58</sup>. Malgré ses faiblesses – sa courte durée, son ethnographie savante déficiente, une certaine nostalgie de l'exploration coloniale et une dimension collective qui empêche l'ethnographie de se déployer dans les meilleures conditions compte tenu de l'encombrement du terrain –, la volonté de la mission Ogooué-Congo de pratiquer l'ethnographie autrement, par les moyens de l'image animée et du son, puis par leur combinaison, a contribué à renouveler la manière de concevoir l'ethnologie en faisant entendre les voix des protagonistes. Elle a relancé en France l'intérêt pour le cinéma ethnographique, au moment où le musée de l'Homme se saisissait de cette question, sous la conduite du garant scientifique de cette mission, Leroi-Gourhan. Ce dernier a publié en 1948 un texte important, à la suite du premier Congrès du film d'ethnologie et de géographie humaine à l'occasion duquel *Au pays des Pygmées* fut primé (Leroi-Gourhan 1983 [1948]). Il le conclut en considérant que l'association de professionnels de l'ethnologie et du cinéma, sur le modèle de la mission Ogooué-Congo, peut être l'avenir du cinéma ethnographique. C'est toutefois une autre conception qui s'est rapidement imposée en France, sous la houlette de Rouch, devenu secrétaire général du Comité du film ethnographique à sa création en 1952-1953 : celle de l'ethnographe-cinéaste qui cumule en une seule et même personne les compétences d'ethnographe et de cinéaste et privilégie la connaissance du terrain et le sens de la relation.

Si les films de la mission Ogooué-Congo ont participé à ce moment fondateur du cinéma ethnographique après la guerre<sup>59</sup>, aucun de ses membres ne s'est directement impliqué dans le travail de définition intellectuelle et institutionnelle engagé au musée de l'Homme. À l'issue du congrès, le réalisateur Dupont a certes été nommé, en 1948, secrétaire général adjoint du Bureau du film d'ethnologie et de géographie humaine, l'ancêtre du Comité du film ethnographique. Mais ses idées et son attachement aux colonies l'ont rapidement disqualifié<sup>60</sup>. L'écart s'est aussi progressivement creusé entre les ethnologues du musée de l'Homme et l'organisateur de la mission, Ballif, qui a poursuivi une carrière détachée des préoccupations de recherche, tandis que le cinéma ethnographique devenait en France une affaire d'ethnologues professionnels. Ce processus de démarcation et de légitimation a conduit à délimiter un périmètre institutionnel qui n'était pas encore constitué à l'époque et à minorer l'importance de cette mission lorsque l'histoire du cinéma ethnographique a commencé à s'écrire dans les années 1960 et 1970.

Décevante sur le plan scientifique, la mission Ogooué-Congo n'en a pas moins infléchi la trajectoire du cinéma ethnographique français<sup>61</sup>. Par les compétences et les moyens déployés, par la maturité de son geste cinématographique, elle a été en avance sur son temps. Comment, par exemple, ne pas voir dans la prise de parole de Moignon une annonce de l'éblouissement provoqué par Oumarou Ganda, auquel Rouch « passe la parole » dans *Moi, un noir*, un film qui, en 1958, a significativement contribué au renouvellement des formes cinématographiques ? Comment imaginer que les chants des Okandé et des Babenzélé n'ont pas fait la démonstration qu'il était impératif d'accéder à la voix et à la parole des protagonistes de la recherche, afin qu'elle puisse s'énoncer librement et qu'elle se raconte par elle-même ? Comment ne pas souscrire à cette saisie « sur le vif », afin de différer dans le temps l'analyse de la situation ?

Espéré de longue date par les cinéastes de terrain et les ethnologues, l'accord scellé par la mission Ogooué-Congo entre le film et les sons directs a été décisif à l'époque. Mais il ne s'est concrétisé techniquement et esthétiquement que plus tard, à la fin des années 1950, avec l'avènement du son synchrone. De même, sur le plan institutionnel, malgré la cohabitation au musée de l'Homme du Département d'ethnologie musicale et du Comité du film ethnographique, dont le statut d'association n'a jamais évolué vers une unité de recherche, il fallut attendre 1964 pour que le Laboratoire audiovisuel, créé à l'École pratique des hautes études avec le soutien de Germaine Dieterlen et Claude Lévi-Strauss, fasse le lien entre film ethnographique, littérature orale et ethnomusicologie. Rouch et Rouget, dont la première rencontre date des réunions préparatoires de la mission Ogooué-Congo, en ont été nommés codirecteurs. Ils ont engagé plusieurs collaborations sur le terrain dans les années 1950 et 1960 et ont su faire fructifier, tout en la reformulant à leur manière, cette expérience fondatrice pour leurs carrières comme pour le devenir du cinéma ethnographique et de l'ethnomusicologie.





Extrait vidéo <sup>▲</sup> – Pirogues sur l'Ogooué, 1947.

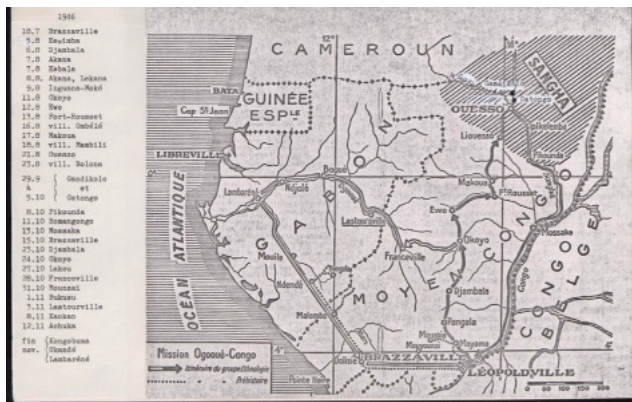
« Je m'appelle Pierre Moignon », 11<sup>e</sup> s. © Gaumont.

> [Accéder à l'extrait](#)

**Illustration 1 <sup>▲</sup>**

« Voyage et avion Paris-Brazza »  
1946, lieu non précisé,  
photographie par André Didier.

Centre de recherche en ethnomusicologie.  
Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc UMR 7186, Bob 31, n° 31.5.24.



**Illustration 2 <sup>▲</sup> – « Mission Ogooué Congo 1946 : Notes de terrain », [tapuscrit], p. 1.**

Centre de recherche en ethnomusicologie.  
Fonds d'archives Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc UMR 7186.



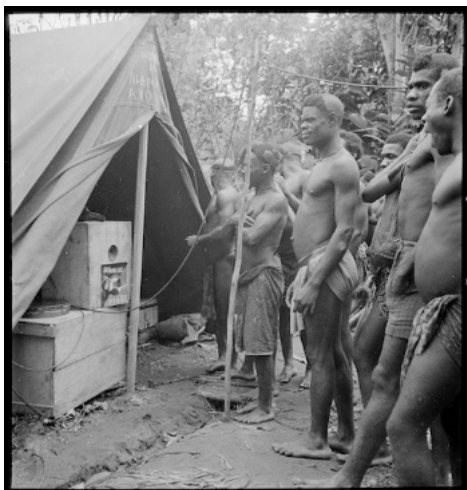
**Illustration 3** ▲ – « Hutte en forêt, Babenzélé »,  
1946, photographie par André Didier.

Centre de recherche en ethnomusicologie.  
Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc UMR 7186, n° 2061\_4.

**Illustration 4** ▲  
« Un Pygmée essayant  
la caméra », 1946.

Fonds Noël Ballif,  
musée du quai-Branly-Jacques Chirac, PP0175210.





**Illustration 5** ▲ – « Pygmée devant la tente studio de Didier, écoutant des disques », 1946, photographie par André Didier.

Centre de recherche en ethnomusicologie.  
Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc, n°2071\_8.

**Extrait sonore 1** ▲ – « Chant solo de femme babenzélé ».

Enregistrement sonore de Gilbert Rouget et André Didier, population babenzélé, Afrique équatoriale française, recueilli lors de la mission Ogooué Congo en 1946.



Extrait du disque : *Musique pygmée la Haute Sangha*, collection Musée de l'Homme, BAM, LD-14, 1959. Cote : CNRSMH\_E\_1959\_012\_001\_001\_01. « Archives sonores du CNRS – Musée de l'Homme », gérées par le Centre de recherche en ethnomusicologie CREM – Lesc UMR 7186, avec le soutien du ministère de la Culture. URL : [https://archives.crem-cnrs.fr/archives/items/CNRSMH\\_E\\_1959\\_012\\_001\\_001\\_01/](https://archives.crem-cnrs.fr/archives/items/CNRSMH_E_1959_012_001_001_01/)

> [Accéder à l'extrait sonore sur le site du CREM](#)

**Illustration 6** ▲  
« Enfant tenant un masque », 1946, Gandikolo,  
photographie par André Didier.

Centre de recherche en ethnomusicologie.  
Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc UMR 7186, n° 2006\_6.





**Illustration 7** ▲ – « Capita peint », 1946, Gandikolo, photographie par André Didier.

Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget,  
CREM – Lesc UMR 7186, n° 2106\_6.



**Illustration 8** ▲ – « Femme peinte, chanteuse à cloche de fer, tambourinaires », 1946, Fort-Rousset (actuel Owando, République du Congo), photographie par André Didier.

Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget.  
CREM – Lesc UMR 7186, n° 2101\_9.



**Illustration 9** ▲ – « Pirogue », 1946, photographie par Gilbert Rouget.

Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget. CREM – Lesc UMR 7186, n° 1165.

## Extrait sonore 2 <sup>△</sup> – *Chant des piroguiers 1.*



Enregistrement sonore de Gilbert Rouget et Pierre-Dominique Gaisseau, population Okande, Afrique équatoriale française (Lambaréné), recueilli lors de la mission Ogooué Congo en 1946.

« Archives sonores du CNRS – Musée de l'Homme », gérées par le Centre de recherche en ethnomusicologie CREM – Lesc UMR 7186, avec le soutien du ministère de la Culture.

URL : [https://archives.crem-cnrs.fr/archives/items/CNRSMH\\_I\\_1946\\_001\\_642\\_01/](https://archives.crem-cnrs.fr/archives/items/CNRSMH_I_1946_001_642_01/)

> [Accéder à l'extrait sonore sur le site du CREM](#)



## Illustration 10 & 11 <sup>△</sup> – « Okwi », 1946, photographie par Gilbert Rouget.

Fonds d'archives photographiques Gilbert Rouget.

CREM – Lesc UMR 7186, n° 1191 et 1274.

Fonds Noël Ballif, musée du quai-Branly-Jacques Chirac.



## BIBLIOGRAPHIE

- Angoué Claudine-Augée, 1999. « Les changements sociaux dans la réserve de Faune de la Lopé (Gabon) », Thèse de doctorat, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.
- Bakhtine Mikhaïl, 1978. *Esthétique et théorie du roman*, trad. du russe par Daria Olivier, Paris, Gallimard.
- Ballif Noël, 1954. *Les Danseurs de Dieu. La mission Ogooué-Congo chez les Pygmées de la Sangha*, Paris, Hachette.
- Ballif Noël, 1981. « Analyse critique et synthèse des connaissances sur les Pygmées africains » (thèse de troisième cycle soutenue à l'EHESS sous la direction de Denise Paulme-Schaeffner).
- Bataille Georges, 1948. « Cinéma et acteurs noirs », *Présence africaine*, n° 4, p. 690-696.
- Bazin André, 1958. *Qu'est-ce que le cinéma ? I. Ontologie et langage*, Paris, Le Cerf.
- Bondaz Julien, 2016a. « Les grands explorateurs comme ancêtres. André Leroi-Gourhan, Marcel Griaule et la popularisation de l'ethnologie », in Catalogue de l'exposition *L'Homme [L'objet] : André Leroi-Gourhan*, Lyon, Université Lyon 3, p. 54-74.
- Bondaz Julien, 2016b. « Mangazou le petit Pygmée », in Julien Bondaz (dir.), *Le magasin des petits explorateurs*, Paris-Arles, Musée du quai Branly-Actes Sud.
- Colleyn Jean-Paul, 2017. « Quelles sont les voix du film ? », *Journal des africanistes*, 87-1/2, p. 346-366.
- Cooper Frederick & Ann Stoler (dir.), 1997. *Tensions of Empire. Colonial Culture in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press.
- Dupont Jacques, 2013. *Profession cinéaste : politiquement incorrect*, Paris, Éditions Italiques.
- Gaisseau Pierre-Dominique, 1981. *Vivre pour voir*, Paris, Laffont.
- Gérard Brice, 2012. « Gilbert Rouget et la mission Ogooué-Congo (1946). Institution et épistémologie dans l'histoire de l'ethnomusicologie en France », *Gradhiva*, n° 16, p. 192-215.
- Greani Nora, 2012. « Soixante ans de création à l'École de peinture de Poto-Poto (Congo-Brazzaville) », *Cahiers d'études africaines*, n° 205, p. 259-267.
- Griaule Marcel, 1946, *Les Grands Explorateurs*, Paris, PUF, « Que sais-je ? ».

- Grollemund Rébecca, 2006. « Les Okandé du Gabon, locuteurs d'une langue en danger », Master Recherche Sciences du langage, Université Lumière Lyon 2.
- Henley Paul, 2020. « From *Vues* to ethnofiction: french ethnographic filmmaking in Africa before Jean Rouch », *Visual Anthropology*, n° 33-1, p. 32-80.
- Jolly Éric, 2016. « Les missions Griaule et le cinéma ethnographique », *À la naissance de l'ethnologie française. Les missions ethnographiques en Afrique subsaharienne (1928-1939)* <http://naissanceethnologie.fr> [consulté en mai 2020].
- Jolly Éric, 2017. « Le Club des explorateurs. Une aventure au croisement de la science, du voyage et du sport », *À la naissance de l'ethnologie française. Les missions ethnographiques en Afrique subsaharienne (1928-1939)* <http://naissanceethnologie.fr/> [consulté en mai 2020].
- Laurière Christine & Mary André (dir.), 2019. *Ethnologues en situations coloniales*, Lahic / Ministère de la Culture et de la Communication, Direction générale des patrimoines, Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, coll. « Les Carnets de Bérose », n° 11. <http://www.berose.fr/article1675.html>.
- Leiris Michel, 1950. « L'ethnographe devant le colonialisme », *Les Temps modernes*, n° 58, p. 357-374.
- Leprohon Pierre, 1945. *L'Exotisme et le cinéma. Les chasseurs d'images à la conquête du monde*, Paris, Éditions Jean Susse.
- Leroi-Gourhan André, 1983 [1948]. « Cinéma et sciences humaines : le film ethnologique existe-t-il ? », *Le Fil du temps*, Paris, Fayard, p. 59-67.
- Leroi-Gourhan André, 1947, *Les explorateurs célèbres*, Éditions d'art Lucien Mazenot, Paris-Genève.
- Lévi-Strauss Claude, 1955. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, coll. « Terre Humaine ».
- MacDougall David, 1991. « Whose film is it? », *Visual anthropology review*, 7 (2), p. 2-10.
- Marsolais Gilles, 1997. *L'Aventure du cinéma direct revisitée*, Laval (Québec), Les 400 Coups.
- Mauuarin Anaïs, 2022. *À l'épreuve des images. Photographie et ethnologie en France (1930-1950)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.
- Mbot Jean-Émile, 1984. *Un siècle d'histoire du Gabon raconté par l'iconographie*, Libreville, Nkoussu Productions.

- Mottier Damien, 2017. « Jean Rouch au rendez-vous de juillet : métamorphose d'un ethnologue cinéaste », *Journal des africanistes*, vol. 87, n° 1/2, p. 63-93.
- Paulme Denise, 1993. « Noël Ballif », *Cahiers d'études africaines*, n° 131, p. 479.
- Nardone Robert & Catherine Radtka, 2020. « André Didier (1914-1982) : une vie au CNAM entre cinéma et industrie », *Cahiers d'histoire du Cnam*, n° 12, p. 241-247.
- Nardone Robert, Loïc Petitgirard & Catherine Radtka, 2021. « Du Conservatoire national des arts et métiers à la mission ethnographique Ogooué-Congo, et retour », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 39, p. 65-91.
- Olanga Mokanga Jean-Paul, 2015. *La communauté monkandè de la Lopé. Une histoire des Mèmbè du Gabon*, Libreville, Les Éditions du silence.
- Rony Fatimah Tobing. 1996. *The Third Eye: Race, Cinema and Ethnographic Spectacle*. Durham and London, Duke University Press.
- Rouget Gilbert, 2004. « L'efficacité musicale : musiquer pour survivre », *L'Homme*, n° 171-172, p. 27-52.
- Spivak Gayatri Chakravorty, 1988. « Can the subaltern speak ? », in Cary Nelson & Lawrence Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, p. 271-313.
- Thévenot Jean, 1947, « Un disque de Ninon Vallin a apprivoisé les Pygmées », Paris-Cinéma.
- Young Colin, 1984. « MacDougall conversation », *Journal des anthropologues*, n° 16-17, p. 5-17.

## FILMS CITÉS

- *Afrique 50*, René Vautier, 1950.
- *Au pays des Pygmées*, Jacques Dupont, 1947.
- *Congolaise (Savage Africa)*, Jacques Dupont, 1950.
- *Congorilla*, Martin & Osa Johnson, 1932.
- *Danses congolaises*, Jacques Dupont, 1947.



- *Farrebique*, Georges Rouquier, 1946
- *Forêt sacrée*, Pierre-Dominique Gaisseau, 1954.
- *La croisière noire*, Léon Poirier, 1926.
- *La grande case*, Jacques Dupont, 1949.
- *La montagne est verte*, Jean Lehérissey, 1950.
- *Les statues meurent aussi*, Chris Marker & Alain Resnais, 1953.
- *Moi, un noir*, Jean Rouch, 1958.
- *Pirogues sur l'Ogooué*, Jacques Dupont, 1947.
- *Pygmies of Africa*, produit par Encyclopaedia Britannica Films Inc, 1939.
- *Rendez-vous de juillet*, Jacques Becker, 1949.
- *Tarzan*, W. S. Van Dyke, 1932.
- *Torres Strait Islanders*, Alfred Cort Haddon, 1898.
- (*Titre inconnu*), Georges Zaidler, année inconnue.

## ARCHIVES

### Centre de recherche en ethnomusicologie

- *Entretiens avec Gilbert Rouget* [enregistrements audiovisuels] / par Gérald Caillat et Joséphine Simonnot, 2002-2003, Paris. Cote : CNRSMH\_I\_2018\_004. Accès restreint en ligne : [https://archives.crem-cnrs.fr/archives/collections/CNRSMH\\_I\\_2018\\_004/](https://archives.crem-cnrs.fr/archives/collections/CNRSMH_I_2018_004/).
- Fonds d'archives Gilbert Rouget, « Mission Ogooué Congo ; 1946 : Notes de terrain » [tapuscrit], 293 p. Centre de recherche en ethnomusicologie (CREM - Lesc UMR 7186, CNRS - Université Paris Nanterre).
- *Mission Ogooué Congo* [enregistrements sonores] / Gilbert Rouget (collecteur), Afrique équatoriale française, 1946. Cote : CNRSMH\_I\_1946\_001. Accès public en ligne : [https://archives.crem-cnrs.fr/archives/collections/CNRSMH\\_I\\_1946\\_001/](https://archives.crem-cnrs.fr/archives/collections/CNRSMH_I_1946_001/).

### Musée du quai-Banly-Jacques Chirac

- Fonds Noël Ballif, musée du quai-Branly-Jacques Chirac.

### Pathé Gaumont archives

– Les films de la mission Ogooué-Congo.

## NOTES

1. <sup>△</sup> Indication du générique de fin des films.
2. <sup>△</sup> Note du chef de cabinet du ministre des Colonies datée du 1er avril 1946 (fonds Ballif, musée du quai-Branly-Jacques Chirac). Le ministère des Colonies est devenu ministère de la France d'outre-mer le 26 janvier 1946.
3. <sup>△</sup> *Entretiens avec Gilbert Rouget* [enregistrements audiovisuels] / par Gérald Caillat et Joséphine Simonnot, 2002-2003, Paris. Cote : CNRSMH\_I\_2018\_004.
4. <sup>△</sup> Ces notes de terrain ont été dactylographiées à partir de huit carnets et réunis dans un ensemble de 289 pages (Fonds d'archives Gilbert Rouget, CREM - Lesc UMR 7186, CNRS - Université Paris Nanterre).
5. <sup>△</sup> Outre les fonds d'archives mentionnés (CREM et MQB-Jacques Chirac), cet article se fonde sur l'analyse des films de la mission, un terrain mené à l'été 2019 afin de retravailler deux d'entre eux avec les descendants des piroguiers okandé et sur les écrits de certains membres de la mission (Ballif 1954 ; Dupont 2013 ; Gaisseau 1981 ; Rouget 2004). Je remercie Aude Julien Da Cruz Lima (CREM), Sarah Frioux-Salgas (MQB-Jacques Chirac) et Florence Ballif-Ndiaye de m'avoir facilité l'accès aux archives, ainsi que Rodrigue Loundou, Jean-Charles Adegho et Francis Auguste Nzinga rencontrés à l'été 2019 à Boléko, au Gabon.
6. <sup>△</sup> C'est ainsi que la mission est qualifiée par Jean Thévenot dans un article intitulé « Un disque de Ninon Vallin a apprivoisé les Pygmées », Paris-Cinéma, 3 juin 1947.
7. <sup>△</sup> L'achat de 250 disques sur les 540 enregistrés sur place a cependant été financé par la Radiodiffusion française.
8. <sup>△</sup> Note préparatoire à la mission rédigée par Ballif le 18 avril 1946 (fonds Ballif, MQB-Jacques Chirac).
9. <sup>△</sup> Le groupe Liotard est le nom que s'est donné le groupe de jeunes du Club des explorateurs en hommage à l'explorateur français Louis Liotard (fils de l'administrateur colonial Victor Liotard) assassiné au Tibet en 1940.
10. <sup>△</sup> Voir à ce sujet Mottier 2017.
11. <sup>△</sup> Forces françaises de l'intérieur, Francs-tireurs et partisans français.
12. <sup>△</sup> Georges Condominas a notamment participé à la mission organisée dans le Haut-Atlas marocain. Sur le Club des explorateurs, voir Jolly 2017.
13. <sup>△</sup> Leur descente du Niger est une mission du groupe Liotard : la mission AOF Niger (Mottier 2017 : 73). Précisons qu'à cette époque, Rouch n'était ni ethnologue, ni cinéaste, et qu'il a réalisé son premier film muet à cette occasion.
14. <sup>△</sup> Sur les relations entre ethnologie et exploration à cette époque, voir notamment Bondaz 2016a et la contribution de Mauvarin dans ce volume.
15. <sup>△</sup> La mission Orénoque-Amazone menée par Gheerbrant de 1948 à 1950 avec Pierre-Dominique Gaisseau, Jean Fichter et Luis Saenz a principalement été, comme celle de Ballif, une mission cinématographique.
16. <sup>△</sup> C'est ainsi que Rouch, qui a publié les chroniques de ses missions nigériennes à l'été 1951 dans le journal *Franc-tireur*, est présenté par Gheerbrant.

- 17.△ Cette affirmation est bien entendu à relativiser, Trilles et d'autres missionnaires-ethnographes avant la mission Ogooué-Congo ayant été ponctuellement accueillis dans des campements pygmées durant leurs tournées.
- 18.△ Ce film est mentionné par Ballif mais je n'en ai pas retrouvé trace.
- 19.△ Une telle liste de films n'est évidemment pas exhaustive : elle reprend ceux mentionnés par Ballif.
- 20.△ Cette mission s'inscrit de toute évidence dans l'histoire des expéditions ethnographiques françaises de l'entre-deux-guerres en Afrique subsaharienne, notamment la mission Dakar-Djibouti (1931-1933).
- 21.△ Bazin parle du cinéma comme une « momie du changement » (Bazin 1958).
- 22.△ Note manuscrite de Ballif (fonds Ballif, MQB-Jacques Chirac).
- 23.△ Note manuscrite de Ballif (fonds Ballif, MQB-Jacques Chirac).
- 24.△ Sur la situation coloniale entendue comme une « construction culturelle et politique d'un moment particulier avec tous ceux qui y participent comme acteurs de l'histoire », voir Cooper & Stoler 1997. Voir aussi : Laurière & Mary 2019.
- 25.△ Ce genre de situations de tournage est le lot commun de la plupart des films documentaires tournés en Afrique subsaharienne avant la guerre. Seuls quelques rares films (ceux d'Aupiais et de Griaule notamment) peuvent se prévaloir d'une relation privilégiée au terrain. La mission Ogooué-Congo s'inscrit ici dans un geste d'expédition au fil duquel les occasions de filmer les performances rituelles sont préparées et organisées par l'administration coloniale.
- 26.△ Par commodité, je reprendrai l'orthographe des noms et des lieux tels qu'ils ont été écrits par Ballif (1954).
- 27.△ Gatango et Gandikolo sont les deux villages dans lesquels la mission a séjourné du 26 août au 6 octobre.
- 28.△ Dupont n'oublie pas de revenir sur ce point qui semble avoir été décisif. « Cette précieuse poudre (dont nous avons une réserve) avait été un irrésistible argument pour les convaincre. Mais c'est ce qui finira par faire éclater leurs traditions de chasse nomades et solitaires sur lesquelles s'était édifiée leur société » (Dupont 2013 : 50).
- 29.△ Ballif donne des indications sur la manière dont les bruitages ont été effectués : « Dis-leur de raconter la chasse, avec tous les bruits et les cris qu'ils ont l'habitude de faire... Ce bruitage sera très utile pour la sonorisation du film » (Ballif 1954 : 157).
- 30.△ Le capita désigne une position intermédiaire dans la structure coloniale : celui d'un petit chef local désigné par l'administration coloniale pour contrôler la population.
- 31.△ Orthographié Elanda par Rouget (2004). De même il écrit : BaBinga, BaMbenzélé, BaNgombé, Gandicolo, etc.
- 32.△ Ce chant polyphonique est un Yeli qui a fait l'admiration de Rouget et de nombreux ethnomusicologues.
- 33.△ Sur Edzingi, étroitement liée à la chasse à l'éléphant et exécutée à la demande de Rouget les 25 et 26 septembre 1946, plus long enregistrement phonographique de la mission (24 faces de disques), voir Rouget 2004.
- 34.△ Sur cette école de peinture, voir Greani 2012.
- 35.△ Ballif 1954 : 234. Le film commence d'ailleurs par ce commentaire : « C'est aux chutes de Poubara que Brazza fut arrêté dans son premier voyage. La France n'occupait alors que quelques postes sur la côte... ».
- 36.△ Le cinéma a tardé à déconstruire cet ordre colonial et à s'en émanciper. Le premier film anticolonialiste français a été réalisé en 1950 par René Vautier (*Afrique 50*) et la reconnaissance du cinéma ethnographique en tant que tel n'intervient

que dans les années 1950, avec la création en Europe du Comité du film ethnographique au musée de l'Homme en 1952-1953 et celle, aux États-Unis, du Film study center du Peabody museum à Harvard en 1957.

37.▲ Pierre Laval était ministre des Colonies quand il a publié ce décret en 1934. Ce décret valut en 1950 au cinéaste René Vautier d'être emprisonné après le tournage d'*Afrique 50*, premier film anticolonialiste français.

38.▲ Ces séquences ont été tournées aux alentours d'Ewo, d'Ouessou, de Lastourville, à Kongo-Boumba et Gandicolo.

39.▲ Le terme « vues » renvoie ici aux films des frères Lumière qui étaient constitués d'un plan unique. Pour ce qui est de l'application de ce dispositif à la pré-histoire du cinéma ethnographique, voir notamment Henley 2020.

40.▲ Il fallut notamment attendre le texte de Michel Leiris (1950) et le film anticolonial de René Vautier *Afrique 50*.

41.▲ Voir Marsolais 1997. Cette quête du cinéma comme geste improvisé oriente également une partie du cinéma de fiction à cette époque.

42.▲ « Comme nous l'avions fait chez les Pygmées, j'ai voulu effacer le plus possible notre présence. Pas question de jouer avec le côté sportif de notre aventure, d'exploiter l'exploit de l'explorateur (les 3 "ex" comme nous disions en nous moquant) » écrit Dupont (2013 : 55).

43.▲ Ballif décrit Moignon comme « un colosse avec un visage d'enfant terrible sur une carrure d'athlète » (Ballif 1954 : 248). Par ailleurs, sur l'iconographie associée à l'histoire du Gabon, voir Mbot 1984.

44.▲ Ces paroles sont prononcées en okandé. Sur cette langue qui ne compte plus que quelques locuteurs, voir Grollemund 2006.

45.▲ Ces chants m'ont été traduits par Rodrigue Loundou, rencontré à l'été 2019 à Boléko.

46.▲ *Entretiens avec Gilbert Rouget* [enregistrements audiovisuels] / par Gérald Caillat et Joséphine Simonnot, 2002-2003, Paris. Cote : CNRSMH\_I\_2018\_004.

47.▲ Le Nagra se porte en bandoulière tandis que le dispositif de Didier était notamment constitué d'une lourde commutatrice. Voici la description qu'en fait Rouget : « Les disques (30 cm) étaient des disques Pyral, dits "d'enregistrement direct" : couche de vernis sur âme d'aluminium, la gravure se faisait sur une machine Garreau semi-portable, tournant à 78 tours et équipée de burins en métal. Cette machine de gravure était alimentée par une commutatrice débitant du 110 volts alternatif 50 périodes à partir du courant fourni par des accumulateurs de camion. Un fréquencemètre permettait de régler la fréquence sur 50 périodes. » (Rouget [tapuscrit] CREM : i).

48.▲ L'importance des sous-titres dans le cinéma ethnographique s'est imposée tardivement, dans les années 1970, avec la série de films que David et Judith MacDougall ont tournés au Kenya en 1973-1974 (Young 1984).

49.▲ Sur l'histoire des Okandé, voir Angoué 1999 et Olanga Mokanga 2015.

50.▲ La réflexion des *Subaltern Studies* porte également sur la question posée par le cinéma ethnographique. Voir notamment Spivak 1988.

51.▲ Francis Nzinga, fils aîné de Pierre Moignon, juillet 2019, entretien personnel.

52.▲ Ce courrier fait suite à la publication d'une chronique illustrée publiée dans le journal *Ce soir* en février 1947.

53.▲ Cette information est à vérifier. De manière plus générale, la vie sociale de ces films reste à préciser.

- 54.▲ Dupont mentionne que Séchan a tourné quelques plans (non montés) de Didier faisant écouter pour la première fois aux Pygmées « leurs chants, leurs soupirs et leurs cris qu'il venait d'enregistrer sur disques souples » (Dupont 2013 : 53).
- 55.▲ *Congolaise* (également connu sous le titre *Savage Africa*), 1950, 68 min. Le film de Chris Marker et Alain Resnais, *Les statues meurent aussi* (1953), reprend également des extraits de certains de ces films.
- 56.▲ Rouget décrit dans ses carnets cette danse d'Okwi filmée à Kongo-Boumba le 15 novembre 1946 (p. 285-287).
- 57.▲ Voir <https://www.europeana.eu/fr/exhibitions/1946-ogoooue-congo-mission>.
- 58.▲ *Entretiens avec Gilbert Rouget* [enregistrements audiovisuels] / par Gérard Caillat et Joséphine Simonnot, 2002-2003, Paris. Cote : CNRSMH\_I\_2018\_004.
- 59.▲ Le film ethnographique a eu aux États-Unis une reconnaissance institutionnelle plus tardive, avec la création en 1957 du Film Study Center du Peabody Museum de Harvard dirigé par Robert Gardner.
- 60.▲ Dupont (2013) se définit lui-même comme un « cinéaste politiquement incorrect ». Son attachement patriotique aux colonies françaises a entaché sa carrière cinématographique et a sans doute nui, a posteriori, à la réputation de cette mission. Dupont a été qualifié par Rouget de « parfaitement colonialiste » (Gérard 2012 : 203).
- 61.▲ Dupont et Séchan (*La grande case* 1949) puis Gaisseau (*Forêt sacrée* 1954) ont poursuivi en différentes occasions leurs gestes cinématographiques en Afrique. Régulièrement programmés dans la salle de cinéma du musée de l'Homme, ces films ont accompagné le processus de légitimation du cinéma ethnographique en France.

## **SITUATION COLONIALE ET SITUATION DE CONTACT EN AFRIQUE** **Georges Balandier et le sillon tracé par les « Culture Contacts »**

*Franck Beuvier*

Les études relatives aux phénomènes de changements sociaux, tels qu'ils opèrent dans le cadre des pays dits « attardés » ou « sous-développés », de même que les recherches relatives aux phénomènes « d'acculturation », se sont multipliées aux cours des dernières années. Elles sont, dans beaucoup de cas, conditionnées par les exigences de l'actualité politique ; mais, dans ces circonstances, les spécialistes auxquels il est fait appel doivent souvent se contenter de résultats apparaissant plus comme ceux d'une technique minutieuse que comme ceux d'une démarche scientifique. Le déséquilibre est incontestable entre le nombre de matériaux rassemblés et le degré d'élaboration obtenu par le « traitement » imposé à ces faits. On ne peut douter qu'un travail d'évaluation critique soit dès maintenant indispensable ; il s'impose de plus en plus à l'esprit des chercheurs (anglo-saxons, surtout) qui se sont engagés dans un tel champ d'étude.

Georges Balandier, « Introduction »,  
*Sociologie actuelle de l'Afrique noire* (1955 : VII)

**C**E PREMIER paragraphe de l'introduction figurant dans l'édition originale de la thèse principale de Georges Balandier connaîtra des ajustements dans le cadre de sa réédition en 1963<sup>1</sup>. La référence aux chercheurs anglo-saxons disparaîtra, l'introduction et le premier chapitre seront partiellement réécrits à la lumière des événements ayant scellé les Indépendances, mais pas seulement. Au regard de la trilogie « Situation coloniale » débutée en 1951, la place accordée aux analyses d'inspiration marxiste diminue, le recours à la méthode historique s'avère en revanche confirmée – à l'instar des outils développés par la psychologie ou la science politique –, et l'apport du courant britannique et sud-africain dit des « culture contacts » davantage souligné<sup>2</sup>, non sans ambiguïté. Quatre repères, qui guident le sens des réaménagements opérés huit ans plus tard dans la seconde édition (1963), base durable des rééditions ultérieures<sup>3</sup>. La notion de *situation coloniale*

est posée comme objet, comme cadre de saisie et d'analyse des faits intéressant la colonie, des processus de changement rapide en cours sur le sol africain, et justifiée par un état de l'art des recherches orientées en ce sens. De façon concomitante, le cadre conceptuel naît de l'ethnographie, des missions d'étude dont Georges Balandier a été chargé, de la quotidienneté des villes et des zones rurales dont il fut le témoin entre 1948 et 1951 (Balandier 1955 : VII et VIII).

Les terrains et les données présentés dans *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* résultent de deux études diligentées par l'administration sur les « réactions » des populations fang et ba-kongo à la présence coloniale, sur des « reprises d'initiative » que Balandier envisage d'emblée dans la longue durée, en constituant un corpus de sources écrites depuis les premières rencontres avec les Européens. L'histoire, discipline indispensable à la bonne compréhension des phénomènes observés, devient parente de la sociologie. Dans sa courte introduction, l'auteur utilise un vocabulaire nouveau qu'il ne précise pas encore, qu'il ne contextualise pas, hormis la notion de « situation de contact » attribuée à Bronislaw Malinowski. Seul l'anthropologue d'origine polonaise est cité dans ces quelques pages, en prélude à la critique sévère que le sociologue lui adresse dans le premier chapitre.

Dans le sillage de « La situation coloniale : approche théorique » paru en 1951 dans les *Cahiers internationaux de sociologie*, ce premier chapitre, « La notion de “situation” coloniale<sup>4</sup> », définit de manière plus académique l'approche que Balandier entend suivre et incarner. Il augure là un tournant majeur, en ouvrant une voie durable à l'africanisme hexagonal, à une socio-anthropologie historique du continent, qui trouve, finalement, sa pleine mesure aujourd'hui. On lui doit à l'évidence l'attention portée au présent, à la « réalité actuelle », que l'anthropologie défend désormais sous la bannière du contemporain. On lui doit aussi, plus indirectement, une approche renouvelée du colonialisme et de son empreinte historique, inspirée de la définition englobante et interactive de la notion de « situation ». Avec la prise en compte des échelles micro et macro politiques<sup>5</sup>, note Frederick Cooper, apprécier les situations revient à appréhender le champ du pouvoir dans la pluralité de ses « formes » et de ses « relations », en se donnant les moyens de mieux cerner la nature du processus colonial (Cooper 2002 : 49 et 67 ; 2010 : 53 et 76). Ce chapitre néanmoins, s'il se veut résolument « pluridisciplinaire<sup>6</sup> », mêlant les apports de l'histoire, de la psychologie sociale, de la sociologie et de la science politique, s'avère plus discret à l'endroit de l'anthropologie comme discipline.

Certes Balandier prend acte de l'orientation des études vers les cultures du passé ou en voie d'extinction, suivant le modèle de l'herbier hérité des sciences naturelles, des théories fonctionnalistes et structuralistes qui tournent le dos à l'histoire, mais, au regard des anthropologies nord-américaine, britannique et sud-africaine, il minore l'étendue du champ couvert par la recherche dite « appliquée » qui se développe depuis les années 1920. En Grande-Bretagne, l'attention accordée aux « contacts de culture » sous l'impulsion de Malinowski notamment, aux problèmes posés par la présence européenne en Afrique, aboutit très vite à l'examen du fait colonial. Au début des années 1950, deux décennies d'enquêtes et de publications ont d'ores et déjà contribué à élargir et à enrichir ce domaine de recherche. Curieusement, dans le premier chapitre de sa thèse – plus encore que dans son texte programmatique publié en 1951 –, Balandier retient principalement les défauts de la démarche prônée par Malinowski en la matière, sans véritablement mesurer le parcours accompli. L'argumentation devient un réquisitoire prononcé à l'encontre de ce dernier, de son « Introductory essay on the anthropology of changing african cultures » (1938), et, surtout, de son ouvrage posthume, *The Dynamics of Culture Change* (1945), jugé très discutable. Sa démonstration, appuyée sur les analyses contenues dans deux articles fameux de Max Gluckman, « Analysis of a social situation in modern Zululand » (1940) et « Malinowski's "functional" analysis of social change » (1947), laisse néanmoins de côté les avancées notables obtenues dans l'expertise des contacts de culture<sup>7</sup>. À de rares exceptions près, les études spécialisées sont exposées sans ménagement, leur intérêt se résumant souvent à leurs limites. Pourtant, en 1938, Malinowski ne publie pas une synthèse intéressant les phénomènes de contact en Afrique à partir de rien, et, en 1940, Gluckman ne rédige pas ce type d'ethnographie, ni ne dresse sept ans plus tard cet inventaire sévère, sans base méthodologique et théorique préalable<sup>8</sup>.

En France, lorsque Balandier publie « La situation coloniale : approche théorique » (1951), l'heure est à la définition d'un champ de la sociologie africaniste, d'un « domaine de compétence » sur un terrain fortement marqué par l'anthropologie (L'Estoile 2017 : 893). L'anthropologie africaniste anglo-saxonne, jamais loin de la pensée de Balandier, mérite à ce titre un réexamen. Comme le rappelait récemment Jean Copans (2016), Benoît de L'Estoile (1994, 1997) a plusieurs fois décrit l'effervescence intellectuelle qui marqua le courant des « culture contacts », signalé les apports théoriques novateurs en la matière, tout en soulignant le faible écho reçu de ce côté de la Manche en raison de la structuration du champ de l'anthropologie française, soucieuse d'observer « l'Afrique essentielle » (L'Estoile 1997 : 34-35). Ce « paradoxe » du « culture contact », avancé par



L'Estoile (*ibid.* : 23), tient également à l'influence du modèle de l'anthropologie appliquée britannique dans la définition des objectifs et des méthodes des instituts créés en Afrique après la guerre, dans le développement d'un paradigme de sociologie appliquée. Pour l'auteur de la présente contribution, c'est la découverte préalable de l'article « Methods of study of modern culture contacts », publié par Isaac Schapera en 1935 dans *Africa*, qui, à l'image de l'arbre cachant la forêt, justifie ce voyage intéressé dans « La situation coloniale » de Georges Balandier.

En partant des travaux de Jean Copans (2001) et d'Isabelle Merle (2013), nous allons reprendre l'état de l'art établi par Balandier pour caractériser son objet dans les trois versions successives du texte, en nous attachant aux références faites aux anthropologues britanniques et sud-africains investis dans l'observation des phénomènes de contact en Afrique. Puis nous reviendrons sur ce qui devient un argument essentiel dans le premier chapitre de sa thèse : l'exposé critique de la doctrine de Malinowski, détaillée dans l'essai publié en 1938 puis dans *The Dynamics*. Cet essai, qui inaugure le Memorandum XV de l'Institut international des langues et cultures africaines (IILC) – repris ensuite dans la première partie de l'ouvrage posthume –, combine synthèse des études parues dans *Africa* entre 1934 et 1936 sur les changements socio-culturels constatés sur le continent, et orientations théoriques à même d'éclairer la nature et les effets du contact. De même que les développements de Malinowski ne cumulent pas tous les défauts, le diagnostic et les propositions émis par les auteurs réunis dans ce Memorandum XV donnent matière à révision. Le sort réservé à la notion de « dynamique », mot-clé figurant dans le sous-titre de *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, fait figure ici de miroir grossissant. Du modèle britannique du « culture contact » au positionnement scientifique de l'ORSOM et de l'IFAN, il n'y a qu'un pas (L'Estoile 1997 : 36-37), où paradoxe et lapsus signalés (Copans 2001) peuvent éventuellement en cacher d'autres.

### **Arrière-plan colonial et savant de la « situation »**

Rivé à l'environnement colonial, le concept de « situation » naît d'un constat et d'un besoin, exprimés outre-Manche à la fin des années 1920, et trouve sa pleine mesure sur le plan disciplinaire dans le domaine de l'anthropologie appliquée. La raison d'être de la revue *Africa*, la revue de l'IILC, tient à un état des lieux, à une double expertise attendue des chercheurs, sur « la vie actuelle des peuples africains » d'une part, et, d'autre part, sur les réponses à apporter aux

« questions pressantes » intéressant les différentes catégories de personnels et d'acteurs présents en Afrique : administrateurs, enseignants, commerçants, entrepreneurs, missionnaires ou magistrats. Ce dessein est formulé par Sir Frederik John Dealtry Lugard, président du conseil exécutif de l'IILAC (fondé en 1926), dans l'introduction du premier numéro d'*Africa* (Lugard 1928). L'ancien officier britannique, père de l'« Indirect Rule », pense l'institut comme un « organisme de coordination », apolitique, et entend mettre la compétence scientifique au service de la résolution de « problèmes pratiques » (*ibid.* : 1-2). L'institut doit répondre à des situations d'urgence, résultant de la quotidienneté éprouvée dans les colonies, des transformations subies par les sociétés africaines, des incompatibilités marquées ici et là entre loi coutumière et code colonial. Aujourd'hui, ajoute-t-il, les données manquent pour mesurer les « effets [...] du contact avec les Européens », l'ampleur des modifications engendrées sur les « modes de vie » (*ibid.* : 3). *Africa* se veut le lieu de consignation de ces expériences et de ces analyses, le reflet des études stimulées dans ce sens, dont le ton est donné par Malinowski dans son article programmatique publié dans le cinquième numéro : « Practical anthropology<sup>2</sup> » (Malinowski 1929). En parallèle, les memoranda sont destinés à accueillir la documentation constituée sur les communautés, à l'aide de volontaires s'exprimant en langue vernaculaire (*ibid.* : 4). L'objectif visé est double : fixer ce qui fut d'un côté – afin de le transmettre éventuellement via l'enseignement scolaire –, rendre compte des conséquences du contact durable de l'autre.

La véritable impulsion est donnée en 1931, grâce à un plan de financement des recherches sur cinq ans établi avec la Fondation Rockefeller<sup>10</sup>. L'orientation retenue consiste à étudier (et à comparer) « la manière dont la société autochtone (« native society ») subit l'influence de la civilisation occidentale, des forces économiques en particulier » (Anonyme 1931 : 484). Un programme de bourses est envisagé et un plan d'aide au comité inter-universitaire sud-africain dessiné. Début 1932, les contours de ce plan quinquennal sont précisés (Anonyme 1932) :

Le problème fondamental découlant de la pénétration, dans la vie africaine, des idées et des forces économiques de la civilisation européenne est celui de la cohésion de la société africaine. La société africaine est soumise à de fortes tensions et le risque de voir les puissantes forces engagées sur le continent provoquer sa désintégration complète existe. Les conséquences seraient catastrophiques pour les individus qui la composent, rendant impossible toute évolution ordonnée des communautés. Il est donc proposé que les enquêtes recommandées par l'Institut soient ciblées sur une meilleure compréhension des facteurs de la cohésion sociale

dans la société africaine d'origine, sur la manière dont les nouvelles influences s'exercent, au regard des ensembles émergents et des liens sociaux créés, sur les formes de coopération, enfin, entre les sociétés africaines et la civilisation occidentale<sup>11</sup> (*ibid.* : 1).

Le défi auquel doivent répondre les Africains, poursuit l'article, c'est d'être capable de « développer des formes de vie sociale et de cohésion adaptées à des circonstances de changement rapide<sup>12</sup> » (*ibid.* : 2). L'enjeu vaut aussi pour les administrateurs qui, sans connaissance précise des institutions autochtones, ne sauraient être en mesure de prévenir leur décomposition. Privés des lois et des sanctions coutumières, les individus emprunteraient un chemin sans repère, au risque de devenir apatrides. Le message s'adresse enfin au missionnaire et au commerçant, lesquels, sous couvert de coopération, sont invités à être plus attentifs au déjà-là. Le dessein entrepris se garde cependant de tout mélange des genres : « L'Institut a pour objectif d'étudier ces processus de changement d'une manière purement objective et scientifique » (*ibid.*). Pour ce faire, l'accent est mis sur l'observation de communautés diversement engagées dans la cohabitation avec les agents coloniaux, sur une « sociologie » des intérêts et des pratiques que leurs acteurs tentent de préserver. « Les Africains doivent être considérés non comme des objets mais comme des personnes. Ils ne peuvent être compris que par ceux qui nouent des relations personnelles avec eux, en tant qu'êtres humains » (*ibid.* : 11). C'est donc à la connaissance sociologique de la vie actuelle de communautés colonisées, rendue possible grâce à des liens interpersonnels noués sur place, que vont s'attacher notamment Lucy Mair, Audrey Richards, Monica Hunter, Günter Wagner, Meyer Fortes ou Margaret Read. Isaac Schapera s'est engagé dans cette voie dès son retour en Afrique du Sud en 1929, en débutant des enquêtes intensives auprès des populations tswana installées dans le protectorat du Bechuanaland. Le « Five-Year plan » augure aussi une série de séminaires organisés à la London School of Economics (LSE), sous l'égide de Malinowski (Mair 1938a : v).

En France, la prise en compte d'un tel programme est plus tardive. Benoît de L'Estoile, qui a très tôt fait la rétrospective de ce courant et retracé l'histoire institutionnelle de l'IICALC, souligne une sorte de contradiction<sup>13</sup>. Alors que les problématiques coloniales se posent à peu près dans les mêmes termes pour l'État français, et que les échanges scientifiques entre les deux rives de la Manche sont réels, pourquoi cette orientation politique et disciplinaire rencontre-t-elle si peu d'écho dans l'Hexagone (1997 : 23) ? Documents d'archives à l'appui, L'Estoile remarque que les constats relatifs aux changements en cours, aux mutations provoquées notamment par l'économie

de marché, s'avèrent tout aussi précoces (*ibid.* : 27-28). Dans l'entre-deux-guerres, administration coloniale et recherche africaniste ne communiquent pas. Pour l'illustrer, il s'intéresse à la position occupée par Henri Labouret, dont le profil et les différentes fonctions auraient dû faciliter l'instauration d'un dialogue institutionnalisé sur le sujet. Labouret est professeur à l'École nationale de la France d'outre-mer ainsi qu'à l'École des langues orientales vivantes (Deschamps 1959 ; L'Estoile 1997 : 28-33) et, surtout, co-directeur de l'IIALC depuis sa fondation. L'ancien administrateur est par ailleurs membre de plusieurs organismes coloniaux et savants. Pour l'auteur, la conversion à ces enjeux ne se fait pas pour au moins deux raisons : d'une part, la position somme toute périphérique occupée par Labouret au sein de l'anthropologie française ; d'autre part, l'attachement de ce dernier à une forme de partition du « travail scientifique ». Dans son esprit, il revient aux anthropologues de former de futurs administrateurs, et aux fonctionnaires coloniaux de faire les enquêtes *in situ*, en les appelant à devenir des « ethnologues » coloniaux (Labouret 1933, cité par L'Estoile 1997 : 31). L'Estoile se réfère également à la série d'instructions publiée par Labouret en 1932 sous le titre « L'ethnologie coloniale. Un programme de recherches » dans le numéro 4 de la revue *Outre-Mer*. Ces orientations, bien que complémentaires, sont traduites en deux approches : la première, dite « ethnographique », se concentre sur l'Afrique traditionnelle ; la seconde, dite « sociologique », sur l'analyse des changements en cours (Labouret 1932, cité par L'Estoile 1997 : 33). Sa démarche scientifique s'avère en réalité faiblement influencée par les préceptes du « culture contact ». Labouret demeure fidèle au modèle dominant de l'anthropologie française, en quête de « l'Afrique authentique », et, par là même, de ses lettres de noblesse sur le plan disciplinaire<sup>14</sup> (L'Estoile 1997 : 34-35).

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Office de recherche scientifique d'outre-mer (ORSOM<sup>15</sup>), plus que l'Institut français d'Afrique noire créé en 1938, se constitue scientifiquement sur la base du « modèle britannique » des « culture contacts »<sup>16</sup>. Le modèle est même sur toutes les lèvres (L'Estoile 1997 : 36-38). Le texte de Georges Balandier, « Ethnologie et psychologie » paru dans *Études guinéennes* en 1947, débute par un hommage aux anthropologues anglo-saxons engagés dans cette voie. L'auteur, toutefois, ne s'appuie pas sur leurs travaux pour procéder à la critique de « l'ethnologie traditionnelle » (1947 : 47), incarnée à ce moment par Marcel Griaule<sup>17</sup>. Balandier privilégie une filiation proprement hexagonale, inscrite dans la récente histoire institutionnelle de l'ethnologie. C'est par une citation de Lucien Lévy-Bruhl, tirée d'un texte court faisant figure de lettre de mission du tout nouvel Institut d'ethnologie de l'université de Paris<sup>18</sup>, qu'il introduit le

caractère utile d'une « ethnologie pratique », orientée vers les « problèmes présents » (*ibid.* : 51). L'argumentation de Lévy-Bruhl s'inspire pourtant de l'expérience britannique, et insiste sur l'expertise que pourraient apporter les ethnologues, en documentant « la civilisation présente et passée des indigènes » (Lévy-Bruhl 1925 : 236). À l'image de la raison d'être de l'IALC, la contribution de l'ethnologie à la gouvernance coloniale est également en débat lors de la fondation de l'Institut d'ethnologie<sup>19</sup>. Mais c'est à la psychologie que s'en remet Balandier, à son apport dans les études consacrées aux relations entre les races et aux processus d'acculturation aux États-Unis, pour accorder sa pleine mesure à l'individu – au sujet inséré dans un environnement précisé –, et pour souligner l'importance de situer dans le temps les « phénomènes sociaux » observés<sup>20</sup>. En ce sens, psychologie et ethnologie dessinent un domaine particulier de la sociologie, qualifiée d'*Ethnologie du détail* (en italique dans le texte), et autorisent « une ethnologie [datée] des contacts de populations » (Balandier 1947 : 51-53)<sup>21</sup>.

Tracer la limite de l'ombre portée par le modèle anglo-saxon requiert de s'intéresser également à cet autre essai paru en 1951 : *Les tâches de la sociologie* de Paul Mercier. À l'instar de « La situation coloniale : approche théorique », nous suivons dans ce manuel l'élaboration d'un cadre de pensée apte à dégager un modèle sociologique attaché au présent colonial. Publié sous l'égide de l'IFAN<sup>22</sup>, ce texte d'une centaine de pages, privé d'une réelle reconnaissance académique comme l'a noté Jean Copans<sup>23</sup>, est surprenant, tant par l'érudition déployée que par l'argumentation développée. Mercier établit avec précision le périmètre de la sociologie outre-mer, de son histoire « dans les territoires coloniaux », en soulignant cette proposition (marquée en italique) : « La sociologie des peuples dépendants [...], a trouvé la voie de son progrès dans l'étude de situations concrètes et présentes » (Mercier 1951 : 7). Plus précisément, le projet de sociologie des peuples dépendants arrêté par Mercier se dévoile au travers d'une synthèse des propositions méthodologiques et théoriques de l'anthropologie étatsunienne et britannique pour l'essentiel, où l'on devine l'influence exercée par l'essai de Malinowski publié en 1938<sup>24</sup>. Bien que l'orientation scientifique et le plan d'action intéressent ici l'IFAN de Dakar, l'ambition est plus générale. Ce programme de recherche détaillé par l'auteur concerne l'ensemble des organismes de recherche outre-mer. « [...] Le modèle britannique fournit non seulement une inspiration théorique, mais aussi un modèle de professionnalisation qui ouvre des voies à la fois dans le domaine académique et dans celui de l'expertise » (L'Estoile 2017 : 909 ; voir aussi p. 867). Au fil de sa démonstration, Mercier déroule le panorama sémantique associé au mot « situation », et lui attribue une valeur conceptuelle

entendue comme ensemble des conditions et des relations concrètes, envisagées à un moment particulier et selon un point de vue donné.

### La « situation » privée de son adjectif

À la lecture de l'article « Aspects de l'évolution sociale chez les Fang du Gabon » (Balandier 1950a), on serait tenté de dire que la notion de « situation » s'impose d'elle-même. À demande concrète de l'administration, réponse concrète du chercheur<sup>25</sup>. Une expertise sur des « reprises d'initiative » est attendue, devant servir à la prise de décision, laquelle s'appuie sur la description, écrit Balandier, de « situations concrètes » (*ibid.* : 77). « Balandier présente la notion de “situation coloniale” comme ancrée dans sa “propre expérience, acquise de 1946 à 1951 [...]” » (Balandier 1955 : VII, in *L'Estoile* 2017 : 866)<sup>26</sup>. Dans ce même article paru en 1950, Balandier se réfère à l'ouvrage *Psychologie de la colonisation* d'Octave Mannoni pour donner une valeur théorique au concept, en posant comme repère – durable – la définition établie par le psychanalyste<sup>27</sup>. En 1951, dans « La situation coloniale : approche théorique », la notion prend sa source dans deux autres références : les deux tomes de *Sociologie coloniale* de René Maunier<sup>28</sup>, et, de manière plus « implicite » pour reprendre le qualificatif de Benoît de L'Estoile, dans l'article « Analysis of social situation in modern Zululand » de Max Gluckman (*L'Estoile* 2017 : 868 ; *Copans* 2001 : 43, et 2016 : 5)<sup>29</sup>.

Si Balandier affaiblit la portée heuristique de la notion de « situation coloniale » définie par Mannoni, passant sous silence sa singularité absolue en même temps que l'idée d'une action mutuelle des parties en présence<sup>30</sup>, il ne dit rien non plus de l'usage de ce concept et du sens qui lui est attribué par les anthropologues investis dans les contacts de culture. La « situation » constitue pourtant l'unité d'observation pour Isaac Schapera par exemple (1935 : 320), traduite sous l'expression « contact milieu » chez Meyer Fortes (1936 : 42) ou « specific type of contact » chez Malinowski (1938 : XXXIII). Ce constat nous invite à réexaminer la place accordée par Balandier à ce courant dans l'essai puis dans le premier chapitre de sa thèse, à considérer la manière dont il signale ces « affinités électives » (*L'Estoile* 2017 : 909), au regard de la caractérisation du fait colonial et du cadre d'observation pertinent, de l'éventail des cas de figure traités, des échelles d'analyse et de la place de l'histoire dans la compréhension des processus d'évolution. Ajoutons la question des rapports conflictuels inhérents à la cohabitation instaurée, révélateurs tant de l'instabilité de l'entreprise coloniale que de la structure des sociétés soumises.

Dans les trois versions (1951a, 1955, 1963), l'allusion au courant des « culture contacts » est manifeste dès les premières lignes. Suivant les deux voies ouvertes par l'anthropologie africaniste, les chercheurs concernés sont réunis, en 1951, sous la bannière de l'anthropologie « appliquée », par opposition à ceux attachés à l'Afrique du passé (1951a : 46). Vis-à-vis des premiers, Balandier admet implicitement une distinction de nature entre « situation de contact » et « situation coloniale », en pointant le caractère fragmentaire de leurs travaux, qui ne prendraient en compte ni la globalité du fait colonial ni le caractère irréductible de cette « conjoncture particulière ». « [...] Des chercheurs, constate l'auteur, engagés dans de multiples enquêtes pratiques, et de portée restreinte, se contentant d'un empirisme commode ne dépassant guère le niveau d'une technique [...]. » La situation coloniale « n'[y] est envisagée que sous certains aspects – ceux concernant de manière évidente le problème traité – et n'apparaît pas comme agissant en tant que totalité » (1951a : 45-46). La réalité du champ d'observation, comme l'ampleur de l'événement, que l'auteur qualifie de complexe, leur échappent.

Dans la version de 1955, Balandier réitère sa critique tout en désignant différemment le champ couvert par les « culture contacts », désormais étendu aux « phénomènes de changements sociaux » (1955 : 3). Cette orientation est maintenant assumée, traduite en termes d'échelle d'analyse des faits, qui va des individus concernés – autochtones et étrangers – à la communauté de contact constituée. Malheureusement, les études réalisées visent au mieux « des résultats “pratiques” », et, quand elles manifestent une ambition théorique, traitent moins de la singularité du fait colonial que de « la nature de la réalité culturelle » découverte par le chercheur (*ibid.*). L'interprétation reposerait ainsi sur une sorte de confusion entre deux ordres de réalité, l'une sociale, l'autre culturelle. Dans la réédition de 1963, les mêmes premières lignes font état de « processus » envisagés « séparément », où l'économie, l'éducation, l'évangélisation ou l'administration seraient l'objet de savoirs disjoints. Au contraire, souligne Balandier, ces « caractéristiques » doivent être considérées conjointement « selon le lieu de l'enquête » (1963 : 3). En vérité, de telles lignes de partage n'existent pas dans les ethnographies ou dans les synthèses constituées<sup>31</sup>. Par ailleurs, aucune publication ne vient illustrer son propos.

La première référence explicite concerne les « réactions » des sociétés colonisées. L'auteur, qui attribue à l'historien l'attention portée à ces comportements symptomatiques, se tourne vers l'anthropologie anglo-saxonne pour prendre acte des faits rapportés, des méthodes employées et

du panorama déployé. Les « conditions spécifiques », créées par la colonisation, « révèlent non seulement, comme l'ont aperçu certains anthropologues<sup>32</sup>, les processus d'adaptation et de refus, les conduites novatrices nées de la destruction des modèles sociaux (*patterns* des auteurs anglo-saxons) traditionnels, mais encore elles manifestent les "points de résistance" des sociétés colonisées, les structures et comportements fondamentaux – elles font toucher le roc. Une telle connaissance présente un intérêt théorique [...] et a une importance pratique réelle (elle montre à partir de quelles données fondamentales tout problème doit être envisagé<sup>33</sup>) » (1951a : 49-50). Si l'historien de la colonisation saisit l'épaisseur de la réalité coloniale, pointe nombre d'aspects que le sociologue doit avoir à l'esprit pour construire son cadre d'observation et d'analyse, ce sont finalement les anthropologues travaillant sur les contacts de culture qui, non seulement semblent les mieux armés pour en dresser un premier aperçu, mais avancent les propositions les plus intéressantes : variabilité des réponses à la présence coloniale, singularité des pratiques nées dans ce contexte, limites posées à la mainmise européenne et à l'accommodement, révélatrices en cela des *habitus* et des principes supérieurs des sociétés dépendantes. Balandier salue enfin la méthode, sans toutefois préciser l'unité d'observation retenue.

La seconde référence intervient au terme d'un court passage concernant l'Afrique du Sud, inséré dans un développement consacré aux enjeux intéressant l'économie, où idéologie politique et législation administrative, avance l'auteur, servent domination et exploitation. Sans en prendre réellement la mesure, les anthropologues britanniques et sud-africains se bornent à évaluer l'impact de l'économie de marché sur l'organisation et le quotidien des communautés. L'angle d'approche est par trop restreint, regrette Balandier, et les analyses proposées « [manquent] de se référer à l'économie coloniale, la situation coloniale, d'avoir le sens d'une réciprocité de perspectives<sup>34</sup> existant entre société colonisée et société coloniale [...] » (1951a : 57). L'auteur y déplore également une approche tronquée des faits, saisis dans un contexte où le seul point de vue autochtone est pris en compte. Il appuie sa critique en mentionnant l'ouvrage pionnier de Monica Hunter, *Reaction to Conquest*, paru en 1936<sup>35</sup>, puis en renvoyant le lecteur à une note qui répertorie une série d'« études » similaires : « Citons, pour l'Afrique du Sud (I. Schapera, M. Hunter), l'Afrique de l'Est (L. P. Mair, Audrey Richards, M. Read, M. Gluckman), l'Afrique de l'Ouest (M. Fortes, D. Forde, K. L. Little) comme auteurs des travaux les plus importants<sup>36</sup>. » Outre la découverte tardive du nombre de chercheurs impliqués, signalé au tiers de l'essai, il convient aussi de remarquer l'absence de références bibliographiques. Balandier a tout de même pris soin d'établir cet inventaire, preuve, je dirais, de son importance. Dès les années 1930, les anthropologues cités publient – parfois abondamment –



ethnographies, comptes rendus, résultats partiels, ou essais d'ordre méthodologique ou théorique. Ajoutons que ce corpus de textes se confond presque avec celui de la revue *Africa* pendant la première décennie de son existence<sup>37</sup>.

Sur le sujet, Balandier ne cesse de souffler le chaud et le froid, au risque parfois de se contredire. Un peu plus loin, on peut ainsi lire : « [ces études] ont dressé des schémas significatifs de “culture change” : destruction de l'unité économique de la “famille”, prédominance des valeurs économiques, émancipation des jeunes générations, installation d'une économie monétaire qui bouleverse les rapports personnels, atteinte aux hiérarchies traditionnelles [...], etc. [...] Mais des faits importants comme les nouveaux modes de groupement nés de la désorganisation des groupes traditionnels, l'apparition de classes sociales, les caractères et le rôle du prolétariat, etc., ne sont évoqués qu'en termes très généraux et les conflits qu'ils impliquent sont rarement analysés<sup>38</sup> ». En somme, il leur manque toujours quelque chose. Dans le cas présent, les observateurs auraient négligé les initiatives collectives induites par la conjoncture, la formation de nouveaux ensembles socio-économiques et le caractère antagonique de telles transformations.

S'agissant du contrôle politique et de la délégation du pouvoir, les versions de 1955 et de 1963 du premier chapitre témoignent de deux insertions intéressantes sur l'état des lieux dressé outre-Manche. Balandier se réfère aux « études capitales » de Meyer Fortes pour illustrer, à partir du cas des Tallensi de la Gold Coast<sup>39</sup>, l'évolution des facteurs de stabilité politique et l'établissement de hiérarchies inconnues jusqu'alors (1955 : 14 ; 1963 : 14)<sup>40</sup>. Dans la foulée, il concède que « les animateurs de l'anthropologie appliquée ont porté une attention précise à la question politique », et que « les phénomènes les plus récents : montée des nationalismes et des partis politiques autochtones, naissance des opinions publiques, etc., commencent à être étudiés [...] » (1955 : 15 ; 1963 : 15). Le lecteur prend note ici que les aspects touchant à la représentation politique et à l'autorité relèvent également du champ couvert. Quant aux formes d'émancipation constatées, Balandier souligne le caractère récent des enquêtes, presque contemporaines des siennes<sup>41</sup>.

Après avoir caractérisé la société colonisée et décrit la réalité de la cohabitation qui prévaut sur le continent, l'auteur reconsidère la place accordée aux études étatsuniennes et britanniques. Dans l'article de 1951, il insiste sur la conflictualité inhérente à une telle conjoncture, qui s'apparente finalement au « *clash of cultures* [en italique dans le texte] repéré par les auteurs anglais » (1951a : 70). Ces derniers auraient donc bien tenu compte de cette dimension essentielle.

Nous avons montré ailleurs comment, à partir de cette observation, des études nouvelles dites d'acculturation aux États-Unis, de *culture contact*, en Angleterre, se sont développées ; avec l'ambition d'atteindre, ainsi, les aspects les plus dynamiques des cultures mises en présence, de déceler, peut-être les traits caractéristiques de toute réalité culturelle. Les étapes du « contact » ont été précisées, d'une manière plus ou moins simpliste et arbitraire ; phases de conflit, d'ajustement, de syncrétisme, d'assimilation (ou de contre-acculturation en réaction) repérées par les anthropologues nord-américains [...] ; apparition d'une nouvelle culture ("the *tertium quid* of contact") différente de celles mises en présence, selon B. Malinowski, etc. Nous ne reprendrons pas, ici, les critiques qu'appellent ces travaux et ces doctrines. Nous évoquons ceux-ci pour manifester, d'une part, qu'on ne saurait envisager les rapports entre société coloniale et société colonisée sous les seuls aspects économiques et politiques [...]. Pour rappeler, d'autre part, que le contact des civilisations se produit à l'occasion d'une situation particulière, la situation coloniale, qui se transforme historiquement ; que le contact se fait par le moyen de groupements sociaux – et non entre cultures existant sous la forme de réalités indépendantes [...] (1951a : 71).

À lire ce long paragraphe de synthèse, on mesure cependant le chemin parcouru outre-Manche et l'étendue des recherches menées sur le sujet. L'adjectif « dynamique » est employé pour la première fois, pour qualifier quelque chose qui relèverait de la rencontre conflictuelle entre des univers différents. La proposition manque de précisions, bien que l'on puisse deviner ici l'influence exercée par certains modèles explicatifs avancés par les anthropologues anglo-saxons. Soulignons pour l'instant cet autre aspect : en s'appliquant à réduire le champ couvert par les « culture contacts » et à amoindrir la portée des études, Balandier vise explicitement Malinowski. C'est la deuxième critique qu'il lui adresse, après celle, très brève, faite au sujet de la tension extrême engendrée par l'entreprise coloniale. En s'appuyant sur le compte rendu acerbe de l'ouvrage posthume, *The Dynamics of Culture Change* (1945), publié en 1947 par Max Gluckman, Balandier déplore la non-prise en compte de ce trait saillant dans le projet d'anthropologie appliquée du fondateur du fonctionnalisme (1951a : 54). Dans l'édition de 1955, ce paragraphe de synthèse disparaît du premier chapitre. À la place, figurent six pages consacrées au commentaire de deux publications de Malinowski : « Introductory essay on the anthropology of changing african culture » (1938), qui inaugure le Memorandum XV de l'Institut consacré à un premier état des lieux comparé des recherches engagées dans le cadre du Five-Year Plan, et *The Dynamics...*, où Balandier suit fidèlement les pas de Gluckman. Ces six pages seront distinguées par ce sous-titre dans la

réédition de 1963 : « Étude des “contacts” de culture ». La critique faite à la théorie du changement culturel exposée par Malinowski occupe désormais un volume sensiblement égal à celui réservé aux apports des historiens<sup>42</sup>, devenant ainsi l'une des charnières centrales de l'argumentation. Dans sa thèse principale, ce réquisitoire constitue un marqueur fort de son positionnement théorique.

### **Réalité sociale *versus* réalité culturelle**

Quelle lecture Balandier en propose-t-il ? Le sociologue se penche d'abord sur l'exposé de 1938, en pointant une fois encore le caractère tardif de ces tentatives de généralisation. L'intérêt porté au présent des sociétés est salué, ainsi que l'orientation pratique des recherches. Puis il passe en revue plusieurs points et arguments : l'expression « situation de contact » retenue par Malinowski pour désigner le cadre d'observation, qu'il cite sans en reprendre la définition ; la nature des changements en cours et la qualification des processus de recomposition, où le sociologue doute, dans le sillage de l'anthropologue britannique, que l'on puisse spécifier la « culture nouvelle » sur la base d'agrégats culturels « partiellement fusionnés<sup>43</sup> » (1955 : 22 ; 1963 : 22) ; la réciprocité de perspectives qu'il convient d'établir pour examiner les ajustements et la réalité du vivre-ensemble, en tenant compte des diverses positions<sup>44</sup>. Balandier admet également que le recours à la discipline historique ne peut s'apparenter à une quête hypothétique du « point zéro » des communautés soumises, de leur organisation sociale avant le début de l'ère coloniale. En raison des relations et des échanges entretenus de longue date, concevoir un tel état s'avère illusoire (*ibid.* : 23).

Mais la place de l'histoire dans la saisie des phénomènes augure une série ininterrompue de critiques qui, précisons-le, portent davantage sur l'ouvrage posthume de Malinowski<sup>45</sup>, paru trois ans après sa mort. Le premier point discuté concerne la méthode propre à évaluer le degré de transformation. Pour mesurer l'évolution des institutions, le chercheur doit s'appuyer sur des données comparatives, et moins sur une matière historique par nature volatile et indirecte. Malinowski reconnaît cependant le besoin de faire la « micro-histoire » du contact, dont Balandier prend acte. Précisons à cet égard que, dans l'introduction du Memorandum XV (Malinowski 1938 : xi, xii et xxxii), ce temps du contact est plutôt envisagé comme un événement sans précédent et hautement singulier, aux conséquences irrémédiables. Pour Malinowski, il fait figure de processus historique dont le caractère inédit est à prendre en compte. Mais

l'historiographie du contact proprement dite n'est pas privilégiée<sup>46</sup>, ce que déplore Balandier en se référant cette fois à l'ouvrage posthume. « Cette position doctrinale [...], constate-t-il, y paraît très faiblement tenue » (Balandier 1955 : 23 ; 1963 : 22).

Balandier reprend ici, et dans la suite de son réquisitoire, les remarques émises par Max Gluckman dans son compte rendu (1947), en insistant d'abord sur l'indispensable recours à la méthode historique, aux données disparates et aux documents administratifs accumulés au fil du temps, pour décrire tant les évolutions observées, que la ou les situation(s) qui les ont provoquées. La situation, entendue comme cadre d'action, constitue le point de départ ou l'origine des processus à éclairer. En faire la chronologie s'avère donc incontournable. De fait, Balandier insiste une nouvelle fois sur la valeur heuristique de la notion de situation, à même de refléter les « divers points de vue », acteurs en présence ou disciplines appelées à en rendre compte. Qui plus est, les données historiques permettent de relever des « permanences », d'observer des institutions peu affectées (1955 : 23-24 ; 1963 : 23-24).

Sans jamais le définir, Balandier regrette ensuite la faible « valeur opératoire » accordée au concept de « situation de contact » dans *The Dynamics* (1955 : 25 ; 1963 : 24). Non seulement aucune « référence » n'est faite à cette « totalité » qu'est la colonie, déplore-t-il, mais l'unité d'observation proposée par Malinowski ne se juxtaposerait pas à ce que Balandier nomme « réalité sociale », faite de rapports complexes et conflictuels. Là encore, l'auteur fait siens les reproches formulés par Gluckman (1947 : 108-111) pour discuter la place que Malinowski accorde au conflit. Quid des désaccords, des oppositions manifestées, des résistances exprimées, ou des choix de contournement ? Ce dernier occulterait de la même façon les frictions entre groupes composant la colonie. Balandier conteste dans la foulée l'attachement voué à la notion de culture. L'analyse du conflit, comme de la mesure du changement, repose moins sur des relations d'« incompatibilité » entre cultures, que sur les usages de la spécificité culturelle, notamment à des fins politiques. La culture n'est plus l'inconscient collectif que l'anthropologue doit sonder, mais un objet identifié, un prétexte fourni par le colonisé. L'examen des tensions fixe les limites d'une interprétation des faits en termes de « phénomène culturel » (1955 : 25 ; 1963 : 25), et Malinowski, par ailleurs soucieux de bonne gouvernance coloniale, resterait aveugle à l'émergence de puissants courants nationalistes.

Par un retour – sans le préciser – à l'essai de 1938, Balandier discute enfin la théorie du changement culturel avancée par le père du fonctionnalisme (1955 : 26-27, 1963 : 25-27). Pour ce

dernier, trois « réalités » culturelles sont à l'œuvre : africaine, européenne, et celle engendrée par la colonisation (ce qu'il désigne par *tertium quid*). « Trois réalités distinctes », bien qu'indissociables, admet Balandier selon le tableau dressé par Malinowski. Mais ces trois réalités ne prennent véritablement sens que dans la manière dont elles se manifestent en situation, soutient-il, en écho au raisonnement de Gluckman (1947 : 120-121). Impossible de recourir à des typologies de ce type, même d'un point de vue méthodologique, car tout est inter-relié et tout est affaire d'ajustement. Pas de coutumier d'un côté, de « détribalisé » de l'autre ; pas de milieu urbain d'un côté, de milieu villageois de l'autre, car circulations et « influences réciproques » sont patentes.

La dernière réflexion s'intéresse à la place centrale accordée aux institutions dans le schéma de Malinowski, pensées suivant le principe des vases communicants. L'influence s'exercerait prioritairement entre institutions du même type (politique, religion, économie, parenté, éducation, etc.). Cette perspective, qui privilégie les grands domaines de la vie sociale et leur comparaison, masque la réalité des processus à l'œuvre et conduit à négliger « l'analyse des liaisons et des interactions complexes qui s'établissent dans le champ du système d'institutions soumis au changement » (1955 : 27)<sup>47</sup>. Puis il conclut par ces mots : « C'est pour ne pas avoir précisé quelle réalité représente la "colonie", société globale, et ne pas avoir défini sans réticence la "situation" dans laquelle intervient le contact, en même temps que pour des raisons d'ordre théorique, que Malinowski a mal abordé le problème » (1955 : 27 ; 1963 : 27).

À en juger par l'ordre des sujets abordés, le plan remanié de l'essai de 1951, devenu premier chapitre de sa thèse, emprunte manifestement à celui adopté par Gluckman dans son réquisitoire. L'article de l'anthropologue sud-africain est organisé en six parties : « Malinowski's approach to the historical analysis of social change » ; « Malinowski's conception of the field of study » ; « Malinowski's practical anthropology » ; « Malinowski's conception of culture contact » ; « Malinowski's "institutions" in culture contact » ; « Malinowski's charting of the "three cultural realities" ». Outre que nous retrouvons là la trame de l'argumentation développée par Balandier<sup>48</sup>, mentionnons également que, dans la première sous-partie consacrée à l'histoire, Gluckman précise la position de Malinowski à ce sujet, avant de souligner, d'une part, la ressource que constitue la documentation écrite dans la compréhension des processus de changement, et, d'autre part, l'apport des travaux des historiens anglo-saxons dans la caractérisation du fait colonial (Gluckman 1947 : 103-106). Toutes proportions gardées, c'est ce à quoi s'attèle Balandier en

début de chapitre, à partir des publications des historiens – ou à caractère historique – de langue française essentiellement.

Après ce long passage consacré à Malinowski, Balandier termine sa démonstration en reprenant le dernier argument avancé dans l'essai de 1951 : les anomalies sociales causées par l'occupation coloniale et ce qu'elles révèlent de la totalité organique formée. Il admet que Monica Hunter fut proche de comprendre – bien qu'elle n'en ait pas saisi toutes les implications, précise-t-il – combien l'état de crise ne concerne pas seulement les sociétés soumises mais l'ensemble de l'édifice colonial. En ce sens, la colonie, dans la quotidienneté des villages, des villes ou des plantations, s'apparente à une société. Les soubresauts affectent l'ensemble des acteurs en présence, en même temps qu'ils lèvent le voile sur la nature réelle des relations en jeu<sup>49</sup>. Derrière le conflit et la situation de crise, se niche le motif racial, qui inonde et pervertit l'espace social. Sans les nommer, Balandier fait allusion aux chercheurs britanniques et sud-africains, qui, attentifs « aux cultures plus qu'aux sociétés », « [se sont] peu attachés à ces faits et problèmes raciaux », ne leur accordant qu'« une toute petite place » (1951 : 74). Dans la version de 1955, ce passage est partiellement réécrit, mais l'orientation ne change pas. Balandier accentue même la critique en suggérant une forme de complaisance ou de mutisme à l'égard de l'idéologie et de l'entreprise coloniales (1955 : 29)<sup>50</sup>. En 1963, le thème fait même l'objet d'un sous-titre (1963 : 28). Étrangement, Balandier ne semble pas au fait de l'implication des anthropologues sud-africains dans ces problèmes. Dès 1934, Schapera publie pour un premier ouvrage collectif proposant de mesurer l'impact de la présence européenne en Afrique du Sud, dans lequel plusieurs articles abordent explicitement ces questions<sup>51</sup>. Schapera traite évidemment des idéologies raciales, en soulignant combien elles modèlent les représentations collectives (1935 : 316).

Au terme de son essai, Balandier glisse cette dernière allusion aux « culture contacts » : « En fait, les aspects “modernistes” (une fois repérés) ne deviennent compréhensibles que par rapport à la situation coloniale ; et c'est vers cette connaissance que s'acheminent certains anthropologues anglais (Fortes, Gluckman) en considérant que, dans le cas de l'Afrique noire colonisée, société noire et société blanche participent intégralement à un même ensemble, en abordant la notion de “situation” ». Dans ce passage, figure la note 70 (1951 : 77), où l'article de Max Gluckman, « Analysis of social situation in modern Zululand », est attribué à Meyer Fortes<sup>52</sup>. Jean Copans y a vu « le lapsus fondateur de l'œuvre balandierienne » (2001 : 39), et nous verrons en conclusion que ce lapsus peut en cacher un autre.

Les textes revus de 1955 et 1963 accordent, dans le dernier quart du développement, une plus large place aux études psychologiques. Schapera excepté (1955 : 32 ; 1963 : 32), les chercheurs engagés dans les contacts de culture auraient là encore négligé cet aspect (1955 : 31 ; 1963 : 30). En 1963, le premier chapitre se termine par un appendice, où Balandier complète son état de l'art sur les entreprises récentes de « microsociologie » des conflits dans les pays nouvellement décolonisés. Sont cités Max Gluckman et l'école de Manchester, ainsi que Victor Turner<sup>53</sup>. Pour la première fois, il utilise l'expression « démarche dynamique » pour qualifier la posture de recherche adoptée (1963 : 37). Cet appendice, qui pose clairement l'orientation théorique, se termine par cette phrase programmatique : « L'étude diachronique et relationnelle des sociétés dites hier "primitives" prépare à une telle et nécessaire exigence. Elle permettra d'instaurer – et c'est urgent – une *anthropologie et une sociologie dynamique* » (*ibid.* : 38).

### **D'un écrit l'autre. Le « Changing Native » de Malinowski**

Relevons d'abord cette difficulté. Quel statut doit-on accorder à l'ouvrage *The Dynamics of Culture change* ? Quel en est le contenu ? Si Malinowski figure sur la page de couverture, il ne l'a pas composé. Les textes publiés, insérés dans le livre, sont évidemment de sa main. Pour se faire une idée de l'ensemble, il convient de s'en remettre à la personne qui en est à l'initiative. Dans son introduction, Phyllis Mary Kaberry, qui rencontre Malinowski en 1936 à la LSE, avant de le rejoindre à l'université de Yale en 1941, fournit au lecteur quelques éléments de contexte. On découvre d'abord que le sous-titre du livre – *An Inquiry into Race Relations in Africa* – n'est pas étranger à la bourse<sup>54</sup> qu'elle a reçue de l'université pour mener une recherche sur les relations entre les races (1945 : VIII). Kaberry fait coïncider dans le même paragraphe le souhait de Malinowski d'écrire un ouvrage de synthèse sur les contacts et le changement culturel, et l'obtention de sa Carnegie Fellowship. En la circonstance, Malinowski lui a proposé une collaboration. L'ouvrage est publié aux Éditions de l'université de Yale, avec l'accord – et l'appui – de Maurice Davie, directeur du département de sociologie, très attaché, comme d'autres aux États-Unis, à la question raciale. Une question, rappelons-le, qui traverse l'anthropologie étatsunienne des années 1930, et qui nourrit la réflexion sur les faits d'acculturation. Malinowski aurait-il choisi ce sous-titre qui restreint le champ couvert ? Pas sûr.

Sa mort subite rendit impossible la réalisation de ce projet, mais Madame Malinowski m'a remis ses manuscrits portant sur le changement culturel pour

que je les publie, et j'ai entrepris de préparer les documents. Malheureusement, Malinowski n'avait laissé aucun plan de l'ouvrage, et nous n'en avons pas discuté [...]. En tant qu'ancienne étudiante, je connaissais cependant ses théories et j'avais assisté à ses séminaires à la London School of Economics entre 1936 et 1938.

Parmi ses manuscrits, se trouvaient quinze dossiers contenant un ensemble hétérogène de notes sur le contact et le changement culturel, rédigées pour la plupart entre 1936 et 1938.

Comme une partie du corpus avait déjà été publiée, deux possibilités s'offraient à moi pour organiser l'ouvrage : soit réunir le matériel non publié en un long essai et l'inclure dans une monographie contenant également tous ses articles parus sur le sujet ; soit utiliser autant que possible tout le matériel disponible et l'organiser pour en faire un livre. [...] J'ai préféré la seconde alternative (1945 : IX).

*The Dynamics* est une composition imaginée par Phillis Kaberry. Le livre comporte deux parties. La première, théorique, expose les grandes orientations disciplinaires et épistémologiques de Malinowski ; la seconde propose des études de cas, sur la base d'écrits non publiés pour l'essentiel, dont la chronologie demeure obscure. La première repose essentiellement sur les travaux menés dans le cadre du Five-year Plan. L'essai qui introduit le Memorandum XV sert de fil conducteur, que l'éditrice a enrichi de références, antérieures ou ultérieures, destinées à compléter la structure de l'essai et à en étoffer le contenu.

Pour certains chapitres, j'avais à ma disposition des manuscrits assez complets, ne nécessitant que des corrections mineures et l'insertion de notes ou de sections supplémentaires. Il en est ainsi pour la deuxième partie du chapitre 1, le chapitre 2 et la première partie du chapitre 3, les chapitres 4, 7, 8, 10 et 13. Pour les autres, à l'exception des chapitres 11 et 12, j'ai travaillé principalement à partir de notes dactylographiées, qui exigeaient beaucoup de réaménagements. On peut dire qu'elles représentent une mosaïque de tous les matériaux disponibles portant sur les sujets concernés. Le plus difficile fut d'organiser le contenu des chapitres 11 et 12, deux des plus importants du livre du point de vue de l'administration coloniale. Pour le premier, les notes, assez nombreuses, étaient au crayon ; et pour le second, il ne restait qu'une huitaine de pages, dont certaines répétitives. Heureusement, il existait des tableaux détaillés contenant un résumé des faits, que j'ai incorporés avec peu d'ajouts (1945 : IX-X).



Si publier une synthèse des travaux de Malinowski sur le changement culturel revêt un enjeu particulier, Kaberry sait par ailleurs combien il est malaisé de composer un ouvrage cohérent à partir d'un corpus hétérogène, pas toujours bien daté, et qui se veut le plus fidèle possible à la pensée de l'auteur. Un legs, par ailleurs, qui doit tenir compte de certaines exigences politiques et institutionnelles. Gluckman, comme Balandier, vont, sinon condamner, du moins faire preuve d'une grande réserve à l'égard de la position de Malinowski vis-à-vis de l'administration coloniale, en pointant du doigt les partis pris idéologiques qui l'amènent à voir dans le conflit ou dans les désajustements des évolutions non abouties. En cela, Malinowski viserait presque, selon ses détracteurs, l'harmonie. L'état du corpus à disposition de Kaberry sur le sujet est édifiant. À quel(s) moment(s) Malinowski a-t-il rédigé ses notes concernant l'administration coloniale et la contribution de l'anthropologie appliquée dans ce contexte ? On ne le sait pas précisément. Ce que l'on sait en revanche tient au fait suivant : entre le « Practical anthropology » publié en 1929 et l'essai de 1938, le point de vue de Malinowski a considérablement évolué sur le fait colonial. Ce qu'il observe lors de son séjour en Afrique du Sud et en Afrique de l'Est durant l'année 1934<sup>55</sup>, avec la législation de la Colour Bar<sup>56</sup> en vigueur, le marque incontestablement. Cette expérience, du reste, introduit son essai et guide le diagnostic établi.

Nous allons nous appuyer sur ce texte important pour envisager les orientations de Malinowski. La première partie de l'ouvrage posthume en est le reflet, et Balandier s'y reporte plusieurs fois. Outre l'essai introductif, ce Memorandum XV comporte sept contributions, publiées dans *Africa* entre 1934 et 1936, à l'exception de la première : Lucy Mair, « The place of history in the study of culture contact » (cité par Balandier) ; Monica Hunter, « Methods of study of culture contact » (1934, 7/3 : 335-350) ; Isaac Schapera, « Field methods in the study of modern culture contacts » (1935, 8/3 : 315-328) ; Arthur T. & Geraldine M. Culwick<sup>57</sup>, « Culture contact on the fringe of civilization » (1935, 8/2 : 163-170) ; Audrey Richards, « The village census in the study of culture contact » (1935, 8/1 : 20-33) ; Meyer Fortes, « Culture contact as a dynamic process. An investigation in the northern territories of Gold Coast » (1936, 9/1 : 24-55) ; enfin Günter Wagner, « The study of culture contact in its practical applications » (1936, 9/3 : 317-331). Lucy Mair travaille en Ouganda, Monica Hunter et Isaac Schapera en Afrique du Sud, les époux Culwick au Tanganyika, Meyer Fortes au Ghana, Audrey Richards en Rhodésie, et Günter Wagner au Kenya. Leurs articles décrivent, à partir d'enquêtes de terrain, les situations de contact, les bouleversements en cours et la manière d'en rendre compte, dans la synchronie et/ou dans la diachronie. Un vocabulaire spécialisé est employé au fil des pages pour caractériser les approches et les faits : situation,

milieu, changement, interaction, processus, conflit, crise, tension, individu, action, réaction, domination, etc.

Que nous dit Malinowski dans son introduction ? L'anthropologue se penche sur la nature des contacts de culture en Afrique, sur ce qu'ils révèlent et ce qu'ils produisent, avant de s'interroger sur la manière de les saisir et de les qualifier sur un plan théorique. « La vitesse est peut-être notre principal ennemi aujourd'hui. [...] L'homme souffre de la vitesse, à l'instar des sciences de l'homme. L'anthropologie, qui étudie habituellement les modes de vie et les choses du passé, est confrontée aujourd'hui à une tâche difficile : celle de décrire comment le "sauvage" est devenu un acteur à part entière de la civilisation moderne, comment les Africains et les Asiatiques ont été rapidement engagés dans un partenariat, dans une coopération conflictuelle à l'échelle mondiale » (1938 : VII). L'anthropologie, ajoute-t-il, doit repenser ses objets à l'aune de ce monde en mutation. Malinowski illustre cet état de fait par un survol de l'Afrique en avion, où, partout, écrit-il, vous constatez cette « tri-partition » : « l'Afrique ancienne », « l'Europe importée », et la « nouvelle culture composite » (*ibid.* : VIII). À Nairobi par exemple, règne partout un mélange des genres, qui confine parfois à la cacophonie<sup>58</sup>.

Il souligne immédiatement les répercussions de la législation de la Colour Bar pour révéler l'expérience de cohabitation. « Du point de vue social et culturel, comme du point de vue économique, la Colour Bar détermine largement la nature des relations entre Africains et Européens. Considérer ces relations à la manière d'un espace commun partagé, [...] revient à ignorer les forces motrices de l'impact et de la réaction, les fortes résistances et les antagonismes manifestés entre les deux races et cultures » (*ibid.* : IX). La Colour Bar inspire moins à Malinowski un modèle de cohabitation harmonieuse qu'une forme de ségrégation teintée d'antagonisme comme règle du vivre-ensemble. Il tempère la rigueur de ce tableau en indiquant que tous les cas de figure sont possibles. Malinowski recourt à l'image de l'atelier pour caractériser ces contacts de culture à l'œuvre, ces espaces de cohabitation asymétrique qui se bricolent et qui s'inventent (*ibid.* : X). Dès les premières lignes, l'anthropologue pose sans ambiguïté les termes de l'échange.

L'essai comporte six parties : « L'Afrique d'aujourd'hui vue du ciel », qui introduit son diagnostic ; « Les nouvelles tâches de l'anthropologie culturelle » ; « La situation de contact comme un tout » ; « Le changement comme fusion mécanique d'éléments » ; « À la recherche du point zéro » ; et « Remarques conclusives ». Le titre des parties 2, 3 et 4 renvoie à des expressions ou à des

orientations prêtées à certains contributeurs, sujettes à caution pour Malinowski. Considérons successivement les points abordés : l'objet en mutation de l'anthropologie, la caractérisation de la situation de contact et des processus à l'œuvre, la place de l'histoire enfin.

Jusqu'à présent, l'horizon de [l'anthropologue] fut celui d'une culture non développée. Il doit maintenant faire face à l'obligation de traiter des questions d'économie et de finance mondiales, de politique coloniale, d'éducation à l'étranger, ou de comprendre les objectifs missionnaires. Comme le changement culturel coïncide avec l'entrée des sociétés autochtones dans l'arène de la politique et de l'économie mondiales, l'anthropologue, désireux d'embrasser la totalité de son problème, ne peut ignorer cette moitié qui relève de la civilisation occidentale (*ibid.* : X).

Avec l'implantation des Européens dans de vastes parties du globe, le fait colonial projette le chercheur dans l'ère de la mondialisation. Ce qui ne veut pas dire, poursuit Malinowski, que l'anthropologue doit abandonner sa méthode d'enquête. Au contraire, aller au « cœur du processus » de changement culturel suppose des agents spécialement formés à l'ethnographie, « car c'est l'indigène qui est le premier affecté [...] » (*ibid.*). Un « indigène » que l'auteur qualifie de « protagoniste du drame. » L'anthropologue travaille dorénavant dans un monde globalisé, dont il doit mesurer les tenants et les aboutissants pour analyser ce qui se passe. La destinée des sociétés locales est en cela indissociable des visées européennes et des dispositions coloniales prises dans ce sens. L'homme de terrain doit donc tenir les deux bouts de la chaîne : décrire la réalité de cette mainmise comme des contrecoups ressentis. La « réciprocité de perspectives » semble, à la lecture de ce passage, bien présente dans les orientations fixées par Malinowski.

Il introduit le thème du changement culturel au travers de ce qu'il désigne par « situation actuelle. » Les observateurs doivent faire face à « ce qui est, non ce qui serait ou ce qui fut ». Ce présent est mutation, en proie à des transformations qui tantôt s'opèrent avec une aisance déconcertante, tantôt se voient freinées par des oppositions non moins déroutantes (*ibid.* : XI). L'anthropologue attentif aux traditions ne peut les envisager en dehors de cette « réalité vivante », soumise à d'incessantes métamorphoses. L'expansion coloniale témoigne d'une « phase historique de première importance, sur un plan aussi bien pratique que théorique ». Cette forme de diffusionnisme, poursuit-il, est sans précédent. Elle se manifeste au travers de « l'une des crises les plus dramatiques et les plus profondes de l'évolution de l'humanité » (*ibid.* : XII). Ainsi formulée, la « situation actuelle » s'avère, sur le plan méthodologique, le point de départ obligé, à la fois

circonstance et condition de l'observation. Notons ici que Malinowski entretient l'ambiguïté entre « réalité vivante » et « réalité sociale ».

Quels sont les acteurs relevant du champ de l'étude ? L'objet porte aussi bien sur l'autochtone « détribalisé » que sur celui nanti d'« une peau de léopard » (*ibid.*). De même, le planteur blanc, le missionnaire ou l'administrateur entrent dans l'équation. La situation de contact s'apparente à un tout indivisible, où les uns et les autres « vivent, travaillent et coopèrent côte à côte ». Elle est en cela la nouvelle « tribu » des anthropologues<sup>59</sup>. Dans l'esprit de Malinowski, l'idée de coopération, tant décriée par Gluckman puis par Balandier, ne renvoie aucunement à une forme généralisée de bonne entente. La coopération ne va pas sans résistance ni rivalité. L'autre erreur de lecture, me semble-t-il, concerne l'usage du terme « bien intégré » dans le cas présent. Mobiliser la notion de « tribu » revient, pour l'auteur, à souligner simplement le caractère interdépendant des acteurs en présence.

En poussant le raisonnement, la proposition présente l'avantage de mettre tout le monde sur un pied d'égalité. C'est, du reste, ce que suggèrent Meyer Fortes et Isaac Schapera dans leurs articles. Sans entrer dans les détails, signalons simplement que Malinowski conteste une telle démarche, en raison de la position de domination occupée par les représentants européens. Interdépendance ne veut pas dire équivalence, insiste-t-il. Malinowski confond volontairement égalité de traitement des acteurs engagés – en tant qu'ils participent tous de la nouvelle « tribu » – et équivalence des statuts<sup>60</sup>. Le père du fonctionnalisme entend insister sur la singularité de chacune des forces en présence pour justifier la pertinence de son triptyque composé des trois volets : autochtone, européen, et composite. Ajoutons cette précision : si la situation actuelle constitue l'unité d'observation pertinente, le changement se lit au niveau des institutions. L'incertitude réside dans la combinaison des approches micro et macro, dans le passage de l'individu à l'institution, ou dans la liaison qui s'instaure entre eux.

[...] à côté des anciennes institutions traditionnelles qui subsistent encore, et des nouvelles communautés européennes, il existe des institutions de contact et d'interpénétration. Ces dernières font appel aux ressources de l'Europe et de l'Afrique, intègrent des membres de la race blanche et de la race noire, et se nourrissent d'éléments des deux réservoirs culturels. En cela, elles transforment les éléments empruntés et les incorporent dans une réalité culturelle entièrement nouvelle et indépendante (*ibid.* : XVII).

Malinowski avance là un autre point important, qui touche à la caractérisation du processus de changement, à l'échelle pertinente pour en prendre la pleine mesure. Il s'en remet d'abord à l'hypothèse de Meyer Fortes pour donner un aperçu de ce développement particulier : « Le contact culturel doit être considéré non pas comme un transfert d'éléments d'une culture à une autre, mais comme un processus continu d'interactions entre des groupes de cultures différentes » (Meyer Fortes, 1936 : 53, *in* Malinowski 1938 : XIX). Ce que Fortes désigne par « processus dynamique ». Cette réalité nouvelle obéit à des mécanismes qui lui sont propres, complète Malinowski. Elle s'alimente de ce qu'elle produit. S'il se range à cette proposition, il l'adapte néanmoins à son schéma tripartite. Ainsi, écrit-il, Fortes est tout près du traitement adéquat du problème dans son ensemble, c'est-à-dire « [concevoir] le changement culturel comme un processus *sui generis*, engendré par le contact et l'interaction dynamique des cultures européennes et africaines avec la "troisième culture de l'Afrique occidentalisée", produite par le contact » (*ibid.* : XIX). Cette reformulation appelle deux remarques : la première concerne la nature même du processus ; la seconde tient au schéma d'interprétation. Le changement opère suivant un dispositif à la fois irréductible, inédit, et inventif. En cela, les combinaisons ne sont ni prévisibles ni reproductibles. De part et d'autre, aucun modèle premier n'est généralisable (*ibid.* : XX). Dans l'esprit de Fortes, c'est l'univers infini des « interactions sociales » entre groupes – et donc entre individus venus d'horizons différents – qui préside à la formation d'un tout original, alors que pour Malinowski, ce dialogue créatif se fait entre cultures, entre institutions.

L'attachement de l'anthropologue aux notions de culture et d'institution le met ici en défaut, ou l'amène à faire le grand écart entre des échelles d'analyse insuffisamment pensées les unes par rapport aux autres. Il prend notamment l'exemple des entreprises créées sur place pour illustrer le fait qu'elles répondent à un mode de fonctionnement proprement singulier. Mais c'est un autre cas cité, très significatif à ses yeux, qui, paradoxalement, dessert son approche. Malinowski s'appuie sur le phénomène du *skokian*, cette boisson fortement alcoolisée, inventée dans les bidonvilles de Johannesburg. L'apparition du *skokian*, « enfant légitime » de ces marges urbaines, souligne-t-il, répond à une nécessité : celle « de concevoir une boisson qui pourrait être faite et stockée en petites quantités, facile à dissimuler, qui pourrait fermenter en quelques heures et produire un effet rapidement<sup>61</sup> ». L'invention du *skokian* est la conséquence, conclut-il, de la campagne puritaine menée contre la bière autochtone et du contrôle policier qui s'ensuivit. Si l'exemple illustre le processus décrit, il n'y est en revanche pas question d'ensembles, d'institutions au sens malinowskien, mais d'acteurs et de familles résidant en ces lieux. De cet argumentaire

cependant, il est important de retenir le fait suivant : l'anthropologie dynamique des processus, issue de l'observation des mutations en cours sur le sol africain, est actée.

Nous devons faire face à un vaste phénomène qui, dans son essence, se définit par un ensemble d'arrangements économiques, juridiques et sociaux qui ont été imaginés pour répondre à un nouveau besoin : l'exploitation à grande échelle des ressources africaines par les Européens, à des fins occidentales, et au moyen du travail africain (*ibid.* : XXI).

Cette phrase introduit un réquisitoire sans nuance contre le fait colonial. Si Balandier appuie la remarque de l'anthropologue britannique au sujet de l'apport « hautement sélectif » des Européens (1955 : 22 ; 1963 : 22), il choisit d'ignorer la suite du propos. La condamnation de l'hégémonie occidentale imposée au monde amène Malinowski à préciser son modèle tripartite, en donnant un schéma relationnel basé sur la confrontation et la domination. « L'impact » provoque, par réaction, le « conflit », ou engendre la « coopération » ou le « compromis » (*ibid.* : XXIV-XXV). Plus fondamentalement, ajoute-t-il :

Nous ne donnons jamais, à aucun peuple autochtone sous notre contrôle – et nous ne le ferons jamais, car ce serait une pure folie tant que nous nous baserons sur notre Realpolitik actuelle –, les éléments suivants de notre culture :

1. Les instruments de notre pouvoir physique [...].
2. [...] les instruments de notre contrôle politique. La souveraineté revient toujours aux couronnes britannique et belge, à la république française, aux dictatures italienne ou portugaise. Les autochtones, hormis pour quelques minorités insignifiantes, n'ont pas le droit de vote. Ils ne sont pas des citoyens égaux [...].
3. Nous ne partageons pas la richesse économique produite et ses avantages [...].
4. Nous ne les admettons pas comme égaux à l'église, à l'école ou au salon. [...] La pleine égalité politique, sociale et même religieuse n'est nulle part garantie (*ibid.* : XXII-XXIII).

La dernière sous-partie intéresse l'histoire. Par la formule « À la recherche du point zéro », Malinowski se réfère directement à la proposition d'Audrey Richards, qui entend par « point zéro » le fonctionnement des sociétés avant la colonisation (*ibid.* : XXV, note 1). Sceptique, l'auteur se plie à l'exercice, ou, plus exactement, se projette dans cet exercice censé contribuer à éclairer les « causes » du changement. Le passé lointain, c'est l'affaire des « vieux informateurs », ironise-t-il.

Le passé se révélant toujours idyllique par rapport au présent, la mémoire nous joue ici quelques tours. En aucun cas, avance Malinowski, le récit du passé ne peut constituer une matière propre à envisager l'évolution et le changement, car nous nous heurtons à cette subdivision binaire, où le trouble du changement n'a d'égal que l'angélisme des temps anciens (*ibid.*). De plus, le rapport à la tradition d'hier n'est en rien celui d'aujourd'hui. Faire le portrait pré-colonial des autochtones relève de « l'anthropologie antiquaire », non de « l'ethnographie du contact. » L'analyse diachronique, établie sur une base subjective, n'a aucune « valeur pratique ». « En cela, nous insistons sur le fait que cette reconstitution [...] doit être rigoureusement tenue à l'écart des études de contact » (*ibid.* : XXVI).

Contre l'approche dans la longue durée, susceptible d'éclairer les phases de transition, que préconisent Lucy Mair et Monica Hunter, Malinowski répond, dans le sillage de Günter Wagner, que les effets du contact ne peuvent être mesurés à l'aune d'un hypothétique « état tribal pur ». Puis il se tourne vers Meyer Fortes, pour souligner l'impossibilité de se faire une idée sur un quelconque état originel tant l'influence mutuelle entre les communautés s'est fait sentir au fil du temps. Au regard de la démarche d'Isaac Schapera, soucieux également du long terme, Malinowski réoriente l'argumentation en introduisant une distinction entre « passé reconstitué » et « tradition » (*ibid.* : XXVII). La tradition témoigne d'un passé qui perdure « dans les institutions, les mémoires et les légendes ». « Une institution qui survit et qui fonctionne n'a pas besoin d'être reconstituée » (*ibid.*). Peu importe ce qu'elle fut, l'essentiel est de considérer la manière dont les composants culturels hérités se manifestent et se transforment aujourd'hui. Il rappelle les avatars d'institutions aussi diverses que la guerre, le cannibalisme, la chasse, la sorcellerie, l'abstinence rituelle, ou encore le culte des ancêtres. Au chapitre de la guerre, si l'exercice en fut interdit par l'administration, l'institution perdure comme système de valeurs. De même, le culte des ancêtres, loin d'être abandonné par les communautés chrétiennes, est désormais consacré par la liturgie<sup>62</sup>. « Avec le stress engendré par la crise émotionnelle, remarque-t-il, la croyance autochtone devient plus forte que la croyance étrangère » (*ibid.* : XXIX). En comparant des états, propres à repérer des « survivances » ou des habitus hérités, Malinowski tourne le dos à la connaissance de certains facteurs de transformation. Si le changement relève d'un processus *sui generis* comme il le soutient, cela ne veut pas dire renoncer à en faire la genèse<sup>63</sup>.

Dans sa conclusion, Malinowski souligne la place grandissante de l'histoire dans les anthropologies contemporaines, étatsunienne en particulier. On mesure là combien le père du

fonctionnalisme ressent le besoin de rappeler les vertus de son épistémologie, s'agissant d'un objet – le contact et les relations raciales – qui domine le champ de l'anthropologie anglo-saxonne. Au regard du diagnostic établi, de sa nature et de sa prise en compte dans ce qui devient le cadre d'observation, difficile d'intenter un procès à Malinowski à la lecture de cet essai, comme le fit pourtant Balandier à la suite de Gluckman<sup>64</sup>. Ségrégation, antipathie ou affinité, sont autant de facettes de la relation instaurée. Analyser les formes prises par la cohabitation, si variables selon les cas, exige une double connaissance : celle du fait colonial dans sa globalité, celle de ses effets sur les territoires et les populations soumises. Observer la situation de contact revient à embrasser la « réalité vivante » à laquelle se confrontent Africains et Européens<sup>65</sup>. Les profondes mutations engendrées par la présence européenne relèvent d'un processus irréductible à la somme des parties. Ce qui s'invente est le résultat d'interactions continues, d'adaptations constantes des acteurs impliqués, qui s'opèrent en fonction des habitus culturels. Un processus, ou des processus, qualifié(s) de « dynamique(s) ». Ce modèle d'analyse, Malinowski l'applique au devenir des institutions : celles qui régissent encore la vie des communautés concernées, et celles qui naissent de la situation de cohabitation. La longue durée se résume à un legs, où le passé se conjugue au présent. Seules importent les « traditions vivantes », les traces conservées, non l'histoire. Pour l'anthropologue, établir une diachronie ne contribue ni à la connaissance de la trajectoire réelle des sociétés ni à la compréhension des phénomènes actuels. En résumé, si Malinowski est victime de sa création – le fonctionnalisme –, il n'ignore rien de la situation coloniale, et, suivant l'orientation de Fortes, fait sienne l'approche dynamique des processus de changement en anthropologie.

### **Conclusion : anthropologie et sociologie dynamique(s)**

L'auteur, resté anonyme, de la présentation du Five-Year Plan publiée en 1932 dans *Africa* ne s'y trompe pas. Au regard du constat posé et des objectifs du programme, il s'en remet au sens étymologique des mots « social » et « culture » pour délimiter le périmètre du champ d'étude. Le premier, fréquemment employé, renvoie à l'individu et à la vie en société – autre terme privilégié –, tandis que le second, dont l'usage se fait discret, désigne une nature, un bien, un patrimoine, en un mot, un fond hérité. En ce sens, la distinction opérée dans la manière d'aborder le terrain d'enquête est significative : la personne ressource n'est pas objet mais personne. La personne ressource est moins le reflet d'une altérité à comprendre qu'un être qui ressent, agit et réagit. Un acteur, pour ainsi dire. L'anthropologie sociale se constitue sur cette base, et prend corps en se donnant pour



tâche l'examen des phénomènes qui témoignent de la réalité du présent colonial. C'est, du reste, l'un des premiers enseignements que l'on peut tirer en parcourant le Memorandum XV de l'institut.

L'explication des processus de changement requiert une approche sociologique (1932 : 2). Les dangers qui planent sur la « cohésion sociale » deviennent l'objet de la recherche, et l'identification de ses leviers dépend de l'échelle d'observation. En cela, le contact est affaire d'individus et de formes de cohabitation instaurées *via* des individus. Schapera insiste sur la prise en compte des « personnalités », car, considère-t-il, l'idée que se fait tel ou tel Africain, ou, par extension, telle ou telle communauté, de la politique coloniale, de la religion chrétienne, de l'économie de marché et de la justice, dépend du profil de l'administrateur, du missionnaire, de l'entrepreneur ou du magistrat dépêchés sur place (1935 : 323-324). De la même manière, les préjugés cultivés dans les milieux blancs entrent dans l'équation. D'où l'importance accordée ici aux notions de « relation » et d'« idéologie ». De même, Fortes construit son modèle d'interprétation du contact à partir des « interactions sociales » (1936 : 26), à la fois multiples et intimement liées aux circonstances. Au travers de son ethnographie des Tallensi, Fortes pose les bases de ce qu'il appelle une « sociologie comparative des contacts de culture » (*ibid.* : 54). Conscients de l'extrême variabilité des situations, tous deux, mais on pourrait également citer Monica Hunter et Max Gluckman, s'appliquent finalement à un programme de microsociologie. Ajoutons que ce n'est pas un hasard si ces jeunes chercheurs d'origine sud-africaine émettent un diagnostic complet et dégagent des synthèses significatives. Schapera, Fortes, Hunter, ou Gluckman, vivent ce quotidien depuis leur naissance. Ils sont en cela des « enfants » du contact. Leur ethnographie se fait de l'intérieur, et les phénomènes sont envisagés avec une acuité plus fine<sup>66</sup>. Par une curieuse coïncidence, des intérêts et des objets, la démarche adoptée s'avère assez proche de la microsociologie des « formes de la sociabilité » défendue par Georges Gurvitch à la même époque<sup>67</sup>.

L'attachement de Malinowski à la notion de culture ne va pas de soi. Notons d'abord que l'expression « culture contact », retenue pour désigner le champ de recherche, apparaît en 1929 dans son article « Practical anthropology<sup>68</sup> ». Bien qu'elle ne soit pas reprise dans le texte de présentation du Five-Year Plan (1932), la formule sera néanmoins adoptée, par commodité pourrait-on dire. Malinowski impose le terme, lequel devient d'ailleurs une sorte de butoir. Une figure imposée qui tient lieu de paradigme, dont les présupposés posent question. Fortes, par exemple,

ne reprend l'expression qu'au début de son essai, simplement pour rappeler le champ concerné, avant de s'attacher à l'examen des rapports sociaux (1936). Fidèle à la notion, Schapera se permet néanmoins cette mise au point : la culture n'est pas simplement un ensemble formel de croyances et de pratiques, mais une somme de relations, de rapports individuels à un fond partagé (1935 : 319). Monica Hunter reprend l'expression « culture contact » par défaut, tout en renonçant à la définir (1934 : 335). À l'instar de Schapera, ce qu'elle désigne par « mécanisme de transfert culturel » est affaire de « personnalité » et de « goûts individuels » (*ibid.* : 349).

L'adjectif « social », privilégié dans le Five-Year Plan, renvoie ainsi à cette branche appliquée de l'anthropologie qui étudie la société en acte, qui fait la physiologie sociale de ce corps incertain né de l'entreprise coloniale. Par voie de conséquence, la définition assignée à la notion de culture dépend de plus en plus de l'échelle d'observation adoptée. Max Gluckman est sans doute le premier à faire sienne cette démarche. Six ans avant la publication de son fameux article « Analysis of social situation in modern Zululand », sa thèse soutenue en 1934 à l'université du Witwatersrand, qui se présente comme une monographie approfondie, consacrée à la religion et à la magie chez les Zulu, fait figure de cas d'école. Gluckman part du principe que l'univers de la croyance, tel qu'il est institué – ou, plus exactement, tel qu'il s'institue – est une « construction sociale ». Pour l'auteur, la réalité de la religion revient finalement à considérer ce que chacun ressent, « sait ou croit savoir<sup>69</sup> » (1934 : 1-2). Dans les années 1930, l'anthropologie sociale sud-africaine se constitue indéniablement comme science des faits sociaux.

En consultant le sommaire du Memorandum XV, Georges Balandier dut s'arrêter sur le titre de la contribution de Meyer Fortes : « Culture contact as a dynamic process. An investigation in the northern territories of Gold Coast. » À tout le moins, il ne pouvait qu'être intrigué par son contenu après avoir lu l'introduction de Malinowski, élogieuse à l'égard des propositions théoriques avancées. Selon nous, le choix du terme « dynamique » pour caractériser les processus de changement s'impose à Balandier en raison d'une convergence de vues. Deux sources d'inspiration, entrecroisées, que sont les leçons de microsociologie de Georges Gurwitsch et ce texte non cité de Meyer Fortes, qui illustre la fécondité de la démarche en situation coloniale. Au regard de Fortes, aucun lien avec la notion de dynamique n'est explicitement établi, mais Balandier salue cette orientation théorique des « culture contacts » dans l'essai de 1951, puis souligne l'importance des travaux (« études capitales ») du chercheur sud-africain dans le premier chapitre de sa thèse

(1955 et 1963). En terres africaines, la sociologie dynamique du présent colonial naît sous la plume de Meyer Fortes – dont l'exposé est réédité dans le Memorandum XV. Ce constat, qui plus est, nous mène droit à l'examen du lapsus repéré par Jean Copans. La note 70, dans laquelle l'article de Gluckman (1940) est attribué à Fortes, figure dans une remarque conclusive où Balandier approuve la posture de recherche des deux anthropologues. En écrivant ce passage, il avait vraisemblablement à l'esprit leurs contributions respectives.

Du côté de Georges Gurvitch, l'adjectif dynamique apparaît dans l'« Essai d'une classification pluraliste des formes de la sociabilité<sup>70</sup> ». S'appuyant sur la sociologie relationnelle de Leopold von Wiese, Gurvitch caractérise les « rapports à autrui » comme des « processus de liaison ou de séparation entre les groupes et les hommes ». « Toujours en mouvement », ces rapports sont dits « dynamiques » (1938 : 32). Mais Balandier se réfère sans doute à un texte plus récent, à l'article « Microsociologie et Sociométrie » publié dans les *Cahiers internationaux de sociologie* en 1947, dans lequel Gurvitch revient sur les relations de voisinage existant entre la microsociologie dont il a établi le domaine et le courant de la sociométrie étatsunienne. Bien qu'attaché aux grands ensembles et à la statistique, son fondateur Jacob Levy Moreno admet un oubli, une étape délaissée dans les enquêtes, dédiée aux petites, voire aux très petites unités (1945 : 118-119, cité par Gurvitch 1947 : 35). Le sociologue étatsunien appuiera même sa remarque en affirmant que « l'étude de [leur] structure », qualifiée de dynamique, constitue le prérequis à toute approche macrosociologique<sup>71</sup> (1947 : 89-90, cité par Gurvitch 1947 : 36). Moreno rend ainsi hommage à Gurvitch, comme Balandier le fera dans l'essai de 1951 et dans *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, en taisant pour ainsi dire sa source sud-africaine.

Terminons par la place de l'histoire. En se focalisant trop exclusivement sur Malinowski, Balandier néglige la manière dont ces chercheurs appréhendent la longue durée sur le terrain du changement. Schapera, par exemple, consacre un tiers de son exposé à la question. Rendre compte des transformations implique d'une part de « reconstituer », autant que faire se peut, le tableau de la « vie tribale d'antan », à l'aide des sources écrites et des témoignages d'informateurs âgés, autochtones comme blancs (1935 : 321) ; et, d'autre part, de « faire l'histoire du contact », d'établir la chronologie des événements et d'« étudier soigneusement les mécanismes par lesquels la civilisation occidentale a été introduite », en portant une attention toute particulière aux agents qui en ont donné une image concrète (*ibid.* : 322-324). Très proche de la position de Schapera, Hunter

soutient qu'une culture ne peut être réellement appréhendée que dans son « contexte historique ». Impossible, affirme-t-elle, « de comprendre les institutions actuelles sans connaissance du passé » (1934 : 337). Fortes, pour sa part, doute des vertus d'un recours à l'histoire pour esquisser un avant par nature « hypothétique », mais adhère sans réserve à la valeur de la documentation historique « fiable ». Un corpus incontournable dès lors qu'il s'agit d'étudier le « changement social » (1936 : 53). Bien que fidèle à Malinowski, Lucy Mair se range également à l'idée d'avoir des repères chronologiques pour mieux identifier et saisir les mutations en cours (1938 : 8). Si la question fait débat, la majorité considère cependant que la compréhension de ce « processus sociologique » qu'est le contact ne peut faire l'économie de la diachronie. La vie et les institutions des Africains se transforment, comme l'entreprise coloniale et ses acteurs. En épousant les thèses de Max Gluckman, pour dégager une alternative théorique face à Malinowski, Balandier passe à côté de cette tendance de fond. Pourtant, ni Gluckman, ni Malinowski n'avancent leurs arguments sans faire état de traditions de recherche, ou d'orientations en la matière.

Frederick Cooper (2010 : 53) a plusieurs fois souligné le caractère précurseur de la remarquable synthèse présentée par Balandier en 1951. L'autopsie de la situation coloniale faite par ce dernier n'omet aucun aspect, et le soin accordé aux liaisons et aux tensions permet de nuancer l'image en mouvement de la domination. Avec le plan-séquence de Max Gluckman (1940), l'historien ajoute que nous tenons les deux bouts de la chaîne, que l'univers des formes et des relations de pouvoir devient accessible au chercheur en variant l'échelle et l'unité d'observation. Cependant, derrière Gluckman et le récit des avatars de l'inauguration du fameux pont, se profile une tradition de recherche attachée au devenir évolutif de la cohabitation et qui a fait ses preuves. Au regard des travaux menés, du diagnostic précocement rendu, les avancées de l'anthropologie sud-africaine en ce domaine sont significatives (Lombard 1972), et en faire état n'aurait pas desservi l'économie générale de cet essai pionnier.

## BIBLIOGRAPHIE

Anonyme, 1931. « Summary of proceedings of the ninth meeting of the executive council », *Africa*, 4 (4), p. 483-491.

Anonyme, 1932. « A Five-Year Plan of research », *Africa*, 5 (1), p. 1-13.

Balandier Georges, 1947. « Ethnologie et psychologie », *Études guinéennes*, I, p. 47-54.

- Balandier Georges, 1950a. « Aspects de l'évolution sociale chez les Fang du Gabon », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 9, p. 76-106.
- Balandier Georges, 1950b. « *Psychologie de la colonisation*, par Octave Mannoni », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 9, p. 183-186.
- Balandier Georges, 1951a. « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, p. 44-79.
- Balandier Georges, 1951b. « L'anthropologie sociale en Grande-Bretagne », *Critique*, 51-52, p. 749-759.
- Balandier Georges, 1955. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*, Paris, PUF.
- Balandier Georges, 1963. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF.
- Balandier Georges, 2002. « La situation coloniale : ancien concept, nouvelle réalité », *French Politics, Culture & Society*, 20/2, p. 4-10.
- Cooper Frederick, 2002. « Decolonizing situations : the rise, fall, and rise of colonial studies, 1951-2001 », *French Politics, Culture & Society*, 20/2, p. 47-76.
- Cooper Frederick, 2010 [2005]. *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, traduction de Christian Jeanmougin, Paris, Payot.
- Copans Jean, 2001. « La "situation coloniale" de Georges Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique et historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 110, p. 31-52.
- Copans Jean, 2016. « M. Leiris, G. Balandier face à la situation coloniale des sociétés africaines des années 1950 », *Revue des sciences sociales*, 56, p. 68-79.
- Copans Jean, 2017. « Georges Balandier et Paul Mercier ou le cheminement gémellaire des inventeurs de l'africanisme nouveau de l'après-guerre (1946-1957-1976) », *Cargo*, 6-7, p. 167-187.
- Culwick Arthur T. & Geraldine M. Culwick, 1935. « Culture contact on the fringe of civilization », *Africa*, 8/2, p. 163-170.
- Deschamps Hubert, 1959. « Henri Labouret, 1878-1959 », *Journal de la Société des africanistes*, 29/2, p. 291-292.

- Evans Pritchard Edward E. & Meyer Fortes, 1950. *African Political Systems*, Londres, New-York, Toronto, Oxford University Press.
- Fortes Meyer, 1936. « Culture contact as a dynamic process. An investigation in the northern territories of Gold Coast », *Africa*, 9/1, p. 24-55.
- Gluckman Max, 1934. « The realm of the supernatural among the South-Eastern Bantu. A study of the practical working of religion and magic », Thesis presented for the degree of Bachelor of Arts with Honours in Social Anthropology of the University of Witwatersrand. <https://wired-space.wits.ac.za/items/d79feba3-f937-48b9-948a-2be315c3dd87>.
- Gluckman Max, 1938. « Social aspects of first fruits ceremonies among the South-Eastern Bantu », *Africa*, 11/1, p. 25-41.
- Gluckman Max, 1940. « Analysis of a social situation in modern Zululand », *Bantu Studies*, 14/1, p. 1-30.
- Gluckman Max, 1947. « Malinowski's "functional" analysis of social change », *Africa*, 17/2, p. 103-121.
- Gurvitch Georges, 1938. « Essai d'une classification pluraliste des formes de la sociabilité », *Annales sociologiques*, Série A., Fasc. 3, p. 1-48.
- Gurvitch Georges, 1946. « La vocation actuelle de la sociologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, p. 3-22.
- Gurvitch Georges, 1947. « Microsociologie et sociométrie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 3, p. 24-67.
- Hoernlé Agnes W., 1937. « *Reaction to Conquest. Effects of Contact with Europeans on the Pondo of South Africa*, by Monica Hunter », *Africa*, 10/1, p. 121-126.
- Hunter Monica, 1934. « Methods of study of culture contact », *Africa*, 7/3, p. 335-350.
- Jolly Éric, 2001. « Marcel Griaule, ethnologue : la construction d'une discipline (1925-1956) », *Journal des africanistes*, 71/1, p. 149-190.
- Laurière Christine, 2008. *Paul Rivet : le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle.
- Laurière Christine, 2017. « L'épreuve du feu des futurs maîtres de l'ethnologie », in André Delpuech, Christine Laurière & Carine Peltier-Caroff (dir.), *Les années folles de l'ethnographie*.

- Trocadéro 28-37*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, p.405-447.
- Leiris Michel, 1950. « L'Ethnologue devant le colonialisme », *Les Temps Modernes*, 58, p. 357-374.
- L'Estoile Benoît de, 1994. « L'anthropologue face au monde moderne. Malinowski et “La rationalisation de l'anthropologie et de l'administration” », *Genèses*, 17, p. 140-163.
- L'Estoile Benoît de, 1997. « Un échange impossible ? Anthropologie sociale britannique et ethnologie française dans l'entre-deux-guerres : “le cas du culture contact” », *La Lettre de la Maison française d'Oxford*, 7, p. 21-40.
- L'Estoile Benoît de, 2017. « Enquêter en “situation coloniale”. Politique de la population, gouvernamentalité modernisatrice et “sociologie engagée” en Afrique équatoriale française, *Cahiers d'études africaines*, 228, p. 863-919.
- Lévy-Bruhl Lucien, 1925. « L'Institut d'ethnologie de l'université de Paris », *Revue d'ethnographie et des traditions populaires*, 23-24, p. 233-236.
- Lugard Frederic J.-D., 1928. « The International Institute of african languages and cultures », *Africa*, 1 (1), p. 1-12.
- Lombard Jacques, 1972, *L'anthropologie britannique contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mair Lucy, 1934. « The study of culture contact as a practical problem », *Africa*, 7/4, p. 415-422.
- Mair Lucy, 1938a. « Preface », in *Methods of study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, published by the Oxford University Press for International Institute of African Languages and Cultures, V.
- Mair Lucy, 1938b. « The place of history in the study of culture contact », in *Methods of study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, published by the Oxford University Press for International Institute of African Languages and Cultures, p. 1-8.
- Malinowski Bronislaw, 1929. « Practical anthropology », *Africa*, 2/1, p. 22-38.
- Malinowski Bronislaw, 1938. « Introductory essay on the anthropology of changing african cultures », in *Methods of study of Culture Contact in Africa*, Memorandum XV, published by the Oxford University Press for International Institute of African Languages and Cultures, p. vii-xxxviii.

- Malinowski Bronislaw, 1945. *The Dynamics of Culture Change. An Inquiry into Race Relations in Africa*, by Bronislaw Malinowski, Édité by Phyllis M. Kaberry, New Haven, Yale University Press.
- Mann Gregory, 2013. « Anti-colonialism and social science : Georges Balandier, Madeira Keifa, and the “colonial situation” in French Africa », *Comparative Studies in Society and History*, 55/1, p. 92-119.
- Mary André, 2017. « Ethnographie de soi sous le “zéro équatorial”. Le chantier autobiographique de Georges Balandier », *L'Homme*, 221, p. 11-40.
- Mary André, 2019. « Face au colonialisme, en situation : l'ethnologue Leiris et le sociologue Balandier », in Christine Laurière & André Mary, *Ethnologues en situations coloniales*, Les Carnets de Bérose, p. 18-44 : <https://www.berose.fr/article1675.html>.
- Mercier Paul, 1951. *Les tâches de la sociologie*, vol. VI, IFAN, Dakar.
- Merle Isabelle, 2013. « La “situation coloniale” chez Georges Balandier. Relecture historienne », *Monde(s)*, 2/4, p. 211-232.
- Parker, John, 2013. « The dynamics of fieldwork among the Tallensi : Meyer Fortes in Northern Ghana, 1934-7 », *Africa*, 83/4, p. 623-645.
- Richards Audrey, 1935. « The village census in the study of culture contact », *Africa*, 8/1, p. 20-33.
- Schapera Isaac, 1928. « Economic changes in South African native life », *Africa*, 1/2, p. 170-188.
- Schapera Isaac (dir.), 1934. *Western Civilization and the Natives of South Africa. Studies in Culture Contact*, Londres, Routledge & Sons, Ltd.
- Schapera Isaac, 1935. « Methods of study of modern culture contacts », *Africa*, 8/3, p. 315-328.
- Wagner Günter, 1936. « The study of culture contact in its practical applications », *Africa*, 9/3, p. 317-331.
- Westermann Diedrich, 1928. « *The Native Problem in Africa*, by Raymond Leslie Buell (1928) », *Africa*, 1/4, p. 503-505.
- Young Michael W., 2018. « Le Jason de l'anthropologie : vie, œuvre et legs de Bronislaw Malinowski », in Bérose – *Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, <https://www.berose.fr/article1228.html>.



## NOTES

1. <sup>△</sup> *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF. Rappelons le sous-titre retenu dans l'édition de 1955 : *Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*.
2. <sup>△</sup> En matière de recherche appliquée, Balandier se réfère également aux travaux menés dans les années 1930 sur les relations raciales et les communautés amérindiennes aux États-Unis, sur les phénomènes dits « d'acculturation », sous l'égide en particulier de Melville Herskovits.
3. <sup>△</sup> Isabelle Merle (2013) a proposé une lecture comparée des versions successives du texte (1951, 1955 et 1963).
4. <sup>△</sup> 1955. Ce titre du premier chapitre figure également dans la réédition de 1963.
5. <sup>△</sup> Frederick Cooper (2002 : 49 ; 2010 : 53) souligne la complémentarité des approches de Gluckman (1940) et de Balandier (1951) : « micropolitique » pour la première, « macropolitique » pour la seconde. Considérant les études de cas exposées dans sa thèse, Balandier combine les deux.
6. <sup>△</sup> Une démarche sociologique, analyse André Mary, « [devenue] matrice d'accueil des autres apports disciplinaires » (Mary 2019 : 34).
7. <sup>△</sup> Voir à ce titre le caractère précurseur accordé à Balandier et à Gluckman dans l'article de Frederick Cooper (2002). Nous y reviendrons en conclusion.
8. <sup>△</sup> Les remerciements qu'il exprime au début de son article sont à cet égard significatifs. Voir en particulier la note 2 (p. 2), où l'auteur cite notamment Isaac Schapera, Meyer Fortes, Edward Evans-Pritchard. Gluckman fut l'étudiant de Schapera à l'université de Witwatersrand en 1930, lequel l'encourage très tôt à faire du terrain.
9. <sup>△</sup> La première étude de cas, publiée dans le deuxième numéro de l'année 1928 sous le titre « Economic changes in South African native life » (1/2 : 170-188), est signée par I. Schapera. Il y dresse un diagnostic des relations inter-raciales et donne un vocabulaire pour en rendre compte, dévoilant en cela une première tradition de recherche sur ces problèmes, sous l'égide d'Alfred Reginald Radcliffe-Brown. Le manifeste de Malinowski est le second publié sur le sujet, paru juste après le compte rendu de l'ouvrage *The Native Problem in Africa* de Raymond Leslie Buell (1928). Le philosophe et universitaire étatsunien signe un pamphlet en deux volumes contre le régime colonial et ses effets, en prônant un changement radical de politique de gouvernance. Voir Westermann 1928.
10. <sup>△</sup> « Summary of proceedings of the ninth meeting of the Executive Council » (Anonyme 1931). Réunion tenue à Paris les 27, 28 et 29 mai 1931. La subvention accordée peut aller jusqu'à 10 000 livres par an.
11. <sup>△</sup> Toutes les citations extraites d'articles et d'ouvrages en langue anglaise ont été traduites par l'auteur.
12. <sup>△</sup> Notons l'insistance sur l'adjectif « social ». Nous y reviendrons en conclusion.
13. <sup>△</sup> L'Estoile 1997. Je remercie Benoît de l'Estoile pour la communication de plusieurs de ses articles et nos échanges sur le sujet.
14. <sup>△</sup> Co-directeur de l'IALC, Labouret obtient néanmoins des fonds du Five-Year Plan pour financer des missions ethnographiques. Voir Laurière 2017 : 415. Sur le sens donné à l'engagement ethnographique, André Mary note une évolution dans la démarche de Labouret entre la mission menée en 1932 au Sénégal, plus orientée vers la recherche appliquée, et la suivante au Cameroun en 1934 (Mary 2019 : 33).
15. <sup>△</sup> D'abord Office de recherche scientifique colonial (ORSC) jusqu'en 1946. Voir L'Estoile, 2017.

- 16.▲ Voir la contribution de Julien Bondaz dans ce volume.
- 17.▲ Sur la constitution de l'anthropologie française comme discipline universitaire, voir Jolly 2001.
- 18.▲ « L'institut d'ethnologie de l'université de Paris », *Revue d'ethnologie et des traditions populaires*, 1925, 23-24 : 233-236. Je remercie Éric Jolly pour la mise à disposition de ce texte.
- 19.▲ Sur la création de l'Institut d'ethnologie, et le rapprochement entre gouvernance coloniale et démarche scientifique voulu par Lévy-Bruhl, voir Laurière 2008 (chap. « Les années de la reconnaissance institutionnelle 1925-1928 », p. 341-384). L'auteur reporte notamment un passage tiré des *Instructions sommaires pour les collecteurs d'objets ethnographiques*, rédigé par Michel Leiris en 1931, qui souligne combien l'expertise permise par l'ethnographie aiderait les acteurs coloniaux à mieux connaître les populations, allant ainsi dans le sens d'une meilleure coopération (1931 : 5-6, cité par Laurière 2008 : 342). Dans ces lignes, inspirées par Lévy-Bruhl, on sent également l'influence de la déclaration d'intention de Lord Lugard publiée en 1928 dans le premier numéro d'*Africa*, et du « Practical anthropology » de Malinowski.
- 20.▲ Voir la contribution d'Anne Raulin dans le volume 1.
- 21.▲ Cette formulation est manifestement empruntée à l'anthropologie britannique.
- 22.▲ « Initiations africaines », vol. VI, IFAN, Dakar.
- 23.▲ Sur l'histoire croisée de Georges Balandier et de Paul Mercier, voir la contribution très précise de Jean Copans (2017). Au regard des orientations prises par l'anthropologie en France, si Balandier s'en prend au dessein de Marcel Griaule, Mercier se révèle quant à lui très critique à l'égard du projet de Claude Lévi-Strauss.
- 24.▲ « Le mouvement [...] s'est traduit d'abord par les études d'acculturation dans les territoires coloniaux : effets désorganisateur du contact avec une culture étrangère, mode d'insertion des éléments de celle-ci dans l'ancienne culture, changements de l'organisation sociale » (Mercier 1951 : 7).
- 25.▲ Sur les circonstances et les conditions des enquêtes de terrain, voir en particulier Mary, la sous-partie « Le "travailleur scientifique" », in Mary 2017. Sur la situation politique et le rapport de mission au Gabon, voir L'Estoile 2017 : 876-890. Sur la structuration des organismes de recherche outre-mer, voir L'Estoile 2017 : 868-876.
- 26.▲ En 2002, Balandier le confirmera dans un court article consacré à la genèse de la notion : « L'élaboration de la notion de situation coloniale résultait, pour ces raisons, des circonstances [de terrain] et de l'engagement personnel que celles-ci déterminaient » (Balandier 2002 : 6).
- 27.▲ *Psychologie de la colonisation*, sorti quelques mois avant la publication de l'article « Aspects de l'évolution sociale chez les Fang », constitue la seule référence savante de l'étude. L'état de l'art dressé s'avère essentiellement d'ordre ethnographique. Comme Copans l'a souligné (2016 : 5, note 37), Balandier propose un compte rendu de l'ouvrage dans ce même volume (Balandier 1950b).
- 28.▲ Le tome 1 est publié en 1932, le tome 2 en 1936 (Paris, Domat-Montchrestien), réédité en 1949.
- 29.▲ L'état de l'art le plus complet de la notion – et de ses avatars contemporains – fut dressé par Gregory Mann (2013). Voir note 7, p. 93-94.
- 30.▲ Voir sur le sujet Copans 2001 : 44, et surtout Merle 2013 : 219-220.
- 31.▲ Les études spécialisées dans tel ou tel domaine contribuent généralement à l'établissement d'un état des lieux global. Paru en 1934, l'ouvrage collectif, *Western Civilization and the Natives of South Africa. Studies in Culture Contact* (Routledge &

Sons, Ltd), dirigé par Isaac Schapera est exemplaire de ce point de vue. De l'économie à la religion, de l'idéologie politique à l'administration, de l'éducation à l'influence européenne sur les pratiques artistiques, de la campagne à la ville, du passé au présent, tous les facteurs d'évolution sont décrits.

32.▲ Balandier insère ici une note de renvoi, où seul figure l'article de Lucy Mair (1934).

33.▲ Ce passage sera reporté à l'identique dans les versions de 1955 (p. 6) et de 1963 (p. 6).

34.▲ L'expression « réciprocité de perspectives » est empruntée à Georges Gurvitch, qui y recourt pour illustrer ce va-et-vient entre « sociabilité directe » (individu) et « sociabilité organisée » (collectivité). Voir Gurvitch 1938 : 3, mais aussi Gurvitch 1946 et 1947.

35.▲ *Reaction to Conquest. Effects of Contact with Europeans on the Pondo of South Africa*, Published for the International Institute of African Languages and Cultures by Oxford University Press. Tiré de sa thèse soutenue en janvier 1934, ce livre est le premier à paraître dans le cadre du Five-Year Plan. Les deux ouvrages de Lucy Mair, *An African People in the Twentieth Century* (1934) et *Native Policies in Africa* (1936), sont quant à eux publiés chez Routledge. En écho aux remarques de Balandier sur l'ouvrage de M. Hunter, citons les premières lignes du long compte rendu proposé par l'anthropologue sud-africaine Agnes Winifred Hoernlé : « The investigation of the impact of Western Civilization on the cultures of Africa with a view to discovering the interplay of social forces at work : the external pressures, the internal resistances, the indigenous institutions with sufficient elasticity to undertake new tasks, the beliefs which must give way to deeper understanding of the nature of things » (Hoernlé 1937 : 121).

36.▲ Note 41 dans l'essai de 1951 (p. 57), et note 1 dans le premier chapitre de l'ouvrage de 1955 (p. 11). Dans la réédition de 1963, le paragraphe est maintenu, mais la note disparaît. L'inventaire des phénomènes étudiés et les critiques adressées ne concernent plus que Kenneth L. Little et son article publié dans *American Journal of Sociology* : « Social change and social class in the Sierra-Leone Protectorate » (1948, 54/1 : 10-21). Une publication assez tardive, considérant le corpus déjà constitué.

37.▲ Entre 1929 et 1935, Isaac Schapera, par exemple, correspondant de la revue pour l'Afrique australe dans les premières années, publie quatre articles, huit comptes rendus et trois notes de synthèse.

38.▲ Balandier 1951 : 58. Reporté quasiment à l'identique dans le premier chapitre de l'édition de 1955 (p. 11).

39.▲ Financée sur les crédits du Five-Year Plan, la première enquête ethnographique de Fortes débute en janvier 1934. Pour une analyse de ses notes de terrain et du contexte ethnographique, voir le très instructif article de John Parker (2013).

40.▲ Balandier ne cite aucune référence précise. Au moment où ce dernier écrit sa thèse, Meyer Fortes a déjà publié les deux volumes de sa monographie consacrée à l'analyse de la structure sociale des Tallensi : *The Dynamics of Clanship among the Tallensi*, published for the International African Institute by the Oxford University Press (1945), et *The Web of Kinship among the Tallensi* (1949). Cependant, au vu des publications antérieures de Balandier, il est plus probable que la remarque soit issue de sa lecture du collectif *African Political Systems*, dirigé par Fortes et Evans-Pritchard (Londres, New-York, Toronto, Oxford University Press, 1948 pour l'édition mentionnée), dont il fait un bref compte rendu dans le numéro 51-52 de la revue *Critique* (1951 : 758). Balandier se réfère notamment à l'article de M. Fortes : « The political system of the Tallensi of the northern territories of the Gold Coast » (1950 [1948] : 239-271), dont les grandes lignes se trouvent reprises dans ce passage. Signalons également que la plupart des contributeurs réunis dans *African Political Systems* sont investis dans l'observation des contacts de culture : I. Schapera, A. Richards, M. Gluckman, ou G. Wagner.

41.▲ Ce procédé stylistique, qui consiste à resserrer la fourchette chronologique des travaux menés, est récurrent dans l'essai.

42.▲ Copans a établi une cartographie précise de l'état de l'art figurant dans les versions de 1951 et de 1955 (2001). En écho à Merle (2013), ajoutons simplement qu'en 1955 la part réservée aux auteurs d'inspiration marxiste a été sensiblement réduite.

43.▲ Dans son introduction, Malinowski a lui-même tronqué ce passage tiré de l'article de M. Hunter : « Methods of study of culture contact » (1934, réédité dans le Memorandum XV). Dans ces lignes, il adresse une vive critique à ce qu'il présente comme le modèle d'interprétation des processus de changement avancé par la jeune anthropologue sud-africaine. Reportons-nous à la phrase complète : « Further, although a functional study of the community was possible, it was extraordinarily difficult, for the culture is not a homogeneous one, but a mixture of partially fused elements which can only be understood in terms of the parent cultures, and about one of the parent cultures I had practically no data » (Hunter 1934 : 336). Hunter ne fait que reprendre ici, un peu maladroitement, le schéma d'interprétation de Malinowski, en démontrant l'impossibilité de l'appliquer.

44.▲ Après avoir regretté une approche unilatérale des faits, Balandier admet là une tout autre vigilance méthodologique.

45.▲ Malinowski 1945. Nous allons détailler la composition du livre dans la prochaine sous-partie.

46.▲ Faire la « micro-histoire » du contact n'est pas une proposition avancée par Malinowski mais par Isaac Schapera (1935).

47.▲ L'interdépendance entre les institutions d'une entité donnée que souligne ici Balandier revient à qualifier le « système social » dans la réédition de 1963, p. 26.

48.▲ Exception faite du thème « Practical anthropology », qui précise les liens de coopération entre anthropologie et administration. Balandier l'aborde juste après, au sujet de l'état de crise et des lois raciales.

49.▲ Voir note 64 (1951a : 71). Celle-ci est reconduite à l'identique dans les versions de 1955 (note 2, p. 28) et de 1963 (note 2, p. 27).

50.▲ En réécrivant ainsi, Balandier laisse entendre que les chercheurs britanniques participent du déséquilibre pointé par Michel Leiris dans l'article « L'Ethnographe devant le colonialisme », publié dans *Les Temps Modernes* (1950), issu d'une conférence prononcée à l'Association des travailleurs scientifiques le 7 mars 1950.

51.▲ Citons simplement les contributions les plus significatives : « Social and economic condition of the urban native » (J.D. Rheinallt Jones : 159-192) et « Race-Mixture and native policy in South Africa » (R. F. Alfred Hoernelé : 263-281), dans *Western Civilization and the Natives of South Africa. Studies in Culture Contact*, 1934.

52.▲ L'erreur sera corrigée dans l'édition de 1955.

53.▲ Balandier cite l'ouvrage *Schism and Continuity in an African Society. A study of a Ndembu Village Life*, 1957, published by the University of Manchester on behalf of The Institute of African Studies, University of Zambia.

54.▲ Programmée pour l'année universitaire 1942-1943.

55.▲ Phyllis Kaberry y fait allusion dans son introduction : « En 1934, Malinowski donna une conférence à Cape Town, puis il effectua un long voyage de cinq mois en Afrique du Sud et de l'Est pour mener des enquêtes anthropologiques auprès des tribus babemba, swazi [Afrique du sud], chaga, masai, kikuyu et maragoli [Kenya] » (1945 : vi).

56.▲ En Afrique du Sud, le premier acte de la « Colour Bar » (« Barrière de couleur ») est posé en 1911, avec la législation encadrant strictement l'accès (au) et le droit (du) travail. Suivront des dispositions similaires en matière de propriété et de

jouissance foncière (1913), puis de déplacement et de résidence en milieu urbain (1923). Ce régime juridique entraînera notamment la création de zones rurales et urbaines affectées à l'habitation (réserve, « homeland » ou ghetto). Les effets et les conséquences des six lois successivement adoptées (jusqu'en 1932), sont analysés et évalués dans plusieurs études figurant dans l'ouvrage collectif dirigé par Schapera (1934).

57.▲ Arthur Culwick est administrateur colonial.

58.▲ Le terme n'est pas employé ici dans un sens péjoratif, mais bien pour illustrer l'idée d'un tout mal identifié.

59.▲ Mentionnons cette recommandation en matière de formation universitaire : « L'étudiant "en contact" doit se familiariser avec une douzaine de livres portant sur les politiques autochtones, l'éducation, l'économie et les programmes missionnaires, en plus des savoirs qu'il doit acquérir dans la branche spécialisée de l'anthropologie qui concerne la structure sociale, l'économie primitive, le droit coutumier et la religion indigène » (*ibid.* : XVII, note i).

60.▲ Max Gluckman (1947) s'emporte, à juste raison, contre la malhonnêteté intellectuelle dont fait preuve Malinowski à l'égard des auteurs réunis dans le numéro. En se démarquant trop nettement de l'approche fonctionnaliste, Schapera et Hunter constituent des cibles privilégiées.

61.▲ Malinowski cite un rapport de la commission des affaires économiques autochtones, 1932 : 751 (*in* Malinowski 1938 : xxi-xxii).

62.▲ Il se réfère ici aux situations décrites par M. Hunter dans son ouvrage *Reaction to Conquest* (1936).

63.▲ En France, Jacques Lombard, dans son ouvrage retraçant l'histoire de l'anthropologie britannique, fut sans doute l'un des premiers à faire le point sur plusieurs de ces questions (1972 : 401-410). Bien que ces débats soient parfois repris sur la base de publications plus tardives (pour Malinowski et Gluckman en particulier), son exposé mérite la plus grande attention.

64.▲ Insistons une nouvelle fois sur le fait que Gluckman, au travers de son réquisitoire, justifie aussi le bien-fondé des méthodes et des orientations scientifiques de ses collègues sud-africains, en particulier celles de Schapera dont il fut l'étudiant.

65.▲ Avec la promotion de l'anthropologie appliquée et l'attention portée au changement culturel, Michael Young parle de « deuxième révolution anthropologique » initiée par Malinowski, après l'épopée entreprise chez les Trobriandais et son témoignage ethnographique (2018 : 9).

66.▲ Lombard a souligné le rôle précurseur joué par ces derniers, estimant que « [...] l'apport le plus fructueux de l'anthropologie sud-africaine réside dans l'importante contribution donnée aux problèmes du changement social et à celui des minorités de couleur » (1972 : 410).

67.▲ Reportons cette proposition de l'auteur : « [...] on devra reconnaître que décomposer la réalité sociale dans ses données les plus simples, c'est rechercher les formes de la sociabilité : les manières d'être lié par le tout et dans le tout, dont les combats et les équilibres mobiles constituent tout groupe social réel. Le problème des formes de la sociabilité [est] l'objet essentiel de la "microphysique sociale"[...] » (Georges Gurvitch, « Essai d'une classification pluraliste des formes de la sociabilité », *Annales sociologiques*, série A., fasc. 3, 1938 : 1-48, p. 2).

68.▲ Sous les formes : « cultural contacts » et « contact of cultures » (1929 : 29 et 36).

69.▲ *The Realm of the Supernatural among the South-Eastern Bantu. A study of the Practical Working of Religion and Magic*, Thesis presented for the degree of Bachelor of Arts with Honours in Social Anthropology of the University of Witwatersrand

(1934), and accepted for the degree of D. Phil. in the University of Oxford (1936). Gluckman débute ses enquêtes de terrain la même année. La publication en 1938 d'une section de sa thèse sous le titre « Social aspects of first fruits ceremonies among the South-Eastern Bantu » (*Africa* 1938, 11/1 : 25-41), préfigure celle de l'ethnographie du pont (1940).

70. ▲ Peut-être même avant, dès 1935, dans le commentaire critique qu'il fait de la sociologie relationnelle de Leopold Von Wiese dans *Archives*. La traduction de l'article *Beziehungssoziologie* de L. v. Wiese sous le titre « Sociologie relationnelle » paraît en 1932 dans la *Revue internationale de sociologie* (40<sup>e</sup> année, I-II, p. 23-56), et sous la forme d'un petit livre aux éditions M. Giard (1932 également, trad. Mohand Tazerout). L'article original figure dans le fascicule 4 de la revue *Handwörterbuch der soziologie* (1932).

71. ▲ Gurvitch cite deux articles de Moreno : « Sociometry, comtism and marxism » (publié dans *Sociometry*, 1945, 8/2), et « La Méthode sociométrique en sociologie » (publié dans les *Cahiers internationaux de sociologie*, 1947, 2).

**DE L'INVENTAIRE À L'ENQUÊTE**  
**Le tournant « sociologique » de l'Institut français d'Afrique noire**  
**(1946-1955)**

*Julien Bondaz*

L'INSTITUT FRANÇAIS d'Afrique noire (IFAN), créé en 1936 à Dakar, est devenu opérationnel deux ans plus tard, avec la nomination de son premier directeur, Théodore Monod. Il se développe véritablement après la Seconde Guerre mondiale, à travers la mise en place de centres locaux dans les différentes colonies de l'Afrique occidentale française (Bondaz 2020), la multiplication des sections de recherche, donc des disciplines représentées, et le recrutement de nombreux chercheurs. Ainsi, à la base dakaroise, alors que la section d'ethnologie, initialement dénommée département d'ethnologie et chargée des collections (fiches muséographiques) et du Répertoire des populations de l'AOF (fiches des populations), est mise en place dès 1941<sup>1</sup>, celle de sociologie est créée une dizaine d'années plus tard, en 1952. De nombreuses autres disciplines, relevant aussi bien des sciences naturelles que des sciences humaines et sociales, sont également représentées au sein de cet institut conçu dès l'origine sur le modèle du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Il reste cependant difficile, en cette période de colonialisme tardif, d'envisager sans nuances l'IFAN comme un institut pluridisciplinaire : le statut de plusieurs des disciplines qu'il regroupe, en particulier l'ethnologie et la sociologie, n'est pas totalement arrêté à la fin de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Il importe donc de ne pas postuler l'existence de frontières disciplinaires clairement énoncées, ni même véritablement définies. Il est plus heuristique d'envisager cet institut de recherche comme l'un des lieux de la disciplinarisation de l'ethnologie et de la sociologie et donc comme un espace de reconfiguration des rapports entre ces deux disciplines au tournant des années 1950. Faire l'histoire de l'IFAN dans cette période-clé revient à l'analyser comme une arène scientifique, en mettant en évidence les négociations et les brouillages des distinctions disciplinaires, lesquelles président à l'émergence d'une sociologie des sociétés africaines. L'histoire de cette « sociologie coloniale », longtemps négligée, se révèle celle de la

construction d'une différence épistémologique entre ethnologie et sociologie, étroitement liée à une réflexion sur leurs méthodes et leurs finalités respectives (L'Estoile 2017 ; Steinmetz 2017). À la fin de la période coloniale, l'IFAN apparaît comme l'un des lieux – encore méconnu – de reconfiguration de la recherche en sciences humaines et sociales en Afrique subsaharienne et de mise en débat de l'ethnologie, tant au plan national, comme on le verra, qu'au plan international<sup>2</sup>. Dès la fin de la guerre, du 25 septembre au 18 octobre 1944, Monod est en effet accueilli à Londres par l'anthropologue Daryll Forde afin d'échanger avec les chercheurs de l'International African Institute. Quelques mois plus tard, en janvier 1945, l'IFAN organise la première Conférence internationale des africanistes de l'Ouest, dont Monod a lancé l'initiative et dans laquelle Forde voit une opportunité de collaboration<sup>3</sup>. Monod représente par ailleurs l'IFAN au Congrès annuel de l'International African Institute et le Répertoire des populations de l'AOF est envisagé comme une version francophone de l'*Ethnographic Survey of Africa*, entrepris par l'institut londonien<sup>4</sup>.

Le développement de l'ethnologie à l'IFAN a d'abord privilégié les enquêtes extensives. Elle s'inscrit dans un paradigme de l'inventaire, étroitement lié à ceux de la collecte (L'Estoile 2005a ; Debaene 2006) ou de la chasse (Bondaz 2015a), déjà soulignés au sujet de l'ethnologie des années 1930 à 1950. Sur le plan épistémologique, elle se trouve en relation avec les autres *sciences de l'inventaire* présentes à l'IFAN<sup>5</sup>. Cette logique transversale de l'inventaire est affichée dès l'origine de l'institut, comme en témoigne la présentation de sa mission dans *Le Monde colonial illustré*, en novembre 1938 :

La connaissance réelle, efficace, d'un territoire, implique, d'abord, un *inventaire* aussi complet que possible de son contenu global, organique et inorganique : l'instrument de cet inventaire est une enquête permanente, toujours ouverte, qui accumule peu à peu, systématiquement, tous les renseignements, tous les faits, tous les spécimens pouvant contribuer au progrès de l'inventaire. C'est sur cette accumulation de détails, patiente, ingrate, laborieuse, parfois *en apparence* inutile, que s'édifiera lentement une connaissance solide du pays, de ses habitants, de sa faune et de sa flore<sup>6</sup>.

Insister sur la logique de l'inventaire, plutôt que sur les pratiques de collecte, permet de souligner le principe d'exhaustivité défendu par l'institut. « Rien n'est négligeable, ni le moindre objet [...], ni le moindre fait [...]. *Tout est intéressant, tout est utile* » (IFAN 1948a : 47-48), est le principe heuristique que l'IFAN souhaite voir appliquer par le plus grand nombre de chercheurs possible. La logique de



l'inventaire est celle du recensement autant que de la collection : elle constitue, à l'époque, un point idéal de rencontre entre les sciences sociales et naturelles et témoigne plus largement de l'influence du modèle de l'histoire naturelle sur la construction des savoirs au sein de l'institut (Adedze 2003 : 340). Pour ce qui concerne l'ethnologie, l'IFAN est donc conçu comme « un conservatoire destiné à rassembler et inventorier une documentation ethnographique » (Aggarwal 2007 : 140). Cela revient à favoriser ce que Marcel Mauss avait proposé de nommer, tout en pointant son « caractère superficiel », « enquête extensive » (Mauss 2002 : 27). Ce modèle de l'enquête extensive, idéalement couplé à celui de l'enquête intensive, est en réalité celui qui prévaut, avant la guerre, dans la recherche africaniste, en particulier dans les missions dirigées par son principal représentant à l'époque, Marcel Griaule (Jolly 2001 : 162-163).

En 1948 cependant, dans *Notes africaines*, la petite revue trimestrielle de l'IFAN conçue comme son organe de liaison, Griaule (à qui la direction de l'institut avait initialement été proposée) s'éloignait de cette logique qui revenait à privilégier l'enquête extensive, estimant qu'elle était « maintenant désuète » : « Il est aujourd'hui impossible de la considérer comme autre chose qu'un développement, nécessaire en son temps, du cabinet de curiosités » (Griaule 1948 : 9). Avec ironie, Monod présentait lui-même l'enquête intensive comme un pis-aller, lorsque Pierre Verger se plaint que le centre IFAN du Dahomey ne puisse mettre de véhicule à sa disposition lors de sa mission de 1949 : « [...] je suis certain aussi que même si vous devez renoncer à tel ou tel raid lointain ou rapide, votre travail gagnera sur le plan de l'intensif ce qu'il pourrait perdre, en apparence, sur celui de l'extensif<sup>7</sup> ». L'IFAN continuait néanmoins d'organiser ce type de mission itinérante, dont la plus révélatrice est sans doute, l'année même où Griaule fait paraître ses quelques réflexions méthodologiques, la mission conduite par l'ethnologue Bohumil Holas et le zoologiste Paul-Louis Dekeyser dans l'Est libérien (Bondaz 2015b).

Si l'IFAN continue, à la fin des années 1940, de favoriser les tournées, les excursions, les formes extensives de la recherche, la mise en place de la section de sociologie en 1952 semble cependant clarifier les objectifs des chercheurs de l'institut : aux ethnologues revient de travailler au progrès de l'inventaire des sociétés ouest-africaines, aux sociologues de mener des enquêtes approfondies et localisées. Cette bipartition méthodologique recoupe en partie une autre distinction, entre recherche fondamentale et appliquée, qui ne cesse d'être mobilisée, au tournant des années 1950, pour définir le programme de l'IFAN et des institutions scientifiques concurrentes. La construction d'une telle distinction disciplinaire, basée sur des différences épistémologiques et

méthodologiques, nécessite d'interroger la répartition des objets de recherche entre ethnologie et sociologie. Elle est cependant autrement plus complexe, la formation et le parcours des chercheurs de l'IFAN témoignant de la difficulté de faire la part entre ces deux disciplines. Parmi ces chercheurs, Georges Balandier est à coup sûr le plus connu : entre son « étude d'ethnologie conventionnelle » des pêcheurs lebou de Dakar et la parution, en 1955, de ses deux fameux livres, *Sociologie des Brazzavilles noires* et *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* (Balandier 1955a et b), Balandier a en effet joué un rôle majeur dans l'institutionnalisation de la sociologie en Afrique subsaharienne. Il est affecté à l'IFAN en même temps que son ami et camarade de formation Paul Mercier, qui participe également au travail de redéfinition de l'ethnologie et de la sociologie. Les deux chercheurs se présentent eux-mêmes comme formant un « tandem<sup>8</sup> ». Jean Copans a très justement mis en lumière leur « cheminement gémellaire » (Copans 2017). Ce duo, pionnier à bien des égards, ne doit cependant pas occulter les itinéraires des autres chercheurs affectés dans les centres locaux de l'IFAN, avec qui Balandier et Mercier travaillent ou sont en relation (L'Estoile 2017 : 895-896). La création de la section de sociologie au sein de la base dakaroise de l'institut, véritable « revirement épistémologique » (Aggarwal 2007 : 142), ne peut en effet être comprise sans rendre compte des relations qu'elle entretient, tant bien que mal du fait du manque de personnel et des aléas des affectations, avec les différentes antennes locales de l'IFAN. Plus largement, le développement de la recherche sociologique et ses conséquences pour l'ethnologie doivent être replacés dans le contexte institutionnel de l'époque, marqué par l'interdépendance entre les sciences sociales et l'administration coloniale, dont le parcours de Mercier et Balandier est certes exemplaire (L'Estoile 2005b : 51-53 ; Copans 2017), mais qui caractérise tout aussi bien les trajectoires d'ethnologues aujourd'hui plus ou moins oubliés, mais dont le nombre a marqué l'époque et qui formèrent la seconde génération d'ethnologues africanistes. C'est à cette double condition, en tenant compte des injonctions institutionnelles et en se méfiant de l'héroïsation des grandes figures de l'africanisme français, que l'on peut mieux comprendre l'émergence de nouveaux objets ou champs de recherche dans les sciences sociales, ainsi que les inflexions théoriques qu'ils produisent dans la recherche ethnologique autour de 1950<sup>9</sup>.

### **Des « fournées » d'ethnologues pour l'IFAN**

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, deux changements contextuels permettent d'expliquer le développement de l'IFAN et les orientations de la recherche qu'il défend. Le premier concerne la

création, par l'institut, de nombreux centres locaux, dans l'optique de couvrir un vaste territoire, l'ensemble de l'Afrique occidentale française en premier lieu (à l'issue du Conseil scientifique supérieur de l'IFAN du 6 juin 1945, le projet est d'étendre l'IFAN à l'ensemble de « l'Afrique noire française y compris Madagascar »). Le premier de ces centres est celui du Dahomey (Bénin actuel), fondé en 1942. Il ne devient cependant véritablement fonctionnel qu'en 1945. En 1943, sont créés à Saint-Louis les centres IFAN du Sénégal et de la Mauritanie. L'année suivante, c'est au tour des centres IFAN de Côte-d'Ivoire, de Guinée et du Niger de voir le jour. Ceux du Soudan français et de Haute-Volta (Mali et Burkina Faso actuels) sont respectivement fondés en 1945 et en 1950. Deux centres de recherche, au Cameroun et au Togo, sont par ailleurs associés à l'IFAN. Il est alors prévu que chacune de ces antennes soit dirigée par un ethnologue. Le premier article de l'arrêté du 15 décembre 1943, portant création des centres locaux de l'IFAN, stipule que « l'IFAN est représenté dans chaque colonie du Groupe par un centre local dirigé par un assistant appartenant, en principe, à la section Ethnologie de l'Institut ».

De nombreux recrutements sont donc réclamés et généralement obtenus par Monod dès la fin de la guerre. Le directeur de l'IFAN recherche des candidats ethnologues pour assurer le fonctionnement de ces centres locaux, voire leur aménagement – leur existence étant alors avant tout juridique. Il fait part de ses attentes à André Schaeffner et Denise Paulme :

Il me faut au plus tôt une dizaine d'ethnologues, pour le Centre Dakar et les 8 CentrifANs régionaux... Et des gens « bien » c'est-à-dire : 1. compétents, qualifiés, avec, à défaut de pratique exotique, au moins d'excellentes bases et une culture étendue (je suis exigeant !) et 2. capables de s'intégrer dans une équipe amicale et d'adopter « l'esprit de la maison » qui exige un dévouement généreux à l'œuvre collective dont chacun doit prendre sa part. Aidez-nous à trouver de bons collaborateurs, travailleurs et... modestes<sup>10</sup>.

Paulme venait de lui recommander Paul Mercier et Georges Balandier :

Je puis vous recommander très chaudement deux jeunes gens, mais je suis sans nouvelles d'eux depuis le printemps, ils sont certainement dans l'armée. Je vous donne leurs noms à tout hasard : Mercier et Battandier [*sic*] – en espérant que vous aurez encore une place pour eux après la guerre. Ils sont tous deux licenciés ès-lettres, âge 22 à 23 ans. Ils ont travaillé avec moi l'hiver 42-43 et passé le certificat d'ethnologie en juin 43. Puis ils ont dû quitter Paris, étant en situation irrégulière ; je

les ai mis en rapport avec le Folklore et ils ont fait un peu d'enquête folklorique dans le Jura. [...] Tous deux sont très sérieux, éducation générale bonne, décidés à poursuivre l'ethnologie ; l'un d'eux (Battandier) [*sic*] se tournerait vers la linguistique<sup>11</sup>.

Les deux jeunes ethnologues sont les premiers à être affectés à l'IFAN au sortir de la guerre. Les suivants seront tous formés au Centre de formation aux recherches ethnologiques (CFRE), créé par André Leroi-Gourhan au musée de l'Homme en 1946. Cette formation favorise alors les perspectives de recrutement de l'IFAN. Étape centrale de la professionnalisation de l'ethnologie en France, le CFRE propose en effet un cursus en deux ans, d'abord à Paris durant la première année, puis comme stagiaire dans un institut de recherche durant la seconde (Gutwirth 2001). Appelé « Centre de formation d'ethnologie de l'Office de la recherche scientifique coloniale » (ORSC) dans le *Rapport sur l'activité de l'Institut d'ethnologie durant l'année scolaire 1946-1947*, le CFRE est initialement rattaché à l'ORSC, créé quelques années auparavant<sup>12</sup>. Leroi-Gourhan remplace d'ailleurs Paul Rivet à la commission des sciences humaines de l'ORSC, où il rejoint entre autres Griaule, Monod, Paulme, ou encore Michel Leiris, Maurice Leenhardt et Léon Pales. Leroi-Gourhan a ainsi pour mission de fournir des ethnologues correctement formés à la fois à l'IFAN et à l'ORSC, rapidement renommé Office de recherche scientifique d'outre-mer (ORSOM) en 1949 puis Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) en 1953. Une telle tâche s'avère particulièrement compliquée dans le contexte de l'immédiat après-guerre, comme le directeur du CFRE le confie à Monod :

Je prépare une autre tournée où j'espère dénicher deux ou trois « espoirs ». Le recrutement des hommes est difficile par le fait que les situations sont rares. Envisagez-vous un débouché pour l'an prochain chez vous ? Je pourrais, dans ce cas, prendre un ou deux stagiaires de plus, sans engagement de votre côté. Sans engagement non plus du mien, car quand Duchemin m'a demandé 5 ethnologues l'an dernier, j'ai dû lui répondre qu'on n'en fabriquait pas à la machine et qu'il fallait deux ou trois ans pour les trouver<sup>13</sup>.

Les difficultés se poursuivent après le rattachement du CFRE au CNRS au début de l'année 1948. Un an et demi plus tard, Leroi-Gourhan explique par exemple au médecin-colonel Léon Pales, le directeur de la mission anthropologique de l'Afrique occidentale française<sup>14</sup>, qu'il « réserve » un africaniste par an à Monod et se plaint que « l'ORSC n'a pas compris qu'on ne passe pas une commande de trois ethnologues d'un coup sans laisser une marge de sélection suffisante<sup>15</sup> ».

Dans sa formation, Leroi-Gourhan assume de privilégier les hommes célibataires et donc d'écartier « les jeunes filles<sup>16</sup> ». C'est parmi ces premières promotions très masculines que les chercheurs de l'ORSC et de l'IFAN sont recrutés. Dès 1946, à l'issue de la première année de formation, l'ORSC met à la disposition de l'IFAN plusieurs chercheurs.

Apprenant la nouvelle de l'arrivée prochaine de Balandier à l'IFAN, les époux Schaeffner s'adressent à Monod depuis le pays kissi, en Guinée, où ils conduisent alors leur deuxième mission, pour réclamer ses services<sup>17</sup> :

Il profiterait d'abord d'une situation de fait assez unique : une maison qui peut servir de poste fixe, mais qui serait reprise sitôt notre départ ; un groupe d'informateurs dressés par nous et qui se disperserait également après notre départ. Une continuité dans le travail serait assurée et nous aboutirions non pas à une rapide observation de faits dispersés mais à une étude cohérente et en profondeur. Et ce qui ne pourra être fait avec les Dogon, faute d'entente entre les co-équipiers, sera réalisé avec les Kissi et populations avoisinantes. [...] Si le choix de ma femme s'est porté sur Balandier c'est que celui-ci a été formé par elle [...]. Balandier est un garçon très sérieux, très cultivé, un des meilleurs sujets de l'Institut d'ethnologie et auquel, encore une fois, ma femme a appris beaucoup de choses, le dirigeant dans ses lectures et lui faisant faire divers travaux<sup>18</sup>.

La recommandation de Balandier s'inscrit dans la volonté des époux Schaeffner d'impulser des recherches collectives sur le modèle de ce que Griaule avait mis en place chez les Dogon avant la guerre (et qu'il poursuivait alors au même moment), mais selon des méthodes scientifiques différentes et dans un tout autre esprit. Schaeffner, lors de la mission Dakar-Djibouti, et plus encore Paulme, lors de sa mission au pays dogon en 1935, avaient en effet regretté leur collaboration avec Griaule, tant pour des raisons scientifiques (des enquêtes jugées trop rapides et un goût trop prononcé pour le sensationnel) que personnelles (un tempérament trop autoritaire du chef de mission) (Lemaire 2010, 2014 ; Paulme & Lifchitz 2015). Le manque de personnel à l'IFAN conduit Monod à refuser cette proposition, d'ailleurs née d'un malentendu, les époux Schaeffner ayant d'abord cru que Balandier avait obtenu une bourse de l'École française d'Afrique<sup>19</sup>. Il leur annonce que Balandier sera affecté à l'un des centres locaux de l'IFAN, après avoir effectué son stage à « la maison-mère<sup>20</sup> ».

Balandier est donc finalement accueilli pour son stage à la base IFAN de Dakar, en même temps que son camarade de lycée puis de promotion (Copans 2017). Mercier et lui conduisent ensemble des recherches sur les pêcheurs lebou dans la périphérie dakaroise, puis sur l'artisanat et la musique maures. La logique de l'inventaire, les collectes d'objets, les enregistrements musicaux, l'importance de la description, la pratique du dessin sont alors centrales dans leurs recherches, notamment lors de leurs enquêtes à Méderdra et Boutilimit, en Mauritanie, qui font l'objet de plusieurs courtes publications dans les *Notes africaines* (Balandier & Mercier 1947 ; Balandier 1947a ; Mercier 1947a). Bohumil Holas, un ethnologue tchèque formé à l'université de Prague, se joint à eux pour leur enquête sur les Lebou en juin 1946, après avoir obtenu une bourse de l'École française d'Afrique pour deux années. Dans son carnet de terrain, le programme d'Holas pour ce mois de juin porte sur la « sociologie religieuse » et « économique » de deux villages lebou, la culture matérielle et les techniques de pêche. Holas dresse de nombreux croquis de pirogues et d'engins de pêche<sup>21</sup>. Les calques de ces dessins, ainsi que des tirages photographiques, sont envoyés à Leroi-Gourhan. Les résultats de l'enquête, inspirés par le modèle monographique et illustrés par Holas, paraissent tardivement, en 1952 (Balandier & Mercier 1952).

À l'issue de leur stage dakarois, ayant tous les deux contracté le typhus, Balandier et Mercier ne peuvent immédiatement prendre en charge la direction d'un centre IFAN. Ils partent ensemble en convalescence à Dalaba, en Guinée (Bondaz 2021). Leur séjour à l'Établissement de convalescents de cette station climatique du Fouta-Djalon leur laisse suffisamment de répit pour mener de rapides recherches sur les Peuls, Mercier tirant de ses observations un court article sur l'agriculture à Dalaba (Mercier 1947b). Une fois leur santé recouvrée, leurs parcours bifurquent (Copans 2017 : 170-171) : Balandier prend la direction du centre IFAN de Guinée, où il avait été affecté avant même sa maladie, et Mercier rentre à Dakar avant d'être envoyé à Porto-Novo en mars 1947 pour assurer celle du centre du Dahomey, en remplacement de l'archéologue Paul Thomassey, son premier directeur, tombé sévèrement malade et contraint de partir en congé<sup>22</sup>. Outre le centre IFAN du Dahomey, qui possède une antenne à Abomey (c'est le musée d'Abomey)<sup>23</sup>, Mercier dirige également, durant sa première année, celui du Togo à Lomé, dont le directeur, le linguiste Aimé Darot, vient de démissionner. Comme Balandier et Mercier, ce dernier avait été mis à la disposition de l'IFAN par l'ORSC en janvier 1946. Après avoir assuré, à Dakar, la mise en place et la direction de la section linguistique pendant quelques mois, il avait pris la direction du centre IFAN du Niger jusqu'à la fin de l'année (il effectue alors plusieurs enregistrements à Zinder et Niamey),

avant de se retrouver chargé, à partir du début de l'année 1947, de celui du Togo, auquel aucun directeur n'avait pu être affecté depuis sa création trois ans plus tôt.

Pour Balandier comme pour Mercier, la prise en charge de ces responsabilités se révèle particulièrement lourde, les tâches administratives étant nombreuses, les budgets restreints, le personnel manquant et les relations avec l'administration coloniale parfois compliquées (du moins au Togo et en Guinée). Dans ses différents écrits autobiographiques, Balandier a longuement insisté sur les conditions matérielles du centre de Conakry<sup>24</sup>. Écrivant à Leroi-Gourhan, il résumait à l'époque :

C'est une grosse besogne car presque tout est à faire : bâtir, fixer les rapports avec l'Administration, créer un réseau de correspondants... Je vais m'y mettre avec le maximum d'ardeur et d'illusion<sup>25</sup>.

Il précise néanmoins au directeur du CFRE que sa « fougue ethnographique » est toujours intacte. Il mène effectivement des enquêtes sur les Kono de la forêt (Balandier 1948a) et sur les parentés des groupes ethniques de Basse-Côte et leurs migrations, mais aussi sur le travail, en particulier sur l'orpillage dans la région de Siguiri<sup>26</sup>. Il s'intéresse également à des éléments de la culture matérielle, masques et calebasses notamment. Ses dessins d'objets et ses descriptions graphiques de techniques seront rassemblés plus tard dans son *Afrique ambiguë* (Balandier 1957).

Au Dahomey, les premières recherches de Mercier s'inscrivent dans une même logique d'inventaire. Sa première tournée est « consacrée à un premier inventaire des populations de la région comprise entre Djougou et Tanguiéta : brève enquête linguistique, recherche des caractères distinctifs les plus apparents de chaque groupement (ordonnance de l'habitation, vêtement et parure, scarifications, formes d'initiation, coutumes funéraires)<sup>27</sup> ». Mais, outre ses recherches sur les populations du Dahomey et du Togo en vue de l'établissement des cartes ethno-démographiques ou celles sur l'organisation sociale et l'habitat somba (questionnaire sur l'habitat rédigé par Richard-Molard), il mène également plusieurs enquêtes commandées par l'administration coloniale, en particulier sur la société initiatique oro, envisagée comme une institution judiciaire, dans la région de Kétou, en avril 1948 (Mercier 1948). Il pose en outre les bases, en septembre de la même année, d'un programme de collaboration avec le service de la trypanosomiase pour la recherche démographique. Ainsi, chez Balandier comme chez Mercier pointaient déjà deux des thématiques (la situation coloniale et les changements sociaux) qui seront au centre de leurs

préoccupations quelques années plus tard. Quelques mois à peine après son arrivée au Dahomey, Mercier formule même un projet d'enquête urbaine collective : « [...] je rumine depuis deux mois, après des visites aux quartiers de Porto-Novo, une petite enquête collective de tout le personnel de l'IFAN/D[ahomey] sur l'habitation urbaine à Porto-Novo (point de vue hygiène sociale, etc.)<sup>28</sup>. » Ce projet préfigurait la vaste enquête qu'il allait mettre en place à Dakar à partir de 1952<sup>29</sup>.

Les années suivant l'affectation de Balandier et Mercier à l'IFAN, Monod recrute ses ethnologues directement auprès du CFRE, sans passer par l'ORSC. En 1947, Leroi-Gourhan soutient la candidature de Pierre Bardon à la section d'ethnologie de la base dakaroise, au sein de laquelle il accomplit son stage d'un an avant d'en prendre la direction. Il y développe alors des recherches sur l'art africain, consacrant notamment un catalogue aux « masques d'or de la collection de l'IFAN » (Bardon 1948), et y organise des expositions temporaires, telle celle intitulée « Plastique africaine », en août 1948. Son activité au sein de la section d'ethnologie à la fin des années 1940 témoigne parfaitement de l'accent mis sur la logique de l'inventaire et sur l'ethnographie muséale, alors même que le projet de musée de l'IFAN ne cesse d'être reporté (Suremain 2007). Marcel Soret, de la même promotion 1946-1947, recruté par l'ORSC, est d'abord affecté à la Mission anthropologique d'Afrique occidentale (il mène alors une enquête extensive sur l'alimentation, qualifiée d'« ethnologie appliquée à l'alimentation »)<sup>30</sup>. Il sera mis à la disposition de l'IFAN fin 1949 pour prendre la direction du centre IFAN de Niamey où il remplace François d'Auriac, de la promotion 1947-1948, rapatrié en France pour raison de santé. Guy Le Moal, formé au CFRE en même temps que d'Auriac, rejoint également l'IFAN en janvier 1949 pour prendre la direction par intérim, pendant six mois, du Centre Sénégal-Mauritanie à Saint-Louis. Le Moal est ensuite chargé de mettre en place le CentrIFAN de Ouagadougou, qu'il dirige du 4 janvier 1950 au 1<sup>er</sup> janvier 1963. Issu de la même promotion 1947-1948, Georges Savonnet devient représentant de l'IFAN à Paris en septembre 1948<sup>31</sup>. Formé à l'ethnologie, ce géographe rejoint ensuite Le Moal à Ouagadougou où il participe étroitement à la mise en place du centre IFAN, qui se résume d'abord à une case provisoire puis construite en dur, avant qu'un terrain ne lui soit attribué et qu'un bâtiment ne sorte de terre en 1954 pour lui être spécifiquement consacré.

Ainsi, à la fin des années 1940, la très grande majorité des centres locaux de l'IFAN sont dirigés par des ethnologues formés au CFRE par Leroi-Gourhan et ses collègues, Paulme et



Schaeffner bien sûr, qui sont proches de Monod et bénéficient du soutien de l'IFAN lors de leurs différentes missions en Afrique de l'Ouest, mais aussi Pierre Métais, Raoul Hartweg et surtout Paul-Henry Chombart de Lauwe. Ce dernier, qui coordonne l'enseignement au CFRE, enseigne alors l'importance de la photographie aérienne, s'intéresse aux modes d'occupation de l'espace, avant de lancer, à la suite de la mise en place du Groupe d'ethnologie sociale en 1949, la fameuse enquête urbaine sur Paris. Les recherches conduites sur les différents terrains coloniaux s'inscrivent néanmoins encore très largement dans les perspectives de l'ethnologie classique : les enquêtes extensives continuent d'être privilégiées, en partie à cause des charges administratives qui morcellent le temps que ces jeunes recrutés peuvent accorder à leur recherche. Elles prennent le plus souvent la forme de tournées sporadiques dans les différentes régions de la colonie. Les directeurs des centres doivent en outre répondre aux injonctions liées aux chantiers collectifs menés par l'IFAN, dont le plus important est celui des cartes ethno-démographiques et du répertoire des populations de l'AOF, animé par le géographe Jacques Richard-Molard, auquel s'attelle par exemple Le Moal lors de son séjour saint-louisien (il effectue deux tournées, l'une en Mauritanie et l'autre sur le fleuve Sénégal, afin de collecter des données pour ce chantier) et Mercier pour la partie Dahomey et Nord-Togo<sup>32</sup>. La constitution de collections ethnographiques pour chacun des centres IFAN, avec pour projet de créer autant de musées, constitue une autre des missions qui leur sont confiées. Même en convalescence à Dalaba, Balandier s'emploie à rassembler de premières collections pour le centre de Conakry et dès son arrivée au Dahomey, Mercier reconfigure le musée historique d'Abomey au sein du palais royal. L'insuffisance de personnel ou le souci de rentabiliser les tournées conduisent également les ethnologues de l'IFAN à s'occuper, plus épisodiquement, de récoltes botaniques, zoologiques et entomologiques. La constitution de ces collections et la mise en place de musées plus ou moins embryonnaires au niveau de chacun des centres locaux de l'IFAN répond à une logique monographique visant à valoriser le territoire de la colonie (Suremain 2007). Les défections, pour cause de maladie ou d'opportunités de carrière, sont nombreuses et contribuent aux difficultés des centres IFAN. Elles expliquent également les réaffectations qui empêchent les chercheurs en poste de rester longtemps dans la même colonie et obligent le personnel africain des centres, subalterne, à assurer l'intérim et la continuité, comme c'est par exemple le cas de Madeira Keita en Guinée et de Tidjani Serpos au Dahomey<sup>33</sup>. De tous les ethnologues attribués à l'IFAN par l'ORSC ou le CFRE, seuls deux restent rattachés plus de

quelques années à l'institut, au grand regret de Monod. « Mercier, Le Moal... que ne sont-ils légion ? », écrit-il dans une lettre adressée au second<sup>34</sup>.

## Des concurrences institutionnelles

Au-delà de la question des recrutements et des changements d'affectation, la création de l'ORSC constitue un second bouleversement important du paysage de la recherche dans les colonies françaises. L'objectif est alors de « créer l'équipement scientifique nécessaire au développement industriel et économique de la France d'outre-mer<sup>35</sup> », ce qui doit passer par la formation de chercheurs spécialisés et la création de centres de recherche dans les colonies, et notamment dans les colonies d'Afrique subsaharienne, où l'IFAN peut servir de modèle :

Chacun de ces Instituts généraux pourra, comme cela existe déjà au sein de l'Institut français d'Afrique noire, ouvrir à son tour des succursales ou centres locaux dans chaque « colonie » de la Fédération<sup>36</sup>.

En réalité, l'IFAN tel que Monod l'a conçu est directement menacé.

Dans un premier temps, en 1945, l'ORSC se voit fixer pour objectif d'« aider à la réorganisation [...] de l'actuel Institut français d'Afrique noire à Dakar, dont la compétence s'étendrait à l'AOF<sup>37</sup> ». Au moment de la création de l'ORSC, l'autonomie de l'IFAN pose problème. Selon l'analyse que Leroi-Gourhan livre alors à Monod, un double danger plane sur la recherche africaniste : « supprimer l'IFAN en créant une poussière d'Instituts isolés sous le contrôle exclusif de l'ORSC » ou « créer un IFAN indépendant de l'ORSC, émietter l'effort de la recherche coloniale, provoquer la naissance d'organismes antagonistes dans chaque société<sup>38</sup> ». C'est alors la seconde option qui finit par l'emporter, Monod défendant l'idée d'une division du travail scientifique non pas fondée sur les objets de la recherche ou sur les disciplines représentées, mais sur la distinction entre recherche appliquée (pour l'ORSC) et recherche fondamentale (pour l'IFAN). Le cas du Togo détonne cependant, puisque le centre IFAN se spécialise dans les sciences humaines, tandis que l'Institut de recherches togolaises (mis en place par l'ORSC, renommé ORSOM entretemps) se charge des sciences naturelles.

De nouvelles frictions surgissent entre l'IFAN et l'ORSC en 1948, quand le second reprend le nom d'Institut français d'Afrique noire pour désigner l'organisme devant coordonner l'activité

des différents centres qu'il met en place et des « organismes locaux existants » en Afrique subsaharienne (arrêté du 11 février 1948). Ce nouvel IFAN serait installé à Dakar, tandis que des instituts régionaux verraient le jour, un tel projet obligeant de renommer le centre IFAN de Dakar déjà existant. Il est alors prévu de le transformer en un Institut Michel Adanson, chargé de l'Afrique occidentale française<sup>39</sup>. Monod, qui a reçu la visite du secrétaire général de l'ORSC à Dakar pour trouver un compromis, espère ainsi poursuivre son activité d'organisation et de supervision de la recherche scientifique francophone en Afrique de l'Ouest, mais en perdant une grande partie de son autonomie. Sa tentative de créer un « IFAN nouveau, élargi à l'ensemble de l'Afrique noire française » (IFAN 1948b : 29), dans lequel s'inscriraient les activités de l'ORSC, échoue.

En outre, le programme de recherche de l'ORSC défini dès le sortir de la guerre se révèle, sur plusieurs points, très proche de celui de l'IFAN, ce qui revient à invalider la distinction défendue par Monod entre recherche fondamentale et appliquée pour organiser la division du travail entre les deux organismes de recherche. Pour ce qui concerne les sciences humaines, la logique d'inventaire en vigueur à l'IFAN se retrouve également centrale dans le programme de l'ORSC :

Répertoire des populations, carte ethnique ;

Inventaire linguistique, atlas linguistique (en liaison avec l'Institut international africain de Londres) ;

Description des principales populations ;

Ethnologie et sociologie :

a) Étude des techniques actuelles, mise en évidence des techniques abandonnées et des techniques récemment adoptées ou modifiées ;

b) Étude de l'organisation économique de la famille et des collectivités ;

c) Étude de l'organisation sociale actuelle des sociétés africaines ;

Description de l'état des coutumes faisant ressortir les modifications apportées par le contact des Européens ;

Description des sociétés nouvelles urbaines et des diverses classes sociales qui apparaissent ;

Étude des problèmes de main-d'œuvre (en liaison avec l'Inspection générale du travail) ;

d) Étude de l'alimentation, sur le modèle de l'enquête menée en AOF par le médecin colonel Pales ;

Linguistique, recueil de vocabulaires, enquêtes grammaticales, folklore ;

Préhistoire, étude des gisements immenses du Moyen-Congo<sup>40</sup>.

L'accent mis sur « l'organisation sociale actuelle des sociétés africaines » introduit cependant trois thématiques de recherche encore récentes (la problématique du travail) voire inédites (l'acculturation en contexte colonial et la sociologie urbaine) dans les colonies françaises – alors que ces perspectives avaient été mises en avant dès les années 1930 par les anthropologues et administrateurs britanniques, en particulier au sein de l'International African Institute<sup>41</sup>. Ces perspectives trouvent un terrain institutionnel propice en Afrique équatoriale française (AEF), considérée à l'époque comme étant « en retard dans son équipement scientifique » (Robequain 1948 : 361).

Un Centre de recherches ethnologiques de l'AEF avait en effet été créé en octobre 1943 à Brazzaville, à l'époque siège de l'Afrique équatoriale française (L'Estoile 2017). Dans le cadre de la mise en place d'un maillage scientifique de l'Afrique subsaharienne par l'ORSC, ses attributions avaient ensuite été élargies le 18 juillet 1945 par André Bayardelle, nommé gouverneur général quelques mois plus tôt. Constitué en service dépendant directement du gouvernement général de l'AEF, il prend alors le nom d'Institut d'études centrafricaines (IEC) et a pour mission, comme l'IFAN pour l'AOF, de couvrir l'ensemble des domaines scientifiques. Sa création est officialisée par décret le 18 juin 1946 mais son existence est d'abord embryonnaire, avant que le botaniste Jean Trochain, qui s'était spécialisé dans la botanique sénégalaise avant la guerre, se voit chargé, en août 1947, de sa mise en place et de sa direction. L'objectif était alors clairement de développer des recherches collectives susceptibles de servir l'administration coloniale et les entreprises présentes dans les colonies :

Il s'agissait en somme d'apporter une active collaboration aux Services techniques déjà existants car ceux-ci, souvent débordés par leurs tâches réalisatrices ne pouvaient pas se consacrer au travail de recherches pour lequel ils n'étaient parfois même pas armés. Il ne s'agissait donc pas de les doubler, mais de les épauler. Du même coup un pont était lancé entre les chercheurs scientifiques d'une part, et tous les « utilisateurs de recherche », privés ou publics, d'autre part (Trochain 1968 : 128).

Organisé en 1946-1947, l'Institut est doté d'un budget propre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948, ce qui lui permet de renforcer son équipe. Monod est d'ailleurs membre de son Conseil consultatif.

À cette date, Balandier est en France. Il a en effet choisi de quitter la direction du centre IFAN de Conakry en août 1947, pour rejoindre la mission du docteur Sydney Pelage<sup>42</sup>. Antillais,

proche d'Aimé Césaire et de Léopold Sédar Senghor, ce dernier est docteur en médecine légale et psychiatre<sup>43</sup>. En février 1947, il se rend en mission à Dakar, à Conakry et à Dalaba, puis à Douala et Brazzaville les deux mois suivants, pour le compte de l'ORSC. Il participe alors à l'élaboration d'« un plan de travail détaillé pour les enquêtes d'ethnologie sociologique en AEF » et projette une nouvelle mission afin « d'étudier le Bamiléké chez lui, dans son milieu naturel, puis hors de chez lui, dans les écoles ou les entreprises et dans ces sortes de petites colonies dans la Colonie que constituent les quartiers indigènes (New Bell), à Douala, par exemple » (ORSC 1948 : 83). Cette mission relève de la sous-commission de psychologie appliquée de l'ORSC, dont le programme scientifique porte sur la formation des cadres indigènes et la question de la main-d'œuvre autochtone, en réponse aux recommandations de la conférence de Brazzaville de 1944 (Cooper 2004a)<sup>44</sup>. Les objectifs de la mission Pelage au Cameroun, à laquelle il est prévu que Balandier se joigne, sont ainsi définis :

Ce qu'on envisage actuellement est l'étude de la formation et des transformations de la personnalité par l'établissement de biographies caractéristiques. C'est à travers celles-ci que seront étudiées les institutions dans leur généralité. C'est de l'analyse de ces cas individuels — susceptible d'être poussée très profondément — que l'on espère dégager la personnalité structurale déjà entrevue par des auteurs français comme R. Delavignette (*Les Paysans noirs*) et magistralement développée, en tant que concept fondamental de recherches dans les études anthropologiques, par A. Kardiner.

Pour ce faire, avec des méthodes ethnologiques classiques, doivent intimement collaborer les méthodes cliniques, psychologiques et psychopathologiques<sup>45</sup>.

Pelage vient alors de publier deux textes consacrés l'un à la notion de personnalité chez Kardiner (Pelage 1946-1947), approche synthétique du culturalisme étatsunien qui rejoint les préoccupations de Balandier et Mercier (Balandier & Mercier 1946)<sup>46</sup>, et l'autre à une critique de la notion de « mentalité primitive », motivée par la récente publication d'extraits des *Carnets* de Lucien Lévy-Bruhl (Pelage 1947). Ce projet de collaboration entre psychologie, psychiatrie et ethnologie motive la réaffectation de Balandier à la mission Pelage par l'ORSC. Elle préfigure l'approche pluridisciplinaire développée plus tard par Balandier à Brazzaville.

La décision de Balandier de quitter l'IFAN pour rejoindre la mission du docteur Pelage déçoit Monod et Richard-Molard. Ce dernier, annonçant la nouvelle à Schaeffner et Paulme,

considère ainsi que « c'est navrant pour cette infortunée Guinée où il avait brillamment et si vite réussi<sup>47</sup> ». Paulme, en réponse, critique vivement Balandier :

C'est tant pis pour la Guinée, tant pis surtout pour lui, il avait tout à gagner à rester là où il se trouve. Cet individualisme et aussi, il faut bien le dire, cet égoïsme total, m'attristent ; lui, comme son ami Mercier, ont encore à apprendre qu'on ne fait rien seul et qu'on ne peut jamais travailler uniquement pour soi ; c'est toujours un marché de dupes<sup>48</sup>.

Le jugement de Paulme est d'autant plus sévère qu'elle se sent sans doute elle-même trompée, ayant recommandé personnellement à plusieurs reprises le jeune ethnologue<sup>49</sup>.

Plus encore que la rencontre avec Pelage en Guinée, c'est cependant son séjour en France qui constitue un moment important dans la réflexion de Balandier (Copans 2014 ; Mary 2017 : 22 et 2019 : 25). La distance géographique, sa fréquentation du Centre d'études sociologiques (CES) et de son fondateur, Georges Gurvitch<sup>50</sup>, le temps qu'il peut alors consacrer à la recherche bibliographique – notamment à la lecture de travaux anglo-saxons<sup>51</sup> –, le conduisent à critiquer ce qu'il appellera plus tard l'« ethnologie conventionnelle ». C'est à ce moment, et non à Dakar ou à Conakry comme il l'écrira plus tard, que son intérêt pour la sociologie prend véritablement forme, du moins si l'on en croit sa lettre à Pierre Naville d'octobre 1947 :

Je rentre d'Afrique occidentale (Mauritanie-Sénégal-Guinée-Haute Côte-d'Ivoire) où j'ai mené un certain nombre d'enquêtes ethnologiques. Actuellement, en repos à Paris, je classe mes documents et « repense » mes diverses méthodes d'enquête. Il m'apparaît que l'ethnologie traditionnelle est manifestement insuffisante (une sorte de folklore exotique) et apprend peu de choses et sur les groupes sociaux et sur les hommes. Surtout, elle ne fournit pas les renseignements pratiques (susceptibles de donner lieu à une action sociale, politique...) comme elle se devrait de le faire<sup>52</sup>.

Ce séjour métropolitain constitue en outre un moment de remise en question de ses prétentions à la littérature. À la fin de l'hiver 1948, alors que Balandier se prépare à rejoindre la mission Pelage au Cameroun, il hésite en effet à accepter cette affectation qui contrarie son désir de poursuivre des activités littéraires. Il le confie à Michel Leiris :

L'ORSC m'indique que mon départ pour le Cameroun doit être envisagé prochainement. Je dois me soumettre ou me démettre. Je crains donc d'être obligé

d'abandonner *Présence africaine*. Ce ne sera pas de gaîté de cœur. Je sais qu'en Afrique, de nouveau, on me flanquera la muselière. Le bec cloué pour deux ans. À moins que je me démette ? Pensez-vous qu'il me serait alors possible de trouver un job dans un journal, une revue ou une maison d'édition ? Auriez-vous des tuyaux possibles ? Je m'excuse de vous torturer ainsi l'esprit et vous obliger à me donner conseil et aide. N'y voyez qu'une manifestation de mes scrupules et de l'amitié confiante que je vous porte. J'ai l'inquiétude de faire fausse route en ces deux nouvelles années de mon existence<sup>53</sup>.

Le jeune ethnologue se décrit alors comme étant à un nouveau tournant de sa vie, entre ethnologie, sociologie et littérature. Balandier choisit finalement de repartir en Afrique et de se tourner vers la sociologie, en abandonnant « l'ethnologie traditionnelle ». Mais, plutôt qu'à la mission Pelage, il est finalement affecté à l'Institut d'études centrafricaines (IEC), où il a pour mission de mettre en place et diriger la section de sociologie et d'ethnologie. D'autres ont parfaitement retracé la genèse et le contexte de la création de cette section et plus largement souligné l'importance des recherches conduites par Balandier à Brazzaville (Copans 1986 et 2014 ; Mann 2013 ; L'Estoile 2017). Le propos ici a une moindre portée : il s'agit de pointer les aspects collectifs des enquêtes de la section et la récurrence des arguments employés par Balandier, afin de construire la comparaison avec le tournant sociologique que l'IFAN connaît à la même époque.

Quand Balandier prend ses fonctions à l'IEC, deux ethnologues sont déjà en poste depuis août 1946, Georges Bergeaud (en réalité préhistorien), et Josette Chaumeton, dont l'essentiel des recherches portent sur la population balili. Cette dernière a également mené une enquête de deux mois en décembre 1946 et janvier 1947 sur les « villes indigènes » de Poto-Poto, WENZE et Bacongo. Dans une note préliminaire rédigée en 1947, elle insiste en particulier sur les « populations détribalisées » et critique le « penchant à une vie dissolue » de nombre d'« évolués » (Chaumeton 1947 : 43). Si, de l'aveu même de son auteure, cette note d'une quarantaine de pages ne constitue pas une véritable étude, une enquête ethnographique sur la ville avait donc déjà été conduite à Brazzaville avant l'arrivée de Balandier. La chercheuse poursuit d'ailleurs ses recherches « sur les populations détribalisées de Poto-Poto et de Bacongo, les banlieues noires de Brazzaville » jusqu'au début des années 1950 (Papy 1950 : 97). Mais, contrairement à l'article pionnier de Jean Dresch sur les « villes congolaises » paru en 1948 dans *La revue de géographie humaine et d'ethnologie* (Dresch 1948), Balandier ne fera jamais référence à l'enquête de Chaumeton dans ses travaux sur Brazzaville.

Dans les publications de Balandier, on ne trouve également aucune référence à celle que Jacques Guilbot, inspecteur du travail aux Colonies, a consacrée à la main-d'œuvre à Douala de décembre 1946 à juin 1947 et dont les résultats sont publiés la même année dans le premier *Memorandum* du centre IFAN du Cameroun (Guilbot 1948). La ville y apparaît certes moins comme un objet de recherche que comme le décor d'une étude statistique (basée sur plus de 3 500 questionnaires) sur la main-d'œuvre employée par les entreprises européennes, mais la problématique initialement centrée sur les origines ethniques des travailleurs témoigne d'une perspective en partie ethnologique. Le double objectif de l'enquête, que l'on retrouvera central dans de nombreuses enquêtes sociologiques et démographiques menées dans les années 1950, était ainsi d'« établir un répertoire et une statistique des diverses ethnies composant la masse de main-d'œuvre indigène à Douala » (Guilbot 1948 : 3)<sup>54</sup>. Nulle référence n'est faite non plus à la courte description ethnographique du marché urbain de Niamey que Jean Sauvy publie, toujours en 1948, dans les *Notes africaines*. Sauvy, en conclusion, invite à une ethnologie ou à une sociologie urbaine en Afrique, notant que « pour l'ethnologue et le sociologue, le marché urbain se révèle comme un lieu d'études privilégié » (Sauvy 1948 : 4). Balandier ne rend pas non plus compte de la mission d'enquête en sociologie urbaine au Tchad et en Oubangui-Chari dont le Haut-Commissariat de la République en AEF a chargé, en 1950, l'ethno-archéologue Jean-Paul Lebeuf, disciple de Griaule, et sa femme Annie Masson, formée en sociologie, en géographie et en histoire (L'Estoile 2017 : 892). Cette dernière a mis en place un questionnaire sur les centres urbains d'AEF qui est utilisé par le couple à Bangui et à Fort-Lamy et les résultats de leur enquête donnent lieu à plusieurs publications (voir notamment Lebeuf 1951, 1952, 1953a, 1953b et 1954). Ces recherches, que Lebeuf considère comme une simple introduction, présentent selon lui « l'originalité d'être les premières qui aient été poursuivies par des spécialistes des sciences humaines, non dans une intention purement érudite, mais afin que des mesures administratives puissent être prises dans le but de donner une solution à certains problèmes posés par la colonisation » (Lebeuf 1953b : 285). En 1951, un compte rendu des premières publications de Lebeuf est d'ailleurs publié, anonymement, dans le *Bulletin de l'IEC* : on y considère que l'ouvrage « traduit le passage, délicat et difficile à expliciter, de l'ethnologie à la sociologie, et retrouve un nouveau sens dans la recherche de cet ordre : celui de l'intérêt pratique, direct, pour l'administration de la France d'outre-mer »<sup>55</sup>. Avec Maxime Rodinson, Lebeuf fait par ailleurs paraître, dans le *Bulletin de l'IFAN*, un article sur les mosquées de Fort-Lamy (Lebeuf et Rodinson 1952).



Les recherches, certes inégales et plus ou moins rapides, de Chaumeton, Guilbot, Sauvy, Lebeuf et Masson, s'inscrivent pourtant dans le programme que l'IEC défend à l'époque où Balandier prend ses fonctions. L'un des cinq axes de l'institut, intitulé « Étude de l'organisation sociale actuelle des sociétés africaines », préfigure l'orientation vers les « problèmes actuels » des recherches de Balandier et son tournant sociologique. Comme l'a très bien montré Benoît de L'Estoile, « la redéfinition disciplinaire va de pair avec la revendication d'une expertise sur un domaine de compétence qui n'est plus celui inclus jusqu'alors dans l'ethnologie, mais s'oriente de façon préférentielle vers l'analyse des "phénomènes actuels" » (L'Estoile 2017 : 865). Trois objectifs sont détaillés par l'IEC : décrire « l'état des coutumes faisant ressortir les modifications apportées par le contact des Européens », faire la « description des sociétés nouvelles urbaines et des diverses classes sociales qui apparaissent » et étudier les problèmes de main-d'œuvre, « en liaison avec l'Inspection générale du travail »<sup>56</sup>. Dès son arrivée, Balandier s'emploie à défendre ce programme. Il rédige, en avril 1949, des « Recommandations pour l'étude historique des sociétés d'Afrique noire », dans lesquelles il insiste sur le principe selon lequel « les institutions portent, en elles, les marques de l'histoire », ce qui oblige à s'intéresser, selon le plan de recherche qu'il propose, aux transformations de l'organisation familiale, sociale, du droit et de l'organisation religieuse, ainsi qu'aux « modifications économiques »<sup>57</sup>. Sur le plan sociologique, quatre aspects lui paraissent devoir retenir prioritairement l'attention des chercheurs : le « relâchement de la fonction politique au niveau de la tribu, du clan, des familles "spécialisées" », « les transformations de la solidarité religieuse, morale, administrative, politique, économique des habitants (aussi, naissance des classes sociales) », « les réactions à l'organisation administrative réalisée par les nations européennes » et « l'attrait des centres urbains »<sup>58</sup>. La mise en place d'une enquête collective sur Brazzaville, rassemblant les chercheurs de la section de sociologie et de géographie humaine, doit permettre d'interroger ce dernier aspect tout en contribuant à la mise en place de ce que Balandier appellera, quelques mois plus tard, une « sociologie coloniale appliquée »<sup>59</sup> :

L'équipe de chercheurs s'attachera à la poursuite des travaux en cours et à l'étude scientifique des différents problèmes pratiques qui lui ont été, et lui seront soumis par l'Administration et les Services techniques. Cette recherche s'effectuant sur deux plans sera doublement efficace : scientifiquement, elle permettra de dresser un bilan objectif de l'état actuel des sociétés africaines, elle rendra possible le développement d'une sociologie coloniale appliquée ; pratiquement, elle permettra d'élaborer, à partir d'études méthodiques, des suggestions concrètes quant aux différents problèmes qui ont été proposés<sup>60</sup>.

En 1951-1952, le programme de recherche est plus ambitieux encore. Afin de répondre aux « problèmes liés à l'équipement économique », Balandier souligne la nécessité de conduire « une étude sociologique complète de “centres économiques” » : les villes, les « centres de production agricole » et les « centres de production minière »<sup>61</sup>.

Dans le cadre de la recherche collective qu'il a lancée, Balandier mène d'abord une enquête avec le géographe Gilles Sautter (attaché en tant que sociologue au cabinet du haut-commissaire) au début de l'année 1949<sup>62</sup>, puis avec le sociologue Jean-Claude Pauvert l'année suivante, sur les « villages gabonais ». Ce dernier est sociologue contractuel du Gouvernement général de l'AEF de janvier 1950 à octobre 1951. En juin 1950, l'équipe de sociologues est complétée par André Hauser, également contractuel, qui mène des recherches sur les Myènè et les Babinga, ainsi qu'une enquête sur le travail au Moyen-Congo (Hauser 1951 ; Hauser & Dussaud 1951). Faute de budget, leur contrat n'est cependant pas reconduit par le Gouvernement général (Trochain 1953 : 107) et Hauser rejoindra finalement l'IFAN, comme on le verra plus loin. L'enquête sur Brazzaville est menée parallèlement aux recherches sur les « villages gabonais » : entre avril et juin 1949, Balandier étudie ainsi la « psychologie du jeune évolué » à l'école des cadres de Brazzaville, avant d'enquêter, au printemps suivant, sur les centres urbains de Brazzaville. Elle prend cependant toute son ampleur avec l'affectation, le 15 juillet 1950, de Soret, formé comme on l'a vu au CFRE, passé par la Mission anthropologique de l'Afrique occidentale puis par l'IFAN<sup>63</sup>. Avant de rejoindre la section d'ethnologie et de sociologie de l'IEC, Soret a effectué un rapide stage à l'INED, du 15 au 30 juin 1950, à la demande du directeur de l'ORSOM, dans la perspective de sa participation à l'étude complète de la situation démographique de l'Union française, dont le principe est adopté par l'Assemblée nationale le 2 août 1950. Soret passe ainsi de l'IFAN à l'IEC et de l'ethnologie à la démographie (Boulvert 2014). Il projette alors de développer une mission permanente de recherche sur la nutrition en AEF (« Cause de la sous-alimentation et remède à y apporter »), sur le modèle de la mission Pales, et réclame la mise en place de laboratoires dédiés et de crédits<sup>64</sup>. L'enquête démographique qu'il mène à Brazzaville d'août 1950 à juin 1952 donne lieu à plusieurs rapports et publications (Soret 1951, 1952, 1954 : 8), qui fournissent de nombreuses données utilisées par Balandier pour compléter sa propre étude sur les « Brazzavilles noires ».

Les premiers résultats de la recherche de Balandier sont livrés à partir de 1952, notamment dans le numéro 13 de la revue *Présence africaine* consacré au travail en Afrique noire (Balandier 1952b et c). À ce même numéro participe également Pauvert, qui mentionne l'enquête qu'il a menée au

centre de formation professionnelle de Brazzaville. L'entrée de Balandier et de Pauvert dans la sociologie urbaine se fait d'abord par la question de la main-d'œuvre, donc par la sociologie du travail, conformément aux axes de recherche fixés par l'ORSC (ORSOM)<sup>65</sup>. Tous deux insistent par ailleurs sur la « portée pratique » des études sociologiques. En 1955, c'est d'ailleurs ce « souci pratique » qui justifie, selon Balandier, son enquête :

Elle s'imposait dans la mesure même où elle constitue un champ d'investigation d'une extrême richesse pour la recherche sociologique, dans la mesure surtout où les administrations ne peuvent maintenant éluder les questions graves que pose la ville noire – et qui intéressent une fraction toujours croissante de la population. Ce souci pratique, nous l'avons reconnu à sa juste importance en organisant ce livre autour de problèmes spécifiques : problème de l'exode rural, problèmes du travail, problèmes de l'organisation sociale et de la vie politique (Balandier 1955a : 11).

L'organisation de la recherche en réponse à une liste de « problèmes » rend compte d'un souci d'application de la sociologie, également défendu, à la même époque, par Mercier.

### **Une section de sociologie entre Porto-Novo et Dakar**

Dès sa prise de fonction de directeur du centre IFAN du Dahomey, Mercier a, comme on l'a vu, mené des enquêtes commandées par l'administration coloniale et réfléchi à ouvrir des recherches sur les changements sociaux (sur l'habitat urbain en particulier). L'année 1950 marque cependant un affermissement de sa réflexion sur ces enjeux<sup>66</sup>. Le 26 mai, il prononce une conférence devant les commandants de cercle du Dahomey, dont le texte est jugé suffisamment important pour être publié dans le *Bulletin de l'IFAN* un an plus tard, sous le titre « La sociologie et ses applications » (Mercier 1951a). Défendant la coopération entre les sociologues et les administrateurs, qu'il qualifie de « techniciens de la vie sociale » (*ibid.* : 558), il annonce vouloir créer un « Centre d'études sociologiques » au Dahomey (*ibid.* : 557). La colonie serait ainsi la première, en AOF, « à rationaliser la coopération entre le chercheur et le technicien, pour le bien même des hommes qui sont leur commune préoccupation » (*ibid.* : 558). En partie stratégiquement, il dresse alors une comparaison avec l'IEC, désavantageuse pour l'IFAN :

Il y a pour l'Afrique occidentale française, un Institut déjà existant, l'IFAN. Bien que la section d'ethnologie y ait été créée une des premières, bien que le principe ait été

adopté de placer un ethnologue à la tête de chaque centre local, il est resté à l'écart des problèmes actuels. Il ne s'est pas encore développé en service public, alors que l'Institut d'études centrafricaines de Brazzaville, beaucoup plus jeune, s'est déjà lancé dans cette voie (*ibid.* : 557)<sup>67</sup>.

En se spécialisant et en focalisant sur les « problèmes actuels », l'ethnologue doit intégrer à sa recherche à la fois la question des changements sociaux et l'étude des centres urbains :

[...] l'ethnologue n'a plus fait de tri parmi les populations à étudier ; il enquête aussi bien dans une région où les transformations culturelles sont encore peu perceptibles que dans des centres urbains. Il n'est plus effrayé par les changements culturels, que le progrès des techniques de recherche lui permet d'étudier plus sûrement. Il n'a plus cette attitude négative qu'il prenait autrefois devant des sociétés ébranlées par le contact occidental, où il ne voyait que désorganisation, désintégration, alors qu'il y a déséquilibre temporaire, recherche inconsciente et formation d'équilibres nouveaux. Il tente d'analyser ces sociétés en période d'instabilité, non seulement parce que cela permet d'élucider certains aspects de la nature des civilisations, mais parce que ces données, convenablement maniées, peuvent permettre de recréer une stabilité, de faciliter une révolution (Mercier 1951a : 552).

La même approche de la sociologie est défendue par Mercier dans son livre *Les tâches de la sociologie*, publié par l'IFAN en 1951. À cette date, les liens entre Balandier et Mercier semblent s'être distendus (Copans 2017 : 167). En juillet 1950, Mercier, alors directeur du centre IFAN de Dahomey, se rend cependant à Brazzaville pour prendre contact avec l'IEC. Cette tentative de rapprochement s'inscrit dans une logique de mise en place, par l'IFAN, d'un réseau de recherche en sociologie. Du 14 au 16 juin de la même année, Mercier avait rencontré à Niamey ses homologues de Haute-Volta et du Niger, Le Moal et d'Auriac, pour définir un programme de recherche commun. Il est alors prévu qu'une telle réunion se tienne deux fois par an. Les trois chercheurs se retrouvent le 5 décembre de la même année à Natitingou, dans le nord du Dahomey, en pays somba, mais ce sera la dernière fois. Quelques années plus tard, c'est donc sous forme de regret que Le Moal évoque cette interruption :

Nous avons organisé par 2 fois des réunions des centres de l'Est Niger, Haute-Volta et Dahomey-Togo. Les phénomènes sociaux ne sont pas limités par les frontières administratives et nous pouvions ainsi mettre en commun nos expériences, échanger nos idées et nos documents, cela stimulait notre travail et élargissait nos vues<sup>68</sup>.

L'année 1950 est ainsi consacrée au renforcement des liens entre l'IFAN et l'IEC, et entre les différents centres locaux de l'IFAN. La publication des *Tâches de la sociologie* l'année suivante est à coup sûr stratégique : il s'agit de produire une définition de la sociologie et de ses chantiers qui serve de référence à l'ensemble des chercheurs de l'institut. À cette date, il n'existe aucun équivalent d'un tel ouvrage en langue française<sup>69</sup>. Mais l'objectif pour Mercier est aussi de défendre le projet d'une section de sociologie à l'IFAN et d'en esquisser le programme. Les applications pratiques servent alors de démarcation entre l'ethnologie et la sociologie. Mercier note :

Un fait capital de ces dernières années est en effet un rapprochement de l'ethnologie et de la sociologie qui, nées ensemble, s'étaient peu à peu isolées. Une des causes de ce rapprochement, c'est le développement de préoccupations pratiques dans le domaine de l'ethnologie classique (Mercier 1951b : 6).

L'ethnologie appliquée est une sociologie. Ce tournant pratique de l'ethnologie, ce que Mercier désigne comme une « orientation nouvelle de l'ethnologie », conduit à la naissance d'une « sociologie des peuples non occidentaux » ou (Mercier discute ici avec Balandier) d'une « sociologie des peuples dépendants »<sup>70</sup>. Le projet de création d'un centre d'études sociologiques doit alors permettre « l'existence d'une équipe de spécialistes familiarisée avec un ensemble géographique donné dont elle aura recensé les principaux problèmes », « la constitution d'une documentation sans cesse mise à jour à l'aide de toutes les informations valables (rapports administratifs, statistiques, etc.) » et « le contact constant avec les autorités et les conseils responsables de façon à leur fournir les données nécessaires à la solution des problèmes locaux » (Mercier 1951b : 89-90). Mercier prend explicitement pour modèles le Rhodes-Livingstone Institute de Rhodésie et l'Institute of Race Relations en Afrique du Sud (*ibid.* : 47). Le programme de recherche qu'il propose, portant sur les « problèmes généraux », « les zones rurales » et les « zones urbaines », compte sept thématiques, en grande partie inspirées par celui de l'ORSOM :

- a) Origine et composition de la population : migrations, groupements selon l'origine, liens avec les régions d'origine ;
- b) La famille : influences désorganisatrices, tendances évolutives ;
- c) Les groupes de voisinage, l'habitat urbain ;
- d) Les associations professionnelles, politiques, religieuses, récréatives ;
- e) La vie économique : niveaux de vie, émergence des classes sociales ;

- f) Le problème de l'enseignement : formation d'une catégorie sociale d'« évolués » ;
- g) La vie urbaine et son influence sur la délinquance (*ibid.* : 89).

Deux priorités devront en outre animer les chercheurs d'un tel centre : l'« attachement à une sociologie vivante qui suive à mesure les changements des formes et des valeurs sociales » et le « souci de fournir, en plus d'études sociologiques désintéressées, des éléments utilisables pratiquement » (*ibid.* : 90). Un tel programme est annoncé l'année même où est créé le Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer (CSRSOM), qui vise à impulser et à coordonner les recherches en sciences sociales dans les colonies<sup>71</sup>. Imaginé pour le centre local du Dahomey, il va finalement fournir de nouvelles orientations pour tout l'IFAN.

C'est en effet à la base dakaroise de l'IFAN que Mercier se retrouve finalement chargé de mettre en place une section de sociologie. Le projet de création de cette nouvelle section, né au milieu de l'année 1951, est exposé au Conseil supérieur de l'IFAN le 24 mars 1952. La concurrence entre l'ORSOM et l'IFAN se résout ainsi temporairement en une division géographique de la recherche sociologique (enquêtes en AEF pour l'ORSOM, en AOF pour l'IFAN), avec la ville comme objet commun. Cette répartition du travail sociologique s'inscrit par ailleurs dans une division territoriale de la recherche, l'IFAN étant reconnu comme l'organisme de recherche de l'AOF, l'IEC celui de l'AEF (Deschamps 1953 : 4-5). À Dakar cependant, la section de sociologie tarde à devenir opérationnelle. Mercier en prend la direction le 5 novembre 1952. Il occupe d'abord le bureau de la section d'anthropologie, en attendant que sa section puisse s'installer au premier étage du bâtiment administratif alors en cours de construction. Les recrutements prévus initialement pour la section, ceux du psychiatre Charles Pidoux, membre de la promotion 1951-1952 du CFRE, et du sociologue Guy Desaunay, sont finalement annulés, leurs candidatures étant écartées par la commission des Contrats<sup>72</sup>. Senghor est sollicité par Monod, qui lui présente Mercier. Le député du Sénégal intervient à plusieurs reprises pour défendre le développement de la section de sociologie<sup>73</sup>. Les six postes prévus au budget de l'année 1952 (quatre assistants et deux auxiliaires) sont finalement reconduits dans le budget de 1953<sup>74</sup>. Recommandé par Rivet et Leroi-Gourhan, Louis Massé est nommé assistant le 19 juin 1952, mais il doit préalablement effectuer un stage de six mois à l'INED, avant de rejoindre Dakar. Médecin de formation comme Pidoux, il a été son camarade de promotion au CFRE. Hauser, nommé assistant en même temps que Massé et d'abord affecté au centre IFAN de Lomé, intègre également la section de sociologie. Passé de l'IEC à l'IFAN et de Brazzaville à Dakar, Hauser effectue donc une trajectoire inverse à celle de Soret. Enfin,

Mercier, Massé et Hauser sont rejoints quelques mois plus tard par l'économiste Yves Mersadier. Le psychologue réclamé par Monod ne sera quant à lui pas recruté avant plusieurs années.

Le programme que Mercier fixe à la section de sociologie de l'IFAN reprend en grande partie celui de l'ORSC (désormais ORSOM). Les thèmes essentiels sont « l'étude des problèmes posés par l'urbanisation et l'industrialisation au Sénégal (études dans les domaines économique, démographique, sociologique proprement dit) » et « l'étude plus générale de l'adaptation de la main-d'œuvre à la mécanisation (études de psychosociologie du travail) ». La sociologie développée au sein de la section doit avant tout être urbaine : « Le premier objectif de la section porte sur des enquêtes de Sociologie urbaine » (Rapport annuel, IFAN, 1952 : 22)<sup>75</sup>. La logique pluridisciplinaire reproduit le principe de la section de sociologie de l'IEC mise en place par Balandier. En 1953, les thèmes de recherche de l'équipe de Mercier sont énoncés de manière plus synthétique encore : ils concernent prioritairement les « problèmes d'urbanisation » et les « problèmes du travail » (IFAN 1954 : 53). C'est l'année du lancement d'« une vaste enquête de sociologie urbaine », devant porter sur Dakar et sur Thiès (au lieu de Rufisque comme Mercier le prévoyait en 1952).

Dès sa prise de fonction, Mercier a en effet orienté la recherche de sa section vers la sociologie urbaine. En décembre 1952, il adresse son programme au directeur de l'ORSOM, Raoul Combes :

Le plan provisoire d'enquête, spécialement élaboré pour Dakar, est le suivant :

I. *Données historiques. La formation de la ville*

II. *Étude sommaire de l'aménagement de la ville*

- les secteurs géographiques
- la banlieue, les degrés d'urbanisation
- étude typologique des quartiers
- l'organisation administrative
- étude de la propriété des terres et de son évolution
- étude sommaire de l'équipement de la ville :
  - la voirie
  - la circulation, les transports en commun
  - les éléments du confort : eau, électricité
  - équipement commercial, étude des clientèles

- équipement sanitaire
- équipement scolaire
- équipement sportif, salles de spectacle, etc.
- équipement culturel.

### III. *Problèmes de population*

- éléments anciennement installés et immigrants récents
- population fixe et population flottante
  - immigrants saisonniers
  - commerçants ambulants
  - visiteurs temporaires
- origine géographique et tribale des habitants
  - rôle de l'ancienne communauté lebou
- rôle actuel des liens tribaux
  - dans le groupement des habitants
  - dans les relations avec l'extérieur
- étude différentielle par sondages de la structure démographique
  - selon les groupes ethniques
  - selon l'ancienneté de l'installation
- tendance à l'assimilation inter-groupes

### IV. *Vie économique et main-d'œuvre*

- étude du développement économique de la ville et de ses environs
- structure de la main-d'œuvre
  - par sexe
  - par âge
  - par origine ethnique
- importance numérique et rôle des non-salariés  
des sans-profession
- niveaux de vie ; leur importance dans la détermination des classes sociales
- attitudes devant le travail
  - formation professionnelle
  - adaptation au travail, à la mécanisation
  - étude des rendements

### V. *Conditions matérielles de la vie urbaine*

- le logement : problèmes de la construction  
des loyers



- étude typologique de l'habitation
- l'ameublement, les éléments de confort
- étude des besoins et des désirs selon les catégories sociales
- étude critique des plans d'urbanisme

#### VI. *Les problèmes de nutrition*

#### VII. *Structures sociales*

- groupes de parenté et mariage ; le problème de la dot
- unités de voisinage
  - rôle des groupes ethniques
  - rôle des groupes professionnels
  - leadership
- la communauté lebou ; survivance d'éléments juridiques indigènes - les associations de type nouveau
  - politiques
  - syndicales
  - ethniques
  - culturelles
  - sportives et récréatives
- vie administrative de la commune
- l'enseignement : attitudes devant l'école
  - jugements sur le contenu et les méthodes d'enseignement
  - jugements sur le comportement des enfants
  - jugements sur l'école en tant que préparation à la vie

#### VIII. *Étude de groupes restreints*

- enquêtes dans le cadre des entreprises
- enquêtes sur les étudiants

#### IX. *Problèmes religieux*

- les différentes religions
  - influence des religions africaines traditionnelles
  - appartenance religieuse et groupe ethnique
- les obédiences musulmanes
- les missions chrétiennes
- rôle de la ville dans l'islamisation, la christianisation
- la pratique religieuse
- religion et éducation

## X. *Études psycho-sociologiques*

- détermination psychologique de l'évolué
- la radio
- le cinéma

## XI. *Sociopathologie*

- la délinquance et la criminalité
  - tendances
  - nature
  - répartition selon les groupes professionnels, ethniques, etc.
  - caractéristiques démographiques et sociales des délinquants et des criminels
  - facteurs sociaux de la délinquance
  - attitudes envers le crime, les délits et leur répression
- attitudes et relations inter-raciales<sup>76</sup>.

Dans ce long programme détaillé, on retrouve l'influence de celui de l'ORSC, mis en place à l'IEC sous la direction de Balandier, mais aussi les centres d'intérêts plus spécifiques de Mercier, notamment l'importance accordée à la communauté lebou (sujet de sa première enquête en Afrique, avec Balandier et Holas) et la place réservée à l'habitat urbain (transfert de son projet de recherche de Porto-Novo à Dakar). Dès 1953, une équipe d'environ quatre-vingt bénévoles (membres du personnel de l'IFAN, instituteurs et membres des mouvements de jeunesse), encadrée par la section de sociologie, interroge 1 300 Dakarais et 200 Dakaroises, ainsi que 200 familles du quartier lebou de Santhiaba, à la médina de Dakar (IFAN 1953 : 26). Mercier s'intéresse en outre aux syndicats et aux associations culturelles, Hauser aux industries de transformation de la région Dakar-Rufisque. Ce dernier s'appuie alors sur « un questionnaire de psychosociologie du travail déjà utilisé en AEF » (*ibid.* : 27). À la fin de l'année, profitant des résultats du recensement de la ville de mars-avril 1953, Mercier et Massé lancent également l'« enquête collective sur Thiès ». Comme Sautter l'avait fait pour Brazzaville, ils s'appuient sur des photographies aériennes pour établir un plan de la ville. Cette enquête urbaine collective sur Dakar et Thiès se poursuivra encore plusieurs années (Mercier, Massé & Hauser 1954) et fournira également à Mercier la matière de sa thèse complémentaire du doctorat d'État ès lettres, soutenue beaucoup plus tard, en 1968, sous le titre *Contribution à la sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale*, et restée inédite jusqu'à son édition par Jean Copans (Mercier, 2021)<sup>77</sup>.

Un autre objectif est assigné à la section de sociologie de l'IFAN, qui rappelle lui aussi le programme initial de l'ORSC et sa mise en place à l'IEC. Au directeur de l'ORSOM, Mercier

annonce que sa section doit assurer « un minimum de coordination entre les travaux des différents chercheurs en poste dans certains territoires d'AOF ». Cette seconde mission revient à « servir d'élément de liaison et de coordination entre les chercheurs basés en divers points d'AOF, dans le cadre des CentriFANs » (IFAN 1954 : 53). Durant l'été 1953, c'est précisément dans le but de coordonner les recherches sociologiques que Mercier se rend en Haute-Volta, pour rencontrer Le Moal, et au Dahomey, pour voir son successeur Jacques Lombard<sup>78</sup>. Le Moal projette alors une « enquête de sociologie pratique sur les Mossi ». À l'époque, il a déjà pris l'habitude d'interroger les migrants de retour en Haute-Volta<sup>79</sup>. Il souhaite donc étudier les « problèmes sociaux liés à la migration des Mossi vers le Sud », avec le sociologue néerlandais André J. Köbben, boursier de l'École française d'Afrique en 1953-1954, dont le programme de recherche a été préparé par Mercier<sup>80</sup>. Le Moal envisage en outre de spécialiser le centre IFAN de Ouagadougou dans la recherche sociologique, en coordination avec la section de Mercier à Dakar :

La Haute-Volta est avant tout préoccupée par des problèmes humains, elle est le territoire le plus peuplé et elle présente du nord au sud un échantillonnage presque complet des groupes ethniques africains. Pays pauvre et peuplé, c'est dans le social que se poseront ses problèmes d'avenir, ce n'est certes pas à Ouagadougou le lieu d'études botanique ou zoologique. Nous pensons que le centre de Ouaga doit être un centre d'études sociales et nous nous chargeons de lui donner un programme et des résultats. Pour cela, deux sociologues travaillant sur le pays en liaison avec l'équipe de Dakar devraient faire du travail rapide et utile<sup>81</sup>.

Un même tournant sociologique s'observe au centre IFAN du Dahomey. Quelques mois après sa prise de fonction, Lombard a en effet mené une enquête urbaine à Cotonou (quand celle projetée par Mercier devait concerner Porto-Novo). Les résultats de cette enquête conduite entre avril et décembre 1952 paraissent l'année suivante dans la revue du centre IFAN du Dahomey, *Études dahoméennes*. Elle peut être considérée comme la première publication de sociologie urbaine en Afrique francophone, Balandier n'ayant publié, à cette date, que quelques articles programmatiques sur ce sujet (Balandier 1952a, Gaillard 2018 : 11). Lombard s'est fixé pour objectif de donner « aux gens du Dahomey, le souci de découvrir et de comprendre les problèmes sociaux posés à notre époque dans leur pays » (Lombard 1953 : 7). Il regrette néanmoins de n'avoir pu mener cette enquête collectivement, devant se contenter de l'aide d'un seul « informateur interprète ». Sa recherche articule investigations bibliographiques et archivistiques, entretiens avec des commerçants, des religieux, des chefs traditionnels ou encore des étudiants puis mise en place

d'un questionnaire-type de 158 questions, posées à 50 personnes<sup>82</sup>. À la suite de cette enquête urbaine, Lombard « projette de diriger principalement son effort vers les études sociologiques : les chefferies, le régime foncier, études pouvant être utiles à l'administration<sup>83</sup> ». La concomitance de ces orientations pratiques démontre ainsi que la défense de la sociologie, conçue comme une ethnologie appliquée aux « problèmes actuels », n'est pas seulement le fait de Balandier et de Mercier, mais qu'elle est partagée par une grande partie de la nouvelle génération d'ethnologues affectés à l'IFAN<sup>84</sup>.

La création de la section de sociologie de l'IFAN, moment important de repositionnement stratégique de l'institut dans le paysage institutionnel du tournant des années 1950, signe la fin de la division de la recherche scientifique négociée au sortir de la Seconde Guerre mondiale entre l'ORSC (ORSOM puis ORSTOM) et l'IFAN, qui reposait sur une distinction entre recherche appliquée et fondamentale, la sociologie étant alors définie en fonction des préoccupations pratiques des chercheurs. Dans ce contexte, Balandier (pour l'IEC) et Mercier (pour l'IFAN) apparaissent certes comme les « inventeurs de l'africanisme nouveau de l'après-guerre » (Copans 2017), comme des précurseurs de ce qu'ils appellent la « sociologie vivante » et qui sera plus tard désigné sous le nom d'« anthropologie dynamique ». À cette date, la situation est cependant en partie différente à Brazzaville et à Dakar. À l'IFAN, Monod reste vigilant sur les risques que les injonctions de l'administration coloniale pourraient faire courir à la recherche fondamentale. À Bernard Cornut-Gentille, alors gouverneur général de l'AOF (gouverneur général de l'AEF de janvier 1948 à septembre 1951, il connaît très bien l'IEC), Monod rappelle ce qu'il considère comme des principes valables pour tous les instituts de recherche :

[...] la recherche présente, en ce qui nous concerne, deux aspects différents sinon dans les méthodes ou dans l'objet, du moins dans le rythme d'exécution.

Il faut en effet distinguer dans les attributions d'un Service de recherche, et quel qu'il soit – le cas ne nous est nullement spécial – d'une part l'exécution de travaux « d'actualité », portant sur un point précis, un problème spécial, un objectif limité et, d'autre part, ce qu'on appelle désormais la recherche à long terme, qui accumule lentement les matériaux d'une connaissance approfondie du pays (exactement ce que font, en France, des organismes tels que le Muséum, le Service de la Carte géologique, etc.).

[...]

Peut-être pourrait-on, en poussant très loin la simplification, dire que le premier type de recherche vise la solution de problèmes et la seconde la découverte de faits, ceux-ci bien entendu indispensables à l'étude de ceux-là<sup>85</sup>.

Distinguer entre recherche appliquée et fondamentale ne revient donc plus à réfléchir à la frontière entre ethnologie et sociologie, mais à la difficile articulation, au sein d'une même discipline, de deux temporalités de la recherche, à court et à long terme (et l'on retrouve ici, posée en d'autres termes, la combinaison de l'enquête extensive et intensive qui avait animée l'ethnologie des années 1930).

La création de la section de sociologie de l'IFAN signale autre chose encore que la reconnaissance institutionnelle de la redéfinition alors en cours de la sociologie. Les rapports de force institutionnels et les réseaux dans lesquels Balandier et Mercier s'insèrent ont en effet conduit de nombreux autres ethnologues ou sociologues de l'IFAN à s'intéresser, comme eux, aux « problèmes actuels » des sociétés africaines, notamment aux thématiques de la ville et du travail. Le rôle de l'IFAN dans cette histoire ne doit donc pas être négligé. Dès sa création, la section de sociologie de la base dakaroise apparaît d'ailleurs comme allant de soi, susceptible d'être dupliquée dans chacun des centres locaux de l'institut. Jean-Luc Tournier, le botaniste qui dirige celui d'Abidjan, note ainsi, en 1953 :

[...] dès que les restrictions dans le recrutement du personnel se seront assouplies, j'ai l'intention de créer une section de sociologie. Il est inutile d'insister sur l'intérêt d'une telle création<sup>86</sup>.

Ce succès de la sociologie – son évidence même – a pour conséquence de redéfinir le périmètre de l'ethnologie au sein de l'institut. C'est ce que précise bien une note de service datée de janvier 1953, stipulant que « la création de la section de sociologie nécessite le changement du titre section d'ethnologie en section d'ethnographie, terme plus adéquat, et qui aura l'avantage de ne pas changer l'abréviation Ethno<sup>87</sup> ». Ce changement d'appellation a lieu la même année que celle de la section d'ethnologie et de sociologie de l'IEC, quand Soret, rentrant de congé en mai 1953, se retrouvant seul titulaire de la section (Balandier est rentré en France en novembre 1950), la réorganise et la renomme « section d'ethnologie ». À l'IFAN, le changement d'appellation signifie cependant autre chose. En renommant la section d'ethnologie pour l'orienter vers l'ethnographie, Monod acte la répartition des tâches : l'enquête à la section de sociologie, l'inventaire à celle

d'ethnographie (l'ethnologie paraissant alors recouvrir implicitement ces deux branches et ces deux logiques). Les missions de la section d'ethnographie se résument à la gestion des collections ethnographiques et au chantier du répertoire des populations de l'AOF, c'est-à-dire à rédiger des fiches muséographiques et des fiches des populations. Cette distinction entre les deux sections laisse entrevoir autre chose encore : à l'IFAN, durant quelques années, la sociologie est l'affaire de chercheurs français, tandis que les missions de la section d'ethnographie sont assurées par des techniciens africains.

Ces derniers ont accédé tardivement au statut de chercheur. Jean-Hervé Jézéquel a bien montré comment, jusqu'au milieu des années 1950, les différentes catégories de personnel en vigueur à l'IFAN, notamment celles d'agent technique et d'assistant, recoupaient des logiques de division scientifique du travail, mais également de distinction entre agents métropolitains et professionnels africains (Jézéquel 2011). C'est justement au début de l'année 1953 qu'un agent africain, Alexandre Adandé, devient le premier à diriger une section de l'IFAN, la nouvellement dénommée section d'ethnographie<sup>88</sup>. L'africanisation de la recherche à l'IFAN concerne donc d'abord, pendant quelques années, l'ethnologie (et l'histoire, avec la nomination d'Abdoulaye Ly comme chef de la section historique à la même date)<sup>89</sup>. Au début des années 1950, la logique de l'inventaire perdure mais laisse entrevoir la possibilité qu'elle ne serve plus tant l'administration coloniale que la construction des identités nationales. Cette réorientation préfigure donc un autre tournant, celui des années 1960 et de la difficile africanisation ou de l'inégale décolonisation des sciences sociales produites dans les différents centres IFAN.

## BIBLIOGRAPHIE

Adedze Agbenyega, 2003. « In the pursuit of knowledge and power: French scientific research in West Africa », 1938-65, *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 23, n° 1-2, p. 335-344.

Aggarwal Kusum, 2007. « Les paradoxes de la recherche coloniale : le cas de l'Institut français d'Afrique noire », in Musanji Ngalasso-Mwatha (dir.), *Littératures, savoirs et enseignement*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, p. 133-143.

Balandier Georges, 1947a. « Le commerce du sel dans la région de Rosso (Mauritanie) », *Notes africaines*, n° 33, p. 18-19.

- Balandier Georges, 1947b. « Ethnologie et psychologie », *Études guinéennes*, p. 47-55.
- Balandier Georges, 1948a. « Danses de sortie d'excision à Boffa (Guinée française) », *Notes africaines*, n° 38, p. 11-12.
- Balandier Georges, 1948b. « Les “noces de latérite” de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) », *La revue de géographie humaine et d'ethnologie*, 1<sup>re</sup> année, n° 3, p. 94.
- Balandier Georges, 1951. « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, p. 44-79.
- Balandier Georges, 1952a. « Approche sociologique des Brazzavilles noires. Étude préliminaire », *Africa*, vol. 22, n° 1, p. 23-34.
- Balandier Georges, 1952b. « Le travailleur africain dans les “Brazzavilles noires” », *Présence africaine*, n° 13, p. 315-330.
- Balandier Georges, 1952c. « La main-d'œuvre chez Firestone-Libéria », *Présence africaine*, n° 13, p. 347-354.
- Balandier Georges, 1952d. « Contribution à une sociologie de la dépendance », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 12, p. 47-69.
- Balandier Georges, 1955a. *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, A. Colin.
- Balandier Georges, 1955b. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF.
- Balandier Georges, 1957. *Afrique ambiguë*, Paris, Plon.
- Balandier Georges & Paul Mercier, 1947. « Les outils du forgeron maure », *Notes africaines*, n° 33, p. 8-11.
- Balandier Georges & Paul Mercier, *Particularisme et évolution. Les pêcheurs lebou du Sénégal*, Saint-Louis, Institut français d'Afrique noire, Sénégal.
- Balandier Georges & Jean-Claude Pauvert, 1952. *Les villages gabonais. Aspects démographiques, économiques, sociologiques. Projets de modernisation* (mémoires de l'IEC).
- Bardon Pierre, 1948. *La collection des masques d'or baoulé de l'IFAN*, Dakar, IFAN (Catalogues et documents n° 3).

- Bondaz Julien, 2015a. « Bêtes de terrain. Savoirs et affects dans l'invention de l'ethnozoologie », *Anthropologie et sociétés*, vol. 39, n° 1-2, p. 37-59.
- Bondaz Julien, 2015b. « À la marge des sciences coloniales ? La mission Dekeyser-Holas dans l'Est libérien (1948) », *Gradhiva*, n° 22, n. s., p. 168-191.
- Bondaz Julien, 2020. « Des succursales pour le Muséum. L'Institut français d'Afrique noire en réseau (1938-1960) », in Jean-Louis Georget, Hélène Ivanoff & Richard Kuba (dir.), *Construire l'ethnologie en Afrique coloniale, politiques, collections et médiations africaines*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, p. 245-270.
- Bondaz Julien, 2021. « L'ethnologie en convalescence. Le séjour à Dalaba de Georges Balandier et Paul Mercier comme moment biographique », in Jean-Bernard Ouédraogo, Benoît Hazard et Abel Kouvouama (dir.), *Les zones critiques d'une anthropologie du contemporain. Hommage à Jean Copans*, Stuttgart, Ibidem-Verlag, p. 361-384.
- Bonnecase Vincent, 2009. « Avoir faim en AOF. Investigations et représentations coloniales (1920-1960) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 21, p. 151-174.
- Bonneuil Christophe, 1991. « Des savants pour l'Empire : les origines de l'ORSTOM », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 10, Paris, Éditions du CNRS.
- Bonneuil Christophe & Patrick Petitjean, 1996. « Les chemins de la création de l'ORSTOM, du Front populaire à la Libération en passant par Vichy, 1936-1945. Recherche scientifique et politique coloniale », in R. Waast & P. Petitjean. (dir.), *Les Sciences hors d'Occident au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, ORSTOM, p. 113-161.
- Chaumeton Josette, 1947. *Note préliminaire sur les niveaux de vie dans les villes indigènes de Poto-Poto, Wenze et Bacongo* (mutigr.), Paris, ORSTOM.
- Copans Jean, 1986. « Les mystères des Brazzavilles noires », in Pierre Bonnafé (dir.), *Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala, p. 255-263.
- Copans Jean, 2001. « La "situation coloniale" de Georges Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique et historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 110, n° 1, p. 31-52.
- Copans Jean, 2014. *Georges Balandier. Un anthropologue en première ligne*, Paris, PUF.
- Copans Jean, 2017. « Georges Balandier et Paul Mercier ou le cheminement gémellaire des inventeurs de l'africanisme nouveau de l'après-guerre (1946-1957-1976) », *Cargo*, 6-7, p. 167-187.



- Copans Jean, 2021. « La difficile archéologie sociologique du Dakar des années 1950 », in Paul Mercier, *Le Dakar des années 1950. Contribution à une sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale* (édité par Jean Copans), Paris, Éditions du CTHS, p. 185-317.
- Cooper Frederick, 2004a. « Development, modernization, and the social sciences in the era of decolonization: the examples of British and French Africa », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 10, p. 9-38.
- Cooper Frederick, 2004b. *Décolonisation et travail en Afrique, l'Afrique britannique et française, 1935-1960*, F. Cooper, Paris, Karthala-Sephis.
- Devevey Eléonore, 2021. *Terrains d'entente. Anthropologues et écrivains dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle*, Dijon, Presses du réel.
- Forde, Daryll, 1955. « Les aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara », *Bulletin international des sciences sociales*, vol. VII, n° 1, p. 121-134.
- Heilbron Johan, 1991. « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, n° 32, p. 365-379.
- Hubert Deschamps, 1953. *Recherches de sciences humaines dans les pays de l'Union française (Rapport destiné au Conseil scientifique pour l'Afrique au Sud du Sahara)*, Paris, Ministère de l'Outre-Mer-CSRSOM, multigr.
- Gaillard Gérald, 2018. « Hommage à Jacques Lombard (1926-2017). Une figure de l'africanisme français d'après-guerre », *Cahiers d'études africaines*, vol. 229, n° 1, p. 7-23.
- Griaule Marcel, 1948. « Remarque sur une méthode de prospection ethnographique », *Notes africaines*, n° 39, p. 9-11.
- Guilbot Jacques, 1948. *Petite étude sur la main-d'œuvre à Douala*, Mémoire 1 du Centre IFAN Cameroun, Yaoundé, IFAN.
- Guilbot Jacques, 1949. « Les conditions de vie des indigènes de Douala », *Études camerounaises*, tome II, n° 27-28.
- Gutwirth Jacques, 2001. « La professionnalisation d'une discipline. Le Centre de formation aux recherches ethnologiques », *Gradhiva*, n° 29, p. 25-39.
- Hauser André, 1951. *Monographie des Omyéné*, Brazzaville, Institut d'études centrafricaines.

- Hauser André & Léopold Dussaud, 1951. *Rapport de mission sur les Babinga*, Brazzaville, Institut d'études centrafricaines.
- Hauser André, Massé Louis & Paul Mercier, 1954. *L'agglomération dakaroise. Quelques aspects sociologiques et démographiques*, Études sénégalaises, IFAN, St-Louis, n° 5.
- IFAN, 1948a. *Conseils aux chercheurs*, Dakar, IFAN.
- IFAN, 1948b. « 1938-1948 », *Notes africaines* (numéro spécial), n° 37.
- IFAN, 1950. *Première Conférence internationale des africanistes de l'Ouest. Comptes rendus*, tome 1, Dakar, IFAN.
- Jézéquel Jean-Hervé, 2011. « Les professionnels africains de la recherche dans l'État colonial tardif. Le personnel local de l'Institut français d'Afrique noire entre 1938 et 1960 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 24, p. 35-60.
- Jolly Éric, 2001. « Marcel Griaule, ethnologue : la construction d'une discipline (1925-1956) », *Journal des africanistes*, 71, 1, p. 149-190.
- Kohler Robert E., 2007. « Finders, keepers : Collecting sciences and collecting practices », *History of Science*, n° 45, p. 428-454.
- Lebeuf Jean-Paul, 1951. *Bangui (Oubangui-Chari, AEF). Rapport d'une enquête préliminaire dans les milieux urbains de la Fédération*, Paris, Éditions de l'Union française.
- Lebeuf Jean-Paul, 1952. « Ville africaine de Fort-Lamy », *Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, juillet, fasc. 23, p. 214-216.
- Lebeuf Jean-Paul, 1953a. « Ville africaine de Bangui », *Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, tome III, p. 15-17.
- Lebeuf Jean-Paul, 1953b. « Centres urbains d'Afrique équatoriale française », *Africa*, vol. 23, n° 4, p. 285-297.
- Lebeuf Jean-Paul, 1954. *Fort-Lamy (Tchad, AEF). Rapport d'une enquête préliminaire dans les milieux urbains de la Fédération*, Paris, Éditions de l'Union française.
- Lebeuf Jean-Paul & Maxime Rodinson, 1952. « Les mosquées de Fort-Lamy, AEF », *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire*, vol. 14, n° 3, p. 970-974.

- Lemaire Marianne, 2010. « Un parcours semé de terrains. Itinéraire scientifique de Denise Paulme », *L'Homme*, n° 193, p. 51-73.
- Lemaire Marianne, 2014. *Celles qui passent sans se rallier. La mission Paulme-Lifchitz, janvier-octobre 1935, Les Carnets de Bérose* n° 5, Paris, Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie/Bérose - International Encyclopaedia of the Histories of Anthropology, [http://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet\\_de\\_be\\_rose\\_nos5\\_lemaire\\_2014-2.pdf](http://www.berose.fr/IMG/pdf/carnet_de_be_rose_nos5_lemaire_2014-2.pdf).
- L'Estoile Benoît de, 2000. « Science de l'Homme et domination rationnelle : savoir ethnologique et politique indigène en Afrique coloniale française », *Revue de synthèse*, 3-4, p. 291-323.
- L'Estoile Benoît de, 2005a. « “Une petite armée de travailleurs auxiliaires” : la division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française de l'entre-deux-guerres », *Cahiers du centre de recherche historique*, 36, p. 31-59 <http://ccrh.revues.org/3037#quotation>.
- L'Estoile Benoît de, 2005b. « Rationalizing colonial domination: anthropology and native policy in French-ruled Africa », in Benoît de l'Estoile, Neiburg Frederico & Lygia Sigaud (dir.), *Empires, Nations, and Natives. Anthropology and State-Making*, Durham, Duke University Press, p. 30-57.
- L'Estoile Benoît de, 2017. « Enquêter en “situation coloniale”. Politique de la population, gouvernamentalité modernisatrice et “sociologie engagée” en Afrique équatoriale française », *Cahiers d'études africaines*, 228, p. 863-919.
- Lombard Jacques, 1953. « Cotonou, ville africaine. Tendances évolutives et réaction des coutumes traditionnelles », *Études dahoméennes*, n° X.
- Malinowski Bronislaw, 1938. « The Anthropology of Changing African Cultures », in *Methods of Study of Culture Contact in Africa. International African Institute, Memorandum XV*, Londres, Oxford University Press for the International African Institute, p. VII-XXXVIII.
- Mann Gregory, 2013. « Anti-Colonialism and social science. Georges Balandier, Madeira Keita and “the colonial situation” in French Africa », *Comparative Studies in Society and History*, 1, p. 92-119.
- Mary André, 2017. « Ethnographie de soi sous le “zéro équatorial”. Le chantier autobiographique de Georges Balandier », *L'Homme*, 221, p. 11-40.
- Mary André, 2019. « Face au colonialisme, en situation coloniale : l'ethnologue Leiris et le sociologue Balandier », in Christine Laurière & André Mary (dir.), *Ethnologues en situations coloniales, Les Carnets de Bérose* n° 11, Paris, Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de

l'anthropologie/Bérose - International Encyclopaedia of the Histories of Anthropology, p. 18-44, <http://www.berose.fr/article1687.html>.

- Maunier René, 1942. *Sociologie coloniale. Le progrès du droit (t. III)*, Paris, Domat-Montchrestien.
- Mauss Marcel, 2002 [1947]. *Manuel d'ethnographie*, Paris, Éditions Payot et Rivages.
- Mercier Paul, 1947a. « Procédé de divination observé à Boutilimit (Mauritanie) », *Notes africaines*, n° 33, p. 12-13.
- Mercier Paul, 1947b. « Abri de garde des jardins chez les Peuls de Dalaba (Guinée française) », *Notes africaines*, n° 36, p. 24-25.
- Mercier Paul, 1948. *La société oro dans la région de Kétou*, Paris, ORSC.
- Mercier Paul, 1951a. « La sociologie et ses applications », *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire*, tome XIII, n° 2, p. 550-558.
- Mercier Paul, 1951b. *Les tâches de la sociologie*, Dakar, IFAN.
- Mercier Paul, 1952. *Les Asé du musée d'Abomey*, Dakar, IFAN.
- Mercier Paul, 2021. *Le Dakar des années 1950. Contribution à une sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale* (édité par Jean Copans), Paris, Éditions du CTHS.
- Mercier Paul, Massé Louis & André Hauser, 1954. *L'agglomération dakaroise. Quelques aspects sociologiques et démographiques*, Études sénégalaises, n° 5, Dakar, IFAN.
- Paulme Denise & Deborah Lifchitz, 2015. *Lettres de Sanga* (éditées par Marianne Lemaire), Paris, CNRS Éditions.
- Papy Louis, 1950. « L'Institut d'études centrafricaines à Brazzaville », *Cahiers d'outre-mer*, n° 9, p. 96-97.
- Pelage Sydney, 1946-1947. « Culture et personnalité : les conceptions psycho-ethnologiques de Kardiner », *Encéphale*, n° 7-8, p. 218-227.
- Pelage Sydney, 1947. « La fin d'un mythe scientifique », *Présence africaine*, n° 1, p. 158-161.
- Robequain Charles, 1948. « Les nouveaux instituts scientifiques dans les terres françaises d'Afrique noire », *Annales de géographie*, tome 57, n° 308, p. 360-362.

- Rouch Jean, 1956. *Migrations au Ghana (Gold Coast). Enquête 1953-1955*, Paris, Société des africanistes.
- Sauvy Jean, 1948. « Un marché africain urbain : Niamey », *Notes africaines*, n° 38, p. 1-4.
- Sibeud Emmanuelle, 2012. « A useless colonial science? Practicing anthropology in the French colonial empire, circa 1880-1960 », *Current Anthropology*, 53 (5), p. S83-S94.
- Soret Marcel, 1951. *État de la population de Bacongo*, Brazzaville, IEC, multigr.
- Soret Marcel, 1952. *Problèmes de démographie urbaine*, Brazzaville, IEC, mutigr.
- Soret Marcel, 1954. *Démographie et problèmes urbains en AEF Poto-Poto, Bacongo, Dolisie*, Brazzaville, IEC.
- Suremain Marie-Albane de, 2005. « Inventaire ou savoir-faire ? À la recherche d'identités "ethnogéographiques" en Afrique de l'Ouest au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », in Chantal Chanson-Jabeur & Odile Goerg (dir.), *Mama Africa. Hommage à Catherine Coquery-Vidrovitch*, Paris, L'Harmattan, p. 57-73.
- Suremain Marie-Albane de, 2007. « LIFAN et la "mise en musée" des cultures africaines (1936-1961) », *Outre-mers*, tome 94, n° 356-357, p. 151-172.
- Suremain Marie-Albane de, 2008. « Cartes ethnodémographiques de l'Afrique de l'Ouest : enjeux d'une construction », in Hélène Blais & Florence Deprest (coord.), *Mappemondes*, « Géographie et colonisation », 92 (4), numéro spécial [En ligne] <https://mappemonde-archivage.mgm.fr/num20/index.html>.
- Tchibozo Romuald, 2019. « Héritier des traditions de Xogbonou et intellectuel de son temps : une biographie d'Alexandre Sènou Adandé », in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, <http://www.berose.fr/article1748.html>.
- Trochain Jean-Louis, 1960. « Les études poursuivies par l'Institut d'études centrafricaines depuis sa création, sur le territoire de la République du Congo », *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines*, n° 19-20, p. 127-188.

## NOTES

1. <sup>▲</sup> Cette section a été créée par Georges Duchemin, puis dirigée par Pierre Bardon et Alexandre Adandé. L'équipe compte également un préparateur et un aide de laboratoire (IFAN 1948 : 11).

2. <sup>△</sup> L'histoire de l'IFAN reste en grande partie à écrire. Ce texte, envisagé comme une contribution à cette histoire encore fragmentaire, insiste donc sur certains aspects méconnus, en mobilisant autant que possible des sources inédites, plutôt qu'il ne répète certains points que d'autres ont, mieux que je ne saurais, étudiés en détail (je pense notamment au parcours de Balandier, dont il sera question ici uniquement du point de vue de ses connexions avec l'IFAN).

3. <sup>△</sup> Biannuelle, cette conférence regroupe les chercheurs en sciences naturelles et en sciences sociales travaillant sur l'Afrique de l'Ouest. Elle a ensuite lieu à Bissau en 1947, à Ibadan en 1949, à Fernando-Poo en 1951 et à Abidjan en 1953. À chaque fois, plusieurs chercheurs de l'IFAN font le déplacement.

4. <sup>△</sup> Lors de la première Conférence internationale des africanistes de l'Ouest, Forde (qui venait d'être nommé directeur de l'International African Institute) avait lui-même comparé le chantier du répertoire des populations de l'AOF à l'*Ethnographic Survey of African* (IFAN 1950 : 11).

5. <sup>△</sup> Je m'inspire ici de la notion de « sciences de la collecte » (Kohler 2007).

6. <sup>△</sup> J. C., « L'Institut français d'Afrique noire », *Le Monde colonial illustré*, n° 185, novembre 1938, p. XXXVI.

7. <sup>△</sup> Lettre de Théodore Monod à Pierre Verger, 19 avril 1949, E2/11, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

8. <sup>△</sup> Lettre de Georges Balandier à Théodore Monod, 11 décembre 1946, A1/17, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

9. <sup>△</sup> Les données mobilisées dans ce texte sont principalement issues de recherches effectuées dans divers fonds d'archives. Je tiens à remercier l'ensemble des archivistes ayant facilité leur accès, en particulier Thiéyacine Ngom (archives de l'Institut fondamental d'Afrique noire-Cheikh Anta Diop à Dakar) et Sarah Frioux-Salgas (archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac à Paris). Je tiens également à remercier Jean Copans pour ses apports et son soutien et Éléonore Devevey pour m'avoir indiqué les lettres de Balandier conservées dans le fonds Pierre Naville (archives du CEDIAS-Musée social, Paris).

10. <sup>△</sup> Lettre de Théodore Monod à André Schaeffner et Denise Paulme, 3 novembre 1944, E2/11, archives de l'IFAN- cad, Dakar.

11. <sup>△</sup> Lettre de Denise Paulme à Théodore Monod, 23 octobre 1944, E2/3, archives de l'IFAN- cad, Dakar (à la lettre de sa femme, Schaeffner joint un mot pour recommander Gilbert Rouget).

12. <sup>△</sup> L'ORS est créé par arrêté le 19 novembre 1942 mais le contexte explique que la date effective de sa création soit en réalité moins précise. Voir à ce sujet Bonneuil 1991 et Bonneuil & Petitjean 1996.

13. <sup>△</sup> Lettre d'André Leroi-Gourhan à Théodore Monod, 18 août 1947, DAO02040/18837, archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac, Paris. Georges Duchemin, responsable de la section d'ethnologie de l'IFAN, avait assuré la direction par intérim de l'institut, en l'absence de Monod.

14. <sup>△</sup> Créée en 1946, cette mission a pour appellation officielle « Organisme d'enquête pour l'étude anthropologique des populations indigènes de l'AOF (alimentation et nutrition) ». Pour plus de détails sur cette mission, voir Bonnecase 2009 et Sibeud 2012. En 1934, Rivet avait proposé au gouverneur général de l'AEF que Pales y soit chargé de l'ethnologie (lettre au gouverneur général Antonetti, musée de l'Homme, 23 avril 1934, fonds Rivière, Archives du musée de l'Homme, Paris, citée par L'Estoile 2017 : 870).

15. <sup>△</sup> Lettre d'André Leroi-Gourhan à Léon Pales, 17 juin 1949, DAO02040/18837, archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac, Paris.

16.△ Lettre d'André Leroi-Gourhan à Théodore Monod, 18 août 1947, DAO02040/18837, archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac, Paris.

17.△ Cette mission chez les Kissi de Haute-Guinée a été reportée plusieurs fois. D'abord programmée en novembre 1942, elle est annulée en raison du débarquement allié en Afrique du Nord. Au sortir de la guerre, la mission est de nouveau projetée entre janvier et mai 1945, mais les obligations du couple, tant au musée de l'Homme (dont les effectifs sont encore fortement réduits à cause de la guerre) qu'à l'École coloniale (où Paulme reprend une partie des cours qu'assurait Labouret), les obligent à la repousser de plusieurs mois. Le départ a finalement lieu en octobre 1945. Consacrée à l'histoire, à l'organisation sociale et aux différents cultes des Kissi (initiations masculine et féminine notamment), elle se déroule jusqu'en juin 1946. Une deuxième mission sera organisée de novembre 1948 à avril 1949.

18.△ Lettre d'André Schaeffner à Théodore Monod, 13 février 1946, E2/3, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

19.△ L'École française d'Afrique est une section de l'IFAN. Elle accueille des boursiers nommés pour deux ans par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française. L'arrêté n° 1945 portant création de l'IFAN précise que « peuvent [...] être désignés soit des jeunes gens se destinant à l'étude de l'Afrique noire qui pourraient offrir des garanties sérieuses de préparation scientifique, soit des savants dont les recherches rendent indispensable un séjour en Afrique noire ».

20.△ « Si Balandier [sic] arrive, je le considérerai comme un de nos assistants et lui donnerai une fonction précise : je ne puis évidemment, vous le comprendrez, quand je n'ai pas encore un collaborateur dans chaque centre local, songer à consacrer quelqu'un entièrement à un travail d'enquête sur le terrain. Et comme le CentrifAN Guinée a maintenant un titulaire, ce ne sera même pas en Guinée qu'ira M. Balandier [sic], au terme de son stage à la maison mère » (lettre de Théodore Monod à Denise Paulme, 15 février 1946, E2/3, archives de l'IFAN-cad, Dakar). Ironie de l'histoire : c'est finalement (comme on le verra) au CentrifAN de Conakry que Balandier sera affecté à la fin de son stage !

21.△ Bohumil Holas, « Recherches sur les villages lebou de Grand et Petit M'Bao », BH 11-26, fonds Bohumil Holas, archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac, Paris.

22.△ En avril 1948, de retour de congé, Thomassey reprendra finalement la direction du centre IFAN du Soudan français.

23.△ Dès son arrivée, Mercier doit prendre en charge le chantier de restauration du musée et du palais d'Abomey, avant d'organiser le fonctionnement du musée, de monter des expositions et de rédiger un catalogue (Mercier 1952). Il organise également des expositions au centre IFAN de Porto-Novo. La première exposition du centre est consacrée aux Somba et est inaugurée le 23 septembre 1948.

24.△ Voir par exemple les fameuses pages d'*Afrique ambiguë* (Balandier 1957 : 9 et 255-257).

25.△ Lettre de Georges Balandier à André Leroi-Gourhan, 28 janvier 1947, DAO02040/188837, archives du musée du quai Branly-Jacques Chirac, Paris.

26.△ En 1947, il s'intéresse également à la question de la main-d'œuvre dans les plantations Harbel Rubert, au Libéria, question à laquelle il consacra une contribution au numéro spécial de la revue *Présence africaine*, dédié au travail en Afrique noire (Balandier 1952c).

27.△ Paul Mercier, *Rapport d'activité des CentrifANs Dahomey et Togo du 1er avril au 1er juillet*, 1947, A1/19, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

28.△ Lettre de Paul Mercier à Jacques Richard-Molard, 20 septembre 1947, A1/19, archives de l'IFAN-cad. L'objectif est de ne pas limiter la vaste enquête sur l'habitat en AOF, impulsée par Richard-Molard, au seul habitat « traditionnel ». Par

ailleurs, à la même époque, était organisée, dans le cadre de l'exposition internationale de l'habitation et de l'urbanisme qui s'est tenue au Grand Palais du 10 juillet au 15 août 1947, une « exposition des plans et projets d'architecture et d'urbanisme de la ville de Lomé (Togo) » dans la grande salle du Musée des colonies. Dans une lettre datée du 5 août 1947, Monod s'était plaint à Mercier que l'IFAN n'ait pas été associé à cette exposition parisienne.

29.▲ À Porto-Novo, lorsque Mercier formule son projet, le personnel du centre est cependant très réduit et peu formé à l'enquête : il compte un préparateur (Tidjani Serpos, le seul à conduire des recherches) et deux commis.

30.▲ L'ORSC avait précédemment fourni trois assistantes à Pales pour la Mission anthropologique de l'Afrique occidentale : Barbey, M.-T. Faucher-Bressy et Marie Tassin de Saint-Péreuse. Dans le cadre de la mission, Soret effectue d'abord, du 2 janvier au 18 juin 1948, une vaste tournée au Sénégal, au Soudan, en Haute-Volta et en Côte d'Ivoire, rassemblant une importante documentation photographique de presque 500 clichés, portant notamment sur les pratiques alimentaires et l'agriculture, et une collection de 381 objets ethnographiques. Il est ensuite affecté à Dabala, en Guinée, en septembre 1948, où il conduit des recherches sur les Peuls du Fouta-Djallon, notamment sur la sous-alimentation.

31.▲ Cette fonction était jusqu'alors assurée par le linguiste Maurice Houis, qui rejoint le centre IFAN de Conakry en avril 1948, pour en prendre la direction en remplacement de Balandier.

32.▲ Sur les cartes ethno-démographiques voir L'Estoile 2000 : 302-303 et Suremain 2005 et 2008.

33.▲ Sur le rôle longtemps occulté des professionnels africains de la recherche au sein de l'IFAN à la fin de la période, voir Jézéquel 2011. Sur la figure spécifique de Madeira Keita et ses relations avec Balandier, voir Mann 2013.

34.▲ Lettre de Théodore Monod à Guy Le Moal, 19 septembre 1951, fonds Guy Le Moal, Bibliothèque Éric-de-Dampierre, Maison archéologie et ethnologie René-Ginouvès, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense.

35.▲ ORSC, *Rapport d'activité pour l'année 1945*, Paris, ORSC, 1946, p. 11.

36.▲ *Ibid.*

37.▲ *Ibid.*

38.▲ Lettre d'André Leroi-Gourhan à Théodore Monod, 19 décembre 1945.

39.▲ ORSC, *Rapport d'activité pour les années 1946-1947*, Paris, ORSC, 1948, p. 40. Voir aussi IFAN 1948 : 29.

40.▲ ORSC, *Rapport d'activité pour les années 1946-1947*, Paris, 1948, ORSC, p. 37.

41.▲ Voir notamment Malinowski 1938.

42.▲ Balandier est remplacé par Jean Poujade, qui souhaite alors orienter la revue *Études guinéennes*, dont le premier numéro avait été préparé par Balandier, vers la technologie, pour plaire à Leroi-Gourhan. Le linguiste et ethnologue Maurice Houis est affecté à la section ethnologie du centre.

43.▲ Comme Balandier, Pelage a en outre été résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, puis, à la fin de la guerre, chargé de mission au service des prisonniers de guerre déportés et réfugiés de la France d'outre-mer.

44.▲ Il faut également noter l'influence de l'African Survey (David Mills 2002) dans la définition de ces axes de recherche. En 1946, la création du Fonds d'investissement pour le développement économique et social d'outre-mer (FIDES), dans la continuité des objectifs fixés par la Conférence de Brazzaville pour la recherche, ouvre des opportunités de financement non négligeables, ce qui explique également les orientations pratiques des programmes de l'ORSOM et de l'IFAN. Au tournant des années 1950, le développement de ce dernier dépend en partie des financements du FIDES.



45. <sup>△</sup> ORSC, *Rapport d'activité pour les années 1946-1947*, Paris, ORSC, 1948, p. 83.
46. <sup>△</sup> En 1947, lors de son séjour parisien, Balandier approfondit sa connaissance des théories culturalistes en lisant non seulement Kardiner, mais également Ralph Linton et Otto Klineberg (lettre de Georges Balandier à Pierre Naville, le 27 octobre 1947, fonds Pierre Naville, archives du CEDIAS -Musée social, Paris). C'est sur cette base qu'il rédige un article intitulé « Ethnologie et psychologie » pour le premier numéro de la revue *Études guinéennes*, qu'il a fondée juste avant de quitter la direction du centre IFAN de Conakry (Balandier 1947b). Dans cet article, il invite à « examiner les conditions d'une ethnologie pratique, et dans ce but d'examiner les insuffisances de l'ethnologie traditionnelle » (*ibid.* : 47). Voir la contribution d'Anne Raulin dans le volume 1.
47. <sup>△</sup> Lettre de Jacques Richard-Molard à André Schaeffner et Denise Paulme, 21 juillet 1947, E2/11, archives de l'IFAN-cad, Paris.
48. <sup>△</sup> Lettre de Denise Paulme à Théodore Monod, 20 août 1947, E2/11, archives de l'IFAN-cad, Dakar.
49. <sup>△</sup> Est-ce en matière d'excuse que Balandier fait paraître un court texte consacré à l'IFAN pour son dixième anniversaire, en 1948 (Balandier 1948b) ?
50. <sup>△</sup> À l'époque, l'activité du CES réside essentiellement dans l'organisation de conférences (Heilbron 1991 : 367). L'un des chercheurs alors rattaché au centre, l'économiste et historien Charles Bettelheim, conduisait une enquête de sociologie urbaine sur Auxerre qui a peut-être inspiré, en partie, Balandier.
51. <sup>△</sup> Gurvitch était rentré des États-Unis avec de nombreux ouvrages. La bibliothèque du CES était donc particulièrement bien fournie (Heilbron 1991 : 367). Il est probable que Balandier en ait profité. Sur Gurvitch, voir la contribution de Jean-Christophe Marcel dans le volume 1.
52. <sup>△</sup> Lettre de Georges Balandier à Pierre Naville, le 27 octobre 1947, fonds Pierre Naville, archives du CEDIAS-Musée social, Paris.
53. <sup>△</sup> Lettre de Georges Balandier à Michel Leiris, 3 mars 1948, archives du Laboratoire d'anthropologie sociale, FML. E.01.01.115. Sur le rapport de Balandier à la littérature, voir en particulier Devevey, 2021.
54. <sup>△</sup> La « carte ethnique » produite par le centre IFAN du Cameroun sert alors de base de travail à Guilbot, qui témoigne de son rapport distancié aux aspects ethno-démographiques : « Une telle mosaïque de populations n'offre apparemment qu'un intérêt ethnographique. Du point de vue qui nous intéresse, cela serait plutôt une gêne. Nous basant sur certains travaux déposés au centre IFAN Cameroun nous avons, heureusement, pu grouper en quelques masses homogènes cette multitude de populations qui se reconnaissent elles-mêmes cousines les unes des autres » (Guilbot 1948 : 5). Voir aussi Guilbot 1949.
55. <sup>△</sup> Compte rendu non signé, *Bulletin de l'IEC*, 6, 1953, p. 345-346. Cité par L'Estoile 2017 : 892.
56. <sup>△</sup> ORSC, *Rapport d'activité pour les années 1946-1947*, Paris, ORSC, 1948, p. 37.
57. <sup>△</sup> Georges Balandier, « Recommandations pour l'étude historique des sociétés d'Afrique noire », 23 avril 1949, 1C1, fonds Marcel Soret, Académie de Mâcon, Mâcon, p. 3-4.
58. <sup>△</sup> *Ibid.*, p. 3.
59. <sup>△</sup> L'expression avait auparavant été utilisée par le sociologue René Maunier dans l'épilogue du troisième tome de sa *Sociologie coloniale* (Maunier 1942). L'ouvrage de Maunier est cité à trois reprises dans l'article de Balandier sur la « situation coloniale » (Balandier 1951).

- 60.▲ Georges Balandier, « Programme de travail portant sur la période octobre 1950 à octobre 1951 », 1A2, fonds Marcel Soret, Académie de Mâcon, Mâcon, p. 1.
- 61.▲ Georges Balandier et Jean-Claude Pauvert [qui a dirigé la section par intérim durant le congé de Balandier], « Programme de travail portant sur la période octobre 1951-octobre 1952 », 1A2, fonds Marcel Soret, Académie de Mâcon, Mâcon, p. 1-2.
- 62.▲ Sur cette mission, voir L'Estoile 2017.
- 63.▲ Soret se souvient qu'à son arrivée, « la section de sciences humaines de l'IEC, qui avait été organisée par Georges Balandier, s'orientait déjà nettement vers les études pratiques » (Marcel Soret, « Activité scientifique (1er novembre 1946-31 décembre 1963) », Brazzaville, IRSC, décembre 1963, p. 6, fonds Marcel Soret, Académie de Mâcon, Mâcon).
- 64.▲ Marcel Soret, « La situation des études de nutrition en AEF » et « La situation des études de démographie en AEF », Brazzaville, IEC, décembre 1950, 2A3, fonds Marcel Soret, Académie de Mâcon, Mâcon.
- 65.▲ Ces recherches sont contemporaines de celles de J. Clyde Mitchell au sein du Rhodes-Livingstone Institute. En décembre 1950, celui qui allait devenir directeur de l'institut avait en effet lancé une vaste enquête urbaine dans la région de la Copperbelt. Pour une comparaison entre les approches francophones et anglophones de la recherche sur la main-d'œuvre dans les colonies africaines, voir Cooper 2004b : 368-372.
- 66.▲ C'est aussi l'année où Mercier envisage d'être plus actif au sein du syndicat des personnels de la recherche scientifique outre-mer, créé en décembre 1948, auquel Balandier et lui adhèrent. En septembre 1950, il se présente pour être « conseiller colonial » du syndicat mais ne recueille que 9 voix sur 17, ce qui ne lui permet pas d'être élu. Sont élus les pédoologues Jean Riquier et André Laplante, le géophysicien Jean Jolivet et le géographe François Bonnet-Dupeyron (« Dépouillement du vote pour l'élection des conseillers coloniaux du syndicat », 12 septembre 1950, fonds Marcel Soret, 2D1, Académie de Mâcon, Mâcon).
- 67.▲ Mercier est sans doute également inspiré par le projet de création d'un « centre d'étude d'ethnologie appliquée » en Algérie, présenté au gouverneur général de l'Algérie par l'ethnologue Jean Servier, membre de la promotion 1948-1949 du CFRE. Au début du mois de février 1950, Monod l'a en effet diffusé à tous les directeurs de centres IFAN. Servier propose de lancer une enquête générale sur l'Algérie, incluant l'étude ethnologique des changements sociaux (il parle de « choc européen », empruntant à Herskovits l'idée du « clash »), portant par exemple sur « la civilisation urbaine » (Jean Servier, « Centre d'études d'ethnologie appliquée », A3/6, archives de l'IFAN-cad, Dakar).
- 68.▲ Réponse de Guy Le Moal au « Rapport sur le centre local de la Haute-Volta à Ouagadougou » de Jacques Berthier (1953), 1 AFFPOL 2994, archives de la France d'outre-mer, Aix-en-Provence.
- 69.▲ Sa publication à Dakar explique sans doute qu'il soit hélas longtemps resté confidentiel en métropole. Sur l'aspect novateur de ce petit ouvrage de 93 pages, voir Copans 2017 et 2021 ; L'Estoile 2017.
- 70.▲ Balandier 1952d. Voir aussi Mercier 1954 : 47. Pour une discussion sur ce point, voir Copans 2001 : 46.
- 71.▲ Le CSRSOM, fondé par Hubert Deschamps, n'a aucun budget propre et fonctionne grâce aux crédits alloués par le FIDES. Il comporte trois sections qui témoignent de son orientation pratique : linguistique, démographie et sociologie, cette dernière étant présidée par Paul Rivet et Marcel Griaule.
- 72.▲ Pidoux est finalement affecté à Niamey, où il mène des recherches ethnopsychiatriques sur les danses de possession.

73.▲ Lettre de Théodore Monod à Paul Mercier, 27 août 1952, C2/136, et lettre de Théodore Monod à Léopold Sédar Senghor, 27 septembre 1952, C2/135, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

74.▲ Monod profite également de la remise du rapport d'Antoinette concernant la proposition n° 274 de l'Assemblée de l'Union française, relative à la création d'une mission d'études scientifiques des structures économiques des « collectivités indigènes » et à la création d'un « institut d'économie rurale africaine », pour écrire au conseiller Emmanuel La Gravière afin de négocier le recrutement d'un économiste. Il lui annonce la création de la section de sociologie, avant d'argumenter : « Parmi les études prévues dans le programme de travail de cette section figurent des recherches sur de nombreuses questions économiques ou à incidences économiques. [...] Une mission consacrée à l'étude des problèmes économiques me paraît du plus grand intérêt. Mais il me paraîtrait indispensable que des spécialistes pussent être recrutés par les organismes sur place ; c'est eux qui assureraient la continuité du travail, l'enquête d'une mission temporaire conservant nécessairement un caractère extensif. » (Lettre de Théodore Monod à Emmanuel La Gravière, 10 décembre 1952, C2/135, archives de l'IFAN-cad, Dakar).

75.▲ L'intérêt de l'IFAN de Dakar pour les questions urbaines préexiste à ce programme. En janvier 1951, l'IFAN avait en effet mis à disposition sa salle d'exposition pour une exposition sur l'urbanisme par le Service temporaire pour l'aménagement du plus grand Dakar (STAGD).

76.▲ Lettre de Paul Mercier à Raoul Combes, 23 décembre 1952, C2/135, archives de l'IFAN-cad, Dakar.

77.▲ Pour une approche détaillée des conditions d'enquête et de production de la thèse, je ne peux que renvoyer à la très riche postface que Copans a rédigée pour sa publication (Copans, 2021). Comme Copans l'indique, cette thèse aurait dû constituer sa thèse principale et être soutenue beaucoup plus tôt, sous la direction de Gurvitch. Dans sa postface, Copans met en lumière le développement des recherches urbaines dans les études africaines françaises entre 1950 et 1955-1956, insiste sur les influences partagées ou réciproques des chercheurs en sociologie urbaine de la période (autour de la figure de Chombart de Lauwe par exemple) et revient en détail sur l'enquête menée par Mercier et son équipe.

78.▲ Au printemps 1952, Mercier et Le Moal sont tous les deux en congé à Paris. Ils ont très certainement échangé sur ce sujet à cette occasion. Issu de la promotion 1950-1951 du CFRE, Lombard est affecté au centre IFAN du Dahomey à la demande de Monod. Il y arrive en novembre 1951. Sur son parcours, voir Gaillard 2018.

79.▲ Les recherches sur les migrations de main-d'œuvre sont un autre des chantiers que l'IFAN souhaite mettre en place. En 1950-1951, Jean Rouch, qui avait sollicité Monod dès novembre 1949 pour financer une recherche sur les migrations saisonnières des jeunes Songhay, obtient une bourse de l'École française d'Afrique. Monod tente, en vain, de le convaincre d'intégrer l'IFAN. À l'occasion de sa mission de 1950-1951, Rouch mène une enquête avec Roger Rosfelder et d'Auriac, le directeur du CentriFAN du Niger, dans la région de Tillabéry, avant d'effectuer, avec le premier, un séjour de deux mois et demi en Gold Coast (Ghana actuel). En 1953-1955, Rouch dirige une autre mission consacrée spécifiquement aux migrations (Rouch 1956). Une mission de l'inspection du travail de Haute-Volta sur la main-d'œuvre mossi dans les mines d'or de la Gold Coast s'était par ailleurs déroulée en octobre 1952. Une véritable enquête collective ne verra cependant le jour que quelques années plus tard. Organisée par le CSRSOM d'octobre 1956 à mars 1957 et portant sur les migrations en Côte-d'Ivoire, elle rassemble Rouch, Le Moal, Marguerite Dupire, Henri Raulin et Edmond Bernus.

80.▲ Jacques Berthier, « Rapport sur le centre local de la Haute-Volta à Ouagadougou », 1953, 1 AFFPOL 2994, Archives nationales d'outre-mer. La recherche de Köbben devait porter sur le travail des planteurs et sur les nouveaux principes de tenure des terres. En 1953, Mercier a d'ailleurs lui-même effectué une courte mission dans la région de Djougou au Dahomey pour étudier les migrations intérieures et les migrations vers la Gold Coast.

81. <sup>△</sup> Réponse de Guy Le Moal au « Rapport sur le centre local de la Haute-Volta à Ouagadougou » de Jacques Berthier, 1953, 1 AFFPOL 2994, Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence.

82. <sup>△</sup> Parmi de nombreux biais, Lombard note que la population l'assimile souvent à l'administration coloniale : « En règle générale, les difficultés ont été partout les mêmes : il a fallu vaincre la méfiance, l'étonnement, l'incompréhension et surtout la crainte (l'arrivée de notre voiture, en tous points semblables à celle du Service des contributions directes, provoquait souvent des fuites éperdues) » (Lombard 1953 : 2).

83. <sup>△</sup> Jacques Berthier, « Rapport sur le centre local du Dahomey à Porto-Novo et à Abomey », 1953, 1 AFFPOL 2994, Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence p. 7.

84. <sup>△</sup> Elle s'inscrit plus largement dans une logique transnationale, comme en témoigne la participation de plusieurs chercheurs de l'IFAN à la Conférence internationale d'Abidjan, du 29 septembre au 7 octobre 1954. Organisée sous l'égide de l'Unesco et sous la présidence du directeur de l'International African Institute, Daryll Forde, cette conférence portait sur les aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara et rassemblait des chercheurs et des administrateurs de différentes nationalités (Forde 1955). La section de sociologie de l'IFAN était représentée par Hauser et Mersadier, Mercier et Massé ayant pour leur part envoyé une communication. Balandier était également présent, et parmi les observateurs figuraient Lebeuf et Holas, alors chef de la section d'ethnographie du centre IFAN d'Abidjan.

85. <sup>△</sup> Lettre de Théodore Monod au gouverneur général de l'AOF, 21 novembre 1952, C2/136, archives de l'IFAN- cad, Dakar.

86. <sup>△</sup> Réponse de Tournier au « Rapport sur le centre local de la Côte-d'Ivoire à Abidjan » de Jacques Berthier, 1953, 1 AFFPOL 2994, Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence.

87. <sup>△</sup> Note de service n° 127 du 10 janvier 1953, archives de l'IFAN-cad, A3/7.

88. <sup>△</sup> Sur le parcours de cette figure importante quoique peu reconnue de l'IFAN, voir Tchibozo 2019. Adandé avait été le premier recruté à l'IFAN, comme commis expéditionnaire, dès 1936, avant que Monod ne soit nommé directeur. Il passe avec succès le concours d'agent technique en 1950. Au début de l'année 1953, en même temps qu'il devient chef de la section d'ethnographie, Abdoulaye Ly devient celui de la Section historique nouvellement réorganisée (à partir de 1953, les archives forment une section à part entière, distincte de la Section historique). Ces deux nominations, effectives dès le mois de janvier 1953, ne sont définitivement validées qu'après approbation du Conseil de l'IFAN. Contrairement à Adandé, qui n'a pas de diplôme métropolitain, Ly est recruté comme assistant à la tête de sa section (Jézéquel 2011 : 50).

89. <sup>△</sup> Il faut attendre encore trois ans pour que deux assistants africains, Abdoulaye Bara Diop et Ousmane Diallo, soient recrutés pour la section de sociologie.

**ROGER BASTIDE**  
**Réseaux intellectuels et constitution d'un domaine afro-américaniste**

*Stefania Capone*

**A**U SEIN de l'anthropologie française des années 1950, Roger Bastide (1898-1974) a joué un rôle fondamental dans l'institutionnalisation de l'enseignement de l'ethnologie et dans la fondation d'un domaine d'études qui était complètement nouveau en France : l'afro-américanisme. Agrégé de philosophie, formé à la sociologie par Gaston Richard à l'université de Bordeaux, fasciné par la poésie (Capone 2018) et par la littérature, attiré par la religion et notamment par le mysticisme qui fera l'objet de ses premiers écrits, Bastide construira sa carrière aux frontières de l'anthropologie, de la sociologie et de la psychologie. Son séjour au Brésil, de 1938 à 1954, a joué un rôle fondamental dans sa trajectoire intellectuelle. L'influence qu'exercent sur lui les intellectuels brésiliens et les dialogues avec les folkloristes qui nourrissent ses premiers écrits a été largement soulignée (Peixoto 2000). Cependant, son inscription dans un réseau intellectuel beaucoup plus large, qui rassemble les spécialistes des « études du Noir » (*estudos do Negro*) dans les Amériques et prépare l'institutionnalisation du domaine afro-américaniste, n'a pas été encore mise en lumière à une échelle continentale.

Dans cet essai, je montrerai comment la circulation d'idées entre spécialistes des cultures et des religions d'origine africaine dans les Amériques – « les africanistes », comme ils étaient appelés à l'époque – a eu une influence directe dans l'élaboration des théories bastidiennes, en redessinant un espace d'interconnaissance qui préfigure la constitution du domaine afro-américaniste. Pour cela, je concentrerai mon analyse sur deux moments particuliers de la trajectoire intellectuelle de Bastide, qui joueront de manière décisive dans son insertion dans le monde académique français, à partir des années 1950. Tout d'abord, la constitution, pendant les années 1940, d'un réseau de chercheurs qui s'intéressent au « problème du Noir » (Ramos G. 1954) dans les Amériques auquel Bastide se trouve confronté dès son arrivée au Brésil, réseau dans

lequel il devra trouver sa place. Ensuite, la remise en question des théories de l'acculturation étatsuniennes, découvertes par Bastide au Brésil, grâce aux disciples de Robert Park (1864-1944), l'un des fondateurs de l'école sociologique de Chicago, et notamment Donald Pierson, qui a mené ses recherches sur les relations raciales au Brésil et qui rivalisera avec Bastide dans l'enseignement de la sociologie à São Paulo. Mais l'interlocuteur principal de Bastide sera toujours Melville Herskovits (1895-1963), qui a été le véritable fondateur des études afro-américanistes aux États-Unis, notamment lorsque Bastide essaiera de se démarquer des théories sur l'acculturation élaborées par son collègue étatsunien. Ce seront en effet les études sur l'« interpénétration de civilisations » qui deviendront le domaine de spécialisation principal de Bastide, lorsqu'il rentrera à Paris au début des années 1950.

### **De Versailles à São Paulo**

Philosophe de formation, c'est sous la direction de Gaston Richard (1860-1945) que Bastide découvre la sociologie, à la fin de la Première Guerre mondiale (Ravelet 1993). Gaston Richard enseignait à l'université de Bordeaux, où il avait succédé à Émile Durkheim qui avait occupé la chaire de pédagogie et sciences sociales de 1887 à 1902. Or, l'influence de Richard, et notamment son anti-durkheimisme, sera une constante dans l'ensemble de l'œuvre de Bastide, qui ne cessera jamais de repenser le rapport au sacré et au religieux, en questionnant les théories de Durkheim.

Dans un article de 1928, « Mysticisme et sociologie », Bastide avait déjà adressé des critiques sévères aux *Formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim (1912), en questionnant l'importance, qu'il jugeait excessive, donnée à l'exaltation dans les cérémonies religieuses. Pour Bastide, cela résultait d'un « regard occidental ». Dans ses premiers écrits, Bastide développe ainsi une série de critiques à l'encontre de la sociologie durkheimienne, s'articulant autour de ce qu'il appelle l'« emphase collectiviste » et le conséquent effacement du « fait individuel ». En reprenant les thèses de Richard, Bastide voyait dans le refus du positivisme français de prendre en compte l'individu une des limites majeures de l'approche durkheimienne.

En 1937, Roger Bastide est nommé professeur agrégé de philosophie à Versailles mais, en 1938, Georges Dumas lui propose un poste de professeur à l'université de São Paulo. Dumas avait été envoyé à Rio pour la première fois en 1908 en tant que porte-parole du Groupement des universités et grandes écoles de France pour mettre en place une coopération scientifique avec le Brésil. Son

rôle a été central dans l'envoi des missions universitaires françaises entre 1935 et 1939 à São Paulo. Grâce à Dumas, l'université de São Paulo, qui venait d'être fondée en 1934, rassemblait ainsi un nombre important d'intellectuels français, parmi lesquels on comptait Fernand Braudel pour l'histoire, Pierre Monbeig pour la géographie et Claude Lévi-Strauss qui bénéficiait du dédoublement de la chaire de sociologie de Paul Arbousse-Bastide.

En 1938, Dumas invite Roger Bastide à se rendre au Brésil pour occuper le poste de professeur de sociologie laissé vacant par Claude Lévi-Strauss. Le contrat signé avec l'université brésilienne prévoyait paradoxalement un enseignement sur la sociologie durkheimienne et, en réaction à la démission donnée par Lévi-Strauss en 1937 afin de mener ses recherches chez les Nambikwara et les Bororo, obligeait Bastide à limiter son travail de recherche aux vacances universitaires. Dans la première période de son séjour brésilien, Bastide se consacre donc à son enseignement et à son activité de critique dans plusieurs journaux brésiliens<sup>1</sup>. Il s'attache à la lecture des sociologues brésiliens et fréquente les intellectuels paulistes. Mais ce sont surtout les affinités entre Bastide et le groupe moderniste de São Paulo, et notamment avec Mario de Andrade, qui marqueront ses premiers pas au Brésil. Ce dialogue avec le groupe formé lors de la Semaine d'art moderne, organisée en 1922 à São Paulo et à laquelle participa le poète et folkloriste Mario de Andrade, structure les premiers écrits bastidiens sur l'art brésilien, qui montrent déjà son intérêt pour le syncrétisme sans lequel, selon Bastide, il n'était pas possible de comprendre la réalité brésilienne.

Mais Bastide ne se limita pas à entretenir de nombreux contacts avec les intellectuels brésiliens. Nous verrons que, grâce à son séjour au Brésil, il s'inscrit déjà dans un réseau intellectuel beaucoup plus large, qui rassemble les spécialistes des « études du Noir » dans les Amériques<sup>2</sup>.

### **Arthur Ramos et la création de réseaux intellectuels transnationaux**

Arthur Ramos (1903-1949) a été l'un des premiers à construire de solides réseaux de collaboration intellectuelle et académique à une échelle continentale, œuvrant à l'institutionnalisation du domaine afro-américaniste au Brésil.

Dans le domaine des études afro-brésiliennes, Raymundo Nina Rodrigues (1862-1906) fut longtemps l'un des rares intellectuels brésiliens à s'intéresser aux cultes d'origine africaine. Il faudra

attendre les années 1930 pour qu'Arthur Ramos reprenne son œuvre et la réactualise. La notion de race laisse alors la place à celle de culture et le schéma interprétatif de l'animisme de Tylor est remplacé par la loi des participations de Lévy-Bruhl. Médecin psychiatre, Ramos avait adopté une perspective psychanalytique qu'il appliquait à l'étude du syncrétisme, et notamment aux correspondances entre divinités africaines et saints catholiques. Selon lui, la mentalité afro-brésilienne, qu'il considérait comme « prélogique », pouvait évoluer grâce à l'éducation et au contact avec une « forme religieuse plus évoluée », à savoir, le catholicisme.

Lorsque Bastide arrive à São Paulo en juin 1938, Ramos était déjà reconnu comme le grand spécialiste des cultures et des religions afro-brésiliennes<sup>3</sup>. À cette époque, il occupait la chaire de psychologie sociale dans la nouvelle faculté nationale de philosophie, fondée en 1938 à Rio de Janeiro, et il deviendra le premier professeur d'anthropologie et ethnographie à l'université du Brésil (1939)<sup>4</sup>. À son arrivée, Bastide planifie tout de suite un voyage à Rio pour rencontrer Ramos. Les échanges épistolaires sont très chaleureux et, dans une lettre du 20 juillet 1938, Bastide demande à Ramos d'être son « guide » dans les études sur les « Noirs brésiliens<sup>5</sup> ». Le voyage à Rio sera reporté plusieurs fois et ils ne se rencontreront personnellement qu'en 1941.

Ramos a immédiatement exercé une grande influence sur la pensée bastidienne, en particulier sur son intérêt pour la psychologie sociale, puisqu'il avait déjà publié, en 1936, une *Introduction* à cette discipline (Ramos 1936b). Les lettres échangées entre 1938 et 1949 prouvent la proximité et l'admiration mutuelle qui liaient ces deux grands noms de l'anthropologie afro-américaniste<sup>6</sup>. Dans sa préface à l'ouvrage de Ramos, *Estudos de Folclore*, Bastide se souvient de l'amitié qui le liait à Ramos : « Ce maître des études africanistes a toujours été pour moi le plus précieux inspirateur et le plus sûr des guides » (Ramos 1951).

À partir des années 1930, Ramos avait aussi contribué à structurer le champ des études afro-américanistes, en multipliant les contacts avec les États-Unis, Cuba et Haïti. Il entretenait, en effet, une correspondance suivie avec tous les grands spécialistes des « études du Noir » dans les Amériques<sup>7</sup>, avec des échanges constants de publications, informations et lettres de recommandation pour les chercheurs qui se rendaient au Brésil. Outre avec le fondateur des études afro-cubaines, le Cubain Fernando Ortiz, et le fondateur de l'Institut d'ethnologie de Port-au-Prince, le Haïtien Jean Price-Mars, Ramos échangea pendant dix ans (1935-1945) une dense correspondance avec Richard Pattee, un historien portoricain qui était le directeur de l'Institut ibéro-américain de l'université de Porto-Rico avant d'être nommé au département d'État à



Washington, où en 1938 il prit la direction des relations culturelles des États-Unis avec les républiques latino-américaines. Pattee a été ainsi l'intermédiaire d'un réseau continental de spécialistes des « études du Noir », les mettant inlassablement en contact les uns avec les autres.

Mais c'est avec Melville Herskovits (1895-1963) qu'Arthur Ramos correspondra le plus longuement, de 1935 jusqu'à 1947. Son voyage aux États-Unis de 1940 à 1941 l'aidera à renforcer sa position hégémonique au sein des études afro-brésiliennes. En août 1940, Ramos part aux États-Unis, invité par T. Lynn Smith, directeur du département de sociologie de l'université de Louisiane, où il donnera un cours pendant trois mois, avant de passer deux mois à la Northwestern University, invité par Herskovits. Ramos donnera aussi plusieurs conférences dans les universités de Berkeley, Columbia, Yale et Howard.

Ce voyage avait été précédé par la traduction, faite par R. Pattee, d'une version adaptée pour le public américain de son ouvrage de 1934, *O Negro no Brasil*, qui paraîtra en 1939 (Ramos 1939). Grâce à Richard Pattee et à la politique étatsunienne de « bon voisinage », Ramos sera ainsi le premier intellectuel brésilien à publier aux États-Unis un ouvrage sur les relations raciales.

### **Une politique de « bon voisinage »**

À la fin des années 1930, la *Good Neighbor Policy* du département d'État des États-Unis visait à développer leur influence intellectuelle en Amérique latine, en multipliant les échanges universitaires. Le panaméricanisme et les échanges culturels jouaient, depuis les années 1910, un rôle central dans la politique étrangère étatsunienne (Smith 2017). Le développement d'une « diplomatie culturelle » marqua ainsi le début de la formation de réseaux intellectuels au niveau continental, qui aidaient à asseoir l'hégémonie des États-Unis<sup>8</sup>. Le Brésil était particulièrement intéressant puisqu'il était considéré comme l'alter ego des États-Unis ségrégationnistes, « a laboratory for how people of radically different backgrounds could live together productively » (Smith 2017 : 15).

Cette idée du Brésil comme étant un « laboratoire » des relations raciales avait été avancée, pour la première fois, en 1929, par un chercheur allemand exilé aux États-Unis, Rüdiger Bilden, qui avait séjourné au Brésil de 1925 à 1927 (Bilden 1929). Son projet de recherche anticipait, de façon claire, les conclusions de l'œuvre plus connue de Gilberto Freyre, *Casa grande & Senzala*, publiée en 1933<sup>9</sup>.

En juillet 1938, le département d'État créa un service des relations culturelles. Richard Pattee, qui en devint le *deputy chief*, définissait ainsi sa mission :

Not only must channels be opened for the free flow of our ideas and cultural production to other countries, but, just as important, channels must also be opened for the flow of cultural production from other countries to the United States. Intellectual co-operation would be a vain and meaningless term if only a unilateral policy were carried out (Smith 2017 : 94).

Les échanges entre chercheurs au niveau continental étaient fondamentaux pour lutter contre l'impérialisme européen et la montée du nazisme. L'occupation de la France par les Allemands, en juin 1940, donna un nouvel élan aux politiques panaméricaines. Pour contrer les théories nazies, les débats sur les relations raciales se multiplièrent et le Brésil fut élu « laboratoire racial » des Amériques.

C'est dans ce cadre qu'Arthur Ramos voyagea aux États-Unis. Dans un article publié en 1941, il utilisa le terme de « démocratie raciale » pour désigner ce qu'il considérait comme la principale contribution du Brésil à la lutte contre le nazisme : « The discussion of superiorities or inferiorities of races has never been raised in Brazil. There is no “master race” in Portuguese America. [...] In Brazil we have one of the purest racial democracies in the Western Hemisphere » (Ramos 1941 : 522). Cette vision du Brésil, qui était loin d'être une réelle « démocratie raciale », eut un succès considérable aux États-Unis, grâce aussi au best-seller de Stefan Zweig, *Brazil. Land of the Future*, qui faisait de ce pays un paradis racial où « there is no colour-ban, no segregation, no arrogant classification<sup>10</sup> ».

## **L'Encyclopædia of the Negro**

La trajectoire d'Arthur Ramos au niveau international et le travail incessant de Richard Pattee contribuèrent à l'établissement de solides réseaux intellectuels avec les États-Unis, instaurant une continuité avec d'autres tentatives de collaboration internationale au niveau continental.

La première avait été le projet d'une « Encyclopædia of the Negro », défendu par l'intellectuel et militant afro-américain, W. E. B. Du Bois (1868-1963), qui était déjà en germe, en 1909, pour le cinquantième anniversaire de l'émancipation des Noirs étatsuniens. Pour Du Bois, sa publication

devait être un outil précieux pour l'approfondissement et la diffusion des études sur la « race noire ». Mais, malgré ses efforts, cette encyclopédie ne verra jamais le jour<sup>11</sup>. Du Bois demeura son rédacteur en chef de 1932 à 1946. Il imaginait une encyclopédie en quatre volumes, chacun de 500 000 mots. Mis entre parenthèses à cause de la Grande Dépression aux États-Unis, le projet reprit de la force en 1935, avec l'aide de son assistant, Rayford W. Logan (1897-1982), un historien et activiste panafricaniste, diplômé de Harvard.

Encore une fois, Richard Pattee joua un rôle central, en fournissant en 1936 à Logan une liste de possibles contributeurs pour cette Encyclopédie, parmi lesquels Ortiz, à Cuba, et Ramos, au Brésil<sup>12</sup>. Le 6 décembre 1936, Pattee écrit à Ramos en annonçant la préparation de cette encyclopédie « par un groupe de professeurs et intellectuels, noirs et blancs » :

Presque toutes les personnes aux États-Unis qui s'intéressent à ces études, et notamment aux aspects de la vie de la race noire, collaborent à cette entreprise. Et ils voudraient avoir la collaboration de chercheurs étrangers pour inclure toutes les phases de l'évolution de la race noire. [...] Le Prof. Logan entrera probablement directement en contact pour vous communiquer les détails de l'encyclopédie proposée. Mais je voulais, sans attendre, vous informer de ce projet et solliciter votre importante et indispensable collaboration pour le Brésil. J'ai aussi mentionné les noms du Dr. Jacques Raimundo et du Dr. Renato Mendonça au Brésil et du Dr. Fernando Ortiz à Cuba comme possibles collaborateurs pour cet ouvrage<sup>13</sup>.

Le 3 février 1937, Ramos annonce avoir reçu une invitation à collaborer au projet et, deux mois plus tard, envoie la liste des entrées demandées par les organisateurs<sup>14</sup>. Mais la Carnegie Corporation, qui aurait dû financer le projet de Du Bois, refusa en 1937 : « Persuaded that Du Bois was far too “radical” to serve as a model of disinterested scholarship, and lobbied by Du Bois's intellectual enemies, such as the anthropologist Melville J. Herskovits, the Carnegie Corporation rejected the project » (Appiah & Gates Jr 1999 : XI).

Comme le souligne J. Gershenhorn, cela était emblématique des stratégies déployées par Herskovits pour asseoir son autorité dans un champ d'études en formation :

Herskovits's use of his growing authority with the foundations to advance the study of people of color, however, was mitigated by his paternalism toward black scholars. At times, Herskovits's relations with black scholars were marked by tension. Although he wanted to include blacks in academia, he was usually unwilling to

relinquish his dominant position or support an activist agenda that would confront societal restrictions on black scholars (Gershenhorn 2004 : 143).

Herskovits considérait Du Bois comme un « propagandiste » dépourvu de toute objectivité scientifique, à cause de son activisme politique en tant qu'éditeur de *Crisis*, la revue de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) (*ibid.* : 144). Afin de réduire l'influence de Du Bois, un conseil scientifique, dominé par les intellectuels blancs, fut créé, avec la participation de Herskovits : « As an adviser to the project, Herskovits encouraged black participation but discouraged black control » (*ibid.* : 150)

Confrontée aux tensions au sein de ce projet, la Carnegie Corporation préféra financer The Carnegie Project, dirigé par Gunnar Myrdal, au sein duquel Herskovits publiera son ouvrage de référence, *The Myth of the Negro Past*, en 1941<sup>15</sup>. Cet ouvrage était consacré à la manière dont les Afro-Américains avaient préservé leur culture malgré l'oppression et la discrimination des Blancs. Son but principal était de remettre en question les préjugés sur les Afro-Américains, à savoir que seuls les Africains les moins habiles avaient été réduits en esclavage ; qu'il était impossible de retrouver des liens avec des régions ou des ethnies spécifiques puisque les esclaves provenaient de toute l'Afrique et avaient été séparés à leur arrivée en Amérique ; ou encore que les cultures africaines étaient de toute façon si faibles qu'elles n'auraient jamais pu survivre au contact avec les cultures européennes.

L'analyse de Herskovits ne visait pas à démontrer que des « africanismes », comme il les appelait, avaient été reproduits à l'identique dans les Amériques, puisque, pour lui, la rencontre entre Africains, Européens et Amérindiens avait entraîné « une adaptation et une intégration culturelles » qui avaient produit des modifications, des « réinterprétations », tout en sauvegardant les traces du passé africain. Les notions de rétention et de réinterprétation permettaient donc d'établir « un continuum acculturatif » entre des pratiques typiquement africaines et des comportements marqués par la culture européenne.

La mise en lumière des « africanismes » dans les cultures afro-américaines était aussi une réponse au point de vue ethnocentrique qui voulait que toute culture « inférieure », mise en contact avec la culture européenne, était automatiquement destinée à disparaître. Au contraire, le travail de Herskovits montrait comment des civilisations africaines avaient contribué, de façon substantielle, à l'élaboration des cultures américaines. Cela permettait de remédier au manque

d'estime de soi des Noirs américains. Comme l'écrivait Herskovits : « A people that denies its past cannot escape being a prey to doubt of its value today and of its potentialities for the future » (Herskovits 1990 [1941] : 32). Il fallait découvrir son passé africain, acquérir une fierté de sa propre histoire et de son ancestralité, afin de lutter contre la discrimination des Noirs dans la société étatsunienne. Mais le travail d'Herskovits eut aussi un autre effet. Il permit d'asseoir les études de l'acculturation dans la discipline anthropologique, en introduisant une vision dynamique de la société et du changement culturel.

### **L'Institut international d'études afro-américaines et la revue *Afroamérica***

Lorsque Bastide arrive au Brésil, une autre tentative de rassembler les spécialistes des « études du Noir » était en cours, avec la création de l'Institut international d'études afro-américaines, au début des années 1940. Herskovits avait proposé la création d'une Société interaméricaine d'études sur les Noirs (Inter-American Society of Negro Studies), directement liée au Committee on Negro Studies, dont il était le président, créé en mars 1940 sous les auspices de l'American Council of Learned Societies (ACLS) (Gershenhorn 2004 : 158).

L'ACLS avait organisé une conférence internationale d'études afro-américaines, qui aurait dû se tenir du 13 au 18 avril 1942 à Port-au-Prince (Haïti), mais qui avait été annulée à cause des problèmes de transport, dus à la guerre. À la Société interaméricaine d'études sur les Noirs auraient dû participer les grands noms de l'afro-américanisme, parmi lesquels Ortiz, Price-Mars et Ramos. Lors d'une réunion à Washington, en 1943, Herskovits, Ortiz et Price-Mars avaient aussi décidé de créer une revue, appelée *Afroamérica*, qui allait être dirigée par Fernando Ortiz, « comme une continuation et prolongation des *Estudos Afrocubanos* », la revue de la Société d'études afro-cubaines fondée par Ortiz en 1937<sup>16</sup>. Le 30 juin 1943, Ramos déclarait à Herskovits son soutien à la création de l'Inter-American Society of Negro Studies. Mais le 20 octobre 1943, lors du 1<sup>er</sup> Congrès démographique interaméricain à Mexico, F. Ortiz proposa la fondation d'un Institut international d'études afro-américaines dont il fut élu directeur. Gonzalo Aguirre Beltrán, pionnier des études afro-mexicaines, fut élu vice-directeur<sup>17</sup>. Suite à la réunion avec Herskovits à Washington, Ortiz avait défendu la création de l'Instituto Internacional de Estudios Afroamericanos au Mexique, « parce que l'ambiance de ce pays était plus favorable à la discussion des problèmes raciaux, les préjugés sociaux n'étant pas si forts que dans d'autres pays (notamment les États-Unis) » (Argüelles 1983 : 104).

Le 21 décembre 1943, Ramos demanda à Herskovits des nouvelles de l'Inter-American Society of Negro Studies et sa revue *Afroamérica*. Le 19 juin 1944, Herskovits lui écrivait :

I have not written you further about our proposed Inter-American Society since I feel we should not do anything that will duplicate the effort initiated by Fernando Ortiz in Mexico last year. This has considerable possibilities, and if it achieves the end we are contemplating, so much the better. Naturally, I am cooperating with the group as I presume you are<sup>18</sup>.

L'Instituto Internacional de Estudios Afroamericanos semble ainsi avoir pris la place de l'Inter-American Society of Negro Studies qui avait été proposée par Herskovits quelques mois plus tôt<sup>19</sup>. Le positionnement d'Ortiz découlait d'un scepticisme croissant vis-à-vis de la politique du « bon voisinage » menée par les États-Unis. Dans une table ronde sur « Impérialisme et bon voisinage », organisée en 1946 par Jesús Silva Herzog, directeur de la revue *Cuadernos Americanos*, Ortiz critiqua ouvertement cette politique, affirmant que « l'Amérique latine ne doit pas attendre de Washington un meilleur traitement que celui octroyé par son gouvernement à son propre peuple discriminé » (Argüelles 1983 : 106). Mais ce changement d'attitude était aussi le fruit des tensions croissantes qui l'opposaient à Herskovits. Comme le rappelle Trinidad Pérez Valdés, Ortiz a longtemps été un admirateur du travail de Herskovits mais, suite à la publication de son ouvrage, *Contrapunteo cubano del tabaco y del azúcar* (1940), avec une introduction de Bronislaw Malinowski qui critiquait les théories de l'acculturation de Herskovits en les remplaçant par la notion de transculturation d'Ortiz, les rapports entre les deux chercheurs étaient devenus « tendus et agressifs » (Trinidad Pérez 2014 : 228).

L'Institut international d'études afro-américaines fonda la revue *Afroamérica*, qui publia son premier numéro en 1945. Son but était de divulguer les recherches sur « le passé et la situation actuelle de la population noire d'Amérique<sup>20</sup> ». Selon la liste publiée dans le premier volume de la revue, les membres de l'Institut étaient environ 150, dont la plupart venaient des États-Unis, Brésil, Cuba, Mexique et Haïti. Parmi eux, on comptait Arthur Ramos, Gilberto Freyre, Edison Carneiro, Renato de Mendonça et Heloisa Alberto Torres (Brésil) ; Melville Herskovits, Franklin Frazier, W. E. B. Du Bois, Lorenzo Turner, Rayford Logan et Alain Locke (États-Unis) ; Richard Pattee (Porto Rico) ; Jean Price-Mars, Auguste Remy Bastien et Jacques Roumain (Haïti) ; Gonzalo Aguirre Beltrán, Alfonso Caso et Jorge A. Vivó (Mexique) ; Nicolás Guillen, Fernando Ortiz, Alejo Carpentier et Julio Le Riverend (Cuba) ; Fernando Romero (Pérou) et Aimé Césaire (Martinique, France).

Cette revue, qui publiait en plusieurs langues, constitue la première tentative de rendre visible une alliance transaméricaine entre les différents chercheurs qui étudiaient « le problème du Noir » dans les Amériques. Elle proposait, pour la première fois, « une vision globalisée et pluralisée de l'expérience du Noir dans cette région » (Fernández 2013 : 130). Avec la parution de la revue *Afroamérica*, on commence ainsi à penser ce domaine comme une « expérience collective transnationale<sup>21</sup> ». Mais la revue, annoncée avec une fréquence semestrielle, ne publiera que trois numéros et disparaît en 1946, un an seulement après avoir été fondée<sup>22</sup>.

Sa courte existence a cependant permis de rendre visible la formation d'un nouveau champ d'études : le domaine afro-américaniste. En effet, lorsque l'Institut et *Afroamérica* sont créés, leurs membres fondateurs avaient déjà publié leurs œuvres les plus importantes et renforcé leurs positions au niveau institutionnel. Jean Price-Mars avait publié *Ainsi parla l'Oncle* en 1928 ; Arthur Ramos, *As culturas negras do Novo Mundo*, en 1937 ; Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, en 1939 ; Fernando Ortiz, *Contrapunteo cubano del tabaco y del azúcar*, en 1940 ; Melville Herskovits, *The Myth of the Negro Past*, en 1941. Gonzalo Aguirre Beltrán publiera *La población negra de México 1519-1810*, en 1946. Depuis 1941, le champ intellectuel des « études du Noir » dans les Amériques était polarisé entre le Brésil, où Arthur Ramos venait de fonder la Société brésilienne d'anthropologie et d'ethnographie ; Cuba, où Fernando Ortiz avait fondé en 1937 la Société d'études afro-cubaines et venait de lancer sa théorie sur la transculturation ; Haïti, où Jean Price-Mars venait de fonder l'Institut d'ethnologie à Port-au-Prince ; et les États-Unis, où Melville Herskovits avait publié *The Myth of the Negro Past* et exerçait son influence pour consolider sa propre position hégémonique au sein du domaine afro-américaniste. La fondation de l'Institut est ainsi l'expression de l'effort d'institutionnalisation du domaine d'études afro-américanistes<sup>23</sup>.

## **Le Brésil comme laboratoire de l'acculturation**

Bastide arrive donc au Brésil à un moment de grande effervescence intellectuelle et découvre ces réseaux de collaboration afro-américanistes par l'intermédiaire d'Arthur Ramos. Bastide doit ainsi trouver sa place dans un milieu intellectuel déjà balisé au Brésil par les rapports de coopération avec les États-Unis que Ramos avait aidé à développer. En effet, depuis le début des années 1930, plusieurs chercheurs avaient mené leurs recherches au Brésil, parmi lesquels on compte Donald Pierson, Ruth Landes, Robert Park, Franklin Frazier, Lorenzo Turner et Melville Herskovits.

Donald Pierson (1900-1995) était arrivé au Brésil en 1935, envoyé par l'université de Chicago, afin d'étudier la « situation raciale et culturelle » à Bahia. Ses directeurs de thèse étaient Robert Park et Robert Redfield (1897-1958), conjuguant ainsi les influences de la sociologie de l'école de Chicago et de l'anthropologie culturelle étatsunienne. Pierson séjourna à Bahia de 1935 à 1937, menant une recherche qui donnera lieu à son ouvrage *Negroes in Brazil*, publié en 1942 aux États-Unis et en 1945 au Brésil, avec une préface d'Arthur Ramos (Pierson 1945). En 1939, Pierson retourne au Brésil comme professeur de sociologie et anthropologie sociale à l'École libre de sociologie et politique (ELSP) de São Paulo, une institution pionnière au Brésil qui se consacrait exclusivement aux sciences sociales. L'ELSP avait été fondée en 1933, un an avant la faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'université de São Paulo, fondée, elle, en 1934, grâce aussi à la mission française à laquelle participèrent C. Lévi-Strauss et R. Bastide. Pierson devint le directeur du département de sociologie et d'anthropologie de l'École libre de São Paulo et créa la division d'études de troisième cycle dans laquelle il administra, en outre, un séminaire consacré aux « méthodes et techniques de recherche sociale », dans lequel le terrain devenait un élément fondamental dans la formation des chercheurs brésiliens. Mais Pierson a également été le véritable « propagateur » des idées et des méthodes de l'école de Chicago au Brésil, en mettant en avant les enseignements de son mentor, Robert Park.

Après sa retraite de l'université de Chicago en 1933, Robert Ezra Park enseigna à la Fisk University<sup>24</sup>, où il avait aussi encouragé d'autres chercheurs à se rendre au Brésil, telle Ruth Landes qui prépara son séjour de recherche au Brésil, de 1938 à 1939, en enseignant dans cette université noire du Tennessee. En 1937, Park voyagea au Brésil où il séjourna deux mois à Salvador de Bahia (Prado Valladares 2010). Dans l'Introduction à l'édition étatsunienne du livre de Pierson, Park écrivait : « Brazil is one of the more conspicuous melting-pots of races and cultures around the world where miscigenation and acculturation are obviously going on » (Park 1942 : XV).

En 1940, ce sera Franklin Frazier (1894-1962), ancien élève de Park à l'université de Chicago, qui entreprendra un voyage à Salvador pour tester ses hypothèses sur la « famille nègre ». En 1941, Melville Herskovits séjourna pendant plusieurs mois à Salvador. Les deux grands rivaux des études afro-américaines véhiculeront leur fameuse polémique dans des articles issus justement de cette expérience sur le terrain bahianais (Frazier 1942 ; Herskovits 1943). En effet, dans son ouvrage de 1941, Herskovits s'opposait, de façon claire, aux théories défendues par les « race-crossing studies » (les études sur les relations interraciales), qui étaient dominées par l'école de Chicago, et notamment par Park et Frazier.



Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement étatsunien avait enrôlé les anthropologues dans l'effort de guerre. Herskovits travailla pour le gouvernement, en aidant à organiser des cours adressés aux « Civil Affairs officers for the War Department » (Gershenhorn 2004 : 176). La distribution de financements aux centres universitaires qui travaillaient sur les relations raciales aggrava la concurrence entre la Northwestern University, où Herskovits était en poste, et la Fisk University, où avaient travaillé Park, Pierson et Landes.

Le 8 décembre 1940, Frazier arriva à Salvador accompagné par Lorenzo Dow Turner (1890-1972), qui enseignait à la Fisk University (Sansone 2011). Leur arrivée fut largement commentée dans les journaux bahianais. Frazier souhaitait étudier la structure familiale des Noirs brésiliens dans une des régions considérées par Herskovits comme l'un des centres majeurs des « africanismes ».

Melville Herskovits passera un an au Brésil, de septembre 1941 à août 1942 (Gershenhorn, 2004 : 86-87), en menant ses recherches à Salvador de Bahia et Porto Alegre. Son principal contact fut Arthur Ramos, avec qui il entretenait des rapports épistolaires depuis le début des années 1930<sup>25</sup>. Herskovits visita aussi plusieurs institutions « for the purpose of assessing the state of the social sciences in Brazil as part of a program of improving American-Brazilian cooperation in social science research » (Gershenhorn 2004 : 87). La Rockefeller Foundation, qui avait financé le voyage de Herskovits au Brésil, visait à développer « a long-term “intellectual rapprochement” » des intellectuels latino-américains avec les États-Unis<sup>26</sup>. En 1942, Herskovits donna une conférence qui fit date à la faculté de philosophie de l'université de Bahia, en présentant une première analyse des recherches qu'il avait effectuées à Bahia sur les cultes afro-brésiliens. Dans cette conférence, Herskovits affirma pour la première fois le caractère non pathologique de la possession qui était, à ses yeux, le résultat d'un réflexe conditionné créé lors des rituels d'initiation. Or, cette affirmation changea à jamais la façon d'envisager les cultes de possession, en les soustrayant définitivement à l'influence médicale qui avait caractérisé toute la première époque des études afro-brésiliennes.

## **De l'acculturation aux interpénétrations de civilisations**

L'insertion de Roger Bastide dans un milieu intellectuel qui était déjà profondément marqué par les études sur l'acculturation et par les théories de la sociologie étatsunienne réorienta complètement ses recherches. Pendant ses premières années brésiliennes, Bastide se consacra à l'enseignement de la sociologie à l'université de São Paulo, où la chaire d'anthropologie était occupée par l'Allemand

Emilio Willems (1905-1997) qui utilisait dans ses analyses sur l'immigration allemande au Brésil les paradigmes de l'école de sociologie de Chicago et de l'anthropologie culturelle étatsunienne, notamment le continuum folk-urbain de Robert Redfield. Il est probable que Willems, comme du reste Ramos et Pierson, ait contribué à mieux faire connaître à Bastide les auteurs étatsuniens. Dans le programme de son cours d'anthropologie, Willems enseignait des sujets tels que « Race, mentalité et culture », « Contacts raciaux et culturels », « Le problème du Noir en Amérique » ou « Acculturation et assimilation ».

C'est ainsi au Brésil que Bastide découvre la sociologie étatsunienne et notamment les études sur l'acculturation et les contacts de cultures, à travers le « Memorandum for the Study of Acculturation » de Redfield, Linton et Herskovits. En 1935, le Conseil américain de la recherche en sciences sociales (Social Science Research Council) avait demandé à Robert Redfield, Ralph Linton (1893-1953) et Melville Herskovits de réfléchir à la notion d'acculturation. En 1936, ils publièrent leur « Memorandum », selon lequel l'acculturation comprenait « those phenomena which result when groups of individuals having different cultures come into continuous first-hand contact, with subsequent changes in the original cultural patterns of either or both groups » (Redfield, Linton & Herskovits 1936 : 149). Pour les trois auteurs, l'« acculturation » n'était ainsi qu'une forme parmi d'autres du changement culturel ne devant pas être confondue avec l'assimilation, ni avec la diffusion.

Un an plus tard, en 1937, Arthur Ramos publiait *As culturas negras no Novo Mundo*, le premier effort de synthèse des études sur les Afro-descendants dans les Amériques. Dans cet ouvrage, des chapitres étaient consacrés aux « études du Noir » à Cuba, Haïti et aux États-Unis. Les conclusions étaient consacrées au « problème de l'acculturation » (Ramos 1979 [1937] : 239). Ramos avait pris soin d'envoyer des exemplaires de cet ouvrage à ses collègues dans les Amériques, et notamment à Melville Herskovits, qui était son principal interlocuteur.

L'idée de ce livre était née lors d'une conférence que Ramos avait donnée, en juin 1936, au département de culture de São Paulo, dirigé par Mário de Andrade (Ramos 1936a). Cette conférence sur les cultures noires ouvrait le cours d'ethnographie organisé par Dina Lévi-Strauss, la femme de Claude Lévi-Strauss, qui deviendra la secrétaire de la Société d'ethnographie et de folklore fondée par Mário de Andrade en 1937. Dans cette conférence, l'accent était mis sur les dynamiques à l'origine du « problème du Noir » à une échelle continentale. Lorsque Bastide arrive

au Brésil, la question de l'acculturation et des relations interraciales et interculturelles était ainsi au cœur des travaux afro-américanistes.

En 1938, Melville Herskovits publia *Acculturation. The Study of Culture Contact*, dont le but déclaré était « de définir et d'orienter l'étude du contact culturel » (Herskovits 1938 : V)<sup>27</sup>. Herskovits essaya de délimiter cette notion, en critiquant l'absence de précision dans la définition de ce terme. Selon lui, certains s'en servaient pour désigner l'échange culturel, « résultat » du contact entre cultures ; alors que, pour d'autres, il s'agissait du « processus » par lequel un trait culturel spécifique est absorbé par une culture réceptrice. Or, pour Herskovits, il était très important de montrer que ces processus ne se faisaient pas seulement dans une direction, mais que les deux cultures en contact étaient également modifiées par cette rencontre.

En 1940, Fernando Ortiz publia *Contrapunteo del tabaco y del azúcar*, où il présentait sa notion de transculturation, remplaçant la notion d'acculturation par un nouveau concept qui soulignait le changement au sein des deux cultures en contact par l'utilisation du préfixe *trans*. L'introduction à cet ouvrage avait été écrite par Bronislaw Malinowski (1884-1942), fondateur de l'anthropologie sociale britannique et père du fonctionnalisme en anthropologie. Malinowski était en congé sabbatique aux États-Unis lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclata. Professeur invité à l'université de Yale de 1939 à 1940, il y restera jusqu'à sa mort le 16 mai 1942. Malinowski, qui était en concurrence directe avec Herskovits sur le terrain des études de l'acculturation, soulignait avec ardeur les limites de la notion défendue par son rival et remise en cause par Ortiz.

Selon Malinowski, Ortiz aurait choisi le terme « transculturation » pour remplacer des expressions telles que « changement culturel », « acculturation » ou « diffusion », qui étaient jugées imparfaites du point de vue de la signification<sup>28</sup> : « J'ai accueilli avec enthousiasme ce néologisme dès le premier moment. Et j'ai promis à son inventeur de m'appropriier cette nouvelle expression tout en lui reconnaissant sa paternité, afin de l'employer constamment et loyalement chaque fois que j'en aurais l'occasion » (Malinowski 2011 [1940]). Et il poursuivait :

Analysons par exemple le terme *acculturation*, qui a commencé à se répandre, il n'y a pas longtemps, et qui menace de s'emparer de ce domaine, particulièrement dans les écrits sociologiques et anthropologiques des auteurs étatsuniens. [...] le mot *acculturation* contient tout un ensemble d'implications terminologiques inopportunes. C'est un terme ethnocentrique doté d'une signification morale (*ibid.* : 12).

Le terme *acculturation* implique, par la préposition *ad-* qui l'ouvre, le concept d'un *terminus ad quem*, d'une finalité. L'individu « inculte » doit recevoir les bienfaits de « notre culture » ; c'est « lui » qui doit changer pour devenir « l'un des nôtres » (*ibid.* : 13).

Or, le terme « transculturation » aurait, au contraire, le mérite de mettre en avant un processus beaucoup plus « démocratique », fondé sur de la réciprocité :

Pour décrire un tel processus, le terme aux racines latines *transculturation* met bien en perspective un vocable qui ne contient pas la nécessité pour une culture donnée de tendre vers une autre, mais bien une transition entre deux cultures, toutes les deux actives, toutes les deux contribuant par autant d'apports, et toutes les deux co-opérant à l'avènement d'une nouvelle réalité de civilisation (*ibid.*).

Malinowski se garda bien de citer les tentatives de Herskovits pour nuancer le concept d'acculturation, en lui donnant justement ce sens de partage dans les influences culturelles, où la notion de transculturation était déjà en gestation. Il fallait limiter la portée théorique des écrits d'Herskovits et, en cela, la critique de Fernando Ortiz était providentielle<sup>29</sup>.

Les théories ayant une portée continentale étaient reprises, de façon inégale, par les autres spécialistes. Si, dans sa préface à la première édition de 1937 de *As Culturas Negras do Novo Mundo* Ramos soulignait les échanges qu'il avait entretenus avec Melville Herskovits, Fernando Ortiz et Jean Price-Mars, lors de la deuxième édition, révisée et élargie, publiée en 1946, il fut beaucoup plus soucieux d'asseoir sa propre position, en limitant les références à ses collègues. Ainsi, il ne fit aucune référence au terme « transculturation », qui avait été proposé par Ortiz en 1940<sup>30</sup>. Il fut aussi beaucoup plus discret au sujet de l'influence du travail de Herskovits, ne citant qu'une seule fois son ouvrage de référence, *The Myth of the Negro Past*, paru en 1941 (Ramos 1979 : 70). Cela montre une certaine ambivalence de Ramos vis-à-vis de Herskovits. En effet, en 1937, Ramos avait déjà souligné l'existence d'une sorte d'échelle d'africanismes au sein des cultures noires dans les Amériques (*ibid.* : 240), une idée qui avait été reprise dans l'ouvrage de 1941 de Herskovits. Dans le chapitre « *The significance of Africanisms* », Herskovits cite, en effet, l'ouvrage de Ramos de 1937, mais il ne reconnaît pas sa dette vis-à-vis du Brésilien (Herskovits 1990 : 16). À cette époque, Herskovits était déjà en train de conforter sa position hégémonique au sein des études afro-américanistes grâce aux études sur l'acculturation, qui dominaient les débats afro-américanistes de l'époque.

Il poursuivra son analyse des processus d'acculturation dans un vaste ouvrage, qui verra le jour en 1948 (Herskovits 1948). Dans ce texte, il revient sur la définition du Conseil de la recherche en sciences sociales qui, à ses yeux, posait problème, puisqu'elle n'aidait pas à distinguer la *nature* et les *agents* de ces phénomènes, ni les différences entre l'acculturation et les autres formes de changement culturel (*ibid.* : 523). Pour Herskovits, il fallait distinguer la transmission culturelle *accomplie* de la transmission culturelle *en cours*. C'était uniquement à ce dernier phénomène que, selon lui, il fallait consacrer l'usage du terme « acculturation<sup>31</sup> ». L'acculturation n'était pas un *résultat* mais un *processus*.

Herskovits profita aussi de cet ouvrage pour rappeler que, à ses yeux, le terme « acculturation » n'avait jamais impliqué une hiérarchisation des cultures en contact, qui seraient plus ou moins « supérieures » ou « avancées » : « The significant point is that, whatever the nature of contact, mutual borrowing and subsequent revision of cultural elements seem to result » (*ibid.* : 530). Pour Herskovits, la transformation de la culture s'effectuait par « sélection » d'éléments culturels empruntés, selon la « tendance » profonde de la culture réceptrice. L'acculturation n'entraînait donc pas la disparition de la culture initiale, ni la modification de sa logique interne.

Il proposa le concept de « réinterprétation », pour rendre compte de la manière dont chaque groupe opère de nouvelles synthèses culturelles en situation de contact. Mais ces processus de changement social et culturel entraînaient aussi la désorganisation et la réorganisation des personnalités individuelles. Or, Robert Park utilisait l'expression « *marginal man* », l'homme marginal, pour désigner un membre d'un groupe culturel qui, en contact avec un autre groupe, avait perdu ses caractéristiques sans être intégré dans le groupe dominant (Park 1928). Il devenait ainsi « marginal », puisqu'il était en marge de deux cultures : la sienne, qu'il avait perdue, et l'autre, qu'il n'avait pas encore assimilée. Les études sur l'acculturation ou sur le changement culturel étaient donc au cœur des tentatives d'institutionnalisation du domaine afro-américaniste dans les années 1930 et 1940.

Mais, si Bastide découvre à São Paulo les théories de l'acculturation et les travaux de l'école de Chicago, il ne faut pas oublier que, bien avant son départ au Brésil, il était déjà intéressé par la rencontre des cultures, entraînée par les migrations. En 1931, il avait, en effet, publié dans la *Revue internationale de sociologie*, une étude sur les Arméniens de Valence qui sera son premier texte sur l'interpénétration de civilisations, où l'on voit déjà se dessiner les concepts d'enculturation et de

synchrétisme (Bastide 1931). Bastide fut aussi un habitué de la bibliothèque de l'École libre de São Paulo, où il pouvait lire les écrits des sociologues de l'école de Chicago. Ainsi, dans le premier numéro de la revue *Sociologia*, qui avait été créée par Pierson, il publia, en 1946, un article sur la « macumba paulista » (Bastide 1946). Pour montrer comment la macumba était une forme « dégradée » des religions afro-brésiliennes qui avait perdu, dans les grands centres urbains, l'héritage africain préservé dans le candomblé bahianais, Bastide employait la loi de Park selon laquelle l'urbanisation et la modernisation entraînaient la prédominance d'une mentalité rationnelle qui remettait en cause les valeurs africaines. Cela montre que, au moins dans ses premiers écrits brésiliens, il était proche des théories de l'école de Chicago.

Bastide découvre donc, à São Paulo, une nouvelle approche sociologique avec laquelle il dialoguera dans ses écrits, en développant sa réflexion sur les processus d'acculturation et sa théorie du synchrétisme de 1954 jusqu'à sa mort en 1974. Ainsi, lorsqu'il traite des « sociétés globales » dans son ouvrage de 1960 (Bastide 1996b : 532), Bastide reprend, d'une certaine façon, l'idée de Park, selon laquelle une question essentielle de la sociologie est de comprendre comment la vie sociale s'organise dans des sociétés de plus en plus cosmopolites, urbaines et industrielles (Cucho 2008). Mais il questionne aussi la notion d'homme marginal qui était le résultat des processus d'acculturation, en la remplaçant par son « principe de coupure<sup>32</sup> » :

La psychologie de l'homme marginal est à reprendre, tout au moins dans certains de ses aspects fondamentaux, pour lui enlever tout ce qu'on lui prête habituellement de pathétique. L'homme déchiré, lieu de combat entre deux mondes qui s'affrontent au-dedans de lui, existe bien ; mais il est plus le produit de facteurs sociaux (discriminations raciales, régime de castes, hiérarchie des couleurs) que de facteurs proprement culturels. [...] Nous avons proposé d'appeler principe de coupure cette solution au problème de l'acculturation et ce principe nous paraît avoir une valeur générale, car nous l'avons retrouvé, sous une forme légèrement différente, chez les étudiants africains vivant en France (Bastide 1996b [1960] : 533).

Pour Bastide, si le principe de coupure est « une caractéristique des phénomènes acculturatifs », il n'a toutefois « qu'une valeur limitée » :

Il suppose, en effet, un certain équilibre entre les deux mouvements « d'enculturation », africain et occidental, pour employer le terme nord-américain difficilement traduisible en français. C'est pourquoi il agit surtout dans les familles traditionnellement liées au candomblé, dans les classes basses de la société où l'influence de

l'école multiraciale reste confinée aux quelques années de la prime enfance et dans des communautés où les préjugés de couleur sont au minimum. Lorsqu'au contraire les bouleversements des structures sociales entraînent la lutte des ethnies sur le marché du travail et comme conséquence l'intensification des stéréotypes ou des discriminations, même larvées ou déguisées, comme moyen pour les Blancs de garder les commandes de la société globale, alors la crise révèle les contradictions des mondes juxtaposés et les idéologies noires remplacent les religions africaines ou les pénètrent de nouvelles valeurs (*ibid.* : 535).

Pour Bastide, « de tous les concepts que l'anthropologie culturelle a dégagés de son étude des rencontres de civilisations, le plus important [...] est celui de réinterprétation » (*ibid.*). Ce concept, qui avait été théorisé par Herskovits, sera ainsi au cœur des futures analyses de Bastide. En réponse aux théories étatsuniennes, Bastide consacra une partie de son ouvrage *Le prochain et le lointain* (1970b) à l'analyse de l'acculturation matérielle et de l'acculturation formelle (Bastide 1970b). L'acculturation matérielle consiste, pour Bastide, en la diffusion d'un trait culturel, le changement d'un rituel, la propagation d'un mythe, tandis que l'acculturation formelle serait, au contraire, l'acculturation de l'intelligence et de l'affectivité, l'« acculturation de la psyché », allant « jusqu'aux transformations ou aux métamorphoses de la forme de sentir, d'appréhender de la conscience » (*ibid.* : 139).

L'acculturation formelle permet à Bastide de remplacer la notion de réinterprétation, qui était utilisée par Melville Herskovits. Mais Bastide retombe dans le piège du culturalisme, lorsqu'il valorise non plus la culture en général, ou des « traits culturels » en particulier, mais la religion par rapport à la société globale. Et en cela, il reprend une idée qui était au cœur des écrits des précurseurs des études afro-américanistes, et notamment Du Bois pour qui, déjà en 1903, la religion était le « foyer culturel » des sociétés afro-américaines (Du Bois 1903).

Les analyses de Bastide ont aussi une valeur particulière dans l'actuel développement des études afro-américanistes puisque, avec son principe de coupure et sa notion d'enkystement culturel, Bastide ouvre la voie aux processus de réafricanisation, en offrant des bases théoriques aux mouvements de lutte contre le syncrétisme (Capone 2007, 2016). Les études sur l'acculturation ou sur « l'interpénétration de civilisations », comme il préférerait les appeler, seront ainsi au cœur de la carrière de Roger Bastide, une fois revenu en France.

## Retour en France

Plusieurs auteurs ont souligné le fait que Roger Bastide a longtemps entretenu une sorte de « marginalité » par rapport au monde qui l'entourait. Nous avons vu que, avant son départ au Brésil, il avait pris des positions ouvertement critiques vis-à-vis de la sociologie durkheimienne. Or, cette remise en cause des théories dominantes à son époque le placera, pendant des années, en porte-à-faux par rapport au milieu intellectuel français. Mais, lorsqu'il rentre en France, Bastide est obligé d'occuper une position beaucoup plus centrale dans le milieu académique français puisque, le 10 octobre 1950, la VI<sup>e</sup> Section de l'École pratique des hautes études l'élit à un poste de directeur d'études. Bastide intègre ainsi le groupe de professeurs de sociologie de cette section, parmi lesquels on comptait Soustelle, Gurvitch, Le Bras et Lévy-Bruhl.

Henri Desroche, dans une conférence prononcée à São Paulo le 7 mai 1976 (Desroche 1978), rappelle que Bastide avait souhaité se distancier des deux grands courants de la sociologie religieuse en France : celui de Durkheim et celui animé par Gabriel Le Bras, qui menait une analyse quantitative de la pratique religieuse en France. Desroche avance l'hypothèse que Bastide aurait à ce moment espéré, lui aussi, attacher son nom à une grande filière de sociologie religieuse, mais que, ayant vu « que la scène de la sociologie religieuse était occupée par Le Bras » (*ibid.* : 88), il aurait finalement privilégié un domaine au croisement de l'ethnologie, de la psychologie et de l'anthropologie religieuse.

Cependant, en 1948, Bastide avait déjà publié un texte sur les interpénétrations de civilisations qui montrait les lignes directrices d'un futur séminaire pour la VI<sup>e</sup> Section (Bastide 1948a). Cette même année, il publiait dans *Les Annales* un article de synthèse sur les débats qui structuraient le domaine afro-américaniste, dans lesquels la question de l'acculturation était centrale (Bastide 1948b). Bastide avait, en effet, évolué pendant 15 ans dans un milieu intellectuel – l'afro-américanisme – qui mettait au centre de ses débats la question des relations raciales et du changement culturel.

Si le rapport au sacré est au cœur de ses écrits sur les arts et la littérature et central dans sa réflexion sur le mysticisme, lorsque Bastide obtient une direction d'études à l'École pratique, il abandonne le label « sociologie religieuse » pour occuper un domaine qui était encore pratiquement méconnu en France : l'étude des relations interraciales et interculturelles, ou comme le définissait Bastide, l'« interpénétration de civilisations ». Cette prise de distance avec la sociologie



religieuse, malgré les liens qu'il a entretenus jusqu'à sa mort avec les membres du groupe de sociologie des religions et notamment avec Henri Desroche, était déjà en gestation dans son expérience brésilienne et devient encore plus claire lorsque Bastide reprend sa collaboration avec Gurvitch.

Dans un autre travail (Capone 2010), j'ai montré comment Bastide s'inscrit de plein droit dans l'école gurvitchéenne puisque, pour lui, l'anthropologie étatsunienne n'est que le point de départ de l'analyse des interpénétrations de civilisations. Les outils intellectuels pour son développement, il les trouvera dans la sociologie et l'ethnologie françaises : dans les travaux de Granet et de Leenhardt, la notion de représentation collective de Durkheim et Mauss, la définition de la mémoire collective d'Halbwachs, la loi des participations de Lévy-Bruhl et la théorie des paliers de Gurvitch.

Or, en 1958, après la soutenance de son doctorat d'État, Bastide se voit confier une chaire d'ethnologie sociale et religieuse à la Sorbonne. Il est chargé des cours de licence en ethnologie générale et en histoire des religions, ainsi que d'un séminaire de 3<sup>e</sup> cycle qui se déroule au musée de l'Homme. Le premier séminaire, pour l'année 1958-1959, fut consacré aux « phénomènes d'acculturation ». En reprenant toutes les théories sur l'acculturation, y compris la théorie de la transculturation de Fernando Ortiz, Bastide remettait en cause le culturalisme étatsunien qui, selon lui, « ne pouvait satisfaire les esprits européens » et qui devait être corrigé par l'apport de l'Europe « à la clarification des problèmes de l'acculturation ». Pour cela, il fallait replacer les faits d'acculturation au sein des situations dans lesquelles les contacts s'établissaient : « [...] avec l'apparition de cette nouvelle variable, les situations sociales de contact, la sociologie va rompre le cercle enchanté du culturalisme » (Bastide 1998 : 114). Georges Balandier en France, Max Gluckman en Angleterre, parleront de la « situation coloniale » ; Bastide mettra en avant la « situation esclavagiste » (Bastide 1996b : 529).

En France, la problématique de l'acculturation a été posée en grande partie dans le contexte de la décolonisation. Mais Bastide propose aussi d'étendre la notion d'acculturation à l'analyse des phénomènes de contact et de transferts à *l'intérieur* d'une même société. Dans ce sens, « ce sont les historiens qui ont été attirés les premiers par l'étude des rencontres entre civilisations, qui se heurtent et se mêlent au cours du temps » (*ibid.* : 16). Or, dans cette perspective, le champ de l'acculturation ne se limite plus à la rencontre de cultures hétérogènes dans l'espace, mais s'étend aussi à la coexistence, dans une même société, de différentes strates temporelles (Grenon 1992).

Au cours des années 1960, la notion d'acculturation prend racine en France et les travaux de Bastide sur ces questions ont incontestablement influencé l'anthropologie française. Mais l'anthropologie britannique trouvait ce terme « limité » et « insuffisant ». Malinowski lui préférait la notion de « contact de cultures » (*culture contact*) ou de « transculturation ». Les Britanniques insistaient d'ailleurs moins sur la dimension théorique de la question des contacts et des transferts culturels, que sur la réalité des changements provoqués par la présence des Blancs, par exemple, en Afrique. Pour Bastide, les chercheurs français avaient donc le choix entre deux termes : « *culture contact* » proposé par les Britanniques et « *acculturation* » proposé par les Étatsuniens. Or, c'est le terme britannique qui lui semblait ambigu, dans la mesure où il « pouvait aussi bien indiquer la condition nécessaire pour que des échanges se produisent que le processus de leurs productions » ; alors que le terme étatsunien lui semblait mieux indiquer « le sens des nouvelles préoccupations, la volonté d'étudier un phénomène dynamique, dans sa réalité temporelle » (Bastide 1996b : 315). On voit là clairement se dessiner l'influence d'Herskovits qui, toutefois, ne sera jamais reconnue dans l'œuvre de Bastide.

## Conclusions

Lorsque Bastide revint définitivement du Brésil, en 1954, les études sur l'acculturation dominaient les recherches afro-américanistes. À la fin des années 1950, s'ouvre au Brésil une nouvelle phase qui était aussi une réponse aux études sur l'acculturation. Les recherches de Pierre Verger, en choisissant une approche ouvertement « contre-acculturative », remettaient en avant les liens de continuité avec les cultures africaines. Ce qui était important, ce n'était plus le changement culturel mais la fidélité au passé africain, aux cultures africaines. L'étude des religions afro-brésiliennes devint ainsi le territoire de chasse d'une nouvelle génération d'« africanistes », des anthropologues brésiliens qui, inspirés par le travail de Verger, iront chercher en Afrique les preuves de la fidélité à la tradition africaine de certaines pratiques religieuses afro-brésiliennes.

Ainsi, à l'époque où la recherche sur les relations raciales au Brésil, financée par l'Unesco, marquait le début d'une phase sociologique des études afro-brésiliennes, dans le Nordeste du Brésil on revenait à une approche culturaliste qui visait à souligner la continuité avec les cultures africaines, plutôt que la rupture dans la formation de la culture afro-brésilienne. On retrouve là les bases de la même polémique qui avait opposé Herskovits et Frazier dans les années 1930 et qui se

fondait sur cette dialectique de la continuité et de la discontinuité des formes culturelles (Capone 2005, chap. 1).

Aujourd'hui, cette tension fondatrice entre recherche des racines culturelles africaines et étude sociologique des populations afro-descendantes est encore extrêmement forte dans le domaine afro-américaniste, en France ainsi que dans les Amériques. Cette tension a produit une confrontation « idéologique » entre deux écoles : les « africanistes » et les « créolistes », avec une prédominance d'historiens dans le premier groupe et d'anthropologues dans le second. Pendant longtemps, l'idée qui est ressortie des études afro-américanistes était que « le Noir », lorsqu'il avait su préserver les traditions africaines, était resté imperméable, pour reprendre les mots de Bastide, « aux idées modernes ». C'est comme si la perpétuation d'une mémoire africaine et la fidélité aux origines avaient eu la capacité de sortir de l'histoire celles que Bastide appelait les « sociétés africaines », par opposition aux « sociétés nègres » qui étaient, elles, perméables à l'histoire et au changement (Bastide 1996a).

La formation du domaine afro-américaniste a ainsi été marquée, depuis ses débuts, par un malaise : un malaise vis-à-vis de l'idée de mélange – physique et culturel –, un malaise vis-à-vis du lien rompu avec la culture originelle, de l'impossibilité de retracer, de façon claire, ses origines culturelles. Même lorsque l'accent était mis sur le changement culturel ou sur les processus d'acculturation, le domaine afro-américaniste a toujours recherché un lien direct avec un territoire – l'Afrique – et avec une culture originelle. Le passé africain devient une métaphore, à la fois temporelle et spatiale, qui permet de penser un champ – le champ afro-américaniste – dont le principal opérateur classificatoire a toujours été l'Afrique.

Dans cette nouvelle phase, on essaye d'établir si les cultures afro-américaines sont ou non « authentiquement africaines » et si leurs membres ont réellement réussi à préserver une mémoire, elle aussi « authentique », de leur passé, et notamment une mémoire de l'esclavage. Roger Bastide parlait de « trous de la mémoire collective » et de la possibilité de les combler en allant chercher les éléments manquants aux sources de la tradition africaine (Bastide 1970a). Dans les études afro-américanistes, il s'agissait de retrouver l'Afrique en Amérique. Or, les méthodes et les résultats peuvent varier, mais la tension fondatrice entre ces deux pôles est, encore de nos jours, très forte. Si pour Arthur Ramos, il fallait perpétuer la méthode de l'école de Nina Rodrigues, en étudiant « les cultures africaines pour mieux comprendre le Noir du Nouveau Monde » (Ramos

1979 [1937] : XVIII), trente ans plus tard, Roger Bastide, dans *Les Amériques noires*, écrivait que « la meilleure méthode pour l'analyse des cultures afro-américaines consiste non pas à partir de l'Afrique pour voir ce qu'il en reste en Amérique, mais à étudier les cultures afro-américaines existantes, pour remonter progressivement d'elles à l'Afrique » (Bastide 1996a : 14-15). De l'Afrique à l'Amérique et vice-versa, aucune ne semble avoir de sens sans l'autre !

Mais cette quête des origines culturelles n'est pas seulement le fait des ethnologues, puisque le discours sur les origines est aussi omniprésent chez les pratiquants des religions afro-américaines (Capone 2005, 2017). Dans les discours des acteurs sociaux et des pratiquants des religions d'origine africaine dans les Amériques, le lien avec l'Afrique et la rupture engendrée par l'esclavage sont les deux points de référence constants. Or, cette convergence de discours – l'indigène et le savant – traverse l'ensemble du champ afro-américain. Le défi principal consiste à penser les cultures afro-américaines en tant que produits de l'Afrique autant que de l'Amérique, où rien n'est purement « africain », ni exclusivement « américain ». Le domaine afro-américaniste se construit donc sur cette tension entre continuité et discontinuité, entre fidélité et trahison vis-à-vis des origines, entre « pureté » et « dégénérescence ».

Bastide n'a pas créé en France une école ou forgé une méthode qui soit « religieusement » et inlassablement appliquée par ses élèves, comme d'autres anthropologues, ses contemporains, l'ont fait. Dans sa préface à l'ouvrage de Bastide, *Les religions africaines au Brésil*, Georges Balandier donne son explication à cette relative « marginalité » de Bastide :

La séparation, l'accès retardé aux positions académiques parisiennes, le décalage par rapport aux confrontations idéologiques des années cinquante, ont été un handicap. Il y avait ces circonstances, et tout autant la distance qu'il sut maintenir entre ce qui lui importait et les concessions à accepter pour entretenir la notoriété. (Balandier, cité in Bastide 1996b : V.)

Françoise Morin, dans un texte de 1975, nous offre une autre lecture de cette histoire. Dans une lettre écrite peu de temps avant sa mort, Bastide affirmait, comme une sorte de testament intellectuel : « Comme Gide, je hais les disciples... » (Morin 1975 : 106). Malgré cela, son héritage est aujourd'hui toujours vivant dans le domaine qu'il a aidé à fonder, l'afro-américanisme, en inspirant les travaux sur les religions d'origine africaine dans les Amériques<sup>33</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE

- Appiah Kwame A. & Gates Henry L. Jr, 1999. « Introduction », *Africana. The Encyclopedia of the African and African American Experience*, New York, Basic Civitas Books.
- Argüelles Luis Angel, 1983. « Correspondencia mexicana de Don Fernando Ortiz », *Revista de la Biblioteca Nacional José Martí*, n° 3, p. 104. <http://publicaciones.iib.unam.mx/index.php/boletin/article/download/468/458>.
- Barros Luitgarde O. C., 2000. *Arthur Ramos e as dinâmicas sociais de seu tempo*, Macei, Edufal.
- Barros Luitgarde O. C., 2007. « Intelectuais em rede construindo as ciências sociais o arquivo Arthur Ramos e o Projeto Unesco no Brasil », in Cláudio Pereira & Livio Sansone (dir.), *Projeto Unesco no Brasil. Textos Críticos*, EDUFBA Salvador, p. 270-320.
- Bastide Roger, 1931. « Les Arméniens de Valence », *Revue internationale de sociologie*, vol. 39, n° 1-2, p. 17-42 (repris in *Bastidiana*, n° 23-24, 1998, p. 11-37).
- Bastide Roger, 1946. « A macumba paulista », *Sociologia*, n° 1, Boletim LIX, p. 51-112.
- Bastide Roger, 1948a. « Initiation aux recherches sur les interpénétrations de civilisation », *CDU* (repris dans *Bastidiana*, Hors-Série n° 4, 1998).
- Bastide Roger, 1948b. « Dans les Amériques noires : Afrique ou Europe ? », *Les Annales*, vol. 3, n° 4, p. 409-426.
- Bastide Roger, 1970a. « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, III série, n° 21, p. 65-108.
- Roger Bastide, 1970b. *Le prochain et le lointain*, Paris, Édition Cujas.
- Bastide Roger, 1996a [1967]. *Les Amériques noires. Les civilisations africaines dans le Nouveau Monde*, Paris, L'Harmattan.
- Bastide Roger, 1996b [1960]. *Les religions africaines au Brésil. Contribution à une sociologie des interpénétrations de civilisation*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bastide Roger, 1998. « Acculturation. Situation actuelle du problème : la perspective sociologique », *Encyclopédie Universalis*, Corpus 1. <https://www.universalis.fr/encyclopedia/acculturation>.
- Bilden Rüdiger, 1929. « Brazil, laboratory of civilization », *The Nation*, vol. 128, n° 3315, p. 71-74.

- Capone Stefania, 2001. « Regards croisés sur le bricolage et le syncrétisme. Le syncrétisme dans tous ses états », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 114, p. 42-50.
- Capone Stefania, 2005. *Les Yoruba du Nouveau Monde. Religion, ethnicité et nationalisme noir aux États-Unis*, Paris, Karthala.
- Capone Stefania, 2007. « Transatlantic dialogue : Roger Bastide and the African-American religions », *Journal of Religion in Africa*, vol. 37, n° 3, p. 1-35.
- Capone Stefania, 2010. « Roger Bastide or the “darknesses of alterity” », in R. Parkin & A. de Sales (dir.), *Out of the Study and into the Field. Ethnographic Theory and Practice in French Anthropology*, New York, Oxford, Berghahn Books, p. 172-196.
- Capone Stefania, 2016. « Reafricanization in Afro-Brazilian religions. Rethinking religious syncretism », in S. Engler & B. Schmidt (dir.), *The Brill Handbook of Contemporary Religions in Brazil*, Leiden, Brill, p. 473-488.
- Capone Stefania, 2017 [1999]. *La quête de l’Afrique dans le candomblé. Pouvoir et tradition au Brésil*, Paris, Mimésis.
- Capone Stefania, 2018. « “On ne tue pas les dieux” : mystique et poésie dans l’œuvre de Roger Bastide », *Fabula-LhT*, n° 21, en ligne, <http://www.fabula.org/lht/21/capone.html>.
- Cuche Denys, 2008. « Roger Bastide, le “fait individuel” et l’école de Chicago », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 124, p. 41-59.
- Desroche Henri, 1978. « L’œuvre de Roger Bastide en France », *Revista do Instituto de estudos brasileiros*, USP, n° 20, p. 86-98.
- Du Bois W. E. B., 1903. *The Negro Church in America*, Atlanta, Atlanta University Press.
- Du Bois W. E. B & Guy B. Johnson, 2008. *Encyclopædia of the Negro. Preparatory Volume with Reference Lists and Reports*, New York, Routledge.
- Fernández López Marietta, 2013. « La revista *Afroamérica* y la pertinencia de una red de intercambio intelectual en América y el Caribe », *Cuadernos del Caribe*, vol. 16, n° 1, p. 130-132.
- Frazier Franklin, 1942. « The negro family in Bahia, Brazil », *American Sociological Review*, n° 7, p. 465-478.

- Gershenhorn Jerry, 2004. *Melville J. Herskovits and the Racial Politics of Knowledge*, Lincoln and London, University of Nebraska Press.
- Grenon Michel, 1992. « La notion d'acculturation entre l'anthropologie et l'historiographie », *Lekton*, vol. 2, n° 2, p. 13-42.
- Guimarães Antonio S. A., 2008. « Africanism and racial democracy: the correspondence between Herskovits and Arthur Ramos (1935–1949) », *E.I.A.L.*, vol. 19, n° 1, p. 53-79.
- Herskovits Melville, 1938. *Acculturation. The Study of Culture Contact*, New York, J. J. Augustin.
- Herskovits Melville, 1943. « The Negro in Bahia, Brazil: a problem in method », *American Sociological Review*, n° 8, p. 394-402.
- Herskovits Melville J., 1948. *Man and his Works: The Science of Cultural Anthropology*, New York, J. J. Augustin.
- Herskovits Melville J., 1990 [1941]. *The Myth of the Negro Past*, Boston, Beacon Press.
- Ibarra Jorge, 1990. « La herencia científica de Fernando Ortiz », *Revista Iberoamericana*, vol. 56, n° 152-153, p. 1339-1351.
- Maio Marcos Chor, 1996. « A questão racial no pensamento de Guerreiro Ramos », in M. C. Maio & R. V. Santos (ed.), *Raça, ciência e sociedade*. Rio de Janeiro, Editora FIOCRUZ, CCBB, p. 179-193.
- Malinowski Bronislaw, 2011 [1940]. « Introduction », in Fernando Ortiz, *Controverse cubaine entre le tabac et le sucre*, Montréal, Mémoire d'encrier, p. 11-20.
- Morin Françoise, 1975. « Roger Bastide ou l'anthropologie des gouffres », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 40, p. 99-106.
- Pallares-Burke Maria Lúcia G., 2012. *O triunfo do fracasso. Rüdiger Bilden, o amigo esquecido de Gilberto Freyre*, São Paulo, Editora Unesp.
- Park Robert E., 1928. « Human migration and the marginal man », *American Journal of Sociology*, vol. 23, n° 6, p. 881-893.
- Park Robert E., 1942. « Introduction », in Donald Pierson, *Negroes in Brazil: a study of race contact at Bahia*, Chicago, The University of Chicago Press, p. XV.

- Peixoto Fernanda A., 2000. *Diálogos brasileiros : uma análise da obra de Roger Bastide*, São Paulo, EDUSP/FAPESP.
- Pérez Valdés Trinidad (dir.), 2014. *Correspondência de Fernando Ortiz (1930-1939). Salir al limpio*, Havana, Fundación Fernando Ortiz.
- Pierson Donald, 1945. *Branços e pretos na Bahia. Estudo de contato racial*, São Paulo, Companhia Editora Nacional.
- Prado Valladares Lícia do, 2010. « A visita do Robert Park ao Brasil, o “homem marginal” e a Bahia como laboratório », *Cadernos CRH*, vol. 23, nº 58, p. 35-49.
- Ramos Alberto Guerreiro, 1954. « O problema do Negro na Sociologia Brasileira », *Cadernos de Nosso Tempo*, 2 (2), p. 189-220.
- Ramos Arthur, 1936a. « As culturas negras do Brasil », *Revista do Arquivo Municipal*, nº XXV.
- Ramos Arthur, 1936b. *Introdução à psicologia social*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1936.
- Ramos Arthur, 1939. *The Negro in Brazil*, Washington, The Associated Publishers.
- Ramos Arthur, 1941. « The Negro in Brazil », *Journal of Negro Education* nº 10, p. 515-523.
- Ramos Arthur, 1951. *Estudos de folclore*, Rio de Janeiro, Ed. Casa do Estudante do Brasil.
- Ramos Arthur, 1979 [1937]. *As culturas negras no Novo Mundo*, São Paulo, Ed. Nacional.
- Ravelet Claude, 1993. « Bio-bibliographie de Roger Bastide », *Bastidiana*, nº 1, p. 39-48.
- Redfield Robert, Linton Ralph & Melville Herskovits, 1936. « Memorandum for the study of acculturation », *American Anthropologist*, nº 38, p. 149-152.
- Sansone Livio, 2011. « USA & Brazil in Gantois. Power and the transnational origin of Afro-Brazilian studies », *Vibrant*, vol. 8, nº 1, p. 536-567.
- Santí Enrico Maria, 2002. *Fernando Ortiz: Contrapunteo y transculturación*, Madrid, Colibrí.
- Smith Richard Cândida, 2017. *Improvised Continent: Pan-Americanism and Cultural Exchange*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Zweig Stefan, 1941. *Brazil. Land of the Future*, New York, The Viking Press.



## NOTES

1. <sup>△</sup> J'ai analysé sa trajectoire brésilienne dans Capone 2010.
2. <sup>△</sup> Sur les « études du Noir » (*estudos do Negro*), qui ont marqué les études sur les relations raciales au Brésil entre les années 1940 et 1960, voir Maio (1996). Nous reprenons ici les termes utilisés à l'époque pour désigner ce champ disciplinaire.
3. <sup>△</sup> Sur la trajectoire de Ramos, voir Barros 2000 et les articles du Seminário Diários do Campo, publiés dans *Anais da Biblioteca Nacional*, vol. 119, 1999.
4. <sup>△</sup> Barros 2007. Voir la lettre de Bastide le félicitant : [http://objdigital.bn.br/objdigital2/acervo\\_digital/div\\_manuscritos/mss1298934/mss1298934.jpg](http://objdigital.bn.br/objdigital2/acervo_digital/div_manuscritos/mss1298934/mss1298934.jpg).
5. <sup>△</sup> [http://objdigital.bn.br/acervo\\_digital/div\\_manuscritos/mss1298947.pdf](http://objdigital.bn.br/acervo_digital/div_manuscritos/mss1298947.pdf).
6. <sup>△</sup> Dans les archives d'Arthur Ramos dans la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro, 33 lettres ont été conservées : 26 lettres de Bastide et 7 brouillons de Ramos. La première lettre est envoyée par Bastide le 20 juillet 1938, environ un mois après son arrivée au Brésil. La dernière date de 1949, année de la mort de Ramos. Voir *Arquivo Arthur Ramos. Inventário analítico*, organisé par Vera Lúcia M. Faillace, Rio de Janeiro, Edições Biblioteca Nacional, 2004.
7. <sup>△</sup> Ramos entretint des correspondances avec Fernando Ortiz (1934-1938), Melville Herskovits (1935-1947), Donald Pierson (1935-1948), Richard Pattee (1935-1945), Jean Price-Mars (1936-1937), Rüdiger Bilden (1936-1940), Israel Castellanos (1937), William Bascom (1937-1938), W. E. B. Du Bois (1937), Fernando Romero (1937-1942), Roger Bastide (1938-1949), Carter Godwin Woodson (1941) et Gonzalo Aguirre Beltrán (1944).
8. <sup>△</sup> En 1890, avait été créé l'*International Bureau of the American Republics* qui allait devenir, en 1910, la *Pan American Union*, préfiguration de l'Organisation des États américains : "The formation of the Pan American Union was, in part, a defensive reaction against British domination of trade in the western hemisphere and the division of Africa, Asia, and the Pacific after 1880 by competing colonial powers. If the Pan American Union provided an effective bulwark against resurgent European imperialism, it also provided a cover for U.S. expansion, by demarcating the western hemisphere as a sphere of influence that the United States dominated" (Smith 2017 : 282).
9. <sup>△</sup> Freyre reconnaît avoir lu la première version du manuscrit de Bilden, qui restera inachevé, dont il aurait retiré de « précieuses suggestions ». Voir Pallares-Burke 2012.
10. <sup>△</sup> Zweig 1941 : 8. Dans l'après-guerre, cette idée du Brésil comme laboratoire racial sera à l'origine du projet Unesco sur les relations raciales. Voir l'essai de Fernanda A. Peixoto dans cet ouvrage.
11. <sup>△</sup> Il faudra, en effet, attendre la fin du xx<sup>e</sup> siècle pour qu'une *Encyclopædia Africana* soit enfin publiée. Dans l'introduction à *Africana. The Encyclopedia of the African and African American Experience* (New York, Basic Civitas Books, 1999), Kwame A. Appiah et Henry L. Gates Jr. rappellent que, jusqu'à sa mort, Du Bois rêva de publier une sorte de « black *Encyclopædia Britannica*, believing that such a broad assemblage of biography, interpretative essays, facts, and figures would do for the much denigrated black world of the twentieth century what *Britannica* and Denis Diderot's *Encyclopédie* had done for the European world of the eighteenth century » (p. IX).
12. <sup>△</sup> <http://credo.library.umass.edu/view/full/mums312-b079-i409> / <http://credo.library.umass.edu/view/full/mums312-b079-i411>.
13. <sup>△</sup> Notre traduction. <https://bdlb.bn.gov.br/acervo/handle/20.500.12156.3/32223>.

14. <sup>△</sup> <https://bdlb.bn.gov.br/acervo/handle/20.500.12156.3/32233>. Voir aussi *Arquivo Arthur Ramos*, 2004.

15. <sup>△</sup> Cela n'empêcha pas Du Bois de publier – en 1945 et 1946 – deux versions préliminaires de cette encyclopédie. Voir Du Bois & Johnson 2008.

16. <sup>△</sup> Le 1er juin 1943, Herskovits écrit à Ramos ([http://objdigital.bn.br/acervo\\_digital/div\\_obrasgerais/drg1111530.pdf](http://objdigital.bn.br/acervo_digital/div_obrasgerais/drg1111530.pdf)) :

You will remember that our Committee on Negro Studies of the American Council of Learned Societies last year planned a conference at Port-au-Prince, Haiti, in order to bring together the persons interested in the field of Negro Studies and thus coordinate our common research interests. Though the problems of war-time transportation made it impossible to realize our aim, the ideal has never been lost sight of. As Chairman of this Committee I was therefore delighted to take advantage of the opportunity offered by the presence in Washington of Dr. Price-Mars and Dr. Dante Bellegarde of Haiti, of Dr. Ortiz of Cuba and Commander Fernando Romero of Peru to call a meeting and explore ways and means of carrying on this work.

Two things were decided at this meeting, and the one which followed it. The first was to set up a project for support of a journal, which should carry articles in French, Portuguese, Spanish, and English, to be called *Afro-America*, and to be published under the editorship of Professor Ortiz in Havana as a continuation and addition of his present *Estudios Afrocubanos*. We are now actively engaged in seeking funds which will assure the expenses of bringing out this publication for an initial period of three years, with the idea that subscriptions received during this time will be put aside as a sustaining fund to be used in later years if necessary.

The second decision of our meeting was to form an Inter-American Society of Negro Studies, and it is concerning this I am writing you now. At the moment, we are asking nothing more than the assurances of those persons in the Americas who are productive scholars in the field, of their interest in joining with the members of our Committee on Negro Studies, and the gentleman named above, in becoming Funding Members of this Society. We would also like to have them give us lists of persons who, in their opinion, will be interested in joining this society when final plans have been drawn up and the journal is provided for.

17. <sup>△</sup> Selon une note publiée dans *American Anthropologist* (vol. 46, n° 2, 1944, p. 275), l'Institut visait à étudier « les populations noires d'Amérique dans leurs aspects biologiques et culturels, ainsi que leurs influences sur les peuples américains ». Le Haïtien Jacques Roumain fut nommé secrétaire, tandis que Melville Herskovits et Arthur Ramos devinrent membres du Conseil consultatif (*Advisory Board*). Parmi ses missions, le nouvel Institut se proposait de fournir aux gouvernements intéressés toute information et recherche « sur les populations noires des Amériques », en œuvrant comme un cabinet de conseil pour l'élaboration de politiques publiques (*Afroamérica. Revista del Instituto Internacional de estudios Afroamericanos*, n° 1-2, México, Fondo de Cultura Económica, 1945, p. 148).

18. <sup>△</sup> [http://objdigital.bn.br/acervo\\_digital/div\\_manuscritos/mss1298840.pdf](http://objdigital.bn.br/acervo_digital/div_manuscritos/mss1298840.pdf).

19. <sup>△</sup> Le 15 février 1944, Gonzalo Aguirre Beltrán écrit à Arthur Ramos, lui annonçant la fondation de l'Institut au Mexique et l'invitant à l'intégrer à titre de « membre fondateur ». [http://objdigital.bn.br/acervo\\_digital/div\\_obrasgerais/drg1111530.pdf](http://objdigital.bn.br/acervo_digital/div_obrasgerais/drg1111530.pdf).

20. <sup>△</sup> *Afroamérica*, 1945, p. 3.

21. <sup>△</sup> *Ibid.*, p. 132.

22.▲ Le projet « Afroamérica. La tercera raíz », coordonné par Luz María Martínez Montiel au Mexique, a essayé de revitaliser cette initiative avec la création d'une nouvelle revue appelée *Revista Afroamérica. La tercera raíz*, dont le premier numéro a été publié en août 2016.

23.▲ En 1949, Bastide essaiera de relancer cette collaboration internationale. Dans une lettre envoyée à Ramos, qui venait d'être nommé directeur du département de sciences sociales de l'Unesco, Bastide expose son désir de réunir tous les « africanistes américains » dans un grand projet qui devait être financé par l'ONU et l'Unesco. <https://bdlib.bn.gov.br/cervo/handle/20.500.12156.3/32137>.

24.▲ La Fisk University faisait partie des universités réservées aux Africains-Américains, comme Tuskegee University ou Howard University.

25.▲ Sur la correspondance entre Ramos et Herskovits, voir Guimarães 2008.

26.▲ *Ibid.*

27.▲ Sur les « culture contacts » dans l'anthropologie africaniste, voir également la contribution de Franck Beuvier dans ce volume.

28.▲ Enrico Maria Santí, dans son ouvrage, *Fernando Ortiz : Contrapunteo y transculturación* (2002), compare le concept de transculturation d'Ortiz avec celui d'acculturation de Malinowski.

29.▲ Malinowski ne se prive pas de critiquer la politique scientifique des États-Unis :

Au cours des longues conversations que j'ai eues avec Monsieur Ortiz, nous nous sommes demandé pourquoi il existait de grandes institutions étatsuniennes d'enseignement et de recherche en Chine, en Syrie, près du Bosphore et sur les rivages du Pacifique, et non dans les pays d'Amérique latine. Si quelques-unes des grandes et richissimes fondations culturelles des États-Unis voulaient contribuer à la création de ces instituts de recherche économique et sociale dans ces pays, cela pourrait faire beaucoup et contribuer énormément à une meilleure compréhension mutuelle et à une plus grande coopération économique entre les différentes nations de cet hémisphère (*ibid.* : 19).

Pour lui, Cuba était « le point saillant de l'Amérique latine, l'endroit le plus adéquat pour y constituer une *clearing house* d'informations, d'idées, d'influences et de mouvements culturels qui seraient l'expression d'une bonne volonté et une véritable compréhension mutuelle » (*ibid.* : 19-20). Et il rappelle que F. Ortiz avait déjà proposé au VIII<sup>e</sup> Congrès scientifique américain, tenu à Washington du 10 au 18 mai 1940, la création d'instituts de recherches en sciences sociales et économiques dans les Amériques, proposition acceptée à l'unanimité.

30.▲ La contribution d'Ortiz a été aussi longtemps ignorée dans les écrits sur l'acculturation aux États-Unis, qui lui ont préféré la définition élaborée par Herskovits. Voir Ibarra 1990.

31.▲ Pour Herskovits, la diffusion est « the study of *achieved cultural transmission*, while acculturation is the study of *cultural transmission in process* » (*ibid.* : 525).

32.▲ J'ai analysé le « principe de coupure » de Bastide dans Capone 2001 et 2007.

33.▲ La création, en 1993, de la revue *Bastidiana*, qui a publié la plupart des travaux de Bastide jusqu'en 2007, a beaucoup aidé à préserver son héritage. Fondée par Claude Ravelet et Henri Desroche, elle a publié 56 numéros et 8 hors-série (<http://claudio.ravelet.pagesperso-orange.fr/revue.html>).

## LE PROGRAMME UNESCO SUR LES RELATIONS RACIALES À SÃO PAULO Roger Bastide, entre science et militantisme noir

*Fernanda Arêas Peixoto*

L'OBJECTIF DE cet article est de revenir sur un moment précis de la période brésilienne de Roger Bastide (1898-1974), à mon avis exemplaire tant pour revisiter l'œuvre et l'expérience de l'auteur au Brésil que pour saisir les traits majeurs de la scène intellectuelle et politique européenne et brésilienne des années 1950. Je fais référence au programme Unesco concernant les relations raciales au Brésil, approuvé en juin 1950. Alfred Métraux en était le directeur général, en tant que membre du département des sciences sociales de l'institution et chef de la « Division pour l'étude des questions de race ».

Le but principal de l'enquête, menée entre 1951 et 1952 dans différents États et villes du pays, était de mettre en lumière les caractéristiques des relations raciales au Brésil, tenu en la matière pour un « laboratoire » du fait de sa composition métisse et de l'absence supposée de ségrégation. Elle s'accordait avec le programme éducatif, scientifique et politique de l'Unesco, un organisme qui, pour être né dans l'immédiat après-guerre, a placé au premier plan les débats sur les races et les cultures.

Ce programme de recherche, dont le volet « pauliste » a été dirigé par Bastide et son ancien étudiant Florestan Fernandes (1920-1995), appelé à devenir l'un des plus importants sociologues brésiliens, met en évidence l'hétérogénéité des études que Bastide a consacrées au Brésil ainsi que la diversité de ses activités au cours de son séjour de seize ans à São Paulo, entre 1938 et 1954. Bien que surtout connu comme l'analyste du Brésil mystique et synchrétique, vu à travers le prisme des religions africaines et de la possession, Bastide s'est aussi intéressé au Brésil moderne et industriel : au processus d'urbanisation et à l'architecture des grandes villes ; à la production littéraire et aux arts plastiques ; au militantisme politique ; aux inégalités sociales et raciales<sup>1</sup>.

Le programme parrainé par l'Unesco permet également de mettre en lumière les rapports entre recherche scientifique et intervention politique. On les perçoit, d'un côté, dans les procédures de recherches inédites, expérimentées par Bastide et Fernandes et, de l'autre, dans les tensions entre les objectifs interventionnistes de l'Unesco, ceux des universitaires et ceux des militants. En outre, il révèle les discordances entre les chercheurs eux-mêmes.

La reprise de cette histoire, appuyée sur certains documents disponibles dans les archives de Florestan Fernandes et celles de l'Unesco, et sur diverses études précédentes, permet de révéler le caractère finalement paradoxal du projet<sup>2</sup>. Censé provoquer des échos scientifiques et politiques en Europe, il a traversé de façon silencieuse le contexte européen des années 1950. En revanche, au Brésil, ces recherches ont renouvelé la réflexion sur les relations raciales et les inégalités sociales et ont fortement contribué à la production sociologique et anthropologique dans le pays.

### **Le Brésil : un cas exemplaire**

« Pourquoi l'Unesco a-t-elle entrepris une enquête sociologique sur les relations raciales au Brésil ? » – c'est la question posée par Métraux au début de l'article d'ouverture du dossier sur le projet brésilien publié par le *Courrier de l'Unesco* en 1952. Il s'agit, dit-il, de « tirer une leçon du cas brésilien », car le pays « passe précisément pour ne présenter, à cet égard [des relations raciales], aucun problème urgent ». Au contraire, cette nation apparaît comme l'un des « rares exemples de relations raciales harmonieuses » au monde. C'est pourquoi « la science » devrait examiner de plus près ce cas singulier pour savoir si l'harmonie est réelle ou seulement apparente, et si elle se manifeste de la même façon dans tous les milieux sociaux et dans toutes les régions du Brésil.

La détermination du choix du Brésil par l'Unesco, plus complexe que les mots de Métraux ne le laissent entendre, renvoie aux origines du projet brésilien dont l'histoire, plusieurs fois racontée, s'entremêle à la mission universaliste et humaniste de l'organisme créé en 1945. L'institution avait pour vocation de comprendre les nations et les peuples et de propager des valeurs pacifistes et démocratiques, dans une époque marquée par les effets dramatiques de l'Holocauste, l'existence d'une ségrégation raciale aux États-Unis et en Afrique du Sud, puis par l'installation progressive de la guerre froide et les soulèvements anticoloniaux. Le compromis entre connaissance et propagande est au fondement de la mission de l'organisation et apparaît dans toutes ses activités, qui essaient d'associer recherche historique et scientifique, éducation et diffusion. De fait, les actions

réalisées et les résultats acquis sous ses auspices devaient s'adresser aussi bien au milieu savant qu'au grand public<sup>3</sup>.

L'importance donnée aux sciences sociales va de pair avec ces objectifs : valorisation des enquêtes, organisation de réunions des spécialistes et des publications, liées aux campagnes contre l'analphabétisme et le racisme, et aux politiques sociales en direction des pays les plus pauvres. En effet, c'est sous la direction du Mexicain Jaime Torres Bodet (1948-1952), antiraciste déclaré, que l'Unesco tourne son attention vers le Tiers Monde en général et le thème du racisme en particulier. Les problèmes liés aux préjugés et à la discrimination sont déjà mentionnés par le programme *Tensions affecting international understanding*, présenté à la deuxième conférence de l'Unesco au Mexique, en 1947, et repris à Beyrouth, en 1948. Le Brésil y est évoqué comme l'un des pays où les savants mènent des recherches sur les tensions raciales, afin de favoriser la compréhension internationale de ces questions, à l'échelle individuelle, du groupe et de la nation. Ce programme, signé par Otto Klineberg (1899-1992), propose, entre autres, la réalisation d'enquêtes comparatives sur les modes de vie des nations, et d'autres plus centrées sur les communautés, ainsi que des études sur les stéréotypes et les effets de la guerre (Klineberg 1949).

C'est en 1949 que l'Unesco lance un programme spécifique sur « la question des races » qui aboutit aux résolutions de la quatrième Conférence de Paris pour la « recherche et diffusion des données scientifiques concernant les questions des races », afin de préparer une ample campagne de combat contre le racisme<sup>4</sup>. Dans la foulée, l'Unesco met sur pied une commission de spécialistes en vue d'une « déclaration sur la race », signée par les sociologues Franklin Frazier (États-Unis), Morris Ginsberg (Royaume-Uni) et Luis da Costa Pinto (Brésil), les anthropologues Ernest Beaglehole (Nouvelle-Zélande), Juan Comas (Mexique), Claude Lévi-Strauss (France), Ashley Montagu (États-Unis), et par le philosophe et éducateur Humayhum Kabir (Inde). Publiée le 18 juillet 1950, la déclaration constitue une prise de position publique de l'institution, à l'origine de la création d'une « Division pour l'étude des questions des races » au sein du département des sciences sociales, en 1950, et du programme réalisé au Brésil, recommandé en 1951 à la Conférence générale de l'Unesco réunie à Florence (Maurel 2007 ; Maio & Santos 2015).

Le choix du Brésil confirme l'image du pays, tenu alors, dans l'Europe de l'après-guerre, pour un cas supposé exemplaire d'absence de ségrégation et de haines raciales, comme l'indique Métraux dans le *Courrier de l'Unesco* de 1952, déjà mentionné. Cette vision s'était largement

répandue grâce à la circulation des idées du sociologue brésilien Gilberto Freyre (1900-1987) sur le métissage brésilien, à travers la traduction anglaise de *Maîtres & esclaves (The Masters And The Slaves)*, en 1946, qui faisait suite à l'édition d'un recueil de conférences données par l'auteur à l'université d'Indiana, *Brazil : an interpretation* (1944), où il formule une partie de ses thèses sur la « démocratie raciale » dans son pays – même si l'expression ne figure pas en tant que telle dans ces livres. C'est l'anthropologue et psychologue brésilien Arthur Ramos (1903-1949) qui l'emploie pour la première fois dans les années 1940. Des idées similaires sur les rapports raciaux harmonieux au Brésil avaient été également propagées par l'essai de Stefan Zweig, *Le Brésil, terre d'avenir*, édité en français et en anglais en 1942, un an après sa publication en allemand<sup>5</sup>.

Cette vision des relations raciales au Brésil traverse l'Europe et les États-Unis, en suivant les voyages des chercheurs et les résultats de leurs enquêtes. De ce point de vue, le court séjour brésilien du sociologue étatsunien Robert Park, en mai 1937, s'avère décisif pour la propagation de l'image du Brésil comme « laboratoire » racial. Sur les traces des pistes ouvertes par son étudiant Donald Pierson (1900-1985), à Bahia depuis 1935, Park confirme l'importance du métissage brésilien et les différences à cet égard entre le Brésil et les États-Unis, comme il l'écrit dans son introduction à la première édition de *Negroes In Brazil : A Study Of Race Contact At Bahia*, la thèse de doctorat de Pierson publiée en 1942 : « Le Brésil est l'un des plus importants *melting-pots* de races et de cultures du monde, où sont en marche le métissage et l'acculturation<sup>6</sup>. » L'idée sera renforcée par la préface d'Arthur Ramos à ce même volume, où le Brésil, et plus encore Bahia, deviennent des cas emblématiques.

La présence de Brésiliens à l'Unesco, ainsi que d'intellectuels de l'institution liés au pays, a pesé sur le choix du Brésil comme terrain d'études pour la question des races. Outre son influence en faveur de divers programmes concernant l'Amérique latine, le chimiste Paulo Berredo Carneiro (1901-1981), délégué permanent du Brésil auprès de l'Unesco, et y occupant divers postes au long de sa vie, est à l'origine de la nomination d'Arthur Ramos au département des sciences sociales, créé en 1948. Le nom de Ramos, un anthropologue attentif aux problèmes des races et auteur de plusieurs livres sur les Noirs au Brésil<sup>7</sup>, a été immédiatement soutenu par Otto Klineberg qui connaissait la société brésilienne, puisqu'il y avait séjourné en tant que professeur à l'université de São Paulo, de 1944 à 1946, et était en contact avec Freyre, Ramos et Pierson, ce dernier étant rattaché à l'École de sociologie et de sciences politiques de São Paulo depuis 1939<sup>8</sup>. Le décès précoce de Ramos un an plus tard ne l'a pas empêché de jouer un rôle important dans la préparation du

programme brésilien. Ayant favorisé, avec d'autres, le projet sur les relations raciales au Brésil, Ramos a aussi contribué à l'élargissement de la participation brésilienne auprès de l'Unesco.

L'arrivée d'Alfred Métraux au sein de l'institution – d'abord conseiller de l'Unesco pour le Hylean Amazonian Project, en 1947, puis responsable du programme de développement économique et social de la vallée de Marbial en Haïti et, enfin, en 1950, à la tête du département des sciences sociales – a sans doute favorisé l'adoption du Brésil comme objet d'études sur la question des races. L'anthropologue suisse naturalisé étatsunien connaissait le Brésil depuis les années 1930 et entretenait des relations étroites avec les intellectuels brésiliens et étrangers intéressés par l'étude des traces laissées par les cultures africaines au Brésil et en Amérique, en particulier avec Pierre Verger, son grand ami, installé à Bahia depuis 1946, mais aussi avec Charles Wagley (1913-1991), qui collabora au projet amazonien en 1948 et lui ouvrit la voie à d'autres recherches de terrain dans le pays<sup>9</sup>. S'agissant du projet brésilien sur les relations raciales, Métraux compte sur l'aide de l'anthropologue brésilien Ruy Coelho (1920-1990), dont le nom a été suggéré par Lévi-Strauss, avant d'être ratifié par Melville Herskovits. Après quelques formalités, Coelho est nommé au poste de chercheur assistant de l'Unesco le 7 juin 1950. Nul doute que sa présence au sein de l'institution a eu des effets sur le texte du programme brésilien, « Suggestion For A Research On Racial Relation », à l'écriture duquel il collabore entre juin et septembre 1950<sup>10</sup>.

Le document sert d'orientation pour le projet pilote brésilien qui devait être mis en perspective, dans une deuxième phase, grâce à la comparaison avec d'autres pays. Le texte reprend les études disponibles sur les relations raciales au Brésil et déclare l'intérêt premier de l'Unesco pour une recherche sur les rapports entre les Noirs, les Blancs et les Amérindiens. Sur le plan théorique et méthodologique, il repose sur une collaboration entre anthropologie et psychologie pour éclairer les préjugés existants, que ne pourraient élucider les seuls sondages statistiques. Les dimensions socio-morphologiques de la société brésilienne, du point de vue des inégalités sociales, des différences de revenus, de l'accès au marché du travail et de la compétition économique sont aussi envisagées, de même que les distinctions religieuses entre groupes. En outre, le document souligne l'importance d'étudier les attitudes, les stéréotypes, les valeurs et les conceptions du monde, avant de nommer de possibles collaborateurs.

Au Brésil, le projet coïncide avec une période d'expansion économique et industrielle, et de démocratisation politique qui fait suite à la Seconde Guerre mondiale. L'époque, marquée par un



projet national de développement, s'accompagne d'une forte croissance urbaine, stimulée par l'exode rural vers les capitales, surtout Rio de Janeiro et São Paulo. Parallèlement, les mouvements sociaux s'intensifient chez les agriculteurs et les ouvriers ; les organisations culturelles et politiques noires connaissent elles aussi une phase d'effervescence dans les années 1950, sur fond de retour des droits et libertés démocratiques, assuré par la Constitution de 1946.

C'est la raison pour laquelle une partie de la bibliographie parle d'une période de « renaissance » des organisations politiques noires, après les neuf années de dictature de l'Estado Novo (l'État nouveau), instauré par Getúlio Vargas en 1937. En effet, la forte répression politique régnant jusqu'en 1945 a notamment pour cible les groupes et mouvements politiques liés aux Noirs, comme la Frente negra brasileira (Front noir brésilien), créée en 1931. Cette vague répressive et dictatoriale n'a pas empêché le rayonnement du Teatro Experimental do Negro (Théâtre expérimental du Noir – TEN), fondé en 1944 par Abdias do Nascimento (1914-2011), homme politique et écrivain engagé dans Frente Negra, qui a aussi participé au Congrès « afro » de la ville de Campinas, en 1938, et à la Convention nationale noire, en 1945.

Associant dans son programme antiraciste l'art, l'éducation et la politique, le TEN incorpore certains idéaux du mouvement de la *Négritude* d'Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas et Léopold Sédar Senghor, souvent mentionné dans les pages du journal *Quilombo*, dirigé par Abdias do Nascimento, en circulation de décembre 1948 à juillet 1950. Le théâtre, supposé libérer les tensions et les sentiments refoulés, est au cœur du projet ; le TEN est partie prenante d'un réseau avec le *Quilombo*, l'Instituto nacional do Negro (Institut national du Noir) et le Museu do Negro (le Musée du Noir). En outre, il propose des cours (de couture et d'alphabétisation), organise des concours artistiques, et travaille à l'élaboration de lois contre la discrimination et le racisme. L'une des grandes victoires du militantisme noir de la période est l'élaboration de la loi Afonso Arinos du 3 juillet 1951 qui, pour la première fois dans le pays, fait du racisme un crime qui ne peut faire l'objet d'un dépôt de caution<sup>11</sup>.

En tant que sociologue intéressé par la culture africaine et la situation des Noirs au Brésil, Roger Bastide est attentif au militantisme noir, sur lequel il a écrit<sup>12</sup> ; il suit de près les actions d'Abdias do Nascimento et de son cercle, tous reconnaissants du soutien intellectuel et politique du professeur français. Dans cet esprit, il participe de façon active aux étapes préparatoires du Premier Congrès du Noir brésilien de 1950, en tant qu'intervenant lors de la Conférence nationale du

Noir (1949), et comme président, à côté du journaliste et représentant du TEN à São Paulo, Geraldo Campos de Oliveira, de la Commission de São Paulo pour l'organisation du Congrès. Dans sa conférence, il commente les interventions du sociologue Oracy Nogueira (1917-1996), sur les luttes abolitionnistes à São Paulo, et de l'ethnologue Edison Carneiro (1912-1972), sur les mouvements politiques des *quilombolas*. Son intervention porte sur « La criminalité noire dans l'État de São Paulo » et sur « Le rêve des Noirs<sup>13</sup> ».

La préparation du congrès, annoncée régulièrement dans les pages de *Quilombo*, met en avant l'intérêt des organisateurs pour les questions politiques et différencie l'événement des précédents congrès afro-brésiliens de Recife (1934) et Salvador (1937), à fort accent culturel. L'autre objectif principal est d'enranger des adhésions internationales en soutien aux revendications des Noirs du Brésil, spécialement celles de l'ONU et de l'Unesco auxquelles s'adressent fréquemment les articles et documents. Il s'agit d'insérer le pays dans le programme démocratique mondial de ces organismes, en accord avec certaines de leurs devises, notamment celle de la démocratie raciale, conçue comme une « rhétorique de coalition progressiste et antiraciste<sup>14</sup> ». On est cependant loin du consensus, tant existent de divergences entre les groupes et les organisations politiques, entre militants et intellectuels.

Ainsi Guerreiro Ramos (1915-1982), sociologue et homme politique noir et l'un des organisateurs de la Conférence, défend le rôle premier des Noirs dans la construction de l'ordre démocratique et assume la fonction politique de l'événement qui, selon lui, devrait déboucher sur des suggestions pratiques en direction des politiques publiques. Son intervention, intitulée « L'Unesco et les relations raciales », propose d'organiser un colloque international sur les rapports raciaux en vue de fixer un programme politique d'intervention sociale contre le racisme. L'intention est de privilégier la face politique de l'Unesco contre le développement de programmes de recherche strictement universitaires, et l'engagement des intellectuels noirs dans ces projets. Ses derniers mots renvoient directement au programme sur les relations raciales au Brésil, implanté en 1951 et 1952, dont les échos retentissent dans le Congrès à travers l'anthropologue Charles Wagley, proche d'Alfred Métraux, et Luis de Aguiar Costa Pinto (1920-2002), membre de la commission de spécialistes sur les questions raciales de l'Unesco depuis 1949<sup>15</sup>.

Costa Pinto se déclare publiquement en faveur des thèses de Guerreiro Ramos, qu'il estime aller dans le sens des objectifs du programme de l'Unesco sur les relations raciales au Brésil. Roger

Bastide s'accorde lui aussi avec Guerreiro Ramos pour articuler recherche scientifique et intervention politique, ce qui aura des retombées sur les recherches menées à São Paulo. Sous l'effet des débats de Rio, lors du Premier Congrès du Noir brésilien, Bastide soutient, dans une lettre à Métraux du 9 septembre 1950, la nécessité d'imprimer un sens pratique aux réflexions théoriques et d'engager les organisations noires dans le programme de l'Unesco<sup>16</sup>.

## La géographie des recherches brésiliennes

Le grand projet de recherche sur les relations raciales au Brésil à l'initiative de l'Unesco s'appuie sur des partenariats brésiliens, comme celui avec la revue *Anhembi* dirigée par le journaliste et archéologue Paulo Duarte (1899-1984), qui avait envisagé une enquête similaire sur « le problème noir à São Paulo » en associant des spécialistes universitaires : Roger Bastide à l'université de São Paulo et le programme Bahia-Columbia University, un grand accord-cadre de coopération entre l'État de Bahia et l'université de Columbia (1949-1952) portant sur le développement des « études de communautés » pour élaborer des politiques sociales dans les domaines de l'éducation et de la santé<sup>17</sup>.

Il s'agit de partager les financements et d'échanger des idées. De fait, beaucoup de connaissances s'étaient accumulées sur le sujet grâce à la longue tradition d'études africanistes dans le pays et aux recherches scientifiques réalisées par des étrangers, sans oublier les débats intellectuels et politiques auxquels le I<sup>er</sup> Congrès du Noir brésilien avait donné de la visibilité. Ce que souligne Métraux :

L'enquête sociologique, psychologique et ethnographique que le département des sciences sociales conduira au Brésil en 1951 bénéficiera des nombreuses et excellentes études antérieures dont les populations noires de ce pays ont été l'objet. Leur vie sociale, en particulier sous ses aspects religieux, a été observée et décrite très minutieusement par des savants aussi distingués que Nina Rodrigues, Gilberto Freyre, Ramos, Pierson, Herskovits, Frazier, Ruth Landes, etc. (Métraux 1950 : 408).

L'idée initiale de l'Unesco était de concentrer les recherches à Salvador de Bahia, considérée comme la grande ville noire du pays. Le *melting-pot* bahianais analysé par Park en 1942 a attiré l'attention de plusieurs chercheurs étatsuniens : Ruth Landes arrive à Bahia en 1938 ; Melville Herskovits et Franklin Frazier en 1941, Pierre Verger s'installe à Salvador en 1946. Néanmoins les

dialogues établis au moment de l'élaboration du projet, et intensifiés lors du voyage de Métraux au Brésil en novembre et décembre 1950, ont réussi à élargir le rayon de l'enquête pour y inclure d'autres régions : Rio de Janeiro, alors la capitale du pays ; São Paulo, la ville industrielle la plus puissante, et Recife, le plus important centre de la région Nord-est ; enfin, des communautés rurales et semi-urbaines sont, elles aussi, incorporées grâce à l'anthropologue Charles Wagley, l'un des responsables du projet Bahia-Columbia<sup>18</sup>.

Il est important d'observer que dans la phase de conception du projet, le but était de bâtir un cadre comparé et complexe des relations raciales du pays, à l'aide d'un corpus varié, contrevenant à l'idée initiale d'harmonie raciale présente dans certains documents de l'Unesco et enracinée dans l'imaginaire de l'époque. Métraux écrit dans une lettre à Herskovits, datée de 1951 : « J'espère avoir à la fin un portrait des relations raciales au Brésil plus proche de la réalité et qui pourra aussi prendre en compte les côtés les plus sombres de la situation » (Maio 1997 : 73). Un tableau plus fin de la question raciale au Brésil imposait de comprendre les manifestations de préjugés contre la couleur de peau, ce qui amena les rédacteurs du projet à prévoir que collaborent différentes sciences (sociologie, anthropologie, psychologie), en croisant différents types de techniques : statistiques, longs entretiens, histoires de vie, « observation participante ». En outre, l'Unesco s'intéresse à la situation contemporaine et non au passé, ce qui a suscité des malentendus entre les concepteurs du programme et certains chercheurs.

Bahia était de fait le terrain préféré des étrangers s'intéressant aux questions des races, car elle était considérée comme une région où le métissage était intense et où les « identités africaines » étaient le mieux préservées<sup>19</sup>. Les chercheurs brésiliens ont eux aussi étudié les traces africaines de la culture de Bahia, surtout dans le domaine de la religion, terrain privilégié de l'ethnographie bahianaise depuis Raimundo Nina Rodrigues (1862-1906) et son ouvrage précurseur *L'animisme fétichiste des Nègres de Bahia* (1900), qui résultait des observations faites dans les *terreiros de candomblé* de Salvador. Dans les années 1930 et 1940, les Brésiliens, comme Arthur Ramos et Edison Carneiro, des étrangers (Herskovits, Frazier, Landes, Pierson et bien d'autres) ont continué à explorer la culture afro-bahianaise de divers points de vue, mais toujours sous l'angle des contacts entre les races<sup>20</sup>. De sorte que la monographie écrite par Thales de Azevedo (1904-1995) pour le programme de l'Unesco, *Les élites de couleur dans une ville brésilienne* (1952), a dû établir un dialogue avec les études précédentes et les interprétations plus larges de Gilberto Freyre sur la formation de la culture brésilienne. L'accent sociologique des analyses d'Azevedo sur le métissage,

associé aux inégalités de classe et aux mécanismes de mobilité sociale, le rapproche cependant davantage de la perspective de Pierson que de l'inclination culturelle d'une partie des études existantes, comme le reconnaît lui-même l'auteur dans son livre. Il s'agissait de comprendre « une société multiraciale de classes », autrement dit les relations délicates entre préjugé de couleur et préjugé de classe en contexte urbain, ainsi que la position ambiguë du métis, plus ou moins « blanc » selon sa position dans la hiérarchie sociale.

Les recherches menées par Azevedo de février à octobre 1951, en divers endroits (écoles, lieux de travail et de loisirs, bureaux, magasins, etc.) et dans des situations différentes (fêtes familiales, bals, manifestations sportives, etc.), s'associent à des données historiques et démographiques, et à des entretiens, selon les méthodes de la sociologie de l'époque, de façon à composer un tableau détaillé des relations raciales dans une ville alors en pleine croissance. Il s'agit d'identifier les facteurs de la mobilité ascendante des Noirs : mariages interraciaux, éducation, armée, arts, politique, sport, etc. Bien qu'il confirme l'existence de préjugés de couleur à Bahia, Azevedo les estime assez faibles, soulignant les possibilités croissantes d'ascension sociale. « Les facilités pour l'ascension sociale des personnes de couleur sont en train de se multiplier à Bahia », écrit-il<sup>21</sup>.

Après Bahia, l'État du Pernambouc et sa capitale Recife entrent un peu tardivement dans le projet, avec Gilberto Freyre et l'Institut Joaquim Nabuco, une institution de recherche qu'il a créée en 1949. Au début, Métraux propose à l'Institut une enquête sur les relations entre Blancs et Amérindiens, absente du projet initial, quoique mentionnée dans les premiers documents. Le manque de fonds empêche ces investigations, qui se concentrent sur la religion et ses influences sur les relations entre Noirs et Blancs, le thème de recherche de René Ribeiro (1914-1990), un ancien étudiant de Herskovits, lié à Freyre et au premier réseau de l'Institut Joaquim Nabuco (Maio 1997 : 85-95).

Tournées vers les questions d'« acculturation » et opérant dans les cadres de l'anthropologie, de la psychologie et de la psychiatrie, les recherches de Ribeiro sur les rapports entre religions et relations raciales – publiées sous le titre *Religiões e relações raciais* [Religions et relations raciales, 1956] – s'éloignent de celles de Thales de Azevedo par leur contour empirique (les religions) et leur perspective, plus proche de l'ethnohistoire que de la sociologie. En outre, les affinités déclarées de Ribeiro avec certaines thèses de Freyre l'amènent à examiner les relations raciales dans le pays en termes de rapprochement culturel et de tolérance<sup>22</sup>.

Rio de Janeiro, alors la capitale du pays et centre de la vie politique et culturelle, n'a pas été oublié par l'Unesco. Siège du TEN, de la Conférence du Noir brésilien (1949) et du Premier Congrès du Noir brésilien (1950), comme nous l'avons vu, l'université de Rio (Universidade do Brasil) avait des rapports étroits avec l'Unesco à travers Arthur Ramos, son ancien professeur, et le sociologue Costa Pinto<sup>23</sup>.

*O negro no Rio de Janeiro. Relações de raças numa sociedade em mudança* [Le Noir à Rio de Janeiro. Relations raciales dans une société en transformation] est le titre du livre de Luis de Aguiar da Costa Pinto publié en portugais en 1953<sup>24</sup>. Marqué par la formation de son responsable, proche du marxisme, le rapport concernant Rio suit dans ses lignes générales le modèle utilisé pour Salvador, tant du point de vue méthodologique (association entre données statistiques, démographiques, interviews, histoires de vie, publications variées, comme journaux et magazines) que par l'accent mis sur les relations entre race et classe sociale (les questions de mobilité) et l'intérêt porté aux préjugés, attitudes et stéréotypes, en accord avec les finalités de l'Unesco. L'objectif est de comprendre des situations de transformation et de modernisation dans lesquelles les conflits apparaîtraient plus clairement.

On relève néanmoins des inflexions : l'étude de Rio est sensible à la ségrégation locale et à l'importance des favelas dans le paysage carioca ; au travail domestique ; à la présence des Noirs dans les prisons ; aux associations « populaires », y compris les groupes religieux et les écoles de samba. L'investigation finit par mettre l'accent sur les tensions raciales, en les reliant à l'histoire et à l'esclavage, et conclut par des propositions et perspectives pour l'avenir. En fait, dit Costa Pinto :

L'ascension sociale d'une élite noire dans la société brésilienne est lente mais possible – d'autant plus qu'elle est en train de se réaliser – à l'intérieur des cadres sociaux existants, c'est-à-dire à l'intérieur de la structure sociale, de son système de stratification et en accord avec ses valeurs et ses attitudes<sup>25</sup>.

Bien que proche des principes généraux de l'Unesco et des recherches sociologiques menées à Salvador et à Rio, les investigations à São Paulo prennent des traits particuliers tenant aux profils, à la formation et aux intérêts de ses coordinateurs, Roger Bastide et Florestan Fernandes. Les cibles spécifiques du volet *paulista* sont les manifestations contemporaines du préjugé racial : sa constitution ; ses expressions et les stéréotypes qui lui étaient liés ; ses empreintes sur la psychologie des Noirs et ses rapports avec les structures économiques et sociales dans une ville en

plein processus d'industrialisation et de métropolisation. De manière générale, les recherches réussissent à montrer l'existence du préjugé de race indépendamment du préjugé de classe, et le rôle des préjugés de couleur pour le maintien du *statu quo*, contre l'ascension des groupes noirs.

Du point de vue méthodologique, la coopération entre Noirs et Blancs, parmi les chercheurs de l'université et les associations culturelles et politiques noires, constitue le cœur du projet, et la marque différenciée de la recherche menée par Bastide, Fernandes et ses collaborateurs. Telle est précisément l'originalité de cette enquête, affirme Bastide, prévoyant :

[...] la participation des Noirs à tous les niveaux du travail et la constitution de trois groupes de discussion qui se réunissaient toutes les semaines ou tous les quinze jours : un groupe comprenant des Noirs de toutes les couches sociales, un groupe de leaders composé des délégués des associations de couleur (moins une, qui avait refusé sa participation, tout en acceptant des interviews), et un groupe de femmes de couleur (Bastide [1957] 2000 : 7).

Roger Bastide qui, depuis 1951, donne des cours en France, à l'École pratique des hautes études (EPHE), et au Brésil, est l'un des principaux interlocuteurs de Métraux pour l'implantation du projet. Avant de faire sa connaissance, à São Paulo en novembre 1951, Métraux lui écrit le 18 août 1950 pour avoir « ses conseils » sur le plan de recherche de l'Unesco<sup>26</sup>. La réponse enthousiaste de son collègue, au retour du I<sup>er</sup> Congrès national du Noir brésilien, annonce un avis clair et direct :

Il fallait joindre un but pratique à ce travail théorique [...] sans doute en faisant travailler, dans une coopération amicale les étudiants blancs avec les associations des Nègres [*sic*], en brisant certains tabous, on s'estimerait mieux mutuellement, on diminuerait les tensions qui sont en train de se créer dans le sud du Brésil, tout au moins<sup>27</sup>.

Il n'est pas exagéré de dire que le programme a tissé à São Paulo un large réseau et a mobilisé des collaborations très variées : entre universitaires et étudiants ; entre professeurs d'institutions brésiliennes rivales (l'université de São Paulo et l'École de sociologie et politique) ; entre sociologues, anthropologues et psychologues ; entre hommes et femmes ; entre intellectuels universitaires et intellectuels liés à la presse et au militantisme. Bastide a joué un rôle très important dans la formation de cette chaîne, en particulier pour que s'engagent des figures de proue des organisations noires, avec lesquelles il entretenait des liens amicaux et professionnels. De plus, il

s'est inspiré du modèle de dialogue et de partage mis en œuvre à l'occasion du Congrès des Noirs brésiliens. Sa correspondance avec Métraux fait transparaître son vœu de sortir des murs de l'université, ce que montrait déjà un projet précédent en vue de créer un centre d'études de la communauté noire à São Paulo, avec des Noirs et des Blancs, et d'élaborer des politiques publiques<sup>28</sup>.

Florestan Fernandes, pour sa part, était alors responsable de l'une des chaires de sociologie de l'université de São Paulo. Ses thèses avaient porté sur les Tupinambá : *A organização social dos Tupinambá* [L'organisation sociale des Tupinambá, 1947] et *A função social da guerra na sociedade tupinambá* [La fonction sociale de la guerre parmi les Tupinambá, 1951<sup>29</sup>]. L'invitation de Bastide à rejoindre le projet parrainé par l'Unesco coïncidait avec les débuts de sa vie professionnelle et universitaire. Son expérience des milieux populaires, d'où il provenait, était toutefois plus ancienne, d'où une sensibilité précoce aux problématiques de l'exclusion, du préjugé et aux difficultés d'ascension. « Avant d'étudier ces processus dans les recherches sur le Noir », dit-il, « je les ai vécus, dans toutes ses tonalités et dimensions » (Fernandes 1977 : 143). Aussitôt devenu responsable des recherches sur les conditions de vie des Noirs au Brésil, au sein du projet de l'Unesco, il s'empare d'un thème qui l'accompagnera au long de sa vie : il reprendra les matériaux et ses découvertes des années 1950 dans un livre ultérieur, *A integração do negro na sociedade de classes* [L'intégration du Noir dans la société de classes, 1964], considéré comme un tournant dans la sociologie brésilienne, et aussi dans les publications postérieures, comme *O negro no mundo dos brancos* [Les Noirs dans le monde des Blancs], de 1972.

Le format collaboratif de la recherche à São Paulo s'affiche dès le début par l'organisation de tables rondes réalisées périodiquement à l'université, à la bibliothèque municipale et dans les différents sièges des organisations du mouvement noir à São Paulo, à partir du 8 mai 1951. Bastide éclaire les procédures :

Avant même de commencer notre étude et selon le système choisi par certains sociologues nord-américains, qui apportaient leurs conseils dans la préparation des recherches personnelles en vue d'une réunion collective destinée à mettre au clair l'intérêt et les raisons des questions posées, les représentants plus qualifiés des « paulistes de couleur » se sont réunis dans une table ronde. L'appel des Noirs à participer au projet a assuré le succès de cette réunion. Il était question alors d'organiser successivement : 1) une commission pour l'étude des relations raciales entre les Noirs et les Blancs à São Paulo, composée d'universitaires et de



représentants noirs, qui devait se réunir tous les 15 jours dans l'auditorium de la faculté de philosophie, sciences et lettres, généreusement cédé par le directeur, Eurípedes S. de Paula, qui nous a beaucoup aidés et enthousiasmés ; 2) une commission spéciale formée par certains intellectuels noirs pour préparer ces réunions et examiner des problèmes sensibles ; 3) une commission féminine chargée d'analyser les caractéristiques des préjugés concernant les femmes et les enfants, qui devait se réunir tous les 15 jours. Ces diverses sociétés, créant un esprit amical, ont contribué à la réussite du projet. Elles ont montré comment les Noirs voient la société, les relations entre les Noirs et les Blancs et aussi quelles sont les idéologies qu'ils élaborent<sup>30</sup>.

Ces différentes réunions, qui ont mobilisé de 80 à 140 personnes, avaient donc des objectifs et une périodicité propres : si la commission féminine ne se réunissait que de façon bimensuelle, les réunions des intellectuels noirs, engagés dès le début comme chercheurs du programme, étaient hebdomadaires ; les réunions de bilan étaient mensuelles. Ces rencontres étaient aussi des sources d'informations. D'autres réunions étaient plutôt consacrées aux échanges de vue sur le programme et l'agenda politique du pays. D'autres encore servaient à évaluer les recherches en cours. Bastide et Fernandes ont aussi organisé des enquêtes ponctuelles et une succession de débats sur la loi *Afonso Arinos*, de 1951<sup>31</sup>.

Pour les leaders des associations noires, les tables rondes offraient des espaces de réflexion et de discussion sur la situation des Noirs dans la société brésilienne, à un moment de réorganisation de ces associations au Brésil ; ils y confrontaient leurs divergences sur les stratégies politiques, ce qui était une demande précise des organisations noires faite à Bastide : profiter des recherches et des rencontres pour stimuler la pensée politique. Il faut souligner la puissance d'associations comme *l'Associação Cultural do Negro* [l'Association culturelle du Noir], créée en 1954, et dont plusieurs membres ont intégré les recherches coordonnées par Bastide et Florestan Fernandes, tels José Correia Leite, Jayme de Aguiar, Raul Joviano do Amaral et Henrique Cunha<sup>32</sup>.

Les échanges permis par ces tables rondes ont fait apparaître des écarts entre les orientations analytiques des différents chercheurs, comme l'admet Fernandes :

Il y avait des divergences entre Bastide et moi sur la façon d'aborder la situation concrète du Noir [...]. Le prof. Bastide, dans ses recherches, partageait plusieurs de mes convictions, mais en écartait d'autres, particulièrement parce qu'il était plus

enclin aux nuances [...]. Il évitait de convertir la description en jugement ; les deux chapitres qu'il a écrits pour *Noirs et Blancs à São Paulo* montrent que la fidélité à l'objectivité scientifique va de pair avec une démarche consistant à atténuer les éléments opposés voire choquants [...] (Fernandes 1986 : 15).

Si les désaccords sont souvent rapportés par Fernandes aux différentes origines de classe, ils recouvrent aussi des partis pris théoriques opposés, comme le montrent les textes que Bastide et lui-même ont écrits dans le cadre du projet : Fernandes était plutôt intéressé par l'histoire, l'économie et l'analyse de l'intégration des Noirs au sein de la société moderne ; Bastide plus attentif aux manifestations subtiles des préjugés contre les Noirs et aux dimensions psychosociales de l'expérience, des sujets qu'il avait traités dans ses études précédentes sur la littérature et la peinture afro-brésiliennes, le folklore brésilien, les religions africaines, les rêves.

### **La singularité des recherches à São Paulo et ses résultats**

Le groupe dirigé par Bastide et Fernandes emploie des méthodes et des techniques d'investigation variées : des questionnaires ; des biographies et histoires de vie ; des entretiens, formels et informels ; l'observation de comportements individuels et de situations collectives ; des études de cas ; le dépouillement de sources historiques et de la presse. L'idée était de percevoir les manifestations du préjugé racial dans les situations les plus diverses : à l'école, dans le cadre de la famille, dans les milieux professionnels (entreprises, bureaux et usines), dans les espaces de loisirs (clubs et fêtes), dans les associations culturelles et politiques. Il s'agissait aussi de croiser les points de vue des Noirs et des Blancs appartenant à des classes sociales et des générations différentes. Le même esprit de collecte de sources et perspectives diverses oriente les tables rondes qui fonctionnent comme des forums où étaient discutés les hypothèses et résultats provisoires.

Les résultats des recherches sont publiés au Brésil en deux temps et deux formats. Le livre collectif de 1955, *Relações raciais entre negros e brancos em São Paulo* [Relations raciales entre Noirs et Blancs à São Paulo], édité par la maison d'édition Anhembi, comprend neuf articles, une préface de Paulo Duarte et une introduction de Roger Bastide. À côté des textes signés par les coordinateurs du projet (deux de Bastide et trois de Fernandes), le volume présente les recherches menées dans le domaine de la psychologie sociale par Virginia Leone Bicudo (1915-2003) et Aniela Ginsberg (1902-1986) dans des écoles primaires, et une étude de cas réalisée par Oracy Nogueira

(1917-1996) dans une ville de l'État de São Paulo, Itapetininga<sup>33</sup>. En 1958, la deuxième édition connaît des modifications importantes : elle ne réunit plus que les articles de Bastide et Fernandes, avec une préface de ce dernier, suivie du projet originel et d'un article de Bastide et de Pierre Van den Bergue (1957).

Les réévaluations récentes de cette histoire au Brésil et les relectures actuelles des œuvres de Nogueira, Ginsberg et Bicudo reviennent sur l'effacement de leurs noms dans les publications des résultats du programme, et discutent les arguments des organisateurs qui justifiaient leur absence soit en fonction du critère géographique (l'étude de Nogueira portait sur Itapetininga, et non São Paulo), soit par l'approche strictement sociologique des analyses (les perspectives de Bicudo et Ginsberg étant « psychologiques »), soit par l'antériorité de leurs recherches par rapport au projet de l'Unesco<sup>34</sup>. Il n'est pas aisé de préciser les raisons exactes de la disparition de ces textes dans les éditions postérieures. Il reste que le format de la deuxième édition, conservé dans les rééditions suivantes (1971 et 2008), a influencé la réception des résultats du programme Unesco à São Paulo, longtemps associés exclusivement à Bastide et à Fernandes et aux collaborateurs universitaires. Ces réévaluations cherchent justement à élucider la composition plurielle du groupe des chercheurs à São Paulo – certains étant liés à l'École de sociologie et politique de São Paulo, où l'empreinte des sciences sociales étatsuniennes était très forte –, et à restituer la diversité de leurs perspectives sur le racisme au Brésil.

Si Fernandes a été invité par Bastide, Oracy Nogueira s'est greffé sur le projet grâce à l'indication de Donald Pierson, raison pour laquelle il envoie son plan d'études sur les relations raciales à Itapeninga directement à l'Unesco<sup>35</sup>. Les noms de Bicudo et de Ginsberg ont été fournis par Otto Klineberg. La première, une femme noire, qui a une expérience professionnelle dans le domaine de la santé mentale et de l'éducation, a fait un master sous la direction de Pierson, "Estudos de Atitudes de Pretos e Mulatos em São Paulo" (Les attitudes raciales des Noirs et des métis à São Paulo ; 1945) ; la deuxième, d'origine polonaise, est arrivée au Brésil en 1933 et appartient, comme Bicudo, à l'École de sociologie et politique de São Paulo<sup>36</sup>.

La présentation des résultats des recherches à São Paulo a assurément effacé quelques noms et orientations disciplinaires. Pour autant, le recueil d'articles de Bastide et Fernandes ne répond pas d'une voix unie aux demandes de l'Unesco. Dès le début, le professeur et son ancien étudiant ont partagé leurs tâches, comme on l'a vu.

Un tel partage met en lumière les intérêts propres à chacun. Dans ses études antérieures sur le folklore urbain à São Paulo, Fernandes se posait déjà la question des rapports entre le « traditionnel » et le « moderne », et du rôle des structures idéologiques « archaïques » dans le contexte de la modernisation. À côté des relations entre les Noirs et les Blancs dans la ville de São Paulo, il retrouvait à nouveau la question des rapports entre « l'ancien » et le « nouveau » dans un Brésil en pleine industrialisation, et son choix analytique revenait sur la succession diachronique pour éclairer les processus de transition. Pour comprendre la place du Noir dans la société *paulista*, il passe en revue l'évolution économique de la ville, la transition entre esclavage et travail libre, l'incorporation des anciens esclaves dans l'économie industrielle. Si ses études éclairaient les difficultés des Noirs à trouver leur place dans la société moderne et urbaine, elles permettaient aussi d'entrevoir des « tendances émergentes », c'est-à-dire le début d'un rétablissement social et économique des Noirs. Le contexte de transition des années 1950 montrait aussi à ses yeux la coexistence de mentalités anciennes et d'idéaux inédits en faveur desquels luttaient les organisations politiques noires<sup>37</sup>.

Bastide, comme son collègue, se penchait sur les changements économiques et sociaux, mais ses analyses portaient plutôt sur les attitudes et les comportements des Noirs et des Blancs dans un scénario marqué par un choc des valeurs qui laissait des traces sur les mentalités et les pratiques. Ses enquêtes signalaient que ceux qui niaient l'existence des préjugés restaient fidèles au mythe de la démocratie raciale, une idéologie qui empêchait les manifestations les plus brutales du préjugé et évitait les conflits ouverts. Cette attitude produisait selon lui une forme déguisée de préjugé. L'auteur devinait une inclination particulière de la société brésilienne d'alors à confondre les préjugés de classe et de race, dans la mesure où les Noirs appartenaient aux couches inférieures ; pourtant, remarque-t-il, on pouvait noter des préjugés raciaux au sein d'une même classe sociale. Il défendait l'idée que l'existence du métissage au Brésil, souvent associé à une supposée absence de préjugés, aidait à éclairer les asymétries et mécanismes de domination, cela concernant presque toujours les rapports entre des hommes blancs et des femmes noires. Dans un tel contexte, il devenait pour lui possible de comprendre les difficultés des Noirs à s'organiser politiquement : les ambivalences idéologiques de leurs discours et comportements empêchaient la manifestation d'une « idéologie de la révolte ».

Plus sensible aux attitudes et aux comportements ambivalents, ainsi qu'aux stéréotypes « refoulés agissant aux frontières indécises de l'inconscient », Bastide souligne dans ses études le

décalage entre les niveaux de la structure sociale et les mentalités, et met aussi en valeur la persistance d'éléments du monde traditionnel dans la société moderne, un mouvement contraire aux analyses de Fernandes qui accentuent le dépassement du « traditionnel » par le « moderne<sup>38</sup> ». Il ne faut pas en déduire pour autant que les articles de Bastide ont un ton nostalgique ou expriment une sorte d'aversion pour le moderne qui tendrait à corrompre la tradition. Ses interprétations mettent en avant son scepticisme à l'égard des processus de modernisation qu'il regarde d'un œil critique à plusieurs reprises dans son œuvre. Ses écrits pour l'Unesco convoquent déjà, assurément, l'idée de contre-modernité que reprendront quelques-unes de ses réflexions ultérieures<sup>39</sup>.

### **Les réceptions divergentes du projet au Brésil et en France**

Si les débats dans les tables rondes organisées par Bastide et Fernandes en 1951 ont abouti à faire converger les thèmes du programme politique de l'Unesco et ceux du registre scientifique (par exemple, l'accord final sur les effets négatifs de l'idéologie de la démocratie raciale pour la reconnaissance des inégalités et des préjugés dans le pays), ils sont aussi à la source de confrontations d'idées, comme en témoigne la dernière table ronde, du 17 novembre 1951, à laquelle Métraux a participé. À ce moment-là, les discussions sur le rôle politique que l'Unesco pouvait jouer en faveur des Noirs au Brésil se tendirent. Aux interpellations critiques de quelques militants, Métraux répond :

L'Unesco n'est pas une organisation qui a des pouvoirs politiques [...]. Nous avons une lutte à mener dans les champs de l'éducation, de la science et de la culture. Nous ne pouvons pas, nous n'aurons aucune possibilité d'établir des combats sur le terrain politique. En tant que délégué de l'Unesco dans le champ de la lutte raciale, je me suis concentré sur une action de propagande, et nous allons faire une bonne propagande basée sur la vérité (*apud* Campos 2014 : 277-8).

Parmi les actions de vulgarisation figurait le projet d'un livre en un volume qui devait réunir les résultats des enquêtes et éclairer les enjeux du racisme au Brésil. Le livre n'a pas été publié par l'Unesco, ce qui laisse entrevoir les paradoxes du programme brésilien sur les relations raciales. Conçu dans un contexte européen marqué par les traumatismes de la Seconde Guerre mondiale, le projet et ses résultats sont restés quasiment inconnus en Europe.

Une lettre de Métraux à Bastide, ainsi que d'autres adressées à Fernandes depuis Paris, alertent sur les difficultés d'une telle publication<sup>40</sup>. Le 28 décembre 1951, Métraux apprend à Bastide le refus du directeur de l'Unesco d'éditer des volumes séparés :

Je me vois malheureusement obligé de renoncer au projet de publier chaque monographie régionale dans un volume séparé. L'Unesco tient absolument à faire paraître toutes les monographies dans un seul volume. Ceci ne modifie en rien la présentation, si ce n'est qu'au lieu des brochures séparées nous aurons un volume d'environ 600 pages. Les raisons alléguées par le département des publications sont le coût plus élevé des éditions séparées et, également, la difficulté de la vente : alors que beaucoup des personnes seront heureuses d'acheter un livre général sur les relations raciales au Brésil, très peu commanderont une monographie se rapportant à Bahia ou à Recife. Vous aurez naturellement au Brésil la faculté de publier séparément les études régionales.

Officiant, en quelque sorte, en tant que médiateur entre l'institution internationale et les scientifiques brésiliens, Bastide présente à Fernandes les arguments des responsables de l'Unesco, afin de trouver un compromis satisfaisant. En février 1952, il lui précise que Métraux est favorable aux articles plus longs, mais que M. Mierday, chargé du secteur des sciences sociales après le décès d'Arthur Ramos, voulait des rapports synthétiques : « Je pense donc difficile de faire accepter plus de 200 pages. » Dans le même temps, si Métraux arrive à imposer une édition indépendante des livres au Brésil, Bastide s'engage à signer de leurs deux noms le volume sur São Paulo, et non de celui du seul « medalhão » comme le craignait Fernandes<sup>41</sup>. Le 18 mars Bastide revient sur la limite de 200 pages : « L'Unesco nous oblige à nous en tenir à l'essentiel ; ils nous demandent d'être concrets, de multiplier les exemples, les cas, les faits [...]. Nous sommes obligés de laisser de côté des choses passionnantes et c'est dommage. »

Ces lettres révèlent que si le financement a pesé en faveur de bilans synthétiques, ont aussi joué des divergences de conception : l'Unesco voulait des textes grand public et les universitaires, Fernandes en particulier, souhaitaient des analyses sociologiques plus fouillées, avec des tableaux historiques et statistiques. Métraux avait pourtant été clair dès le début : « L'histoire n'intéresse pas directement l'Unesco, seulement ce qui, dans l'histoire, permet de mieux éclairer la situation présente. » L'Unesco veut du « concret », des exemples variés, non des rapports sociologiques spécialisés, ajoute-t-il à plusieurs occasions.

Le 15 novembre 1952, Bastide informe une fois encore Fernandes du processus éditorial :

Métraux aura moins d'argent disponible. Certains rapports ne pourront pas paraître – d'autres seront amputés de la moitié (ceux de René Ribeiro et peut-être de Costa Pinto ; ce dernier, en tout cas, considérablement réduit). Métraux nous a, par contre, félicités de l'effort que nous avons fait pour condenser notre recherche. Par conséquent, ce sera notre rapport qui sera le moins touché. Cependant Métraux demande d'en éliminer une cinquantaine de pages. Il vous écrira d'ailleurs à ce sujet car il m'a demandé si je ne pouvais pas résumer votre premier chapitre en 20 pages. Tout le reste du rapport (chap. 2 et *seq.*) serait maintenu à peu près intégralement [...]. J'ai tenté de lui expliquer l'importance de ce 1<sup>er</sup> chapitre. Il était tout à fait d'accord avec moi sur sa valeur scientifique. Mais il soutient toujours la même thèse, que les livres ne sont pas destinés aux spécialistes, mais au grand public, qui ne s'intéresse pas au problème local (l'évolution de l'économie pauliste). Il me proposait donc 1) de résumer ce chapitre en 20 pages et 2) de publier intégralement, en français, votre premier chapitre dans une revue scientifique (comme *Le Journal des américanistes*). Voilà où nous en sommes.

Malgré ses efforts, le 22 mars 1953, Bastide réaffirme l'impasse : « Pour notre rapport à l'Unesco les choses traînent toujours et ne vont pas très bien. » Parallèlement, les lettres indiquent que Métraux a fait des démarches auprès de la revue *Présence africaine* pour un éventuel dossier brésilien (qui comprendrait les textes plus longs de Fernandes), et de maisons d'édition, en l'occurrence Plon et Armand Colin. Pour Plon, il a même pensé à un livre grand format incluant les rapports de Bicudo et de Ginsberg. Cependant le numéro thématique et le livre projeté n'ont jamais été publiés en France. Le dossier du *Courrier de l'Unesco* (1952), les éditions en français du livre de Charles Wagley sur l'Amazonie (1952) et de celui de Thales de Azevedo sur Salvador de Bahia (1953) n'ont pas infléchi la faible répercussion européenne des résultats des recherches parrainées par l'Unesco sur les relations raciales au Brésil.

Au Brésil, en revanche, le programme de l'Unesco représente un tournant dans la réflexion sur les relations raciales ; son écho auprès des associations politiques noires vient contrarier le grand récit national sur un pays métis et harmonieux, très répandu à l'époque, grâce en particulier à ses conclusions, notamment celles issues des recherches menées à São Paulo qui montrent l'existence de préjugés et la forte discrimination raciale. En outre, Bastide et Fernandes ont mis en œuvre une méthodologie originale qui visait dès le début à intégrer à l'analyse sociologique

les sujets du jour, en essayant d'associer de façon inédite l'enquête scientifique et l'intervention politique.

Bastide précise ce point dans un bilan du projet qu'il écrit pour l'Unesco :

La recherche entreprise sous les auspices de l'Unesco marque un tournant dans le développement des sciences sociales au Brésil. On peut donc dire que la recherche de l'Unesco a « désinhibé » les sciences sociales brésiliennes de ce tabou de la question raciale qui s'exprime si bien dans le proverbe populaire : « On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu » – proverbe qu'on nous a si souvent répété au cours de nos travaux et qui servait de justification à de nombreux Blancs interviewés pour se refuser à une réponse [...]. Le tabou du problème racial est définitivement liquidé et les sciences sociales peuvent maintenant explorer un nouveau domaine où elles ne pourront manquer de s'enrichir par la découverte de nouveaux cadres conceptuels, de nouveaux systèmes de référence, comme par la nécessité d'imaginer de nouvelles hypothèses interprétatives et des techniques originales pour les vérifier. Elles pourront éliminer l'obstacle qui s'opposait à une analyse vraiment objective de la structure sociale brésilienne globale, puisque cette structure était celle d'une société multiraciale de classes et qu'on s'y heurtait constamment à la question des rapports interraciaux ; de cette façon, elles sortiront de la sociologie d'importation purement doctrinale ou de la recherche morcelée (Bastide [1957] 2000 : 8-9).

Cette importance des enquêtes dans la réflexion brésilienne avait été prévue par Métraux dès le début. Comme il l'affirme dans une lettre à Bastide du 18 août 1950 : « Ce projet, qui me semble éveiller beaucoup d'enthousiasme au Brésil, est plein de possibilités, et je ferai l'impossible pour qu'il marque un tournant dans les études afro-brésiliennes<sup>42</sup>. »

Les résultats des enquêtes réalisées en 1951 ont été repris par Fernandes dans sa thèse consacrée à l'intégration des Noirs dans la société brésilienne, une thèse qui a ouvert la voie pour de nouvelles recherches et une réflexion renouvelée pour les générations suivantes. Succédant à Bastide dans l'une des chaires de sociologie de l'université de São Paulo, Fernandes a réussi à constituer un important réseau dans lequel une partie des chercheurs se sont penchés sur l'esclavage et la place des Noirs dans la société brésilienne. C'est le cas des thèses des sociologues Otávio Ianni, *As metamorfoses do escravo* [Les métamorphoses de l'esclave, 1961], et de Fernando Henrique Cardoso, *Capitalismo e escravidão no Brasil meridional* [Capitalisme et esclavage dans le



Brésil méridional, 1962]. Revenant sur sa trajectoire quelques années plus tard, Fernandes fait du programme de l'Unesco un tournant dans sa carrière, tant pour son œuvre sociologique que pour la sociologie brésilienne de manière plus ample. Le projet de l'Unesco sur les relations raciales à São Paulo a été le « point de départ d'une nouvelle ère de la recherche sociologique au Brésil<sup>43</sup> ».

En revanche, pour Bastide, le projet de l'Unesco représente la clôture de sa période brésilienne. Son retour définitif en France, en 1954, coïncide avec la soutenance de ses thèses (*Les religions africaines au Brésil* et le *Candomblé de Bahia*, publié en 1957). Il entame ses cours d'ethnologie sociale et religieuse à la Sorbonne à partir de 1958, et crée le Centre de psychiatrie sociale, en 1959 (EPHE, VI<sup>e</sup> section). Néanmoins, l'on peut voir quelques retombées de cette expérience dans certaines de ses réflexions ultérieures, par exemple dans un texte sur l'adaptation des étudiants africains en France à la demande de Métraux et de l'Unesco (1956) – dont l'argument a été repris dans « Les étudiants de l'Afrique noire en France » (1957b) – et dans d'autres écrits publiés dans les années 1960 et 1970 concernant le problème de l'entrecroisement des civilisations, question qui constitua le principal défi de toute sa réflexion et traversa l'ensemble de son œuvre, du début à la fin.

## BIBLIOGRAPHIE

Azevedo Thales, 1952. *Les élites de couleur dans une ville brésilienne*, Paris, Unesco.

Bastide Roger, 1939. « État actuel des études afro-brésiliennes : le problème du contact des races », *Revue internationale de sociologie* 47 (1-2), p. 77-89.

Bastide Roger, 1956. « Les étudiants africains en France », *Bulletin international des sciences sociales*, « Les élites africaines », Unesco, vol. 8, n° 3, p. 151-154.

Bastide Roger, 1957a. « Les relations raciales au Brésil », *Bulletin international des sciences sociales*, Unesco, vol. 9, n° 4, p. 525-543.

Bastide Roger, 1957b. « Les étudiants de l'Afrique noire en France », *Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*, Paris, n° 80, p. 151-154.

Bastide Roger, 1975. *Le sacré sauvage*, Paris, Plon.

Bastide Roger, 1983. *Estudos afro-brasileiros*, São Paulo, Perspectiva.

- Bastide Roger [1957] 2000. « Les relations raciales au Brésil », *Bastidiana*, n° 29-30, p. 1-12.
- Bastide Roger & Pierre Van den Bergue, 1957. « Stereotypes, norms and interfacial behaviour in São Paulo, Brazil », *American sociological review*, vol. 22, n° 6, p. 689-694.
- Bastide Roger & Florestan Fernandes (dir.), 1955. *Relações raciais entre negros e brancos em São Paulo*, São Paulo, Anhembi.
- Bastide Roger & Florestan Fernandes, 1959. *Branços e negros em São Paulo*, São Paulo, Companhia Editora Nacional.
- Bicudo Virgínia Leone, 2010. *Atitudes raciais de pretos e mulatos em São Paulo*, édition et introduction de Marcos Chor Maio. São Paulo, Editora Sociologia e Política.
- Campos Antonia Junqueira Malta, 2014. *Interfaces entre sociologia e processo social : a Integração do negro na sociedade de classes e a pesquisa em São Paulo*, Campinas, UNICAMP.
- Campos Luiz Augusto, 2015. « Relações raciais entre negros e brancos em São Paulo : a história de uma edição », *Revista de Estudos Políticos*, vol. 6, n° 2, p. 621-627.
- Candido Antonio, 1996. « O jovem Florestan », *Revista do Instituto de Estudos Avançados*, vol. 10, n° 26, p. 11-15.
- Costa Pinto Luiz de Aguiar, 1953. *O negro no Rio de Janeiro*, São Paulo, Companhia Editora Nacional.
- Cunha Renata R. T. & Alessandro dos Santos, 2014. « Anielia M. Ginsberg e os estudos de raça/etnia e intercultura no Brasil », *Revista Psicologia USP*, vol. 25, n° 3, p. 317-329.
- Damasceno Janaína, 2013. « Os segredos de Virgínia: estudo de atitudes raciais à São Paulo (1945-1955) », Thèse de doctorat en anthropologie, Université de São Paulo.
- Domingues Petrônio, 2007. « Movimento negro no Brasil : alguns apontamentos históricos », *Tempo*, vol. 12, n° 23, p. 100-122.
- Fernandes Florestan, 1977. « Em busca de uma sociologia crítica e militante » [Pour une sociologie critique et militante], in *A sociologia no Brasil*, Petrópolis, Vozes, p. 140-209.
- Fernandes Florestan, 1986. « As relações raciais em São Paulo reexaminadas » [Les relations raciales à São Paulo réexaminées], *Revisitando a terra de contrastes : a atualidade da obra de Roger Bastide* [Revisitant la terre de contrastes : l'actualité de l'œuvre de Roger Bastide], São Paulo, Cadernos CERU, USP, p. 13-20.

- Fléchet Anaïs & Julie Jourdain (dir.), 2009. « La fable des trois races et la construction du Brésil métis dans le regard français, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> siècles » in Silvia Capanema P. de Almeida & Anaïs Fléchet (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme : Brésil, Amériques, Europe*, Berne, Peter Lang, p. 249-277.
- Guimarães Antonio Sérgio, 2003. « Introduction », *Quilombo*, São Paulo, Editora 34 (édition fac-similé), p. 11-12.
- Guimarães Antonio Sérgio, 2009. « Après la démocratie raciale » in Silvia Capanema, P. de Almeida & Anaïs Fléchet (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme : Brésil, Amériques, Europe*, Berne, Peter Lang, p. 133-151.
- Hanchard Michel George, 1994. *Orpheus and power*, Princeton, The Princeton University Press.
- Herskovits Melville, 1943. « Pesquisas etnológicas na Bahia », *Publicações do Museu da Bahia*, n° 3, p. 82-106.
- Klineberg Otto, 1949. « The project on international tensions. A challenge to the sciences of man », *Bulletin international des sciences sociales*, vol. 1, n° 1-2, p. 1-12.
- Maio Marcos Chor, 1997. « A história do projeto : estudos raciais e ciências sociais no Brasil », Thèse de doctorat en sciences politiques, IUPERJ/Université Candido Mendes, Rio de Janeiro.
- Maio Marcos Chor, 1999. « Gilberto Freyre e o projeto », *Tempo social, Revista de Sociologia da USP*, vol. 11, n° 1, p. 111-136.
- Maio Marcos Chor, 2001. « Unesco and the study of race relations in Brazil: national or regional issue? », *Latin American Research Review*, 36 (2), p. 118-136.
- Maio Marcos Chor, 2014a. « Abrindo a caixa preta: o projeto de relações raciais », in Fernanda Arêas Peixoto, Heloisa Pontes & Lilia Schwarcz (dir.), *Antropologias, histórias, experiências*, São Paulo/Belo Horizonte, Humanitas/ UFMG.
- Maio Marcos Chor, 2014b. « O contraponto paulista: os estudos de Florestan Fernandes e Oracy Nogueira no projeto de relações raciais », *Antíteses*, vol. 7, n° 13, p. 10-39.
- Maio Marcos Chor, 2015. « Guerreiro Ramos interpela a UNESCO : ciências sociais, militância e antiracismo », Salvador, *Cadernos CRH*, vol. 28, n° 73, p. 77-89.
- Maio Marcos Chor & Ricardo Ventura, 2015. « Antiracism and the uses of science in the post-World War II: An analysis of UNESCO's first statements on race (1950 and 1951) », *Vibrant, Virtual Brazilian Anthropology*, vol. 12, n° 2, p. 1-26.

- Métraux Alfred, 1950. « L'Unesco et le problème racial », *Bulletin international des sciences sociales*, Unesco, v. II, n° 3, p. 403-409.
- Métraux Alfred, 1978. *Itinéraires 1 (1935-1953). Carnets de notes et journaux de voyage*. Compilation, introduction et notes par André-Marcel d'Ans, Paris, Payot.
- Maurel Chloé, 2007. « La question des races. Le programme de l'Unesco », *Gradhiva*, n° 5, Paris, Musée du quai Branly, p. 114-131.
- Maurel Chloé, 2010a. *Histoire de l'Unesco. Les trente premières années (1945-1974)*, Paris, L'Harmattan.
- Maurel Chloé, 2010b. « L'histoire de l'humanité de l'Unesco (1945-2000) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 22, n° 1, p. 161-198.
- Maurel Chloé, 2015. « Otto Klineberg (1899-1992), la psychologie appliquée à l'antiracisme, à la paix et à la compréhension internationale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 127, p. 75-94.
- Nascimento Abdias (dir.), 1968. *O negro revoltado*, Rio de Janeiro, Éditions GDR.
- Nogueira Oracy, 1978. « Evocação de Roger Bastide », *Revista de estudos brasileiros*, IEB/ USP, p. 141-145.
- Nogueira Oracy, 1997. *Preconceito de marca: as relações raciais à Itapetinga*, édité et présenté par Maria Laura Viveiros de Castro Cavalcanti, São Paulo, EDUSP.
- Palhares-Burke Maria Lúcia, 2012. *O triunfo do fracasso. Rüdiger Bilden, o amigo esquecido de Gilberto Freyre*, São Paulo, EDUSP.
- Peixoto Fernanda Arêas, 2000. *Diálogos brasileiros: uma análise da obra de Roger Bastide*, São Paulo, FAPESP/ EDUSP.
- Peixoto Fernanda Arêas, 2015. *A viagem como vocação: itinerários, parcerias, experiências*, São Paulo, FAPESP/ EDUSP (traduction française, *Le voyage pour vocation*, Le poisson volant, 2019).
- Pereira Claudio & Lívio Sansone (dir.), 2007. *O projeto no Brasil : textos críticos*, Salvador, EDUFBA.
- Pereira da Silva Isabela Oliveira, 2012. « De Chicago a São Paulo: Donald Pierson no mapa das Ciências Sociais », Thèse de doctorat en anthropologie, São Paulo, Université de São Paulo.
- Pierson Donald, 1942. *Negroes in Brazil*, Chicago, The University of Chicago Press. Introduction de Robert Park.

Quilombo, 2003. Edição fac-similar do jornal dirigido por Abdias do Nascimento, Rio de Janeiro, dez 1948- jan 1950. São Paulo, Editora 34.

Ramassote Rodrigo, 2014-2018. *A antropologia deslocada de Ruy Coelho*, Projet de recherche post-doctorale, São Paulo, Université de São Paulo/ FAPESP (2014/50.285-4).

Ramassote Rodrigo, 2018. « Compilación y estudio introdutório », in Ruy Coelho, *Creencias, rituales y fiestas garífunas*, Tegucigalpa, Editorial Guaymuras.

Silva Mário Augusto Medeiros da, 2012. « Fazer história, fazer sentido : Associação Cultural do Negro (1954- 1964) », *Lua Nova*, n° 85, São Paulo, CEDEC, p. 1-19.

Valladares Lícia do Prado, 2010. « A visita de Robert Park ao Brasil, o homem marginal e a Bahia como laboratório », *Caderno CRH*, Salvador, vol. 23, n° 58, p. 35-49.

Wagley Charles, 1951. *Races et classes dans le Brésil rural*, Paris, Unesco.

Wagley Charles, 1977. *Welcome of tears*, New York, Oxford University Press.

## NOTES

1.▲ J'ai travaillé sur l'œuvre brésilienne de Bastide en essayant de montrer l'imbrication de ses différentes facettes (Peixoto 2000, 2019).

2.▲ Je mentionnerai, entre autres, la thèse pionnière de Marcos Chor Maio (1997), à l'origine de divers articles de l'auteur sur le sujet ; le volume dirigé par Claudio Pereira & Lívio Sansone (2007) ; le livre de Chloé Maurel (2010a), et le master d'Antonia Junqueira Malta Campos (2014). Antonia Campos a été la première à éclairer, à partir de recherches approfondies, les méthodes inédites employées par le projet Unesco à São Paulo. Je tiens à remercier Julia Vilaça Goyatá et Rodrigo Ramassote, qui ont localisé certains documents aux archives de l'Unesco, à Paris.

3.▲ Cet aspect est mis en évidence par Chloé Maurel quand elle évoque le projet précoce de l'Unesco d'écrire une « histoire scientifique et culturelle de l'humanité » (Maurel 2010b).

4.▲ Actes de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, quatrième session, Résolutions, Paris, Unesco, novembre 1949, p. 22-24.

5.▲ Sur la généalogie de la notion de « démocratie raciale », voir Guimarães 2009. Voir dans le même volume l'article d'Anaís Fléchet et Julie Jourdain (2009), consacré au rôle de l'Unesco dans la diffusion de ce modèle d'harmonie raciale. Grâce aux recherches de Maria Lucia Palhares-Burke, on connaît l'importance des thèses défendues par Rüdiger Bilden, un étudiant de Columbia à l'époque où Gilberto Freyre y était, et qui, dans un article de 1929, « Brésil, terre des civilisations », met en avant les thèses défendues postérieurement par Arthur Ramos et Gilberto Freyre sur l'existence des rapports raciaux harmonieux au Brésil (Palhares-Burke 2012).

6. <sup>△</sup> Robert Park « The career of the Africans in Brazil », in Pierson 1942 : 82. Cette expérience a été analysée par Lícia do Prado Valladares (2010).

7. <sup>△</sup> Quand il rejoint l'Unesco, Arthur Ramos avait déjà signé une série d'études sur la psychiatrie et la psychanalyse, ainsi que sur les Noirs au Brésil, notamment : *O negro brasileiro : etnografia religiosa e psicanálise* (1934) ; *O folklóre negro do Brasil* (1935) ; *As culturas negras no Novo Mundo* (1937), *O negro brasileiro* (1940), *A aculturação negra no Brasil* (1942); titres auxquels il faut ajouter l'ouvrage posthume en français, *Le Métissage au Brésil* (1952). Il est important d'observer que le nom de Gilberto Freyre a été envisagé par l'institution pour le poste, mais le sociologue, à l'époque élu à la Chambre des députés brésilienne et engagé dans la création de l'Institut Joaquim Nabuco, au Pernambouc, a décliné la proposition officielle de l'Unesco (Maio 1997 : 40).

8. <sup>△</sup> Sur Otto Klineberg, Maurel 2015. Sur Donald Pierson au Brésil, Pereira da Silva 2012.

9. <sup>△</sup> Dans les pages de son journal, Métraux mentionne le Brésil pour la première fois en février 1939, date de son arrivée à Rio de Janeiro, quand il rencontre l'anthropologue étatsunien Charles Wagley, Heloisa Alberto Torres, la directrice du Musée national, et Lévi-Strauss à Santos, avant de prendre le bateau pour l'Argentine (Métraux 1978 : 40-43).

10. <sup>△</sup> Ancien étudiant de Claude Lévi-Strauss et de Roger Bastide à l'université de São Paulo, Coelho a soutenu une thèse sur les Caraïbes noirs du Costa Rica, dirigée par Melville Herskovits (1895-1963), à la Northwestern University. Coelho reste à l'Unesco jusqu'en août 1952, date à laquelle il est recruté au département de sociologie de l'université de São Paulo. Sur la formation, le parcours et l'œuvre de Ruy Coelho, voir Ramassote 2018.

11. <sup>△</sup> Sur cette histoire et pour une synthèse de la bibliographie concernant ce sujet, Domingues 2007. Pour un large aperçu du mouvement noir à Rio de Janeiro et à São Paulo, de 1945 à 1988, Hanchard 1994.

12. <sup>△</sup> Par exemple, Roger Bastide, « A imprensa negra no estado de São Paulo » (1946), republié dans Bastide 1983 (129-156).

13. <sup>△</sup> Les documents relatifs au Premier Congrès du Noir brésilien ont été publiés dans Nascimento 1968. L'événement qui a rassemblé, du 26 août au 4 septembre 1950, des intellectuels blancs et noirs (de l'université et de plusieurs institutions scientifiques et artistiques), des activistes et des hommes politiques, a connu un format très peu académique : présentations de thèses suivies par le rapport d'un spécialiste recommandant, ou pas, son approbation, en vue de la préparation d'un document final. Le texte de Bastide sur les rêves ne figure pas dans le recueil organisé par Abdias do Nascimento.

14. <sup>△</sup> L'expression est utilisée par Antonio Sérgio Guimarães pour mettre en lumière les distances entre la signification de l'idée de « démocratie raciale » des années 1950, visant l'égalitarisme politique et culturel, et sa condamnation contemporaine par les organisations politiques (Guimarães 2003).

15. <sup>△</sup> Selon Wagley (1977), ses relations avec Métraux remontaient aux années 1930. Métraux, rattaché à l'université de Yale, lui avait alors suggéré comme sujet de thèse d'étudier les Tapirapé du Brésil central.

16. <sup>△</sup> Archives de l'Unesco, 323.1, Race Questions & Protection for Minorities Part II from I/ VII/1950 up to 31/VII/1950. Une partie de cette lettre est reproduite in Maio 2015 : 86. Voir aussi Pereira, « O primeiro congresso do negro brasileiro e a Unesco. A tese de Guerreiro Ramos » in Pereira & Sansone 2007 : 227.

17. <sup>△</sup> Dans la préface de la première édition des résultats des recherches menées à São Paulo, Paulo Duarte mentionne la convergence entre *Anhembi* et l'Unesco, qui se sont mis d'accord pour travailler conjointement, pour la publication des travaux et le partage des financements, ce qui lui permet de parler du « Programme Unesco-Anhembi » (P. Duarte,

« Préface » in Bastide & Fernandes 1955). Sur l'accord entre la Fondation du développement de la science à Bahia et le département des sciences sociales de l'Unesco, voir la préface de Charles Wagley (1951).

18.▲ Les résultats obtenus par Wagley et son équipe (Harry Hutchinson, Marvin Harris et Ben Zimmerman) ont été réunis dans Charles Wagley (1951).

19.▲ Consulter, entre autres, Melville Herskovits (1943).

20.▲ Pour un bilan de cette tradition africaniste brésilienne, voir Bastide 1939.

21.▲ Azevedo 1952 : 59. Sur le projet à Bahia (le livre de Azevedo et les recherches précédentes de Wagley), voir A. S. Guimarães, « O projeto na Bahia » in Pereira & Sansone 2007 : 25-37.

22.▲ En ce sens, Roberto Motta affirme que « si le projet réalisé à Bahia, São Paulo et Rio de Janeiro a représenté une révolution paradigmatique, la part accomplie au Pernambouc par René Ribeiro en association avec Gilberto Freyre a été une contre-révolution » (« Gilberto Freyre, René Ribeiro et o projeto Unesco » in Pereira & Sansone 2007 : 54).

23.▲ Dans l'introduction de son livre, Costa Pinto (1953) revient sur l'histoire détaillée de ses rapports avec l'Unesco, une histoire reprise et approfondie par Marcos Chor Maio (1997 : 100-104).

24.▲ Bien que le volume ait été signé par Costa Pinto, les résultats des recherches à Rio ont profité des contributions d'Edison Carneiro, le responsable d'une partie des enquêtes, qui ont nourri les chapitres VII et VIII sur les mouvements et associations noirs à Rio.

25.▲ Costa Pinto 1953 : 336, ma traduction.

26.▲ Archives de l'Unesco, 323.12 a 102. Statement on Race, Part I up to 31/XII/1950.

27.▲ Cette lettre a été déjà mentionnée dans la note 17.

28.▲ *Ibid.*

29.▲ Un article en français de Florestan Fernandes, version modifiée d'un des chapitres de ce dernier livre, « La guerre et le sacrifice humain chez les Tupinambá », paraît dans le *Journal de la Société des américanistes* en 1952 (p. 139-220), grâce aux démarches de Métraux auprès de la revue et de la société savante, à laquelle adhéra Fernandes (lettre de Métraux à Fernandes, 28 décembre 1951. Fonds Florestan Fernandes SS/ 275.905).

30.▲ Bastide & Fernandes 1955 : 11-12. Parmi les auteurs étatsuniens mentionnés dans le projet (daté d'avril 1951, écrit par Florestan Fernandes, lu et commenté par Bastide et signé par les deux) figurent entre autres : H. C. Cayton & S. C. Drake, *Black Metropolis* (1945) ; A. Davis, B. B. Gardner et M. R. Gardner, *Deep South* (1941) ; E. F. Frazier, *The Negro Family in the United States* (1939) ; G. Myrdal, *An American Dilemma* (1944).

31.▲ Les informations sur les pratiques et les procédures de recherche ont été retirées du chapitre 4 d'Antonia Junqueira Malta Campos (2014). À la fin de son mémoire (p. 315-345), l'auteure fournit des « Annexes », qui montrent les méthodes utilisées par les chercheurs, les rapports et brouillons, présentant aussi de petites biographies des intellectuels noirs qui ont participé au projet.

32.▲ « La rencontre entre militants et sociologues de l'université a été féconde », affirme Mário Augusto Medeiros da Silva, « Fazer história, fazer sentido : Associação Cultural do Negro (1954- 1964) », *Lua Nova*, n. 85, São Paulo, CEDEC, 2012, p. 3.

33.▲ Le sommaire du livre de 1955 mentionne un texte d'Oracy Nogueira portant sur les différentes modalités du préjugé (de « marque », au Brésil et « d'origine », aux États-Unis), mais le texte n'y figure pas.

34.▲ Campos 2015 ; Viveiros de Castro Cavalcanti, « Apresentação » in Oracy Nogueira 1997 ; Maio 2014a.

35.▲ Archives de l'Unesco, 323.12 a 102. Statement on race. Part I up to 31/XII/ 1950. Nogueira, qui a suivi une formation à l'université de Chicago, était professeur à l'École de sociologie et politique de São Paulo et éditait, avec Pierson, une importante revue académique à l'époque, *Sociologia* (1939-1966).

36.▲ Sur Aniela Ginsberg, voir Cunha & Santos 2014. L'œuvre et la trajectoire de Virgínia Leone Bicudo ont été étudiés dans la thèse de Janaína Damasceno (2013), qui met l'accent sur son profil d'intellectuelle noire, et dans la longue introduction de Marcos Chor Maio pour l'édition du master de Bicudo (2010). C'est Maio qui nous a fait connaître une lettre d'Oracy Nogueira à Paulo Duarte où celui-ci se plaint que l'édition de 1955 ne mentionne son texte que comme un appendice et une recherche « dirigée » par Bastide et Fernandes (note 32, p. 48). Le silence de Nogueira sur le projet, quand il est intervenu dans un colloque sur Roger Bastide à l'université de São Paulo, en 1986, peut être interprété comme un symptôme de ces tensions (Nogueira 1978).

37.▲ Les trois articles de Fernandes pour le volume, dont je reprends ici les arguments généraux, sont : « De l'esclave au citoyen » ; « Couleur et structure sociale en changement » ; « La lutte contre le préjugé de couleur ». Ses études sur le folklore, publiées entre 1942 et 1959, sont réunies dans deux volumes : *Folclore e mudança social na cidade de São Paulo* (1961) et *O folclore em questão* (1978).

38.▲ Les articles de Bastide pour le volume sont : « Les manifestations du préjugé de couleur » et « Les effets du préjugé de couleur ». Voir le chapitre 3 de mon livre (2000), où j'examine de plus près les rapports entre Bastide et Fernandes, ainsi que leurs idées.

39.▲ Cf. la conférence « Prométhée ou son vautour – essai sur la modernité et la contre-modernité » (1973), publié dans Bastide 1975.

40.▲ Les neuf lettres consultées appartiennent au Fonds Florestan Fernandes, Université de São Carlos, São Paulo [02.09.0825 ; 02.09.2003 ; 02.09.2005 ; 02.09.2007 ; 02.09.2009 ; 02.09.2011 ; 02.09.2013 ; 02.09.2019 ; 02.09.0126].

41.▲ « Medalhão », en langage familier, désigne une personne célèbre, puissante.

42.▲ Archives Unesco 323.1. Race Questions & Protection of Minorities. Part II from 1/VII/50 up to 31/XII/51.

43.▲ Fernandes 1977 : 198. Il est important de rappeler avec le sociologue et critique littéraire Antonio Candido (1996), que Fernandes a repris l'association entre science et politique dans ses œuvres de la maturité, ainsi qu'au cours de sa carrière politique, quand il intègre à partir des années 1980 le Parti des travailleurs (le PT).



## L'UNESCO EN HAÏTI L'impossible bibliothèque-musée du peuple dans la vallée du Marbial

*Júlia Vilaça Goyatá*

**L**E 22 OCTOBRE 1948, l'anthropologue Alfred Métraux (1902-1963) termine en ces termes une lettre qu'il adresse au président de l'Unesco, Julian Huxley (1887-1975) : « J'aimerais vous dire que ma participation à ce projet de l'Unesco a été l'une des expériences les plus intéressantes de ma carrière et je vous remercie, l'Unesco et vous, de m'avoir offert l'opportunité unique de montrer la valeur pratique de l'anthropologie<sup>1</sup>. » Métraux fait référence ici au projet pilote d'éducation de base mené par l'Unesco à Marbial en Haïti entre 1948 et 1953 et qu'il a dirigé durant ses deux premières années<sup>2</sup>. En suivant les traces de ce projet, on se trouve devant un vaste réseau d'échanges intellectuels et artistiques transatlantiques dans lequel l'anthropologue franco-suisse occupe une place centrale. En prenant l'expérience de Métraux comme point de départ pour suivre ce réseau, je présenterai dans cet article un volet spécifique de la présence de l'Unesco en Haïti et par là même démontrerai en quoi cette institution a participé à l'émergence du nouvel imaginaire inspiré par ce pays des Caraïbes. Il s'agit du projet de construction d'une maison du peuple (qui abriterait une bibliothèque, un musée et un centre d'art paysan) à Marbial, qui, en dépit de son échec, illustre bien les dilemmes de la transposition des modèles institutionnels euro-américains à des pays étiquetés, surtout à cette époque mais encore aujourd'hui, comme « sous-développés » et « tropicaux », placés à mi-chemin entre le « primitif », objet de l'anthropologie classique, et ladite modernité.

Il faut souligner que le souhait de constituer des collections muséologiques d'objets et d'art locaux était partagé par d'autres institutions haïtiennes nées dans ces mêmes années 1940. Nous pouvons principalement citer le musée du Bureau d'ethnologie, institut national de recherche en anthropologie et archéologie créé en 1941, le Centre d'art de Port-au-Prince, centre de formation et

d'exposition de peinture et sculpture haïtiennes fondé en 1944 et l'éphémère Musée du peuple haïtien, fragment de l'Exposition internationale du bicentenaire de Port-au-Prince conçue en 1949. Sans explorer ici l'histoire de toutes ces institutions, notons leur apport décisif dans le développement d'une représentation emblématique d'Haïti, dont le vaudou et la paysannerie servent de fondement à la création d'embryons de collections. En ce sens, la création de ces musées révèle très certainement autant les spécificités de l'anthropologie et des arts à cette période, ses contours et empreintes, qu'une reconnaissance intrinsèque accrue d'Haïti. Ces institutions culturelles, les idées et techniques mises en jeu pour les créer et les organiser, ont joué en effet un rôle fondamental dans la circulation de ce que j'appellerais par commodité un « Haïti populaire ». La bibliothèque-musée rurale de Marbial, dont il sera ici question, s'inscrit donc dans un dialogue direct avec ces différentes expériences et son entreprise doit être comprise en fonction d'elles.

La mission éducative de l'Unesco, à l'origine du projet de bibliothèque-musée, naît dans un moment très fructueux de la vie politique et culturelle haïtienne. Depuis la fin de l'occupation militaire par les États-Unis en 1934 jusqu'à la prise de pouvoir par François Duvalier en 1957, on observe en Haïti ce que Laurent Dubois a appelé la « deuxième indépendance » du pays et que Millery Polyné définit comme « le moment de la promesse politique d'un Haïti moderne » (Dubois 2013 ; Polyné 2013). En effet, à ce moment-là, l'intérêt des élites politiques et économiques locales pour la modernisation du pays se renouvelle et la construction d'une identité culturelle propre devient une priorité. La circulation d'artistes et d'intellectuels étrangers sur l'île – beaucoup d'entre eux traversant les Caraïbes pendant et après la fin de la guerre en Europe – est aussi sans précédent et contribue à cette démarche. C'est justement en référence à ces nombreux séjours que cette période fut appelée « l'époque d'or du tourisme haïtien », comme le remarque l'anthropologue Karen Richman<sup>3</sup>.

En réaction à l'image d'un Haïti barbare et attardé, véhiculée principalement durant la période d'occupation étatsunienne par des récits sensationnalistes sur le vaudou, comme celui bien connu de William Seabrook, *The Magic Island* (1929), on peut observer dans les années 1940 et 1950 la construction d'une réflexion inverse. Il s'agit alors de valoriser les origines africaines d'Haïti, le vaudou en constituant le symbole le plus prégnant, mais aussi la vie paysanne, à la base de l'organisation sociale et économique du pays depuis l'indépendance acquise en 1804. D'un enfer caricatural peuplé de cannibales et de zombies, Haïti allait se transformer en une espèce de paradis tropical, foyer de créativité unique et objet d'intérêt anthropologique et artistique. Au milieu du xx<sup>e</sup> siècle

s'opère donc un glissement sémantique progressif, (loin d'être homogène), d'un exotisme négatif vers un autre positif. Négatif et positif ici, que cela soit clair, ne doit pas être entendu comme des signes de valeur mais en tant qu'expressions de ces différentes formes d'essentialisme – ou comme dirait Michel-Rolph Trouillot d'« exceptionnalisme » – haïtien, marquées soit par le manque (de civilisation, de ressources, d'éducation), soit par l'excès (de créativité, de beauté, de spiritualité) (Trouillot 1990 : 3).

### **Les premiers pas de l'expérience-témoin de Marbial**

La naissance des Nations unies et notamment de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a lieu en 1946, après la fin de la seconde guerre mondiale et les accords de paix. En prononçant un discours humaniste de respect de la différence et en affichant comme l'un de ses plus importants objectifs la conservation des cultures dans le monde, l'Unesco inaugurerait un nouveau domaine de travail pour les spécialistes des sciences sociales. C'est ainsi que Métraux commence à travailler dans l'organisation à partir de 1947 comme « l'ethnographe de la maison », et prend en 1950 la direction de son département des sciences sociales<sup>4</sup>. C'est lui-même qui insiste sur le fait que « en tant que science de la culture, il est du devoir de l'anthropologie de répondre à l'appel de la première organisation internationale qui essaie d'utiliser toutes les ressources scientifiques pour assurer la compréhension mutuelle entre les peuples » (Métraux 1951 : 300).

On sait qu'Alfred Métraux était familier des questions liées aux cultures matérielles et à leur conservation<sup>5</sup> et qu'il connaît déjà Haïti pour y avoir séjourné à quelques reprises (Laurière 2005). Chargé initialement de mener des recherches ethnographiques dans la région de Marbial puis, ensuite, de diriger le projet de l'Unesco en Haïti, Métraux se soucie en particulier de valoriser la culture matérielle haïtienne et de créer des structures institutionnelles pour la soutenir<sup>6</sup> (doc. 1). Bien qu'il ne fût pas directement engagé dans la construction de la bibliothèque-musée de Marbial, il se montre particulièrement enthousiaste pour cette partie du projet. Que l'idée d'établissement d'une bibliothèque-musée perde son impulsion au moment où Métraux quitte Haïti et abandonne la direction locale du projet au milieu de l'année 1949, ne semble pas relever du hasard, Métraux ayant multiplié les déclarations sur l'importance de la construction d'institutions muséologiques en Haïti<sup>7</sup>.

Le projet d'éducation de base que l'Unesco va conduire en Haïti résulte d'une combinaison d'intérêts entre l'institution internationale nouvellement créée et le gouvernement haïtien. Fondé sur l'idée qu'Haïti devait être modernisée, le projet, également qualifié d'« expérience-témoin de Marbial », se proposait d'être un laboratoire visant à juger de la réussite de l'Unesco dans le monde et dont on espérait qu'il puisse être par la suite transposable dans d'autres pays. En même temps, il s'agissait d'une occasion pour le gouvernement haïtien de bénéficier simultanément des conseils d'experts étrangers, de ressources financières et d'une publicité internationale en faveur du pays.

L'idée d'implanter le siège du projet dans la région de Marbial – située dans le département du Sud-Est, au bord de la vallée de la rivière Gosseline et à environ 40 kilomètres au sud de la capitale Port-au-Prince – avait été suggérée par le gouvernement haïtien à l'Unesco au cours de la première conférence générale de l'organisation au Mexique en 1947. Marbial cumulait, selon les autorités, plusieurs problèmes sociaux et économiques recensés en Haïti : érosion des terres, faim, analphabétisme, pauvreté, épidémie de paludisme, conflits religieux, notamment. La proposition du site de Marbial est accueillie favorablement par l'organisation internationale ; peu après la conférence et jusqu'en 1947, les premiers plans de travail de la mission sont rédigés. Faisant partie du programme d'Éducation fondamentale de l'Unesco, qui concevait l'éducation dans un sens étendu d'accès à de meilleures conditions de vie, le projet de Marbial est structuré à partir de trois axes fondamentaux : l'éducation pour la santé, des projets agricoles et la lutte contre l'analphabétisme.

Au mois d'avril 1948, Métraux qui, depuis 1941, faisait part d'un intérêt profond pour Haïti, notamment pour le vaudou, débarque à Port-au-Prince pour son troisième séjour, mais cette fois-ci en tant que représentant officiel de l'Unesco<sup>8</sup>. Il vient y mener une recherche ethnographique, première activité de l'expérience-témoin après l'approbation officielle du projet (Laurière 2005). Son objectif est de produire des données sur la région, jusque-là peu connue. Ces informations devaient servir de base pour la construction des équipements prévus par l'Unesco à Marbial : une clinique, une école normale et un centre communautaire.

Peu après son arrivée, l'ethnologue embauche une équipe de jeunes ethnologues haïtiens du Bureau d'ethnologie avec qui il va s'installer dans la région du projet pour environ six mois<sup>9</sup>. Pensée « comme une espèce de séminaire pratique pour la formation d'étudiants haïtiens à la méthode ethnographique », la recherche dirigée par Métraux avait un caractère généraliste, dont l'ambition était de composer un tableau le plus complet possible de la vie paysanne à Marbial

(Métraux 1951 : 295) ([doc. 2](#)). Ce n'est pas un hasard si cette recherche apparaît souvent dans les sources documentaires de l'Unesco comme étant un *survey*, terme anglais qui désigne des enquêtes sociologiques quantitatives et qui conserve quelque ambiguïté par rapport à la nature ethnologique de l'étude. Métraux, en revanche, en a toujours affirmé le caractère anthropologique, justifiant l'engagement des jeunes ethnologues haïtiens dans le projet comme une excellente occasion de les former au métier d'ethnographe dans leur propre pays<sup>10</sup>. Il s'agissait de comprendre la recherche ethnographique « au-delà de son pur objectif scientifique », qui était la production de données sur la région, pour la prendre aussi comme un instrument pédagogique et politique, capable d'intervenir dans la réalité des Marbialais (Métraux 1951 : 295). Ce que Métraux voulait transmettre à son équipe haïtienne de recherche, c'était la capacité de l'ethnographe à développer et favoriser la « conscience culturelle » de la population en montrant comment celle-ci peut renforcer les liens du groupe (*ibid.*).

## De la recherche ethnographique à la bibliothèque-musée de Marbial

À la suite de sa première visite à Marbial, avant même de s'installer avec son équipe d'ethnologues, Métraux écrit à John Bowers (1912-2004), directeur général de la mission établie au siège de l'Unesco à Paris, soucieux de l'avenir de l'expérience-témoin de Marbial. Il démontre dans une lettre sa déception devant le choix de cette région comme territoire-cible du projet. Selon lui, Marbial ne disposait d'aucune infrastructure de base suffisante pour démarrer les activités les plus simples prévues par le projet :

D'un point de vue pratique aucun lieu en Haïti ne pourrait être plus indésirable pour la mise en place d'un projet pilote de l'Unesco. [...]. Il est évident que le programme culturel ne pourra commencer que lorsque l'on aura un logement adéquat et de l'eau potable. Il faudra au moins 6 mois pour que quelqu'un, autre que l'anthropologue, puisse vivre à Marbial<sup>11</sup>.

Pessimiste au sujet des résultats que le projet pourrait atteindre, compte tenu de l'ampleur des problèmes détectés à Marbial, Métraux avertit en même temps du danger de laisser les Marbialais à la dérive : « L'Unesco ne peut pas abandonner ces gens qui croient que le projet pilote est l'unique espoir pour leur futur. [...]. On doit avancer malgré les obstacles », affirme-t-il<sup>12</sup>. Quant au « programme culturel » qu'il mentionne à Bowers, il se rapporte justement au projet de construire une

« maison du peuple », bibliothèque-musée-centre d'art intégré, dans la région. L'intention déjà présente dans les premières esquisses du plan de travail de la mission ne semble pas avoir pâti du récit décourageant de Métraux. À tel point que dans les mois suivants, soit en juin et juillet 1948, l'Unesco recrutera Yvonne Oddon, bibliothécaire du musée de l'Homme de Paris, pour qu'elle se rende en Haïti et commence à mettre le plan en place.

Dans le plan de travail original de la mission on voit ce que l'Unesco prévoyait pour l'espace de la bibliothèque-musée de Marbial :

Le bâtiment et l'équipement seront fort simples, mais ils devront être conçus dès l'origine avec ingéniosité et hardiesse, en vue de la création d'un centre culturel plein de vie, groupant un ensemble d'activités visuelles, littéraires et auditives. Ce centre sera doté de l'équipement voulu pour organiser des expositions et il constituera peu à peu des collections de tableaux, de maquettes, de films, d'objets d'exposition, de disques, de livres et d'échantillons des arts et des métiers indigènes, le tout devant être utilisé et exposé dans le dit centre et dans l'ensemble de la région (Unesco, 1951 : 77).

Ainsi l'espace devait-il être, à la fois, un lieu destiné à accueillir des expositions d'art et d'artisanat, un lieu de lecture et de convivialité, un foyer d'assistance à l'éducation formelle des écoles, elles-mêmes placées sous la responsabilité de l'Unesco. L'organisation croyait fermement que les ressources visuelles et auditives étaient des outils importants pour le processus d'alphabétisation, que la construction de la bibliothèque-musée était particulièrement indispensable dans l'ensemble du projet. Toujours selon l'extrait du plan de travail, l'idée était aussi de composer une collection locale d'objets destinée à ce nouvel espace. Il pouvait s'agir tout autant d'objets et de livres déjà existants (des témoins de la culture paysanne à Marbial qu'il faudrait recueillir) que d'autres à fabriquer dans les ateliers d'art et d'artisanat et que l'Unesco pourrait offrir sur place, ou encore d'objets collectés dans d'autres institutions en Haïti et à l'étranger. Cette collection future pouvait et devait être créée pour circuler dans d'autres lieux ; la bibliothèque-musée de Marbial fonctionnant comme une sorte de foyer de dissémination d'activités et d'expositions pour toute la région de Marbial et, au-delà, pour servir d'exemple pour l'ensemble d'Haïti.

Dans un document intitulé « Installation de la bibliothèque/musée du centre de Marbial<sup>13</sup> », sans auteur ni date précise, mais datant probablement de 1948, un plan architectural aide à voir

comment l'espace de la bibliothèque-musée a été concrètement imaginé (doc. 3). En suivant les légendes incluses au sein du dessin originel de la petite salle présenté ci-dessous, on peut voir comment, au travers des détails de la construction de cet espace, l'Unesco pensait sa relation avec la population de Marbial et, par extension, avec la dénommée « culture populaire » d'Haïti.

Selon ce document, la lettre A indique « un petit bureau comportant un tiroir-clef et un ou deux tiroirs-classeurs ». B et C correspondent à « deux tables en bois dur, de préférence rondes » et « de fabrication locale » ; D est « une armoire à fournitures », qui doit avoir un double fond réservé pour « le classement d'affiches, tableaux, etc. », et les lettres E, F, G, H, I et J indiquent des rayonnages de différentes tailles, « supports pour les matériels d'exposition ». La lettre K fait référence à un « tapis-moquette », qui doit être confectionné en « pite ou latanier », des fibres végétales locales, dans le futur atelier d'artisanat de Marbial. Enfin, L et M désignent des « tables avec chaises-fauteuils placées sur la terrasse et pouvant être utilisées lorsque le local sera fermé ». Dans le document il est également précisé que « les panneaux mobiles en cellotex doivent faire aussi partie du mobilier permanent de la bibliothèque-musée ».

Ces descriptions du mobilier montrent l'intention de l'Unesco d'interagir avec la population de Marbial de différentes manières. Notamment en encourageant la production artistique et artisanale paysanne : l'utilisation de matières premières de la région pour la manufacture de meubles – principalement de bois – et d'éléments décoratifs de l'espace – les tapis faits de végétaux locaux – sont des indices de cette volonté. Quant à la main-d'œuvre paysanne, que le projet lui-même devait aider à s'organiser en coopératives, le document indique bien qu'elle serait utilisée autant que possible pour gérer les espaces. Ainsi, le projet fait apparaître un point saillant : les Marbialais, dans un premier temps sous l'égide de l'Unesco, devaient pouvoir continuer l'entreprise après son départ de la région, leur permettant aussi, dans un esprit pédagogique impulsé par l'institution internationale, d'apprendre à se valoriser en tant que représentants d'une culture haïtienne populaire en devenir.

L'objectif de constituer une collection de livres et d'objets, précisé dans le plan de travail, est matérialisé dans le plan architectural. Les détails du mobilier le montrent : les étagères contre les murs, profitant des espaces aveugles et de la lumière, conviennent aux expositions, ainsi que l'armoire pour loger des livres, des affiches et des tableaux. Une partie des livres et des objets artistiques devaient provenir d'autres pays, notamment en ce qui concerne les ouvrages sur d'autres projets

éducatifs ; une autre partie devait être, en revanche, produite à Marbial sous la supervision de l'Unesco. Il faut souligner, une fois de plus, l'objectif de disposer d'une collection itinérante issue du musée-bibliothèque pouvant être présentée lors d'expositions dans d'autres régions.

### « *La bon Mademwazel* »

Pour diriger la création de cet espace et du matériel qui devait le remplir, le plan de travail mentionne l'embauche d'un « expert-conseiller » en matière de musées et de bibliothèques. Le document explique que le spécialiste doit faire un séjour en Haïti pour mieux connaître les demandes de la population et ainsi pouvoir guider la construction de l'espace physique de la bibliothèque-musée, organiser les collections et mettre en place des expositions et d'autres activités culturelles. En d'autres termes, il fallait quelqu'un de qualifié pour « développer les techniques d'action directe sur l'œil et sur l'oreille, qui [soient] parfaitement bien adaptées à l'éducation de base » (Unesco, 1951 : 77).

C'est Yvonne Oddon, bibliothécaire du musée de l'Homme à Paris, qui sera choisie par l'équipe de l'Unesco (sur le conseil de Métraux) pour jouer ce rôle de spécialiste des bibliothèques et musées dans le projet éducatif de Marbial. En effet, elle avait une formation professionnelle spécialement intéressante pour le poste. En plus de la fonction qu'elle occupait au sein de la bibliothèque du musée ethnographique parisien depuis 1928, elle avait suivi en 1934 un stage à la Library of Congress à Washington, financé par une bourse d'études de la Rockefeller Foundation qui soutiendra également ses activités comme conseillère en Haïti<sup>14</sup>. C'est lors de ce séjour aux États-Unis qu'Oddon rencontre John Marshall (1903-1980), le directeur du département des humanités de la Rockefeller Foundation et l'un des partisans de sa participation au projet haïtien en 1948. Selon Métraux, Marshall gardait pour Oddon depuis son séjour aux États-Unis « une grande estime », ce qui a grandement facilité l'approbation de la demande d'aide financière que l'Unesco avait faite à la fondation étatsunienne pour la mission de la bibliothécaire en Haïti<sup>15</sup>.

Au-delà des bonnes relations institutionnelles qu'elle avait en France et aux États-Unis – des pays avec lesquels Haïti entretenait depuis la colonisation puis de l'occupation militaire étatsunienne des relations de dépendance politique et économique –, Yvonne Oddon semblait aussi être dotée sinon d'une sensibilité ethnographique, du moins de « l'esprit missionnaire » nécessaire au projet comme l'indique Métraux<sup>16</sup>. Son parcours au musée de l'Homme l'avait déjà habituée à travailler au



contact des ethnologues. On peut penser également que sa position au musée l'obligeait à s'entretenir aussi bien avec des intellectuels qu'avec des techniciens et des agents publics, ce qui l'amenait à savoir user de différents codes et langages. Cette aptitude illustre pareillement la trajectoire de Métraux, aptitude particulièrement importante et souhaitable pour le travail à Marbial caractérisé par la collaboration de personnels provenant d'univers différents. L'ensemble du projet fait participer activement non seulement des fonctionnaires publics du gouvernement haïtien, des agents de l'Unesco et la population de Marbial, mais aussi des personnalités liées à des institutions étatsuniennes – à l'instar de la Rockefeller Foundation citée plus haut – et à des institutions haïtiennes, à l'exemple des ethnologues du Bureau d'ethnologie recrutés pour la recherche de Métraux, et des artistes du Centre d'art, qui, on le verra ensuite, vont être partie prenante de la préparation de la bibliothèque-musée de Marbial.

Ainsi, financée par une bourse de 7 500 dollars accordée par la Rockefeller Foundation en partenariat avec l'Unesco, Yvonne Oddon arrive en Haïti pour la première fois en juin 1948 pour un séjour initialement prévu de six mois à Marbial. Son objectif était d'étudier les conditions particulières d'installation de la bibliothèque-musée dans la région, mais aussi de développer des matériels d'exposition et imaginer les illustrations des différents manuels scolaires nécessaires à la population. Elle restait en principe sous la supervision de Métraux, avec qui elle entretenait une relation amicale, en profitant de la structure déjà établie pour l'exécution de sa mission. Quelques jours avant l'arrivée d'Oddon, Métraux écrit à l'équipe parisienne en soulignant les qualités de sa collègue et son enthousiasme à l'avoir dans le groupe : « Elle est l'une des rares personnes qui combine un vrai idéalisme avec bon sens et une vision pratique des choses. Son aide va être inestimable<sup>17</sup> ! »

Après six mois passés en Haïti, Oddon fait également un court séjour de presque un mois aux États-Unis et au Mexique. Il visait à lui faire prendre connaissance des expériences muséologiques sur l'éducation de base qui pouvaient lui servir d'exemple et l'aider dans la conception de la bibliothèque-musée de Marbial. Selon la liste présente dans le projet écrit par la fondation Rockefeller, intitulé « Suggested plan of work for Mlle Oddon », la bibliothécaire aura pu visiter des musées comme le Musée d'histoire naturelle de New York, spécialement sa section d'éducation visuelle, le Musée des enfants de Washington, le Musée de la santé à Cleveland et le Musée de l'hygiène au Mexique<sup>18</sup>. Ces musées avaient en commun d'être des institutions explicitement éducatives, c'est-à-dire des musées où des techniques pédagogiques spécifiques avaient été développées afin de

rendre la présentation de leurs thématiques la plus intéressante et la plus claire possible auprès des visiteurs.

Ce n'est pas un hasard si Grace Morley (1900-1985), conseillère de l'Unesco dans le domaine des musées entre 1946 et 1949, attire l'attention, dans un article qu'elle écrit à cette même époque pour la revue *Museum*, sur une tendance mondiale : la popularisation ou la démocratisation des musées<sup>19</sup>. Cette tendance, selon elle positive, est étroitement liée au tournant des musées vers l'éducation. Quand elles commencent à être perçues non seulement comme des réceptacles de la culture, mais aussi comme des promoteurs de celle-ci, ces institutions peuvent fonctionner littéralement comme des salles de classes et en interaction directe avec la population. Dès lors, les expositions changent elles aussi : au-delà du simple regard, les visiteurs sont invités à toucher les objets et à participer à leur fabrication dans certains cas. G. Morley affirme, dans un avis transmis à Bowers, que les musées comme le projet de bibliothèque-musée de Marbial devraient surtout fonctionner comme des « moyens de communication », dans la mesure où ils peuvent offrir des « stimulations visuelles et auditives pour ceux qui ne pouvaient pas lire<sup>20</sup> ». Ainsi, les musées ne sont-ils pas que des espaces de conservation, mais de puissants instruments.

Oddon, après son premier séjour en Haïti et son passage aux États-Unis et au Mexique, passionnée par les musées qu'elle avait visités et par les matériels qu'elle avait trouvés, demande un renouvellement de sa bourse à la fondation Rockefeller pour retourner en Haïti trois mois de plus. Elle projette en effet d'appliquer dans le contexte du projet de Marbial les techniques qu'elle a apprises et de les enseigner aux Haïtiens. Le 28 janvier 1949, elle raconte, dans une lettre à Bowers, qu'elle a recueilli des « échantillons » dans les musées visités à l'étranger et qu'elle « aimerait avoir la possibilité d'en discuter avec les éducateurs haïtiens » pour « essayer quelques expérimentations<sup>21</sup> ». Il s'agissait, Métraux le dira plus tard, « de livrets de lecture illustrés, *health exhibitions* et de films-fixes sur l'hygiène », parmi d'autres expôts que la bibliothécaire jugeait important de montrer aux partenaires haïtiens pour s'en inspirer au cours du travail de conception de la bibliothèque-rurale de Marbial<sup>22</sup>.

### **L'atelier d'Oddon et Ramponeau**

Avec le renouvellement de son financement pour trois mois supplémentaires, Oddon retourne en Haïti en mars 1949, cette fois-ci en restant à Port-au-Prince et en faisant de petits voyages aller-retour

à Marbial. Dans la capitale, elle installe pendant trois mois un atelier dynamique où seront fabriquées une partie du matériel d'exposition de la bibliothèque-musée de Marbial, ainsi que les illustrations des manuels scolaires pour l'école de l'Unesco dans la région. Grâce à un partenariat avec le Centre d'art de Port-au-Prince et spécialement avec l'aide de l'un des artistes du Centre, Géo Ramponeau (1916-2012), l'atelier trouve place dans un « salon au sous-sol » de l'institution, lieu selon Oddon suffisamment spacieux et lumineux, malgré la nécessité d'un « travail de nettoyage et d'enlèvement des débris<sup>23</sup> » préalable. Cet atelier de création va mettre en évidence les importantes relations entre l'Unesco et le Centre d'art à la fin des années 1940, en montrant comment ces institutions ont partagé des théories et des pratiques similaires relatives à la création d'une culture populaire haïtienne traduisible par des images et des objets.

Le Centre d'art est une institution artistique haïtienne créée en 1944 à l'initiative du professeur étatsunien Dewitt Peters (1896-1967) qui, venu en Haïti au début des années 1940 pour donner des cours d'anglais dans un des lycées de la capitale, fut enchanté par la production artistique locale, notamment la peinture, très dispersée à travers le pays. Avec le soutien des intellectuels locaux et du gouvernement, mais sans beaucoup d'aide financière, il forme le premier foyer de création, de diffusion et d'enseignement de la peinture et sculpture haïtiennes. En 1948, quand le projet éducatif de l'Unesco arrive en Haïti, le Centre d'art est déjà une institution consolidée, dont le siège est établi à Port-au-Prince, avec une annexe au Cap-Haïtien, et une liste d'expositions produites à l'intérieur et à l'extérieur du pays<sup>24</sup>.

Avant l'arrivée de Métraux en Haïti, tout au début du projet de l'Unesco à Marbial, le président de l'Unesco prend contact avec Peters, l'informant de leur intention de créer un espace culturel dans la région. Dans sa lettre, il demande si le Centre d'art serait prêt à collaborer et peut-être à envoyer un de ses artistes « pour ouvrir un petit centre d'art rural dans la zone du projet<sup>25</sup> ». L'idée de l'Unesco était de créer à Marbial, adossée à la bibliothèque-musée, une annexe locale du Centre d'art, en profitant de l'expertise de Peters et de l'aide d'un artiste haïtien. Ouvert à cette idée, Peters lui donne son accord ; néanmoins il souligne son manque de ressources, ne serait-ce que pour envoyer des matériels de travail et à fortiori pour payer un tel fonctionnaire. Il souhaite en conséquence que l'Unesco prenne en charge le budget<sup>26</sup>.

Le partenariat n'a jamais fonctionné en ces termes et le « small CdA » prévu, comme on l'appelait dans les documents du projet, est resté à l'état d'intention. Toutefois, l'atelier créé par

Oddon en 1949 va d'une certaine façon atteindre l'objectif premier de l'Unesco de renforcer ses liens avec le Centre d'art. Oddon elle-même précise à Bowers qu'elle ne voit pas la nécessité de créer un centre d'art permanent à Marbial et que des « visites fréquentes des spécialistes » sont, selon elle, suffisantes pour bénéficier d'un conseil approprié et développer les arts dans la région<sup>27</sup>. L'installation de l'atelier serait une solution plus simple : les artistes du Centre d'art participeraient à la fabrication des matériels pour la bibliothèque-musée, donneraient leurs conseils d'experts, mais sans avoir besoin de s'éloigner du siège du Centre déjà structuré à Port-au-Prince.

L'intention de l'Unesco à Marbial était de créer un langage visuel capable de sensibiliser et faire dialoguer la population paysanne haïtienne, en contribuant à son éducation formelle. La participation des artistes du Centre d'art à la mise en forme des illustrations, à la création des matériels d'exposition et des manuels scolaires pouvait donc contribuer à concrétiser cette idée, beaucoup d'entre eux étant d'origine paysanne. On sait que l'un des principes de base de la formation du Centre d'art était de découvrir des peintres et des sculpteurs autodidactes inconnus. L'objectif était de leur fournir des instruments techniques et des connaissances afin qu'ils puissent se perfectionner et développer leur talent. Ce serait donc le groupe de ces artistes classés comme populaires, appelés de la sorte en raison de leur manque de formation formelle préalable, qui, espérait-on, pourraient efficacement contribuer au projet de Marbial dans la mesure où ils étaient familiers de la réalité qu'il faudrait illustrer<sup>28</sup>.

Même s'il n'y a aucune référence précise, dans la documentation de l'Unesco et du Centre d'art, aux artistes qui ont travaillé dans l'atelier d'Oddon, excepté la référence récurrente à Ramponeau qui allait être l'assistant direct de la bibliothécaire, quelques extraits de lettres échangées entre Oddon, Métraux et Bowers suggèrent que certains artistes ont participé aux travaux de l'atelier<sup>29</sup>. En effet, il n'est pas difficile d'imaginer que des peintres, dessinateurs et sculpteurs des alentours aient contribué d'une façon ou d'une autre à la création des illustrations et à la fabrication des objets, car le Centre d'art était leur espace de travail quotidien. Métraux écrit à Bowers le 27 mai 1949 à ce sujet :

L'atelier d'Oddon est déjà entièrement installé, fonctionne en pleine force et est en train de produire des choses très intéressantes. Ça été une très bonne idée de l'établir au Centre d'art. Les nombreux artistes qui travaillent là-bas interagissent, font des suggestions et des critiques et plusieurs fois aident au travail. L'atelier est devenu de la sorte un centre particulièrement animé<sup>30</sup>.

Les rapports d'Oddon et de Métraux concernant l'atelier montrent qu'il y avait des échanges constants entre Oddon, riche de ses connaissances acquises pendant son séjour de recherches dans des musées aux États-Unis et au Mexique, et des artistes du Centre d'art, qui jouaient un rôle de critiques dans l'exécution des images et des dispositifs techniques, des affiches, tableaux, dessins, films-fixes, dioramas et mobiliers préparés dans l'atelier.

Concernant les objets fabriqués dans l'atelier d'Oddon, leur production se divisait en trois catégories principales. Premièrement, les expôts : les panneaux et autres tableaux illustrés de peintures, dessins, diagrammes et photographies, représentant des histoires et des personnages vivant à Marbial et leurs difficultés. Des dioramas et films-fixes étaient également en préparation. Les dioramas permettraient de traiter des éléments réels de la vie paysanne, des représentations du paysage, des outils domestiques et de travail et des objets du quotidien. Les films-fixes quant à eux seraient sélectionnés selon leur capacité à représenter la vie en mouvement, presque comme dans un film. Deuxièmement, citons la partie consacrée à la construction du mobilier et des équipements muséographiques réalisée elle aussi dans l'atelier : les valises, les panneaux d'affichage, fixes et mobiles, les stands et les vitrines, tout cela permettant de produire des expositions itinérantes en Haïti, projet qui allait passionner Oddon. Enfin, l'atelier était responsable de la production des illustrations pour les manuels scolaires, qui devaient, au moins en théorie, être intégrées aux expositions, en traitant des mêmes sujets liés à l'éducation de base<sup>31</sup>.

## Sur la route

La question pratique de l'itinérance des expositions et des professionnels au sein de zones rurales éloignées était une question centrale qui préoccupait, à cette période précise, aussi bien l'Unesco que le Centre d'art. Elle était régie par le principe qu'il fallait apporter des instruments au peuple haïtien de la campagne afin qu'il puisse développer sa propre culture matérielle et visuelle, soit en créant des objets d'art et d'artisanat, soit en préservant les objets rituels, utilitaires et archéologiques déjà existants. La question n'était plus d'imposer les goûts de la haute culture française, ce « bovarysme collectif » jusqu'alors pratiqué par les élites haïtiennes, selon Jean Price-Mars (1928), mais plutôt de fournir des modèles d'art et d'éducation, tout en stimulant un contenu haïtien et paysan<sup>32</sup>.

La question de la circulation des expôts visuels et auditifs (livres, tableaux, panneaux, films, etc.), qu'ils soient de nature artistique ou non, au-delà de l'espace physique des bibliothèques ou

des musées souvent situés dans les grandes villes, ne se limite pas au cas haïtien. Le mouvement de popularisation des musées, commenté et déjà cité plus haut dans le texte de Grace Morley pour la revue *Museum* (1949), montre à quel point cette tendance devient mondiale à cette époque. L'Unesco, qui était l'un des agents les plus importants de la démocratisation affichée des musées, souhaitait d'une part que les institutions culturelles urbaines transforment leur organisation interne afin de faciliter l'accueil d'une population urbaine défavorisée, d'autre part qu'elles puissent créer les conditions permettant d'aller à la rencontre de ceux qui n'ont pas un accès aisé et permanent à la ville.

Une image intéressante et exemplaire à cet égard provient d'une vidéo de diffusion du Centre d'art produite par le Service d'information des États-Unis en janvier 1950. Dans une séquence significative, on voit Dewitt Peters sortant de la maison coloniale où l'institution était installée, dans la rue de la Révolution au centre-ville de Port-au-Prince, pour prendre la *jeep* de l'institution. Élégamment vêtu, portant une cravate et des lunettes de soleil style Ray-Ban, il a dans la poche de sa chemise un ensemble de pinceaux qu'il apportera aux « peintres éloignés », selon ce que nous raconte simultanément le narrateur du film<sup>33</sup>. Toute la rhétorique du film repose sur le caractère exceptionnel d'Haïti qui serait moins exposé à l'influence des cultures occidentales, et donc plus susceptible de développer les « arts indigènes<sup>34</sup> ». Le vocabulaire utilisé dans la narration du film révèle la confusion (ou le mélange intentionnel) entre les termes « indigène », « primitif », « rural » et « populaire », couramment associés à l'art haïtien à l'époque.

Bien que le film soit étatsunien, ce qui implique une vision extérieure au Centre d'art, il ne fait pas de doute que ce discours a été approuvé par Peters lui-même et par le Centre d'art en tant qu'institution. La performance du créateur du Centre d'art dans le film s'inscrit dans une véritable mise en scène visant à cristalliser le mythe originel de l'institution : débusquer les artistes « populaires » d'Haïti, des perles rares, qui n'attendraient que l'occasion propice pour développer leur art originel. Il faut dire que le quotidien du Centre d'art était effectivement ponctué d'allers-retours entre les grandes villes, comme Port-au-Prince et Cap-Haïtien, et la campagne, à l'image de celui des responsables du projet de l'Unesco, toujours en déplacement entre la région de Marbial, Jacmel et Port-au-Prince.

La *jeep* était aussi le principal moyen de transport de Métraux et d'Oddon pour visiter Marbial et ses environs. Le véhicule est souvent mentionné dans les rapports à Bowers. Dans son journal de

terrain, Métraux décrit, le 24 juin 1949, la fin des travaux sur la route entre Jacmel et Cap-Rouge, une des régions couvertes par le projet de l'Unesco près de Marbial. Il raconte l'expérience d'être à bord de la première voiture à explorer cette route :

Notre jeep est le premier véhicule qui s'engage sur cette route. [...] Les femmes, leurs enfants sur les bras, sortent pour nous voir et des larges sourires s'épanouissent sur leur face. [...] Les jeunes gens veulent monter sur la *jeep* et nous avons peine à nous défendre. Nous atteignons la fin de la route sur le plateau. Le reste du trajet n'est paraît-il qu'un jeu<sup>35</sup>.

L'omniprésence des *jeeps* des organisations locales et internationales sillonnant les routes des campagnes haïtiennes, la spécificité des objets muséographiques construits dans l'atelier d'Odon en vue de créer des musées ruraux, sont des images puissantes qui permettent de comprendre l'importance du changement de paradigme opéré dans cet Haïti d'après-guerre par les politiques en matière d'art, d'éducation et de sciences. Désormais il ne s'agirait plus, pour les agents du gouvernement et les organisations nationales et internationales, d'aider la population rurale à venir en ville afin d'être éduquée, informée, divertie, mais bien plutôt, dans un mouvement inverse, d'aller directement à son contact dans les campagnes. De la même façon, au niveau géopolitique, il ne s'agirait plus pour les Haïtiens d'aller en Europe pour s'abreuver à sa fontaine de sagesse, mais bien plutôt de profiter des instruments (éducatifs, muséologiques, artistiques) apportés par les professionnels étrangers arrivés dans le pays.

### **L'adaptation aux tropiques et les limites du relativisme**

Ce désir de se rapprocher du peuple de la campagne et de cet autre Haïti – dans le sens même de l'idée d'un Autre, objet de l'anthropologie –, le Haïti populaire, rejaillit dans les documents de la mission de l'Unesco sous la forme d'une nécessaire « adaptation aux tropiques ». Le projet architectural de la bibliothèque-musée montre, par exemple, le souhait de l'Unesco de créer un espace qui prendrait en compte l'esthétique et les besoins de la population locale. Il y aura un débat similaire autour des premiers projets architecturaux conçus pour les bâtiments du Centre rural d'éducation de base de l'Unesco à Marbial. Les dessins, pourtant élaborés par des ingénieurs haïtiens, L. R. St Macary et F. J. Alphonse, entre décembre 1947 et janvier 1948, seront lourdement critiqués par des membres de l'Unesco, notamment en raison de leur manque de relation avec une supposée « esthétique

tropicale<sup>36</sup> » (doc. 4). Edward Carter, chef de la section des bibliothèques de l'Unesco, invité à donner un avis sur les projets, recommande même qu'ils soient complètement refaits, en prenant en compte des exemples de constructions modernes adaptées aux contextes tropicaux, telles que certaines réalisées par exemple au Mexique<sup>37</sup>.

Mais s'il est vrai que l'Unesco essayait d'adapter ses équipements aux besoins de la population locale, ou des tropiques, pour utiliser l'expression de Carter, elle ne perdait jamais néanmoins de vue les exemples de certains modèles institutionnels nettement euro-nord-américains. Comme le souligne Roy Wagner (1975), si la notion anthropologique de culture pour l'Occident incorpore toujours la notion de « culture en tant que salle d'opéra », il demeure que seule cette notion pouvait conférer un sens aux bibliothèques et aux musées, à côté des « orchestres symphoniques, universités et peut-être des parcs et des zoos » (Wagner 1975 : 25). La bibliothèque-musée dessinée par l'Unesco à Marbial se proposait donc de dialoguer avec les habitants, mais ce dialogue avait une limite ; l'hypothèse même qu'un musée et une bibliothèque seraient indispensables pour témoigner de la présence d'une culture et assurer l'éducation n'était pas remise en question.

L'institution accordait ainsi aux Marbialais un rôle de participant dans la fabrication de meubles et l'enrichissement de la salle du futur centre communautaire avec leurs objets : peintures et dessins, livres et affiches éducatifs produits en fonction du projet. Mais il n'aurait jamais été question d'interpeller les habitants de Marbial sur la nécessité même d'avoir une bibliothèque-musée. De fait, pour l'Unesco, mais aussi pour les institutions comme le Centre d'art, pour qui la notion d'art était directement liée à la production de tableaux et de sculptures, il y avait une continuité naturelle entre la notion réifiée de culture et l'installation d'institutions répondant davantage aux caractéristiques de « la culture en tant que salle d'opéra », pour reprendre la formule de Wagner.

Le cas de la bibliothèque-musée analysé ici montre, en dernier ressort, comment l'Unesco a contribué à l'invention d'un Haïti populaire (*vaudouisant*, paysan et rural) au moment où le point de vue ethnologique s'oriente vers le relativisme culturel. Ce changement est au cœur des actions de l'Unesco, stimulant aussi d'autres expériences muséologiques en Haïti à la même période. C'est également lui qui justifie, depuis un universalisme prétendument neutre, la tentative de haïtianiser Haïti ou de tropicaliser les tropiques, si l'on peut dire. En définitive, la bibliothèque-musée de Marbial n'a jamais effectivement fonctionné, en raison de controverses internes et de désaccords entre les membres de l'Unesco et le gouvernement haïtien : son échec est l'exemple



même de la transposition infructueuse vers d'autres latitudes de modèles institutionnels européens et nord-américains, centrés sur une notion de culture définie à travers le prisme de l'érudition et de l'accumulation. L'abandon du projet de la bibliothèque-musée de Marbial est lié aux départs d'Oddon et de Métraux d'Haïti et au changement simultané de la gestion locale du projet au milieu de l'année 1949. Après le départ d'Arthur Bonhomme de la direction locale, en raison d'une accusation de corruption pour détournement des fonds de l'Unesco, c'est Emmanuel Gabriel Jean-François qui en prend le contrôle<sup>38</sup>.

On sait que la mission d'éducation de base de l'Unesco a bâti une école et une clinique qui ont fonctionné au moins jusqu'en 1953 dans la région de Marbial, année au cours de laquelle l'organisation se retire définitivement du pays en laissant le projet entre les mains du gouvernement haïtien. On connaît peu les résultats concrets de l'entreprise de l'Unesco à Marbial après cette date, mais il est certain que l'absence de ressources financières et de personnels émanant de l'organisation dans la région entraînera l'abandon progressif du projet. L'échec de l'expérience-témoin de Marbial était connu de l'Unesco qui, en 1954, avait envoyé en Haïti l'ethnologue Lucien Bernot, mandaté pour procéder à une évaluation des résultats de la mission. Il remarque que la vie des paysans haïtiens n'a guère changé depuis le projet Unesco dans la région. Selon lui, « toutes les infrastructures construites par les agences intergouvernementales ont été détruites ou sont à l'abandon » (cité *in* Laurière 2005 : 202).

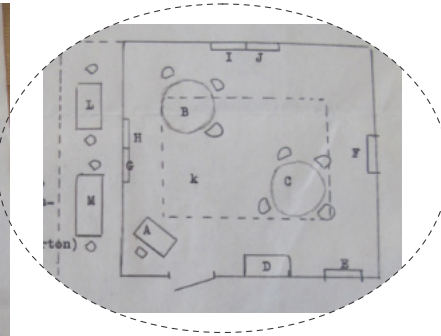
Cette expérience tout comme son échec constituent un témoignage exemplaire, un moment inaugural, de ce qui commença à faire partie du quotidien haïtien depuis lors : la présence d'institutions internationales et d'ONG qui, sous l'égide du relativisme et de la philanthropie, au nom du développement, continuent à dicter des modèles politiques et institutionnels qui se veulent universels au départ mais qui reposent, en réalité, sur des conceptions bien particulières de l'humanité, de la culture, de l'histoire, de l'éducation, de la santé et de l'art.



**Document 1** – Coupure de presse, « Mr Unesco goes to Haiti », s.d.  
 Photographie d'Alfred Métraux en bas à gauche (D.R.).

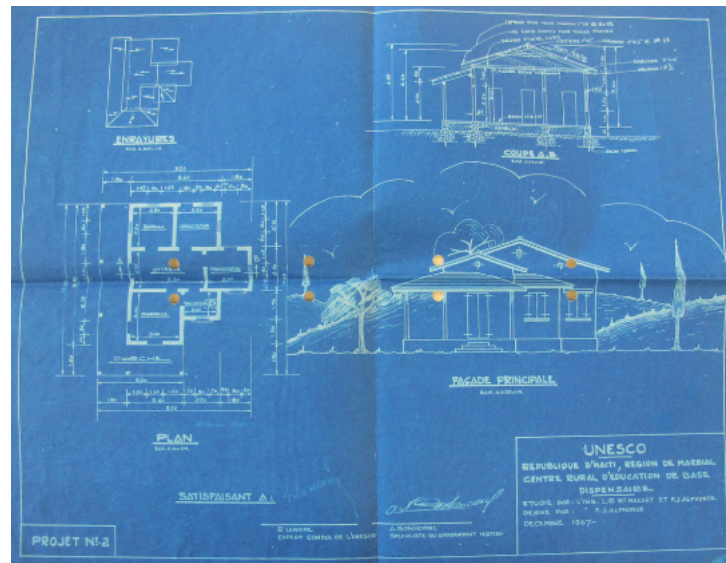


**Document 2** – Métraux et son équipe de collaborateurs haïtiens à Marbial, 1948 (D.R.).



Document 3 ▲ – Extrait du plan de la bibliothèque.

Musée de Marbial. Archives Unesco.



Document 4 ▲ – Premiers projets architecturaux du complexe du Centre rural d'éducation de base de l'Unesco à Marbial.

Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part. 1a).

## BIBLIOGRAPHIE

- Brumana Fernando, 2016. « El Métraux haitiano. La construcción de una etnología religiosa », *Journal de la société des américanistes*, 102-2, p. 145-167.
- Célius Carlo Avierl, 2005. « La création plastique et le tournant ethnologique en Haïti », *Gradhiva*, n° 1, p. 71-94.
- Célius Carlo Avierl, 2007. *Langage plastique et énonciation identitaire. L'invention de l'art haïtien*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Célius Carlo Avierl, 2015. « Dynamiques de création en Haïti », in Régine Cuzin (dir.), *Haiti : deux siècles de création artistique*, Paris, Grand Palais, p. 28-33.
- Corvington Georges, 2007. *Port-au-Prince au cours des ans*, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, t. IV.
- Dubois Laurent, 2012. *Haiti: The Aftershocks of History*, New York.
- Gebhard Bruno, 1949. « The Cleveland Health Museum », *Museum*, vol. 2, p. 134-135.
- Goyatá Júlia Vilaça, 2019. « Haiti popular: materialidades e saberes antropológicos e artísticos em circulação (1940-1950) », Thèse de doctorat, Departamento de Antropologia, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo.
- Goyatá Júlia Vilaça, 2020. « Nos rastros de Hyppolite: a pintura popular haitiana entre religião e arte », *Mediações*, v. 25, p. 602-619.
- Goyatá Júlia Vilaça, 2021a. « A Unesco no Haiti: Yvonne Oddon, Alfred Métraux e os desafios da construção de uma biblioteca-museu rural », in Fernanda Arêas Peixoto *et alli* (dir.), *Artes, Saberes, Antropologias*, Goiânia, Cegraf UFG.
- Goyatá Júlia Vilaça, 2021b. « Materialidades vodu entre ciência, religião e arte: a experiência do Bureau d'Ethnologie no Haiti », in Renata de Castro Menezes, Rodrigo Toniol (dir.), *Religião e Materialidades*, Rio de Janeiro, Papéis Selvagens.
- Goyatá Júlia Vilaça, 2023. « A fogueira, a vitrine e o pintor: a emergência das materialidades vodu no Haiti dos anos 1940 », *Revista BBM*, p.132-151.
- Laurière Christine, 2005. « D'une île à l'autre : Alfred Métraux en Haiti », *Gradhiva*, n° 1, p. 181-207.

- Laurière Christine, 2008. *Paul Rivet, le savant et le politique*. Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle.
- Lévi-Strauss Claude, Tardits Claude, Rivière Georges Henri, Jamin Jean, Bastide Roger, 1964. « Hommage à Alfred Métraux », *L'Homme*, tome 4, n° 2, p. 5-19.
- Magloire Gérard & Yelvington Kevin, 2005. « Haiti and the anthropological imagination », *Gradhiva*, n° 1, p. 127-152.
- Maurel Chloé, 2009. « L'Unesco : un âge d'or de l'aide au développement par l'éducation (1945-1975) », *Cahiers d'histoire*, 108, p. 145-170.
- Métraux Alfred, 1928. *La civilisation matérielle des tribus tupi-guarani*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner.
- Métraux Alfred, 1945. « L'ethnographie et le monde moderne », *Cahiers d'Haiti*, vol. 2, n° 8, p. 34-38.
- Métraux Alfred, 1951. « UNESCO and anthropology », *American Anthropologist*, vol. 53, n° 2, p. 294-300.
- Métraux Alfred, 1958. *Le vaudou haïtien*, Paris, Gallimard.
- Métraux Alfred, 1978. *Itinéraires I: carnets de notes et journaux de voyage*, Paris, Payot.
- Morley Grace, 1949. « Les musées et l'UNESCO », *Museum*, vol. 2, p. 7-8.
- Polyné Millery, 2013. « To make visible the invisible epistemological order: Haiti, singularity, and newness », in Millery Polyne (dir.), *The Idea of Haiti: rethinking crises and development*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Price-Mars Jean, 2011 (1928). *Ainsi parla l'Oncle*, Port-au-Prince, Les Éditions Fardin.
- Richman Karen, 2008. « Innocent Imitations? Authenticity and Mimesis in Haitian Vodou Art, Tourism, and Anthropology », *Ethnohistory*, vol. 55, n° 2, p. 203-227.
- Seabrook William, 1929. *The Magic Island*, New York, Blue Ribbon Books.
- Segalen Martine, 2005. *Vie d'un musée 1937-2005*, Paris, Stock.
- Trouillot Michel-Rolph, 1990. « The odd and the ordinary: Haiti, the Caribbean, and the world », *Cimarrón*, vol. 2, n° 3, p. 3-12.

Unesco, 1951. *L'expérience témoin d'Haïti, première phase, 1947-1949*, Paris, Unesco, coll. « Monographies sur l'éducation de base ».

Wagner Roy, 1975. *The Invention of Culture*, Chicago, The University of Chicago Press.

## ARCHIVES

- Fonds Alfred Métraux, Laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France, Paris.
- Fonds Alfred Métraux, Muséum national d'histoire naturelle, Paris.
- Archives de l'Unesco, Paris.
- Fonds Yvonne Oddon, Yale University Archives, New Haven.
- Centre d'Art, Port-au-Prince.

## NOTES

1. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part V. Cet article est issu de la recherche doctorale que j'ai menée entre 2014 et 2019 au département d'anthropologie sociale de l'université de São Paulo (USP) et grâce à la Fondation pour le soutien à la recherche de l'État de São Paulo (FAPESP) (voir Goyatá, 2019, 2020, 2021a, 2021b et 2023). Les traductions dans cet article sont miennes.

2. <sup>△</sup> Pour un aperçu global du projet de la vallée du Marbial et des relations de Métraux avec Haïti, voir Laurière (2005) et Brumana (2016).

3. <sup>△</sup> Richman 2008: 204. Citons par exemple quelques personnalités qui ont séjourné à Haïti à cette époque : du côté français sont venus André Breton, Pierre Mabilie, Michel Leiris, Georges Henri Rivière, Pierre Verger et Jean-Paul Sartre ; du côté nord-américain Maya Deren, Katherine Dunham, W. E. B. Du Bois et Selden Rodman ; du côté antillais Wilfredo Lam et Aimé Césaire. L'historien Georges Corvington écrit à ce sujet : « Dès les prodromes de la guerre, de nombreux Européens, Français, Autrichiens, Allemands, Hongrois, la plupart d'origine juive, fuyant les persécutions nazies, étaient venus se réfugier sur la terre hospitalière d'Haïti, certains pour y attendre les visas qui devaient leur permettre d'accéder au territoire américain. Ils arrivèrent avec leurs connaissances, leurs professions, qu'ils mirent au service de la population haïtienne. Parmi eux se rencontraient d'authentiques intellectuels [...]. En dehors des réfugiés politiques, on assistera à une véritable ruée des personnalités intellectuelles et artistiques de toutes les disciplines, la plupart de langue française, encouragées à venir par le président Lescot lui-même et enchantées de découvrir une élite intellectuelle remarquable empressée de leur faire le meilleur accueil. Le chef de l'État, assimilant ces démarches à une vraie "croisade culturelle", estimait que l'établissement des contacts directs avec ces princes de l'art et de la culture ne pouvait servir qu'au rayonnement du pays à l'extérieur » (Corvington 2007 : 316-317).

4. <sup>△</sup> Yale University Archives, GEN MSS 350, lettre d'Alfred Métraux à Yvonne Oddon, 04/02/1947 (je remercie Christine Laurière de m'avoir donné accès à une copie de la correspondance Oddon/Métraux). Sur l'histoire de l'Unesco dans cette

période, consulter : Chloé Maurel, « L'Unesco : un âge d'or de l'aide au développement par l'éducation (1945-1975) », *Cahiers d'Histoire*, 108, 2009, p. 145-170.

5. ▲ Sans revenir sur la biographie de Métraux, je souligne trois faits qui témoignent de son intérêt pour la culture matérielle et sa préservation : sa formation à l'École des chartes, la thèse soutenue sur la culture matérielle chez les Tupi-Guarani du Brésil et ensuite son rôle de directeur du Musée d'ethnologie de l'université de Tucumán. Pour un aperçu de sa trajectoire voir les textes publiés dans *L'Hommage à Alfred Métraux* parus dans la revue *L'Homme* l'année suivant sa mort, en 1964.

6. ▲ Ceci est étroitement lié au fait que Métraux avait observé son ami Georges Henri Rivière dans son travail au Musée d'ethnographie du Trocadéro depuis 1928 transformé en musée de l'Homme en 1937, puis à la tête du Musée des arts et traditions populaires, inauguré en 1937 (Laurière, 2008 ; Segalen, 2005).

7. ▲ Dans un article intitulé « L'ethnographie et le monde moderne », paru en 1945 dans une revue haïtienne, avant même d'être embauché par l'Unesco, Métraux remarque : « le Musée vivant se doit de recueillir la physionomie d'une culture en transition. C'est-à-dire qu'il faut constituer des archives vivantes des traditions populaires, des croyances et de l'art. Haïti a le bonheur d'avoir une vie populaire d'une richesse inouïe qui excite la curiosité et l'intérêt des esprits cultivés » (Métraux 1945).

8. ▲ La monographie classique *Le vaudou haïtien* (1958) est le résultat des trois incursions réalisées par Métraux en Haïti dans les années 1940. En 1941, quand il fait la connaissance de l'ethnologue, homme politique et écrivain Jacques Roumain (1907-1944) et discute avec lui de la possibilité de créer un Bureau d'ethnologie à Haïti ; en 1944, quand il est invité par le Dr. Camille Lhérisson (1904-1966) à participer au Congrès international de philosophie organisé par la Société haïtienne d'études scientifiques, et entre 1948 et 1950, quand il est chargé du projet de l'Unesco à Marbial. La recherche dans les *hounforts* (espaces de culte), en particulier dans l'*hounfort* de la *mambo* (prêtresse vaudou) Lorgina Delorge, du côté de Port-au-Prince, est menée parallèlement aux activités officielles. Pendant les années 1950 notamment, Métraux publie une série d'articles sur le sujet du vaudou, qui précéderont, finalement, la publication de l'ethnographie par Gallimard en 1958. Pour plus de détails, voir les extraits du cahier de terrain de Métraux publiés dans Métraux 1978 et l'article de Christine Laurière qui détaille les séjours de Métraux en Haïti.

9. ▲ L'équipe de recherche de Métraux à Marbial fut composée de l'agronome Édouard Berrouet, des ethnologues Michel Lamartinière Honorat, Roger Mortel, M. Michelson Hyppolite et Rémy Bastien, de l'assistante sociale Jeanne Sylvain et, finalement, du couple Jean Comhaire et Suzanne Comhaire-Sylvain, qui étaient en Haïti pour mener des recherches indépendantes et qui ont été appelés par Métraux au dernier moment.

10. ▲ Le 24 janvier 1949, Métraux écrit à Bowers en attirant l'attention sur l'utilisation incorrecte du terme *survey*. Il insiste pour que le caractère ethnologique de son étude à Marbial soit clarifié : « [...] dans tous les documents de l'Unesco notre *survey* est référencé comme "*sociologic survey*". Cela n'est pas correct. Même si on sait qu'il n'y a pas une différence assez claire entre les champs de cette science, l'approche et les méthodes du sociologue et de l'ethnologue ne sont pas les mêmes. Comme vous savez je suis un ethnologue et j'utilise la méthode du travail de terrain en impliquant une analyse quantitative et qualitative. Par ailleurs, le *survey* a consisté en un essai visant à observer la culture dans son ensemble et à voir les relations entre tous ses aspects d'un point de vue ethnologique. Il semblait, depuis le début, que cela serait la méthode la plus adaptée quant aux buts de l'éducation de base. Je crois que ce serait utile de garder les étiquettes appropriées » (Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part VII).

11. ▲ Archives Unesco : série 375 (729.4) A 61, part II, lettre d'Alfred Métraux à John Bowers, 7/5/1948.

12. <sup>△</sup> *Ibid.*

13. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part 1b.

14. <sup>△</sup> Le stage d'Yvonne Oddon aux États-Unis avait pour but la réorganisation et la modernisation de la bibliothèque du musée ethnographique français au moment de sa réforme la plus cruciale, quand le musée de l'Homme succède au musée d'ethnographie du Trocadéro en 1937-1938. Sous l'Occupation, Oddon fit partie du réseau de résistance du musée de l'Homme, démantelé en février 1941 par la Gestapo. Sa peine de mort fut commuée en déportation en camp de concentration allemand.

15. <sup>△</sup> Yale University Archives, GEN MSS 350, lettre d'Alfred Métraux à Yvonne Oddon, 01/05/1948.

16. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part II, lettre d'Alfred Métraux à John Bowers, 12/04/1948.

17. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part III, lettre d'Alfred Métraux à John Bowers, 09/06/1948.

18. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part IV, « Suggested plan of work for Mlle Oddon », 20/07/1948.

19. <sup>△</sup> Morley 1949 : 7. La revue *Museum* commence à être publiée par l'Unesco à partir de 1948 comme organe de diffusion du Conseil international des musées (ICOM).

20. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part 1b, « Proposals for Haiti Project in terms of Libraries and Museums from the Museums point of view ».

21. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part VII, lettre de Yvonne Oddon à John Bowers, 28/01/1949.

22. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part II, lettre d'Alfred Métraux à John Bowers, 02/04/1949.

23. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part VII, lettre de Yvonne Oddon à John Bowers, 05/04/1949.

24. <sup>△</sup> Pour une histoire critique et plus détaillée du Centre d'art et de l'action de Dewitt Peters voir Celius 2007, et spécialement le troisième chapitre, titré « L'hégémonie de l'art naïf ».

25. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part 1d, lettre de Julian Huxley à Dewitt Peters, fév. 1948.

26. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part II, lettre de Dewitt Peters à John Bowers, 29/04/1948.

27. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part VII, lettre de Yvonne Oddon à John Bowers, 05/04/1949.

28. <sup>△</sup> Dans une lettre de 1946 à Julien Huxley, à l'occasion de la participation du Centre d'art à l'Exposition internationale d'art moderne de l'Unesco, Peters explique au président de l'Unesco la classification des peintres avec lesquels il travaillait : « La peinture contemporaine haïtienne est divisé en deux groupes : peinture avancée et peinture primitive ou populaire [...] On aimerait que les deux types de travail soient montrés séparément. » Cette classification, établie par Peters à la naissance du Centre d'art, est basée moins sur les motifs des peintures et sculptures que sur les origines paysannes et illettrées des artistes (Archives du Centre d'art, dossier Expositions internationales - FR05, lettre de Dewitt Peters à Julien Huxley, 19/10/1946).

29. <sup>△</sup> Ramponeau était classé, selon les catégories du Centre d'art, comme un artiste « érudit » et a été embauché par Oddon lors de son deuxième séjour en Haïti grâce à la recommandation de Peters. Dans une lettre de 6 juin 1949 elle écrit à Bowers en se disant satisfaite du travail de l'artiste : « Ramponeau est celui qui a la plus lourde charge. Je suis convaincue qu'il a été la meilleure personne qu'on aurait pu trouver pour le travail. Je lui enseigne, tous les après-midis, tout ce que j'ai appris en muséologie et en éducation visuelle. J'avoue aussi que j'apprends beaucoup avec nos expérimentations ; il a une



imagination, un enthousiasme et une compétence inhabituels » (Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part IX, lettre de Yvonne Oddon à John Bowers, 06/06/1949).

30. <sup>△</sup> Lettre de Alfred Métraux à John Bowers, 27/05/1949, série 375 (729.4) A 61, part. IX, archives Unesco.

31. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, parte IX, « Programme de travail de l'atelier ».

32. <sup>△</sup> Le célèbre bovarysme cité par Price-Mars (1876-1969) dans son livre *Ainsi parla l'Oncle*, œuvre inaugurale de l'ethnologie haïtienne, se réfère à « la faculté que s'attribue une société de se concevoir autre qu'elle n'est ». Ce comportement, explique-t-il, empêchera, pour longtemps, les Haïtiens de se confronter à leur propre culture et origine : « mais, par une logique implacable, au fur et à mesure que nous nous efforcions de nous croire Français colorés, nous désapprenions à être des Haïtiens tout court, c'est-à-dire des hommes nés en des conditions historiques déterminées, ayant ramassé dans leurs âmes, comme tous les autres groupements humains, un complexe psychologique qui donne à la communauté haïtienne sa physionomie spécifique. Dès lors, tout ce qui est authentiquement indigène – langage, mœurs, sentiments, croyances – devient-il suspect, entaché de mauvais goût aux yeux des élites éprises de la nostalgie de la patrie perdue » (Price-Mars, Jean, *Ainsi parla l'Oncle*, Port-au-Prince, Les Éditions Fardin, 2011, p. 8-9).

33. <sup>△</sup> Institut national de l'audiovisuel, disponible sur le lien : <http://www.ina.fr/video/VDD09016227/l-art-en-haiti-video.html> [consulté en novembre 2016].

34. <sup>△</sup> *Ibid.*

35. <sup>△</sup> Archives du Laboratoire d'anthropologie sociale, Fonds Alfred Métraux, dossier FAM.H.MT 01.23.

36. <sup>△</sup> Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part. II, « LBA Memo 121 ».

37. <sup>△</sup> *Ibid.*

38. <sup>△</sup> Gabriel, comme il est communément appelé dans la documentation, arrive en Haïti juste après avoir bénéficié d'une formation aux États-Unis, à l'université de Harvard, où il a étudié l'alphabétisation des adultes et l'enseignement du créole haïtien. De cette formation spécifique découle la priorité qu'il donnera à la confection du matériel didactique du projet au détriment du développement de la bibliothèque-musée. Dans une lettre datée du 15 juin 1949, en réalisant ce qui se passait peu avant de partir d'Haïti, Oddon écrit au président de l'ICOM en demandant une aide financière pour son atelier : « Vous comprendrez mon sentiment de ne pouvoir sauver mon "fils" d'une certaine mort, encore plus maintenant qu'il commence à grandir et à accomplir ses promesses. [...] Est-ce que l'ICOM peut avoir intérêt dans cette "partie musée" de notre entreprise ? » De fait, cette lettre est la dernière trouvée dans les archives de l'Unesco qui mentionne la bibliothèque-musée. Tout indique que le financement demandé par Oddon à l'ICOM n'est jamais arrivé et on ignore quel fut le destin des matériels fabriqués dans l'atelier (Archives Unesco, série 375 (729.4) A 61, part X, lettre de Yvonne Oddon à M. Hamlin, 16/06/1949).

## LES AUTEURS

**Nicolas Adell** enseigne l'anthropologie à l'université de Toulouse-Jean Jaurès. Après des travaux consacrés aux communautés initiatiques de métiers artisanaux (*Des hommes de Devoir. Les compagnons du Tour de France, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions de la MSH, 2008), il a orienté ses travaux dans une double direction : d'un côté, une analyse critique de la notion de patrimoine culturel immatériel (*Transmettre, quel(s) patrimoine(s) ? Autour du patrimoine culturel immatériel* (dir., avec Y. Pourcher, Michel Houdiard, 2011) ; *Between Imagined Communities and Communities of Practice. Participation, Territory and the Making of Heritage* (dir., avec R. Bendix, C. Bortolotto et M. Tauschek, Universitätsverlag Göttingen, 2015)) et, de l'autre, une anthropologie des savoirs et des savants (*Anthropologie des savoirs*, Armand Colin, 2011 ; *Ce que la science fait à la vie* (dir. avec Jérôme Lamy), Éd. du CTHS, 2016). Il se consacre à présent à une anthropologie des réflexivités dans le monde contemporain, développée à partir des mondes savants (*La vie savante*, PUF, 2022) et artisanaux (*La vie-devant-soi*, 2022).

Anthropologue, **Franck Beuvier** est chargé de recherche au CNRS et membre de l'Institut des mondes africains. Ses travaux, menés pour l'essentiel au Cameroun, portent sur les trajectoires associatives et les mécanismes d'attribution de la valeur intéressant les biens coutumiers et les biens précieux. Fidèles à une approche combinant histoire et sociologie situationnelles, ses recherches actuelles se concentrent principalement sur la genèse des imaginaires tissés autour de l'associationnisme au Cameroun, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Auteur de l'ouvrage *Danser les funérailles* (Éd. de l'EHESS, 2014), il a contribué à la préparation de deux numéros thématiques : « Arts de l'enfance, enfances de l'art » (*Gradhiva*, 2009, avec Daniel Fabre) et « Précieux » (*Gradhiva*, 2019, avec Marc Abélès), et a consacré plusieurs études à l'histoire des savoirs ethnographiques, dont « Le roi-prêtre n'existe (peut-être) pas » (*L'Homme*, 230, 2019) et « La figure du cadet Grassfields » (*Cahiers d'études africaines*, 237, 2020).

**Julien Bondaz** est maître de conférences en anthropologie à l'université Lumière Lyon 2, chercheur au Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains (LADEC) et chercheur associé au Centre Alexandre Koyré (UMR 8560, EHESS-CNRS-MNHN). Outre les enquêtes ethnographiques qu'il mène en Afrique de l'Ouest depuis 2005, notamment en anthropologie de la nature, de l'art et de la communication, il poursuit également des recherches sur l'histoire de l'ethnologie et des pratiques de collecte ethnographique et naturaliste à la fin de la période coloniale. Il a publié deux livres : *L'exposition postcoloniale. Musées et zoos en Afrique de l'Ouest* (L'Harmattan, 2014) et, avec Julien Bonhomme, *L'offrande de la mort. Une rumeur au Sénégal* (CNRS Éditions, 2017) et a codirigé plusieurs ouvrages et numéros de revue, dont un numéro de la revue *Gradhiva* intitulé « Tous les musées du monde » (2022). Il collabore

régulièrement avec des institutions muséales (musée du quai Branly-Jacques Chirac, musée des Confluences, Muséum de Toulouse, Musée départemental Albert Kahn...).

**Stefania Capone** est directrice de recherche au CNRS (DR1) et membre du Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CREDA). Elle est spécialiste des religions afro-brésiliennes et afro-atlantiques en général. Ses recherches portent sur la transnationalisation de ces religions aux États-Unis, Brésil, Nigeria et en Europe, sur les réagencements rituels qu'elle entraîne, ainsi que sur les liens entre mémoire africaine et réafricanisation rituelle. Ses derniers travaux portent sur la patrimonialisation des religions afro-brésiliennes et elle dirige, avec Fernanda Arêas Peixoto, le thème de recherche sur l'histoire de l'anthropologie au Brésil dans *Bérose*. Elle est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages, parmi lesquels *La quête de l'Afrique dans le candomblé : pouvoir et tradition au Brésil* (Paris, Mimesis, 2017 ; 1<sup>re</sup> éd., 1999), traduit en portugais (Brésil, Pallas, 2004) et en anglais (États-Unis, Duke University Press, 2010), ainsi que de *Les Yoruba du Nouveau Monde : religion, ethnicité et nationalisme noir aux États-Unis* (Paris, Karthala, 2005), traduit en portugais (Brésil, Pallas, 2011).

**Arnould Chandivert** est anthropologue, maître de conférences à l'université Paul-Valéry Montpellier 3, membre de l'UMR SENS. Une part de ses travaux concerne l'histoire du folklore et de l'ethnologie de la France. Ce travail a été mené en croisant échelles nationale, régionale et locale ; en portant l'attention sur la période cruciale de la Seconde Guerre mondiale, en examinant les mécanismes de professionnalisation de ce domaine d'étude et les liens entretenus avec le champ littéraire, l'action politique ou le tourisme. Parmi ses dernières publications sur ces questions, il a notamment coordonné (avec Maxime del Fiol, 2019) un numéro de revue sur le thème « Exotisme et pittoresque en anthropologie et littérature » et publié un article sur les réseaux scientifiques « amateurs » et leur contribution à l'émergence des images territoriales (« Circulations savantes et production des identités territoriales dans les Pyrénées centrales », CTHS, 2020).

Archiviste-paléographe, ancien membre de l'École française de Rome, conservateur général du patrimoine, **François Gasnault** a dirigé d'importants centres d'archives ministériels et territoriaux. Comme chercheur, il a étudié en historien les bals publics et la danse sociale à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle puis la sociabilité universitaire à Bologne à l'époque du *Risorgimento*. Dans le cadre d'une anthropologie historique des pratiques culturelles, il poursuit depuis 2010 des recherches qui portent conjointement sur les réseaux « revivalistes » français et sur l'histoire de l'ethnomusicologie du domaine francophone depuis l'entre-deux-guerres auxquels il a consacré de nombreuses publications dont *La marche des Mille ou l'apothéose involontaire des musiques traditionnelles*, Les Carnets du Lahic (2016, en ligne). Chargé de recherche et de documentation au laboratoire InVisu (UAR 3103 INHA-CNRS), chercheur associé au

Centre d'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle (UMR 8058 Paris1- CNRS), il codirige le projet « Les Réveillées », plate-forme d'éditorialisation en ligne des enquêtes ethnomusicologiques du Musée des arts et traditions populaires. Avec Marie-Barbara Le Gonidec, il codirige dans *Bérose* le thème de recherche « Histoire de l'ethnomusicologie ». Il coordonne également le dossier encyclopédique consacré à la Mission du patrimoine ethnologique, avec Christian Hottin.

**Júlia Vilaça Goyatá**, docteure en anthropologie sociale de l'université de São Paulo, est professeure au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université fédérale du Maranhão (UFMA). Auteure du livre *Georges Bataille e Michel Leiris : a experiência do sagrado* (Humanitas/Fapesp, 2016), elle est coordinatrice adjointe du groupe brésilien de recherche MARES (Religion, art, matérialité, espace public : groupe d'anthropologie) et membre du groupe de recherche ASA (Arts, savoirs et anthropologie). Elle travaille dans les domaines de recherches suivants : histoire et théorie anthropologiques, expression artistique et expérience sociale et anthropologie des Caraïbes.

Ingénieure d'études du ministère de la Culture, **Marie-Barbara Le Gonidec** a été en poste à la Mission du patrimoine ethnologique de 2000 à 2004 puis responsable du département de la musique et de la phonothèque du Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) jusqu'à sa fermeture en 2013. Elle est actuellement membre du laboratoire Héritages (UMR 9022). Titulaire d'un doctorat de l'université Paris X-Nanterre (1997) consacré aux instruments bulgares, son travail a d'abord porté sur l'organologie des flûtes et des cornemuses auxquelles elle a consacré plusieurs articles, avant de s'intéresser à l'histoire de l'ethnomusicologie en contexte muséal et aux archives de la discipline, avec une première publication, en 2009, d'un fonds historique portant sur la Basse-Bretagne. En 2021, elle met en ligne le site *Les Réveillées*, réalisé en collaboration avec François Gasnault, consacré aux archives ethnomusicologiques de l'ancien MNATP auxquelles elle consacre désormais l'essentiel de son activité professionnelle. Elle codirige le thème de recherche « Histoire de l'ethnomusicologie » dans *Bérose*, avec François Gasnault.

**Anaïs Mauuarin** est historienne de la photographie, professeure adjointe à Ghent University et chargée des collections photographiques du musée d'Art et d'Histoire (Bruxelles). Ses recherches portent sur l'histoire de la photographie et des collections photographiques dans les sciences humaines au xx<sup>e</sup> siècle. Elle articule cette perspective à une prise en compte des contextes coloniaux et à l'histoire des techniques du savoir et de leur obsolescence. Elle s'est en particulier intéressée au rapport de l'anthropologie à la photographie, objet de plusieurs articles scientifiques et de son dernier livre *À l'épreuve des images. Photographie et ethnologie en France, 1930-1950* (Presses Universitaires de Strasbourg, 2022).

**Damien Mottier** est anthropologue, maître de conférences à l'École pratique des hautes études depuis 2023. Après avoir soutenu sa thèse en 2011 sur des figures contemporaines de prophètes africains, il a poursuivi ses recherches sur la matérialité et la sensorialité des faits religieux au musée du quai Branly et au Fonds national de la recherche scientifique. Il a exercé pendant neuf ans comme maître de conférences à l'université Paris-Nanterre, où il a dirigé le master Cinéma documentaire et anthropologie visuelle. Ces dernières années, ses recherches l'ont conduit à s'intéresser à la double histoire du cinéma et de l'ethnologie et aux épistémologies visuelles en anthropologie.

**Fernanda Arêas Peixoto** est professeure des universités à l'université de São Paulo et chercheuse au CNPq (ministère des Sciences et Technologie). Elle dirige le groupe de recherche *Coletivo ASA*. Arts, savoirs et anthropologie (<http://www.coletivoasa.dreamhosters.com>), le projet USP-FAPESP (Fondation pour la recherche de l'État de São Paulo), « Sémantiques de la création et de la mémoire » (2022-2027), et codirige, avec Stefania Capone, le thème de recherche « Histoires de l'anthropologie au Brésil » dans *Bérose*. Membre de l'IRN Hital – Histoire transatlantique des anthropologies d'Amérique Latine / International Research Network – INHS (CNRS), elle est l'éditrice responsable de l'Encyclopédia de Antropologia ([www.ea.fflch.usp.br](http://www.ea.fflch.usp.br)) – distinguée par l'Association brésilienne d'anthropologie en 2022. Elle est auteure de *Diálogos brasileiros : a obra brasileira de Roger Bastide* (2000) et de *Le voyage pour vocation : regards croisés France, Afrique, Brésil*. Elle a co-dirigé, entre autres, *Arte e religião: passagens, cruzamentos, embates* (2021) et *Ciudades sudamericanas como arenas culturales* (2016).